

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

---

# QUESTION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LA TURQUIE ET L'IRAK

Rapport présenté au Conseil par la Commission constituée en vertu  
de la résolution du 30 septembre 1924.

---

LEAGUE OF NATIONS.

---

[C. 400 . M. 147 . 1925 . VII .

# QUESTION OF THE FRONTIER BETWEEN TURKEY AND IRAQ

Report submitted to the Council by the Commission instituted by  
the Council Resolution of September 30th, 1924.

EXPLICATION DES PRINCIPAUX TERMES ARABES OU TURCS.

---

- Eyalet* : Province (terme général).  
*Vilayet* : Province placée sous l'autorité d'un Gouverneur général, « Vali ».  
*Sandjak* : Subdivision d'un vilayet.  
*Liva* : District gouverné par un "moutessarif" et correspondant à peu près à un sandjak turc.  
*Kaza* : Territoire soumis à l'autorité d'un cadi (juge) ; par suite, district administratif ou commune ; subdivision d'un liva.  
*Nahié* : Sous-district gouverné par un « moudir » : plusieurs nahiés constituent un qaza (commune).  
*Djebel* : Montagne ou colline.  
*Ouadi* : Vallée, généralement formée par le lit d'une rivière à sec.
-

EXPLANATION OF PRINCIPAL ARABIC OR TURKISH TERMS.

---

- Eyalet* : A province (general term).  
*Vilayet* : A province under a Governor-General ("Vali").  
*Sanjak* : Sub-division of a vilayet.  
*Liwa* : A district governed by a "Mutessarif", approximately the same as a Turkish sanjak.  
*Qaza* : The territorial jurisdiction of a "Qadi" (judge), hence an administrative district or township; sub-division of the liwa.  
*Nahia* : A sub-district governed by a "Mudir": several nahies make up a qaza (township).  
*Jebel* : A mountain or hill.  
*Wadi* : A valley, usually a dry river-bed.
-

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<b>PREMIÈRE PARTIE : RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA COMMISSION</b> ... ..	5
<b>DEUXIÈME PARTIE : CONSIDÉRATIONS SUR LES PROCÉDURES PROPOSÉES PAR LES DEUX GOUVERNEMENTS :</b>	
I. Résumé des arguments du Gouvernement turc ... ..	14
II. Résumé des arguments du Gouvernement britannique ... ..	16
III. Conclusions ... ..	17
<b>TROISIÈME PARTIE : CONSIDÉRATIONS SUR LE FOND DE LA QUESTION.</b>	
<i>Chapitre premier. — Arguments géographiques et ethnographiques.</i>	
I. Analyse des arguments géographiques ... ..	20
A. Description des deux frontières proposées ... ..	20
1. Frontière du nord demandée par le Gouvernement britannique ... ..	20
2. Frontière du sud demandée par le Gouvernement turc ... ..	21
B. Caractères géographiques, géologiques et climatologiques rattachant le territoire contesté aux territoires avoisinants au nord et au sud :	
1. Considérations géologiques et climatologiques ... ..	23
2. Question du nom « Irak » ... ..	24
C. Routes et voies de communication ... ..	29
II. Analyse des arguments ethnographiques ... ..	30
A. Chiffre global de la population et pourcentage des races :	
1. Statistique des Mémoires présentés par les deux Gouvernements ...	31
2. Détails sur les statistiques des Mémoires ... ..	33
1) Arabes et Turcs de Souleimanié ... ..	33
2) Turcs de Chechian, Ashar-i-Seba et de la Nahie de Mossoul ...	34
3) Turcs de Tel Afar ... ..	34
3. Statistiques antérieures :	
1) Statistique du <i>Handbook</i> du Foreign Office ... ..	34
2) Statistique de l' <i>Annuaire officiel</i> du vilayet de Mossoul ... ..	35
B. Répartition des races dans le territoire :	
1. Représentation cartographique	
1) Cartes ethnographiques ... ..	35
2) Carte de la densité de la population ... ..	36
2. Examen de certaines questions relatives à la répartition de la population ... ..	37
1) Etendue du territoire arabe ... ..	37
2) Nombre et répartition des Turcs ... ..	37
3) Caractère turc de Kerkouk et des autres villes de la Grande Route	38
4) Tribus turques ... ..	38
5) Population des confins septentrionaux ... ..	39
3. Caractère de la ville de Mossoul ... ..	39
4. Les nomades ... ..	40
C. Caractère et affinités des différentes races :	
1) Les Kurdes ... ..	43
2) Les Turcs ... ..	47
3) Les Yézidis ... ..	48
4) Les Arabes nomades et sédentaires ... ..	50
5) Les Sarli et les Chabaks ... ..	51
6) Les Chrétiens ... ..	51
III. Description géographique et ethnographique du pays contesté ... ..	53
IV. Conclusions ... ..	56
<i>Chapitre II. — Arguments historiques :</i>	
I. Arguments britanniques et turcs ... ..	58
II. Considérations historiques ... ..	58
III. Conclusions ... ..	60

## TABLE OF CONTENTS.

	Page
<b>PART ONE : REPORT ON THE WORK OF THE COMMISSION</b> ... ..	5
<b>PART TWO : CONSIDERATIONS ON THE MODES OF PROCEDURE PROPOSED BY THE TWO GOVERNMENTS :</b>	
I. Summary of the Arguments of the Turkish Government ... ..	14
II. Summary of the Arguments of the British Government ... ..	16
III. Conclusions ... ..	17
<b>PART THREE : CONSIDERATIONS ON THE QUESTION AT ISSUE :</b>	
<i>Chapter I. — Geographical and Ethnical Arguments :</i>	
I. Analysis of the Geographical Arguments ... ..	20
A. Description of the Two Frontiers proposed ... ..	20
1. Northern Frontier demanded by the British Government ... ..	20
2. Southern Frontier demanded by the Turkish Government ... ..	21
B. Geographical, Geological and Climatic Characteristics connecting the Disputed Territory and the Neighbouring Territories :	
1. Geological and Climatic Considerations ... ..	23
2. The Question of the Name " Iraq " ... ..	24
C. Roads and Communications ... ..	29
II. Analysis of the Ethnical Arguments ... ..	30
A. The Total Figure of the Population and the Percentage of the Different Races :	
1. Statistics given in the Memoranda of both Governments ... ..	31
2. Details concerning the Statistics given in the Memoranda ... ..	33
(1) Arabs and Turks in Sulaimaniya ... ..	33
(2) Turks of Ashar-i-Sheiba, Shaikhkan and of the Mosul Nahia ... ..	34
(3) Turks of Tel Afar ... ..	34
3. Previous Statistics :	
(1) Statistics given in the Foreign Office <i>Handbook</i> ... ..	34
(2) Statistics given in the <i>Official Yearbook</i> of the Vilayet of Mosul	35
B. The Territorial Distribution of the Races :	
1. Maps :	
(1) Ethnographical Map ... ..	35
(2) Map showing the Density of the Population ... ..	36
2. Examination of Certain Questions regarding the Distribution of the Population ... ..	37
(1) Extent of the Arab Territory ... ..	37
(2) Number and Distribution of Turks ... ..	37
(3) The Turkish Character of Kirkuk and other Towns along the " High Road " ... ..	38
(4) The Turkish Tribes ... ..	38
(5) The Populations along the Northern Border ... ..	39
3. Character of the Town of Mosul ... ..	39
4. Nomads ... ..	40
C. Character and Affinities of the Various Races :	
1. The Kurds ... ..	43
2. The Turks ... ..	47
3. The Yezidi ... ..	48
4. Nomadic and Settled Arabs ... ..	50
5. The Sarli and the Shabaks ... ..	51
6. The Christians ... ..	51
III. Geographical and Ethnographical Description of the Disputed Territory ...	53
IV. Conclusions ... ..	56
<i>Chapter II. — Historical Arguments :</i>	
I. British and Turkish Arguments ... ..	58
II. Historical Considerations ... ..	58
III. Conclusions ... ..	60

	Pages
<i>Chapitre III. — Arguments économiques</i> ... ..	60
I. Analyse :	60
A. Mémoire britannique...	61
B. Mémoire turc ... ..	62
C. Questionnaire au Gouvernement britannique ... ..	64
D. Questionnaire au Gouvernement turc ... ..	65
II. Synthèse ... ..	65
III. Résumé et conclusions ... ..	72
<i>Chapitre IV. — Arguments stratégiques</i> ... ..	73
<i>Chapitre V. — Arguments politiques :</i>	
I. Les tendances des populations ... ..	75
II. Le problème assyrien :	
A. Résumé des arguments ... ..	79
B. Considérations et conclusions ... ..	81
III. Autres arguments d'ordre politique ... ..	84
IV. Considérations et conclusions ... ..	85
<i>Chapitre VI. — Conclusions générales :</i>	
I. Conclusions géographiques ... ..	86
II. Conclusions ethniques ... ..	86
III. Conclusions historiques ... ..	87
IV. Conclusions économiques ... ..	87
V. Conclusions stratégiques ... ..	87
VI. Conclusions politiques ... ..	88
VII. Conclusions finales ... ..	88
VIII. Recommandations spéciales ... ..	89

### LISTE DES CARTES.

1. Carte des itinéraires de la Commission dans le territoire contesté.
2. Carte orographique indiquant le territoire compris entre :  
 Nord : Ligne « de Bruxelles »,  
 Sud : Frontière administrative entre les deux anciens vilayets de Bagdad  
 et Mossoul,  
 Ouest : Frontière de Perse,  
 Est : Frontière de Syrie (Mandat français).
3. Carte de Guillaume Delisle pour suivre la partie du rapport concernant le nom de l'Irak.
4. Carte dressée d'après la Carte ethnographique présentée par le Gouvernement britannique devant la Société des Nations en septembre 1924.
5. Carte dressée d'après la Carte ethnographique de la Turquie d'Asie Orientale, Syrie et Perse Occidentale, publiée en 1910 par la Société Royale de Géographie à Londres.
6. Carte ethnographique du territoire contesté, dressée par la Commission d'après les dernières statistiques établies par le Gouvernement de l'Irak (1922-1924).
7. Carte de la densité de la population du territoire contesté ainsi que des régions environnantes du Royaume de l'Irak, du territoire syrien à l'est du Chabour et des vilayets de Mossoul et de Mardine de la République Turque, dressée d'après des croquis des frontières administratives et des statistiques de population communiqués par les gouvernements respectifs.
8. Quartiers d'hiver, voies de migration et quartiers d'été des nomades kurdes.
9. Carte économique.
10. Carte indiquant les terrains cultivés et incultes, les forêts et les pâturages.
11. Copie du Projet d'irrigation de la basse Mésopotamie, dressé par le Département d'Irrigation du Ministère des Travaux publics du Royaume de l'Irak, indiquant la frontière revendiquée par le Gouvernement turc et le réservoir de la zone du Diala.

	Pages
<i>Chapter III. — Economic Arguments...</i>	60
I. Analysis :	
A. British Memorandum ...	60
B. Turkish Memorandum ...	61
C. Questionnaire presented to the British Government ...	62
D. Questionnaire presented to the Turkish Government. ...	64
II. Synthesis ...	65
III. Recapitulation and Conclusions ...	72
<i>Chapter IV. — Strategical Arguments</i>	73
<i>Chapter V. — Political Arguments :</i>	
I. Views of the Population ...	75
II. The Assyrian Question :	
A. Summary of the Arguments ...	79
B. Considerations and Conclusions ...	81
III. Other Political Arguments ...	84
IV. Considerations and Conclusions ...	85
<i>Chapter VI. — General Conclusions :</i>	
I. Geographical Conclusions ...	86
II. Ethnical Conclusions ...	86
III. Historical Conclusions ...	87
IV. Economical Conclusions ...	87
V. Strategical Conclusions ...	87
VI. Political Conclusions ...	88
VII. Final Conclusions ...	88
VIII. Special Recommendations ...	89

---

### LIST OF MAPS.

1. Map showing the itineraries of the Commission in the contested area.
  2. Orographical Map, showing territory between :  
     North : Brussels Lines.  
     South : Administrative boundary between former Vilayets of Baghdad and Mosul.  
     West : Persian Frontier.  
     East : Syria (French Mandate).
  3. Map of Guillaume Delisle, to accompany the part of the report dealing with the name of Iraq.
  4. Map compiled according to the Ethnographical Map submitted by the British Government to the League of Nations in September 1924.
  5. Map compiled according to the Ethnographical Map of Eastern Turkey in Asia, Syria and Western Persia, published by the Royal Geographical Society, London, in 1910.
  6. Ethnographical Map of the contested territory, compiled by the Commission according to the latest statistics drawn up by the Government of Iraq (1922-1924).
  7. Map showing the density of population of the contested area and of the adjoining territories : the Kingdom of Iraq, the Syrian territory to the east of the Khabur and the Turkish Vilayets of Hakkari and Mardin, compiled from sketches showing their administrative boundaries and statistics of population as submitted by the respective Governments.
  8. Winter quarters, routes of migration, and summer quarters of Kurdish nomads.
  9. Economic Map.
  10. Map showing cultivated and barren areas, forests and pasture.
  11. Copy of the Irrigation Project for Lower Mesopotamia as established by the Irrigation Dept. of the Ministry of Public Works of Iraq, showing the frontier claimed by Turkey and the Diala Reservoir.
-

## Première partie

# RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA COMMISSION

Au cours de sa trentième session, dans la séance tenue à Genève, le mardi 30 septembre 1924, et consacrée à l'examen de la question des frontières de l'Irak, le Conseil de la Société des Nations, « afin de recueillir les données de faits et les éléments d'appréciation qui lui étaient nécessaires pour remplir la mission qui lui avait été confiée, selon l'article 3, alinéa 2 du Traité de Lausanne », décida la constitution d'une Commission spéciale de trois membres. Cette Commission, aux termes de la résolution adoptée,

« ... devra apporter au Conseil tous renseignements et toutes suggestions propres à lui permettre de prendre sa décision. Elle devra tenir compte des documents existants et des vues exprimées, tant sur la procédure que sur le fond de la question, par les parties intéressées. Elle recevra toutes communications que les parties pourront désirer lui faire. Elle pourra procéder à des investigations sur les lieux et se faire, dans ce cas, assister par des assesseurs désignés respectivement par chacun des deux gouvernements intéressés.

» La Commission réglera elle-même sa propre procédure.

» Le Conseil confie à son président en exercice et au rapporteur de la question le soin de désigner d'un commun accord les membres de ladite Commission. »

Le président du Conseil en exercice et le rapporteur de la question firent appel au comte Teleki, ancien premier ministre de Hongrie, à M. af Wirsén, ministre plénipotentiaire de Suède, et à M. le colonel Paulis, Belge, qui voulurent bien accepter cette mission et se réunirent à Genève, le 13 novembre 1924, pour constituer la Commission. Voici, depuis cette date, une courte relation de son activité.

Elle prit aussitôt connaissance des documents préparés par le Secrétariat de la Société des Nations sur la question de la ligne-frontière entre la Turquie et l'Irak.

Après avoir étudié les procès-verbaux de la Conférence de Lausanne, ceux des séances du Conseil, ainsi que les mémoires du Gouvernement britannique et du Gouvernement turc, la Commission arrêta le plan général de ses travaux. Elle constata la nécessité de se rendre sur les lieux afin d'y procéder à une enquête et de recueillir sur place les données indispensables. Elle reconnut la nécessité d'approfondir certaines questions particulières, en se documentant directement auprès des deux Gouvernements. Dans ce but, elle décida de prendre tout d'abord contact personnel à Londres et à Angora avec lesdits gouvernements. Un questionnaire fut envoyé de Genève à chacun des gouvernements intéressés afin que la Commission, lors de son passage à Londres et à Angora, fût à même de recueillir, sans perte de temps, les renseignements complémentaires qu'elle désirait obtenir avant de procéder à son enquête sur place.

Avant de quitter Genève, il fut décidé d'élire M. af Wirsén à la présidence de la Commission.

Dès son arrivée à Londres, la Commission fut reçue par les secrétaires d'Etat aux Affaires étrangères et aux Colonies. Plusieurs séances et entrevues eurent lieu, auxquelles assistaient les experts de ces deux Ministères.

Dans la séance du 25 novembre, M. Davidson, du Ministère des Colonies, après avoir souhaité la bienvenue à la Commission, exprima la satisfaction éprouvée par son Gouvernement en constatant que le Conseil avait accordé sa préférence à la nomination d'une Commission, procédure que le Gouvernement britannique n'a cessé de juger plus efficace qu'un plébiscite pour permettre la solution du litige.

Sur cette remarque de M. Davidson, la Commission jugea nécessaire de souligner immédiatement que le Conseil n'avait aucunement limité son pouvoir d'action, c'est-à-dire qu'elle avait toute liberté pour recommander au Conseil un plébiscite comme n'importe quelle autre méthode de procédure qu'elle jugerait utile.

M. Davidson remercia la Commission de cet éclaircissement et l'informa de l'intention du Gouvernement britannique de lui faire parvenir un exposé de son point de vue sur les difficultés d'un plébiscite.

Dans cette séance et les séances ultérieures, les différents points soulevés par la Commission dans son questionnaire au Gouvernement britannique furent successivement examinés.

Enfin, selon une décision antérieurement prise à Genève, la Commission invita le Gouvernement britannique à désigner un assesseur, qui l'accompagnerait et l'assisterait pendant ses travaux sur place.

La Commission se rendit dans les derniers jours de l'année à Constantinople. Elle quitta cette ville le 3 janvier pour se rendre à Angora.

Au cours des échanges de vues que la Commission eut avec les représentants de la République Turque, un incident analogue à celui qui s'était produit à Londres démontra la nécessité de préciser d'une façon ne prêtant à aucune équivoque la nature des pouvoirs de la Commission,



## Part One.

### REPORT ON THE WORK OF THE COMMISSION.

---

The Council of the League of Nations, during its thirtieth session, at the meeting held at Geneva on Tuesday, September 30th, 1924, which was devoted to the examination of the question of the frontiers of Iraq, decided to set up a special Commission of three members "with a view to collecting the facts and data which it required to fulfil the mission entrusted to it under Article 3, paragraph 2, of the Treaty of Lausanne". Under the terms of the resolution adopted, this Commission :

" . . . shall lay before the Council all information and all suggestions which may be of a nature to assist it in reaching a decision. It shall give due consideration to the existing documents and to the views expressed by the interested parties, both as regards the procedure and as regards the substance of the question. It shall receive all communications which the parties may wish to transmit to it. It may proceed to investigations on the spot, and, in that case, may avail itself of the services of advisers appointed respectively by each of the two Governments concerned.

" The Commission shall fix its own procedure.

" The Council instructs the President and the Rapporteur on this question to appoint the members of the said Commission by common agreement. "

The President of the Council and the Rapporteur on the question invited Count Teleki, former Prime Minister of Hungary, M. af Wirsén, Swedish Minister Plenipotentiary, and Colonel Paulis (Belgium), to carry out this task. They agreed to do so, and met at Geneva on November 13th, 1924, in order to constitute this Commission. The following is a brief account of its activities since that date.

The Commission immediately acquainted itself with the documents prepared by the Secretariat of the League of Nations concerning the frontier-line between Turkey and Iraq.

After studying the minutes of the Conference of Lausanne, the minutes of the sessions of the Council and the memoranda of the British and Turkish Governments, the Commission drew up the general plan of its work. It came to the conclusion that it would be necessary to proceed to the spot in order to carry out an enquiry and to collect locally the data it required. It decided that it would be necessary to go thoroughly into certain special questions and for that purpose to obtain documentary information direct from both Governments concerned. It accordingly decided first of all to get into personal touch in London and Angora with the said Governments. A questionnaire was sent from Geneva to each of the Governments concerned in order that the Commission, when it reached London and Angora, should be able, without loss of time, to obtain the supplementary information which it required before proceeding to carry out its enquiry on the spot.

Before leaving Geneva, it was decided to elect M. af Wirsén President of the Commission.

When the Commission arrived in London, it was received by the Secretaries of State for Foreign Affairs and the Colonies. Several meetings and interviews took place, at which the experts of these two Ministries were present.

At the meeting on November 25th, Mr. Davidson, of the Colonial Office, welcomed the Commission and expressed the satisfaction of his Government that the Council had preferred to appoint a Commission — a procedure which the British Government had always thought would prove more effective for the solution of the dispute than a plebiscite.

In reply to this observation, the Commission thought it advisable to point out immediately that the Council had not in any way limited its power of action — that is to say, that it would be free to recommend to the Council a plebiscite as well as any other method of procedure which it might consider desirable.

Mr. Davidson thanked the Commission for this explanation and stated that the British Government intended to forward a memorandum on its point of view concerning the difficulties of a plebiscite.

At this meeting, and at the subsequent meetings, the various points raised by the Commission in its questionnaire to the British Government were examined in turn.

Finally, in conformity with a decision previously reached at Geneva, the Commission invited the British Government to appoint an assessor to accompany it and assist it when carrying out its work on the spot.

At the end of the year the Commission proceeded to Constantinople, leaving that city on January 3rd for Angora.

During the exchange of views which took place between the Commission and the representatives of the Turkish Republic, an incident, similar to that which occurred in London, showed that it was necessary to state, without leaving any room for doubt, the nature of the Com-

lesquels lui laissaient la faculté de choisir entre la thèse britannique et la thèse turque au sujet de la procédure à suivre, et, pour ce qui concerne le fond de la question, proposer n'importe quelle ligne frontière, fût-elle située entre les lignes extrêmes revendiquées par les deux gouvernements. Il était à remarquer, en effet, que, dans la lettre d'envoi accompagnant sa réponse au questionnaire envoyé de Genève par la Commission, le ministre des Affaires étrangères turc, après avoir résumé à nouveau les principaux arguments de sa thèse, ajoutait les considérations suivantes :

« Mon Gouvernement est convaincu..... que l'expression de la volonté populaire doit être considérée comme le facteur essentiel dont dépend la solution du problème, et il espère que la Commission tiendra compte de ce vœu fondamental du Gouvernement et du peuple turcs que la solution doit être trouvée dans la volonté librement exprimée de la population du vilayet de Mossoul.

» Pour la première fois depuis sa fondation, un différend de quelque importance, survenu entre une grande Puissance occidentale et un Etat du Proche-Orient au sujet de la détermination du sort d'une population orientale, est porté devant le Conseil de la Société des Nations. De la solution que votre Commission préconisera, après avoir mûrement étudié la question, dépendront en grande partie la sincérité et la confiance dans les futures relations entre l'Orient et l'Occident et la foi des peuples orientaux dans l'ère nouvelle symbolisée par la Société des Nations.

» Le Gouvernement de la République est convaincu que votre Commission aura à cœur de contribuer à l'heureux événement que serait l'établissement d'une atmosphère de confiance mutuelle entre ces deux parties du monde et voudra assurer le triomphe du droit en recommandant au Conseil de laisser la population du vilayet de Mossoul déterminer librement son propre sort. »

Après de longs pourparlers, la Commission réussit à faire accepter son point de vue par le Gouvernement turc.

La Commission pria également le Gouvernement d'Angora de vouloir bien désigner un assesseur pour l'assister dans ses travaux et dans ses investigations. Peu de temps avant son départ, la Commission apprit que l'assesseur serait le général Djevad Pacha, inspecteur général des troupes dans la région de Diarbekir. Celui-ci serait accompagné d'experts pour le seconder dans sa tâche.

La Commission se rendit à Konia, où elle eut l'honneur d'être reçue en audience par S. Exc. Mustapha Kémal pacha Ghazi, Président de la République Turque.

Par la voie de Damas et du désert de Syrie, la Commission se rendit ensuite à Bagdad, où elle arriva le vendredi 16 janvier 1925.

La Commission accepta l'invitation qui lui fut faite de séjourner quelques jours à Bagdad. Il était utile, en effet, qu'elle pût y recueillir des renseignements sur les rapports économiques existant entre les anciens vilayets de Bagdad et de Mossoul et étudier les méthodes administratives et la situation politique du nouvel Etat. Elle y fut l'hôte du Haut Commissaire britannique, sir Henry Dobbs, qui invita également l'assesseur turc à la Résidence, tandis que les assistants turcs furent logés dans une autre partie de la ville.

Le Haut Commissaire nous présenta M. Jardine, désigné par le Gouvernement britannique pour remplir les fonctions d'assesseur auprès de la Commission ; il était assisté par l'ancien ministre des Travaux publics, Sabi bey, en qualité de représentant du Gouvernement de l'Irak.

Le lendemain de son arrivée, la Commission fut présentée par le Haut Commissaire à Sa Majesté le Roi Fayçal, qui lui souhaita la bienvenue et exposa son point de vue et celui de son Gouvernement sur la question des frontières de son pays.

Sa Majesté nous fit parvenir officiellement le texte de son discours de bienvenue, ainsi qu'un mémoire écrit.

Dans ce document, après avoir exposé la légitimité et le bien-fondé des revendications de l'Irak, le Roi rappelait la vieille civilisation des peuples arabes et les anciennes splendeurs de la cité des Califes, jadis centre d'une civilisation renommée. Il faisait un court historique du mouvement national arabe et montrait comment ce peuple n'hésita pas à saisir l'occasion qui lui était offerte, lors de la guerre mondiale, de se joindre aux Alliés et de chasser les usurpateurs. Il exposait que les Turcs se retirèrent au nord des frontières de l'Irak dès la signature de l'armistice, et qu'une occupation militaire britannique fut alors établie dans les trois vilayets de Bassorah, Bagdad et Mossoul. Peu après cette occupation, le Gouvernement britannique déclarait au Parlement son intention de tenir les promesses qu'il avait faites au peuple arabe et d'établir en Irak un gouvernement national. Ce gouvernement existe effectivement depuis quatre ans et les progrès réalisés ont amené le Gouvernement britannique à transformer le mandat en un traité d'alliance. Son représentant au Conseil de la Société des Nations n'avait-il pas déclaré que l'Irak serait bientôt en état de se gouverner seul et de demander son admission dans la Société des Nations ?

Le Roi ne doutait pas que la Commission se rendit compte de la différence entre le régime actuel et celui qui existait du temps des Turcs. Son royaume, fondé sur la justice et l'égalité civile et religieuse de tous ses sujets, ne demandait qu'à jouir d'une paix solide et — lorsque des frontières lui permettant une existence stable lui auraient été reconnues — de se livrer avec toute sa jeune énergie au développement de ses richesses naturelles. A cet effet, il mentionna les projets d'irrigation des plaines du Diala et de l'Euphrate, projet qui rendrait à la culture plus de trois millions d'acres. La ligne du chemin de fer de Bagdad à Mossoul par Kifri et Kerkouk était en voie d'achèvement. Enfin, son Gouvernement était sur le point de conclure un contrat qui assurerait l'exploitation des champs pétrolifères du royaume.

Revenant sur les rapports futurs de l'Irak avec la Turquie, il affirmait que son peuple était animé de sentiments amicaux à l'égard de ses voisins. « Nous respectons le peuple turc », disait-il, « et lui souhaitons toute prospérité ; cependant, nous désirons vivre nous-mêmes en paix et en sécurité afin de pouvoir, par notre travail et par le développement de nos ressources, servir la cause de l'humanité entière. Il faut pour cela que notre pays reste entier et intact et

mission's powers, which left it free to choose between the British and Turkish suggestions as to the procedure to be followed and to propose, with regard to the fundamental question at issue, any frontier-line it might deem desirable, provided always that it lay between the extreme frontier limits claimed by the two Governments.

It is to be noted that, in the covering letter of its reply to the Geneva questionnaire, the Turkish Government, after summarising the principal arguments in support of its views, put forward the following considerations :

“ My Government is convinced . . . that the expression of the popular will should be regarded as the essential factor in the solution of the problem, and it hopes that the Commission will take into consideration the most earnest desire of the Turkish Government and people that the solution may be found in a free expression of the desire of the population of the Mosul Vilayet.

“ For the first time since the foundation of the League of Nations, a dispute of considerable importance between a great Western Power and a Near Eastern Power regarding the final destiny of an Oriental people has been brought before the Council of the League. Feelings of good-will and mutual confidence between East and West, and the faith of Oriental peoples in the new era for which the League of Nations stands, will depend very largely on the solution your Commission may advocate, after a thorough investigation of the question.

“ The Government of the Republic is convinced that your Commission sincerely desires to contribute to the creation of mutual confidence between these two parts of the world, which would be so desirable a result, and will wish to ensure the triumph of justice by recommending that the Council should allow the population of the Vilayet of Mosul freely to determine its own fate. ”

After long discussion, the Commission succeeded in persuading the Turkish Government to accept its point of view.

The Commission also invited the Government of Angora to be good enough to appoint an assessor to assist in its work and investigations. Shortly before its departure, the Commission learned that the assessor would be General Jevad Pasha, Inspector-General of Troops in the Diarbekr region. The latter would be accompanied by experts to assist him in his task.

The Commission then went to Konieh, where it had the honour to be received in audience by H.E. Mustapha Kemal Pasha Ghazi, President of the Turkish Republic.

By Damascus and the Syrian desert, the Commission then proceeded to Baghdad, where it arrived on Friday, January 16th, 1925.

The Commission accepted an invitation to stay for a few days in Baghdad. It was, indeed, desirable for it to collect information there concerning the economic relations which existed between the former vilayets of Baghdad and Mosul and to study the administrative methods and political situation of the new State. The members of the Commission were the guests of the British High Commissioner, Sir Henry Dobbs, who also invited the Turkish assessor to stay at the Residency, whereas the Turkish experts were housed in another part of the town.

The High Commissioner introduced Mr. Jardine, who had been appointed by the British Government to act as assessor to the Commission. He was accompanied by the former Minister of Public Works, Sabi Bey, as representative of the Government of Iraq.

On the day after its arrival the Commission was presented by the High Commissioner to H.M. King Faisal, who welcomed it and explained his views and those of his Government on the question of the frontiers of his country.

His Majesty transmitted to it officially the text of his speech of welcome and a written memorandum.

In this document, after setting forth the justice and legitimacy of the claims of Iraq, he referred to the ancient civilisation of the Arab people and the former splendours of the city of the Caliphs, which was once the centre of a famous civilisation. He gave an historical summary of the Arab nationalist movement and showed how the Arabs had not hesitated to avail themselves of the opportunity offered by the world-war to join the Allies and expel the usurpers. He showed that the Turks withdrew north of the frontiers of Iraq when the Armistice was signed, and that a British military occupation was then established in the three vilayets of Basrah, Baghdad and Mosul. Shortly after this occupation the British Government communicated to Parliament its intention of keeping the promises which it had made to the Arab people and establishing a national government in Iraq. That Government had now been in existence for four years, and the progress realised had allowed the British Government to transform the mandate into a treaty of alliance. Had not the British representative on the Council of the League of Nations declared that Iraq would soon be in a position to become a self-governing State and request admission to the League of Nations ?

He was sure that the Commission would perceive the difference between the present state of affairs and that which existed under Turkish rule. His kingdom, founded on justice and the civil and religious equality of all his subjects, only desired to enjoy lasting peace, and, when such frontiers had been granted to Iraq as would guarantee that country's stability, to throw all its youthful energy into the development of its natural resources. In this connection he mentioned the irrigation schemes for the plains of the Diala and Euphrates — schemes which would reopen over three million acres to agriculture. The railway-line from Baghdad to Mosul via Kifri and Kirkuk was nearing completion. Finally, his Government was on the point of concluding a contract which would ensure the exploitation of the Iraq oil-fields.

Reverting to the future relations of Iraq with Turkey, he stated that his people were animated by friendly feelings towards their neighbours. “ We respect the Turkish nation ”, he said, “ and wish it all prosperity. We ourselves, however, desire to live in peace and security in order that we may be able, by working and developing our resources, to serve the cause of all mankind. To attain this end, our country must be left entire and intact, and we must

que nous jouissions d'une frontière nous assurant contre toute agression. C'est pour nous une question de vie ou de mort. »

Il ne doutait pas que lorsque la Commission aurait examiné la question sous tous ses aspects, ethnique, géographique, économique ou stratégique, elle arriverait à la conclusion que priver l'Irak de ses frontières naturelles serait porter un coup fatal à l'avenir du pays.

Cette note concluait ainsi :

« La consolidation et l'existence même d'un gouvernement stable en Irak dépendent de la préservation du *statu quo*. J'ai la conviction, tant pour des raisons économiques que stratégiques, qu'aucun gouvernement ne pourrait se maintenir à Bagdad, si Mossoul devait en être détachée et passer entre les mains d'un gouvernement étranger. En outre, l'existence même du peuple de l'Irak serait impossible sans Mossoul. Je suis également convaincu, connaissant la mentalité du peuple turc et son désir d'expansion et de conquête, que la paix ne pourra être maintenue que par la création d'une armée considérable dont le recrutement serait rendu impossible si le territoire de Mossoul devait être séparé de l'Irak.

« Comment les capitaux étrangers pourront-ils être attirés alors que le pays sera exposé à des risques continuels d'anarchie et d'invasion ? Ainsi j'affirme que Mossoul est à l'Irak ce que la tête est au corps, et quoique, en apparence, il ne s'agisse que de la frontière entre l'Irak et la Turquie, c'est l'avenir de mon pays tout entier qui est en jeu. La prospérité et le bonheur de quatre millions d'âmes sont donc entre vos mains. Si la Commission devait, pour une raison quelconque, proposer à la Société des Nations une modification des frontières actuelles de l'Irak, j'estime qu'elle devrait, en même temps, recommander à la Société le choix d'un nouveau statut politique pour tout le territoire de l'Irak et lui confier la responsabilité de l'avenir de ce peuple. »

Le jour même, à la Résidence, la Commission tint, en présence du Haut Commissaire, une séance au cours de laquelle un incident se produisit, qui eut pour effet de retarder d'une quinzaine de jours le début des travaux. Sir Henry Dobbs nous déclara que, parmi les experts turcs, il s'en trouvait deux, Nazim bey et Fettah bey qui, étant ressortissants de l'Irak, s'étaient livrés à des manœuvres hostiles envers le gouvernement actuel de leur pays. Ces deux personnages, contre l'un desquels un mandat d'arrêt avait été décerné, s'étaient vus obligés de prendre la fuite et profitaient maintenant de la présence de la Commission pour s'introduire en Irak et peut-être pour s'y livrer, à l'abri de l'immunité diplomatique, à des agissements susceptibles de troubler la paix et la tranquillité. Ceci d'autant plus que les partis patriotes et nationalistes, dont il était facile de comprendre la surexcitation dans les circonstances actuelles, avaient déjà formulé des menaces à leur égard. En terminant, il demanda le renvoi des deux experts en question.

Les commissaires ne jugèrent pas devoir partager les vues de sir Henry Dobbs. Tout en déplorant que le Gouvernement turc eût désigné des experts qui s'étaient compromis aux yeux des autorités de l'Irak et dont la présence rendait de ce fait plus difficile la tâche de la Commission, ils firent remarquer que les deux experts en question, étant citoyens du vilayet de Mossoul, ne devaient pas être considérés comme sujets de l'Irak avant que soit intervenue une solution définitive de la question des frontières.

Nous mîmes l'assesseur turc au courant de cet incident et ne lui cachâmes pas l'étonnement que nous causait le choix des experts désignés par son Gouvernement. Toutefois, pour les raisons que nous venons d'exposer, nous ne crûmes pas devoir exercer la moindre pression sur le général Djévad pacha, en vue du remplacement de ses experts par son gouvernement.

Entre temps, l'assesseur turc nous apprit que ses experts et son aide de camp étaient consignés dans un « camp retranché » et gardés à vue.

La Commission attira sans tarder l'attention du Haut Commissaire sur ce que ce procédé avait d'injustifié.

Nous avons jugé devoir nous rendre sur les lieux et nous constatâmes que la délégation turque était, en effet, logée à quelques kilomètres de la ville dans des baraquements militaires entourés de fils de fer. Par notre intervention très énergique auprès du Haut Commissaire, nous réussîmes, enfin, à faire transférer les experts turcs dans des logements attenants à la résidence ; d'un autre côté, nous assûrâmes sir Henry Dobbs que les experts turcs ne se rendraient pas en ville. Nous avons jugé ces dispositions acceptables en raison des conditions particulières de la ville de Bagdad, mais nous déclarâmes que, dès notre arrivée en pays contesté, nous insisterions pour qu'une pleine liberté de mouvements soit accordée à la délégation turque.

La première phase de cet incident se termina à Bagdad par l'envoi de la note suivante, adressée au Haut Commissaire britannique et à l'assesseur turc :

« ...La réponse de Son Excellence le Haut Commissaire, ainsi que les démarches de Son Excellence le général Djévad pacha, ont suggéré à la Commission les considérations suivantes :

1<sup>o</sup> La Commission renouvelle l'expression de ses regrets que le Gouvernement de la République Turque ait jugé opportun de faire accompagner son assesseur auprès de la Commission de la Société des Nations par des personnes qui, du fait de leur activité politique récente, étaient tout au moins peu indiquées pour remplir des fonctions aussi délicates. Le fait que ces deux Messieurs sont nominativement mentionnés dans les procès-verbaux de la Conférence de Constantinople pouvait faire prévoir des difficultés et des complications de nature à entraver les travaux de la Commission.

2<sup>o</sup> La Commission estime que, tant qu'elle se trouvera en dehors de la zone contestée, elle ne peut s'opposer à certaines mesures que lui ont dit avoir dû prendre les autorités responsables de l'ordre public en vue de la sécurité personnelle de l'assesseur turc et de ses assistants.

possess a frontier which will guarantee us against all aggression. This is for us a question of life and death. ”

He was sure that when the Commission had examined the question in all its aspects — ethnical, geographical, economic and strategic — it would arrive at the conclusion that to deprive Iraq of its natural frontiers would be to deal a mortal blow at the future of the country.

The note concluded as follows :

“ The bringing into existence and consolidation of a permanent Government in Iraq is dependent on the preservation of the *status quo*, as I consider that it is impossible, both strategically and economically, for a Government in Baghdad to live if Mosul is detached from it and held by another Government. Nor can a real life be hoped for the people of Iraq without Mosul. What is more, my convictions and my experience of the mentality (original spiritual state) of the Turkish people, their historic ambition for extension and invasion and the absence of another line of frontier safeguarding to the existence of my country make me declare that it will be impossible to maintain internal peace even in normal times except by the creation of a permanent military force which it is not within the powers of the Iraq amputated to create either at present or in future. Likewise, I do not believe that any foreign capital will come into Iraq when foreign capitalists are aware that the country is constantly exposed to risks, anarchy and invasion. Therefore I consider that Mosul is to Iraq as the head is to the rest of the body ; and it is my unshakeable conviction that, though the question is only one of fixing a boundary between Iraq and Turkey, it is nevertheless and in fact the question of the Iraq as a whole. Accordingly, the happiness or misery of four millions of human beings is placed in the hands of the members of your honourable Commission. If for any reason the Commission may consider that it should recommend to the League of Nations any alteration or modification of the present frontiers of Iraq, it should at the same time recommend to the League the choice of a new status for the Iraq in its entirety, and it shall be responsible for the destinies of this mass of human beings. ”

The Commission on that day held a meeting at the Residency in the presence of the High Commissioner. At this meeting an incident occurred, the effect of which was to delay the commencement of work for a fortnight. Sir Henry Dobbs said that among the Turkish experts there were two — Nazim Bey and Fettah Bey — who, although nationals of Iraq, had engaged in transactions directed against the present Government of their country. These two persons, against one of whom a warrant of arrest had been issued, had been obliged to flee the country and were now availing themselves of the presence of the Commission in order to return to Iraq and possibly, under the cloak of diplomatic immunity, to engage in activities likely to disturb peace and order. This danger was the greater since, at the present time, the patriotic and nationalist parties, whose intense excitement in the present circumstances could easily be understood, had already uttered threats against them. He asked that the two experts should be recalled.

The members of the Commission were unable to share Sir Henry Dobbs' views. While deploring the fact that the Turkish Government should have appointed experts who were compromised in the eyes of the Iraq authorities and whose presence therefore rendered the Commission's task more difficult, the Commission pointed out that the two experts in question were citizens of the Vilayet of Mosul and could not be regarded as Iraqi subjects until the question of the frontiers had been finally settled.

The Commission reported this incident to the Turkish assessor and did not conceal its surprise that the Turkish Government should have selected these experts. However, for the above-mentioned reasons, it was decided not to place any pressure on General Jevad Pasha with a view to having these experts recalled.

In the meantime, the Turkish assessor informed the Commission that his experts and aide-de-camp had been placed in an “ entrenched camp ” and kept under observation. The Commission immediately drew the attention of the High Commissioner to the fact that such procedure was unjustified.

The Commission felt it its duty to proceed to the spot, and it noted that the Turkish delegation had indeed been housed some few kilometres from the town in military barracks surrounded by barbed wire. As a result of the Commission's very energetic representations to the High Commissioner, it finally succeeded in having the Turkish experts transferred to rooms near the Residency. On the other hand, it assured Sir Henry Dobbs that the Turkish experts would not go into the town. It felt that this arrangement was admissible on account of the special conditions obtaining in the City of Baghdad, but it stated that, as soon as it arrived in the disputed territory, it would insist that full freedom of movement should be accorded to the Turkish delegation.

The first phase of this incident terminated at Baghdad by the communication of the following note sent to the British High Commissioner and the Turkish assessor :

“ . . . the reply of His Excellency the High Commissioner and the representations made by His Excellency General Jevad Pasha have suggested to the Commission the following observations :

“ 1. The Commission again expresses its regret that the Government of the Turkish Republic should have thought fit to send with its assessor attached to the Commission of the League of Nations persons who, by reason of their recent political activity, were, to say the least, hardly suited to accomplish so delicate a mission. The fact that these two gentlemen have been mentioned by name in the minutes of the Constantinople Conference should have made it possible to foresee that difficulties and complications would arise likely to hinder the work of the Commission.

“ 2. The Commission considers that, so long as it remains outside the disputed territory, it cannot oppose certain measures which the authorities responsible for public order state that they have been obliged to take in order to ensure the personal safety of the Turkish assessor and his experts.

3<sup>o</sup> La Commission considère toutefois que, lorsqu'elle se trouvera à Mossoul, ou dans toute autre localité du territoire contesté, il sera indispensable que l'assesseur jouisse d'une liberté complète afin de faire valoir, comme il lui semblera bon, la thèse de son Gouvernement devant la Commission. En conséquence, il devra pouvoir disposer librement et à n'importe quel moment de l'appui de ses experts et des personnes dont il jugera opportun de se servir. Il est évident que, pour que ces conditions soient remplies, il est nécessaire que les experts jouissent d'une pleine liberté de mouvements. Après avoir consulté le général Djevad pacha, la Commission se réserve la faculté de se mettre d'accord avec les autorités locales au sujet des mesures à prendre pour assurer la sécurité personnelle des personnes qui l'accompagnent.

La Commission est convaincue que les deux Hautes Parties en cause se rendront compte de ce que toute difficulté d'ordre intérieur et secondaire apportée dans l'accomplissement de sa tâche ne saurait que nuire à la bonne marche de l'enquête qui lui a été confiée; elle espère que les deux Gouvernements feront tout ce qui est en leur pouvoir afin de lui épargner la nécessité de prendre des décisions qui ne pourraient que retarder la solution rapide du conflit. »

Au cours de son séjour à Bagdad, la Commission visita, sur l'invitation du Gouvernement de l'Irak, plusieurs Ministères, l'école militaire, les hôpitaux, les établissements d'éducation, les écoles d'agriculture et reçut diverses délégations. Elle se rendit également dans les marchés, les entrepôts de blé et de bois, dans les centres commerciaux de la ville, afin de se documenter sur le mouvement commercial entre Bagdad et ses environs et les régions du nord. Elle chercha à se rendre compte *de visu* de l'interdépendance économique des anciens vilayets de Mossoul et de Bagdad. Elle étudia avec une attention toute spéciale les statistiques douanières, rechercha les rapports consulaires d'avant-guerre et se documenta ainsi sur la situation économique du pays.

La Commission se rendit à Mossoul par le chemin de fer de Shergat, qui suit, dans une partie de son parcours, le Djebel Hamrin, frontière proposée par le Gouvernement turc.

Elle y arriva dans l'après-midi du 27 janvier et se logea dans une grande maison à proximité de la ville, qui sert de résidence au roi Fayçal, lorsqu'il est de passage dans la région.

Il se produisit dès notre arrivée un nouvel incident pénible, relaté par le comte Teleki dans un mémoire dont voici le résumé :

Le 27 janvier, jour de l'arrivée de la Commission à Mossoul, j'entrepris une promenade en ville, accompagné de MM. Roddolo et Charrère. Comme je quittais notre demeure, le général Djevad pacha, en uniforme, s'offrit à m'accompagner. J'acceptai d'autant plus volontiers que j'étais curieux de me rendre compte de l'impression que pourrait faire cet uniforme sur la population. A peine étions-nous dans la rue, la police ne nous ayant pas encore suivis, qu'une trentaine de personnes que je jugeais être des Arabes entourèrent le pacha, lui baisèrent les mains, tandis que s'élevaient des cris de : « Vive la Turquie ! » La foule grossit derrière nous ; elle pouvait être de deux cents personnes environ et les clameurs allaient en augmentant. Comme nous venions de dépasser les casernes, quelques policiers intervinrent et s'efforcèrent de disperser le public.

Arrivés devant le Bazar, nous fûmes rejoints par trois officiers de police, dont un Anglais. La foule qui nous entourait fut grossie par l'afflux de personnes se trouvant dans le Bazar. Le pacha fut l'objet de nouvelles acclamations et de nouvelles démonstrations de sympathie. Cette foule paraissait composée d'éléments assez divers, certains de fort bonne apparence, d'autres, au contraire, paraissaient être des mendiants auxquels s'étaient joints de très nombreux enfants. Les policiers renouvelèrent leurs efforts pour disperser le public qui parut obéir à leurs injonctions ; c'est alors que nous remarquâmes que, derrière nous, deux policiers étaient intervenus à coups de canne et l'un d'eux, se précipitant sur un homme d'âge moyen, qui s'était réfugié dans une boutique du Bazar, le battit violemment sous nos yeux. Je jugeai devoir intervenir. Je fis appeler un officier et lui dis : « Je vous défends de frapper les gens en présence d'un membre de la Commission de la Société des Nations. »

Poursuivant notre promenade dans la direction de la municipalité, nous fûmes suivis d'une foule sans cesse accrue que les policiers s'efforçaient de contenir. Arrivant devant le Club nationaliste de l'Irak, situé en face de la municipalité, nous fûmes témoins d'une contre-manifestation, des étudiants arborant des cocardes aux couleurs de l'Irak acclamaient le roi Fayçal.

Toujours suivis par la foule et encadrés de policiers nous regagnâmes notre habitation.

A la suite de cet incident, la Commission reçut, le lendemain matin, la visite du Mutaserif de Mossoul, accompagné du major Lloyd, inspecteur administratif britannique, qui déclarèrent se trouver dans l'obligation d'instituer un service de surveillance, afin d'assurer la protection personnelle de la délégation turque, étant donné la surexcitation toujours croissante dont faisaient preuve les milieux extrémistes de la population. Dans cette intention ils proposèrent les mesures suivantes :

1<sup>o</sup> L'assesseur turc et ses adjoints préviendront, une heure à l'avance, les autorités de la ville de leur désir de sortir ; ils indiqueront l'endroit où ils veulent se rendre et ils y seront accompagnés par la police.

2<sup>o</sup> Djevad pacha sera prié de ne pas sortir en uniforme militaire.

3<sup>o</sup> Des mesures devront être prises par les autorités afin qu'aucune manœuvre politique, de nature à troubler l'ordre public, ne puisse être tentée par les délégués turcs.

La Commission, soucieuse de garantir la liberté d'action des experts turcs, déclara ne pouvoir accepter les conditions proposées par les autorités de Mossoul. Elle rédigea une note qui fut aussitôt remise à l'inspecteur administratif et au Mutaserif.

En voici la teneur :

« 1<sup>o</sup> Nous exigeons pleine liberté de circulation pour les délégués turcs, sans escorte apparente de police ; l'assesseur turc devra pouvoir présenter à la Commission ses témoins, même si ceux-ci désirent être entendus secrètement ;

“ 3. The Commission considers, however, that, when it is at Mosul or in any other locality in the disputed territory, the Turkish assessor must enjoy complete freedom in order that he may be able to support as he thinks best the arguments laid before the Commission by his Government. Consequently, he must be able to avail himself freely and at all times of the assistance of his experts and such persons as he may think fit to employ. It is clear that, if these conditions are to be fulfilled, the experts must enjoy the right to move about quite freely. After consultation with General Jevad Pasha, the Commission reserves the right to come to an agreement with the local authorities concerning the measures to be taken to ensure the personal safety of the persons accompanying it.

“ The Commission is convinced that the two parties will realise that any difficulty of an internal or secondary nature placed in the way of the accomplishment of the Commission's task can but hinder the satisfactory progress of the enquiry entrusted to it. It hopes that the two Governments will do all that lies in their power to render it unnecessary for the Commission to take decisions which would inevitably delay the speedy settlement of the dispute. ”

During its stay at Baghdad, the Commission, on the invitation of the Iraq Government, visited a number of Ministries, the Military School, the hospitals, educational establishments and agricultural schools, and received various delegations. It also visited the markets, granaries and wood depots in the commercial centres of the town in order to obtain an insight into the trade between Baghdad and its neighbourhood and the northern regions. It endeavoured to obtain direct evidence of the economic interdependence of the former vilayets of Mosul and Baghdad. It studied the Customs statistics with particular care, sought out pre-war consular reports and thus gathered information regarding the economic situation of the country.

The Commission proceeded to Mosul by the Sharqat Railway, which runs for a certain distance alongside the Jebel Hamrin, the frontier proposed by the Turkish Government.

The Commission arrived at Mosul on the afternoon of January 27th and took up its residence in a large house near the town which is used as the residence of King Faisal when staying in this district.

Immediately after its arrival, a further regrettable incident occurred. This incident is related by Count Téléki in a memorandum which may be summarised as follows :

“ On January 27th, the day on which the Commission arrived at Mosul, I went for a walk in the town with M. Roddolo and M. Charrère. As I was leaving our house, General Jevad Pasha, in uniform, offered to accompany me. I accepted his offer the more readily as I was curious to see what impression his uniform might produce on the population. Hardly had we come into the street — the police not having yet followed us — when about thirty persons (who I supposed were Arabs) surrounded the Pasha and kissed his hands amid cries of ‘ Long live Turkey !’. The crowd following us grew until it must have consisted of about 200 individuals, and the shouting increased. As we were passing the barracks a few police officers intervened and endeavoured to disperse the crowd.

“ As we arrived in the bazaar we were joined by three police officers, one of whom was an Englishman. The crowd surrounding us had been increased by a large number of persons from the bazaar. The Pasha became the subject of further acclamations and further demonstrations of sympathy. The crowd seemed to consist of various elements. Some of those present were very respectable ; others, again, seemed to be beggars ; there were also a great many children. The police officers renewed their efforts to disperse the crowd, which seemed to obey their orders. It was then that we noticed that behind us two policemen were using their sticks, and one of them attacked a middle-aged man who had taken refuge in a shop, belabouring him violently under our eyes. I felt bound to intervene. I called an officer and said to him : ‘ I forbid you to strike people in the presence of a member of the Commission of the League of Nations ’.

“ Continuing our walk in the direction of the Town Hall, we were followed by an ever-increasing crowd which the police endeavoured to control. When we arrived in front of the Nationalist Club of Iraq, situated opposite the Town Hall, we witnessed a counter-manifestation of students wearing cockades of the Iraq colours and acclaiming King Faisal.

“ Still followed by the crowd and surrounded by police officers, we returned to the house ”.

On the morning following upon this incident, the Commission received a visit from the Mutasserif of Mosul, accompanied by Major Lloyd, the British Administrative Inspector, who stated that they would be bound to establish a system of supervision in order to ensure the personal safety of the Turkish delegation in view of the ever-increasing excitement manifested by the more extreme elements of the population. For this purpose, they proposed the following measures :

- (1) The Turkish assessor and his experts should warn the administrative authorities one hour in advance of their desire to leave their residence. They should indicate the place to which they proposed to proceed and should be accompanied by the police.
- (2) Jevad Pasha should be requested not to leave his residence in military uniform.
- (3) Measures should be taken by the authorities to ensure that no political manoeuvre likely to disturb public order should be attempted by the Turkish delegates.

The Commission, being anxious to safeguard the freedom of action of the Turkish experts, stated that it could not accept the conditions proposed by the Mosul authorities, and it drafted a note, which was at once dispatched to the Administrative Inspector and the Mutasserif.

The purport of this note was as follows :

“ (1) We require that the Turkish delegates be given complete freedom of movement without any visible police escort. The Turkish assessor must be allowed to introduce his witnesses to the Commission, even if they wish to be examined in secret.

« 2<sup>o</sup> Il est du devoir de la municipalité d'assurer la sécurité de la délégation turque ; nous ne pouvons admettre de protection discrète pour eux que par des mesures non apparentes à la population :

« 3<sup>o</sup> La Commission refusera de commencer son enquête tant que satisfaction sur ces points ne lui aura pas été donnée. »

Le mutaserif et l'inspecteur britannique, au reçu de notre note, déclarèrent ne pouvoir y répondre sans en référer préalablement aux autorités centrales. Dans sa réponse télégraphique, le Haut Commissaire, tout en reconnaissant le bien-fondé de nos demandes, déclina cependant toute responsabilité au nom des Gouvernements britannique et de l'Irak, pour le cas où des actes hostiles seraient commis au préjudice des membres de la mission turque.

En même temps, une vive protestation nous parvenait par télégramme d'Angora contre l'attitude des autorités de l'Irak : le Gouvernement turc déclarait que l'autorité occupante devait être tenue responsable de la sécurité des délégués turcs. Une protestation analogue du Gouvernement turc nous parvint par l'entremise du Secrétariat général de la Société des Nations. Nous expédiâmes alors à Genève un long télégramme dans lequel nous faisons l'histoire de la situation créée par le choix peu opportun des experts turcs. Nous reproduisons en même temps notre réponse à Angora, dans laquelle nous faisons remarquer au Gouvernement turc qu'il était difficile d'insister sur la responsabilité des autorités de l'Irak, alors qu'il jugeait inadmissibles les mesures de sécurité proposées par Bagdad.

La situation de la Commission à Mossoul devenait de plus en plus délicate. Nous apprenions que des personnes qui avaient manifesté en faveur de la Turquie avaient été emprisonnées. Le personnel de la Commission était lui-même l'objet d'une surveillance de tous les instants. Deux postes de police, établis aux entrées de l'habitation de la Commission, étaient chargés de noter les allées et venues des membres et des secrétaires et de téléphoner aussitôt au poste central de la ville. Dans ces conditions, les commissaires jugèrent impossible toute enquête impartiale ; ils en informèrent les deux assesseurs, déclarant que la Commission ne commencerait pas ses travaux tant que cette situation se prolongerait.

Une correspondance télégraphique s'engagea alors avec le Gouvernement d'Angora, mais les propositions de la Commission demeurant sans réponse précise, il fut enfin convenu que, dans l'attente d'une réponse définitive, le général Djevad pacha qui, en cette circonstance, fit personnellement tout son possible pour faciliter la tâche de la Commission, assumerait la responsabilité de la sécurité de sa délégation, tout en acceptant quelques mesures de protection discrètes, pour autant qu'elles ne nuiraient pas au prestige, à l'amour-propre ni à la liberté de travail de cette délégation.

La réponse d'Angora, parvenue deux jours après, ne paraissant pas encore suffisamment explicite sur la question de responsabilité, nous envoyâmes le télégramme suivant, qui mit définitivement fin à cet échange de communications :

Mossoul, 8 février 1925.

Ministère Affaires étrangères, Angora. — T. 3. Reçu votre télégramme six février nous annonçant que point de vue Djevad pacha est aussi celui Gouvernement turc. Concluons que Gouvernement turc accepte définitivement déclaration écrite suivante que nous avons demandée à Djevad pacha et que il nous a donnée le cinq février « en mon nom et nom mon Gouvernement et en attendant réponse définitive question posée par vous Gouvernement Angora je déclare assumer responsabilité de sécurité personnelle membres délégation turque contre attentats. Déclare accepter moyens protection discrète proposés par Haut Commissaire qui si appliqués avec justice nuiront pas prestige ni amour propre délégation turque et lui permettront remplir tâche auprès vous. — (Signé) Djevad pacha. »

Commission remercie Gouvernement turc pour son attitude conciliante permettant continuer enquête avec assesseurs. — De Wirsén.

Jusqu'à ce jour (5 février), la Commission, qui était arrivée le 16 janvier à Bagdad, n'avait pu commencer ses travaux ni même en établir le plan. Ayant notifié aux assesseurs sa décision de ne recevoir aucune délégation, ni d'interroger aucun témoin avant le règlement définitif de cet incident, la Commission avait dû jusqu'alors s'abstenir de toute activité officielle. Cependant, les commissaires avaient pu, dans l'intervalle, s'orienter à titre privé, pour ainsi dire incognito, sur les sentiments de la population. Ils s'étaient également mis d'accord sur le projet de voyage à travers le vilayet et les modalités de l'enquête. Ils avaient visité, à titre d'orientation générale, les bazars et les différents quartiers de la ville, ainsi que la prison. Ils visitèrent, sans être accompagnés, quelques personnalités de la ville, dont l'expérience et la connaissance du pays étaient notoires. De cette façon, ils furent à même de se faire une idée générale de la situation, tout en prévenant la possibilité de pression ou de propagande de la part des deux parties.

Dès que l'enquête officielle pût commencer, elle fut conduite en commun par les trois commissaires. La Commission ne borna pas ses interrogatoires aux autorités locales, comités politiques, corporations professionnelles (médecins, avocats, commerçants, etc.), mais les étendit également à toutes les classes de la population. Les deux assesseurs furent, en outre, invités à soumettre des listes de témoins qu'ils désiraient faire entendre par la Commission.

Ainsi la Commission fut en mesure de mener progressivement l'enquête de façon que toutes les classes de la population et toutes les personnalités de quelque importance fussent entendues. Pour préciser le système adopté au cours des interrogatoires, il nous paraît utile de citer ici le discours-programme prononcé par le président en présence des délégués des diverses associations et corporations de la ville de Mossoul.



“ (2) It is the duty of the municipality to provide for the safety of the Turkish delegation ; we can only allow such discreet measures of protection to be taken on their behalf as will not be perceived by the public.

“ (3) The Commission will refuse to open its enquiry until it has received satisfaction on these points. ”

On receiving this note, the Mutasserif and the British Inspector stated that they could not reply without first referring to the central authorities. The High Commissioner replied by telegram that, though he recognised the justice of the Commission's demands, he could not accept any responsibility on behalf of the British and Iraq Governments for any hostile acts which might be committed against the members of the Turkish mission.

At the same time, the Commission received by telegram from Angora a strong protest against the attitude of the Iraq authorities. The Turkish Government asserted that the occupying authorities must be held responsible for the safety of the Turkish delegates. A similar protest from the Turkish Government was forwarded to the Commission through the Secretariat of the League of Nations. It then dispatched to Geneva a long telegram explaining the origin of the situation created by the ill-advised choice of the Turkish experts. It also reproduced its reply to Angora, in which it pointed out to the Turkish Government that the latter could scarcely hold the Iraq authorities responsible if it refused to accept the precautions proposed by Baghdad.

The Commission's situation in Mosul was becoming increasingly difficult. It learned that persons who had demonstrated in favour of Turkey had been imprisoned. The members of the Commission themselves were under constant supervision. Two police patrols were stationed at the entrances to the Commission's quarters with instructions to note the coming and going of members and secretaries and to telephone immediately to the central police-station of the city. Under these circumstances, the Commissioners came to the conclusion that no impartial enquiry was possible ; they informed the two assessors of this decision and stated that the Commission would not begin work until this state of affairs was brought to an end.

Telegrams were then exchanged with the Angora Government, but as no definite reply was given to the Commission's proposals, it was finally agreed that, pending such definite reply, General Jevad Pasha — who, under the circumstances, did all that he personally could to assist the Commission in its work — should take the responsibility for the safety of his delegation and should accept certain discreet precautions, so far as they did not damage the prestige and susceptibilities of the Turkish delegation or interfere with its freedom of action.

A reply was received two days later, but as it still did not seem sufficiently explicit on the question of responsibility the following telegram was sent, which definitely put an end to the correspondence :

Mosul, February 8th, 1925.

“ MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS, ANGORA. — T. 3. — Received your telegram of February 6th stating that Jevad Pasha's point of view is shared by the Turkish Government. We conclude that the Turkish Government definitely accepts the following written declaration given by Jevad Pasha at our request on February 5th.

“ ‘ In my own name and the name of my Government, pending a definite reply to your enquiry submitted to Angora, I hereby assume responsibility for the personal safety of members of the Turkish delegation in case of acts of violence. I hereby accept the discreet precautions proposed by the High Commissioner, which, if fairly applied, will not damage the prestige or susceptibilities of the Turkish delegation and will enable it to accomplish its work with you. — (Signed) JEVAÐ PASHA. ’

“ The Commission thanks the Turkish Government for its conciliatory attitude enabling the enquiry to continue with the assistance of the assessors. — DE WIRSÉN. ”

Up to that date (February 5th) the Commission, which had arrived at Baghdad on January 16th, had not yet been able to start work or even to decide on its programme. Having notified the assessors of its decision not to receive any delegation or interview any witnesses until this incident had been finally closed, the Commission had been obliged, up to that point, to refrain from any official action.

In the meantime, however, the Commissioners had been able privately — incognito, so to speak — to form some idea of the views of the population. They had also agreed on the details of their tour through the vilayet and on the methods to be followed in the enquiry. With the object of acquiring general information, they had visited the bazaars and the different quarters of the town, as well as the prison. They visited unaccompanied certain persons in the town whose experience and knowledge of the country were well known. They were thus enabled to form a general idea of the situation, while at the same time obviating the possibility of pressure or propaganda by either party.

As soon as the official enquiry could be opened, it was conducted jointly by the three Commissioners. The Commission did not confine its interrogation to the local authorities, political committees and professional associations (doctors, lawyers, merchants, etc.), but extended it to all classes. The two assessors were also invited to submit lists of witnesses whom they would wish the Commission to examine.

The Commission was thus in a position to carry out the enquiry in such a manner that every class of the population, and all individuals of any importance, should have an opportunity of expressing their views. To illustrate the method which was followed in the investigations, we may here quote the inaugural speech delivered by the President in the presence of the representatives of the various associations and corporations of the town of Mosul :

« Nous vous remercions sincèrement de votre visite. La Commission est venue pour faire une enquête absolument impartiale sur la question de frontière ; elle ne se laisse guider que par le désir de satisfaire au vrai bonheur du peuple. La Commission attend, de son côté, que vous lui facilitiez sa tâche. Elle veut que les désirs des différentes parties lui soient transmis en pleine liberté ; elle attire votre attention sur les graves conséquences qu'aurait pour le pays la persécution éventuelle des personnes qui auraient fait un témoignage contraire aux vœux des autorités futures, quelles qu'elles soient.

« Nous espérons que vous ferez tout pour que le calme règne dans le peuple et que la jeunesse, qui n'a rien à faire avec la politique, s'abstienne de manifestations inutiles qui ne sont pas de nature à favoriser la tranquillité. »

Les personnalités les plus importantes furent entendues par la Commission entière, tandis que les autres furent entendues séparément par l'un ou l'autre des trois commissaires. De cette manière, un très grand nombre de témoignages furent recueillis et il ne serait pas exagéré de dire qu'en ce qui concerne la ville de Mossoul, la Commission réussit à procéder à une consultation aussi complète que possible.

Le Gouvernement turc ayant mis à la base de sa thèse la consultation des populations intéressées et le Gouvernement britannique ayant également insisté sur l'importance de ce facteur, il était indispensable que la Commission tentât de s'informer de la façon la plus large et la plus approfondie des vœux de la population.

Nous nous rendîmes compte, dès les premiers instants, que la question telle que nous étions obligés de la poser, c'est-à-dire Turquie ou Irak, était susceptible de faire surgir de graves difficultés, d'autant plus que nous fûmes amenés par nos interlocuteurs eux-mêmes, à faire porter nos interrogatoires sur le régime du mandat et le Statut résultant du Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irak.

Cette difficulté nous parut plus évidente encore lorsque nous reçûmes un télégramme du premier ministre de l'Irak protestant contre la forme de certaines de nos questions. Dans notre réponse, nous revendiquâmes le droit et affirmâmes notre devoir de mener une enquête approfondie sur toutes les questions intéressant l'avenir du pays, sans qu'il soit apporté d'entrave à notre action.

Nous devons répéter ici que notre mode d'enquête devait nécessairement entraîner une certaine surexcitation des esprits dans une population dont l'éducation politique est encore très primitive et auprès de laquelle une propagande intense avait été faite.

Afin de hâter les travaux déjà trop retardés par les incidents relatés ci-dessus, il fut convenu que les enquêtes dans les parties éloignées du territoire contesté seraient conduites simultanément par des Sous-Commissions. Ceci paraissait d'autant plus naturel que l'accord entre les trois commissaires, quant à la méthode de procéder aux interrogatoires, avait été pleinement démontré lors des premiers travaux à Mossoul. De plus, nous avons constaté à maintes reprises que certains témoins, qui paraissaient embarrassés dans leurs réponses lorsqu'ils se trouvaient devant la Commission réunie, se rassuraient dans l'atmosphère moins intimidante d'une conversation particulière. Enfin, ce mode de procéder devait avoir pour avantage de décourager l'indiscrétion de la police, tandis que notre absence momentanée aurait pour effet de permettre l'apaisement des esprits dans la ville.

Les déplacements collectifs de la Commission, étant donné les communications très malaisées et la difficulté que nous éprouvions à trouver des logements, auraient eu pour effet de prolonger de beaucoup le séjour de la Commission dans le pays, de retarder son enquête et même de rendre impossible la visite de certaines contrées.

Quant à la présence des assesseurs anglais et turcs, elle dépendait de la Commission qui avait pleine faculté de se les adjoindre ou non. Aucune difficulté ne pouvait surgir en effet, car il était prévu que les quatre experts turcs seraient répartis dans les sous-commissions selon leurs connaissances des diverses régions, tandis que le Gouvernement anglais et le Gouvernement de l'Irak disposaient d'inspecteurs et de fonctionnaires résidant sur place.

Dès que cette décision de la Commission fut notifiée aux assesseurs, nous reçûmes la note suivante de M. Jardine :

« Il résulte d'une conversation entre le président et l'assesseur britannique qu'une fraction de la Commission désire entreprendre, à partir de dimanche prochain, un voyage dans le pays, étant accompagnée de représentants des délégations britannique et turque. L'assesseur britannique croit comprendre que la destination de cette mission sera tenue secrète.

« L'assesseur britannique estime qu'un déplacement de la Commission (dont la présence occasionne nécessairement une vive effervescence politique) effectué avec la collaboration des représentants des deux parties, mais sans qu'un itinéraire et une méthode de procédure aient été préalablement fixés, pourrait avoir une répercussion grave sur l'ordre dans le pays.

« Les Gouvernements britannique et de l'Irak étant responsables de l'ordre dans le pays, l'assesseur britannique déclare que la question excède sa compétence et qu'il se voit, dès lors, dans l'obligation d'en référer au Haut Commissaire de l'Irak et d'attendre ses instructions. »

L'assesseur britannique souligna oralement qu'il voyait la nécessité de faire accompagner chaque sous-commission par un détachement de police, afin d'assurer sa sécurité, et déclara qu'il était nécessaire, pour cela, de connaître à l'avance l'itinéraire de chacune d'elle.

Les commissaires s'élevèrent contre cette prétention qui aurait pour effet de rendre impossible une enquête impartiale. M. Jardine dit ne pouvoir prendre personnellement la responsabilité de laisser partir les sous-commissions sans une protection suffisante et pria les commissaires de ne prendre aucune décision avant d'en avoir référé à sir Henry Dobbs, dont il annonça l'arrivée pour le lendemain.

Le 8 février, le Haut Commissaire arriva de Bagdad et une séance eut lieu à laquelle étaient présents les membres de la Commission, assistés de leurs secrétaires. Sur demande de sir Henry Dobbs, les deux assesseurs britannique et turc furent convoqués.

“ We cordially thank you for your visit. The Commission has come to make an absolutely impartial enquiry into the frontier question. It will be guided solely by the desire to secure the real welfare of the people. The Commission expects in its turn that you will help it in its work. It wishes the desires of all parties to be conveyed to it freely ; and it draws your attention to the serious results to the country of any persecution of persons who may give evidence conflicting with the wishes of the future authorities, whoever these may be.

“ We trust that you will do all in your power to preserve tranquillity among the population, and that the younger people, who have nothing to do with politics, will refrain from useless demonstrations which are not calculated to promote tranquillity. ”

The most important persons were examined at a full meeting of the Commission, while others were interviewed separately by individual Commissioners. A considerable mass of evidence was thus collected, and it would hardly be an exaggeration to say that in the town of Mosul the Commission was able to obtain as complete an expression of the people's views as was possible.

In view of the fact that the Turkish Government had founded its case on the necessity of consulting the peoples concerned, and that the British Government also had laid stress on the importance of this factor, it was essential for the Commission to endeavour to obtain the widest and most thorough knowledge of the wishes of the population.

The Commissioners realised at the outset that in the form in which they were obliged to put it — *i. e.* Turkey or Iraq — the question might give rise to serious difficulties, particularly as they were induced by the persons whom they interviewed to ask questions about the mandatory administration and the situation created by the treaty between Great Britain and Iraq.

This difficulty became still more obvious when the Commission received a telegram from the Prime Minister of Iraq protesting against the form of some of its questions. In its reply it upheld its right and affirmed it to be its duty to carry out without let or hindrance an exhaustive enquiry into all questions affecting the future of the country.

The Commissioners must here repeat that their methods of enquiry necessarily involved a certain emotional excitement among a population whose political education is still at a very primitive stage and which had been subjected to an intensive propaganda campaign.

In order to expedite the Commission's work, which had already been unduly delayed by the incidents reported above, it was agreed that the enquiries in the remoter parts of the disputed area should be conducted simultaneously by sub-committees. This was perfectly natural, because it had been clearly shown in the course of the preliminary work at Mosul that the three Commissioners were in agreement as to the method of putting questions. Moreover, they had frequently observed that witnesses who displayed some uneasiness in their replies when confronted by the whole Commission gained confidence in the less intimidating atmosphere of a private conversation. Again, it was thought that this method would have the advantage of discouraging any indiscretions on the part of the police, while the Commission's temporary absence would afford an opportunity for restoring calm in the city.

If the Commission had moved from place to place as a body, it would have been obliged, owing to difficulties due to defective means of communication and lack of accommodation, to stay much longer in the country, the enquiry would have been delayed, and it might even have proved impossible to visit certain districts.

As regards the presence of the British and Turkish assessors, this was a matter for the Commission, which had absolute power to require their attendance or not as it thought best. Indeed, no difficulty could arise, because it had been arranged that the four Turkish experts should be distributed among the sub-committees according to their knowledge of the different districts, while the British and Iraq Governments had resident inspectors and officials. As soon as the Commission's decision to this effect was notified to the assessors, the following note was received from Mr. Jardine :

“ The British assessor understands from a conversation with His Excellency the President of the Commission that a part of the Commission desires to proceed on tour on Sunday next, accompanied by representatives of the British and Turkish parties attached to the Commission. He further understands that the destination of the members of the Commission who are to proceed on this tour is not to be divulged. The British assessor feels that the travels of the Commission (whose presence alone is naturally the cause of great political excitement), accompanied by representatives of both parties but without any prearranged programme of movement or procedure, so vitally affect the whole question of the preservation of law and order, for which the British and Iraq Governments are responsible, that the matter is beyond his competence, and he is obliged to inform His Excellency the High Commissioner for Iraq and await instructions.”

In personal conversation, the British assessor pointed out that he considered it necessary to have each sub-committee accompanied by a police patrol for the sake of their personal safety, and that for this purpose the itinerary of each sub-committee would have to be known in advance.

The Commission objected to this argument on the ground that it would destroy any possibility of an impartial enquiry. Mr. Jardine said he personally could not take the responsibility of letting the sub-committees start without adequate protection, and he asked the Commissioners to take no decision without consulting Sir Henry Dobbs, who was due to arrive on the following day.

On February 8th the High Commissioner arrived from Baghdad, and a meeting took place at which members of the Commission and their secretaries were present. At the request of Sir Henry Dobbs, the British and Turkish assessors were also asked to attend.

Sir Henry Dobbs expose qu'il est venu à Mossoul pour chercher à aplanir les difficultés qui ont surgi quant aux modalités de l'enquête de la Commission. Il souhaite tout d'abord que l'on précise le rôle des assesseurs et des experts et il demande si les experts assistent la Commission uniquement en qualité d'interprètes.

Le président lui répond que le rôle des assesseurs est d'être à la disposition de la Commission pour lui fournir toutes informations utiles, le rôle des experts étant de seconder les assesseurs. Toutefois, la Commission a le droit de les employer directement, puisqu'elle a la pleine faculté de se servir de n'importe quel moyen de documentation. Il n'est pas exclu qu'elle puisse s'en servir comme interprètes sans qu'on puisse considérer cela comme leur fonction principale.

Le Haut Commissaire revient ensuite sur la question de la protection de l'assesseur turc et de sa suite. Des informations lui sont parvenues selon lesquelles le parti pro-turc organise des escortes armées dont le rôle serait d'accompagner partout le général Djevad pacha. Evidemment, la police devrait procéder à l'arrestation des membres de ces escortes, dont les agissements pourraient être la cause de troubles et de désordres.

Le président et les commissaires lui font remarquer que, jusqu'à présent, la police s'est abstenue de disperser les manifestants en faveur de l'Irak, qu'elle n'a pas usé de ses pouvoirs discrétionnaires d'une manière impartiale, ayant donné l'impression que certaines démonstrations auxquelles la Commission a assisté étaient tolérées, peut-être même favorisées par elle. Le comte Teleki ajoute que, s'il s'est borné à protester contre les brutalités dont il a été le témoin, il n'en faut pas conclure qu'il a approuvé les autres mesures de police.

Le Haut Commissaire, tout en rappelant l'excitabilité de la population de Mossoul, exprime l'espoir que de semblables manifestations ne viendront plus incommoder la Commission. Le président lui répond que ces démonstrations sont à déplorer, non pas parce qu'elles incommodent la Commission, mais parce qu'elles provoquent une pénible excitation des esprits.

Sir Henry Dobbs espère que la Commission reconnaîtra que l'enquête, telle qu'elle a été menée par elle à Mossoul, doit nécessairement porter un grave préjudice à l'autorité des Gouvernements britannique et de l'Irak dans toute la région contestée. Il résulte, en effet, de rapports reçus à Bagdad, que les questions posées par la Commission à la plupart des témoins ont été de nature à affaiblir le prestige de ces Gouvernements en donnant à croire que la Commission cherche à recueillir des témoignages défavorables au régime actuel.

Il reconnaît que le fait même que le pays se trouve sous l'occupation d'une des parties en cause, possédant ainsi une supériorité sur l'autre, oblige la Commission à se servir de tous les moyens susceptibles de lui apporter quelque certitude sur les véritables aspirations de la population.

Il suggère un contact plus étroit entre la Commission et les assesseurs, l'opinion publique pouvant être consultée par la voie des autorités locales.

Le président déclare que la Commission est toute disposée à prendre en considération les suggestions des deux parties, mais il affirme que la Commission poursuivra, en toute liberté, l'enquête selon sa conscience. D'ailleurs, la procédure adoptée par la Commission sera exposée dans un rapport au Conseil de la Société des Nations. Il fait remarquer enfin que certaines entraves ont été apportées au travail de la Commission par les mesures injustifiées prises par la police, non seulement à l'égard des témoins qui ont été convoqués, mais de la Commission elle-même.

Le Haut Commissaire rappelle encore les difficultés du maintien de l'ordre et le devoir du gouvernement actuel de faire appliquer les lois en vigueur dans tout le pays soumis à son administration. Le comte Teleki, en sa qualité de juriste, fait remarquer que les lois de l'Irak ne peuvent être appliquées dans le territoire contesté que dans la mesure où elles se rapportent à l'administration du pays et au maintien de l'ordre. Elles ne sont pas applicables pour tout ce qui a trait à la souveraineté du pays.

Le Haut Commissaire s'excuse de ce que la police de l'Irak, encore en voie d'organisation ait peut-être fait preuve d'un zèle excessif. Il croit devoir aborder ensuite une question importante et délicate au point qu'il a hésité à y faire allusion, mais qu'il juge de nature à pouvoir faire l'objet d'une protestation de son Gouvernement lors de la discussion du rapport devant le Conseil de la Société des Nations. Il pense que son Gouvernement pourrait ne pas approuver la décision prise par les commissaires de procéder séparément à l'enquête dans les différentes parties du vilayet.

La composition de la Commission par la nationalité de ses membres, laisse supposer que le Conseil, lorsqu'il les désigna a cherché à créer un « équilibre parfait ».

Le Haut Commissaire craint que son Gouvernement et l'opinion publique britannique soient conduits à supposer que la nationalité des membres de la Commission et leurs sentiments présumés ne soient pas sans influence sur leurs conclusions respectives.

Le président, en son nom et au nom de ses collègues, croit devoir relever immédiatement l'inopportunité de cette remarque. Il répond qu'il s'agit là d'une question de confiance ; que le Conseil a, à l'unanimité, désigné les membres de la Commission en leur laissant la plus ample liberté quant au choix de leur procédure ; que des critiques auraient pu être formulées, par les représentants des pays intéressés, devant le Conseil lors de sa décision, mais qu'elles semblent déplacées en l'état actuel des travaux de la Commission. Il ajoute que, si cette question venait à se poser à nouveau, elle pourrait entraîner de graves conséquences.

Sir Henry Dobbs explained that he had come to Mosul in the hope of smoothing over the difficulties which had arisen in connection with the Commission's methods of enquiry. He hoped, first of all, that the duties of the assessors and experts would be clearly defined and he asked whether the experts were assisting the Commission solely as interpreters.

The President replied that the duty of the assessors was to be at the Commission's disposal to furnish any information they might require; the experts were there to assist the assessors. The Commission was, however, entitled to employ them direct, because it had full power to use every means of obtaining information. There was no reason why the Commission should not use the experts as interpreters, but that need not therefore be regarded as their primary duty.

The High Commissioner then turned to the question of the protection of the Turkish assessor and his suite. According to information he had received, the pro-Turkish party was organising armed escorts to accompany General Jevad Pasha wherever he went. It would, of course, be the duty of the police to arrest these escorts, whose proceedings might lead to trouble and disorder.

The President and the members pointed out that the police had not so far dispersed any demonstration in favour of Iraq and had not used their discretionary powers impartially, but they had given the impression that certain demonstrations which the Commission had witnessed were tolerated — perhaps, indeed, encouraged — by the police. Count Teleki added that, although he had done no more than protest against the brutalities he had witnessed, it must not be concluded therefrom that he endorsed the other police measures which had been taken.

The High Commissioner dwelt on the excitability of the people of Mosul, but expressed the hope that the Commission would not be inconvenienced by any further demonstration of the kind. The President replied that such demonstrations were to be deplored, not because they inconvenienced the Commission but because they caused a regrettable amount of excitement.

Sir Henry Dobbs hoped that the Commission would realise that, in the form in which it had pursued its enquiries in Mosul, those enquiries were bound to threaten seriously the authority of the British and Iraq Governments throughout the disputed area. It appeared from reports received at Baghdad that the questions put by the Commission to most of the witnesses had been of a nature to impair the prestige of these Governments by suggesting that the Commission was looking for evidence against the existing administration.

He admitted that the fact that the country was in the occupation of one of the parties to the dispute gave that party a stronger position than the other, and consequently obliged the Commission to use all possible means to obtain reliable information as to the real desires of the people.

He suggested that the Commission might work in closer touch with the assessors and that public opinion could be consulted through the local authorities.

The President said that the Commission was perfectly willing to consider the suggestions of both parties but that it would pursue the enquiry quite freely as its duty dictated. In any case, the procedure followed by the Commission would be set forth in a report to the Council of the League of Nations. He concluded by pointing out that the Commission's work had been hampered to a certain extent by the unjustifiable action of the police, not only against the witnesses who had been called but also against the Commission itself.

The High Commissioner again alluded to the difficulty of maintaining order and observed that it was the duty of the Government in power to enforce existing laws throughout the territory under its administration.

Speaking as a jurist, Count Teleki pointed out that Iraq legislation could only be enforced in the disputed territory so far as it related to the administration of the country and the maintenance of order. In regard to all matters connected with the sovereignty over the country, it was not applicable.

The High Commissioner regretted any excessive zeal which might have been displayed by the Iraq police, which was still in process of organisation.

There was another question which he thought should be touched upon. It was an important question and of such a delicate nature that he had hesitated to mention it, but he thought it likely that it might form the subject of a protest by his Government when the report came to be discussed by the Council of the League of Nations. The British Government, he thought, might not approve of the Commission's decision to make separately enquiries in different parts of the vilayet.

The nationalities of the members of the Commission would suggest that, in selecting them, the Council had endeavoured to establish a "perfect equilibrium".

He was afraid that his Government and public opinion in England might be led to imagine that the nationality of the individual members of the Commission, and the sentiments which might presumably be attributed to them, would not be without some influence on their respective conclusions.

The President, speaking both for himself and for his colleagues, felt that he must at once call attention to the inexpediency of this remark. He replied that this was a question of confidence; that the Council had unanimously selected the members of the Commission and had left them complete freedom to settle their own procedure; and that, while criticisms might have been passed by the representatives of the countries concerned in the presence of the Council at the time of its decision, they seemed misplaced at the present stage of the Commission's work. He added that if this question were to be reopened, serious consequences might ensue.

La séance se termina par un exposé détaillé que firent les membres de la Commission du programme de leur enquête. Le Haut Commissaire en prit connaissance et promit de faciliter leur tâche par tous les moyens à sa disposition.

L'enquête à Mossoul fut provisoirement suspendue et les membres de la Commission se séparèrent après avoir décidé de se rencontrer à Kerkouk le 25 février.

M. et Wirsén demeura à Mossoul avec Djevad pacha et M. Jardine pour conduire l'enquête dans les environs de la ville. Il visita les villages jusqu'à Sindjar, Tel Afar, Karakosh et Akra, en faisant appeler, dans les centres où il séjournait, les notables des villages environnants dont les listes avaient été préparées par les deux assesseurs.

Il entendit également les chefs des tribus arabes à l'ouest du Tigre, notamment le chef de l'importante tribu de Chamar.

Le comte Teleki, accompagné de Nazim bey, de l'officier du service politique anglais Lyons et de l'interprète de la Commission, M. Kramers, enquêta dans la région d'Arbil jusqu'à Shaklawā et Makhmour. Il visita les tribus kurdes de Dizdai, Koushnao, Kora, Girdi, Sheik-Bisani, la tribu arabe Thai, et les villages Sarlis.

Le colonel Paulis, assisté de Sabi bey, expert du Gouvernement de l'Irak, et de Kiamil bey, expert turc, mena l'enquête dans la région de Kerkouk jusqu'à Chemchemal. Il entra en contact avec les représentants des tribus des Obeyd, des Jibour, Talabani, Dauda, Kakaï, Hamawand, Bachawand, Seferawand, Sirkhasaa, Shuan, etc.

Il détacha dans la région de Kifri M. de Pourtalès, qui poursuivit l'enquête avec l'assistance de Fettah bey et d'un officier anglais connaissant la région.

M. de Pourtalès parcourut le Djebel Hamrin et visita des tribus kurdes, dont les Jaf, Zengana, Delo, Talabani et les Kerawi de race arabe, comme aussi les Bayat. La Commission, au complet, a entendu les représentants des tribus des Miryusifî, Abass, Surchis, Herki, Khelani, <sup>■</sup>Aku, Destidian, etc.

Les itinéraires des voyages faits par la Commission sont indiqués sur la carte annexée N° 1.

L'enquête dans les villages, dans les campagnes et parmi les tribus nomades présentait encore plus de difficultés que l'enquête dans les villes, l'inexpérience politique étant plus grande et la civilisation plus arriérée. Il faut ajouter que les habitants des villages et des campagnes connaissaient très peu et quelquefois rien de la question.

La méthode suivie par la Commission, au cours de son enquête, était d'exposer très simplement et en présence des personnes assemblées l'objet de sa mission ; puis, les assesseurs s'étant retirés, de poser des questions.

L'exposé n'était pas toujours le même. Il était adapté à la situation, l'intelligence et le degré d'instruction du témoin. Tous les témoins étaient assurés du secret de leurs dépositions et la Commission a pu constater que la confiance inspirée par sa façon de procéder a augmenté à mesure que l'enquête se développait.

Les membres de la Commission et les assesseurs se réunirent ensuite à Kerkouk, et de là, la Commission se rendit à Souleimanié pour continuer l'enquête.

Lors de son voyage de retour de Souleimanié à Mossoul, la Commission s'arrêta à Kerkouk, à Altun Kœupri et à Arbil, où elle compléta l'enquête accomplie précédemment dans cette région par certains de ses membres.

Elle y entendit des témoins qui n'avaient pu être entendus lors de la visite antérieure du membre de la Commission.

Rentrée à Mossoul le 8 mars, la Commission put enfin constater avec satisfaction que toute trace de surveillance policière avait disparu. La délégation turque eut l'entière liberté de circuler en ville, de fréquenter et de recevoir des gens, et, si elle n'a pas mis à profit cette tolérance, elle doit reconnaître que les autorités locales n'ont apporté aucune entrave à l'accomplissement de la deuxième partie de l'enquête.

La Commission croit devoir signaler que les listes fournies par les autorités britanniques donnaient des renseignements sur toutes les personnes notables des différents endroits, sans tenir compte de l'opinion qu'elles professaient, même celles dont les tendances étaient nettement pro-turques. A Mossoul, dans cette deuxième partie de l'enquête, la Commission interrogea : des Ulemas de mosquées, choisis au hasard dans les différents quartiers riches et pauvres de la ville ; des propriétaires d'immeubles, de villages, de terres ; tous les électeurs au second degré figurant sur les anciennes listes turques, toutes les personnes, demeurant encore à Mossoul, ayant fait partie du Conseil municipal de la ville pendant les vingt dernières années.

Estimant avoir terminé son enquête à Mossoul, la Commission partit pour Zakho en passant par les grands villages chrétiens de la région d'Al-Kosh et par les villages Yézidis de la région de Ba-edra.

A Zakho, la Commission reçut les chefs et les notables des territoires situés au nord et au sud de la ligne conventionnelle de Bruxelles, particulièrement les chrétiens des villages situés sur le territoire des tribus kurdes, Goyan et Sindi.

Lorsque, de Zakho, la Commission se rendit à Dohouk pour y continuer son enquête, elle y trouva la population fort excitée. Des témoins ayant été convoqués à notre maison située hors de la ville, toute une foule s'y précipita. On avait répandu la nouvelle que le pouvoir gouvernemental était passé aux mains de la Commission. Grâce à notre intervention énergique et aux explications données, le pays rentra dans le calme. Comme à Zakho, nous avons vu à Dohouk les personnes de la ville et de la région que les deux assesseurs avaient demandé à nous présenter.

Nous interrogeâmes à Dohouk les notables et les délégués d'Amadia et de la région du nord qui y avaient été convoqués pour gagner du temps.

Inutile de faire ressortir que la Commission ne s'est pas bornée à enquêter seulement sur

The meeting closed with a detailed statement by the members of the Commission of the programme of their enquiry. The High Commissioner took note of this and promised to assist them by every means in his power.

The enquiry in Mosul was temporarily suspended, and the members of the Commission separated, arranging to meet again at Kirkuk on February 25th.

M. af Wirsén remained at Mosul with Jevad Pasha and Mr. Jardine to pursue the enquiry in the neighbourhood of the city. He visited the villages as far as Sinjar, Tel Afar, Karaqosh and Aqra, and summoned to the centres at which he stayed the notables from the neighbouring villages, lists of whom had been drawn up by the two assessors.

He also interviewed the chiefs of the Arab tribes west of the Tigris, notably the chief of the important Shamar tribe.

Count Teleki, accompanied by Nazim Bey, the British political officer, Mr. Lyons, and the Commission's interpreter, M. Kramers, carried on investigations in the Erbil district as far as Sheiklawā and Makhmur. He visited the Kurdish tribes of the Dizdai, Kushnawa, Kora, Girdi, Sheik Bisani, the Arab tribe of the Thai, and the Sarli villages.

Colonel Paulis, accompanied by Sabi Bey, one of the Iraq Government experts, and Kiamil Bey, one of the Turkish experts, conducted enquiries in the Kirkuk district as far as Shemshemal. He got into touch with the representatives of the Obeid, Jibur, Talabani, Dauda, Kakai, Amawand, Bashawand, Seferawand, Sirkhasaa, Shuah and other tribes.

In the neighbourhood of Kifri he parted company with M. de Pourtalès, who continued the enquiry with the assistance of Fettah Bey and a British officer who was acquainted with the district.

M. de Pourtalès travelled through the Jebel Hamrin and visited Kurdish tribes, including the Jaf, Zengana, Delo, Talabani, the Arab tribe of the Kerawi, and also the Bayat.

The Commission as a whole interviewed the representatives of the Miryusifi, Abass, Surkhis, Herki, Khelani, Aku and Destidian tribes.

The routes followed by the Commission are shown on the annexed map No. I.

Even more difficult than in the towns was the enquiry in the villages and country districts and among the nomadic tribes, where the people had less political experience and were more backward in civilisation. It must be added that the villagers and country people had little or no knowledge of the question.

The method followed by the Commission in its enquiry was to explain the object of its mission, in very simple language to the persons who came to meet it and then to put questions after the assessors had withdrawn.

The statement of the case was not always the same but was adapted to the position, intelligence and state of education of the witnesses. All witnesses were assured that secrecy would be observed in regard to their depositions, and the Commission found that the confidence inspired by its methods increased as the enquiry progressed.

The members of the Commission and the assessors met later at Kirkuk, and the Commission then proceeded to Sulaimanya to continue the enquiry.

On the return journey from Sulaimanya to Mosul the Commission stopped at Kirkuk, Altun Keupri and Erbil to complete the earlier enquiries made in this neighbourhood by some of its members.

At these places it interviewed witnesses whom it had not been possible to examine during the earlier visits of members of the Commission.

On returning to Mosul on March 8th, the Commission was pleased to find that all traces of police supervision had disappeared. The Turkish delegation was left entirely free to move about the town and to make and receive visits; and if it did not take advantage of this freedom it must certainly admit that the local authorities offered no hindrance to the accomplishment of the second part of the enquiry.

The Commission feels bound to record the fact that the lists supplied by the British authorities gave particulars of all notable persons in the various localities, regardless of their professed opinions, even if these opinions were definitely pro-Turkish. At Mosul, during this second portion of the enquiry, the Commission questioned Ulemas of mosques selected indiscriminately in both the richer and poorer quarters of the town; owners of house, village and landed property; all electors of the second degree mentioned in the old Turkish lists; and all persons still living in Mosul who had been members of the municipal council of the town during the last twenty years.

Considering that its enquiry at Mosul was at an end, the Commission left for Zakho, passing through the large Christian villages in the Al-Qosh district and the Yezidi villages in the Ba-Edra region.

At Zakho the Commission received the chiefs and notables of the districts north and south of the line agreed upon at Brussels, and more especially the Christians of the villages in the territory of the Kurdish tribes of the Goyan and Jindi.

On leaving Zakho for Dohuk to continue its enquiry, the Commission found the population highly excited in the latter place. The witnesses were summoned to the Commission's quarters, which were outside the town, and a large crowd collected there. A rumour had been spread that the powers of government had been transferred to the Commission. Thanks to the latter's energetic action and the explanations given, tranquillity was restored. At Dohuk, as at Zakho, the Commission interviewed the persons from the town and neighbourhood whom the two assessors had asked leave to introduce.

At Dohuk the Commission examined the notables and delegates from Amadia and the northern parts, who had been summoned to that town in order to save time.

It need hardly be pointed out that the Commission did not confine its enquiry to the

les désirs des populations au sujet du rattachement politique du territoire. L'enquête présentait en même temps le caractère d'une étude psychologique de la population.

Les questions posées portaient aussi sur des problèmes économiques et commerciaux que, d'ailleurs, la Commission s'est efforcée d'étudier à fond en visitant les entrepôts, bazars, marchés, etc., des différentes localités et surtout de la ville de Mossoul. Enfin, pendant le voyage, des observations ethnographiques, géographiques et géologiques ont été faites, ainsi que des relevés sur les voies de communication, ressources agricoles, etc.

La Commission, pendant son séjour sur les lieux, a effectué plusieurs reconnaissances en avion pour se faire une idée générale de la steppe désertique et de son habitabilité. Au cours d'un premier vol, elle a également survolé toute la chaîne du Sindjar ; trois autres vols ont été consacrés à la frontière nord de Zakho à Rovandoüz. A deux reprises, la Commission a survolé le Djebel Hamrin.

Rentrée à Mossoul le 18 mars, la Commission consacra quelques jours au classement des données recueillies et, son enquête pouvant être considérée comme terminée, elle quitta Mossoul en empruntant la voie commerciale Der-es-Zor-Damas.

Elle se réunit à Genève le lundi 20 avril, où elle entreprit la rédaction du présent rapport.

La Commission désire exprimer sa reconnaissance envers M. Kramers, agrégé de cours à l'Université de Leyde, pour les services qu'il lui a rendus en sa qualité d'interprète, et pour sa précieuse collaboration aux chapitres concernant les Turcs, les Kurdes et les Sarli.

Au cours de ses travaux, la Commission a eu recours également à la précieuse collaboration de :

- Du Colonel L. Martin, chef du Département des Cartes de la « Library of Congress », Washington ;
- M. W. L. Westermann, professeur à la « Columbia University », New-York ;
- M. A. C. Coolidge, professeur à l'Université de Harvard, Massachusets ;
- M. En. Oberhummer, professeur de l'Université de Vienne ;
- Du Dr V. Pietschmann, conseiller au Musée d'Histoire naturelle de Vienne ;
- Du professeur Js. Bowman, directeur de la Société de géographie de l'Amérique ;
- M. Ch. Uhlig, professeur à l'Université de Tübingen ;
- M. Godefroy Demombynes, professeur à l'Ecole nationale des langues orientales vivantes, Paris ;
- M. E. Chaix, professeur à l'Université de Genève ;
- M. A. Demangeon, professeur à l'Université de Paris ;
- M. Ed. Sachau, professeur à l'Université de Berlin ;
- M. le professeur Mordtmann, de Berlin ;
- M. J. Németh, professeur à l'Université de Budapest ;
- M. A. David, agrégé de cours à l'Université de Budapest ;
- M. Z. Khazadian, directeur d'études du Comptoir commercial et industriel du Levant, Paris ;
- Du Cheikh Mohammed Abdel Rassoül, du Caire.

A toutes ces personnalités qui ont bien voulu contribuer par leur science et leur obligeance à faciliter la tâche de la Commission, celle-ci tient à exprimer ses sentiments de gratitude, avec l'assurance que le Conseil voudra y joindre les siens.

---



question of the views of the people on the political sovereignty over the territory. The enquiry constituted at the same time a psychological study of the population.

The questions asked also dealt with economic and commercial problems, of which the Commission endeavoured to make a thorough study by visiting warehouses, bazaars, markets, etc. in different places, particularly in the City of Mosul. In the course of the journey, ethnological, geographical and geological observations were also made, and data were obtained in regard to means of communication, agricultural resources, etc.

During its stay in the territory the Commission made several aeroplane flights in order to gain a general idea of the desert steppes and the extent to which they were habitable. During the first flight it also flew over the whole chain of the Sinjar Mountains, while in three other flights it covered the northern frontier from Zakho to Rowanduz. The Commission twice flew over the Jebel Hamrin.

Returning to Mosul on March 18th, the Commission spent a few days in co-ordinating the information collected, and, as the enquiry could then be regarded as closed, it left Mosul by the trade route through Deir-es-Zor and Damascus.

It met at Geneva on Monday, April 20th, and began the drafting of this report.

The Commission desires to express its thanks to M. Kramers, Lecturer of the University of Leyden, for his services as interpreter and for the valuable assistance he gave it during the preparation of the chapters on the Turks, the Kurds and the Sarli.

In the course of its work, the Commission availed itself also of the valuable assistance of :

Colonel L. Martin, Chief of the Map Department of the Library of Congress, Washington.

Mr. W. L. Westermann, Professor at Columbia University, New York.

Mr. A. C. Coolidge, Professor at Harvard University, Mass.

M. Eu. Oberhummer, Professor at the University of Vienna.

Dr. V. Pietschmann, Advisor to the Natural History Museum at Vienna.

Professor J. Bowman, Director of the American Geographical Society.

M. Ch. Uhlig, Professor at the University of Thübingen.

M. Gaudefroy Demombynes, Professor at the Ecole nationale des langues orientales vivantes, Paris.

M. E. Chaix, Professor at the University of Paris.

M. A. Demangeon, Professor at the University of Paris.

M. Ed. Sachau, Professor at the University of Berlin.

Professor Mordtmann, of Berlin.

M. J. Németh, Professor at the University of Budapest.

M. A. Dávid, Lecturer at the University of Budapest.

M. Z. Khazadian, Director of Studies at the Comptoir commercial et industriel du Levant, Paris.

Sheik Mohamed Abdel Rassul, of Cairo.

To all these gentlemen who were good enough to place their knowledge very courteously at the Commission's disposal to assist it in its work, the Commission desires to offer its sincerest thanks, in which it is sure that the Council will wish to join.

---

## Deuxième Partie.

### CONSIDÉRATIONS SUR LES PROCÉDURES PROPOSÉES PAR LES DEUX GOUVERNEMENTS.

Le différend, sur lequel la Commission a été invitée à apporter des éclaircissements au Conseil de la Société des Nations, ne porte pas seulement sur le fond du problème, mais également sur les divergences qui se sont manifestées chez les deux Hautes Parties au sujet de la procédure à adopter en vue de la solution du conflit.

Au cours de la Conférence de Lausanne, le Gouvernement turc avait déjà préconisé un plébiscite parmi les populations intéressées comme le seul moyen équitable de résoudre le différend, tandis que le Gouvernement britannique paraissait favorable à l'institution d'une commission chargée de recueillir tous éléments d'appréciation jugés nécessaires. Lors de la décision du Conseil de la Société instituant la Commission d'enquête, le délégué turc, tout en adhérant au mode d'investigation proposé, n'abandonna pas sa préférence pour une consultation populaire, et il insista particulièrement sur le désir de son gouvernement de voir la mission envoyée sur les lieux examiner tout d'abord celle des deux procédures proposées qui paraîtrait la plus propre à mettre en lumière les véritables tendances politiques des habitants du vilayet de Mossoul.

La Commission, ayant été invitée par le Conseil à tenir compte des vues exprimées sur la question de procédure par les Parties intéressées, estime nécessaire d'exposer l'opinion qu'elle s'est formée à ce sujet avant d'aborder les questions se rapportant à l'objet principal du litige.

Toutefois, elle croit utile de faire précéder ses conclusions d'un résumé des thèses des deux gouvernements.

#### I. — RÉSUMÉ DES ARGUMENTS DU GOUVERNEMENT TURC.

Il ne serait pas juste de soumettre à un arbitrage une question de telle importance et le sort d'une nombreuse population.

Une commission pourrait sans doute arriver à la constatation d'un certain nombre de faits, mais ses appréciations au sujet des désirs de la population laisseraient toujours subsister des doutes et ne sauraient présenter l'autorité irrécusable d'une consultation populaire. Une commission ne pourrait entrer en relation qu'avec un nombre restreint de personnes, ne représentant qu'une faible partie de l'opinion publique ; elle ne serait donc pas en mesure de déterminer les véritables vœux de la population. Son enquête ne serait pas seulement incomplète, elle risquerait encore d'aboutir à des conclusions contraires à la justice. Le règlement du conflit devant nécessairement affecter les intérêts d'une population de plusieurs centaines de milliers d'individus, l'équité, comme la sagesse politique, exigent que cette population soit mise en mesure de se prononcer librement sur son sort : aucune population ne peut être transférée contre son gré d'un Etat à un autre Etat.

Dans des cas analogues, on a admis l'opportunité de recourir au plébiscite pour décider du sort d'un territoire contesté. Ce fut le cas pour la Haute-Silésie, pour le Bassin de la Sarre, pour certains districts de la Prusse orientale, pour les régions du Slesvig et du Klagenfurth, et d'autres encore. Les peuples d'Orient auraient peine à s'expliquer pour quelle raison ils seraient traités d'une façon différente de celle qui a été admise pour les peuples européens.

Il est difficile d'admettre que s'il fut possible de consulter la population de l'Irak sur le choix de l'émir Faïçal, des obstacles insurmontables s'opposent à lui faire exprimer son avis sur la question, infiniment plus importante pour elle, de son rattachement à un pays ou à un autre.

En rejetant la procédure du plébiscite, le Gouvernement britannique apporterait des preuves de la faiblesse de sa cause, de l'injustice de ses prétentions, et des préférences de la population pour la Turquie.

Une autre raison de croire (Mémoire turc, septembre 1924, C. 494. 1924. VII), que le plébiscite s'impose dans le vilayet de Mossoul se fonde sur les contradictions relevées dans les documents et déclarations britanniques relatifs aux referenda organisés en Irak en 1919 et 1921 :

a) En répliquant à une observation d'Ismet pacha, le 23 janvier 1923, à Lausanne, lord Curzon affirma que les habitants des vilayets de Bagdad, Bassorah et Mossoul furent consultés par les autorités britanniques sur la question de savoir s'ils préféreraient demeurer tous unis ou être séparés à l'avenir. Les habitants des trois territoires auraient répondu que, faisant partie d'un tout indivisible, ils se refusaient à ce qu'on les séparât. Invités en même temps à se prononcer sur le choix d'un souverain arabe, leurs réponses ne furent pas unanimes. Mais lorsque, en 1921, le choix de l'émir Faïçal, comme roi de l'Irak, fut soumis au referendum, les habitants du vilayet de Mossoul se seraient unanimement prononcés en sa faveur. (Procès-verbaux de Lausanne, tome I, page 289.)

b) Dans ce même exposé, lord Curzon, faisant allusion aux populations turques du vilayet, déclara « que la totalité de cette population, sauf dans la zone de Kerkouk, a voté pour sa réunion au Royaume de l'Irak et pour l'émir Faïçal comme roi. » (Procès-verbaux, tome I, page 292.)

c) Dans un mémoire remis le 14 décembre 1922 à Ismet pacha, lord Curzon s'exprime sur le dernier plébiscite en donnant les précisions suivantes :

## Part Two.

### CONSIDERATIONS ON THE MODES OF PROCEDURE PROPOSED BY THE TWO GOVERNMENTS.

The dispute regarding which the Commission has been invited to furnish the Council of the League of Nations with detailed information relates not only to the central problem but also to the differences of opinion which have arisen between the two parties as to the procedure to be followed with a view to settling the main dispute.

As early as the Lausanne Conference the Turkish Government advocated a plebiscite among the population concerned as the only equitable means of settling the dispute, whereas the British Government seemed in favour of the appointment of a commission to collect all such information as might be thought necessary. When the Council of the League decided to appoint the Commission of Enquiry, the Turkish delegate, though he accepted the proposed method of investigation, did not surrender his preference for a referendum and laid special emphasis on his Government's anxiety that the Commission sent to investigate should begin by considering which of the two suggested procedures seemed better suited to throw light on the real political views of the inhabitants of the Vilayet of Mosul.

The Commission, having been asked by the Council to take into account the views of the parties concerned on the question of procedure, feels bound to state the opinion which it has formed on this point before touching upon the questions connected with the main object of the dispute. It thinks, however, that it may be well to prefix to its conclusions a summary of the arguments of the two Governments.

#### I. — SUMMARY OF THE ARGUMENTS OF THE TURKISH GOVERNMENT.

It would be unfair to submit a question of such importance and the fate of a large population to arbitration. A commission could no doubt establish a certain number of facts, but its views on the wishes of the population would always leave room for doubt and could not enjoy the incontestable authority of a plebiscite. A commission could only consult a few people, representing a small section of public opinion; it would not be in a position to determine the real wishes of the population, and its investigation would not only be incomplete but might lead to conclusions which would defeat the ends of justice. The settlement of the dispute must necessarily affect the interests of a population of some hundreds of thousands, and therefore both equity and political wisdom dictate that this population should be given an opportunity of freely deciding its own future; for no population can be transferred from one State to another against its will.

In analogous cases the expediency of resorting to a plebiscite to decide the fate of the disputed area has been recognised. Such was the case in Upper Silesia, in the Saar Basin, in certain parts of East Prussia, in the Schleswig and Klagenfurt regions, and elsewhere. The Eastern peoples would hardly see why they should be treated differently from the peoples of Europe.

If it was possible to consult the people of Iraq as to the election of the Emir Faisal, it is hard to see what insuperable obstacles prevent a similar consultation on the infinitely more important question of the inclusion of that people in one country or another.

The refusal by the British Government of a plebiscite would be tantamount to an admission of the weakness of its case, the injustice of its claims, and the pro-Turkish sympathies of the population.

Another reason which would suggest (Turkish Memorandum of September 1924, Doc. C. 494, 1924, VII) that a plebiscite is essential in the Vilayet of Mosul lies in the contradictions in the British documents and statements concerning the referenda held in Iraq in 1919 and 1921:

(a) In reply to an observation by Ismet Pasha at Lausanne on January 23rd, 1923, Lord Curzon said that the population of the Vilayets of Baghdad, Basra and Mosul had been consulted by the British authorities as to whether they wished in future to remain united or to be separated. The inhabitants of the three areas had replied that they were parts of an indivisible whole and refused to be separated. At the same time they had been asked to decide as to the election of an Arab sovereign, but their replies had not been unanimous. When, however, in 1921 the election of the Emir Faisal as king of Iraq had been submitted to a referendum, the people of the Vilayet of Mosul are stated to have unanimously voted in his favour (Minutes of the Lausanne Conference, Volume I, page 289).

(b) In the same statement, Lord Curzon, alluding to the Turks in the Vilayet, said that "the whole of this population, except in the Kirkuk area, voted for inclusion in the Kingdom of Iraq and for the Emir Faisal as king" (Minutes, Vol. I, p. 292).

« Il fut étendu à l'ensemble du vilayet, à l'exception des Kurdes des régions de Souleimanié, Rania et Rovandouz. Ceux-ci, composant une masse compacte de populations de races et de langages entièrement différents, il était indubitablement justifié de leur réserver un traitement distinct. Les districts arabes, ainsi que les districts kurdes qui leur sont adjacents, comme aussi les villes turcomanes, participèrent tous à l'élection, et tous, à l'exception de Kerkouk, se prononcèrent pour leur rattachement à l'Etat de l'Irak et pour l'élévation de Faïçal au trône de l'Irak ». (*Blue Book*, "Turkey", No. 1, 1923, page 367.)

Dans ce même document on trouve encore, page 371, qu'en 1919 les habitants du vilayet se prononcèrent unanimement en faveur d'une « réunion durable avec Bagdad et Bassorah » (continued incorporation with Baghdad and Basrah). Enfin, qu'en 1921 tous les Arabes, les Kurdes des districts avoisinants et tous les Turcomans (sauf ceux de Kerkouk) se prononcèrent de nouveau pour l'incorporation du territoire dans un Etat d'Irak et pour le choix de l'émir Faïçal comme roi.

De ces divers documents on pourrait conclure que tous les habitants du vilayet de Mossoul, y compris ceux de Souleimanié, auraient voté unanimement pour l'union avec Bagdad et Bassorah et que tous les Arabes et les Kurdes, sauf évidemment ceux de Souleimanié et tous les Turcs, sauf ceux de la région de Kerkouk, se seraient également prononcés en faveur de l'union et pour le choix de l'émir Faïçal.

d) Ismet pacha ayant, dans une réponse au mémorandum britannique précité, dit que les habitants des sandjaks de Souleimanié et de Kerkouk s'étaient refusés à voter en faveur de leur annexion à l'Irak, lord Curzon, dans sa réplique, affirma, notamment, que la population de la région de Souleimanié ne refusa pas de voter pour son incorporation dans l'Irak, mais qu'elle ne fut pas invitée à se prononcer sur le choix de l'émir Faïçal pour les raisons exposées dans le mémorandum du 14 décembre.

e) On lit dans le rapport officiel sur l'administration de l'Irak (Report on Iraq administration, October 1920-March 1922, p. 12) le passage suivant : « Sulaimaniya division rejected almost unanimously any form of inclusion under the Iraq Government. It has remained at its express wish under direct British control, exercised through a British political officer... » (« Le district de Souleimanié rejeta à la quasi-unanimité des votants toute forme d'incorporation aux territoires relevant du Gouvernement de l'Irak. Il est demeuré, conformément à son désir nettement exprimé, sous le contrôle direct de l'administration britannique, exercé par un fonctionnaire du service politique britannique. »).

f) Le même rapport (p. 15) ajoute plus loin que : « the Sulaimaniya liwa decided not to take part in the election of a king for the Iraq. The result of the referendum showed 96 per cent of the votes to be in favour of the election of the Emir, the dissident 4 per cent coming mainly from the Turkish and Kurdish population of Kirkuk. In this liwa, while the candidature of the Emir was rejected, there was no consensus of opinion as to an alternative. » (« Le liwa de Souleimanié décida de ne pas prendre part à l'élection du roi de l'Irak. Le résultat du referendum indique une majorité de 96 % en faveur de l'élection de l'émir ; les 4 % d'opposants comprenant principalement les populations turques et kurdes de Kerkouk. Dans ce liwa, bien que la candidature de l'émir ait été rejetée, aucune opinion n'a été manifestée en faveur d'une autre alternative. »).

g) Dans le mémorandum remis au Conseil en août 1924, la thèse britannique « accomplit une évolution nouvelle » dans le sens du rapport officiel susmentionné. On y lit que le sandjak de Souleimanié fut exclu des deux referenda, et, en ce qui concerne Kerkouk, que *la ville seule* se serait refusée à voter en faveur de l'incorporation à l'Irak sous l'autorité du roi Faïçal.

La conclusion à tirer de ces documents est que le sandjak de Souleimanié s'est, en réalité, opposé à toute incorporation à l'Irak et que le sandjak de Kerkouk a nettement refusé de se soumettre au Gouvernement de l'émir Faïçal. Or, ces deux sandjaks, dont la population comprend un tiers ou même la moitié (selon les statistiques turques) des habitants de l'ensemble du vilayet se sont donc prononcés contre l'union avec l'Irak. Si l'on considère les conditions anormales dans lesquelles les autres habitants du vilayet ont pris part au vote, on serait fondé à observer que du point de vue du Gouvernement britannique lui-même il est difficile de prétendre que la population du vilayet de Mossoul s'est, dans son ensemble, prononcée en faveur d'une union quelconque avec l'Irak.

Toutes ces considérations prouvent la nécessité d'avoir recours à un plébiscite dans le vilayet.

Sur les modalités d'un plébiscite éventuel le mémorandum turc dont il s'agit ne donne que certaines indications qui furent amplement complétées dans une réponse au questionnaire de la Commission.

Cette réponse souligne d'abord que, pour être sincère et, par conséquent, valable, le plébiscite devrait être effectué sans qu'aucune pression extérieure pût s'exercer sur la population appelée à se prononcer. Il faudrait donc qu'une commission neutre constatât, comme cela fut suggéré dans le mémorandum turc, si effectivement le vilayet de Mossoul est, conformément aux déclarations de lord Curzon à Lausanne (Procès-verbaux, tome I, p. 290) « aux mains des habitants du pays eux-mêmes », cette commission devant contrôler dans chaque région la proportion des divers éléments de la population incorporés dans la force publique.

Une fois ce contrôle effectué et l'engagement obtenu du gouvernement de s'abstenir pendant la période du plébiscite de faire survoler le vilayet par ses avions, on pourrait procéder au vote, ayant eu le soin au préalable de substituer temporairement aux fonctionnaires gouvernementaux en exercice des personnes élues par la population ou désignés par le conseil des anciens de chaque localité.

On ne saurait redouter les désordres que prévoient les autorités britanniques ; l'ordre serait maintenu à l'intérieur de chaque tribu par leurs organisations propres, dans les villes et campagnes par des forces locales recrutées proportionnellement aux différents éléments de la population et mises à la disposition des conseils des anciens.

Le Gouvernement turc est partisan du vote direct à un degré, qui permettrait de révéler plus facilement les désirs de la masse. La méthode la plus pratique consisterait à remettre à chaque votant deux feuilles de papier sur l'une desquelles serait imprimé le drapeau turc et sur l'autre le drapeau britannique et à l'engager à mettre dans l'urne le bulletin portant le drapeau du pays de son choix.

Pour les tribus nomades, on pourrait à la rigueur admettre le vote à deux degrés.

Chaque nahié devrait constituer une unité électorale.

Les Gouvernements turc et britannique devraient avoir auprès de la Commission de contrôle des observateurs en nombre égal.

Le Gouvernement turc affirme que la population du vilayet de Mossoul, ayant toujours élu des députés au Parlement turc, a depuis longtemps acquis l'habitude de voter.

(c) In a memorandum handed to Ismet Pasha on December 14th, 1922, Lord Curzon, again referring to the latter plebiscite, gave the following additional details: " (It) included the whole of the Vilayet except the Kurds in the Sulaimaniya, Raniya and Rowanduz areas, who, being a compact body of people of an entirely different race and language, obviously required separate treatment. The Arab areas with the Kurdish districts adjacent to them, and the Turkoman towns, all gave their votes, and with the exception of Kirkuk all voted for inclusion in the Iraq State and for the accession of Faisal to the throne of Iraq " (*Blue Book*, " Turkey ", No. 1, 1923, page 367).

On page 371 of the same document, we find that in 1919 the inhabitants of the Vilayet voted unanimously in favour of " continued incorporation with Baghdad and Basra ". Again, in 1921 the whole of the Arabs, the Kurds of the adjacent districts and the whole of the Turkomans (with the exception of Kirkuk) voted again for inclusion in a State of Iraq and chose the Emir Faisal as their king.

From these various documents it might be concluded that all the inhabitants of the Vilayet of Mosul, including those of Sulaimaniya, voted unanimously for union with Baghdad and Basra, and that all the Arabs and Kurds (except, evidently, those of Sulaimaniya) and all the Turks, except those in the Kirkuk area, also voted for union and for the accession of the Emir Faisal.

(d) In a reply to the above-quoted British memorandum, Ismet Pasha asserted that the inhabitants of the sanjaks of Sulaimaniya and Kirkuk had refused to vote in favour of their annexation to Iraq; whereupon Lord Curzon, in his counter-reply, stated that the people of the Sulaimaniya area did not refuse to vote for inclusion in Iraq but were not asked to vote on the election of the Emir Faisal for the reasons stated in the memorandum of December 14th.

(e) The official report on the administration of Iraq (" Report on Iraq Administration, October 1920 - March 1922 ", page 12) contains the following passage: " Sulaimaniya division rejected almost unanimously any form of inclusion under the Iraq Government. It has remained at its express wish under direct British control exercised through a British political officer . . . . ".

(f) Later, in the same report (page 15), we find that " the Sulaimaniya liwa decided not to take part in the election of a king for Iraq. The result of the referendum showed 96 per cent of the votes to be in favour of the election of the Emir, the dissident 4 per cent coming mainly from the Turkish and Kurdish population of Kirkuk. In this liwa, while the candidature of the Emir was rejected, there was no consensus of opinion as to an alternative ".

(g) The British arguments appear to have undergone a change since the above-mentioned official report was drawn up, for the memorandum forwarded to the Council in August 1924 states that the Sanjak of Sulaimaniya was excluded from both referenda and that, in the case of Kirkuk, *the town alone* refused to vote for inclusion in Iraq under King Faisal.

The conclusion to be drawn from these documents is that the sanjak of Sulaimaniya actually objected to any form of inclusion in Iraq, and that the sanjak of Kirkuk definitely refused to accept the Emir Faisal's Government. In other words, these two sanjaks, which contain a third or even, according to Turkish statistics, half of the whole population of the Vilayet, voted against union with Iraq. In view of the abnormal circumstances in which the rest of the inhabitants of the Vilayet took part in the referendum, it is reasonable to conclude that, even from the point of view of the British Government, it can hardly be claimed that the population of the Vilayet of Mosul as a whole voted in favour of any form of union with Iraq.

All these considerations demonstrate the necessity of taking a plebiscite in the Vilayet.

As to the methods which might be employed in taking such a plebiscite, the Turkish memorandum gave only a few suggestions, which were amply supplemented in a reply to the Commission's questionnaire.

This reply began by urging that if the plebiscite were to be genuine and, therefore, valid, it should be taken without any possibility of external pressure being put on the voters. For that purpose a neutral commission would have to ascertain, as suggested in the Turkish memorandum, whether the Vilayet of Mosul actually is, as stated by Lord Curzon at Lausanne (*Minutes*, Vol. I, p. 290), " in the hands of the people themselves. " It would be the duty of this commission to check in each area the proportion of the different elements of the population incorporated in the public forces.

When this had been done, and when the Government had given an undertaking not to allow any Government aircraft to fly over the Vilayet during the plebiscite period, the vote might be taken, provided that the places of the acting Government officials had first been temporarily filled by persons elected by the people or designated by the Council of Elders of each locality.

There would be no reason to fear the disorders which the British authorities anticipate; order would be maintained in each tribe by its own organisation, and in the towns and country districts by local forces recruited proportionately from the various elements of the population and placed under the authority of the Councils of Elders.

The Turkish Government is in favour of the direct method of single voting, which would more readily demonstrate the wishes of the people. The most feasible method would consist in handing to each voter two sheets of paper, one bearing the Turkish and the other the British flag reproduced in print, and requiring him to drop into the ballot-box the paper bearing the flag of the country he preferred.

In the case of the nomadic tribes, indirect representation might be accepted if absolutely necessary. Each nahia should form a constituency.

The Turkish and British Governments should have equal numbers of observers on the Supervisory Commission.

The Turkish Government states that the people of the Vilayet of Mosul have always elected delegates to the Turkish Parliament and have long been in the habit of voting.

## II. — RÉSUMÉ DES ARGUMENTS DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE.

Passant aux arguments du Gouvernement britannique au sujet du plébiscite, nous les reproduirons tels qu'ils ont été développés dans une réplique au mémorandum turc, élaborée par le « Colonial Office » et mise à la disposition de la commission.

1. Le résultat d'un plébiscite, sauf dans le cas de collectivités d'une haute instruction, d'une haute civilisation et d'une organisation perfectionnée, est nécessairement influencé principalement par des facteurs d'un caractère purement politique et ethnologique ou encore par des influences temporaires et locales, telles qu'une contestation portant sur des terres, l'établissement d'un nouvel impôt ou une propagande tendancieuse et contre laquelle on n'aurait ni le temps ni l'occasion de réagir. Si l'on décidait d'avoir recours à un plébiscite pour la fixation de la frontière entre la Turquie et l'Irak, cela impliquerait que l'électeur non instruit ne tiendrait qu'insuffisamment compte des considérations stratégiques, géographiques, économiques ou administratives.

2. Ce sont des considérations de cet ordre qui ont conduit le Gouvernement britannique à s'abstenir de revendiquer une ligne frontière située sensiblement plus au nord de celle qu'il a effectivement proposée. Si, donc, le plébiscite était admis comme le moyen approprié d'aboutir à une solution, le Gouvernement britannique se verrait contraint d'écarter les raisons qui lui ont fait exclure de l'Etat d'Irak une étendue considérable de pays située au nord du vilayet de Mossoul. Il demanderait alors que le plébiscite ait lieu également dans ce territoire. Le territoire dont il s'agit comprend la plus grande partie de l'habitat primitif des Assyriens ; il comprendrait également la région habitée par certaines tribus kurdes, qui ont fait des ouvertures au Gouvernement de l'Irak, et par certaines tribus arabes. Parmi les Assyriens qui habitaient la région mentionnée, un certain nombre sont maintenant établis en Irak, mais beaucoup d'entre eux sont actuellement disséminés en Russie, dans le Caucase et ailleurs. Il serait sans doute nécessaire de chercher à connaître leurs vœux. En tout cas, il serait injuste d'adopter la suggestion turque, suivant laquelle le plébiscite devrait se limiter au vilayet de Mossoul.

3. Il est évident que si l'on veut chercher à obtenir un vote sincère, il serait nécessaire de retirer de la région toutes les forces turques, irakiennes ou britanniques qui y assument actuellement la responsabilité du maintien de la sécurité. La suggestion qui figure à la page 5 du mémoire turc et selon laquelle les forces locales pourraient être placées sous le commandement d'officiers neutres et employés pour maintenir l'ordre ainsi qu'une atmosphère d'impartialité, est tout à fait irréalisable. Il serait nécessaire de remplacer les forces actuelles par des forces entièrement neutres et il serait malaisé de trouver des forces neutres qui pourraient, même dans des conditions normales, maintenir la sécurité dans une région aussi montagneuse et aussi difficile. Les débuts du plébiscite s'accompagneraient sans aucun doute d'une énergique propagande turque et il pourrait être difficile, sinon impossible, d'empêcher le Gouvernement de l'Irak de se livrer à une contre-propagande. On peut aisément imaginer l'excitation qui en résulterait. Le maintien de l'ordre exigerait des forces neutres très considérables.

4. Quelque nombreuses et énergiques que soient ces forces, quels que soient leurs efforts pour empêcher des tentatives d'intimidation, il est permis de douter qu'il soit possible actuellement d'obtenir l'expression sincère des vœux de tribus vivant sur les confins nord de l'Irak et qui connaissent les dangers auxquels les exposerait un vote opposé au rattachement à la Turquie.

Les nefastes conséquences qui découlent d'un règlement de frontière par voie de plébiscite résultent de l'expérience réelle. La minorité se trouve inévitablement exposée à des représailles et à des persécutions. Son loyalisme envers l'Etat, dans lequel elle a été incorporée contre sa volonté, est suspect. Ses relations avec les groupes qui ont voté dans un sens contraire sont sérieusement compromises.

Toutes ces éventualités se sont déjà produites et se produisent à l'heure actuelle dans les Etats européens dont les frontières ont été déterminées par la Société des Nations, au moyen d'un plébiscite. Si ce danger existe en Europe, il sera encore plus grand dans une région éloignée où le frein de l'opinion publique générale est nécessairement moins efficace.

Un vote secret, même s'il était pratiquement possible parmi des tribus illettrées, ne pourrait aucunement contrebalancer ces graves inconvénients, car les votants seraient toujours considérés comme ayant voté selon des tendances politiques et ethniques bien connues.

5. Un plébiscite ne constitue une solution pratique que pour des problèmes qui peuvent être énoncés sous la forme de questions simples ne laissant le choix qu'entre un petit nombre d'alternatives. Il est évident qu'un problème de frontière ne peut être posé de cette manière. Ce fait à lui seul détruit la thèse turque, suivant laquelle certaines questions ayant déjà été soumises à un vote populaire en Irak, le Gouvernement britannique ne serait plus en droit de soutenir qu'un plébiscite ne convient pas dans le cas présent. Les problèmes qui ont fait l'objet de ces votes antérieurs pouvaient être et ont été présentés sous la forme simple indiquée ci-dessus.

6. Dans les deux referenda antérieurs on demandait une réponse, non seulement à des questions simples, mais à des questions sur lesquelles les vœux d'aucune fraction de la population intéressée n'étaient clairement connus. En outre, dans ces deux cas, la population kurde du liva de Souleimanié a été exceptée du referendum. Dans le cas présent, les vœux d'une fraction importante de la population sont bien connus en ce qui concerne le problème tel que le Gouvernement turc le pose, à savoir le sort futur du vilayet de Mossoul. Les Kurdes constituent une moitié de la population du vilayet ; quant à l'autre moitié, les Arabes en constituent trois sixièmes. On ne saurait guère contester que les Arabes désirent continuer à faire partie de l'Etat d'Irak. Deux autres sixièmes sont constitués par la minorité non musulmane, à savoir : les Yézidis, les Juifs et les Chrétiens. Les Yézidis ont exprimé à maintes reprises leur désir de continuer à faire partie de l'Irak et il en est de même des Juifs et des Chrétiens chaldéens. Les Assyriens-Nestoriens préféreraient n'être rattachés ni à la Turquie, ni à l'Irak, mais ils se sont déclarés décidés à ne revenir, en aucun cas, sous le régime turc. Ils voudraient, sous réserve de garanties convenables, continuer à faire partie d'un Etat qui serait assuré, tout au moins pendant un certain temps, des conseils et de la protection britanniques. Le dernier sixième est constitué par les Turcomans qui vivent heureux et prospères sous le régime actuel. Supposons, cependant, qu'ils soient unanimes à désirer le retour sous le Gouvernement turc.

Il apparaît donc que les vœux d'une moitié de la population sont bien connus et que, pour cette moitié, le plébiscite est complètement inutile. L'autre moitié est composée de Kurdes, dont la grande majorité constitue des tribus primitives incapables d'exprimer leur opinion sous une forme vraiment cohérente.

## II. — SUMMARY OF THE ARGUMENTS OF THE BRITISH GOVERNMENT.

Turning now to the arguments of the British Government on the subject of the plebiscite, we will reproduce them in the form in which they were set forth in a reply to the Turkish memorandum, drawn up by the Colonial Office and placed at the Commission's disposal.

(1) Except in communities which have attained a high stage of education and civilisation and which are perfectly organised, the result of a plebiscite is necessarily influenced chiefly by purely political and ethnological factors or temporary and local considerations, such as a land dispute, the imposition of a new tax, or a propaganda campaign which there would be neither time nor opportunity to counteract. If a plebiscite were decided upon for the purpose of fixing the frontier between Turkey and Iraq, that would mean that the uneducated voter would not attach sufficient importance to strategic, geographical, economic and administrative factors.

(2) It is for such reasons as these that the British Government has not laid claim to a frontier considerably to the north of the line which it has actually proposed. If, therefore, the plebiscite were accepted as the most suitable method of reaching a solution, the British Government would feel bound to put aside the reasons which induced it to exclude from the State of Iraq a considerable area to the north of the Vilayet of Mosul; it would then ask for a plebiscite to be held in this area also. The territory referred to comprises the greater part of the original home of the Assyrians; it would also include the country inhabited by certain Kurdish tribes, which have made overtures to the Iraq Government, and by certain Arab tribes. Of the Assyrians who formerly lived in this region, some have now settled in Iraq, but many are at present scattered about Russia, in the Caucasus and elsewhere. It would, of course, be necessary to try to ascertain their views. In any case it would be unfair to adopt the Turkish suggestion that the plebiscite should be confined to the Vilayet of Mosul.

(3) Obviously, if any attempt were to be made to secure a trustworthy vote, all the Turkish, Iraq and British forces which are at present responsible for the maintenance of order in the territory would have to be withdrawn. The suggestion on page 5 of the Turkish memorandum that local forces might be placed under the command of neutral officers and used to maintain order and secure an impartial atmosphere is quite impracticable. The existing forces would have to be replaced by others which were wholly neutral; and it would not be easy to find neutral forces which could, even in normal circumstances, maintain order in such a mountainous and difficult region. The opening of the plebiscite would certainly be accompanied by a strong Turkish propaganda campaign, and it might be difficult, if not impossible, to prevent the Iraq Government from replying in kind. The ensuing ferment can easily be imagined. Very considerable neutral forces would be required for the maintenance of order.

(4) However numerous and active these forces might be, and whatever efforts they might make to prevent any attempt at intimidation, it is open to question whether it is possible at the present time to obtain a reliable expression of the views of tribes living on the northern borders of Iraq who are aware of the risks to which they would expose themselves by voting against inclusion in Turkey.

The disastrous consequences of a frontier settlement arrived at through a plebiscite may be learnt from actual experience. The minority is inevitably exposed to reprisals and persecutions. It is suspected of disloyalty to the State in which it has been included against its will. Its relations with communities which voted in favour of the opposite view are seriously endangered.

All these results have already been observed, and are still occurring, in those European countries whose frontiers have been fixed by the League of Nations by means of a plebiscite. If this danger exists in Europe, how much greater would it be in a remote country where the steadying effect of world public opinion is necessarily less felt?

Even if a secret ballot were practicable among illiterate tribes, it could not counterbalance these serious disadvantages, for the voters would always be assumed to have voted in accordance with their known political and racial views.

(5) A plebiscite is only a practicable solution for problems which may be put in the form of simple questions, leaving a choice only among a restricted number of alternatives. It is clear that a frontier question cannot be so expressed. This fact in itself destroys the Turkish argument that as certain questions have already been submitted to a popular vote in Iraq, the British Government is no longer entitled to maintain that a plebiscite is unsuitable in the present case. The questions dealt with by these earlier referenda could be, and were, presented in the simple form referred to above.

(6) In the two earlier referenda a reply was asked for not only to simple questions but to questions on which the views of no section of the population concerned were definitely known. Moreover, in both these cases the Kurdish population of the Liwa of Sulaimaniya was excluded from the referendum. In the present case the views of a large section of the population on the problem as put by the Turkish Government — namely, the fate of the Vilayet of Mosul — are well known. The Kurds represent half the population of the Vilayet; of the other half the Arabs form three-sixths. It can hardly be denied that the Arabs wish to remain in the State of Iraq. Another two-sixths are accounted for by the non-Moslem minority — Yezidi, Jews and Christians. The Yezidi have frequently expressed their anxiety to remain in Iraq, and this is also true of the Jews and the Chaldaean Christians. The Nestorian Assyrians would prefer to be neither in Turkey nor in Iraq, but in any case they have announced their intention not to return to Turkish rule. If suitable guarantees were provided they would be willing to remain in a State which would be assured, at least for a certain length of time, of British protection and advice. The last sixth consists of the Turkomans, who are contented and prosperous under the present regime. Let us, however, assume that they unanimously desire to return to Turkey.

It appears, then, that the wishes of half the population are well known, and that, as regards this half, a plebiscite is absolutely useless. The other half consists of Kurds, the great majority of whom are members of primitive tribes, incapable of a coherent expression of their views.

### III. — CONCLUSIONS.

Il est nécessaire de déterminer tout d'abord l'objet véritable du litige, les limites de la zone pouvant être l'objet d'un plébiscite, enfin la nature des consultations populaires ayant eu lieu précédemment dans l'ancien vilayet de Mossoul, en 1919 et 1921. Les documents britanniques ne sont pas tout à fait clairs sur ce dernier point. L'emploi de certaines expressions peut conduire à supposer qu'il y a eu des plébiscites (ce mot a été employé tout au moins dans un document) et que ces plébiscites, pour certaines raisons, n'ont pas eu lieu dans l'ensemble de ce territoire.

Si tel était le cas, les objections contre la proposition turque perdraient une grande partie de leur valeur, car si un plébiscite avait pu avoir lieu il y a quelques années, on ne verrait pas ce qui rendrait impossible de le répéter à présent, alors que les conditions générales sont plus favorables. Il y aurait, au contraire, lieu de prendre en sérieuse considération les arguments du Gouvernement turc, d'abord parce que l'opinion du pays à laquelle les deux parties attachent une importance primordiale, serait ainsi le plus sûrement connue et ensuite parce que les plébiscites précédents n'ayant pas eu lieu dans l'ensemble du territoire et ayant été effectués, comme le dit avec raison le Gouvernement turc, dans des circonstances politiques précaires, rendant une occupation militaire effective nécessaire, ne pourraient guère être considérés comme une preuve incontestable des désirs de la population.

La Commission tient à relever ici qu'elle ne peut pas partager le point de vue britannique, selon lequel un plébiscite serait impossible parce qu'il s'agirait d'un problème de frontière et non du sort du vilayet de Mossoul, argument qui a été avancé à maintes reprises dans les discours et les documents britanniques. Il est vrai que le litige concerne finalement un problème de frontière, mais il y a encore deux autres facteurs à prendre en considération.

D'abord, il est évident que le territoire entre les lignes proposées respectivement par les Gouvernements britannique et turc est trop étendu pour qu'on puisse dire qu'il s'agit seulement d'une différence de tracé. Ce territoire couvre une superficie qui est même plus vaste que celle du vilayet de Mossoul et il compte huit cent mille habitants. De plus, c'est un fait que les deux parties ont confié la solution du litige au Conseil de la Société des Nations, en déclarant que celui-ci a toute liberté de choisir entre les deux lignes proposées ou de trouver une solution intermédiaire quelconque. Ceci admis, n'y a-t-il pas quelque subtilité à prétendre que la question ne concerne pas le sort d'une population considérable et que le sujet même du conflit est de nature à rendre impossible une consultation populaire? On pourrait, au contraire, trouver naturel d'examiner les possibilités d'un plébiscite sans même prendre en considération s'il en fut organisé précédemment par les soins de la Puissance occupante.

La Commission ne saurait non plus s'arrêter à l'argument britannique en ce qui concerne la délimitation de la région dans laquelle devait avoir lieu le plébiscite. Le territoire contesté est bien connu et fixé. Il convient d'observer que les deux parties ont accepté à l'avance la décision du Conseil. Aussi bien il résulte avec évidence des instructions données à la Commission que la procédure d'un plébiscite ne peut être écartée *a priori*. Le Gouvernement britannique ne saurait donc être fondé à revendiquer le droit d'étendre le litige à des régions dont l'attribution n'a jamais été discutée.

Afin d'élucider les faits concernant les consultations populaires précédentes, la Commission a demandé au Gouvernement britannique, ainsi qu'aux autorités britanniques en Irak, de lui fournir des renseignements à ce sujet.

Il résulte de ces renseignements qu'aucun plébiscite n'a été effectué, ni en 1919, ni en 1921.

Le mode de procédure adopté pour les deux consultations a consisté, d'une manière générale, à rassembler les notables, les cheiks des tribus, les représentants des communautés, etc., et à recueillir leur opinion. Il n'a pas été procédé à un vote individuel ou secret.

Pour le *premier* « referendum », les participants furent convoqués par hazzas et appelés à répondre aux trois questions suivantes : 1<sup>o</sup> s'ils désiraient faire partie intégrante d'un Etat arabe, sous tutelle britannique, s'étendant depuis la frontière nord du vilayet de Mossoul jusqu'au Golfe Persique ; 2<sup>o</sup> si tel était le cas, s'ils estimaient que cet Etat devait être placé sous l'autorité d'un émir ; et 3<sup>o</sup> dans l'affirmative, qui ils désigneraient comme émir. [(1) Whether they were in favour of a single Arab State under British tutelage extending from the northern boundary of the Mosul Vilayat to the Persian Gulf ; (2) If so, whether they considered that the new State should be placed under an Arab Amir ; (3) In that case, whom would they suggest ?] La *Review of the civil administration of Mesopotamia*, publiée en 1920, indique qu'une réponse affirmative fut donnée à la première question, tandis que les opinions sur les deux autres furent extrêmement divergentes.

A la *deuxième* consultation prirent part : les chefs de tribus, reconnus comme tels par leur tribu ou par le gouvernement ; les membres des différents conseils administratifs, élus selon la loi ; les « corps des Anciens » reconnus par l'opinion publique ; les moukhtars et chefs administratifs des villages, élus par les propriétaires et les habitants et confirmés par le gouvernement ; enfin les notables et chefs religieux des villes et des districts.



### III. — CONCLUSIONS.

---

We have to determine in the first place what is the real subject of the dispute, then the limits of the area in which a plebiscite might be taken, and, lastly, the nature of the previous referenda taken in the former Vilayet of Mosul in 1919 and 1921. On this last point the British documents are not quite clear. The use of certain expressions might tend to suggest that plebiscites were held (the word is used in at least one document), and that for certain reasons they were not held throughout the whole of the territory.

If this was the case, the objections to the Turkish proposal lose a great deal of their force ; for if it was possible to hold a plebiscite a few years ago, there is no good reason why it should be impossible to repeat it now, when general conditions are more favourable. On the contrary, serious consideration would have to be given to the Turkish Government's arguments ; first, because the views of the people, to which both parties attach very great importance, would thus be more reliably ascertained ; and, secondly, because the earlier plebiscites, not having been held throughout the whole territory, and having, as the Turkish Government rightly observes, taken place in unstable political conditions, which called for an effective military occupation, can scarcely be regarded as incontestable evidence of the wishes of the population.

The Commission feels bound to make it clear at this point that it cannot share the view so often put forward in British documents and speeches that a plebiscite would be impossible because the question at issue is a frontier problem and not the fate of the Vilayet of Mosul. It is true enough that the dispute relates ultimately to a frontier question, but there are two other factors to be taken into account. In the first place, it is clear that the territory between the lines proposed by the British and Turkish Governments respectively is too large for it to be said that the question is merely one of delimitation. This territory covers an even greater area than that of the Vilayet of Mosul and contains 800,000 people. Secondly, it is a fact that the two parties asked the Council of the League of Nations to settle the dispute and stated that the Council was entirely free to choose between the two lines proposed or to decide on any intermediate settlement. This being so, is it not rather in the nature of hairsplitting to contend that the question does not affect the future of a considerable population and that the nature of the matter in dispute renders a plebiscite impossible ? Indeed, it seems quite reasonable to consider the possibilities of a plebiscite entirely regardless of whether one has previously been held by the occupying Power.

Nor can the Commission admit the British argument as to the delimitation of the plebiscite area. The disputed territory is well known and defined. It should be pointed out that both parties have accepted the Council's decision in advance. It is also perfectly clear from the instructions given to the Commission that the plebiscite method cannot be excluded *a priori* ; and the British Government is therefore not justified in claiming the right to extend the dispute to territories whose assignment has never entered into the discussion.

In order to throw further light on the earlier referenda, the Commission asked the British Government and the British authorities in Iraq for particulars.

It appears from the information supplied that no plebiscite was held either in 1919 or in 1921.

Generally speaking, the method of procedure followed in both these referenda was to assemble the notables, sheiks of tribes, representatives of communities, etc., and take their opinions. No individual or secret vote was taken.

In the *first* referendum the voters were assembled by Qazas and were called upon to answer the three following questions : (1) whether they were in favour of a single Arab State under British tutelage extending from the northern boundary of the Mosul Vilayet to the Persian Gulf ; (2) if so, whether they considered that the new State should be placed under an Arab Emir ; (3) in that case, whom would they suggest ? The *Review of the Civil Administration of Mesopotamia*, published in 1920, states that an affirmative reply was given to the first question, whereas the views expressed on the other two were widely divergent.

In the *second* referendum took part : chiefs of tribes recognised as such by their tribes or by the Government ; legally elected members of the various administrative councils ; the " Councils of Elders " recognised by public opinion ; the Mukhtars and administrative heads of villages elected by the land-owners and inhabitants and confirmed in their office by the Government ; and the notables and religious heads of towns and districts.

Les représentants furent invités à répondre à la question qui leur fut posée et à signer un document dont la traduction en anglais est reproduite ci-dessous :

“ We, the undersigned residents of Nahia (Mahalia ih Qadha) Town of . . . . in the Liwa of . . . . ., have heard, understood and fully considered the above Resolution of the Council of State, and it results that . . . . . express themselves in agreement therewith and profess their allegiance to Emir Faisal, while . . . . . have signified their dissent.

(Signatures) ”

Ces indications montrent assez que les formes de cette consultation n'étaient point de nature à garantir la liberté et l'indépendance de l'expression des votes.

Quant aux conclusions du Gouvernement turc, au sujet de l'attitude des livas de Kerkouk et de Souleimanié, il paraît certain que le liva de Kerkouk a pris part aux deux consultations. Lors de la première, il s'est exprimé dans son ensemble en faveur de l'incorporation dans l'Irak ; lors de la seconde, il s'est prononcé, exception faite de la ville de Kerkouk, pour le choix du roi Faïçal.

Quant à Souleimanié, la Commission a pu constater que ce liva n'a pris part à aucune des consultations. Les motifs de son exclusion de celle de 1921 ne sont pas nettement établis par les documents. Le « Report on Iraq Administration, October 1920-March 1922 » dit, page 15 : “ The Sulaimaniya Liwa decided not to take part in the election of a king for Iraq ”. Mais la réplique britannique au mémorandum turc remise à la Commission s'exprime différemment : on y lit qu'à l'époque du second referendum la situation de Souleimanié se trouvait régie par l'article 64 du Traité de Sèvres qui envisageait, dans certaines éventualités, la création d'un Etat kurde indépendant, et que dans ces conditions, il a été jugé plus opportun d'exclure du referendum le seul liva entièrement kurde de l'Irak. Dans cette même réplique, on trouve une explication du passage suivant (page 12) du rapport cité plus haut : “ Sulaimaniya division rejected almost unanimously any form of inclusion under the Iraq Government ”. Ce passage serait relatif à des événements ultérieurs survenus à la suite de l'envoi par le Haut Commissaire d'un communiqué destiné à offrir aux populations kurdes une occasion d'exprimer leurs vœux.

Or, il convient d'observer que ce communiqué fut publié le 6 mai 1921, c'est-à-dire avant le second referendum.

Quoi qu'il en soit, on peut supposer que l'attitude de la population de Souleimanié fut plutôt inspirée par son désir d'indépendance que par des sentiments turcophiles.

\* \* \*

La commission s'est efforcée, dès son arrivée dans le territoire contesté, d'examiner les possibilités d'un plébiscite ; ses investigations auprès des représentants de la population furent menées en partie dans ce but. En effet, la commission ne pouvait pas admettre sans réserves les arguments britanniques selon lesquels le plébiscite ne serait pas nécessaire, les opinions d'une moitié de la population étant bien connues, tandis que l'autre moitié, à quelques exceptions près, se révélait incapable d'exprimer son opinion sous une forme cohérente. Le premier de ces arguments était une assertion qu'aucune preuve ne paraissait fondée ; le deuxième ne pouvait évidemment être contrôlé que sur place.

Il était de l'intention de la commission de procéder, dans un ou plusieurs endroits déterminés, à des essais de plébiscite et elle avait prié le Haut Commissaire britannique à Bagdad de bien vouloir prendre certaines mesures indiquées par elle, afin que ces essais puissent avoir lieu avec toutes les garanties voulues de liberté, d'impartialité et de sincérité. Les expériences faites pendant les travaux de la commission rendirent ces essais inutiles.

La commission a pu, en effet, se convaincre de toute la force des affirmations britanniques, concernant les difficultés pratiques insurmontables d'organiser un plébiscite et des doutes très sérieux qui pourraient subsister à l'égard de sa sincérité.

Il est certain que l'administration du pays par l'un ou par l'autre des Etats en cause est de nature à influencer les populations. Il faudrait donc instituer une administration provisoire neutre. La proposition turque de substituer aux fonctionnaires gouvernementaux des personnes élues par la population ou désignées par le conseil des anciens de chaque localité ne saurait garantir ni l'impartialité des autorités ni le maintien de l'ordre dans un pays où les passions populaires seraient excitées par une propagande énergique, à laquelle les personnes en question auraient peut-être pris part, et où se heurtent tant d'intérêts privés. Le choix même de ces fonctionnaires donnerait certainement lieu à des désordres.

L'autorité neutre aurait besoin de s'appuyer sur une force de police sérieuse. Cette force ne pourrait lui être assurée par les troupes ou les polices britanniques, turques ou irakiennes ; il serait nécessaire, au contraire, de leur substituer des forces neutres. Celles-ci devraient non seulement fournir des garnisons aux chefs-lieux principaux, mais aussi envoyer des détachements considérables dans les montagnes kurdes, où chaque homme est armé même en temps de paix. Il serait impossible de tenter, comme le propose le Gouvernement turc, de maintenir l'ordre par les organisations des tribus ou par des forces locales composées proportionnellement aux différents éléments de la population. Ce serait probablement livrer le pays à une guerre civile.

Si ces conditions primordiales, administration et forces de police neutres, ne sont pas remplies, on peut s'attendre à des désordres graves, des tentatives d'oppression de la part de certains partis politiques, et certainement aussi à des conflits sanglants.

The representatives were asked to answer the question put to them and to sign the following document :

“ We, the undersigned residents of Nahia (Mahalia ih Qadha) Town of .... in the Liwa of ..... have heard, understood and fully considered the above resolution of the Council of State, and it results that ..... express themselves in agreement therewith and profess their allegiance to Emir Faisal while ..... have signified their dissent.

(Signatures). ”

These particulars make it clear that the form in which the referendum was held was not such as to guarantee the freedom and independence of the voting.

As regards the Turkish Government's conclusions as to the attitude of the Liwas of Kirkuk and Sulaimaniya, it seems certain that the Liwa of Kirkuk took part in the referenda. At the first referendum it voted as a whole in favour of inclusion in Iraq, and at the second it voted, with the exception of the town of Kirkuk, in favour of King Faisal.

As regards Sulaimaniya, the Commission has been able to ascertain that this Liwa took no part in either of the referenda. The reasons for its exclusion from the 1921 referendum are not made clear in the documents. The “ Report on Iraq Administration from October 10th, 1920, to March 1922 ” states on page 15 that “ the Sulaimaniya Liwa decided not to take part in the election of a king for Iraq ”. But the British reply to the Turkish memorandum handed to the Commission does not bear out this statement ; it says that at the time of the second referendum the position of Sulaimaniya was governed by Article 64 of the Treaty of Sèvres, which provided for the formation in certain contingencies of an independent Kurdish State and that, under these circumstances, it was thought better to exclude from the referendum the only purely Kurdish liwa in Iraq. This reply also contains an explanation of the following passage. (p. 12) in the above-mentioned report : “ Sulaimaniya Division rejected, almost unanimously, any form of inclusion under the Iraq Government ”. This passage, it is stated, refers to later events following upon the publication by the High Commissioner of a proclamation offering the Kurdish peoples an opportunity of expressing their wishes.

It should be observed, however, that this proclamation was published on May 6th, 1921 — *i.e.* before the second referendum.

However that may be, we may assume that the attitude of the people of Sulaimaniya was due more to its desire for independence than to its pro-Turkish sympathies.

As soon as the Commission arrived in the disputed area, it endeavoured to explore the possibilities of holding a plebiscite, and the enquiries it made among the representatives of the people were held partly with this object in view. The Commission could not accept unreservedly the British arguments to the effect that the plebiscite was unnecessary because the views of half the population were well known, while the other half, with a few exceptions, were incapable of expressing a coherent opinion. The first of these arguments was an assertion unsubstantiated by any evidence, and the second could obviously only be tested on the spot.

It was the Commission's intention to carry out experimental plebiscites in one or more selected places ; and it had asked the British High Commissioner at Baghdad to take certain stated measures in order that these experiments might take place with all proper guarantees of their freedom, impartiality and trustworthiness. These experiments were rendered useless by the experience gained in the course of the Commission's work.

In point of fact, the Commission became convinced of the full force of the British assertions as to the insuperable practical difficulties of holding a plebiscite and the considerable doubt which might still remain as to its trustworthiness.

There is no doubt that the administration of the country by either of the States concerned is likely to influence the people. A provisional neutral administration would therefore have to be established. The Turkish proposal for filling the places of Government officials by persons elected by the people or designated by the Council of Elders of each locality would guarantee neither the impartiality of the authorities nor the maintenance of order in a country where popular passions would be aroused by a violent propaganda in which the persons referred to might very likely have taken part and where so many private interests are in conflict. Even the selection of these officials would undoubtedly lead to disorder.

The neutral authority would have to be supported by a strong police force. This force could not be drawn from the British, Turkish or Iraq troops or police forces ; neutral forces would have to be used instead. The latter would be required not only to garrison the principal towns but also to send strong detachments into the Kurdish mountains, where every man carries arms even in peacetime. It would be useless to attempt, as the Turkish Government proposes, to maintain order through the tribal organisations or through local forces representing the various elements of the population in proportion to their strength. Such a procedure would probably mean civil war.

If these essential conditions — the neutrality of the administration and the police force — are not fulfilled, we must expect serious riots, attempts by certain political parties to exert pressure, and also, undoubtedly, bloodshed. Even if the plebiscite were successfully held,

Même si l'on réussissait à organiser le plébiscite et à l'entourer de toutes les garanties possibles pour la liberté des votes, il n'aurait guère pour résultat de donner une image réelle des vœux de la population, dans la mesure où ces vœux existent.

L'instruction publique est rudimentaire, l'organisation sociale est archaïque ou féodale, ce qui a pour conséquence que la plupart des habitants, même s'ils ont des opinions personnelles, se rangent à celles de leurs chefs de tribus ou des propriétaires dont ils dépendent. Ceux-ci donneraient donc un mot d'ordre pour le vote, qui serait par ailleurs influencé par des rancunes personnelles, des sentiments plus ou moins fortuits, des rivalités de tribus, etc. Il est bien probable aussi que la crainte de représailles de la part des gouvernements jouerait un rôle propre à diminuer la valeur du résultat.

Il y a certainement dans le pays des personnes instruites et intelligentes qui peuvent donner une opinion inspirée par leurs sentiments intimes et par leurs intérêts réels. Toutes les personnes de cette catégorie que nous avons eu le moyen de consulter, parmi lesquelles des membres éminents du parti pro-turc, ont confirmé nos propres constatations concernant l'impossibilité d'organiser un plébiscite sérieux et reflétant réellement les vœux des populations.

La Commission ne saurait donc proposer au Conseil de recourir à cette procédure. Elle estime que le mode de procédure proposé par le Gouvernement britannique est le plus propre à fournir au Conseil les éléments nécessaires pour la solution du litige. C'est, d'ailleurs, la procédure même qui a été suivie par la Commission au cours de ses travaux. Toutefois, comme elle l'a souligné dans d'autres parties de ce rapport, la Commission s'est efforcée, au cours de son enquête, de s'inspirer du désir du Gouvernement turc en ne négligeant aucun moyen et aucune occasion de recueillir les vœux de la population.

with every possible guarantee of freedom in the voting, it would scarcely afford a true reflection of the wishes of the people, so far as they have any wishes.

Education is in a rudimentary stage, the social organisation is mediaeval or feudal, and consequently most of the people, even if they have opinions of their own, follow those of their tribal chiefs or the land-owners, on whom they are dependent. The latter would accordingly give orders for the voting, which would also be influenced by personal quarrels, more or less fortuitous sentiments, tribal rivalries, etc. It is highly probable also that the fear of Government reprisals would serve to impair the value of the result.

There are, it is true, some educated and intelligent persons in the country who can give an opinion based on their real sympathies and their true interests. All the persons of this class whom we have had the opportunity of consulting, including distinguished members of the pro-Turkish party, have confirmed our own impressions as to the impossibility of holding a plebiscite which would be of any value and would reflect the true desires of the people.

The Commission cannot therefore advise the Council to adopt this procedure. It considers that the procedure proposed by the British Government is the one most appropriate for furnishing the Council with the information it requires for the settlement of the dispute. This is, moreover, the procedure which has been followed by the Commission in carrying on its work. Nevertheless as has been emphasised in other parts of this report, the Commission has endeavoured during its enquiry to bear in mind the wishes of the Turkish Government and to neglect no means and no opportunity of ascertaining the desires of the population.

---

### Troisième partie.

## CONSIDÉRATIONS SUR LE FOND DE LA QUESTION.

### CHAPITRE I.

## ARGUMENTS GÉOGRAPHIQUES ET ETHNOGRAPHIQUES.

### I. — ANALYSE DES ARGUMENTS GÉOGRAPHIQUES.

Les gouvernements britannique et turc ont, à différentes reprises, avancé divers arguments sous ce titre collectif.

Nous les classons d'abord en trois groupes :

- A. Ceux qui concernent la description des deux frontières proposées ;
- B. Ceux qui concernent des caractères géographiques, géologiques et climatologiques, rattachant le territoire contesté aux territoires avoisinants au nord et au sud ;
- C. Ceux qui concernent les routes.

#### A. — DESCRIPTION DES DEUX FRONTIÈRES PROPOSÉES.

Les arguments du premier groupe se mêlent avec des vues et avec des arguments stratégiques, économiques et autres. Nous nous bornerons ici à analyser les données d'ordre purement géographique.

##### 1. *Frontière du Nord demandée par le Gouvernement britannique.*

En revendiquant cette frontière, le Gouvernement britannique a fait valoir les arguments géographiques suivants :

Les mémoires anglais décrivent comme une muraille infranchissable les montagnes que suit le tracé de la frontière proposée. Dans l'une des réponses à notre questionnaire, l'assesseur anglais décrit la frontière en détail. Il la divise en quatre secteurs :

1. Entre la rivière Hazil et la rivière Chabour ;
2. La contrée des tribus assyriennes entre le Chabour et les sommets du Jelo ;
3. Le terrain de chaînes confuses entre ce territoire et la rivière de Chemsdinan.
4. De la rivière Chemsdinan à la frontière persane.

Des détails sont donnés pour les secteurs 2, 3 et 4.

2. C'est une contrée plus montagneuse et inaccessible encore, les sommets atteignant plus de 10.000 pieds.

Le Grand Zab se fraie un chemin à travers ces montagnes, en formant des gorges à bords verticaux, qui atteignent quelquefois une profondeur de 5000 pieds. Les montagnes entre le Chabour et le Zab sont des chaînes dirigées O.-E. Au delà du Zab, la direction des montagnes devient confuse jusqu'au sommet du Jelo, où les montagnes prennent une direction bien définie N.-O.—S.-E. Ce système de montagnes est percé de peu de cols. Entre Géramus et Deri-a-Zer, il y a un col par lequel passent les nomades Artouchis, quand ils montent avec leurs brebis aux pâturages d'été dans les montagnes. Une autre route conduit de Achita le long de la gorge du Zab à Louine et Djoulamerk. Les nomades eux-mêmes se servent peu de cette route. Difficilement praticable, même à pied, elle sert, pour ainsi dire, seulement aux communications locales entre les villages situés dans la gorge du Zab. Une autre route, que des sections des nomades Artouchis empruntent quelquefois, conduit par les montagnes du Bas Tiari et de Tkhouma, à l'est du Zab, vers la région au sud de Djoulamerk. Toutes les autres routes ne sont que des sentiers de montagnes, qui ne servent qu'aux communications locales.

3. Ce secteur est à l'est du secteur 2, c'est-à-dire à l'est des rivières Oramar, Roubar et Chin, et à l'ouest de la rivière Chemsdinan. Ce secteur consiste en un système de montagnes confuses s'étendant jusqu'à la grande muraille formée par les sommets de Jelo, Sat et Tcha-Tchelli. Aucune route de nomades ne traverse ce secteur, et les quelques sentiers qui existent passent par une contrée si sauvage et escarpée qu'ils ne pourraient servir au passage des troupeaux de moutons.

4. Ce secteur est un territoire complètement délaissé et n'est traversé que de deux routes : l'une conduisant de Kani Rach par le col Zini-a-Berdi à Neri ; l'autre de Revandouz en Perse par le col Gadri qui touche le secteur à son extrémité est.

Le mur, surtout dans sa partie orientale, forme frontière économique et ethnique entre l'Irak et les pays au nord. Le Gouvernement britannique ajoute qu'il aurait pu revendiquer une frontière

### Part Three.

## CONSIDERATIONS ON THE QUESTION AT ISSUE.

### CHAPTER I.

## GEOGRAPHICAL AND ETHNICAL ARGUMENTS.

### I. — ANALYSIS OF THE GEOGRAPHICAL ARGUMENTS.

The British and Turkish Governments have on several occasions put forward various arguments under this general heading.

We will divide them first of all into three sections :

- A. — Those which concern the description of the two frontiers proposed.
- B. — Those which concern the geographical, geological, and climatical characteristics connecting the disputed district with the neighbouring districts to the north and the south.
- C. — Those which concern highways.

#### A. — DESCRIPTION OF THE TWO FRONTIERS PROPOSED.

The arguments in the first section are found mixed with strategic, economic and other arguments and opinions. Here we will merely analyse the data which are purely geographical.

##### 1. *Northern Frontier demanded by the British Government.*

In claiming this frontier, the British Government has advanced the following geographical arguments. The British memoranda describe the mountains along the proposed frontier-line as an obstacle-wall. In one of the replies to our questionnaire, the English assessor describes the frontier in detail. He divides it into four sectors :

1. Between the Hazil and Khabur rivers.
2. The district of the Assyrian tribes between the Khabur river and the Jelo Heights.
3. The broken country between this district and the Shemsdinan river.
4. From the Shemsdipan river to the Persian frontier.

Details are given for sectors 2, 3, and 4.

*Sector 2.* — This is a still more mountainous and inaccessible country, the summits being over 10,000 ft.

The Great Zab cuts its path through these mountains, forming gorges with perpendicular sides, sometimes 5,000 ft. deep. The mountains between the Khabur and the Zab are chains running from west to east. Beyond the Zab the direction of the mountain chain is no longer clear until the summit of Jelo is reached ; here the mountains definitely run from north-west to south-east. This mountain system is crossed by very few passes. Between Geramus and Deri-a-Zer there is only one pass which the nomad Artoshis use when going up with their sheep to the summer pastures in the mountains. Another road leads from Arshita along the gorge of the Zab to Lewin and Julamerk ; this road is not much followed, even by the nomads. As it is very difficult even for men on foot, it is used almost exclusively for local communication between villages situated in the Zab gorge. Another road sometimes followed by sections of the Artoshi nomads runs through the mountains of the Lower Thiari and Tkhuma to the east of the Zab and to the district south of Julamerk. All the other roads are nothing more than mountain tracks only used for local communication.

*Sector 3.* — This sector is to the east of sector 2 — that is to say, to the east of the rivers Oramar, Roubar and Tshin and to the west of the Shemsdinan river. This sector consists of confused mountains running back to the great wall formed by the summits of Jelo, Sat and Chahr-Chelli. No nomad route traverses this sector, and the few existing tracks pass through so wild and steep a country that they could not be used for the passage of flocks of sheep.

*Sector 4.* — Is an absolutely abandoned district and is crossed by only two roads. These are the roads leading from Kani Rash through the Zini-a-Berdi pass to Neri and from Rowanduz into Persia through the Gadri pass, which touches the extreme eastern portion of this sector.

This wall, particularly on the east, forms an economic and racial frontier between Iraq and the country to the north. The British Government further adds that it might have demanded a frontier

plus au nord, mais que les conditions stratégiques devaient prévaloir sur les conditions ethniques et économiques.

Le Gouvernement turc oppose à ces arguments :

1. Que la ligne n'est pas une frontière idéale, « car il est un principe évident de la stratégie que des armées d'invasion ne choisissent pas de préférence des terrains accidentés et difficiles à passer. Elles suivent plutôt les vallées et les plaines ».

2. Que « la région par laquelle passe la ligne frontière demandée par le Gouvernement britannique..... ne diffère pas des autres régions montagneuses se trouvant dans le vilayet de Mossoul, notamment de la région montagneuse située au sud de Souleimanié. Cette ligne n'est pas non plus formée d'une chaîne continue de montagnes pouvant constituer un obstacle de quelque importance, car trois grands cours d'eau : le Hazil, le Chabour et le Zab, ainsi qu'un grand nombre de leurs affluents, la traversent du nord au sud. Comme cette ligne n'est pas une ligne de partage des eaux et ne délimite le bassin d'aucun fleuve, elle n'a pas non plus d'importance géographique. En outre, la ligne en question ne sépare pas les habitats de deux races différentes ».

La frontière nord revendiquée par le Gouvernement anglais n'est donc pas une chaîne continue de l'ouest à l'est ; c'est la région confuse où les chaînes du système Zagros et celles des Taurides arméniennes se rencontrent. Cependant, vus du sud, en aéroplane, mais à une certaine distance, ces massifs, qui dépassent en hauteur de beaucoup les chaînes plus méridionales et dont tous les sommets sont couverts de neige, donnent vraiment l'impression d'une muraille. Les massifs, dont le tracé de la frontière suit en partie la crête, sont les plus hautes montagnes qui entourent, au nord et au nord-est, le pays qui, des plaines de la Mésopotamie, s'élève par gradins successifs d'avant-monts et de chaînes parallèles. Plus au nord, c'est un pays alpin, dont les sommets ne dépassent pas la hauteur de ces premiers massifs qui en font partie.

La réponse anglaise citée décrit les trois secteurs du centre et de l'est. Nous n'avons pas pu contrôler en détail la praticabilité des chemins et des cols mentionnés. En tout cas, la vallée du Zab est reconnue comme franchissable pour des troupes de montagne d'une certaine force et la même vallée a, ou avait, une population relativement dense, en groupements presque continus, de la contrée de Chal jusqu'à Djoulamerk.

La partie ouest, que la réponse anglaise ne décrit pas en détail, est formée par les rivières Hazil et Chabour. La première est un petit cours d'eau qui ne fournirait guère qu'une frontière conventionnelle, et sur un parcours relativement court. Le Chabour, qui est en amont de Zakho creuse son lit en méandres et tourbillons sauvages, traverse des conglomérats et des calcaires. A Zakho, la vallée s'ouvre et devient très large. Le fleuve aussi s'élargit ; il forme des bras et des îles. Zakho est le point de départ des kélecks — radeaux portés sur des outres de peaux de moutons. Immédiatement sur la rive sud, les contreforts de la chaîne accentuent l'obstacle que présente le Chabour, laissant néanmoins une assez large ouverture sur le côté gauche du Tigre. La rive nord du Chabour est basse.

La région montagneuse de la frontière proposée, surtout des secteurs 2, 3 et 4, ne diffère certainement pas des autres régions montagneuses séparant la Mésopotamie et la Perse ; mais elle ne peut être comparée, par exemple, aux montagnes du sud de Souleimanié, qui ne s'élèvent qu'à 1600 mètres et dont les chaînes, conservant toutes la direction générale du système, passent transversalement cette partie de la frontière persane.

La frontière proposée par le Gouvernement britannique est donc une bonne ligne de séparation géographique ; elle constitue — mais dans un autre sens que ne le présente le mémoire britannique — une zone de séparation économique : au sud, un pays de larges vallées descendant rapidement en gradins vers le cirque des collines et des plaines de la région de Mossoul ; au nord, un pays alpin.

Ethniquement, elle n'est aucunement une ligne de séparation, encore moins une barrière. La carte ethnographique, publiée en 1910 par la « Royal Geographical Society », ainsi que la carte communiquée par le Gouvernement britannique en annexe à ses mémoires, le prouvent au premier coup d'œil. Dans les massifs de l'ouest et de l'est, au nord et au sud, vivent des Kurdes appartenant à des mêmes tribus ou à des tribus apparentées. Les limites séparant ces Kurdes de ceux des Taurides, de l'Arménie et de la Perse du nord sont beaucoup plus éloignées, ce sont : le Haut-Tigre infranchissable, la gorge de Bitlis, le lac Van, le lac Ourmia et les montagnes situées entre les extrémités septentrionales de ces deux lacs (Sykes, 452 et 463). Dans la vallée du Zab, au nord comme au sud, vivent des Chrétiens nestoriens, nommés Assyriens, mêlés de Kurdes.

Des tribus nomades, les Artouchis, les Hajjans, les Herkis, franchissent ces montagnes chaque année.

## 2. Frontière du Sud demandée par le Gouvernement turc.

Le Gouvernement turc déclare : Au point de vue de la constitution du terrain et du climat, la ligne de séparation de l'Anatolie et de l'Irak est la ligne Dialè, Djebel Hamrine, Djebel Makhoül (Djebel Fouhou), Ouadi Tartar, Djebel Sindjar. Au nord de cette ligne, le vilayet de Mossoul présente des conditions climatériques et autres — et des formations géologiques — identiques à celles d'Anatolie, tandis que le vilayet de Bagdad diffère complètement de celui de Mossoul, aussi bien que de l'Anatolie. La ligne a tous les avantages qui manquent à la ligne proposée par le Gouvernement britannique.

Les mémoires et réponses britanniques critiquent la frontière proposée par le Gouvernement turc et décrivent le Djebel Hamrine et sa continuation, de caractère identique, le Djebel Makhoül, comme suit :

“ Insignificant range of hills of little importance as a barrier. ” (« Une insignifiante chaîne de collines qui, comme barrière, a très peu d'importance. »)



farther to the north but that strategical considerations are more important than ethnic and economic considerations.

The Turkish Government replies to this argument :

1. That the line is not an ideal frontier, "for it is a clear principle of strategy that invading armies do not select mountainous and difficult country through which to pass. They rather follow the valleys and the plains . . . ."

2. That the "region through which the frontier line demanded by the British Government passes . . . . does not differ from the other mountain districts in the Vilayet of Mosul, particularly the mountainous region to the north of Sulaimaniya. Moreover, this line is not formed by a continuous mountain chain which could constitute an obstacle of any importance, for three great water-courses — the Hazil, the Khabur and the Zab — and a great number of their tributaries, cross it from north to south . . . . As this line is not a watershed and does not delimit any river basin, it is not of any geographical importance either. In addition, the line in question does not separate the habitat of two different races . . . ."

The northern frontier demanded by the British Government is not, therefore, a continuous chain from west to east. It is the chaotic region in which the chains of the Zagros system and those of the Armenian Taurus meet. Seen, however, from the south, in an aeroplane, but at a certain distance, these mountain groups, which are much higher than the southern chains and whose summits are covered with snow, do give the impression of a wall. The mountain groups along the crests of which the frontier-line partly runs are the highest mountains which surround on the north and the north-east the country which rises from the plains of Mesopotamia in successive elevations of foot-hills and parallel chains. Farther to the north the country is alpine, and the mountain peaks are not higher than the first mountain groups which form part of it.

The English reply quoted describes the three central and eastern sectors. We were not able to verify in detail the practicability of the roads and passes mentioned. In any case, the valley of the Zab is recognised as being practicable for the passage of quite large bodies of mountain troops, and the valley itself possesses — or possessed — a relatively dense population in an almost continuous series of communities from the Chal country as far as Julamerk.

The western part, which the English reply does not describe in detail, is formed by the rivers Hazil and Khabur. The former is a small stream which could only provide a conventional frontier, and that only for a limited distance. The Khabur above Zakho carves its way with many bends and racing torrents through conglomerates and calcareous formations. At Zakho the valley opens out and becomes very wide. The river also increases in breadth and forms branches and islands. Zakho is the starting point of the *keleks* (wooden rafts) borne on inflated sheep-skins.

The spurs of the chain falling sheer on to the southern bank add a further obstacle to that constituted by the Khabur, but they still leave a sufficiently large opening on the southern side of the Tigris. The northern banks of the Khabur are low.

The mountainous part of the proposed frontier, particularly sectors 2, 3 and 4, certainly does not differ from the other mountain districts which separate Mesopotamia from Persia, but it cannot be compared, for instance, to the mountains south of Sulaimaniya, which only rise to a height of 1,600 metres and whose chains all follow the general direction of the system which crowns diagonally this part of the Persian frontier.

The frontier proposed by the British Government is, therefore, a good line of geographical separation. It is — but in a sense other than that suggested in the British memorandum — a zone of economic separation : in the south we have a country of broad valleys descending rapidly, step by step, to the circle of hills and the plains of the Mosul district ; to the north we have an alpine country.

Ethnically, it is not in any way a line of separation and still less a barrier. The ethnographical map published in 1910 by the Royal Geographical Society and the map submitted by the British Government as an annex to its memoranda prove this fact at the first glance. In the western and eastern mountain groups, both to the north and the south, the inhabitants are Kurds — Kurds belonging either to the same tribes or to related tribes. The boundaries separating these Kurds from those in the Armenian Taurus and Northern Persia are much more remote — namely, the unfordable Upper Tigris, the Bitlis gorge, Lake Van, Lake Urmia and the mountains between the northern extremities of these two lakes (ΣΥΚΕΣ, 452 and 763).

In the valley of the Great Zab, both to the north and to the south are the Nestorian Christians known as Assyrians, intermingled with Kurds.

Various nomad tribes — the Artoshis, the Hajans and the Herkis — cross these mountains every year.

## 2. Southern Frontier demanded by the Turkish Government.

The Turkish Government states : "From the topographical and climatological points of view, the line of separation between Anatolia and Iraq is the line of the Diala (river), Jebel Hamrin, Jebel Makhul (Jebel Fuhul), Wadi Tartar, Jebel Sinjar . . . . To the north of this line the Vilayet of Mosul offers climatic and other conditions and geological formations identical with those of Anatolia, whereas the Vilayet of Baghdad is entirely different from that of Mosul and also from Anatolia. The line possesses all the advantages which the line proposed in the British Government's reply lacks."

The British memoranda and replies criticise the frontier proposed by the Turkish Government and describe the Jebel Hamrin and its continuation, the Jebel Makhul, which resembles it in every way, as follows : "An insignificant range of hills of little importance as a barrier". "Not a great range of mountains but merely a series of rolling downs (*dunes*)."

“ Not a great range of mountains, but merely a series of rolling downs. ” (« Pas une grande chaîne de montagnes, mais simplement une série de hauteurs ou collines à pente douce. »)

« Pas une chaîne de montagnes, mais une série de dunes. »

Le Gouvernement turc réplique encore : « Les chaînes de montagnes ci-dessus mentionnées ne sont pas, comme l'affirme le mémorandum britannique, « une série de dunes », mais elles forment, au contraire, sur un terrain plat, une ligne continue de crêtes et sont, par conséquent, un obstacle difficile à franchir ».

Il ajoute encore : « Quant au Dialè, c'est un important cours d'eau très apté à servir de frontière. De plus, la ligne proposée par la Turquie a l'avantage primordial d'être, à quelques exceptions près, la ligne de démarcation entre les régions habitées par une population en majorité turco-kurde, et les régions habitées par une population en majorité arabe ».

La vérité est entre les deux thèses, qui manquent, d'ailleurs, singulièrement de précision.

Pour être tout à fait exacts, nous voulons citer les autorités les plus reconnues qui décrivent les deux Djebels.

E. H. Pascoe, M. A., D. Sc., F. G. S., directeur du « Geological Survey » des Indes, qui a fait la reconnaissance géologique du pays pour le Gouvernement britannique pendant l'hiver 1918-1919, donne la description suivante :

« Le Djebel-Hamrine est une longue et étroite chaîne s'élevant de la plaine alluviale... d'une largeur de deux à deux et demi milles anglais. Le point le plus haut du Djebel-Hamrine est à environ 600 pieds au-dessus du niveau de la rivière, tandis que celui du Machoul est probablement plus proche de 800 pieds. Exception faite de la gorge du Tigre, cette section de la chaîne n'est pas seulement continue, mais sa crête suit invariablement les dénivellations de l'anticlinal qui la forme, produisant ainsi une ligne d'horizon continue et légèrement ondulée. Le sol est coupé par des rivières, le terrain est fatigant, mais vraiment pas difficile, car les couches sont tendres. » « Les rochers comprennent une bande centrale de gypse blanc opaque, flanquée de chaque côté par des couches d'argiles rouges, tendres et sableuses, et de molasses passant dans les couches supérieures suivantes à des alternances de molasses et de conglomérats. »

« L'anticlinal Hamrine-Makhoûl est légèrement asymétrique, les pentes sud-ouest étant un peu plus escarpées que celles du nord-est. »

Une autorité ancienne, — mais encore beaucoup citée, — LOFTUS (« Geol. of Portions of the Turco-Persian Frontier », *Quart. Journ. of Geol.* 1855) dit :

« La chaîne de molasse venant de Perse passe à l'est de Mendeli et se transforme en une haute chaîne, connue sous le nom de Hamrine ou « Collines rouges » (de la couleur de la molasse). Elle passe le Dialé... puis le Tigre, à 35° 06' de latitude N., ...et se perd, à ma connaissance, dans le désert au sud-ouest des ruines d'Al Hâdhr. »

Une autre autorité ancienne, ČERNIK (« Černiks techn. Studien Exped. d. d. Gebiete d. Eufkrat u. Tigris », *Petermanns Mitteilungen. Ergänzungsheft*, 1875, 44), écrit :

« Quoique cette longue chaîne soit coupée, juste à l'endroit où elle est la plus imposante, par les deux rivières du Diala et de l'Adhim, elle ne forme qu'une seule chaîne allant du nord-ouest vers le sud-est, dans laquelle le passage de ces fleuves forme des défilés sauvages et en partie impraticables... Si cette chaîne de montagnes fait aussi de loin l'impression d'une pente abrupte continue, à chaque pas, en montant, le chemin nous conduit dans un terrain fortement découpé de longues lignes de collines et vallées, gorges latérales semées de cailloux, qui couvrent la molasse rouge, la formation principale ; ici et là apparaissent des couches d'argile bleue... Les formes de détail consistent en une quantité de petites chaînes parallèles de 8 à 10 mètres de hauteur situées à 150 ou 200 mètres de distance l'une de l'autre... Toutes les pentes douces portent des éboulis, les crêtes révèlent les couches de molasse ;... au nord les formes s'arrondissent. Il faut souligner que seules les pentes descendant vers le Tigre sont ravinées, cet aspect étant encore accentué par une stérilité absolue (versant nord-est du Djebel Makhoûl), tandis que les pentes de l'autre côté montrent des formes légèrement ondulées ou même plates, sur lesquelles on voit de beaux pâturages (versant sud-ouest du Djebel Makhoûl). Comme le montre la hauteur du sommet du col, 260 mètres, on ne peut considérer le Hamrine comme une véritable montagne, mais il forme, comme je l'ai déjà dit, le premier gradin du pays qui va s'élevant toujours plus haut vers le nord. »

L'auteur du volume *Syrie-Arabie-Mésopotamie*, du *Grand Manuel de Géologie régionale*, 1900 (Blanckenhorn) caractérise le Djebel Hamrine comme suit :

« Au pied des chaînes plissées iraniennes, plusieurs chaînes de montagnes se dirigent à angle aigu vers le Tigre — surtout le Djebel Hamrine, qui est formé de molasses, de conglomérats et de gypse légèrement plissés (61). »

L'un des auteurs anglais connaissant le mieux le pays, le capitaine F. R. MAUNSELL, R. A. (« The Mesopotamian Petroleum Field », *Geogr. Journ.*, 1897, May), écrit :

« Le Djebel Hamrine est une élévation bien marquée qui commence quelque peu au nord de Mendali et s'étend vers le nord-ouest jusqu'à ce qu'elle se perde dans la plaine au delà du Tigre, près de Kalat Sherghat. Il s'élève à environ 600 pieds au-dessus de la plaine, et est formé en général de molasse et de conglomérats. »

Ayant pu voir les deux Djebels en question, en un endroit au cours d'un voyage en automobile, en deux autres points en les survolant en aéroplane, ayant longé le versant sud-ouest du Djebel Makhoûl et contourné ces dernières collines au nord-ouest, nous pouvons, si cela paraît encore nécessaire, confirmer l'exactitude de toutes ces données.

Nous reviendrons plus loin, en connexion avec les descriptions générales du pays de Mossoul, sur les arguments citant ces élévations comme frontières climatiques et géologiques.

To this the Turkish Government replies : “ The mountain chains referred to above are not, as the British memorandum states, a series of downs (*dunes*). On the contrary, they form one continuous line of heights in an otherwise flat country and are consequently an obstacle difficult to cross. ”

The Turkish Government adds that the Diala is a large stream which would form a convenient frontier. Moreover, the line proposed by Turkey has the outstanding advantage of coinciding at almost every point with the line of demarcation between the districts inhabited by a population which is mainly Turko-Kurdish and those inhabited by a population which is mainly Arab.

The truth lies between these two points of view, which, moreover, are both singularly lacking in exactitude.

For the sake of absolute accuracy we must quote the best authorities who have described the two Jebels.

E. H. PASCOE, M.A., D.Sc., F.G.S., Director of the Geological Survey of India, who carried out the geological survey of the country for the British Government in the winter of 1918-1919, describes these hills as follows :

“ The Jebel Hamrin is a long narrow range projecting from the alluvial plain . . . . . varying from two to two and a half miles in width. The highest point of the Jebel Hamrin is some 600 feet above the river, while that of the Makhul is probably nearer 800 feet — with the exception of the Tigris gorge. This section of the range is not only unbroken, but its crest follows very closely the rise and fall of the anticline of which it consists, producing an unbroken, gently undulating skyline. The ground is much dissected by streams, and walking is wearisome, but not difficult, owing to the softness of the strata. The rocks comprise a central core of gypsiferous beds (white opaque gypsum) . . . . . flanked on each side by . . . . . series consisting of red clays (sandy soft clays) and sandstone passing up into sandstones and conglomerates.

“ The Hamrin Makhul anticline is slightly asymmetric, the south-western limb being a little steeper than the north-eastern. ”

LOFTUS, an older but still much-quoted authority (“ *Geology of Portions of the Turko-Persian Frontier* ”, *Quart. Journ. of Geol.*, 1855), says :

“ The sandstone range from Persia passes to the east of Mendelli and rises into the high range known as the Hamrin, or Red Hills (from the colour of the sandstone). These cross the Diyala (Diala) river . . . . . cross the Tigris in Lat. 35° 06' . . . . . and are lost to my knowledge in the deserts south-west of the ruins of Al Hadhr. ”

Another old authority, CERNIK (“ *Cerniks techn. Studien : Exped. a. d. Gebiete d. Euphrat und Tigris* ”, *Petermanns Mitteilungen, Ergänzungsheft*, 1875), 44, writes :

“ Although this long chain is broken just at its highest point by the two flowing streams Diala and Adhim, it nevertheless constitutes one single chain running from the north-west to the south-east, in which these rivers, in their passage, form wild and partly impracticable defiles . . . . . but, although this mountain chain, seen from afar, gives the impression of one continuous sheer-rising cliff, we note, at each stage as we climb, country largely intersected by long lines of hills and valleys, lateral gorges strewn with pebbles which cover the red sandstone — the main geological feature of the district. In several places strata of blue clay are met with . . . . . On closer inspection it is seen that these mountains consist of a number of minute parallel ridges 8 to 10 metres high and 150 to 200 metres apart . . . . . Almost all the gentle slopes have in places crumbled away, and the crests show the various strata of sandstone. To the north the formation of these hills becomes more rounded. It should be pointed out that only the slopes which descend towards the Tigris are intersected by ravines, the characteristics of which are accentuated by their absolute barrenness (the north-east slope of the Jebel Makhul), whereas the slopes on the other side are slightly undulating or even smooth, and they contain good pastures (the south-west slope of the Jebel Makhul). The altitude at the pass was noted as 260 metres, and the Hamrin therefore cannot properly be called a mountain. However, as I have already stated, it forms the first step of the ground which gradually rises, higher and higher, towards the north. ”

Blanckenhorn, the author of the volume *Syria - Arabia - Mesopotamia* in the *Great Manual of Regional Geology*, 1900, describes the Jebel Hamrin as follows :

“ At the foot of the Iranian chain, with its folds and valleys, several mountain chains stretch out at an acute angle towards the Tigris, in particular the Jebel Hamrin, which is formed of sandstone, conglomerates and slightly plicated gypsum. ”

One of the best-informed students of the country — Captain F. R. MAUNSELL, R.A., (“ *The Mesopotamia Petroleum Field* ”, *Geog. Journ.*, 1897, May) — writes :

“ The Jebel Hamrin is a well-marked feature which commences not far north of Mendelli and extends north-west till it is lost in the plain beyond the Tigris near Qalat-Sherqat. It rises some 600 feet above the plain and is mostly composed of sandstone and conglomerates. ”

We were able to view the two Jebels in question on one occasion from a motor-car and twice from aeroplanes, and travelled along the south-western slope of the Jebel Makhul, proceeding round its north-western extremity, and we can, if there be any need of further confirmation, vouch for the accuracy of these data.

We shall refer later, in connection with our general description of the Mosul country, to the arguments in which these heights are referred to as a climatic and geological frontier.

Ici, nous n'avons qu'à remarquer que, géologiquement, les Djebel Hamrine et Makhoûl ne forment aucunement une frontière comme le prétend le Gouvernement turc. Des deux côtés les molasses passent sous une même formation — l'alluvion ancienne de Mésopotamie imprégnée de gypse et qui s'étend avec le même *facies* ou aspect d'un côté, par exemple, au-delà de Tigrip, de l'autre jusqu'au centre de la plaine d'Arbil.

Climatologiquement, cette chaîne de 200 m. de hauteur, séparant des territoires de la même élévation (170 m.), n'est pas non plus ce qu'on pourrait appeler une barrière. L'aspect physiographique, le paysage et la végétation des steppes d'argile et de gypse, caractérisées par des plantes à rhizomes durs et des buissons épineux, restent d'abord les mêmes des deux côtés; peu à peu, l'aspect du pays change en s'approchant des montagnes; il serait difficile de tracer des limites naturelles.

Le Djebel Hamrine n'est pas une frontière naturelle, mais seulement une ligne bien prononcée dans la plaine. Quelques-uns la prennent ainsi comme ligne de séparation entre les régions de la Basse et de la Haute-Mésopotamie dont nous expliquerons les différences plus bas. La frontière morphologique ou géologique se trouve beaucoup plus au sud, un peu au delà de Tekrit. Si on cherche des frontières climatiques, le Kara-Tchaou-Dag, d'ailleurs beaucoup plus haut (avec des pics de 800 à 870 m. au-dessus de la mer et une altitude moyenne de 450 à 550 m. au-dessus des plaines environnantes) est une barrière beaucoup plus accentuée entre la plaine steppique du Djezireh, d'une part, et les montagnes du Kurdistan et les plaines cultivées à leur pied, d'autre part. Au nord-est du Kara-Tchaou-Dag, il y a notoirement beaucoup plus de pluies qu'au sud-est.

Dans l'histoire, le Djebel Hamrine et sa continuation, le Djebel Makhoûl, ne semblent jamais avoir joué un rôle, surtout comme frontière. Ils ne sont nulle part mentionnés comme frontières de l'Assyrie dans les récits assyriens ou babyloniens. La frontière, toujours indéfinie et variable, était généralement plutôt sur la ligne du Tekrit, quand les forces du nord et du sud étaient à peu près équilibrées.

Les deux Djebels ne sont pas non plus frontière ethnique, comme nous l'expliquerons plus loin dans l'analyse des arguments ethnographiques.

Les Djebels Hamrine et Makhoûl pourraient donc servir, à cause de leur tracé droit et continu, comme bonne frontière conventionnelle dans le désert qui, lui, reste toujours — surtout pour les temps actuels — la meilleure des frontières naturelles; mais ils sont loin d'être une frontière qui s'impose.

\* \* \*

D'après les cartes présentées au Conseil par le Gouvernement turc, le tracé de la frontière demandée par ce gouvernement longe le versant sud, — et non pas la crête, du Djebel Makhoûl, — puis, passant le Tigre, il suit la crête du Djebel Hamrine presque jusqu'au Diala. Ici la frontière proposée dépasse l'ancienne frontière sud du vilayet de Mossoul, contourne une autre colline un peu séparée du Djebel Hamrine, en suivant le pied du versant sud, et atteint ainsi le Diala, dont elle suit le cours vers le nord-ouest.

Sur la feuille Khanikin de la carte présentée au Conseil, ce tracé est marqué; sur la feuille suivante, de Souleimanié, on a oublié de dessiner le tracé qui, ainsi, n'est pas tout à fait certain. En tout cas, il reste une bande de terrain d'une largeur de 10 à 20 km. et d'une longueur d'environ 85 km. en ligne droite, entre le Diala et la frontière persane, en partie inaccessible au royaume de l'Irak. (Carte 2.) La frontière du Diala ne peut pas être considérée comme une bonne frontière; les bords de la rivière sont en partie assez fortement peuplés, la rivière même ne peut pas être qualifiée comme importante dans son cours supérieur, dont il s'agit ici, et peut être franchie en maints endroits. Si on la compare à l'ancienne frontière persane, cette dernière, géographiquement, ne peut pas non plus être qualifiée de frontière de premier ordre, mais elle est toujours supérieure au Diala.

De l'autre côté (ouest), le tracé rejoint l'Ouadi Tartar; c'est l'Ouadi le plus large, le plus important de tous les Ouadis qui descendent des hauteurs du Sinjar et, comme tel, il peut servir, dans un désert — lui-même zone de séparation — comme ligne conventionnelle de délimitation. Sur la feuille de Sinjar de la carte présentée, le tracé n'est pas marqué. Nous devons remarquer que si ce tracé suivait la crête de cette montagne, formée de roches calcaires recouvertes d'un manteau de basalte, il séparerait en deux les communautés des Yezidis, cultivateurs du pied de la montagne sur les deux versants.

## B. — CARACTÈRES GÉOGRAPHIQUES, GÉOLOGIQUES ET CLIMATOLOGIQUES RATTACHANT LE TERRITOIRE CONTESTÉ AUX TERRITOIRES AVOISINANTS, AU NORD ET AU SUD.

### 1. *Considérations géologiques et climatologiques.*

Les arguments géographiques, que nous classons dans un deuxième groupe, concernent le caractère du pays contesté, ainsi que ses relations et ses ressemblances avec les pays voisins, notamment d'une part avec la Basse-Mésopotamie, d'autre part avec l'« Anatolie », nom sous lequel le Gouvernement turc désigne tous les pays de la république, ce qui est une erreur géographique.

Nous revenons à l'argument du Gouvernement turc, que le pays contesté présente des conditions climatologiques et géologiques identiques à celles de l'Anatolie, tandis qu'elles diffèrent en tous points de celles du vilayet de Bagdad.

Le Gouvernement turc ne cite pas le résumé d'observations, il ne cite pas de faits pour prouver sa thèse, à l'exception d'un seul, relatif au climat: le fait que dès qu'on franchit la ligne Tékrit-Kifri, on ne trouve plus de palmiers-dattiers.

Here we need only point out that, geologically, the Jebel Hamrin and the Jebel Makhul do not in any way constitute a frontier, as the Turkish Government maintains. On both sides the sandstone passes under the same formation — ancient Mesopotamian alluvium impregnated with gypsum, which extends, with the same “facies” or aspect, on one side beyond the Tigris, and on the other to the middle of the Erbil plain.

Nor, climatically speaking, can this chain 200 metres high, which separates two districts of the same elevation (170 metres), be called an obstacle. The physiographical aspect, the landscape and flora — steppes of clay and gypsum, in which the vegetation consists of plants with tough rhizomes and of thorny bush — is the same, at first, on both sides. It is only very gradually that the appearance of the country changes as one approaches the mountains. It would be difficult to establish natural boundaries.

The Jebel Hamrin does not constitute a natural frontier but only a clearly defined line in the plain. It has sometimes been considered a line of separation between the districts of Lower and Upper Mesopotamia, the differences of which will be explained further on. The true morphological or geological frontier is much farther to the south — a little beyond Tekrit. If a climatic frontier is to be established, the Kara Chau Dagh — a much higher range (with peaks 800-870 metres above sea-level and an average altitude of 450-550 metres above the surrounding plains) — will be seen to be a much more clearly defined barrier between the steppe-like plain of the Jezireh, on the one hand, and the mountains of Kurdistan with the cultivated plains which stretch along their bases on the other. It is a well-known fact that the rainfall to the north-east of the Kara Chau Dagh is greater than that to the south-east.

Historically, the Jebel Hamrin and its continuation — the Jebel Makhul — have never, it seems, been of any importance, least of all as a frontier. They are never mentioned in Assyrian or Babylonian history as frontiers of Assyria. These frontiers — which have always been indefinite and fluctuating, generally more or less followed the Tekrit line when the northern and southern forces were about equally balanced.

Nor do the two Jebels constitute a racial frontier, as we shall explain later when we come to analyse the ethnographical arguments.

The Jebels Hamrin and Makhul could, therefore, as they form a straight and continuous line, be taken as a good conventional frontier in the desert, which still — particularly at the present time — forms the best of natural frontiers. But they are far from constituting an obvious frontier.

\* \* \*

According to the maps submitted to the Council by the Turkish Government, the frontier-line claimed by Turkey runs along the south side — and not the crest — of the Jebel Makhul ; thence, crossing the Tigris, it follows the crest of the Jebel Hamrin almost as far as the Diala. Here the proposed frontier passes beyond the former southern frontier of the Vilayet of Mosul, round the southern slopes of another hill somewhere detached from the Jebel Hamrin, and then joins the Diala, whose course it follows towards the north-east.

On the Khanikin sheet of the map submitted to the Council this line is marked. On the following sheet (the Sulaimaniya sheet), by an oversight, the line has not been drawn. Its position is consequently not quite clear. In any case there remains a stretch of country some 10-20 kilometres broad and about 85 kilometres long in a straight line between the Diala and the Persian frontier, part of which cannot be reached from Iraq (Map 2). The Diala line cannot be regarded as a good frontier. The banks of the river are in certain places fairly thickly populated and the river itself cannot be said to be of any size in its upper reaches — which we are now considering — and it is fordable at many points. If this frontier is compared with the former Persian boundary, the latter, although it cannot be said to constitute a really good geographical frontier, is at any rate better than the Diala line.

On the other (the western) side the line joins the Wadi Tartar. This is the broadest and largest of all the Wadis, which come down from the Sinjar heights, and, as such, it may be used as a conventional boundary-line in a desert — the desert itself being a zone of separation. The line is not marked on the Sinjar sheet of the map submitted. We should point out that, if the line followed the crest of this mountain, which is formed of calcareous rocks with a covering of basalt, it would cut in two the community of the Yezidis, who cultivate the lower slopes on both sides of the mountain.

## B. — GEOGRAPHICAL, GEOLOGICAL AND CLIMATIC CHARACTERISTICS CONNECTING THE DISPUTED TERRITORY AND THE NEIGHBOURING TERRITORIES.

### 1. *Geological and Climatic Considerations.*

The geographical considerations which we have classified in a second group are based on the nature of the disputed country and its relations with and resemblance to the neighbouring countries — namely, Lower Mesopotamia and “Anatolia”, a title that the Turkish Government uses (incorrectly from a geographical point of view) to denote the whole territory of the Turkish Republic.

We will revert to the argument of the Turkish Government that the disputed territory offers the same climatic and geological conditions as those of Anatolia, whereas these conditions differ in all respects from those in the Vilayet of Baghdad.

The Turkish Government does not quote the summary of observations, and it only quotes one fact connected with climate in order to prove this argument — namely, that date-palms are no longer met with after crossing the Tekrit-Kifri line.

L'argument géologique n'est pas du tout à sa place ici, car, géologiquement, le vilayet de Mossoul appartient entièrement aux chaînes qui bordent l'Iran au sud-ouest — système de montagnes connues généralement sous le nom collectif de Zagros. Il occupe aussi bien une partie de leur versant sud-ouest composé de roches crétacées et surtout de calcaires nummulitiques que leurs avant-monts, cette formation si caractéristique de gypse qui commence à Djeziret-ibn-Omar et s'étend probablement jusqu'au Belouchistan ou peut-être au delà. Cette formation s'étend vers l'ouest et le sud-ouest, au moins jusqu'à l'Euphrate, mais elle est ici recouverte, pour la plus grande partie, des alluvions dont nous avons parlé plus haut. La tectonique des hautes montagnes au nord de Mossoul est très compliquée, roches éruptives, serpentine, schistes cristallins, jusqu'à l'éocène des chaînes venant du sud-est. Tout cela n'a rien à faire avec la plaine néogène de la Mésopotamie ridée en plis peu accentués.

En ce qui concerne le climat, les déclarations des mémoires turcs se rapprochent un peu plus de la vérité, et si le Gouvernement turc voulait caractériser indirectement, en évoquant l'idée du climat, les ressemblances et les différences dans le genre de vie des habitants, on se rapprocherait sûrement encore davantage de la vérité, et plus encore s'il désignait sous le nom « Anatolie » le versant des montagnes qui bordent, au nord, les hautes plaines de la Mésopotamie septentrionale, mais il aurait fallu le dire ou employer au moins les termes et les noms qui se rapportent aux choses.

Comme tel, l'argument climatologique n'a pas de valeur. On possède encore si peu d'observations, qu'on ne peut pas, dans un sens scientifique, parler avec autorité des éléments du climat du vilayet de Mossoul. Et même ces quelques observations se bornent presque toutes jusqu'ici à la ville de Mossoul même. Les aviateurs anglais font depuis quatre ans des observations détaillées, mais elles ne sont publiées qu'en petite partie et se rapportent à une période encore beaucoup trop brève.

La région a naturellement des affinités avec toutes les régions avoisinantes. Avec les régions de Djeziret-ibn-Omar, Mardine, Diarbekir, Ourfa, c'est-à-dire avec le versant sud du Taurus arménien, qui est ouvert, comme le cirque de Mossoul, vers la plaine syro-arabe semi-désertique. Elle a en commun surtout les froids rigoureux de l'hiver et, dans sa partie montagneuse, les pluies assez abondantes. Mais elle a aussi beaucoup des éléments météorologiques de l'Irak, ainsi surtout la grande chaleur d'été augmentée encore, comme celle du désert syrien, par la plus grande continentalité de la région. Sans pouvoir entrer ici dans beaucoup de détails, nous pouvons mieux définir le caractère transitoire de la région par la comparaison des amplitudes thermiques annuelles : Bagdad 24,3°, Mossoul 27,1°, Ourfa 27,8°, Diarbekir 31,4° centigrades. Les grands extrêmes, accentués probablement aux moments culminants des périodes de fluctuations climatiques séculaires, ont une influence quelquefois subite et désastreuse sur la végétation. Au sujet de l'argument du Gouvernement turc concernant le palmier-dattier, nous devons citer un botaniste autrichien, le baron Handel-Mazzetti, une autorité en la matière, et qui a étudié à fond cette région. Celui-ci dit qu'il y a quelques années on trouvait encore des palmiers jusqu'à Mossoul ; c'est à la suite d'un hiver exceptionnellement froid que ces palmiers ont péri.

Nous avons pu constater nous-mêmes qu'au courant de l'hiver très sévère de 1924-25 les palmiers de Kerkouk, comme aussi les orangers d'Arbil, ont péri.

Pour résumer, la région de Mossoul avec ses pâturages semi-désertiques à l'ouest du Tigre, avec les plaines argileuses mieux arrosées et par conséquent fertiles, à l'est, et la couronne de collines et de montagnes qui les entoure, est une région de transition ou de combinaison des régions climatiques des montagnes des Zagros, de la Basse-Mésopotamie, du désert syro-arabe et du versant sud du Taurus arménien, région qui comporte même des éléments climatiques méditerranéens. Son caractère principal est le contraste entre la grande sécheresse de l'été et la saison bien distincte des pluies d'hiver-printemps. Ce caractère se reflète beaucoup plus dans la physionomie du pays que la différence dans la quantité des précipitations.

De toutes les régions avoisinantes, la région en question a le plus d'affinités avec la région du versant sud du Taurus arménien, de Nisibin-Mardine, et même d'Ourfa.

## 2. Question du nom « Irak ».

Un autre argument que les deux Parties ont souvent avancé et discuté est celui du nom du territoire.

C'est Ismet pacha qui a introduit cet argument dans la discussion en disant que le vilayet de Mossoul n'est pas inclus dans « l'Irak-Arabi », mais fait partie du Djezirah, ajoutant dans un mémoire ultérieur que le Gouvernement britannique ne l'a pas considéré, tout récemment encore, comme faisant partie de l'Irak. Dans l'Accord franco-anglais, nommé Sykes-Picot, de 1916, Mossoul est séparé de l'Irak et placé dans la zone française. Aussi, lorsqu'en 1919, Cheriff pacha formula, sous l'impulsion des Alliés, sa demande (concernant le Kourdistan), Mossoul était aussi séparée de l'Irak. Les habitants de Mossoul ne se sont jamais considéré comme vivant dans l'Irak.

Le Gouvernement turc cite aussi, pour appuyer sa thèse — et pour prouver que le vilayet de Mossoul fait partie de l'Anatolie — l'Encyclopédie Britannique et la Grande Encyclopédie Française.

Le Gouvernement britannique oppose à cette thèse les explications et données suivantes : Lord Curzon dit à Lausanne : « La Mésopotamie entière a été occupée pendant la grande guerre par les troupes britanniques ;... un peu plus tard, on a donné cependant, à ce qu'on appelait jusqu'alors « Mésopotamie », le nom d' « Irak », parce qu'il était plus familier dans le pays. »

Dans sa réponse au mémoire turc, le Gouvernement anglais explique encore :

« Il faut toutefois relever que le nom moderne d' « Irak » est dérivé des deux termes « Irak-Ajami » et « Irak-Arabi », noms dont on se servait à la fin du onzième siècle, et dont le premier englobait une partie considérable de la Perse moderne et une partie du vilayet de Mossoul. . . Il est peut-être

Geological arguments are out of place here, for, geologically, the whole Vilayet of Mosul belongs to the mountain system which borders Iran on the south-west — a mountain system which is generally called by the collective name “ Zagros ”. It occupies a part of the south-western slopes of this chain, composed of cretaceous rocks and particularly nummulitic calcareous formations, and a part their foothills, that characteristic gypsum formation which begins at Jezireh-ibn-Omar and extends probably as far as Baluchistan or even farther. This formation extends towards the west and the south-west, at any rate as far as the Euphrates, but here it is mostly covered by the alluvia to which we have referred above. The tectonic of the high mountains to the north of Mosul is very complicated : igneous rocks, serpentine, crystalline schists, up to the eocene of the chains coming from the south-west. None of this has anything to do with the neogen plain of Mesopotamia, formed by slightly undulating strata.

The statements in the Turkish memoranda are a little nearer to the truth as far as climate is concerned, and if it was the intention of the Turkish Government indirectly to describe, by referring to climate, the similarities and dissimilarities in the mode of life of the inhabitants, it would be still nearer to the truth, and nearer yet if the term “ Anatolia ” were taken to mean the mountain slopes which border on the north the high plains of Northern Mesopotamia. But if this was the Turkish Government’s intention, it should have said so, or at any rate used names corresponding to definite geographical entities.

Taken by itself, the climatic argument is of no value. Scientific observations have been so few that we cannot with any degree of accuracy discuss the climate of the Vilayet of Mosul. The few observations which have been taken hitherto refer almost exclusively to the town of Mosul itself. British aviators have been engaged for four years in making detailed observations, but only a small part of these have been published, and they do not as yet extend over a sufficiently long period.

The country naturally has affinities with all the neighbouring countries. The winter cold is intense, and throughout the mountainous part of the country fairly abundant rains fall. These are analogous conditions with those in the Jezireh-ibn-Omar, Mardin, Diarbekr and Urfa districts — that is to say, the southern slopes of the Armenian Taurus, which opens out, like the Mosul amphitheatre of hills, towards the semi-desertic plains of Syro-Arabia. But it also has many meteorological characteristics in common with Iraq, such as the great heat in summer, increased, as is the case with the surrounding desert, by the highly continental character of the country. We cannot here go into the matter in any detail, and can best define the transitional nature of the country by comparing the annual thermic range : Baghdad 24.3, Mosul 27.1, Urfa 27.8, Diarbekir 31.4 Centigrade. The great extremes, accentuated probably at the maxima of the secular periods of climatic variation, often produce a sudden and disastrous effect on vegetation. As regards the Turkish Government’s argument about the date-palm, we may quote an Austrian botanist Baron Handel-Mazzetti, who is an authority on the subject and has made a careful study of this district. Baron Handel-Mazzetti says that a few years ago date-palms were found as far north as Mosul but were killed by an exceptionally cold winter. We were able ourselves to observe that in the course of the very severe winter 1924-25 both the palm-trees of Kirkuk as also the orange-trees in Arbil perished.

To sum up, the Mosul country, with its semi-desert pastures on the west of the Tigris, with its better-watered and consequently more fertile clayey plains on the east, and the circle of hills and mountains surrounding it, is an area of transition, or a combination of the climatic areas of the Zagros Mountains, Lower Mesopotamia, the Syro-Arabian desert and the southern slopes of the Armenian Taurus — a district which even possesses certain of the characteristics of the Mediterranean climate. Its principal feature is the contrast between great aridity in summer and the clearly-defined rainy season in the late winter and spring. These features are made far more apparent by the physiognomy of the country than by the differences in rainfall.

The disputed territory, however, has more affinities with the southern slopes of the Armenian Taurus — Nisibin-Mardin and even Urfa — than with any other of the neighbouring districts.

## 2. The Question of the Name “ Iraq ”

Another question which has frequently been raised and discussed by the two parties is that of the name of the territory.

This point was brought into the discussion by Ismet Pasha when he said that the Mosul Vilayet was not included in the Iraq-Arabi but formed part of Al-Jazirah. In a subsequent memorandum he added that in quite recent times the Government did not consider the Vilayet of Mosul as forming part of Iraq. The Franco-British Agreement of 1916, known as the Sykes-Picot Agreement, separates Mosul from Iraq and places it in the French zone. In the demands (concerning Kurdistan) formulated in 1919, on the invitation of the Allied Powers, by Sherif Pasha, Mosul was likewise separated from Iraq . . . The inhabitants of Mosul have never regarded themselves as living in Iraq.

In support of its argument, and in order to show that the Vilayet of Mosul forms part of Anatolia, the Turkish Government also quotes the *Encyclopædia Britannica* and the *Grande Encyclopédie Française*.

Against this view the British Government adduces the following explanations and particulars :

Lord Curzon said at Lausanne : “ The whole of Mesopotamia was occupied in the course of the Great War by the British troops . . . A little later on, however, the name of Iraq was given because of its greater local familiarity to the country which we had hitherto called Mesopotamia. ”

In its reply to the Turkish memorandum the British Government gives the following further explanation :

“ It must, however, be pointed out that the modern name of Iraq is derived from the two names ‘ Iraq-Ajami ’ and ‘ Iraq-Arabi ’, which were in use at the end of the eleventh century, and the former of which embraced a considerable portion of modern Persia and part of the Mosul Vilayet

intéressant de nous référer à la circulaire du Tapou turc, datée du 5 chafar 1310 (correspondant au 16 octobre 1908), qui dit nettement que le Chahr Zor est compris dans l'Irak. La division administrative turque, connue sous le nom de Chahr Zor, comprenait les districts de Kerkouk, Rania, Arbil, Revandouz, Koi et Kifri, qui sont tous dans le vilayet de Mossoul. . .

» La Commission sera peut-être aussi intéressée d'apprendre que la carte présentée à la Commission de la délimitation des frontières turco-persanes par le Commissaire ottoman à Erzeroum, en 1848, montre Revandouz, Arbil et Souleimanié comme faisant partie du vilayet de Bagdad, qui, alors, était contigu au vilayet de Van. »

Quatre questions principales se posent :

Quels pays désignaient, dans les différentes périodes de l'histoire, les noms « Irak », « Irak-Arabi » et « Irak-Ajemi » ?

De quels noms appelait-on d'habitude le pays contesté ou ses différentes parties ?

Ce nom d'« Irak » était-il employé usuellement dans le pays ?

Quelle étendue donne-t-on ou a-t-on donné à la région de la « Mésopotamie » ?

Pour éclaircir les deux premiers points, nous avons consulté les anciens auteurs historiens-géographes arabes, une longue série de cartes arabes, des centaines de cartes européennes du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècles, des voyageurs des différentes périodes, des ouvrages de fond de géographie et les livres de géographie en usage dans les écoles moyennes arabes en Egypte.

Sur les cartes de l'anonyme de KHOVAREZME (A. D. 835), nommé « Tabula Almamuniana », de BENJAMIN BEN JONA (1160-73), et d'ABOULHASSAN NOUREDDIN IBN SAID (1274), le nom « Irak » est inscrit dans la région au sud de Bagdad, vers le Chatt el Arab, tandis que la Mésopotamie du Nord entre les deux fleuves est nommée « Dzezira ». Aucune frontière n'est indiquée entre les deux régions. La région contestée ne porte pas de nom. Sur les cartes d'ABOU RIHAN BIROUNENSIS (1030), celle nommée « Tabula Rogeriana » de 1154, celles d'ISMAIL ABOULFEDA (1331) d'ABOUL HASSAN ALI BEN OMAR (1230), d'IBN SAID MAGREBINUS (1274) et d'un ANONYME PERSAN du XIII<sup>e</sup> siècle, reproduite comme les autres chez Lelewel — le nom « Irak » désigne le même pays que chez les trois auteurs précités ; cependant, la région contestée est comprise dans le « Dzezira » et une ligne frontière est dessinée entre les deux régions — environ sur la ligne de Hit-Samarra ou le long de la Muraille Mède, mais toujours au sud de Tekrit. La « Muraille » est aussi frontière des deux régions sur la carte de NASIR EDDIN TUSII (1261, revue en 1437 par OULOUBEGH), sur laquelle Mossoul et Arbil sont dans le « Dzezira », mais la partie montagneuse du territoire contesté porte — Tekrit y compris — le nom « Armenia ». Sur les cartes plus anciennes d'ABOUL HASSAN AL IBN JUNIUS AEGYPTUS (1008) et d'ABOU ISHAK IBRAHIM IBN ALZAKKALA (1075), cette partie montagneuse porte le nom de « Dzebal ». Nous voyons les noms de « Dzezira » et d'« Irak » aux mêmes places que sur les autres cartes. La « Carte de l'Irak » du célèbre ISTACHRI (1173), conservée à Gotha, s'étend au Nord jusqu'à Tekrit (inclus). Et dans son texte aussi il dit clairement que l'Irak « va de la limite de Tekrit à Abbadan sur la mer Perse ».

Cependant, on ne peut pas conclure que sur toutes ces cartes *toutes* les parties de la région contestée soient nettement et clairement exclues de l'Irak, quoique, sur la plupart, elles le soient.

Le nom d'« Irak » comportait, dans les temps du Califat, à ce qu'il semble, encore une autre signification. MOGADASSI (vers 989) décrit l'Irak et énumère les villes dépendant toutes de la capitale : Samarra. Dans cette énumération nous trouvons au Nord Tekrit et Es Sinn (environ à la place du Qualat Shergat moderne). Le célèbre MASUDI (en 956) est encore plus explicite (en *Tenbih*, page 36) : « L'Irak comprend le pays où se réunissent le Tigre et l'Euphrate et la région voisine ; il comprend dans le Sawad la région dont la limite est aux Zab au delà de Samarra, aux confins de Es Sinn et de Tekrit ; la région de Holivan en ce qui tombe à la montagne et Hit en ce qui tombe à l'Euphrate. . . » (Traduction du texte arabe.)

L'Irak comprend donc ici, en plus de la région entre Tekrit et le Golfe Persan, une bande de terrain s'étendant vers le nord entre la montagne et le désert, sans apparemment les inclure dans l'Irak. Nous ne pouvons expliquer ceci qu'en admettant que cette bande représente le pays cultivé jusqu'à la contrée des deux Zabs entre les steppes désertiques et les montagnes sauvages. Car Sawad (noir), qui était, d'une part, un nom dont on désignait deux régions différentes, le Belka et l'Irak, était aussi plus généralement appliqué pour différencier le pays cultivé — donc à terre retournée et plus foncée — du sol inculte.

Es Sinn (Biramusà ou Barimmà) est aussi chez EL HAZUMI qui est cité par Yaqût — une localité de l'Irak. Pour ISTACHRI elle est dans le Dzezira, pour IBN EL FAJIH, ABU L'FÉDA et IBN ROSTEH, elle est dans le district de Mossoul. Pour ces trois auteurs, Tekrit aussi dépend de Mossoul et est donc dans le Dzezira. La limite du Dzezira et de l'Irak est chez ABU L'FÉDA, répété par GALGASHANDI, le « Nahr el Ishâgi », le dernier des grands canaux vers le nord. Aussi pour BEKRI, Mossoul comme Tekrit sont dans le Dzezira. HU FADL ALLAH (1348) dit que la capitale de l'Irak est Bagdad, celle du Dzezira Mossoul. Pour GALGASHANDI (1418) l'Irak — limité à l'est par le Djibal, au nord par le Dzezira — s'étend de Haditha — donc d'un point un peu plus au nord que Tekrit — à Abbâdâu.

En plus de ces sources originales, nous voulons encore citer ce que LE STRANGE dit de la question dans son ouvrage « Mesopotamia and Persia under the Mongols in the fourteenth century A. D. », publié en 1903 dans les *Asiatic Society Monographs* (Vol. V).

Au début, Al 'Irakayn était un terme appliqué seulement aux deux grandes villes de Koufah et Basrah. Mais les princes Seljoucides affectant le titre de « Sultan des deux Iraks », il fut appliqué aux deux provinces, toutefois, comme dit Abu l'Féda « vulgairement » et « faussement ».



It may be useful to refer to the Turkish Tapus circular dated the 5th Shafar 1310 (corresponding to October 16th, 1908), which distinctly states that Shar Zor is included in Irak. The Turkish Administrative Division known as Shar Zor comprised the districts of Kirkuk, Rania, Arbil, Rowanduz, Koi and Kifri, all of which are in the Vilayet of Mosul . . . . .

“ The Commission will also perhaps be interested to learn that the map laid before the Turko-Persian Frontier Delimitation Commission by the Ottoman Commissioner at Erzeroum in 1848 shows Rowanduz, Arbil and Sulaimaniya as coming within the Vilayet of Baghdad, which at that time was co-terminous with the Vilayet of Van. ”

There are four main questions at issue :

What areas were known at different periods of history by the names “ Irak ”, “ Iraq Arabi ” and “ Iraq Ajami ” ?

What names were commonly given to the disputed area or parts of it ?

Was the name “ Irak ” the familiar local name ?

What area is or was covered by the name Mesopotamia ?

In order to clear up the first two points we have consulted the early Arabian historians and geographers, a long series of Arabian maps, hundreds of European maps ranging from the sixteenth to the twentieth century, travel books of every period, authoritative geographical works, and the geographical textbooks in use in the Arab secondary schools in Egypt.

In the maps of the anonymous geographer of KHOVREZMA (A.D. 845), known as “ Tabula Almamuniana ”, BENJAMIN BEN JONA (1160-1173) and ABULHASSAN NUREDDIN IBN SAID (1274), the name “ Irak ” is written over the district south of Baghdad towards the Shat el Arab, while Northern Mesopotamia between the two rivers is called “ Dzezira ”. No dividing line is shown between these two districts, and no name is given to the disputed territory. In the maps of ABU RIHAN BIRUNENSIS (1030), the map called “ Tabula Rogeriana ” (1154) the maps of ISMAIL ABULFEDA (1331), ABUL HASSAN ALI BEN OMAR (1230), IBN SAID MAGROBINUS (1274) and an ANONYMOUS PERSIAN of the thirteenth century (reproduced with the others by Lelewel), the name “ Irak ” is applied to the same district as in the three authors mentioned above. On the other hand, the disputed area is included in the Dzezira, and a boundary is drawn between the two districts roughly along the Hit-Samarra line or along the Median Wall, but in all cases to the south of Tekrit. The Median Wall is also shown as the frontier between the two districts on the map of NASIR-ED-DIN-TUSII (1261, revised in 1437 by ULUBEG), according to which Mosul and Arbil are in the Dzezira, but the mountainous part of the disputed area, including Tekrit, is called “ Armenia ”. On the older maps of ABU HASSAN AL IBN JUNIUS ÆGYPTUS (1008) and ABU ISHAK IBRAHIM IBN ALZAKKALA (1075) this mountainous district is called “ Dzebal ”. The names “ Dzezira ” and “ Irak ” are in the same places as on the other maps. The “ Map of Irak ” of the celebrated ISTAKHRI (1173), which is preserved at Gotha, extends northwards as far as Tekrit, inclusive. He also clearly states in his text that Irak “ stretches from the boundary of Tekrit to Abbadan on the Persian Gulf ”.

It must not, however, be concluded that on all these maps *all* the districts in the disputed territory are clearly and definitely excluded from Irak, though on most of the maps this is the case.

In the time of the Caliphate, the name “ Irak ” apparently had also another meaning. MOGADASSI (*circa* 989) describes Irak and gives a list of the cities, all of which were ruled from the capital, Samarra. In this list we find, in the north, Tekrit and Es Sinn (approximately on the site of the modern Qalat Sherqat). The celebrated MASUDI (in 956) is still more explicit (*Tenbih*, page 36) : “ Irak includes the country where the Tigris and Euphrates meet and the neighbouring territory ; it also includes, in the Sawad, the country bounded by the Zabs beyond Samarra, as far as the borders of Es Sinn and Tekrit, with that part of the Holivan district which is near the mountains and that part of Hit which is near the Euphrates . . . . ” (Translated from the Arab text.)

According to this author, then, Irak includes not only the country between Tekrit and the Persian Gulf but also a strip of land stretching northwards between the mountains and the desert, neither of which seems included in Irak. This can only be explained on the supposition that the strip of land in question represents the cultivated land as far as the country of the two Zabs, between the desert steppes and the rugged mountains. Sawad (black), which was the name applied to two different areas — Belka and Iraq — was also used in a more general fashion to distinguish cultivated districts (where the soil was constantly being turned and was therefore darker) from uncultivated land.

Es Sinn (Biramusa or Barimmà) is also, according to EL HAZUMI, who is cited by YAQUT, a place in Irak. ISTAKHRI puts it in the Dzezira ; IBN EL FAJIH, ABULFEDA and IBN ROSTEH place it in the Mosul district. These three authors regard Tekrit also as dependent on Mosul, and therefore as being situated in the Dzezira. The boundary between the Dzezira and Irak, according to ABULFEDA, reproduced by *Galgashandi*, is the “ Nahr el Ishàgi ”, the northernmost of the great canals. BEKRI also regards both Mosul and Tekrit as being in the Dzezira. HU FADL ALLAH (1348) says that Baghdad is the capital of Irak, and Mosul the capital of the Dzezira. GALGASHANDI (1418) states that Irak is bounded on the east by the Jibal, on the north by the Dzezira, and extends from Haditha (a little north of Tekrit) to Abbadan.

In addition to these original sources, we will also quote Le Strange’s remarks on the question in his book “ Mesopotamia and Persia under the Mongols in the Fourteenth Century A.D. ”, published in the Asiatic Society’s Monographs (Vol. V) in 1903.

At first Al Iràkayn was the name applied solely to the two great cities of Kufah and Basra. When, however, the Seljuk princes affected the title of “ Sultan of the Two Iraks ”, the name was applied to the two provinces, but “ vulgarly and improperly ”, as Abulfeda says. Thus,

Donc, dès les temps des Seldjoucides Al 'Irakayn — les deux Iraks — désignait les territoires de l'ancienne Médie et la Mésopotamie du sud.

La ligne de division entre l'Irak et Djezira a varié dans les temps. Au temps des Abbasides, elle courait généralement de Aubar sur l'Euphrate à Tekrit sur le Tigre. Au temps de HAMD-ALLAH, dont le livre (*Nouzhat-al-Kouloub*) est particulièrement étudié dans l'ouvrage de Le Strange, donc au XIV<sup>e</sup> siècle, — la frontière courait plus au nord : de la jonction de l'Euphrate et du Khabour à un point sur le Tigre immédiatement au sud de sa jonction avec le Petit Zab. Tekrit Hadithah et Dakouk sont dans l'Irak. C'était entre les deux conquêtes mongoles.

Sur la carte dressée par Le Strange et représentant les connaissances du XIV<sup>e</sup> siècle, Arbil, Mossoul, Amadia et Mush sont dans le Djezira ; Anah, Tekrit, Dakouk dans l'Irak ; le Kurdistan comprend seulement le versant est-persan des montagnes.

Dans son ouvrage plus important « *The Lands of the Eastern Caliphate* » (1905), Le Strange résume les connaissances du temps des Califes, l'âge d'or des Arabes en Mésopotamie, comme suit :

« Les Arabes divisaient la Mésopotamie en deux provinces. La basse province — les alluvions de l'ancienne Babylonie — était nommée « Al'Irak » — depuis une ligne allant de l'Euphrate au Tigre, à l'endroit où ils se rapprochent. Les plaines du nord, aux surfaces dures et pierreuses, étaient nommées « Al' Jazirah ». Les montagnes qui dominent ces plaines portaient le nom de « Al' Jibal » (montagne). La partie ouest de cette région montagneuse, lorsque les Kurdes atteignirent une certaine renommée et puissance, fut nommée « Kourdistan ». A la fin du moyen âge, « Al' Jibal » reçut par une confusion, qui a fini par s'accréditer, le nom d' « Irak' Ajami » (Irak étranger). »

L'Al' Jazirah — nommée « Iklin Akur » par Mokadassi — était généralement divisé en trois districts : « Dijar Rabiah », « Dijar Mudar » et « Dijar Bakr », dont les capitales respectives étaient Mossoul, Rakkah et Amid, la ville de Diarbekir d'aujourd'hui.

Le général A. HOUTUM-SCHINDLER, dans son petit livre *Eastern Persian Irak*, publié en 1896 par la « Royal Geographical Society », donne l'historique suivant des provinces de l'Irak Adjemi :

« Avant la conquête arabe, la plus grande partie du territoire appelé plus tard Irak Adjemi portait le nom de Fahley ou Pahlev (pays montagneux). Les auteurs mahométans l'appelaient, jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle, généralement « Djibal » (montagne). Le nom ne s'appliquait pas toujours à la même étendue du territoire. Peu après la conquête arabe, au milieu du VII<sup>e</sup> siècle, la Perse fut placée sous l'administration du gouverneur général de Koufah. Sous Mouaviyyah (A. D. 661-679), la partie sud fut placée sous le gouverneur général de Basrah, tandis que le reste de la Perse — environ les anciens territoires Mèdes — dépendaient toujours de Koufah. La sous-province à l'est du Zagros devint alors l'Irak oul Ajam (l'Irak barbare), pour le distinguer de l'Irak arabe. Plus tard, l'Azerbaïdjan et les provinces caspiennes furent séparées de l'Irak, qui ainsi ne comprenait plus que les districts de Teheran, Kazvin, Zenjan, Hamadan, Kermanshah, Louristan, Ispahan, Kashan et Kom. Sous les Ilkhans Mongols l'Irak comprenait l'est de ce territoire, mais avec les provinces caspiennes. Aujourd'hui, le nom n'est plus appliqué. Le nom « Irak » sans qualificatif est celui d'un petit district au sud-ouest de Kom. »

Donc, en ce qui concerne la période de la souveraineté arabe, nous pouvons conclure que, sauf quelques petites parties et encore pas pour tous les temps et tous les auteurs, la région contestée n'a jamais été comprise dans l'Irak. Nous ne trouvons non plus aucune preuve qu'une partie du territoire contesté aurait été englobée dans l'Irak Adjemi, comme l'affirme un des mémorandums du Gouvernement britannique.

Enfin, nous devons constater que le nom moderne d' « Irak » n'est pas « dérivé » des anciens noms Irak Arabi et Adjemi. Il est tout aussi ancien et est employé quelquefois pour les deux régions, quelquefois comme raccourci du nom d'Irak Arabi.

Les informations données ci-dessus nous renseignent aussi sur la période suivante, celle comprise entre les conquêtes mongoles.

Quant à la conquête ottomane et à la période suivante, la source principale est *Kiatib Tchélébi* (Hadji Kalfa), qui a fait la campagne de Syrie et de Mésopotamie avec l'armée turque conquérante. Son manuscrit, de l'an 1600 environ, a été publié en 1700.

Il distingue les régions de Djezireh, Kurdistan et Irak. Djezireh est toute la région à l'ouest du Tigre jusqu'à une ligne qui relie ce fleuve à l'Euphrate à la hauteur de Hit. Le Kurdistan est le pays entre le lac Van au nord, le Tigre à l'ouest, et la principale chaîne des montagnes à l'est ; au sud, Touz Kourmatou est encore dans le Kurdistan, mais Kifri est déjà dans l'Irak, lequel comprend tout le territoire au sud. Toute la Perse occidentale, le long de la frontière turque, s'appelle « Adjemistan », et seul le pays au sud de la route Khanikin-Hamadan « Irak Adjemi ».

Nous possédons, en une carte de D'ANVILLE (1772), une copie approximative de Tchélébi.

Nous pouvons mentionner que les trois cartes, pour les périodes 1040-70, 1559 à 1700 de l'*Atlas Historique de l'Empire Ottoman*, par le commandant MEHMET ESHREF (1913) (tiré seulement en quelques épreuves), donnent, à quelques différences près, la même disposition.

La première « Salmaneh » de l'Empire Ottoman (1700) donne la même division principale. L'eyalet de Diarbekir est divisé entre les gouvernements de Diarbekir, Mossoul et Ourfa ; l'eyalet de l'Irak Arabi, en ceux de Bagdad et de Basrah. La carte du « Salmaneh » de 1840 donne presque les mêmes frontières que Tchélébi, sauf que celles du Djezireh sont poussées un peu plus au nord-ouest et l'« Adjemistan » a cédé la place au nom d'« Iran. » L'*Asie Ottomane ou Turquie d'Asie*, de A. LEVASSEUR (1846), est une copie française de cette carte.

as early as the Seljuk period, Al Irākayn (the two Iraqs) stood for the ancient territories of Media and Southern Mesopotamia.

The dividing-lines between Iraq and Djezira has varied at different periods. In the time of the Abbasids it generally ran from Anbar, on the Euphrates, to Tekrit, on the Tigris. In the fourteenth century, the period of Hamd-Allah, whose book (*Nuzhat-Al-Kulub*) is closely studied by Le Strange, the frontier was further to the north; it ran from the confluence of the Euphrates and the Khabur to a point on the Tigris immediately south of its junction with the Little Zab. Tekrit, Haditha and Dakuk were in Iraq. This period was between the two Mongol conquests.

On LE STRANGE'S map showing what was known in the fourteenth century, Arbil, Mosul, Amadia and Mush are in the Djezira. Anah, Tekrit and Dakuk are in Iraq; and Kurdistan consists solely of the eastern (Persian) slope of the mountains.

In his more important work, "The Lands of the Eastern Caliphate" (1905), LE STRANGE gives the following summary of the ideas of the time of the Khalifs — the golden age of the Arabs in Mesopotamia:

"The Arabs divided Mesopotamia into two provinces. The lower province — the alluvial lands of ancient Babylonia — was called "Al'Irak" below a line joining the Euphrates and the Tigris near their confluence. The hard and stony northern plains were called "Al'Jazirah". The mountains dominating those plains were known as "Al'Jibal" (the mountain). The western part of this mountainous country was called Kurdistan, when the Kurds acquired some degree of power and renown. At the close of the Middle Ages, Al'Jibal received, by a misnomer which afterwards became established, the name of "Irak'Ajami" (Iraq of the foreigners)."

"Al'Jazirah, which is called by Mogadassi "Iklim Akur", was generally divided into three districts — "Dijar Rabiah", "Dijar Mudar" and "Dijar Bakr", the respective capitals of which were Mosul, Rakkah and Amid (now Diarbekr)."

General A. HOUTUM-SCHINDLER, in his little book "Eastern Persian Irak", published by the Royal Geographical Society in 1896, gives the following historical sketch of the provinces of Irak Ajami:

"Before the Arab conquest, the greater part of the territory which was afterwards called Irak Ajami bore the name "Fahlev" or "Pahlev" (mountainous country). Up to the eleventh century, it was generally called by Moslem authors "Jibal" (mountain). The name was not always applied to the same territorial area. Not long after the Arab conquest, in the middle of the seventh century, Persia was placed under the rule of the Governor-General of Kufah. Under Muaviyyah (A. D. 661-679) the southern portion was placed under the Governor-General of Basra, while the remainder of Persia, representing approximately the ancient territory of the Medes, remained under Kufah. The sub-province to the east of the Zagros was then called Irak or Ajam (Irak of the Barbarians) to distinguish it from Irak of the Arabs. Subsequently, Azerbaijan and the Caspian provinces were separated from Irak, which thus only comprised the districts of Teheran, Kazvin, Zenjan, Hamadan, Kermanshah, Luristan, Ispahan, Kashan and Kom. Under the Mongol Khans, Irak comprised the eastern part of this territory, with the addition of the Caspian provinces. To-day the name is no longer in use. Irak, without any qualifying adjective, is the name of a small district south-west of Kom."

Thus as regards the period of Arab domination, we may conclude that, except for a few small districts, the disputed area has never been included in Iraq; and even those districts were not included at all times and by all others. Nor is there any evidence that part of the disputed area was comprised in Irak Ajami as stated in one of the British Government's memoranda.

Lastly, we must recognise that the modern name "Iraq" is not "derived" from the ancient names of Iraq Arabi and Ajami. It is equally old, and is used sometimes for both those districts and sometimes as an abbreviation of Iraq Arabi.

The foregoing particulars also cover the succeeding period, i.e. between the Mongol conquests.

For the Ottoman conquest and the succeeding period, the principal source is *Kiatib Chelebi* (Hadji Kalfa), who went through the Syrian and Mesopotamian campaign with the conquering Turkish army. His M.S., written about 1600, was published about 1700.

He distinguishes between the districts of Jezireh, Kurdistan and Iraq. Jezireh is the entire country west of the Tigris, as far as the line joining that river to the Euphrates at the level of Hit. Kurdistan is the country between Lake Van on the north, the Tigris on the west, and the main ridge of mountains on the east. Going southwards, Tuz Kurmatu is still in Kurdistan, but Kifri is in Iraq, which comprises all the southern territory. The whole of Western Persia along the Turkish frontier is called "Adjemistan", and the name "Irak Adjemi" is applied only to the country south of the Khanikin-Hamadan road.

There is extant a map by d'ANVILLE (1772), which is more or less a reproduction of Chelebi's.

It may also be mentioned that the three maps for the periods 1040-1070, 1559-1700, in the *Historical Atlas of the Ottoman Empire* by Major MEHMET ESHREF (1913), of which only a few copies were printed, show the same arrangement with one or two slight differences.

The first "Salmaneh" of the Ottoman Empire (1700) gives the same main divisions. The Eyalet of Diarbekr is divided into the Governments of Diarbekr, Mosul and Urfa, and the Eyalet of Iraq Arabi into those of Baghdad and Basrah. The "Salmaneh" map of 1840 gives almost exactly the same frontiers as Chelebi, except that the frontiers of Jezireh are pushed a little farther north-westward, and Ajemistan disappears in favour of the name "Iran". A. LEVASSEUR'S "Asie ottomane ou Turquie d'Asie" (1846) is a French version of this map.

Les cartes d'auteurs européens, dont nous avons consulté une longue série, sont d'un intérêt moins grand pour la critique des arguments avancés.

Un grand nombre de géographes des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles prennent leurs notions encore de Ptolémée. Les Ortelius et leurs copistes distinguent, du nord au sud, trois régions : « Arzerum » (la haute montagne), « Diarbeck » (le haut pays), et « Arac » (le bas pays). Les cartes historiques, très en vogue surtout au XVIII<sup>e</sup> siècle, distinguent toujours la « Mésopotamie » à l'ouest du Tigre, l'« Assyrie » à l'est, et la « Babylonie » au sud (SANSON 1637, DELISLE 1705, VAUGONDY 1752 et BUACHE 1754). Les cartes géographiques des mêmes temps distinguent les mêmes régions sous les noms respectifs de « Diarbeck », « Kurdistan » et « Irac ». Souvent les limites de ces districts ne sont pas marquées (DELISLE 1723, OTTENS, *Reg Persicum*, BONNE, *Turquie d'Asie*). Lorsque les frontières des régions sont indiquées, l'Irak remonte vers le nord, généralement jusqu'à la Muraille Mède ou au canal la suivant à peu près parallèlement (Petit Tigre). Au nord de cette ligne, le Tigre forme la frontière entre le « Diarbeck » et le « Kurdistan ». Mais on trouve beaucoup de variantes, même chez les mêmes auteurs. Chez DELISLE, par exemple, tantôt « Diarbeck ou Jazirey » descend jusqu'à Babylone (Carte de Babylone), tantôt le Djezireh s'appelle « Comté d'Edesse », nommé ci-devant « Mésopotamie de Syrie » (*Syrie et Palestine*, 1764), ou encore « Courdistan », ne va que jusqu'à la route de Kermanshah (1724) (aussi VAUGONDY, *Atlas Portatif*), ou enfin (dans *Europe*, revue par DEZAUCHE, 1789) le « Courdistan » ne commence qu'au nord d'Amadia. Mais Mossoul est toujours en « Diarbec » (aussi *Syrie ... et Chypre*, 1726).

En ce qui concerne la frontière du Tigre et la situation de Mossoul, la description et la carte de MALLÉT (*Description de l'Univers*, 1683) sont peut-être les plus intéressantes. Mossoul est en Diarbekir, Ninive en Kurdistan.

Chez VAN DER AA (*Turquie en Asie*), le « Kurdistan » descend tout le long des montagnes du Zagros. Les cartes de HOMANN (1737, *Imp. Turcicum*) et VAUGONDY (*Etats du Gr. Seigneur*, 1763), montrent la disposition connue des trois régions, mais en plus une « Regio Bochdanorum » au nord-est de Mossoul. D'autres auteurs divisent le pays en « Beglerbegis » de Diarbekir, Mossoul, Rika et Bagdad (ou « Yerack »), (DANCKER, *Turcici, Imp. Tab.*, Jaillot, 1689), SANSON-JAILLOT (*Etats Gr. Seigneur*, 1694). Les plus anciennes cartes de Sanson sont confuses ; sur l'une, *Etats ... du Gr. Seigneur*, 1654, « Arzerum » s'étend jusqu'au Diala, les deux autres districts étaient nommés « Mesopotamie » et « Yerack » — ensemble « Diarbeck » ; sur l'autre, *Etats ... Empire Turc* (chez Mariette), « Diarbeck » comprend la « Mésopotamie » et « Arzerum », mais pas le « Yerack ». Sur la carte de HARRISON, d'après D'ANVILLE (1788), la contrée entre le Tigre, le Zab et le Diala porte un nouveau nom : « Garm ». OLIVIER (*Voyages*, An. IX, *C. de la Syrie ...*) nomme seulement la région des Hauts Zabs « Kurdistan » — le Djezireh et l'Irak ensemble « Mésopotamie ». Chez BELL-DURY (*Seat of War, fin XVIII<sup>e</sup> siècle*), « Al Gezira » s'étend jusqu'à Tekrit. REICHARD (déjà XIX<sup>e</sup> siècle), sur sa *Charte d. Osman. Reiches*, montrant le petit vilayet de Mossoul entouré de celui de Bagdad, qui comprend tant Basra que Nisibin et Mardin, donne également les noms de « Djeziret » pour le nord et « Irak » pour le sud de la Mésopotamie.

Annexée à ce rapport, nous joignons une carte de DELISLE qui indique aussi bien les noms de l'histoire ancienne que ceux qui étaient en usage aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (carte 3). Cette carte, reproduite par M. Z. KHANZADIAN, et destinée à paraître dans son *Atlas historique de l'Arménie*, nous a été aimablement offerte par lui.

Plus intéressantes que toutes ces cartes européennes, que leurs sources multiples ou rendues confuses, sont pour nous les cartes et descriptions arméniennes. La carte d'OSKAN, prêtre de la colonie arménienne d'Amsterdam (1670), nomme tout le pays « Mésopotamie », l'Irak « Mésopotamie Sud ». Une grande carte imprimée, exposée à la Bibliothèque Nationale, dont le manuscrit a été dressé au couvent de Saint-Lazare, à Venise, en 1670, nomme tout le nord des deux côtés du Tigre « Assyrie », le sud « Irak ». Et la carte imprimée dans le couvent arménien de Venise en 1787, nomme tout le pays, à l'ouest du Tigre, « Syrie », ne donnant pas de nom à la région contestée.

On trouve peu d'indications chez les anciens voyageurs, et les renseignements qu'ils nous fournissent ne diffèrent pas de ce que nous avons déjà appris par les cartes. La description que DAULPHINE donne, en 1553, du voyage d'Aramont, l'envoyé français accompagnant le sultan conquérant, cite aussi la Muraille Mède comme étant la limite entre la Mésopotamie et la Babylonie. TAVERNIER (1676) ne donne pas les frontières des pays ; il dit seulement que Mossoul n'est célèbre que par le commerce qu'y font les Arabes et les Kurdes habitant l'Assyrie. Pour l'Irak Adjemi, la carte de l'itinéraire de *Pierre de la Valle*, publiée par DU VAL, désigne comme limite nord la route Chizilrabat-Hamadan ; au nord, c'est le « Curdestan ».

Nous retrouvons cette même frontière dans le récit de voyage de Jaques MORIER, secrétaire d'ambassade (*Maps of the Lands sit. betw. Schiroz and Constantinople*), et à l'ouest du Tigre « Djezireh », au sud de Samarra « Irak Arabi ». Le lieutenant William HEUDE (1820) cite Souleimanié comme étant la capitale du Kurdistan.

Toutes ces sources nous indiquent une division plus ou moins nette en trois régions, dont l'Irak Arabi ne s'étend pas plus au nord que Hit-Tekrit, ou la région du Djebel Hamrin.

A la suite de toutes ces données, il nous est difficile de comprendre l'origine de l'information qui nous est fournie par Karl RITTER — source pourtant toujours très sérieuse — dans son *Geographisch-Statistischer Lexikon* : « Irak Arabi, région turque le long du bas Euphrate et Tigre, comprenant l'ancienne Babylonie et la Chaldée, donc les vilayets de Basra, Bagdad et Mossoul, traversée seulement à son extrémité nord (l'Irak) par les contreforts des montagnes

We have consulted a long series of maps by European cartographers, but these are of less value in the criticism of the arguments put forward.

Very many of the sixteenth and seventeenth century geographers still took their ideas from Ptolemy. The Ortelius editions and their copyists distinguish three areas from north to south: "Arzerum" (high mountains), "Diarbeck" (the uplands) and "Arac" (the lowlands). The historical maps which were so fashionable, particularly in the eighteenth century, all distinguish "Mesopotamia" to the west of the Tigris, "Assyria" to the east, and "Babylonia" to the south (SANSON, 1637, DELISLE, 1705, VAUGONDY, 1752 and BUACHE, 1754). Geographical maps of the same period distinguish the same areas by the respective names of "Diarbeck", "Curdistan" and "Irac". In many cases the boundaries of these areas are not marked. (DELISLE, 1723; OTTENS, *Regnum Persicum*; and BONNE, *Turquie d'Asie*). When the boundaries are marked, Iraq generally runs as far north as the Median Wall or the canal which runs roughly parallel to it (the Little Tigris). North of this line, the Tigris forms the frontier between "Diarbeck" and "Kurdistan". There are many variants, however, even in the same authors. Thus, according to DELISLE, "Diarbeck" or "Jazirey" sometimes extends as far south as Babylon (map of Babylon), while Jezireh is sometimes called "County of Edessah", formerly called "Syrian Mesopotamia" (*Syria and Palestine*, 1764); and, again, "Courdistan" extends only as far as the Kermanshah road (1724) (see also VAUGONDY, *Atlas portatif*), and sometimes (in *Europe*, revised by DEZAUCHE, 1789) "Courdistan" only begins north of Amadia. In all cases, however, Mosul is in "Diarbec" (see also *Syrie . . . et Chypre*, 1726).

For the Tigris frontier and the position of Mosul, the description and map by MALLET (*Description de l'Univers*, 1683) are perhaps of the greatest value. He places Mosul in Diarbekr and Nineveh in Kurdistan.

According to VAN DER AA (*Turkey in Asia*), "Curdistan" runs all along the Zagros mountains. The maps of HOMANN (1737 *Imperium Turcicum*) and VAUGONDY (*Etats du Grand Seigneur*, 1763) show the usual arrangement of the three territories, with the addition of a "Regio Bochdanorum" to the north-east of Mosul. Other authors divide the country into "Beglerbegis" of Diarbekr, Mosul, Rika and Baghdad (or "Yerack") (DANCKER, *Turcici Imp. Tab.*, Jaillot, 1689; SANSON-JAILLOT, *Etats du Grand Seigneur*, 1694). Sanson's earlier maps are confused. On one of them — *Etats du Grand Seigneur*, 1694 — "Arzerum" extends as far as the Diala, the other two districts being called "Mesopotamia" and "Yerack", or, both together, "Diarbeck", while on the other map — *Etats de l'Empire Turc* (chez Mariette) — "Diarbeck" includes "Mesopotamia" and "Arzerum" but not "Yerack". On HARRISON'S map, based on D'ANVILLE (1788), the district between the Tigris, the Zab and the Diala has a new name, "Garm". OLIVIER (*Voyages*, An IX. C. de la Syrie) gives the name "Curdistan" to the district of the upper Zabs only, Jezireh and Iraq together being called "Mesopotamia". According to BELL-DURY (*Seat of War, End of Eighteenth Century*) "Al Gezira" extends as far as Tekrit. REICHARD, on his *Charte d. Osman. Reiches*, shows the small Vilayet of Mosul surrounded by the Vilayet of Baghdad, which includes Basra as well as Nisibin and Mardin, and gives the name of "Djeziret" to Northern, and "Irak" to Southern Mesopotamia.

As an annex to this report we enclose a map of DELISLE, showing the ancient historical names, as also those in use in the seventeenth and eighteenth centuries (Map 3). This map, reproduced by M. Z. Khanzadian, will appear in his *Historical Atlas of Armenia* and has been kindly placed at our disposal by him.

All these European maps, with their multifarious and confused sources, are of less value to us than the Armenian maps and surveys. The map made by OSKAN, Priest of the Armenian colony in Amsterdam (1670), calls the country as a whole "Mesopotamia", and Iraq "Southern Mesopotamia". A large printed map exhibited at the Bibliothèque Nationale, the manuscript of which was drawn at the Monastery of St. Lazarus at Venice in 1670, calls all the northern part on both sides of the Tigris "Assyria", and the southern part "Irak"; and the map printed in the Armenian Monastery at Venice in 1787 calls the whole country west of the Tigris "Syria", but gives no name to the disputed territory.

Comparatively little information can be gained from early travellers, but what there is does not differ much from what we have already found in the maps. DAULPHINE'S description (1553) of the travels of Aramont, the French envoy who accompanied the conquering Sultan, also mentions the Median Wall as the boundary between Mesopotamia and Babylon. TAVERNIER (1676) does not give the frontiers of the various countries; he merely says that Mosul's only title to fame is its position as a centre of trade between the Arabs and the Kurds of Assyria. The map of the itinerary of PIERRE DE LA VALLE, published by du Val, gives the road from Kizil Robot to Hamadan as the northern frontier of Irak Ajami, the country to the north of this road being called "Curdestan".

The same frontier appears in the travels of Jacques Morier, Secretary of Embassy (*Maps of the land situated between Schiroz and Constantinople*), the country to the west of the Tigris being called "Djezireh" and that to the south of Samara "Irak Arabi". Lieut. William HEUDE (1820) mentions Sulaimaniya as the capital of Kurdistan.

Taken together, these sources show a fairly clear division into three areas, according to which Irak Arabi does not extend further north than Hit-Tekrit or the Jebel Hamrin district.

Having regard to all this information, it is not easy to imagine where KARL RITTER — reliable source as he is — found the particulars given in his *Geographisch-Statistischer Lexikon*. "Irak Arabi, a Turkish territory along the lower Euphrates and Tigris, comprising the ancient Babylon and Chaldaea or the modern vilayets of Basra, Baghdad and Mosul, crossed only at its northern extremity by the spurs of [the Kurdish mountains]. But the final sentence,

kurdes ». La dernière phrase et l'omission d'une mention de l'Assyrie nous font quand même douter qu'il soit ici question de tout le vilayet.

Il existe une carte encore, qui donne au Djezireh le nom d'« Irak ou Mésopotamie » : c'est la *Carte de la Syrie pour servir aux mémoires dictés par Napoléon*, publiée en 1847. Elle peut cependant à peine être considérée comme une source pour ce pays, situé dans un angle extrême de la carte, qui a été seulement superficiellement dessinée.

Si nous consultons des autorités modernes, nous retrouvons toujours l'interprétation des noms suivants : *Irak Arabi* pour décrire le sud de la Mésopotamie, *Irak Adjemi* pour la région de Hamadan en Perse. Ainsi, par exemple, chez HUART (*Histoire des Arabes*), chez HOGARTH (*Nearer East*), quoiqu'ils ne donnent pas de définition précise, ou dans l'*Encyclopédie de la Philologie Iranienne* de GEIGER-KHUN, chez PHILIPPSON (*Das Türk. Reich*, 1915), chez BANSE (*Türkei*, 1919), puis dans les atlas, par exemple, de James WYLD, de 1861, de VIDAL DE LA BLACHE, de SPRUNER, STIELER, etc.

Les *Encyclopédies britannique* et *française* ont été cités dans les mémoires turcs. Leurs définitions sont soutenues par une définition identique dans les *Handbooks prepared under the direction of the historical section of the Foreign Office*, 1920 (Vol. XI, partie 63 « Mesopotamia »). L'Irak y est clairement identifié avec la basse Mésopotamie, mais non pas avec la Mésopotamie en sa totalité.

La basse Mésopotamie est nettement distinguée de la Mésopotamie supérieure, qui comprend avec le Djezireh non seulement Mossoul, mais aussi Kifri, Kerkouk, Arbil, Souleimanié et Rania (pages 2 à 4, 13, 14, 15). Le même sens est donné au nom d'« Irak » dans la partie 58 du tome X (*Turkey in Asia*, p. 12).

Si l'on consulte les livres scolaires employés actuellement dans le pays arabe le plus avancé, l'Égypte, on trouve que les éditions de 1913 et de 1922-23, d'ailleurs absolument conformes, semblent confondre le Djezireh et l'Irak. Ils nomment « Djezireh ou Irak » tout le territoire entre l'Euphrate et le Tigre, depuis les montagnes du nord jusqu'au Golfe Persique. L'atlas économique arabe, employé dans les mêmes écoles, nomme « Djezireh » le pays entre les deux fleuves, « Irak » celui à l'est du Tigre. C'est une division qui se trouve, dans une forme tout aussi imprécise, chez les anciens auteurs, ABU L'FÉDA et chez IBU HAUKAL.

Donc on peut conclure que, dans toute la littérature géographique, des commencements de la période arabe jusqu'à nos jours, le territoire contesté n'a, dans sa totalité, jamais été considéré, décrit ou représenté comme faisant partie de l'Irak.

Dans le passé, le nom Irak ne pouvait donc pas être employé par les habitants comme désignation usuelle de leur pays.

Toutefois, il était, de façon générale, plus familier à l'oreille arabe, que celui de « Mésopotamie », qui est européen et ainsi inconnu aux Arabes.

Les Arabes désignaient par « Irak » la région contiguë au sud. L'extension du nom signifiait pour eux l'extension du pouvoir de Bagdad, capitale de l'Irak. On pourrait établir une comparaison avec l'histoire du non « Mésopotamie » du temps des Romains. STRABON (XVI. 746) ne l'étend vers le sud que jusqu'à la Muraille Mède. PLINE (V. 24, § 21) jusqu'au Golfe Persique. « La signification du terme latin a naturellement varié d'après l'extension du pouvoir romain. » (*Encyclopédie Britannique*, « Mesopotamia », p. 180).

Et, encore pour la même partie du monde, nous pouvons mentionner, en citant encore l'*Encyclopédie Britannique*, que l'essor de l'Empire de Sargon fut, sans doute, la cause de l'extension du nom d'« Akkad » — nom de la capitale de Sargon l'aîné — sur toute la Babylonie du nord.

Nous nous dispensons de citer des exemples européens comme l'extension des noms de la « France », de l'« Autriche », de la « Prusse », ou tant d'autres.

D'ailleurs, la carte de 1848, ainsi que la circulaire du Tapou turc, citées par le Gouvernement britannique, signifient la même chose : extension du district administratif de Bagdad sur le territoire jusqu'au Grand Zab et, en conséquence, du nom de la région dont elle est la capitale.

Nous devons relever ici que l'assertion du Gouvernement turc, lorsqu'il déclare que, selon la convention Sykes-Picot, le vilayet de Mossoul devait être exclu de l'Irak, n'est qu'en partie fondée. Car, en effet, la frontière, telle qu'elle était prévue dans cette convention, divisait en deux le territoire contesté aujourd'hui, laissant les régions de Kerkouk et de Souleimanié à l'Irak, celle de Mossoul et d'Arbil à la Syrie. Cette frontière suivait en général la ligne du Petit Zab.

« Il ne reste qu'une dernière question : Quel territoire désignait-on sous l'appellation « Mésopotamie » ? L'étendue du terme n'est pas la même chez tous les géographes. Une région géographique naturelle a, d'ailleurs, toujours un territoire central, généralement caractéristique ; elle a des limites plus ou moins larges, mais elle a rarement une frontière. Pour les uns, la Mésopotamie finit, à l'est, à la marge de la plaine elle-même sur la rive gauche du Tigre, au nord, au pied des contreforts entre les deux fleuves, à l'ouest avec la terre cultivée sur la rive droite de l'Euphrate. Pour d'autres, le terme comprend encore les avant-monts ou même les pentes des montagnes, mais jamais les montagnes elles-mêmes.

Le plus grand et le plus moderne des atlas anglais, *The Times Survey Atlas of the World*, de BARTHOLEMÉW (1920), dessine une frontière qui court de Jezireh ibn Omar le long du Tigre, le quitte à un point au S.-O. de Dohouk, passe entre Al'Kosh et Telkef, entre Arbil et le Kara-Tchau-Dagh, puis à Altyn Koepru, à l'ouest de Kerkouk, à Tauq, puis tourne subitement vers l'est, laissant Kifri loin à l'ouest. Le territoire à l'ouest de cette frontière appartient à « Mesopotamia », celui à l'est est nommée « Southern Kurdistan ». En substituant donc « Irak » à

and the omission of any mention of Assyria, would suggest that he is not referring to the whole of the vilayet.

There is one more map which gives Jezireh the name of " Irak or Mesopotamia " ; this is the *Map of Syria to illustrate the Memoirs dictated by Napoleon*, published in 1847. However, it can scarcely be regarded as a source of information for this territory which is marked right in one corner of the map, the latter being very roughly drawn.

Modern authorities all give the following interpretation to the names : " Irak Arabi " standing for Southern Mesopotamia, and " Irak Ajami " for the Hamadan district of Persia ; e. g. HUART (*Histoire des Arabes*), HOGARTH (*The Nearer East*) — though these two authors give no precise definition — GEIGER KHUN'S *Encyclopedia of Iranian Philology*, PHILIPPSON (*Das Türk. Reich*, 1915), BANSE (*Türkei*, 1919) and the atlases, such as those of JAMES WYLD (1861), VIDAL DE LA BLACHE, SPRUNER, STIELER, etc.

The *Encyclopædia Britannica* and the *Grande Encyclopédie Française* are quoted in the Turkish memoranda. Their definitions are supported by an identical definition in the *Handbooks prepared under the Direction of the Historical Section of the Foreign Office*, 1920 (Vol. XI, Part 63, " Mesopotamia "), in which Iraq is definitely identified with Lower Mesopotamia but not with Mesopotamia as a whole. Lower Mesopotamia is clearly distinguished from Upper Mesopotamia. The latter includes, in addition to Jezireh, not only Mosul but also Kifri, Kirkuk, Arbil, Sulaimaniya and Rania (pages 2 to 4, 13, 14 and 15).

The same meaning is given to the name " Irak " in Vol. X, Part 58 (*Turkey in Asia*, page 12).

If we consult the textbooks now in use in the most advanced Arabian country — Egypt — we find that the editions of 1913 and 1922-23 — which, moreover, do not differ in any particular — seem to make no difference between the " Jezireh or Iraq ". In these books, the whole territory between Euphrates and Tigris extending from the mountains in the north to the Persian Gulf, is called " Djezireh or Irak ". In the Arabian economic atlas also in use in the schools, the region between these two regions is called " Jeziret ", whereas that to the east of the Tigris is called " Irak ". This division of the territory also occurs in an equally imprecise form in the works of such ancient authors as ABU I'FÉDA and IBN HAUKAL.

We may accordingly conclude that in all the geographical literature from the beginning of the Arab period to the present day the disputed territory as a whole has never been regarded, described or represented as forming part of Iraq.

In the past, therefore, the name of Iraq could not have been familiar to the inhabitants as the name of their *own* country.

Nevertheless, generally speaking, it would be more familiar to the Arabs than the name " Mesopotamia ", which is a European name and therefore unknown to them.

The Arabs gave the name " Irak " to the adjacent country to the south. They regarded the extension of the name as meaning the extension of the power of Baghdad, the capital of Irak. A comparison may be drawn with the history of the name " Mesopotamia " in Roman times. STRABO (XVI. 746) only extends it southwards as far as the Median Wall, whereas PLINY (V. 24, paragraph 21) takes it as far as the Persian Gulf. " The Latin term naturally varied in meaning with the changing extent of Roman authority " (*Encyclopædia Britannica*, " Mesopotamia ", page 180).

Still considering the same part of the world, we may again quote the *Encyclopædia Britannica*, to show that the rise of the Empire of Sargon was undoubtedly the cause of the extension of the name Akkad (Sargon the Elder's capital) to the whole of Northern Babylonia.

We need hardly mention such European examples as the extension of the names France, Austria, Prussia, etc.

Moreover, the 1848 map and the Turkish Tapus circular quoted by the British Government illustrate the same process — the extension of the administrative district of Baghdad to cover all the territory up to the Great Zab, and the consequent extension of the name of the district of which Baghdad is the capital.

We cannot but mention that the statement of the Turkish Government, according to which the Vilayet of Mosul was, in the Sykes-Picot agreement, excluded from Iraq, is only partly accurate. The frontier, such as it was drafted in this agreement, divided the actually contested territory, leaving the districts of Kirkuk and Sulaimaniya in Iraq, and those of Mosul and Arbil in Syria. This frontier would, generally speaking, follow the line of the Little Zab.

There is only one more question to be dealt with. What country was and is called " Mesopotamia " ? The area covered by the name is not identical in the works of all geographers. A natural geographical area has always a central district, which is generally characteristic ; it has more or less loosely defined limits, but it seldom has a frontier. Mesopotamia is sometimes regarded as ending to the east at the edge of the plain on the left bank of the Tigris, to the north at the foot of the mountain spurs between the two rivers, and to the west at the edge of the cultivated land on the right bank of the Euphrates. Others regard the name as covering also the foot-hills or even the slopes of the mountains, though never the mountains themselves.

The largest and most up-to-date English atlas — *The Times Survey Atlas of the World* (Bartholomew, 1920) — shows a frontier running from Jezireh-Ibn-Omar along the Tigris, leaving it at a point south-west of Dohuk, passing between Al-Qosh and Telkaif, between Arbil and the Karachok-Dagh to Altun-Keupri, west of Kirkuk and on to Tauk, then turning sharply eastwards, leaving Kifri far to the west. The territory to the west of this frontier is called " Mesopotamia ", and that to the east " Southern Kurdistan ". If, therefore, we sub-

« Mesopotamie », seulement la moitié ouest du territoire contesté aurait pu être nommé Irak ; par contre, il faudrait que soit nommé Irak tout le territoire jusqu'à l'Euphrate.

Mais il est tout aussi erroné de dire, comme le fait le Gouvernement turc, que la région contestée fait partie de l'Anatolie. L'Anatolie est bien loin. Les deux régions sont séparées par la Syrie et le Kurdistan de l'ouest, correspondant approximativement au système des montagnes du Taurus Arménien. L'erreur du Gouvernement turc n'est peut-être pas si grande, si elle ne consiste qu'en un emploi erroné des termes, c'est-à-dire si elle nomme Anatolie les régions de Diarbekir, Mardin et Nisibin. Car la région contestée portait presque toujours des noms communs avec ces parties : la montagne avec la montagne (Kurdistan), l'avant-pays avec l'avant-pays (Diarbek ou Djezireh).

Nous n'avons qu'une remarque à ajouter. C'est que, en consultant toutes les sources citées et bien d'autres encore, nous n'avons trouvé aucune preuve que cette région, ou une de ses parties, ait jamais porté le nom de « Tataristan », comme le prétend le Gouvernement turc. D'ailleurs, celui-ci, interrogé par nous quant à la source de son assertion, a omis de nous répondre. Dans les territoires voisins, nous trouvons quelquefois le nom « Turcomanie », mais toujours comme nom des régions du nord. Au XVII<sup>e</sup> siècle, il remplace généralement l'Arménie.

Sur la carte *Turquie d'Asie* de VAN DER AA (XVIII<sup>e</sup> s.), le nom « Turcomans » se trouve au nord du lac Van, au sud du lac Ourmia et à l'ouest de l'Euphrate, mais pas dans le Djezireh ou dans la région contestée.

Les quelques remarques et assertions des deux gouvernements, jetées dans le débat politique, ont nécessité, en nous obligeant à parcourir une littérature très étendue, une dissertation qui est, il faut que nous le disions, bien plus longue que ne l'exige, pour la solution du sort futur du pays, l'importance de la question du nom du territoire.

### C. — ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION.

Le troisième groupe d'arguments géographiques concernant les routes se confond avec les arguments économiques. Nous en parlerons plus explicitement dans l'analyse de ces arguments. Ici, nous ne voulons en parler qu'au sens purement géographique.

Le Gouvernement turc dit que la ville et le vilayet de Mossoul se trouvent au croisement de toutes les routes qui relient les unes aux autres l'Anatolie, la Syrie et la Perse, et « ont une très grande importance » sous le rapport des communications de l'Anatolie Méridionale avec la Perse et la Syrie. Le mémoire présenté à Lausanne ajoute encore que, sans Mossoul, la communication des régions de Souleimanié et de Kerkouk avec la mère patrie serait impossible. En répondant à nos questions, le Gouvernement turc s'est expliqué avec encore plus de détails :

« Mais il est de notoriété publique qu'il y a deux grandes voies commerciales entre l'Anatolie et la Perse : la première est celle qui passe au nord des lacs d'Ourmia et de Van et aboutit à Trébizonde ; la seconde est celle qui passe au sud de ces deux lacs.

« La voie qui aboutit à Trébizonde est plutôt une voie de transit pour les échanges commerciaux entre la Perse et l'Occident ; tandis que la voie du sud sert surtout au trafic entre l'Anatolie Occidentale et Méridionale et la Perse. Cette voie suit le Tigre jusqu'à Mossoul (quand le chemin de fer aura atteint cette ville le trafic empruntera naturellement cette voie) et, de là, se sépare en trois branches qui passent, la première par Revandouz, la seconde par Kof-Sandjak et la troisième par Souleimanié.

« La frontière proposée par le Gouvernement britannique ferme chacune de ces trois voies commerciales. Les chemins plus septentrionaux que le commerce turco-persan pourrait emprunter seraient, par suite des difficultés du terrain et des conditions climatiques, impraticables durant une grande partie de l'année. »

Dans une autre partie de la même réponse, le Gouvernement turc énumère les principales voies de communications commerciales entre la région de Mossoul et les parties non contestées de la Turquie, ce sont :

1. La voie du Tigre ;
2. La route de Mossoul-Mardine-Diarbékir-Karpout-Sivas-Samsoun ;
3. La voie ferrée Nousseibine-Adana ;
4. La route Mossoul-Djizré-Sirid-Bitlis-Erzeroum-Trébizonde ;
5. La route Mossoul-Amadié-Djoulamerik-Bach-Kalé-Van ;
6. La route Mossoul-Erbil-Revandouz-Bach-Kalé-Van ;
7. La route Mossoul-Fayda-Zaho-Beytulchébab-Bach-Kalé-Van.

Il est bien naturel que Kerkouk et Souleimanié ne puissent communiquer avec Diarbekir, Mardine et toute autre ville dans ces parages et au delà, que par Mossoul, c'est la seule route. Nous dirons plus, bas, dans l'analyse des arguments économiques, combien elle est fréquentée par le commerce, Il faut, cependant, se rendre compte que Souleimanié et Kerkouk font partie du territoire contesté ; donc l'argument posé de cette façon n'a pas de validité.

En ce qui concerne l'argument, dans un sens plus large, du rôle du vilayet et de la ville de Mossoul comme pays de transit et entrepôt, il est exagéré de dire que Mossoul a une position primordiale pour le commerce de l'Anatolie, de la Syrie et de la Perse. Il est clair que Mossoul n'est pas en ligne de compte en ce qui concerne le commerce entre l'Anatolie et la Syrie. Pour le commerce entre la Syrie et la Perse, Mossoul et les cols conduisant de cette ville, par Revandouz et par Souleimanié, en Perse, ont joué un certain rôle dans l'histoire du commerce de tous les temps. Toutefois, ce rôle était toujours assez insignifiant en comparaison des cols entre l'Iran



stitute " Irak " for " Mesopotamia ", only the western half of the disputed territory could have been called " Irak ", though, on the other hand, that name would have to be given to the whole territory up to the Euphrates.

It is equally erroneous, however, to state, as does the Turkish Government, that the disputed territory is part of Anatolia. Anatolia is far away. The two countries are separated by Syria and Western Kurdistan, which corresponds approximately to the Armenian Taurus system of mountains. The Turkish Government's mistake is not perhaps so serious if it consists simply in an erroneous use of terms — that is to say, if the name Anatolia is given to the Diarbekr, Mardin and Nisibin districts; for the disputed area almost always had common names with those districts, the mountainous parts bearing the same name in each (Kurdistan) and the lowlands also (Diarbekr or Jezireh).

We have only one observation to add. After consulting all the sources mentioned and a large number of others, we have found no evidence that this area, or any part of it, ever bore the name of " Tataristan ", as the Turkish Government asserts. Moreover, when we asked for information on the grounds for this assertion, the Turkish Government failed to reply. In the neighbouring territories we sometimes find the name " Turkomania ", but always applied to the northern parts. In the seventeenth century it was generally used instead of Armenia.

In VAN DER AA'S *Map of Turkey in Asia* (eighteenth century) the name " Turkomans " is placed to the north of Lake Van, south of Lake Urmia and west of the Euphrates, but not in Jezireh or in the disputed area.

The various remarks and assertions of the two Governments, in the course of their political debate, have compelled us to use a great deal of literature, and have consequently necessitated a dissertation which is, we must admit, much longer than is justified by the importance of the question of the name of the territory in connection with its future fate.

### C. — ROADS AND COMMUNICATIONS.

The third group of geographical arguments, which relates to roads, overlaps with the economic arguments and will be dealt with more explicitly when the latter come to be analysed. For the moment we will only consider them from a purely geographical point of view.

The Turkish Government states that the town and Vilayet of Mosul are situated at the crossing of all the routes which connect Anatolia, Syria and Persia and " have a considerable importance " from the point of view of the communications of Southern Anatolia with Persia and Syria. The memorandum submitted at Lausanne also asserts that without Mosul the connection of the districts of Sulaimaniya and Kirkuk with the mother-country would be impossible. In reply to our questions, the Turkish Government has given further and more detailed explanations :

" It is common knowledge, however, that there are two main commercial routes between Anatolia and Persia. The first is that which passes north of Lakes Urmia and Van and ends at Trebizond ; the second passes south of the two lakes.

" The route which ends at Trebizond is primarily a transit route for trade between Persia and the west, whereas the southern route is chiefly used for traffic between Western and Southern Anatolia and Persia. This latter route follows the Tigris as far as Mosul (when the railway reaches that town it will naturally be used by this traffic), where it separates into three branches, passing respectively through Rowanduz, Koi-Sanjak and Sulaimaniya.

" The frontier proposed by the British Government closes all these trade routes. The more northerly roads, which trade between Turkey and Persia might follow, would be unfit for use during a great part of the year owing to difficult ground and climatic conditions. "

In another part of the same reply the Turkish Government enumerates the principal trade-routes between the Mosul district and the undisputed parts of Turkey as follows :

1. The Tigris route.
2. The road Mosul - Mardin - Diarbekr - Kharput - Sivas - Samsun.
3. The railway Nisibin - Adana.
4. The road Mosul - Jezireh - Sirid - Bitlis - Erzerum - Trebizond.
5. The road Mosul - Amadia - Julamerk - Bash-Qala - Van.
6. The road Mosul - Arbil - Rowanduz - Bash-Qala - Van.
7. The road Mosul - Fayda - Zakho - Beitulshebab - Bash-Qala - Van.

It is quite natural that Kirkuk and Sulaimaniya should be unable to communicate with Diarbekr, Mardin or any other town in those parts or beyond, except through Mosul; that is the only possible route. We shall point out later, in analysing the economic arguments, how extensively this route is used for trade. It must, however, be remembered that Sulaimaniya and Kirkuk are in the disputed territory, and consequently the argument, expressed in this way, has no force.

As regards the wider argument that the Vilayet and Town of Mosul have to serve as a transit centre and clearing-house, it is an exaggeration to say that Mosul is of capital importance to the trade of Anatolia, Syria and Persia. It is obvious that Mosul is not in the least concerned in the trade between Anatolia and Syria. In trade between Syria and Persia, Mosul and the passes leading from it through Rowanduz and Sulaimaniya into Persia have been used to some extent at every period. Their use, however, was always inconsiderable compared with that of the passes between Iran and Irak, such as the Median Gate, the Khanikin route and the

et l'Irak, notamment la Porte Mède — la voie de Khanikin — et l'ancienne route de l'Elam (par l'ancienne Suze, le Chouster moderne) (D. CARRUTHERS, 161-167). Pour le commerce se dirigeant vers le sud de la Syrie Septentrionale et de l'Anatolie, dont l'entrepôt principal est, et était naturellement, Alep, pendant la plus grande partie des temps historiques, la principale route du commerce était la grande route des caravanes dont parle TAVERNIER, conduisant par le désert, parallèlement à l'Euphrate, vers Basra avec une branche conduisant à Bagdad et ainsi aux deux routes principales qui traversent les chaînes des Zagros pour monter en Perse. Cette route a perdu beaucoup de son importance par suite de la percée de l'isthme de Suez ; la diminution du trafic a rendu la sécurité de la route plus précaire et, depuis, le commerce suit la rive droite du fleuve même.

Donc, en ce qui concerne les routes énumérées, la première est une voie fluviale utilisable seulement pour le trafic en aval ; la seconde est une route assez bonne, mais en partie impraticable pour les automobiles ; elle a, d'ailleurs, trois variantes entre Mossoul et Nisibin ; la troisième est une voie ferrée qui était pratiquement inutilisable jusqu'au mois de mars 1925, moment où on a reconstruit le pont de l'Euphrate. La quatrième est une route très difficile, surtout dans la partie Djezireh-Sird-Bitlis ; la cinquième, pour la plus grande partie, c'est-à-dire depuis Dokouk jusqu'au delà d'Amadié, est un sentier très difficile ; la sixième est praticable pour les automobiles jusqu'à Dera ; de là, c'est un sentier en partie très difficile, en hiver impraticable ; la septième est bonne jusqu'à Zakho ; de là, c'est un sentier.

Le Gouvernement britannique ne parle de la direction des routes qu'au point de vue purement économique, nous y reviendrons donc plus bas.

Il en parle dans le sens d'œuvres civilisatrices. Il donne une description de certaines routes, disant que Mossoul est relié, par des routes praticables pour automobiles, à Tel Afar et Sinjar, à Chergat, à Dohouk et Zakho, à Ainsifna, à Akra, à Arbil. Arbil est relié à Chergat, Sinjar à Ras el Ain. D'Arbil, une bonne route conduit à Revandouz. Mossoul, Arbil et Altyn Koepru ont les rivières comme chemins de communication avec le sud.

Nous avons à faire trois remarques. Premièrement que le pays n'était pas sans routes au temps des Turcs, et que ces routes étaient en partie bonnes. M. Edouard SACHAU, l'orientaliste célèbre qui a beaucoup voyagé dans ces pays, dit, en décrivant le chemin de Mossoul à Zakho, que ce chemin n'était pas du tout mauvais et que le chemin descendant de la chaîne de Zakho vers la ville était même excellent. (*Reise Syrien*, 372).

Deuxièmement, il faut tenir compte de ce que les armées allemandes et turques, puis anglaises, ont beaucoup amélioré les routes pendant la guerre, par intérêt stratégique. Ainsi, de Mossoul à Chergat, les Allemands ont établi une route qui, en grande partie, est très bonne, avec des ponts fort bien construits. C'est l'armée anglaise qui a, pendant la guerre et pendant la révolte, mis en état les autres routes, comme celle de Mossoul à Arbil et Kerkouk et celles qui conduisent de ces deux dernières villes à Souleimanié et à Revandouz. L'administration militaire a transmis ces routes à l'administration civile (premier rapport sur l'Irak, 1920).

Troisièmement, il faut remarquer que les routes sont encore loin d'être des routes « dans le sens européen » du terme. Beaucoup de ces routes ne sont pas praticables en temps de pluie et toutes, excepté celle de Chergat à Mossoul et celle de Mossoul à Zakho, le sont très difficilement dès qu'il pleut. Des routes mentionnées par le Gouvernement anglais, celle d'Arbil-Revandouz n'est que dans sa plus petite partie, d'Arbil à Dera, praticable pour les automobiles, et encore pour les automobiles très légères et par beau temps, tandis que de Dera à Revandouz, on ne peut continuer qu'à cheval par un sentier en partie bon, en partie difficile.

Une autre route, par exemple, celle du Sindjar conduisant aussi à l'Euphrate — d'une part, à Ras el Ain, d'autre part, à Der es Zor — est quelquefois impraticable à cause des Ouadis qui descendent du Sindjar.

En ce qui concerne les voies de communications fluviales, elles ne sont praticables qu'à la descente, pour des radeaux (Kelek). Ces radeaux descendent le Tigre, de Diarbekir et de Zakho, tandis que sur le Petit Zab les points de départ sont Taktak et Altyn Koepru. Quelques vapeurs sont déjà montés jusqu'à Mossoul, mais le régime du fleuve ne permet qu'une navigation tout à fait occasionnelle, la possibilité de monter est limitée à quelques mois de l'année.

Il nous a été dit officiellement que la rivière est, depuis quelques années, tout à fait fermée aux vapeurs, car un bateau a coulé et la voie n'a pas encore été remise en état.

## II. ANALYSE DES ARGUMENTS ETHNOGRAPHIQUES.

Les questions ethniques ont été beaucoup discutées par les deux gouvernements. Elles sont évidemment d'une grande importance.

On peut classer toutes les questions relevées à ce sujet en trois groupes :

- A. Concernant le chiffre global de la population et le pourcentage des races.
- B. Concernant la répartition territoriale des races. C'est dans ce groupe qu'entrent aussi deux questions spéciales et d'une importance particulière :
  - a) Celle du caractère ethnique de la ville de Mossoul ;
  - b) Celle des migrations et des habitats des nomades.
- C. Concernant le caractère et les affinités des différentes races.

A ces groupes s'ajoutent encore quelques questions d'ordre économique, concernant le genre de vie, la propriété individuelle et collective, qui n'ont, d'ailleurs, pas beaucoup été discutées.

ancient road to Elam through the ancient Susa (modern Shuster) (D. CARRUTHERS, 161-167). For the south-bound trade of Northern Syria and Anatolia, the principal centre of which is — and naturally was during the greater part of the historical period — Aleppo, the principal trade route was the great caravan road referred to by TAVERNIER, which runs through the desert to Basra on a line parallel to the Euphrates, with a branch leading to Baghdad and so to the two main routes which cross the Zagros ridges into Persia. This route has lost much of its importance owing to the piercing of the Isthmus of Suez; the falling-off in traffic has made the safety of the road more uncertain, and trade has since then been following the right bank of the river.

Of the routes enumerated, then, the first is a river which can only be used for down-stream traffic; the second is a tolerable road, but in parts impassable by motors, and has three alternative routes between Mosul and Nisibin; the third is a railway which was practically useless until March 1925, when the Euphrates bridge was rebuilt; the fourth is a very difficult road, particularly over the section Jezireh - Sirid - Bitlis; the fifth is, for the most part — *i.e.* from Dohuk to Amadia and farther — a very difficult path; the sixth is practicable for motors as far as Dera, but beyond that it is a path which is very difficult in parts and impassable in winter; the seventh is good as far as Zakho, after which it becomes a footpath.

The British Government only refers to the direction of the routes from the purely economic point of view, and we shall therefore return to it later.

It speaks of these routes as civilising agents. In describing some of them it states that Mosul is connected, by roads practicable for motor traffic, with Tel Afar and Sinjar, with Sherqat, with Dohuk and Zakho, with Ainsifna, with Agra, and with Arbil. Arbil is connected with Sherqat and Sinjar with Ras el Ain. There is a good road from Arbil to Rowanduz. Mosul, Arbil and Altun Keupri have rivers as means of communication with the south.

We have three comments to make. In the first place, the country was not without roads in the time of the Turks, and some of these roads were good. M. Edouard SACHAU, the famous orientalist, who has travelled much in these parts, says, describing the road from Mosul to Zakho, that this road was not at all bad and that the road going down from the Zakho mountains to the town was quite excellent (*Reise . . . Syrien*, 372).

In the second place, it must be remembered that the German and Turkish armies, and afterwards the British army, considerably improved the roads during the war for strategic purposes. From Mosul to Sherqat, for instance, the Germans made a road of which a large part is excellent, with well-constructed bridges. The other roads, such as those from Mosul to Arbil and Kirkuk, and from these latter towns to Sulaimaniya and Rowanduz, were reconstructed by the British army during the war and the revolt. The Military Administration has transferred these roads to the Civil Administration (First Report on Iraq, 1920).

Thirdly, it must be pointed out that the roads are still far from being roads "in the European sense" of the term. Many of them are impassable during the rainy season, and all except those from Sherqat to Mosul and from Mosul to Zakho become very difficult as soon as it rains. Of the roads mentioned by the British Government, that from Arbil to Rowanduz can only be used for motor traffic over a very short stretch (Arbil to Dera), and then only for very light cars and in fine weather, while from Dera to Rowanduz travellers must continue on horseback by a bridle-path which is good in parts and bad in others.

Another road — that from the Sinjar, which also goes to the Euphrates — one way to Ras el Ain and the other way to Doir es Zor — is sometimes impassable owing to the Wadis which come down from the Sinjar.

The rivers are only navigable downstream by rafts (*keleks*). These rafts go down the Tigris from Diarbekr and Zakho and down the Lesser Zab from Taq-Taq and Altun Keupri. A few steamers have occasionally navigated upstream as far as Mosul, but the river only allows of intermittent navigation, and it is only possible to go upstream during a few months every year.

We have been officially informed that for some years past the river has been completely closed to steamers owing to the sinking of a boat and that the channel has not since been put into order.

## II. ANALYSIS OF THE ETHNICAL ARGUMENTS.

Both Governments have discussed in detail the ethnical question, which is obviously a highly important one.

Questions arising under this heading may be classified into three groups:

- A. The total figure of the population and the percentage of the different races.
- B. The territorial distribution of the races. This heading also includes two special questions of peculiar importance:
  - (a) The ethnical character of the town of Mosul;
  - (b) The problem of migrations and the habitat of nomads.
- C. The character and affinities of the various races.

In addition, there are certain other points connected with these peoples' mode of living and the question of individual and collective ownership. These, however, have not given rise to much discussion.

A. — Concernant le chiffre global de la population et le pourcentage de races.

1. STATISTIQUES DES MÉMOIRES PRÉSENTÉS PAR LES DEUX GOUVERNEMENTS

Les statistiques turques et britanniques concernant la composition ethnique de la population de la région contestée diffèrent sensiblement, comme le prouvent les tableaux suivants :

*Vilayet de Mossoul.*

	Annuaire officiel turc du vilayet de Mossoul	Recensements turcs ; statistique présentée à Lausanne	Evaluation faite par des officiers britanniques du service politique, 1919	Evaluation faite par des officiers britanniques du service politique, 1921	Dernier recensement du Gouvernement de l'Irak, 1922-1924
Kurdes . . . . .	—	263.830		424.720	494.007
Arabes . . . . .	—	43.210		185.763	166.941
Turcs . . . . .	—	146.960	Cette évaluation a été faite sur la base d'une répartition des religions et non des nationalités.	65.895	38.652
Chrétiens . . . . .	—	} 31.000		62.255	61.336
Juifs . . . . .	—			16.865	11.897
Yezidis . . . . .	—	18.000		30.000	26.257
Total des sédentaires . . . . .	—	503.000		—	—
Nomades . . . . .	—	170.000		—	—
Total . . . . .	828.000	673.000	703.378	785.468	801.090

*Liva de Mossoul.*

	Recensements turcs ; statistique présentée à Lausanne	Evaluation faite par des officiers britanniques du service politique, 1919	Evaluation faite par des officiers britanniques du service politique, 1921	Dernier recensement par le Gouvernement de l'Irak, 1922-1924
Kurdes . . . . .	104.000		149.820	87.900
Arabes . . . . .	28.000		170.663	119.537
Turcs . . . . .	35.000	Cette évaluation a été faite sur la base d'une répartition des religions et non des nationalités.	14.895	9.757
Chrétiens . . . . .	} 31.000		57.425	54.934
Juifs . . . . .			9.665	3.579
Yezidis . . . . .	18.000		30.000	20.257
Total des sédentaires . . . . .	216.000		—	—
Nomades . . . . .	?		—	—
Total . . . . .	?	350.378	432.468	295.964

Les statistiques des autres Livas ne peuvent pas être comparées, car les divisions administratives anciennes du régime turc et du régime actuel ne coïncident pas.

Il est naturel que chacun des deux gouvernements ait contesté la validité des chiffres précités en critiquant les méthodes de la partie adverse.

Le Gouvernement britannique donne comme arguments :

1. Que dans l'Empire Turc, il n'y avait pas avant la guerre mondiale de recensement qui aurait visé la division par nationalité. Il n'y avait que des recensements sur la base des religions ;
2. Qu'il n'a jamais existé de carte précise de l'Empire Turc ;
3. Que les listes composées pour servir aux recrutements doivent être inexactes, car une forte proportion de personnes se seront toujours esquivées ;
4. Que les statistiques turques ne peuvent être dignes de foi, car le pouvoir du gouvernement turc ne s'est véritablement jamais étendu au delà de certaines villes et villages. Le Gouvernement britannique ajoute encore que la valeur des statistiques présentées par le Gouvernement turc est d'autant plus contestable qu'elles ne portent point de date.

Le Gouvernement turc ayant avancé contre les statistiques britanniques et leur méthode l'argument que les courts voyages de quelques officiers du service politique ne suffisent pas pour collectionner des données nettes et exactes, et que les officiers britanniques n'ont pas pu pénétrer à Souleimanié, le Gouvernement britannique répond à cette critique du Gouvernement turc, que les officiers anglais ont visité chaque endroit du territoire avec le plus grand soin ; qu'il y avait des officiers britanniques à Souleimanié depuis octobre et novembre 1917 jusqu'en 1921, et ils y sont rentrés en 1922, tandis que le Gouvernement turc n'a pu recueillir de renseignements durant cette période. — Le Gouvernement britannique ajoute encore l'explication des différences entre les tableaux statistiques « compilés » en 1919 et en 1921. Le total de l'estimation de 1919 était 703.000, celui de 1921 — travail plus approfondi — 785.000 habitants. Cette différence est causée par :

1. Le retour d'un grand nombre d'hommes qui avaient servi dans les armées turques et arabes ;
2. Le retour dans leurs villages, de familles qui les avaient quittés pendant la guerre, et avant l'occupation britannique ;
3. Par l'arrivée d'un grand nombre de réfugiés assyriens.

Le Gouvernement turc répond à la critique du Gouvernement britannique, que ses statistiques sont le résultat d'investigations très soigneuses des temps d'avant-guerre — donc, ajoute-t-il, la levée a été faite sans objet politique —. Et puisque pour le recrutement il fallait des notions précises sur le mouvement de la population, ces données sont exactes.

**A. The Total Figure of the Population and the Percentage of the Different Races.**

**1. STATISTICS GIVEN IN THE MEMORANDA OF BOTH GOVERNMENTS.**

The Turkish and British statistics concerning the racial composition of the population of the disputed territory differ appreciably, as the following tables show :

*Vilayet of Mosul.*

	Official Almanack of the Vilayet of Mosul	Turkish census: statistics submitted at Lausanne	Estimate made by British political officers in 1919	Estimate made by British political officers in 1921	Latest census by the Iraq Government, 1922-1924
Kurds . . . . .	—	263,830	This estimate was made on the basis of religion and not of nationality.	424,720	494,007
Arabs . . . . .	—	43,210		185,763	166,941
Turks . . . . .	—	146,960		65,895	38,652
Christians . . . . .	—	31,000		62,225	61,336
Jews . . . . .	—			16,865	11,897
Yezidis . . . . .	—	18,000		30,000	26,257
Total settled population	—	503,000	—	—	—
Nomads . . . . .	—	170,000	—	—	—
Total . . . . .	828,000	673,000	703,378	785,468	801,090

*Liwa (District) of Mosul.*

	Turkish census: statistics submitted at Lausanne	Estimate made by British political officers in 1919	Estimate made by British political officers in 1921	Latest census by the Iraq Government, 1922-24
Kurds . . . . .	104,000	This estimate was made on the basis of religion and not of nationality.	149,820	87,900
Arabs . . . . .	28,000		170,663	119,537
Turks . . . . .	35,000		14,895	9,757
Christians . . . . .	31,000		57,425	54,934
Jews . . . . .			9,665	3,579
Yezidis . . . . .	18,000		30,000	20,257
Total settled population	216,000	—	—	—
Nomads . . . . .	?	—	—	—
Total . . . . .	?	350,378	432,468	295,964

The statistics for the other Liwas are not comparable, because the former administrative divisions under Turkish rule do not coincide with the present divisions.

Naturally each of the two Governments has disputed the soundness of these figures, criticising the methods employed by the other party.

The British Government contends :

- (1) that in the Turkish Empire before the war there was no system of census by nationality — there was only a census on the basis of religions ;
- (2) that no really accurate map of the Turkish Empire has ever existed ;
- (3) that the lists drawn up for recruiting purposes cannot be accurate because a large number of persons must always have succeeded in escaping detection ;
- (4) that the Turkish statistics cannot be reliable, because the Turkish Government never exercised effective control except in certain towns and villages. The British Government also states that the value of the statistics submitted by the Turkish Government is all the more open to doubt in that these statistics bear no date.

The Turkish Government advances against the British statistics and methods the argument that short journeys by a few political officers are not sufficient for the collection of clear and accurate data. Moreover, the British officers were not able to reach Sulaimaniya.

The British Government replies to this criticism of the Turkish Government that the British political officers visited every locality of the territory with the greatest care ; that there were British officers at Sulaimaniya from October-November 1917 until 1921 and that they returned there in 1922 ; whereas the Turkish Government was unable to obtain any information during that period.

The British Government further gives an explanation of the differences between the statistical tables " compiled " in 1919 and 1921. The estimated total in 1919 was 703,000 and that for 1921 — which represented more careful work — 785,000 inhabitants. This difference is due

- (1) To the return of a large number of men who had served in the Turkish and Arabian armies ;
- (2) To the return to their villages of families which had left during the war and before the British occupation ;
- (3) To the arrival of a large number of Assyrian refugees.

To the criticism of the British Government, the Turkish Government replies that its statistics are the result of very careful investigations carried out before the war and therefore devoid of any political bias, and, since, for recruiting purposes, very precise information on the movement of the population was required, these data are accurate.

Toutes ces informations nous paraissant encore insuffisantes pour pouvoir juger de la méthode et de la valeur de ces différentes statistiques, nous avons demandé des informations complémentaires.

Le Gouvernement turc nous a fait connaître que deux recensements furent faits dans le Vilayet de Mossoul : en 1906 et en 1916. Les recensements effectués dans l'Empire Ottoman n'ont malheureusement jamais été conformes aux règles adoptées à ce sujet par les congrès internationaux de statistique ; il n'existe donc pas dans les archives de cet Empire de bulletins de recensement personnel et familial. Les statistiques existant au sujet du Vilayet de Mossoul sont les résultats d'enquêtes et d'évaluations effectuées en vue de la perception de certains impôts ou du recrutement militaire.

Le Gouvernement turc nous a aussi fourni une longue description de ces impôts, mais il ne nous semble pas que des relevés de ce genre aient pu donner des chiffres exacts sur les mouvements de la population, et quant aux nationalités, ils ne sauraient procurer de renseignements.

Le Gouvernement britannique nous a communiqué les informations suivantes :

Le recensement, ou mieux l'évaluation de 1919, a été effectuée vers la fin de l'année ou au cours de la saison froide, alors que les nomades avaient pris leurs quartiers d'hiver. Quelques nomades arabes se trouvaient en dehors des limites du territoire ; toutefois, ils se trouvent englobés dans les chiffres établis sur la base d'estimations effectuées au cours d'années antérieures. Il convient de souligner que la méthode suivie en 1919 n'était pas celle d'un recensement, mais d'une évaluation : Le territoire a été divisé en quatre fractions ; dans chacune de celles-ci se trouvait un officier du service politique, qui exerçait ses fonctions assisté de collaborateurs dont le nombre variait de 2 à 10. Chacun visitait, dans un district donné, les villages et les lieux habités qu'il pouvait atteindre. On nous a informés verbalement que le maximum des villages visités par chaque fonctionnaire était de 300 à 400 environ. Ces fonctionnaires ont questionné la population, ils ont compté les maisons, ils ont consulté les actes des recensements turcs.

Tandis que l'évaluation de 1921 avait visé les nationalités, en 1919 on avait pris pour base les religions.

Cette évaluation de 1921 n'a été faite que dans le Liva de Mossoul ; pour les autres Livas, quoiqu'on soupçonnât avec vraisemblance une augmentation du chiffre de la population, on avait conservé les chiffres de 1919.

Pendant les deux ou trois dernières années, le Gouvernement de l'Irak a commencé de compiler ce qu'on espère voir devenir la première statistique authentique de la population de l'Irak, y inclus le territoire contesté. Ces statistiques ne sont pas encore complètes. Elles sont surtout incomplètes pour les territoires du désert et des hautes montagnes, mais pour les Livas de Mossoul et de Kerkouk, les données déjà collectionnées forment l'évaluation la meilleure qui ait jamais été faite. Les chiffres pour Arbil et Souleimanié, quoiqu'ils ne soient pas aussi précis que ceux pour les deux autres Livas, peuvent servir à juger approximativement le nombre de la population et la distribution des races. Les totaux de cette évaluation sont beaucoup plus grands que ceux de 1919 ou 1921. La population a certainement augmenté, mais le Gouvernement britannique pense qu'un contrôle ultérieur prouvera que le nombre des Kurdes en Arbil et Souleimanié a été estimé trop haut. Malgré cela, pour le total du vilayet, c'est la meilleure estimation faite. Dans un pays comme l'Irak, dont les habitants ne sont pas encore accoutumés au développement de la civilisation moderne, tout recensement et toute évaluation de la population ne peuvent être qu'approximatifs. Les travaux de recensement turc n'ont pu nullement aider les recenseurs de l'Irak, car la loi de recensement turque ordonne de noter la religion, et non la race de chaque personne. La délégation turque à Lausanne a dit que ces données étaient basées sur les recensements d'avant-guerre. Les statistiques de la délégation indiquent pour le Sandjak de Mossoul 216.000 habitants, tandis que les listes des recensements turcs d'avant-guerre indiquent une population mâle de 211.000 pour le même Sandjak.

Il est bien explicable qu'il ne nous ait pas été possible de contrôler les statistiques de la population dans leur ensemble, et nous n'avons nulle part eu le temps de dénombrer la population des Nahies par tête. Toutefois, dans certaines localités où les conditions étaient favorables et où nous avons pu disposer du temps nécessaire, nous avons pu nous former un jugement assez précis.

Nous ne pouvons donc parler que de certaines impressions, et nous reviendrons plus loin sur quelques détails spéciaux, relevés par les deux gouvernements.

Il est certain, que non seulement le recensement turc, mais aussi ceux des officiers britanniques et du gouvernement de l'Irak ne peuvent être comparés à des recensements faits d'après les principes des bureaux statistiques modernes. Les grandes différences entre les évaluations de 1919-1921 et 1922-1924 montrent suffisamment que maintes circonstances contribuent à l'incertitude des chiffres. Ainsi sait-on très bien qu'il est difficile de faire comprendre même à certaines populations européennes qu'un recensement peut servir à autre chose qu'à l'introduction de nouveaux impôts ou au recrutement. Donc, les nouvelles évaluations n'auront pu être faites sans que des gens se soient esquivés, quoique peut-être en plus petit nombre qu'au temps des recensements turcs, d'autant plus que le Gouvernement de l'Irak n'a pas introduit actuellement le service obligatoire. Nous avons, d'ailleurs, une preuve contraire singulière. Les élections qui auraient dû avoir lieu en Irak au commencement de cette année ont dû être remises, car les registres des votants ont donné un chiffre d'après lequel la population de l'Irak — y compris le territoire contesté — serait de 10.000.000, au lieu de 3.000.000 environ. Et cela parce que les chefs ont fourni des chiffres exagérés de leurs tribus pour augmenter leur influence politique.

Nous avons demandé qu'on nous présente les registres des recensements. Il nous a été répondu qu'apparemment les estimations originales par localité ou par petites unités administratives n'ont pas été conservées, et ne peuvent donc pas être soumises à la commission. Nous n'avons vu sur place que les registres de Taouk et Chemchemal ; les premiers étaient assez bien

It appeared to us, however, that the above information was still insufficient to enable us to judge the value of the different statistics, and we therefore asked for further particulars.

The Turkish Government informed us that the censuses were taken in the Vilayet of Mosul in 1906 and 1916. Unfortunately, censuses in the Ottoman Empire have never been taken in conformity with the rules laid down by the international statistical congresses. Consequently there were no personal and family census files in the archives of the Empire. The statistics concerning the Vilayet of Mosul are the result of enquiries and estimates made for the purpose of levying certain taxes or for military recruiting.

The Turkish Government has also sent in a long description of these taxes, but we do not think that data of this kind could give any accurate idea of the movements of the population, and as regards nationality they would be of no value.

The British Government communicated to us the following information :

The census — or rather the estimate — of 1919 was carried out at the end of the year, *i.e.* during the cold season, when the Nomads had taken up their winter quarters. Some Arab Nomads were outside the territorial boundaries, but they are included in the figures drawn up on the basis of estimates made in preceding years. It should be specially noted that the methods followed were not census methods : the question was merely one of obtaining an estimate. The territory was divided into four districts ; in each district was a political officer with from two to ten assistants ; each of these visited in a given district such of the more populous villages as he could reach. We were informed verbally that the maximum number of villages visited by each official was from three to four hundred. These officials questioned the inhabitants, counted the houses and consulted the official Turkish census documents. Whereas the estimate for 1921 refers to nationalities, the 1919 estimate had been made on the basis of religion.

The 1921 estimate was only made in the Liwa of Mosul. As regards the other Liwas, although the authorities were justified in inferring that the population had increased, the 1919 were maintained.

During the last two or three years the Iraq Government has begun to compile what will, it is hoped, become the first authentic statistical record of the population of Iraq (including the disputed territory). These statistics are not yet complete. They are particularly incomplete for the desert and high mountain districts, but for the Liwas of Mosul and Kirkuk the data already collected form the best estimate which has yet been made. The figures for Arbil and Sulaimaniya, although they are not as exact as those for the other Liwas, may be used to form a rough estimate of the population and the distribution of races. The total figures, according to this estimate, are much higher than those obtained in 1919 or 1921. The population has certainly increased, but the British Government thinks that further verification will show that the number of Kurds in Arbil and Sulaimaniya has been over-estimated. Nevertheless, the total for the vilayet is the best estimate which has yet been made. In a country like Iraq, where the inhabitants are not yet accustomed to the developments of modern civilisation, no census or estimate of the population can be anything but approximate. The Turkish censuses were of no assistance to the Iraq censurers, for the Turkish census law lays down that the religion and not the race of each person shall be recorded. The Turkish delegation at Lausanne stated that these data were based on pre-war censuses. The statistics submitted by the delegation gave the population of the Sanjak<sup>1</sup> of Mosul as 216,000, whereas the Turkish pre-war census lists gave for the same Sanjak the figure of 211,000 as that of the male population alone.

It will be easily understood that we were not able to verify these population statistics as a whole, nor have we in any locality had time to count the population of the Nahias (communes) *per capita*. We were, however, able, in certain places where time and conditions were favourable, to form a fairly accurate estimate.

We can therefore only state our impressions and later will revert to the consideration of certain special details referred to by the two Governments.

It is certain that not only the Turkish census but also the census carried out by the British officers and the Iraq Government cannot be compared with a census as carried out according to the principles of modern statistical offices. The great differences between the estimates of 1919-1921 and those of 1922-1924 are sufficient proof that a number of circumstances combined to render these figures unreliable. For instance, we know quite well that it is hard to make even certain European populations understand that a census can be used for any other purpose than the imposition of fresh taxation or for recruiting. Therefore, whenever new estimates have been made, a certain number of people must have concealed their existence, although probably on a far smaller scale than at the time of the Turkish censuses, particularly in view of the fact that the Iraq Government has not up to the present introduced compulsory military service. In fact, we have striking proof. The elections which were to have taken place in Iraq at the beginning of this year could not be held because the number of voters inscribed in the registers gave Iraq (including the disputed territory) 10 millions instead of about 3 millions. This was due to the fact that the chiefs had given exaggerated figures for their tribes in order to increase their political influence.

We asked to see census registers. In reply, we were told that apparently the original estimates by locality or by small administrative units had not been kept and could not therefore be submitted to the Commission. We only saw, on the spot, the registers of Tauq and Chemchemal. Those at Tauq had been kept fairly well up to date. Those at Chemchemal,

---

<sup>1</sup> " Sanjak " is the Turkish word for Liwa (Arab).

tenus à jour ; ceux de Chemchemal dressés récemment ne comprenaient que des listes d'électeurs. Aucun des registres ne renseigne sur la population féminine.

Il est donc assez difficile de formuler un jugement catégorique sur le degré d'exactitude des recensements. Néanmoins, nous pouvons admettre que les derniers recensements s'en rapprochent le plus, car c'est la première fois que l'évaluation a été faite par races dans tout le territoire.

L'évaluation de 1919 a été faite tout à fait comme les recensements turcs, par religions. L'évaluation de 1921 par races n'a été accomplie que dans le Liva de Mossoul. Les chiffres des autres Livas ont été pris des évaluations de 1919, et des « nations » ont été mises selon un arrangement, il nous semble, assez arbitraire, à la place des « religions ».

Voici une comparaison :

		1919			1921			Total	Chrétiens	Juifs	Total
		Sunni	Schia	Autres religions	Arabes	Turcs	Kurdes				
Arbil	1919	96.100	—	1.000				97.100	4.100	4.800	106.000
	1921				5.100	15.000	77.000	97.100	4.100	4.800	106.000
Kerkouk	1919	85.000	5.000	—				90.000	600	1.400	92.000
	1921				10.000	35.000	45.000	90.000	600	1.400	92.000
Souleimanié	1919	153.900	—	—				153.900	100	1.000	155.000
	1921					1.000	152.900	153.900	100	1.000	155.000

On voit que les chiffres ronds pour Sunni, plus Schia, plus les autres religions de 1919 correspondent jusqu'au dernier chiffre aux Arabes, plus Turcs, plus Kurdes de 1921. La statistique de 1921 ne pourrait donc pas être prise comme base pour juger de la répartition des races du territoire contesté.

Mais la même chose doit être dite du recensement turc, car celui-ci donne les nomades formant plus d'un quart de la population en chiffres ronds, sans distinguer entre Arabes et Kurdes.

Ainsi, toutes les statistiques présentées à Lausanne, de part et d'autre, n'ont qu'une valeur assez contestable. Et cette critique doit retomber sur toutes les déductions qu'on en a tirées. Du côté turc ces déductions sont encore plus fragiles, car dans les discussions on se sert pour comparer les races des pourcentages du chiffre des sédentaires, — ce que les mémoires britanniques avaient raison d'objecter. Ainsi le Gouvernement turc parle de 43.000 Arabes vis-à-vis de 146.960 Turcs, tandis que la grande partie des nomades étant Arabes et aucun Turc n'étant nomade, en vérité on aurait, même d'après la statistique turque, des chiffres presque égaux pour ces deux nationalités.

En revenant à une objection du Gouvernement britannique, il est en tout cas curieux de constater que l'Almanach officiel du Vilayet de Mossoul de l'a. H. 1335 (= 1917) donne pour le Sandjak de Mossoul, 193.848 habitants mâles, tandis que, dans les mémoires présentés à Lausanne, on parle de 216.000 habitants en tout.

En résumé, on peut donc dire que, de tous les recensements, le dernier effectué par les autorités de l'Irak est celui qui fournit probablement les données les plus proches de la vérité, encore que ces données ne puissent avoir qu'une valeur relative et qu'il soit utile de les rapprocher, en les comparant, des indications antérieures.

## 2. DÉTAILS SUR LES STATISTIQUES DES MÉMOIRES.

Les deux gouvernements ont relevé certaines questions spéciales pour démontrer l'inexactitude des statistiques du parti adverse. Aussi ont-ils beaucoup cité des statistiques publiées antérieurement : le Gouvernement britannique a cité les annuaires officiels turcs du Vilayet de Mossoul, tandis que le Gouvernement turc a cité souvent la statistique du volume N° 63, *Mesopotamia* du *Handbook* du Foreign Office.

Nous avons essayé de mettre de l'ordre dans ces remarques éparses dans les différents mémoires et nous détaillerons ces questions une par une. Elles sont quelquefois aussi d'une importance directe, quelquefois elles ne donnent qu'une preuve de l'exactitude ou de l'inexactitude des données.

### 1) Arabes et Turcs de Souleimanié.

Pour prouver l'inexactitude des statistiques présentées par le Gouvernement turc à Lausanne, le Gouvernement britannique a appelé déjà l'attention du Conseil sur le fait que les statistiques turques indiquent 7.000 Arabes et 32.900 Turcs dans le Liva de Souleimanié, tandis que, dit le Gouvernement britannique, il n'y a aucun Arabe et presque pas de Turcs dans tout le Liva.

A notre question, le Gouvernement turc a répondu que les Arabes se trouvant dans le Sandjak de Souleimanié appartiennent à la tribu Thai et s'occupent de l'élevage dans les voisinages du confluent du Tangior et du Diala. Si ces Arabes, dit le Gouvernement turc, ne se trouvent pas actuellement dans la zone susmentionnée, cela peut provenir de ce qu'ils ont dû retourner auprès du gros de la tribu qui habite la région Nisibin-Mardine.

Cette dernière hypothèse aurait pu être vérifiée par le Gouvernement turc, car les Thai de Nisibin se trouvent sur territoire turc, comme il nous a été confirmé par les chefs de la fraction de la tribu des Thai habitant près de Kouvaïr — qui, d'ailleurs, ne savent rien d'une partie



which had recently been compiled, only included lists of electors. None of the registers gave any information concerning the female population.

It is therefore somewhat difficult to form a definite opinion on the degree of accuracy of these censuses. Nevertheless, we may admit that the last census is nearer to the truth, for only then were estimates made throughout the whole territory by race.

The 1919 estimate was made exactly in the same way as Turkish censuses — by religion. The 1921 estimate by race was only made in the Liwa of Mosul. The figures for the other Liwas were taken from the 1919 estimates, and “nationalities” were substituted for “religions” by a method which we think rather arbitrary.

The following is a comparison :

		1919			1921						
		Sunni	Shiah	Other religions	Arabs	Turks	Kurds	Total	Christians	Jews	Total
Arbil	1919	96,100	—	1,000				97,100	4,100	4,800	106,000
	1921				5,100	15,000	77,000	97,100	4,100	4,800	106,000
Kirkuk	1919	85,000	5,000	—				90,000	600	1,400	92,000
	1921				10,000	35,000	75,000	90,000	600	1,400	92,000
Sulaimania	1919	153,900	—	—				153,900	100	1,000	155,000
	1921					1,000	152,900	153,900	100	1,000	155,000

It will be seen that the round figures for Sunnis plus Shiah plus other religions in 1919 correspond absolutely with the figure given for Arabs plus Turks plus Kurds in 1921. The 1921 statistics, therefore, could not be taken as a basis for estimating the comparative strength of the various races in the disputed territory.

But these remarks also apply to the Turkish census, for the latter gives Nomads as forming more than a quarter of the whole population in round figures, without drawing any distinction between Arabs and Kurds.

The value of all the statistics submitted at Lausanne by both parties is accordingly very open to discussion. Consequently, all the arguments based on these figures are equally open to discussion. On the Turkish side, the inferences drawn rest upon an even more unreliable foundation because, in the discussions on the subject, the Turkish delegation, in order to draw a comparison between the races, used percentages of the figures for the settled population, and to this the British memoranda rightly objected. The Turkish Government, for instance, refers to 43,000 Arabs, as compared with 146,960 Turks, whereas — the majority of Nomads being Arab and no Turk being a nomad — the truth is that, even according to the Turkish statistics, the figures for the two nationalities should be practically equal.

Reverting to an objection raised by the British Government, it is at any rate curious to note that the official Almanack of the Vilayet of Mosul for the year of Hegira 1335 (1917) gives for the Sanjak of Mosul 193,848 male inhabitants, whereas, in the memoranda submitted at Lausanne, a total of 216,000 inhabitants is mentioned.

In short, it may be stated that, of all the censuses, the last carried out by the Iraq authorities is that which probably gives data nearest to the truth, although the value of these data can only be relative, and the data themselves should be always compared with all the former figures.

## 2. DETAILS CONCERNING THE STATISTICS GIVEN IN THE MEMORANDA.

Each Government has brought forward certain special arguments to demonstrate the inaccuracy of the other's statistics. They have both freely quoted statistics previously published; the British Government has quoted the official Turkish Year-Books of the Vilayet of Mosul, whereas the Turkish Government has often referred to the statistics of Volume 36, “Mesopotamia”, in the Foreign Office Handbook.

We have endeavoured to correlate the observations on this subject scattered throughout the various memoranda, and we propose to examine each question separately and in detail. These points are sometimes of direct importance; but sometimes they only furnish proof of the accuracy or inaccuracy of the data.

### 1. *Arabs and Turks in Sulaimaniya.*

In order to prove the inaccuracy of the statistics submitted at Lausanne by the Turkish Government, the British Government has already drawn the attention of the Council to the fact that the Turkish statistics give 7,000 Arabs and 32,900 Turks for the Liwa of Sulaimaniya, whereas — so the British Government states — there is not a single Arab and there are practically no Turks in the whole Liwa.

To our question, the Turkish Government replied that the Arabs in the Sanjak of Sulaimaniya belong to the Thai tribe and are engaged in cattle-rearing in the neighbourhood of the junction of the Tanjor and the Diala. The Turkish Government states that if these Arabs are no longer to be found in that district this may be due to the fact that they have returned to the main body of the tribe which inhabits the Nisibin-Mardin district.

This latter possibility might have been verified by the Turkish Government, for the Thai of Nisibin are in Turkish territory, as was confirmed to us by the chiefs of that part of the Thai tribe which lives near Quwair. These chiefs, moreover, had no knowledge of any portion

de la tribu qui habiterait la région de Souleimanié. Lors du séjour de la Commission à Souleimanié, nous avons demandé dans une lettre adressée le 28 février à M. l'Assesseur turc de voir les Arabes habitant le Liva de Souleimanié. M. l'Assesseur turc nous a déclaré qu'apparemment les renseignements sont erronés.

En consultant les anciens Almanachs officiels du Vilayet, nous avons peut-être trouvé la source de l'assertion du Gouvernement turc, source qui, dans ce cas, n'a pas été bien citée. Dans l'Almanach de 1330 (1912), page 285, nous lisons que les habitants du Liva de Souleimanié sont tous kurdes avec une petite fraction arabe, nommée Shamiran — et non pas « Thai » — hors quelques Juifs et quelques Chrétiens. En consultant la carte de l'Indian Survey (N° 2. E. Sulaimanie), nous trouvons le nom de cette tribu dans la boucle du Diala près de Shaik Maidan, dans le Liva de Souleimanié, mais elle se trouve en dehors du territoire revendiqué par le Gouvernement turc.

Sauf quelques cas, il n'y a pas non plus de Turcs à Souleimanié. Nous avons questionné tous les notables de cette ville, et presque tous les chefs des tribus du Liva nous ont confirmé qu'il n'y a que des Kurdes dans le Liva (ou Sandjak).

## 2) Turcs de Achar-i-Cheiba de Chehian et de la Nahie de Mossoul.

Un autre « Testcase », sur lequel le Gouvernement britannique a appelé notre attention, est celui de la population des Nahié de Chehian et Achar-i-Cheiba et aussi de Mossoul :

Le Gouvernement turc dit que ces deux Nahiés comprennent 146 localités et sont uniquement peuplés de Turcs, tandis que le Nahié de Mossoul, qui comprend 77 localités, a une population composée en très grande majorité de Turcs.

Le Gouvernement britannique conteste cette assertion et dit que le Nahié de Chehian comprend 42 villages, dont 23 yezidis, 11 arabes, 6 yezidis et arabes et 2 kurdes. Le Nahié de Achar-i-Cheiba comprend 73 villages dont la majorité est kurde. Il y a 20 villages abandonnés et plusieurs où on a colonisé des Assyriens réfugiés. Le Nahié de Mossoul comprend seulement 29 villages, dont 10 arabes, 8 arabes et turcomans, 4 arabes et chabaks et 7 abandonnés.

Nous avons constaté que, dans le Nahié de Chehian, il y a deux cents et quelques Arabes, mais pas de Turcs. Nous n'avons pu visiter le Nahié nous-mêmes, mais M. l'Assesseur turc nous a déclaré, dans une lettre officielle, que le Nahié n'est pas habité par des Turcs.

Nous avons visité le Nahié d'Achar-i-Cheiba. Nous estimons que les Kurdes forment 90 % de la population (environ 2.000) et qu'il y a, en outre, environ 200 à 250 Chrétiens.

Pour ce qui concerne le Nahié de Mossoul, le nombre des Turcs et de la population d'origine turque y est apparemment plus grande que les mémoires britanniques le démontrent, mais ils sont loin de former la majorité du Nahié, comme le Gouvernement turc le prétend. Le Gouvernement turc a cité des noms de villages à consonnance turque. Ces noms ne démontrent pas nécessairement une population d'origine turque, surtout entièrement turque. Seuls, ils ne constituent pas une preuve. Le Gouvernement britannique a cité, pour prouver l'inexactitude et l'inconséquence des données turques, l'Almanach officiel turc 1330 (1912) (page 187), qui dit que l'ouest du Kaza de Mossoul est habité entièrement par des Arabes, à l'exception de quelques Kurdes, la partie est par des Arabes, Turcs, Kurdes, Chaldéens et Yézidis, qui parlent chacun leur langue propre et tous aussi l'arabe. La liste des Nahiés mentionne Chehian avec 68, Achar-i-Cheiba avec 78 villages. Nous avons vérifié cette citation.

## 3) Turcs de Tel Afar.

Le Gouvernement turc attache une grande importance à la ville de Tel Afar, qui a, d'après lui, une population de 10.000 habitants qui est entièrement turque.

Le Gouvernement britannique dit, qu'il y a seulement 5.500 Turcs dans le Nahié de Tel Afar, y compris la ville, et que tout le monde y parle arabe.

Nous avons pu constater que beaucoup de gens dans la ville comprennent l'arabe. Les notables se disent Turcs, sauf quelques-uns, qui disent qu'ils sont d'origine turque, mais devenus Arabes. Les déclarations ne nous semblent, cependant, pas être tout à fait exemptes d'influences extérieures.

## 3. STATISTIQUES ANTÉRIEURES.

### 1) Statistique du « Handbook » du Foreign Office.

Le Gouvernement turc a appelé notre attention sur la brochure *Mesopotamia* N° 63 du *Handbook* publié en 1920 par le Foreign Office. Il extrait de la statistique contenue dans cette brochure (page 8) les chiffres suivants pour la population de la Mésopotamie :

Kurdes . . . . .	380.000
Turcs et Turcomans . . . . .	110.000
Assyriens . . . . .	60.000
Yezidis . . . . .	21.000
Chabaks . . . . .	10.000

Le Gouvernement turc ajoute que, d'après la brochure, la population turque est spécialement concentrée à l'est de Mossoul, à Tel Afar et dans les villes de la route Arbil-Kifri. Les 10.000 Chabaks

of the tribe living in the Sulaimaniya district. When the Commission was staying at Sulaimaniya, we asked, in a letter dated February 28th to the Turkish assessor, to be shown the Arabs living in the Liwa of Sulaimaniya. The Turkish assessor replied that apparently the information was incorrect. On consulting the old official almanacks of the vilayet, we may perhaps have discovered the source of the Turkish Government's statement — a source which in this case has not been correctly quoted. On page 285 of the Almanack for 1330 (1912), we read that the inhabitants of the Liwa of Sulaimaniya are all Kurds, with the exception of a small Arab community known as "Shamiran" — and not "Thai" — and a few Jews and Christians. On consulting the Indian Survey Map No. 2 E Sulaimaniya, we find the name of this tribe in a bend of the Diala near Sheikh Maidan in the Liwa of Sulaimaniya, but it is outside the territory claimed by the Turkish Government.

Nor are there at Sulaimaniya more than one or two Turks. We interrogated all the leading men of this town, and nearly all the heads of the tribes of the Liwa confirmed the fact that there are only Kurds in the Liwa (or Sanjak).

## 2. *Turks of Ashar-i-Sheiba, of Shaikhan and of the Mosul Nahia.*

Another test case to which the British Government drew our attention is that of the population of the Nahiah of Shaikhan, Achar-i-Sheiba, and also Mosul.

The Turkish Government states that these two Nahia include 146 localities and are inhabited solely by Turks, while the Nahia of Mosul, which includes 77 localities, has a population consisting mainly of Turks.

The British Government denies this assertion and says that the Nahia of Shaikhan includes 42 villages, 23 of which are Yezidi, 11 Arab, 6 Yezidi and Arab, and 2 Kurd. The Nahia of Achar-i-Sheiba includes 73 villages, most of which are Kurdish. There are 20 deserted villages and several villages in which Assyrian refugees have been settled. The Nahia of Mosul includes only 29 villages, of which 10 are Arab, 8 mixed Arab and Turkomans, 4 mixed Arab and Chabac, and 7 abandoned.

We have noted that in the Nahia of Shaikhan there are some 200 Arabs but no Turks. We were not able to visit the Nahia ourselves, but the Turkish assessor stated to us in an official letter that the Nahia is not inhabited by Turks.

We visited the Nahia of Ashar-i-Sheiba. We estimate that in this district the Kurds constitute 90 per cent of the population (about 2,000) and that there are in addition 200 to 250 Christians.

As regards the Nahia of Mosul, the number of Turks and the population of Turkish origin is, in this area, apparently greater than that shown in the British memoranda, but it is far from constituting the majority of the population, as the Turkish Government asserts. The Turkish Government has quoted names of villages of Turkish origin. These names do not necessarily prove that the population was of Turkish origin, still less that it is entirely Turkish. Alone, these names constitute no proof. The British Government has quoted, to prove the inaccuracy and inconsequential character of the Turkish data, the official Turkish Almanack for 1330 (1912), page 187, in which it is stated that the western part of the Kasa (Vilayet) is Mosul is entirely inhabited by Arabs, except for a few Kurds; and that the eastern part of inhabited by Arabs, Turks, Kurds, Chaldeans and Yezidis, each of whom speak their own language as well as Arabic. The list of Nahiahs mentions Shikkan, with 68, and Ashair-i-Sheiba with 78 villages. We have verified this quotation and proved it to be exact.

## 3. *Turks of Tel-Afar.*

The Turkish Government attaches great importance to the town of Tel-Afar, which, it says, contains an entirely Turkish population of 10,000.

The British Government states that there are only 5,500 Turks in the Nahia of Tel-Afar, including the town, and that the whole population speaks Arabic.

We were able to verify the fact that many people in the town understand Arabic. The leading citizens say that they are Turks, except in a few cases in which persons stated that they were of Turkish origin but were now Arabs. We do not think that in making these statements the persons concerned were entirely free from outside influences.

## 3. PREVIOUS STATISTICS.

### 1. *Statistics given in the Foreign Office Handbook.*

The Turkish Government has directed our attention to Handbook No. 63, "Mesopotamia", published in 1920 by the Foreign Office. It extracts from the statistics given in this Handbook (page 8) the following figures for the population of Mesopotamia :

Kurds . . . . .	380,000
Turks and Turkomans . . . . .	110,000
Assyrians . . . . .	60,000
Yezidis . . . . .	21,000
Shabacs . . . . .	10,000

The Turkish Government adds that, according to the Handbook, the Turkish population is particularly concentrated to the east of Mosul, at Tel-Afar and in the towns along the Arbil-Kifri road. The

doivent être comptés avec les Turcs et Turcomans, dit le Gouvernement turc, car ils sont des Turcs, ce qui donnerait, d'après la brochure anglaise, 120.000 Turcs dans le territoire contesté — presque — car quelques milliers de Turcs habitent Bagdad. Donc, la brochure du Foreign Office donne 120.000 Turcs dans le territoire contesté où les statistiques présentées à Lausanne ne donnent que 56.000.

Interrogé à ce sujet, le Gouvernement britannique nous a fait remarquer que la brochure en question traite d'un territoire bien plus grand que les anciens Vilayets de Mossoul, Bagdad et Bassorah, ce qui est prouvé par la délimitation du terme Mésopotamie, tel qu'il est compris dans la brochure (paragraphe 1), d'autre part, par la statistique de la population complète, qui comprend, en plus des nationalités et chiffres cités par le Gouvernement turc, les nationalités suivantes :

Arabes . . . . .	1.450.000
Persans . . . . .	70.000
Juifs . . . . .	60.000
Arméniens . . . . .	57.000
Circassiens . . . . .	8.000
Sabaeens . . . . .	2.000
Autres . . . . .	10.000

Surtout les chiffres des Arméniens et Circassiens démontrent que les limites du territoire vont beaucoup plus loin vers le nord-ouest et le nord.

Le contre-argument britannique est absolument à sa place, quoique les limites du territoire ne soient pas exactement fixées dans la brochure. La définition du paragraphe 1 est très vague, mais, de la liste des villes, il semble ressortir que les territoires de Diarbekir et Mardine et même d'Ourfa y sont compris. Les chiffres seraient donc incontrôlables, même si l'on avait eu des recensements exacts. Mais, en tout cas, ils s'appliquent à une région dépassant sensiblement le territoire contesté.

## 2) Statistique de l'Annuaire officiel du vilayet de Mossoul.

Le Gouvernement britannique a cité en témoin — particulièrement pour prouver le caractère arabe et non turc du pays — l'Annuaire Officiel du Vilayet de Mossoul 1330 (1912).

Nous avons contrôlé ces citations. Elles étaient exactes. Toutefois, une partie d'entre elles ne provenaient pas de l'Almanach 1330 (1912), mais de l'Almanach 1324 (1906).

Quant à ce qui concerne les données importantes et les déductions tirées par le Gouvernement britannique, nous y reviendrons en différents lieux.

## B. — Concernant la répartition des races dans le territoire.

### 1. REPRÉSENTATION CARTOGRAPHIQUE.

#### 1) Cartes ethnographiques.

En connexion avec le mémoire daté du 14 août 1924, le Gouvernement britannique a présenté au Conseil de la Société des Nations une carte ethnographique dressée spécialement pour aider la lecture de ce mémoire (carte 4).

Cette carte a été composée d'après le vieux système du coloris de surface, donc sans tenir compte de la densité de la population. On y trouve coloriés les territoires respectifs avec une nuance correspondant aux majorités habitant les différentes parties du territoire — tant du territoire contesté que des régions immédiatement avoisinantes. Le territoire le plus mixte n'a pas été colorié. Le long du Tigre une large bande blanche traverse la carte.

Nous avons trouvé nécessaire de demander au Gouvernement britannique quel principe a inspiré la composition de cette carte, si le coloris a été employé seulement là où la majorité était approximativement de 100 % ou bien si le principe établi pendant les Conférences de la Paix — c'est-à-dire que, au-dessous de 20 %, les minorités ne comptent pas — a été utilisé, ou bien si on a recouru à quelque autre principe. Aussi bien avons-nous demandé si les nomades arabes sont inclus, sachant que la tribu de Chammar habite en hiver principalement hors des limites du territoire contesté. Pour la même raison, nous avons aussi demandé à quelle époque de l'année les données de la carte se rapportent.

Le Gouvernement britannique nous a répondu que les couleurs représentant les différentes races ont été employées là où la nationalité représentée par cette couleur, comprend — y compris les nomades qui y passent la plus grande partie de l'année — 80 % ou plus de la population. Là où aucune des nationalités n'atteint 80 %, les territoires ont été laissés sans coloris. Les Arabes nomades de la rive droite du Tigre ont été inclus dans le nombre compté. Le Gouvernement britannique ajoute qu'on n'a pas dressé la carte pour une certaine période de l'année. Le mouvement des nomades arabes n'aurait pas affecté le pourcentage dans ces territoires. Le Gouvernement britannique a remarqué encore que le mouvement de certaines tribus nomades kurdes affecte quelque peu le pourcentage dans certaines régions habitées par plus de 80 % de Yézidis sédentaires.

Le Gouvernement turc n'ayant pas jusqu'alors présenté de cartes ethniques, nous avons trouvé nécessaire de demander son avis et ses considérations au sujet des données contenues dans la carte présentée par le Gouvernement britannique.

10,000 Shabacs should be counted with the Turks and Turkomans — so the Turkish Government states — for they are Turks. This would give, according to the British Handbook, a total of 120,000 in the disputed territory — or, better, nearly 120,000, for several thousand Turks inhabit Baghdad. Therefore the Foreign Office Handbook gives 120,000 Turks as inhabiting the disputed territory, whereas the statistics submitted at Lausanne only give 56,000.

Questioned on this point, the British Government has pointed out that the Handbook in question deals with a much larger territory than the former Vilayet of Mosul, Baghdad and Basra, as is proved by the definition of the term "Mesopotamia" given in the Handbook (paragraph 1), and also by the statistics of the total population, which include, in addition to the nationalities and figures quoted by the Turkish Government, the following nationalities :

Arabs . . . . .	1,450,000
Persians . . . . .	70,000
Jews . . . . .	60,000
Armenians . . . . .	57,000
Circassians . . . . .	8,000
Sabeans . . . . .	2,000
Other nationalities . . . . .	10,000

The figures for the Armenians and Circassians, in particular, show that the boundaries of the territory extend much farther towards the north-west and the north.

The British counter-argument is quite justified, although the boundaries of the territory are not precisely defined in the Handbook. The definition given in paragraph 1 is very vague, but from the list of towns it seems to be clear that the territories of Diarbekr, Mardin and even Urfa are included. It would therefore be impossible to verify the figures, even if an accurate census had been carried out. But in any case they apply to a district appreciably greater than the disputed territory.

## 2. Statistics given in the Official Year-Book of the Vilayet of Mosul.

The British Government has quoted as evidence — particularly with a view to proving the Arab and non-Turk character of the country — the official Year-Book of the Vilayet of Mosul, 1330 (1912).

We have verified these quotations and found them correct. Only, a portion of them are not from the 1330 (1912) Almanack but from the 1324 (1906) Almanack.

We will revert elsewhere to these important data and the inferences drawn therefrom by the British Government.

## B. The Territorial Distribution of the Races.

### 1. MAPS.

#### 1. Ethnographical Maps.

In connection with the memorandum dated August 14th, 1924, the British Government submitted to the Council of the League of Nations an ethnographical map specially prepared to assist readers of the memorandum (Map 4).

This map was prepared in accordance with the old system of coloured surfaces — that is to say, it does not take density of population into account. The map shows the various districts differently coloured according to the different majorities inhabiting the territory, both the disputed territory and the immediately surrounding districts. The most mixed district has not been coloured — along the Tigris a large white strip crosses the map.

We thought it necessary to ask the British Government on what principles the map had been drawn up ; — whether colouring had been used solely where a majority of about 100 per cent existed ; or whether the principle established during the Peace Conference had been applied — namely, that minorities of less than 20 per cent might be disregarded ; or whether they had prepared the map according to some other principle. We also enquired whether the Arab nomads had been included, knowing that the Shammar tribe lives, in winter, mainly outside the disputed territory. For the same reason we also enquired to what period of the year the data referred.

The British Government replied that the distinctive colours representing the different races had been used wherever the race they represented, including nomads inhabiting the district for the greater part of the year, formed 80 per cent or more of the population. Where no single race formed 80 per cent, the territories were left blank. The nomad Arabs of the right bank of the Tigris had been included in the numbers. The British Government added that it had not drawn up the map for any particular period of the year. The movements of the Arab nomads would not have affected the percentage in these territories. The British Government also observed that the migrations of certain nomad Kurdish tribes slightly affected the percentage in certain districts inhabited by over 80 per cent of settled Yezidis.

As the Turkish Government had not at that time submitted any ethnographical maps, we considered it necessary to ask its opinion concerning the data given in the map submitted by the British Government.

Le Gouvernement turc a déclaré, dans sa réponse, que la carte présentée par le Gouvernement britannique est nettement tendancieuse ; qu'elle a été préparée avec l'intention de favoriser l'élément arabe, de diminuer l'importance de l'élément kurde et surtout de réduire presque à rien celui de l'élément turc.

Concernant la bande blanche de la carte britannique, le Gouvernement turc remarque que les quelques petites taches brunes parsemées dans cette bande représentent en vérité une population turque de 146.000 âmes — donc ces taches sont beaucoup trop petites ; et les agglomérations turques importantes telles que : Taza-Khourmati, Taouk, Kara-Tepe, Touz-Khourmati ne sont pas coloriées sur la carte avec la couleur turque, quoiqu'elles soient signalées dans le mémoire britannique comme habitées par des Turcs. « Si l'on réparait ces omissions et si l'on peignait avec les couleurs voulues les régions plus au Nord habitées par des Turcs, comme l'indiquent les noms des villages qui s'y trouvent, on verrait que la bande blanche, soi-disant kurdo-arabe, est entièrement peuplée de Turcs. Ces Turcs, qui y sont établis depuis très longtemps, forment une masse compacte... »

Le Gouvernement turc ajoute que cet élément turc est le producteur principal de cette région si riche en céréales et que les Kurdes et Arabes y apportent leurs bestiaux pour les échanger contre les céréales des Turcs. Il a ajouté un croquis, qui fait ressortir ce point de vue.

Le Gouvernement turc a présenté en même temps qu'il nous a donné cette réponse, une carte éditée par la Société Royale de Géographie de Londres en 1910. (Carte 5.) Cette carte diffère beaucoup, en certains endroits, de la carte présentée par le Gouvernement britannique.

Le Gouvernement turc a relevé spécialement le fait que les Yézidis sont coloriés dans la carte de la Société Royale de Géographie avec la même couleur que les Kurdes, tandis que la carte présentée par le Gouvernement britannique leur donne une couleur différente.

Cette question est d'autre nature et nous y reviendrons plus tard. Les autres différences des deux cartes sont plus importantes.

Pour pouvoir comparer ces différences, nous avons réduit à la même échelle la partie des deux cartes relative au territoire contesté en employant aussi les mêmes couleurs pour les races respectives sur toutes les deux cartes. Nous n'avons naturellement rien changé aux deux cartes, excepté que nous avons jugé nécessaire de remplacer la bande blanche représentant une population mixte kurdo-arabe par une rayure verte et jaune, composée des deux couleurs représentant les deux races, — car nous avons pensé que la couleur blanche, réservée en d'autres parties de la carte à des territoires non habités, pouvait facilement prêter à confusion.

Les deux cartes présentées par les gouvernements sont dressées d'après le vieux principe de coloris de surface, qui donne une impression fautive, car, par exemple, les 102.400 habitants de la ville et de la Nahié de Mossoul sont représentés par une tache de 1.140 mm. carrés environ, tandis que les 24 à 25.000 Arabes sédentaires et nomades habitant au sud de la ligne de Sindjar-Tel-Afar, sont représentés par 17.600 mm. carrés environ. Nous avons donc trouvé nécessaire de dresser une troisième carte d'après un système qui démontre en même temps et la densité et la distribution de la population, et sa répartition par races (Carte 6). L'explication technique de ce système se trouve dans la légende de la carte. En comparant cette carte à la carte topographique détaillée (1 : 200.000), on verra que les taches coloriées de la carte correspondent aux territoires habités. Les montagnes, les déserts, — d'immenses territoires non habités — sont restés blancs. Les habitants sont représentés à raison d'un millimètre carré colorié par 100 habitants.

Ce n'est pas la seule cause pour laquelle il a fallu dresser une troisième et nouvelle carte. La critique des statistiques présentée à Lausanne et devant la Société des Nations prouve assez clairement que les cartes correspondant à ces statistiques, même si elles avaient été dressées d'après des principes plus scientifiques, ne rendraient même pas approximativement la véritable situation.

N'ayant pas eu les moyens de faire nous-mêmes un recensement nouveau, nous avons dressé cette carte d'après les données du dernier recensement, faites par les autorités de l'Irak, qui, comme nous l'avons dit plus haut, se rapproche probablement le plus de la vérité.

## 2) Carte de la densité de la population.

Les cartes ethnographiques présentées ne démontrent pas clairement de quelle façon la population du territoire contesté se répartit dans l'ensemble des régions de cette partie du monde. Nous avons donc trouvé nécessaire de dresser, même pour notre usage propre, une carte de la densité de la population. Il fallait naturellement dresser une telle carte pour un grand territoire entourant le territoire contesté. Cette carte, que nous joignons au rapport, ne peut être considérée comme absolument exacte, car les données qui nous ont été fournies sont de provenance et aussi de nature différentes.

Les données pour le territoire contesté sont probablement les plus exactes. Du degré de l'exactitude des statistiques qui en forment la base, nous avons parlé plus haut.

Pour le *Royaume de l'Irak*, le gouvernement a aimablement mis à notre disposition un croquis des frontières des Nahiés et une liste donnant les territoires des Nahiés en kilomètres carrés et le chiffre de leur population. Nous sommes obligés de remarquer que dans les données concernant la superficie il y avait des erreurs visibles, et même très grandes, de sorte que nous n'avons pas pu utiliser cette liste, mais nous avons mesuré la superficie des Nahiés de la carte mise à notre disposition. Il est naturel que cette méthode comporte un certain coefficient d'erreur.

Pour le territoire avoisinant de la *Syrie sous mandat français*, M. le Commandant de la région a mis très aimablement les données nécessaires à notre disposition.

Pour les territoires de la *République Turque*, représentée sur la carte, nous avons reçu les données du Gouvernement turc, par l'entremise de M. l'Assesseur ; elles consistent en un

The Turkish Government stated in its reply that the map submitted by the British Government was definitely tendentious, that it had been prepared with the intention of favouring the Arab element, diminishing the importance of the Kurd element, and, above all, with a view to reducing the Turkish element to practically nothing.

As regards the white strip in the British map, the Turkish Government pointed out that the few small brown spots scattered throughout this strip really represented a Turkish population of 146,000; that, therefore, these spots were far too small, and important Turkish centres, such as Touz Kermatli, Tauq, Kara-Tepe, Taza Kurmatli, were not shown on the map in the Turkish colour, although they were referred to in the British memorandum as being inhabited by Turks. "If these omissions were made good and the more northerly districts inhabited by Turks, as the names of the villages show, were painted the proper colour, it would be seen that the so-called 'Kurdo-Arab' white strip is entirely inhabited by Turks. These Turks, who have been established there for ages, form a compact group. . .

The Turkish Government adds that these Turks are the principal producers in this rich corn-growing country and that the Kurds and Arabs bring their live-stock there in order to exchange them for Turkish corn. The Turkish Government annexed a sketch illustrating this point of view.

In sending this reply, the Turkish Government submitted a map published by the Royal Geographical Society of London in 1910 (Map 5). This map differs appreciably in various points from the map submitted by the British Government.

The Turkish Government drew special attention to the fact that the same colour is used in the Royal Geographical Society's map for the Yezidis as for the Kurds, whereas in the British Government's map they are shown by a separate colour.

This is another question, and we will revert to it later. The other differences between the two maps are more important.

In order to compare these differences we have reduced to the same scale that part of the two maps which shows the disputed territory, and we have used the same colour for each race on each of the two maps. Naturally we have in no way altered the two maps, apart from the fact that we thought it necessary to replace the white strip representing a mixed Kurdo-Arab population by a green-and-yellow hatching — *i.e.* the colours for these two races — for we found that a blank, which elsewhere in the map stands for non-inhabited territories, might easily cause confusion.

Both maps presented by the Governments are drawn up on the old principle of coloured surfaces, which gives a false impression: for instance, the 102,400 inhabitants of the town and the Nahieh of Mosul are represented by a block of colour of about 1,140 sq. mm., whereas the 24,000 to 25,000 settled and nomad Arabs living to the south of the Sinjar - Tel-Afar line are represented by a patch of colour of about 17,600 sq. mm. We therefore found it necessary to draw up a third map on a system showing both the density of the population and the distribution of the races (Map 6). The technical explanation of the system followed is given on the map itself. On comparing this map with the detailed topographical map (1 : 250,000) it will be seen that the coloured patches on the map correspond to inhabited areas. The mountains and deserts — vast uninhabited districts — remain blank. Every inhabitant is represented, for each group of 100 inhabitants is shown by a square millimetre of colour.

This was not the only reason, however, why it was necessary to draw up a third and new map. The criticisms of the statistics submitted to the Lausanne Conference and to the League of Nations clearly prove that the maps corresponding to these statistics, even if they had been drawn up on more scientific lines, would not have presented an even approximate picture of the real situation.

As we did not possess the means for carrying out a fresh census, we drew up this map according to the data of the last census carried out by the Iraq authorities, which, as we have stated above, seems to come nearest to the truth.

## 2. *Map showing the Density of the Population.*

The ethnographical maps submitted do not clearly show how the population of the disputed territory is distributed as a whole throughout this country. We therefore found it necessary to draw up — even for our own use — a map showing the density of the population (Map 7). We naturally had to prepare this map for a large area surrounding the disputed territory. This map, which we attach to the report, cannot be regarded as absolutely accurate, for our information, derived from different sources, was not always of equal value.

The data for the *disputed territory* are probably the more correct. We have already referred to the degree of accuracy of the statistics on which these are based.

As regards the *kingdom of Iraq*, the Government kindly placed at our disposal a sketch map of the frontiers of Nahiahs and a list giving the territories of the Nahiahs in square kilometres and the figure of their population. We are bound to remark that in the data regarding areas there were obvious errors, and even very considerable errors, so that we were unable to use the list. But we measured the area of the Nahiahs on the map placed at our disposal. Naturally this method entails a certain coefficient of error.

For the neighbouring territory of *French Syria* the commandant of the district very kindly placed the necessary data at our disposal.

For the territories of the *Turkish Republic* shown on the map we have received data from the Turkish Government through the Turkish Assessor. These consist of a sketch of the

croquis des frontières des Kazas et une liste du nombre des habitants. Nous n'avons pu obtenir un croquis indiquant les frontières des Nahîés.

Nous n'avons pas cherché à obtenir des renseignements semblables concernant les régions persanes voisines et situées au delà des montagnes.

## 2. EXAMEN DE CERTAINES QUESTIONS CONCERNANT LA RÉPARTITION DE LA POPULATION.

La distribution territoriale de la population n'a pas seulement été l'objet de ces représentations cartographiques ; elle a été aussi beaucoup discutée dans les mémoires.

### 1) *Etendue du territoire arabe.*

L'extension du territoire arabe a été une des questions principalement relevées. Le Gouvernement britannique a toujours soutenu que toute la rive droite du Tigre (à l'exception des Yézidis du Sindjar et des environs, de la ville turque de Tel Afar et environs, ainsi que la ville de Mossoul), — et la rive gauche du Tigre jusqu'à la route Arbil-Kerkouk-Kifri, et au nord jusqu'aux avant-monts sont arabes.

La thèse turque souvent répétée dit que l'élément arabe du Vilayet est confiné au territoire, qui se trouve dans l'angle formé par la rive droite du Tigre et la ligne Gayara-Sindjar, à l'exception d'une bande étroite de Fatha à Kerkouk sur la rive gauche. Le Gouvernement ajoute que, quoique très étendue, cette zone est presque inhabitée.

Nous reviendrons plus bas à la question de la ville de Mossoul. Pour les autres questions, la vérité est entre les deux thèses.

Notre carte ethnique montre clairement, que le Gouvernement britannique a, en général, raison en assurant que la rive droite du Tigre est peuplée d'Arabes, à l'exception des Yezidis du Sindjar et des Turcs de Tel Afar, et de quelques milliers de Kurdes et de Chrétiens qu'il ne mentionne pas. Toutefois, à l'exception de la ville de Mossoul et de ses alentours, cette population arabe est beaucoup moins nombreuse que la carte ne tend à le montrer. Sans compter la ville de Mossoul, nous trouvons dans ce territoire — toujours d'après les dernières statistiques de l'Irak, — 36.010 Arabes, 16.374 Yezidis, 5.979 Turcs, 9.635 Kurdes, 4.477 Chrétiens : total 72.745 habitants.

Sur la rive gauche, il y a des Arabes depuis la région montagneuse au nord de Mossoul jusqu'à l'extrémité sud du territoire contesté ; donc le Gouvernement turc n'a pas raison. Mais cette population arabe n'atteint qu'à quelques endroits la grande route Arbil-Kifri. Dans le Liva d'Arbil, elle reste confinée aux bords immédiats des rivières et la masse ethnique compacte des Kurdes s'avance de la ville et route d'Arbil de plus de 40 kilomètres vers le Tigre. Les mémoires britanniques exagèrent donc aussi.

### 2) *Nombre et répartition des Turcs.*

Concernant la population turque, il y a une différence de vues entre les deux gouvernements, tant en ce qui concerne le caractère de cette population que de son nombre et de son pourcentage dans le total de la population du territoire contesté. Nous parlerons plus loin de la première question, celle de la distinction entre les Turcs et les Turcomans.

Quant à leur nombre, le Gouvernement turc a raison en observant que la carte présentée par le Gouvernement britannique en donne une impression imparfaite et omet d'indiquer certaines agglomérations turques d'un nombre assez grand. Cependant, le croquis que le Gouvernement turc avait présenté à Angora à la Commission exagérerait beaucoup plus dans le sens inverse, indiquant tout le pays fertile au sud de Mossoul comme habité en majorité par une masse compacte turque — ce qui est une inexactitude flagrante.

Les mémoires britanniques prétendent que la population turque ou turcomane ne constitue qu'un douzième de la population totale du Vilayet et que cette population est inférieure à la population arabe de la seule ville de Mossoul.

Nous avons dit notre opinion sur les statistiques. On voit que les dernières statistiques indiquent encore moins de Turcs. On voit aussi que des gens qui se disent aujourd'hui Arabes, reconnaissent leur origine turque et ajoutent aux difficultés d'apprécier le pourcentage des nationalités dans un territoire de populations mixtes, surtout là où, comme dans la plaine bordant le Tigre, et dans la ville de Mossoul et ses environs, le mouvement et le mélange des nationalités sont si accusés. Les mariages entre gens de même religion, mais de nationalité différente étant fréquents, il est quelquefois possible qu'un individu se dise avec un certain droit membre tant de l'une que de l'autre nationalité, — d'après son choix. Et ce choix sera souvent dicté par l'opportunisme, surtout si le sentiment national n'est pas très fort. Or, en Orient, où les différences de religion ont toujours prévalu, ces sentiments ne peuvent pas être — et nous ne les avons trouvés nulle part aussi forts qu'ils le sont généralement en Europe. Aussi les influences politiques sont-elles naturellement plus fortes dans la ville de Mossoul et dans ses environs. Le Gouvernement britannique a appelé l'attention, dans ses mémoires, sur le fait que, pendant la domination turque, beaucoup de personnes se sont déclarées turques par opportunisme. Cet argument est incontestable, mais nous croyons qu'il pourrait être invoqué également à l'heure actuelle vis-à-vis du Gouvernement de l'Irak.

La comparaison des chiffres indiquant les nombres de 65.895 Turcs dans la statistique de 1921 présentée à Lausanne et de 38.652 Turcs dans celle de 1922-1924, qui a été présentée à la Commission, sur les lieux, semble confirmer ce point de vue.



frontiers of the Kazas and a list of the number of inhabitants. We were not able to obtain a map indicating the frontiers of the Nahiahs.

We did not endeavour to obtain similar information from Persia regarding the neighbouring Persian districts situated beyond the mountains.

## 2. EXAMINATION OF CERTAIN QUESTIONS REGARDING THE DISTRIBUTION OF THE POPULATION.

The territorial distribution of the population has not only been illustrated by these maps but it has also been discussed at great length in the memoranda.

### 1. *Extent of the Arab Territory.*

The extent of the Arab territory has been one of the main questions raised. The British Government has always maintained that the whole right bank of the Tigris (with the exception of the Yezidis of the Sinjar and its neighbourhood, the Turkish town of Tel-Afar and its neighbourhood and the town of Mosul) and the left bank of the Tigris up to the Arbil - Kirkuk - Kifri road, as well as the territory to the north up to the foot-hills, is Arab.

The Turkish argument, which has been advanced on many occasions, is that the Arabic population of the Vilayet is confined to the territory situated within the angle formed by the right bank of the Tigris and the Gayara-Sinjar line, except for a narrow strip of land from Fatha to Kirkuk on the left bank. The Turkish Government adds that this area, although vast, is practically uninhabited.

We will return later to the question of the town of Mosul. As regards the other question, the truth lies half-way between the two contentions.

Our ethnographical map clearly shows that the British Government is on the whole right in stating that the right bank of the Tigris is mainly inhabited by Arabs, excepting the Yezidis of the Sinjar, the Turks of Tel-Afar and a few thousand Kurds and Christians, to which it does not refer. However, except in the town of Mosul and its neighbourhood, this Arab population is much smaller than the map tends to show. Without taking the town of Mosul into account there are in this territory, according to the latest Iraq statistics, 36,010 Arabs, 16,374 Yezidis, 9,635 Kurds, 5,979 Turks and 4,477 Christians: total 72,745 inhabitants.

On the left bank Arabs are to be found from the mountain district to the north of Mosul down to the southern boundary of the disputed territory. Consequently the Turkish Government is mistaken. But it is only in one or two places that this Arab population reaches the Arbil - Kifri high-road. In the Liwa of Arbil it is confined to the immediate vicinity of the river bank, and the compact ethnical mass of Kurds stretches from Arbil and the Arbil road for over 40 km. towards the Tigris. Therefore the British memoranda also exaggerate.

### 2. *Number and Distribution of Turks.*

There is a difference of opinion between the two Governments in regard to the Turkish population, its character, numerical strength and the percentage which it forms of the total population of the disputed territory. We shall refer later to the first question — namely, the distinction to be drawn between Turks and Turkomans.

As regards numerical strength, the Turkish Government is right in observing that the map submitted by the British Government gives an imperfect idea of this strength and fails to show a fair number of Turkish communities. But the sketch-map presented to the Commission at Angora exaggerated much more in the other sense. It showed the whole fertile territory to the south of Mosul as inhabited by a Turkish majority in compact mass. This is an astonishing inaccuracy.

The British memoranda assert that the Turkish or Turkoman population only constitutes one-twelfth of the total population of the vilayet and that this Turkish or Turkoman population is smaller than the Arab population even of the town of Mosul alone.

We have already expressed our opinion on the statistics. It will be seen that latest statistics show even fewer Turks. We have also noted that persons who now call themselves Arabs recognise their Turkish origin and add to the difficulty of forming an estimate of the races in a territory of mixed population, particularly in districts in which, like the valley of the Tigris and the town of Mosul and its neighbourhood, the migration and mixture of races is so marked. Marriages between persons of the same religion but of different nationality being frequent, it is sometimes possible for an individual to claim with some justification either nationality according to his choice. And his choice will often be governed by opportunism, particularly if national sentiment is not very strong. In the East, where differences of religion have always been the more decisive factor, national sentiment cannot be so strongly developed as it is usually in Europe and, indeed, we have nowhere found it to be so. Political influences are naturally stronger in the town of Mosul and its neighbourhood. In its memoranda the British Government has drawn attention to the fact that under Turkish rule many persons claimed to be Turks because it appeared to be to their advantage. This argument is irrefutable, but we think it could also be applied at the present time to the situation under the Iraq Government.

A comparison of the figures in the 1921 statistics submitted at Lausanne, showing the number of Turks to be 65,895, and the figures in the 1922-1924 statistics submitted to the Committee on the spot, giving this number as 38,652, seems to confirm this point of view.

### 3) *Caractère turc de Kerkouk et des autres villes de la « Grande Route ».*

Le Gouvernement turc a aussi souligné l'importance des villes turques de Kerkouk, Arbil et des autres petites villes, qui s'allongent le long de la grande route conduisant vers le sud. Et il a appelé l'attention sur le fait que le Gouvernement britannique lui-même avait dû reconnaître le caractère nettement turc de ces villes, en publiant ses proclamations dans ces localités en turc.

Le Gouvernement britannique nous a répondu sur cette question que depuis 1919 toutes les proclamations ont été publiées en arabe, mais, avait-on ajouté, il n'est pas impossible que quelques proclamations — peut-être les premières — aient été publiées aussi en turc, si elles s'adressaient à des fonctionnaires turcs. Mais même alors cela n'a pu se produire qu'à Kerkouk et à Arbil. A Mossoul même, on a peut-être publié des premières proclamations aussi en turc à cause des anciens employés.

Les premières proclamations n'ont pas pu nous être montrées, ni par l'un, ni par l'autre des assesseurs, et nous n'avons pas pu constater d'une manière irrécusable si des proclamations ont été publiées en turc ou non.

Quant au caractère turc des villes, nous n'avons pas pu constater le pourcentage de la population turque, mais nous expliquons d'autre part l'impossibilité de s'exprimer en chiffres. Cependant il est évident, que le fond ancien de la population de ces villes le long de ce qu'on appelle la « Grande Route », est turc. Les notables y sont turcs, chez plusieurs d'entre eux nous avons pu constater sans questionner qu'ils parlent le turc en famille. Il faut mentionner qu'à Kerkouk les Chrétiens mêmes emploient la langue turque entre eux.

Quelques exemples éclaireront encore mieux la situation.

A Arbil, la ville est divisée en sept arrondissements. Nous avons vu les Mouktars de ces arrondissements. Questionnés sur leur nationalité, cinq ont répondu qu'ils sont turcs, un qu'il est tant Turc que Kurde, et le septième qu'il est Juif.

A Kerkouk, le seul journal qui paraît — deux fois par semaine — sous le contrôle du Gouvernement est rédigé en langue turque. Les actes officiels sont publiés en turc et en arabe. L'officier du service politique anglais connaît le turc, mais ne parle ni l'arabe ni le kurde.

On parle la langue turque tout le long de la « Grande Route », dans toutes les localités d'une certaine importance.

La petite ville d'Altyn Kœprü est nettement turque. La population de Touz-Khourmati est, à l'exception de quelques familles juives, entièrement turque ou turcomane. D'après la déclaration du maire, 35 des 405 familles de la ville sont juives. Nous estimons la population de Kara Tepe à 75 % turque, 22 % kurde, 3 % arabe.

Touz-Khourmati et Taouk sont aussi en majorité turques.

Pour ce qui concerne les populations des villages des environs de ces villes, les Turcs ne forment qu'une minorité disséminée. L'élément kurde gagne sur l'élément turc dans les villes, tout comme il le fait sur l'élément arabe dans son avance vers le Tigre, qui est en même temps le mouvement d'extension de l'agriculture.

### 4) *Les Tribus Turques.*

Le Gouvernement turc a cité, dans l'énumération des tribus nomades : les Zanganas, les Bayats, les Deleves et les Tatrals comme tribus nomades de race turque. Nous reviendrons ultérieurement sur la question de savoir s'ils sont nomades ou non, en connexion avec la question du nomadisme en général. Nous nous bornerons ici à examiner leur nationalité.

La réponse reçue du Gouvernement britannique donne les renseignements suivants sur ces tribus :

Les Zanganas sont une tribu kurde, indiquée d'ailleurs comme telle dans l'Annuaire officiel du Vilayet de Mossoul 1330 (1912).

Les Bayats ont la tradition de descendre de certains Turcomans du Khorassan, mais par l'apport constant de sang arabe, ils sont devenus tout à fait arabes de nationalité et par leur genre de vie ; l'Annuaire officiel turc dit qu'ils parlent l'arabe et le turc et, du Kaza qu'ils habitent — celui de Kifri — l'Annuaire dit que ses habitants sont des Arabes et des Kurdes ; une tribu Tatal n'existe pas dans le Vilayet de Mossoul. Les Kakeis sont des Kurdes appartenant à la famille Barzinji, la famille de Cheik Mahmud ; ils ont une religion à eux, ressemblant probablement à celle des Chabaks, que le Gouvernement turc considère aussi comme Turcs, mais qui parlent une langue ressemblant au kurde. Par les Deleves, le Gouvernement turc veut probablement désigner les Dilos, tribu kurde habitant près de Kifri et vraisemblablement originaire de Senna.

Nous avons pu constater que les tribus Zanganas et Delos (Deleve) sont de race purement kurde. Ils n'ont pas de tradition relative à une origine turque. Nous n'avons pas pu trouver de tribu Tatal. Concernant les Zanganas, l'Annuaire de 1906 (1324) dit qu'ils habitent dans la Nahié de Gil, et le même Almanach dit que la population de cette vallée est entièrement kurde.

Les Bayats sont de race mêlée Turcomane et Arabe et ils estiment eux-mêmes leur proportion à 65 % Turcomans et 35 % Arabes. En général, ils parlent les deux langues et vivent mélangés dans leurs villages. Ils se marient entre eux sans distinction de race, ce qui fait que cette différence tend de plus en plus à disparaître. On trouve quand même entre eux des gens qui ne parlent qu'une langue ; nous avons même vu un chef qui ne comprend que le turc.

Les Kakeis ont déclaré eux-mêmes être de race kurde. Les Sarlis habitant les deux rives du Grand Zab inférieur, nous ont dit être identiques aux Kakeis. Les Kurdes les appellent Sarlis ; eux-mêmes se considèrent comme Kakeis.

### 3. *The Turkish Character of Kirkuk and Other Towns along the "High-Road"*.

The Turkish Government has also drawn particular attention to the importance of the Turkish towns of Kirkuk, Arbil and other smaller towns situated along the high-road to the south. It pointed out that the British Government itself had to recognise the definitely Turkish character of these towns by publishing its proclamations therein in Turkish.

The British Government has replied to this point that since 1919 all proclamations have been published in Arabic but, it was added, possibly some proclamations — perhaps the first — were also published in Turkish if they were addressed to Turkish officials. But even so, this could only have occurred at Kirkuk and Arbil. In Mosul, too, possibly a number of the first proclamations were published also in Turkish for the sake of the former officials.

Neither of the Assessors was able to show us any of these first proclamations, and we have been unable to establish definitely whether any proclamations were published in Turkish or not.

As regards the Turkish character of the towns, we were unable to verify the percentage of the Turkish population, but we have explained elsewhere how impossible it is to express the facts in figures. It is obvious, however, that the basis stock of the population of these towns along what is known as the "high-road" is Turkish. The leading men are Turkish, and in several of their houses we were able to note, without questioning them, that they spoke Turkish with the members of their families. We may mention that even the Christians of Kirkuk speak Turkish among themselves.

A few examples may help still further to explain the situation.

The town of Arbil is divided into seven boroughs. We interviewed the Mukhtars of these boroughs. When asked what was their nationality five replied that they were Turks, one that he was as much a Turk as a Kurd, and the seventh stated that he was a Jew.

At Kirkuk the only newspaper which appears — twice weekly — under Government control, is printed in Turkish. Official Acts are published in Turkish and Arabic. The British political officer knows Turkish but speaks neither Arabic nor Kurdish.

Turkish is spoken all along the high-road in all localities of any importance.

The little town of Altun Keupri is definitely Turkish. The population of Tuz-Khurmatli is, except for a few Jewish families, entirely Turkish or Turkoman. According to the mayor, 35 out of the 405 families of the town are Jewish. We estimate the population of Qara Tepe to be 75 per cent Turk Turkoman, 22 per cent Kurd, and 3 per cent Arab.

Taza Khurmatli and Tauq are also mainly Turkish.

As regards the population of the villages in the neighbourhood of these towns, the Turks constitute only a scattered minority. The Kurdish population is gaining over the Turkish in the towns as it is gaining over the Arab element in its advance towards the Tigris, extending agriculture as it advances.

### 4. *The Turkish Tribes.*

In its enumeration of the nomad tribes, the Turkish Government has quoted the Zanganas, the Bayats, the Deleves, and the Tatrals as nomad tribes, of Turkish race. We will revert later, in connection with the question of nomads in general, to the question whether these tribes are really nomads or not. We will here merely examine the question of their nationality.

The reply received from the British Government gives the following information concerning these tribes :

The Zanganas are a Kurdish tribe, and are mentioned as such in the Official Year-book of the Vilayet of Mosul for the year 1330 (1912).

There is a tradition among the Bayats that they are descended from certain Turkomans from Khorasan, but by the constant addition of Arab blood they have become entirely Arab in nationality and in their manner of life. The Turkish Official Year-book says that they speak Arabic and Turkish, and concerning the Kaza which they inhabit — that of Kifri — the Year-book states that its inhabitants are mixed Arabs and Kurds. There is no Tatal tribe in the Vilayet of Mosul. The Kakais are Kurds belonging to the Barzinji family — the family of Sheikh Mahmud. They have a religion of their own, which probably resembles that of the Shabaks whom the Turkish Government holds to be Turks but who speak a language resembling Kurdish. By the term "Deleves" the Turkish Government probably intends to denote the Dilos — a Kurdish tribe living near the Kifri, originating probably in Senna.

We were able to ascertain that the Zanganas and the Dilos (Deleves) are of purely Kurdish race. They have no tradition concerning a Turkish origin. We were not able to discover any Tatal tribe. As regards the Zanganas, the 1324 (1906) Year-book states that they live in the Gil Nahia and that the population of this Nahia is entirely Kurdish.

The Bayats are of mixed Turkish and Arabic race. They themselves estimate the proportion to be 65 per cent Turkish to 35 per cent Arabic. Generally they speak both languages and live intermingled in their villages. They intermarry without distinction of race, so that the difference is tending to disappear. Among them, however, are still to be found persons who speak only one language ; we have even met a chief who only understands Turkish.

The Kakais themselves declared that they are of Turkish race. The Sarlis inhabiting the two banks of the lower Greater Zab told us that they were of absolutely the same race as the Kakais. The Kurds call them „ Sarlis " but they consider themselves to be Kakais.

Les Sarlis ont, comme tous ceux qui connaissent bien le pays l'assurent, une religion et aussi une langue propres. Mais ils les tiennent toutes deux secrètes. Ils ont déclaré être Mahométans, et, pour ce qui concerne la langue, ils nous ont dit parler toujours la langue du peuple avec lequel ils vivent ; donc ils parlent le kurde. Nous avons vu parmi eux des individus d'un type d'une certaine ressemblance hittite. Mais nous ne voulons tirer aucune déduction de cette observation très superficielle.

Nous n'avons donc pas trouvé de tribus turques, ni nomades, ni sédentaires, sauf les Bayats. Dans la population des villes les Turcs sont — comme il est démontré d'autre part — en grand nombre. Ils sont certainement représentés aussi dans la population des fermes le long de la « Grande Route », dont les propriétaires sont en partie des notables turcs. Mais il serait impossible d'estimer aujourd'hui leur pourcentage et de reconstituer l'origine de gens qui n'ont presque pas de tradition. Leur kurdisation, vu que les deux nations sont les plus proches dans ces territoires, est un procédé naturel et qui se fait, croyons-nous, assez vite. Nous avons dit autre part que même les notables turcs des villes épousent souvent des femmes kurdes. Nous avons pu aussi constater que la domesticité de ces notables est composée en très grande partie de Kurdes.

### 5) Les Populations des confins septentrionaux.

Les deux gouvernements ont aussi présenté des vues différentes sur l'ethnographie de la région du nord et la ligne du *statu quo* fixée par le Conseil à Bruxelles, frontière demandée par le Gouvernement britannique.

Le Gouvernement turc a souligné que la frontière du nord ne sépare pas des habitats de deux races différentes. Il cite comme témoin la carte ethnique présentée par le Gouvernement britannique lui-même.

Ce dernier nous a donné une description détaillée de la région du Nord, dont nous avons déjà cité la partie géographique. Concernant les quatre secteurs mentionnés, voir « Analyse des arguments géographiques », Section I : Ce territoire était habité par des Kurdes et des Chrétiens, qui tous se considèrent comme membres de la tribu « Sindi ». Ils ont en partie abandonné ce territoire déjà avant la guerre à cause des attaques des Goyans. Pendant la guerre, ils ont été décimés encore plus. Aujourd'hui, la population ne dépasse pas 150 âmes, dont 50 % de Chrétiens qui vivent sous le patronage oppressif des Kurdes. — Secteur II : Ce territoire était habité avant la guerre presque exclusivement par des Assyriens chrétiens. A la suite de la guerre, il a été entièrement abandonné par ces Assyriens, qui se sont enfuis. Aujourd'hui, il n'y a que trois petites tribus kurdes qui l'habitent. Le Gouvernement britannique donne la liste des villages chrétiens. — Secteur III : Dans cette section, il y avait beaucoup de villages chrétiens qui ont été abandonnés pendant la guerre. Les territoires sont habités par des Kurdes, Doskis, Herkis et Girdis. — Secteur IV : Cette section a été abandonnée.

Le Gouvernement turc nous a donné une liste des tribus habitant la région de Hakiari, revendiquée par le Gouvernement britannique, en donnant les habitats et le nombre des individus composant la tribu :

Nom de la tribu.	Région où elle habite.	Nombre des individus qui la composent.
Ghilli-Goyan . . . . .	Sud-ouest de Beitul-Chébab . . . . .	12.000
Girki . . . . .	Sud de Beitul-Chébab . . . . .	2.000
Punianiche . . . . .	Région de Tchal . . . . .	2.500
Borvari-i-Bala . . . . .	Nord-ouest d'Amadia . . . . .	15.000
Oramar . . . . .	Entre Tcheulemark et Chemsdinan . . . . .	2.000
Tovi . . . . .	Entre Tcheulemark et Chemsdinan . . . . .	2.000
Herki . . . . .	Ouest de Chemsdinan . . . . .	1.500
Destki . . . . .	Nord de Sibar . . . . .	800
Guirdi . . . . .	Sud de Chemsdinan . . . . .	—

Les nomades ne figurent pas dans cette liste.

Nous n'avons pas visité cette région si difficilement accessible à l'exception de Zakho. En questionnant, il a été difficile de contrôler les données, car les noms des villages sur les cartes et dans les listes ne se correspondent pas.

Il est cependant certain que la composition ethnique des deux côtés de la frontière nord proposée est la même.

Le territoire des Assyriens, surtout la partie jadis la plus fortement habitée (Chal, Bas-Thiari, Haut-Thiari, Thkouma) est coupé en deux par la frontière proposée. La question de rapatriement partiel est de caractère politique, nous y reviendrons donc plus loin.

Les nomades kurdes passent la frontière. Nous reviendrons plus loin sur leurs migrations.

Les Kurdes sédentaires appartiennent en partie aux mêmes tribus que les nomades, d'autres à des tribus apparentées. Si l'on consulte la carte topographique anglaise, qui donne les noms des tribus, on constate que ce ne sont pas seulement des Kurdes qui habitent au nord et au sud de la frontière, mais des Kurdes appartenant en partie aux mêmes tribus ou aux mêmes groupes.

### 3. CARACTÈRE DE LA VILLE DE MOSSOUL.

Dans tous les mémoires, de vives discussions ont été soutenues par les deux parties, au sujet du caractère ethnique de la ville de Mossoul.

Le Gouvernement turc dit qu'à Mossoul, on parle les langues turque, kurde et arabe, que les habitants qui parlent aujourd'hui l'arabe et sont pris pour des Arabes sont en réalité des Turcs, qui par leur long contact avec les Kurdes et les Arabes ont aussi appris leurs langues. Dans plusieurs

These Sarlis possess — as all persons well acquainted with the country affirm — a religion and a language of their own, but they keep them both secret. They stated that they were Mahomedans, and as regards their language they told us that they always spoke the language of the people among whom they lived and therefore now speak Kurdish. We have observed among them individuals of a certain type faintly resembling the Hittites. But we would not wish to draw any conclusion from such a superficial survey.

We have accordingly discovered no Turkish tribes, either nomad or settled, except the Bayats. As we have already stated, Turks are very numerous in the towns. They are certainly also to be found in the farms along the high-road, the owners of which are frequently Turkish notables. But it would be impossible at the present time to estimate their percentage and to trace the origin of peoples who have practically no tradition. Their "Kurdisation", in view of the fact that the two nations are very closely connected in this territory, is a natural process, developing, we believe, fairly rapidly. We have already said that even the Turkish notables in the towns often marry Kurdish women. We have also noted that the domestic staff of these notables is largely composed of Kurds.

### 5. *The Populations along the Northern Border.*

The two Governments have also submitted divergent views concerning the ethnography of the northern district — the frontier demanded by Great Britain — and the line of the *status quo* fixed by the Council at Brussels.

The Turkish Government has laid stress on the fact that the northern frontiers do not divide habitats of different races from one another and quotes in proof of this statement the ethnographical map submitted by the British Government itself.

The latter has given us a detailed description of the northern district, to the geography of which we have already referred. As regards the four sections mentioned (see "Analysis of the Geographical Considerations"), Section I was inhabited by Kurds and Christians who all hold themselves to be members of the Sindi tribe. They had partly abandoned this territory, even before the war, on account of the attacks of the Goyans. During the war they were still further decimated. To-day they do not number more than 150 souls, of whom 50 per cent are Christians and live under the oppressive patronage of the Kurds. Section II: this territory was inhabited before the war almost exclusively by Christian Assyrians. As a result of the war the Assyrians entirely abandoned the district in their flight. At the present time there are only three small Kurdish tribes left in the district. The British Government gives a list of the Christian villages. Section III: in this district there were many Christian villages which were deserted during the war. The territory is inhabited by Kurds: Doskis, Herkis and Girdis. Section IV: this district has been abandoned.

The Turkish Government has given us a list of the tribes inhabiting the Hakiari district, which is claimed by the British Government, giving the habitats and number of individuals composing the tribe:

Name of Tribe.	District which it inhabits.	Number of Individuals.
Ghilli-Goyan . . . . .	South-west of Beitul-Shebab . . . . .	12,000
Girki . . . . .	South of Beitul-Shebab . . . . .	2,000
Punianieh . . . . .	District of Chal . . . . .	2,500
Borvari-i-Bala . . . . .	North-west of Amadia . . . . .	15,000
Oramar . . . . .	Between Cheulemak and Shemsdinan . . . . .	2,000
Tovi . . . . .	Between Cheulemak and Shemsdinan . . . . .	2,000
Herki . . . . .	West of Shemsdinan . . . . .	1,500
Destki . . . . .	North of Sibar . . . . .	800
Girdi . . . . .	South of Shemsdinan . . . . .	—

Nomads are not included in this list.

Except for Zakho, we did not visit this district, which is so difficult of access. Nor has it been easy to verify the data by asking questions, for the names of the villages on the maps do not correspond with those in the lists.

It is, however, certain that, ethnically speaking, both sides of the proposed northern frontier are the same.

The territory of the Assyrians, and particularly that part which was once the most thickly populated (Chal, Lower Tiari, Upper Tiari and Thkouma), is cut in two by the proposed frontier. The question of partial repatriation is a political question, and we shall therefore deal with it elsewhere.

The nomad Kurds are in the habit of crossing the frontier, and we shall refer to their migrations presently.

The settled Kurds belong partly to the same tribes as the nomads and partly to kindred tribes. If we consult the topographical map, which gives the names of the tribes, we shall observe that the country north and south of the frontier is inhabited not merely by Kurds but by Kurds belonging partly to the same tribes or groups.

### 3. CHARACTER OF THE TOWN OF MOSUL.

In all the memoranda, both parties have engaged in a sharp controversy as to the ethnical character of the town of Mosul.

The Turkish Government says that in Mosul the Turkish, Kurdish and Arabic languages are all spoken. Those of the inhabitants who at present speak Arabic and who are taken for Arabs are in reality Turks who, having long been in contact with Kurds and Arabs, have also learnt these two

mémoires le Gouvernement turc répète cette déclaration, puis il ajoute que les habitants de Mossoul ne se sont jamais considérés comme Arabes, ou comme faisant partie de la population de l'Irak. Dans le mémoire présenté au Conseil, le Gouvernement turc dit même que la population de la ville de Mossoul est en majorité kurde et turque ; autre part, il dit que la population est en très grande majorité incontestablement d'origine turque et que, d'ailleurs, tout le monde y connaît le turc.

Le Gouvernement britannique objecte à ces déclarations qu'à part des connaissances approfondies que les officiers britanniques ont pu acquérir de la population, dans les dernières années Mossoul était toujours connue aux voyageurs comme une des grandes villes arabes. « C'est une ville arabe, bâtie par des Arabes, qui n'a, pendant des siècles de domination turque, pas perdu son caractère arabe. » Le Gouvernement britannique estime la population arabe de la ville à plus de 70.000 (le dernier recensement à 74.000), chiffre, dit-il, plus élevé que celui de tous les Turcs du Vilayet entier.

Le Gouvernement turc a répondu à certaines des objections du Gouvernement britannique, que si celui-ci attribue l'usage du turc à Mossoul, à son caractère officiel — ce qui est d'ailleurs faux — et celui du kurde au voisinage des villages kurdes, dont le marché est Mossoul, ce même raisonnement prouve comment les Turcs de Mossoul sont arrivés à apprendre aussi l'arabe.

Nous tenons à affirmer d'abord que, d'après notre impression personnelle très nette, la ville de Mossoul est incontestablement de caractère arabe.

Mais nous avons à ajouter de suite que nous ne pouvons pas considérer le dernier recensement fait par le Gouvernement de l'Irak, comptant à Mossoul 74.000 Arabes, 20.000 Chrétiens et 4.000 Juifs comme exact.

Il est, à première vue, impossible qu'il n'y ait pas un seul Turc dans une ville qui a été longtemps sous la domination turque, où des familles d'employés et d'officiers turcs ont vécu sont restés et se sont mêlés à la population, et aux alentours de laquelle il y a un certain nombre de villages turcs ou turcomans et même une petite ville de caractère turc.

Il n'est pas inutile d'apporter à l'appui de cette opinion celles d'anciens voyageurs comme Olivier (II.337), par exemple, qui visita Mossoul en 1809, époque où les questions de nationalité n'étaient point discutées. Il donne pour la population de cette ville l'évaluation suivante :

Chrétiens (Jacobites-Nestoriens) . . . . .	7.000-8.000
Juifs . . . . .	1.000
Arabes . . . . .	25.000
Kurdes. . . . .	15.000-16.000
Turcs . . . . .	15.000-16.000
Yezidis. . . . .	néant
Total, environ . . . . .	64.000

Dans les récits de voyage plus récents, nous n'avons pas trouvé de statistique complète.

Nous trouvons à Mossoul des gens d'origine turque ; on comprend le turc, mais l'assertion du Gouvernement turc que tout le monde le comprend est très loin d'être exacte. On ne le parlait presque pas, lors de notre séjour. Mais vu les agitations politiques assez fortes, nous n'avons pu nous faire une impression claire. L'assesseur turc a dû souvent se servir d'un interprète.

Mais, même si on avait réussi à éliminer toute influence politique et toute crainte, il eût été impossible de déterminer le pourcentage des différentes nationalités dans la ville et il eût été plus difficile encore d'estimer le pourcentage des origines de la population.

Dans la ville, les mariages mixtes sont plus fréquents, l'opportunisme plus fort et le mélange plus grand que dans toutes les autres parties du pays.

#### 4. LES NOMADES.

La question des nomades n'a été relevée, dans les discussions de Lausanne et dans les mémoires présentés à la Société des Nations, qu'en rapport avec les recensements. Nous en avons parlé plus haut.

La Commission a trouvé cependant nécessaire de s'orienter sur le nombre, sur les habitats d'hiver et d'été, sur les voies et le genre des migrations des nomades, car nous savions que tant les nomades arabes du désert, que les nomades kurdes des montagnes, passent les frontières, et que quelques-uns d'entre eux ont des relations et des parentés avec des tribus sédentaires, habitant des deux côtés de la frontière.

Nous avons trouvé aussi nécessaire de nous renseigner sur les centres de commerce visités par ces tribus.

La Commission a donc posé aux deux gouvernements des questions visant tous ces détails.

Le Gouvernement britannique nous a donné une réponse très détaillée sur l'ensemble des questions et sur les différentes tribus. Nous n'en donnons que le résumé nécessaire :

Les nomades kurdes considèrent comme leur « home » permanent leur campement d'hiver, où ils passent la plus grande partie (environ les deux tiers) de l'année. Leurs migrations ne sont que des déplacements temporaires vers des pâturages plus hauts et plus frais pendant les mois de mai, juin, juillet et août.

Les nomades kurdes suivent des chemins réguliers, se distinguant ainsi des nomades arabes dont, au contraire, les migrations sont irrégulières. Les nomades kurdes ne diffèrent des sédentaires que par le fait qu'ils ont deux « homes ». Un dans la plaine, ou dans les grandes vallées des montagnes

languages. In every memorandum, the Turkish Government repeats this statement and then adds that the inhabitants of Mosul have never regarded themselves as Arabs or as forming part of the population of Iraq. In the memorandum submitted to the Council, the Turkish Government even states that the population of the town of Mosul is mainly Kurd and Turk. It says, moreover, that the vast majority of the population is undoubtedly of Turkish origin and that everyone is acquainted with Turkish.

The British Government replies to these statements by saying that, apart from the thorough knowledge which British officers have been able to acquire during the last few years concerning the population, Mosul has always been known to travellers as one of the great Arab towns. "It is an Arab town built by Arabs, which has not, during centuries of Turkish rule, lost its Arab characteristics." The British Government estimates the average population of the town at more than 70,000 (the last census gives 74,000) — a figure which, the British Government states, is higher than that of all the Turks in the whole vilayet.

The Turkish Government has replied to certain of the objections of the British Government that if the latter attributes the use of Turkish at Mosul to the fact that Turkish is the official language — "a statement which is incorrect" — and the use of Kurdish to the proximity of Kurdish villages, the market for which is Mosul, the same argument may also be used to show how the Mosul Turks came to learn Arabic.

We would wish to state at once that our personal impression is very definite — the town of Mosul is undoubtedly Arab in character.

But we should add immediately that we cannot regard the last census made by the Iraq Government, giving Mosul as being inhabited by 74,000 Arabs, 20,000 Christians and 4,000 Jews, as correct.

At first sight it is quite clearly impossible that there should no longer be a single Turk in a town which was for so long under Turkish rule, in which the families of Turkish officials and officers lived, remained and mixed with the population, and in the neighbourhood of which there are a certain number of Turkish or Turkoman villages and even a small Turkish town.

We may perhaps quote, in support of this view, the opinion formed by former well-known travellers. Olivier, for instance, who visited Mosul in 1809 — a time at which questions of nationality did not arise — gives, for the population of this town, the following estimate :

Christians (Nestorian-Jacobites) . . . . .	7,000 – 8,000
Jews . . . . .	1,000
Arabs . . . . .	25,000
Kurds . . . . .	15,000 – 16,000
Turks . . . . .	15,000 – 16,000
Yezidis . . . . .	nil
Total, about . . . . .	64,000

In the more recent accounts of travellers we did not find full statistics.

We found in Mosul that there were a number of persons of Turkish origin who understood Turkish, but the assertion of the Turkish Government that everyone understands that language is far from being the case. We practically heard no Turkish spoken during our visit, but, in view of the rather strong active political agitation, we were unable to obtain a clear impression. The Turkish Assessor had often to use an interpreter.

Even had we been able to eliminate all political influence and dispel all misgivings, it would have been impossible to determine the percentage of the various nationalities in the town, and it would have been still more difficult to estimate the percentage of the origins of the population. In the town, mixed marriages are more frequent, opportunistic tendencies are stronger and the intermingling is greater than in any other part of the country.

#### 4. NOMADS.

The question of nomads was only referred to in the discussions at Lausanne and in the memoranda submitted to the League of Nations in connection with the census. We have already mentioned this.

The Commission, however, thought it necessary to form some estimate as to the number of nomads, their winter and summer habitats, the routes they follow and the nature of their migrations, for we knew that both the nomad Arabs of the desert and the nomad Kurds of the mountains cross the frontiers and that some have relations and parents in settled tribes living on either side of the frontier.

We also found it necessary to ascertain what were the trading centres visited by these tribes.

The Commission therefore questioned the two Governments on all these points.

The British Government sent us a very detailed reply on the whole question, as well as information concerning the different tribes. We will only give a summary of the essential points.

The nomad Kurds regard their winter camping ground in which they pass the greater part of the year (about two-thirds) as their permanent home. Their migrations are only travels in search of higher or greener pastures during the months of May, June, July and August.

The nomad Kurds follow regular routes and in this they are unlike the nomad Arabs, whose migrations are very irregular. The nomad Kurds only differ from the settled Kurds inasmuch as they have two homes — one in the plains or in the great valleys between the mountains, in which

où ils se tiennent du mois de septembre jusqu'en avril, l'autre sur les versants des hautes montagnes, et surtout sur les hauts plateaux, où ils se tiennent en été.

Beaucoup de ces tribus, encouragées par le Gouvernement de l'Irak à cultiver la terre, sont devenues et deviennent sédentaires dans leur quartier d'hiver, où elles achètent des propriétés et bâtissent des villages. Mais certaines fractions continuent leurs migrations périodiques.

En général, celles qui passent l'hiver à l'Ouest du Grand Zab, vont en été dans les montagnes de la frontière proposée par le Gouvernement britannique, d'autres la passent et vont en territoire turc. Celles qui habitent en hiver à l'est du Grand Zab vont en Perse.

Le fait que certaines fractions passent la frontière proposée ne doit être nécessairement la cause d'aucun trouble ni pour la Turquie, ni pour l'Irak.

Lors de la délimitation de la frontière turco-persane, une clause spéciale a été insérée dans le protocole pour régler les questions qui pourraient surgir de ces migrations des nomades. Cette clause est la suivante :

« Il est entendu que les tribus turques qui ont l'habitude de passer l'été dans lesdites vallées, aux sources du Gadyr et du Lavene, resteront en jouissance de leurs pâturages aux mêmes conditions que par le passé. »

Les nomades kurdes qui, chaque année, suivent les mêmes routes et montent et descendent aux mêmes pâturages sont beaucoup plus faciles à contrôler que les nomades arabes qui dressent rarement deux années de suite leur tente au même lieu.

Les différends qui surgissent d'un tracé de la frontière — si nette qu'elle soit — à travers un désert arabe se sont montrés dans le cas de la frontière irako-syrienne. Pour cette cause, la ligne de frontière proposée par le Gouvernement turc à travers le désert — champs de migration des tribus arabes — est impraticable. Les Kurdes emploient quelques défilés bien connus ; ils seraient donc facile à surveiller.

Le Gouvernement turc a remarqué d'abord qu'aucune des tribus kurdes habitant le Vilayet de Mossoul ne quitte la partie montagneuse pour descendre dans la plaine de Mésopotamie, ni ne sort de la zone turco-kurde figurant dans la carte annexée (carte de la Royal Geographical Society) pour passer dans la zone arabe, située plus au sud.

Après avoir donné des détails sur les centres commerciaux que les différentes tribus ont coutume de visiter, le Gouvernement turc dit qu'excepté les Jaf, les Zaidki, les Artouchi, les Herki et les Hadjan qui sont semi-nomades, toutes les tribus kurdes sont devenues presque complètement sédentaires. Tandis que les tribus arabes demeurent toutes nomades.

Les deux gouvernements nous ont donné des renseignements détaillés sur les habitats d'hiver et d'été et les voies de migration des différents nomades.

Nous avons trouvé plus simple de reproduire ces données sur des cartes comparatives (carte 8) et d'y ajouter une troisième carte reproduisant les renseignements que nous avons pu recueillir sur place, au lieu de donner une longue description avec une grande quantité de noms parfois très difficiles à identifier sur les cartes topographiques.

Nous citerons que le Gouvernement britannique indique les tribus nomades kurdes suivantes :

Les Sharifan, Zaidki, Gavdan, Artouchi, Mahmedan, Sidan, Geravi, Zhirki, Ka huri, Hadjan, tous de la confédération Artouchi ; les Herki, Khailani, Piran, Pizder, Ako et Boli, Ismail, Usairi Bilbas et les Jaf.

Le Gouvernement turc cite comme nomades les tribus suivantes :

1. Kurdes : Artouchi, Hadjan, Zhirki, Herki, Jaf ;
2. Arabes : Chammar, el Obeid et Kasaih ;
3. Turcs : Kakei, Zanguene, Deleve, Biat et Tatral.

Les cartes annexées montrent que les renseignements concernant les habitats et les voies de migration donnés par les deux gouvernements diffèrent sensiblement dans les détails. Ils diffèrent aussi des renseignements dont nous avons pu compléter nos notions sur place. Si grandes que semblent ces différences, elles ne sont pas d'une importance primordiale. Et ceci pour deux raisons. L'une, c'est que tout le monde est d'accord que les nomades kurdes franchissent les frontières de montagne, celles qui sont fixées avec la Perse, comme celles proposées par le Gouvernement britannique avec la Turquie. L'autre fait est que le nombre des nomades a tellement diminué dans les derniers temps et surtout les toutes dernières années, que les nomades kurdes ne forment plus qu'un pourcentage minime de la population.

Il y a une différence profonde entre le nomadisme des Kurdes et celui des Arabes du désert. Les Arabes sont éleveurs de chevaux, de chameaux et de brebis. Ils ne cultivent pas la terre. Ils parcourent le désert suivant les fluctuations des changements du climat dont les effets varient selon les années pour les mêmes lieux et la même qualité des pâturages. La vie du nomade arabe est suspendue aux phénomènes de la nature et il l'accommode à ceux-ci. Il ne sait jamais en quel endroit précis la saison suivante le trouvera, il porte ses tentes et tous ses biens avec lui.

Le nomade kurde a ses quartiers d'hiver, ses quartiers d'été et des pâturages bien fixés.

Les tribus arabes du désert ont aussi des droits sur des territoires de pâturage, sur des puits ; mais ce sont des territoires plus grands et irrégulièrement visités. Le mémoire britannique n'est pas tout à fait exact quand il assure que le nomade kurde diffère seulement du sédentaire par ses deux « homes », tandis que celui-ci n'en a qu'un seul. Il n'est d'abord pas possible de donner une définition nette du nomadisme des Kurdes qui s'appliquerait à toutes les tribus et en tous les temps, car c'est un phénomène changeant en fluctuations, une évolution graduelle vers un état plus sédentaire. Cette transformation dans le sens de la vie sédentaire est un phénomène en partie naturel, en partie artificiel, amené ou encouragé par les gouvernements. On sait que déjà le Gouvernement Turc a travaillé dans ce sens pour affaiblir l'organisation des tribus, pour avoir le peuple plus directement sous son influence et pour



they remain from September to April, and the other on the high mountain slopes and particularly the high plateaux where they live in the summer.

Many of these tribes, encouraged by the Iraq Government to cultivate the land, have become, or are becoming, settled in their winter quarters, where they are buying property and building villages. But certain sections continue their periodical migration.

In general, those who spend the winter to the west of the Greater Zab go in summer to the mountains on the frontier proposed by the British Government. Others pass over the frontier and into Turkish territory. Those who live in winter to the east of the Greater Zab go to Persia.

The fact that certain sections pass over the proposed frontier need not necessarily occasion any difficulty whatever to Turkey or Iraq.

When the Turco-Persian frontier was being delimited, a special clause was inserted in the Protocol for the regulation of any questions which might arise as a result of these nomad migrations. The clause reads as follows :

“ It is understood that the Turkish tribes which are accustomed to pass the summer in these valleys at the sources of the Gadyr and Lavene will continue to enjoy the use of these pastures as heretofore. ”

The nomad Kurds who every year follow the same routes and go up and come down from the same pastures are much more easy to supervise than the nomad Arabs, who rarely pitch their tents in the same spot for two consecutive years.

It has been seen in the case of the Iraq-Syrian frontier how many disputes may arise as a result of tracing the frontier — however clearly — across the Arab desert. For this reason the frontier-line proposed by the Turkish Government across the desert — an area over which Arab tribes migrate — is impracticable. The Kurds use a number of well-known passes and would therefore be easy to supervise.

The Turkish Government observes first of all that none of the Kurdish tribes inhabiting the Vilayet of Mosul leave the mountainous part in order to descend into the Mesopotamian Plain, or leave the Turco-Kurdish zone in the annexed map (map of the Royal Geographical Society) in order to pass into the Arab zone situated farther to the south.

After giving particulars concerning the trading centres which the various tribes are accustomed to visit, the Turkish Government states that, with the exception of the Jafs, the Zeidki, the Artushi, the Herki and the Hajan, who are semi-nomad, all the Kurdish tribes have become practically settled. The Arab tribes, on the contrary, remain nomad.

Both Governments have given us full information concerning the winter and summer habitats of the various nomads and the routes they follow when migrating. We have found it simpler to reproduce these data in comparative maps (Map 8) and to add a third map giving the information which we have been able to collect on the spot instead of embarking upon a long description with a large number of names which are often very difficult to identify on topographical maps (Map 8). We would merely state that the British Government mentions the following nomad Kurd tribes : the Sharifan, the Zaidek, Gavdan, Artushi, Mahmedan, Sidan, Geravi, Zhirki, Kashuri, Hajan — all belonging to the Artushi Confederation ; the Herki, Khailani, Piran, Pizhder, Ako and Boli, Ismail, Usairi Bilbas and the Jafs.

The Turkish Government mentions as nomads the following tribes :

- (1) Kurds : Artushi, Hajan, Zhirki, Herki, Jafs ;
- (2) Arabs : Shammar, El Obeid and Kassaih ;
- (3) Turks : Kakei, Zanguene, Deleve, Bayat and Tatral.

The attached maps show that the information concerning the habitats and routes of migration given by the two Governments differs perceptibly in detail. It also differs from the further information which we ourselves were able to gather on the spot. But however great these differences may seem, they are not of primary importance for two reasons. Everyone is agreed that the nomad Kurds cross the mountain frontiers as fixed with Persia and as the British Government proposes to fix them with Turkey. The second reason is that the number of nomads has latterly so decreased — particularly in the last few years — that the nomad Kurds only constitute a very small percentage of the population.

The nomadic habits of the Kurds differ profoundly from those of the desert Arabs. The Arabs are breeders of horses, camels and sheep. They do not cultivate the land. They roam the desert according to fluctuations and changes in climate, which vary from year to year in the same locality and in the same pastures. The life of the Arab nomad is entirely dependent on the phenomena of nature, to which he adapts his life, but he never knows where he will be the following season, and he carries his tents and all his chattels with him.

The nomad Kurd has well-defined winter quarters, summer quarters and pasturages. The Arab tribes of the desert also have rights over pasturage areas and wells, but these are larger districts and are not regularly visited. The British memorandum is not quite accurate when it states that the nomad Kurd differs only from the settled Kurd by the fact that he has two homes instead of the settled Kurd's one. In the first place, it is not possible to give a clear definition of Kurdish nomadism applicable to all tribes and all periods, for it is a phenomenon which varies. There is a gradual evolution towards a more settled state. This tendency to become settled is partly a natural occurrence and partly artificial in that it is brought about or encouraged by Governments. We know that the Turkish Government has made efforts in this direction in order to weaken the tribal organisation, in order to have a more direct hold and power of government over the people, and also to obtain more intensive

le pouvoir administrer plus directement, comme aussi pour arriver à une culture plus intense des terres. Le Gouvernement de l'Irak agit de même, inspiré par les mêmes vues d'ordre politique.

Voici comment se fait le passage à la vie sédentaire: les nomades achètent des terres sur les lieux de leur campement d'hiver ou aussi de leur campement d'été. Car le véritable nomade, quoiqu'il ait des campements qu'on peut plus ou moins fixer sur la carte, c'est-à-dire toujours dans une même région souvent assez restreinte, ses pâturages ne sont généralement que loués, parfois ce sont aussi des terres appartenant à leur propre chef. Au cours de l'évolution, nous voyons des tribus dont une partie est devenue sédentaire, l'autre habite en hiver avec ces sédentaires, mais reste nomade. Nous voyons des tribus qui sont devenues tout à fait sédentaires, à un endroit donné; nous en trouvons d'autres dont une partie s'est fixée dans les anciens campements d'hiver, tandis qu'une autre partie de la même tribu est devenue sédentaire en se fixant dans les anciens campements d'été. Un stade suivant est celui où la partie nomade de la tribu, qui, d'ailleurs, emmène toujours avec elle les brebis de ses frères sédentaires, devient de plus en plus restreinte, et il arrive un moment où nous ne pouvons plus qualifier de nomade cette partie de la tribu, mais plutôt la considérer comme jouant le rôle de bergers de la tribu chargés de la transhumance. Ces bergers prennent avec eux d'abord les troupeaux de la tribu, mais dans la suite ils se chargent aussi des moutons des villageois voisins du territoire de leur ancien campement d'hiver, ou quelquefois parsemés dans ce territoire. Enfin, ils prennent avec eux les moutons des grands propriétaires des villes par lesquelles ils passent.

Le nomade kurde, même quand il l'est tout à fait, diffère beaucoup du nomade arabe. Le nomade de montagne doit accommoder ses routes aux formations du terrain difficile qu'il parcourt. Il doit aussi connaître sa route, et il doit bien connaître les territoires de son habitat, tant de l'hiver que de l'été. Car la montagne est difficile et dangereuse. Il voyage en portant avec lui aussi peu de bagage que possible. Revenant chaque année aux mêmes quartiers d'hiver, il laisse ses tentes lourdes chez des parents ou amis sédentaires de la même tribu ou chez des villageois voisins. Pour l'été, il emporte avec lui des tentes légères et quelquefois ce n'est que le chef qui a une tente. Quelques tribus ont même des points de repère centraux, des petits villages, tant à leur campement d'hiver qu'au campement d'été.

Par ce processus de sédentisation le nombre des nomades a naturellement beaucoup diminué. C'est une évolution qui, une fois commencée, et surtout si elle est encouragée, rend de plus en plus difficile la situation des nomades.

Partout où il y a du nomadisme ou de la transhumance à côté de l'agriculture, c'est une lutte continuelle, quelquefois loin d'être pacifique.

Dans les années mauvaises le nomade est forcé d'élargir le chemin de ses troupeaux pour substituer la quantité à la qualité des terrains de pâturage. C'est la même chose dans les quartiers définitifs. Il empiète sur le terrain, sur les terres labourées, où croît le froment de l'agriculteur. Et si c'est le sédentaire qui est protégé par l'administration, il est bien naturel que ce soit la situation du nomade qui devienne la plus difficile.

Mais ce ne sont pas seulement ces causes qui ont contribué, dans le territoire contesté, à la diminution du nombre des nomades. La grande guerre a eu des conséquences funestes pour les nomades kurdes du Nord du territoire contesté et les régions avoisinantes, ainsi que pour les sédentaires qui habitent ces mêmes territoires.

Pendant la guerre, quand les armées russes sont descendues jusqu'à Djoulamerk, Nerva et Farachine, quand ils ont brûlé Oramar, et que leurs patrouilles sont descendues vers Amadia jusqu'à Hirik, beaucoup de Kurdes, surtout des Cherafans, Shidas, Margavars et Shikaki sont descendus par Zakho et par Rovandouz vers les collines et plaines de Dohouk, Mossoul et Arbil. C'était au cours d'un hiver excessivement rigoureux. En grande partie privées de tentes, ces populations ont beaucoup souffert. Les trois quarts, dit-on, ont péri par le froid et les maladies. Elles n'ont pas eu de pâturage, leurs troupeaux ont péri, et elles ont perdu le butin enlevé aux Chrétiens des montagnes. Et sur la route d'Arbil à Rovandouz, dans le Dera Harir, il y a des cimetières immenses.

Aussi, comme nous le savons par le témoignage de MAISON (*Central Kurdistan, Geographical Journal*, 1919), les troupes arméniennes qui étaient avec les Russes ont, en automne 1916, massacré environ 5.000 Kurdes, hommes, femmes et enfants en les précipitant, sous la menace de leurs baïonnettes, du haut des parois de la Gorge de Rovandouz (driving them over the cliffs of Rowanduz gorge).

Toutes ces causes peuvent avoir contribué au fait que nous avons reçu des informations bien différentes des données d'avant-guerre sur le nombre des nomades kurdes. Ainsi sir Mark Sykes donne le chiffre de 3.000 familles pour les Cherafans (Artouchis) dans sa liste des tribus kurdes (*Journal Roy. Antrop. Inst.* 1908), qui est le document le plus autorisé sur ces tribus, tandis qu'on nous a informé verbalement sur place que la tribu compte 200 familles nomades. Pour les Mahmedans, ces chiffres respectifs sont 200 et 50, pour les Gaudans 300 et 60; pour les Hadjans 500 et 300. Pour les Herkis, Sykes donne le chiffre de 3.000 familles. On nous a parlé de 200 familles nomades mais cette information n'était pas assez authentique. Hay, dans son livre d'après-guerre parle de 20.000 âmes, dont 8.000 ont leur campement d'hiver près de Dera.

Pour la grande tribu semi-nomade du sud, les Jafs, c'est autre chose. Ils n'ont pas souffert pendant la guerre et, d'autre part, leur organisation de tribu était toujours plus forte et plus unie que celle de la plupart des tribus kurdes. Ainsi Sykes les évalue à 10.000 familles, tandis qu'on nous a parlé de 12.000 guerriers, ce qui correspond assez bien.

Pour résumer, nous pouvons donc dire que les nomades kurdes diminuent assez rapidement et que, d'autre part, nul tracé de frontière ne causerait de difficultés insurmontables à cause du tracé bien fixé de leur voie de migration. La question des nomades a donc, en ce qui concerne les Kurdes, une importance assez minime pour la question en litige.

cultivation of the land. The Iraq Government has adopted the same policy for the same political reasons.

The definite settlement of tribes is as follows :

The nomads buy the land where their winter encampment is situated and also land where they have their summer camp. For the true nomad, although he has camping grounds which can be more or less fixed on the map — that is to say, they are always in the same, and often fairly circumscribed, area — his pasturages are generally only leased, though it is true they sometimes belong to the nomad chieftain himself. Following the process of evolution in certain cases, part of a tribe has become settled, while the other part spends the winter with the settled portion but remains nomad. There are tribes which have become entirely settled in some definite locality. In other cases, part of a tribe has taken up its abode in the old winter camping grounds, while another part of the same tribe has settled down in the former summer camping grounds. There is a later stage in which the nomad portion of the tribe, which always, by the way, takes with it the sheep of its settled fellow-tribesmen, becomes smaller and smaller, until this portion of the tribe can no longer be called the nomad portion because it has become little more than a group of shepherds who look after the pasturage of the cattle. These shepherds take with them first of all the flocks of the tribe, but later on they also take charge of the sheep of the villagers living near the old winter camping ground or scattered throughout the land. Finally, they take with them the sheep of the large owners in the towns through which they pass.

The nomad Kurd, even when he is entirely nomad, differs greatly from the Arab nomad. The mountain nomad is governed in his choice of routes by the configuration of the difficult country through which he must pass. He must also know his route and be well acquainted with the territory of his habitat, both in winter and in summer, for the mountains are fraught with difficulties and dangers. He travels taking as little baggage as possible, for he returns every year to the same winter quarters and leaves his heavy tents with settled relations or friends of the same tribe or with neighbouring villagers. For the summer he takes light tents, and sometimes only the chief has a tent. A few tribes have even central meeting-places, little villages, both in the winter and in the summer camping grounds.

As a result of this process of settlement, the number of nomads has naturally much decreased. It is a process which, once begun — particularly when encouraged — renders the situation of the nomads more and more difficult.

Wherever nomadism and the pasturing of cattle exist side by side with agriculture the struggle is a continual one, and the methods resorted to are not always peaceful.

In bad years the nomad is bound to lead his flocks farther afield and to substitute quantity for quality in the pastures. The same thing happens in districts which have been definitely parcelled out. The herdsman trespasses on the agriculturist's property — his cultivated lands and sprouting corn — and if it is the settled inhabitant who is protected by the administration, naturally it is the nomad who suffers.

But these are not the only causes which have contributed in the disputed territory to the decrease of nomads. The Great War was disastrous for the nomad Kurds living to the north of the disputed territory and in the neighbouring districts, as well as for the settled inhabitants of these same territories.

During the war, when the Russian armies came right down to Julamerk, Nerva and Farashin, when they burned Oramar, and their patrols reached Hirik in the direction of Amadia, many Kurds, particularly the Sherafans, Shidas, Margavars and Shikaki, came down through Zakho and Rowanduz towards the hills and plains of Dohuk, Mosul and Arbil. This happened during an exceedingly hard winter ; as they lacked tents to a very large extent, these populations suffered greatly. It is said that three-quarters perished from cold and disease. There was no pasturage and their flocks died ; they lost the booty which they had seized from the Christians in the mountains, and on the road from Arbil to Rowanduz in the Dera Harir there are immense cemeteries.

Also, as we know through Mason (" Central Kurdistan ", *Geographical Journal*, 1919), the Armenian troops who were with the Russians in the autumn of 1916 massacred about 5,000 Kurds — men, women and children — by " driving them over the cliffs of Rowanduz Gorge ".

The above may help to explain how it is that we have obtained information very different from the pre-war data concerning the number of nomad Kurds. For instance, Sir Mark Sykes gives the figure of 3,000 families for the Sherafans (Artushis) in his list of Kurdish tribes (*Journal of the Royal Anthropological Institute*, 1908), which is the most authoritative document on these tribes. We, on the other hand, were verbally informed on the spot that the tribe includes only 200 nomad families. In the case of the Mahmedans, the figures are respectively 200 and 50, for the Gaudans 300 and 60, for the Hajans 500 and 300. For the Herkis, Sykes gives the figure 3,000 families. 200 nomad families were mentioned to us, but the information was hardly authentic. Hay, in his post-war book, speaks of 20,000 souls, 8,000 of which have their winter camping ground near Dera. The case of the great semi-nomad tribe of the south — the Jafs — is quite different. They did not suffer during the war, and their tribal organisation has always been stronger and more united than that of most other Kurdish tribes. Sykes estimated them at 10,000 families, and it was reported to us that there were 12,000 warriors, so that these figures more or less correspond.

To summarise, it may be stated that the nomad Kurds are rapidly diminishing in number and that no frontier tracing would cause insuperable difficulty owing to the Kurds' fixed routes of migration. The nomad question therefore, as far as Kurdish nomads are concerned, is of very little importance in the dispute.

En ce qui concerne les nomades arabes, les déclarations du Gouvernement britannique concernant les difficultés d'un tracé de frontière à travers un territoire qui est celui où se meuvent les Bédouins à la recherche de leurs pâturages, nous paraissent aussi quelque peu exagérées. Nous lisons, en effet, dans le dernier rapport sur l'Administration de l'Irak (pour 1923-24, pages 39-41) qu'on a pu réaliser même sur la frontière irako-syrienne elle-même, un arrangement dont l'effet a été de tranquilliser le pays, pour autant que le pays des tribus du désert puisse être tranquilisé.

Il convient d'observer que le tracé de cette frontière suit une ligne droite, aucunement marquée par des limites naturelles ou des différences de surface. De plus, cette ligne est tout à fait incertaine; elle n'a pas encore été fixée dans le détail; elle est si peu déterminée dans une notable fraction de son parcours que, non seulement les tribus, mais même les autorités, ne sont pas en mesure de la reconnaître sur le terrain. Et, cependant, après des pourparlers assez difficiles, mais terminés par la bonne volonté et l'esprit de conciliation des hauts Commissaires, de la Syrie et de l'Irak, on est parvenu, au mois de février 1924, à instituer une Cour d'arbitrage, composée de représentants des deux administrations et des différentes tribus des deux côtés de la frontière. Cette Cour a déjà pu prendre des décisions dans des cas assez importants, décisions qui — et c'est l'essentiel — ont été acceptées et observées par les tribus.

Donc, la question des nomades arabes n'est pas non plus de nature à imposer un certain tracé de frontière. D'ailleurs, ce dont les nomades arabes ont le plus besoin, c'est que les questions et les tracés de frontière tant entre la Turquie et l'Irak, qu'entre la Syrie et l'Irak soient définitivement fixées.

Ceci permettrait aux Chammars, et autres tribus, de pousser leurs migrations comme jadis plus loin au nord, jusque dans la région de Nisibin.

Peut-être est-ce par suite d'une erreur que la déclaration turque assure que les Chammars ne sont pas de ce pays, mais du Nejd. Les Chammars sont originaires du Nejd, mais les fractions qui passent une partie de l'année dans le territoire contesté ont quitté le Nejd il y a longtemps, — si nos informations sont exactes, il y a environ deux siècles, — et en hiver ils ne se retirent pas plus au sud que dans la région des steppes de l'Irak, c'est-à-dire de l'ancien Vilayet de Bagdad.

Il nous reste encore à parler des nomades turcs.

Le Gouvernement britannique a déclaré dans sa dernière réponse, qu'il n'y a pas de nomades turcs et que les tribus citées par le Gouvernement Turc comme telles : les Zanguanas, Deleves, Bayts, Tatrals et Kakeis, ne sont ni turques ni nomades.

Nous avons déjà parlé de la question de leur nationalité. Quant à leur nomadisme, nous avons pu constater que les Zanguanas, les Bayats et les Delos (Deleves) sont des sédentaires. Tout au plus, campent-ils au printemps dans des tentes, mais jamais à plus de deux ou trois kilomètres de leurs villages. Il y a beaucoup de tribus kurdes qui quittent leurs villages au printemps avec leur troupeaux, pour les empêcher d'endommager les champs de blé et d'orge. Les Kakeis sont sédentaires aussi. Dans le Liva de Kerkouk, ils sont groupés en six villages contenant dix à quarante maisons. Leur chiffre total ne s'élève pas à mille âmes. Ils travaillaient, lors de notre séjour, presque tous au chemin de fer de Kifri-Kerkouk. Ils ont près de leurs villages de belles cultures et quelques troupeaux, et certainement ne sont pas des nomades. Nous n'avons pas trouvé de tribu Tatal, et l'assesseur turc n'a pas pu nous la montrer.

### C. Concernant le caractère et les affinités des différentes races.

#### 1. KURDES.

La majorité de la population du territoire contesté est indubitablement kurde : environ cinq huitièmes. C'est donc l'élément le plus important par son nombre. Il est le plus intéressant aussi, parce que les Kurdes ne sont ni Turcs ni Arabes, et ainsi la question de leur origine, de leur histoire et de leur position ethnique vis-à-vis des autres peuples qui les entourent est naturellement d'un intérêt primordial.

Les mémoires britanniques disent que les Kurdes sont des Iraniens et qu'ils ne sont pas du même sang que les Turcs. Qu'en vérité ils sont aussi peu apparentés aux Turcs que les Chinois. Qu'ils parlent une langue iranienne très étroitement apparentée au persan, ou même un dialecte dérivé de cette langue. Qu'en toutes leurs coutumes et modes de vie ils diffèrent des Turcs. C'est surtout la situation de la femme qui est très différente. Un des mémoires britanniques relève aussi la différence en apparence physique entre Kurdes et Turcs telle que tout voyageur peut la distinguer à première vue. Les mémoires ajoutent encore que les Kurdes du territoire contesté ont plus de sympathie pour leurs co-nationaux habitant la Perse, que pour ceux qui habitent les territoires turcs.

Les mémoires turcs disent que les Kurdes ne sont pas d'origine iranienne, mais touranienne. Ils citent l'*Encyclopédie Britannique*, où les Goutou, habitant depuis les temps les plus reculés les montagnes de l'Assyrie, sont décrits comme peuple touranien.

Le Gouvernement turc dit aussi qu'il n'y a pas de différence de race, religion et mœurs entre Turcs et Kurdes, qui, bien que parlant des langues différentes, forment une seule unité.

Les mémoires britanniques ont répondu à ces arguments en disant d'abord que l'autorité de l'*Encyclopédie Britannique* n'est pas absolue, que c'est l'opinion individuelle d'une seule autorité, tandis que d'autres autorités sont d'opinion opposée. Une des réponses ultérieures du Gouvernement britannique donne une citation plus complète de l'article « Kurdistan » de l'*Encyclopédie Britannique* : « Après la prise de Ninive, ils (les Goutou) se sont alliés avec les Mèdes et en même temps que les autres nations habitant les hauts plateaux de l'Asie Mineure, de l'Arménie et de la Perse, ils ont été graduellement aryanisés. Ceci fut la conséquence d'une immigration très importante au cours de cette période de l'histoire, de tribus qui, quelle que fût leur provenance, appartenaient certainement à la famille

As far as the Arab nomads are concerned, we think that the statements of the British Government regarding the difficulty of tracing a frontier across territory over which the Bedouin roam in search of pasture are rather exaggerated. In the last report on the administration of Iraq (1923-1924) we read that it has been possible, even on the Iraq-Syrian frontier, to reach an agreement the effect of which will be to pacify the country as far as a country inhabited by desert tribes ever can be pacified (p. 39-41).

It should be noted that this frontier is a straight line which does not in any way take natural boundaries or inequalities of surface into account. Moreover, the line is quite uncertain, has not been fixed in detail, and is very vague throughout much of its length. Consequently, in certain parts neither the tribes nor the authorities are able to distinguish the frontier on the spot. And yet, after somewhat complicated negotiations conducted with good will and in a spirit of compromise, the High Commissioners of Syria and Iraq succeeded in February 1924 in establishing a Court of Arbitration consisting of representatives of the two administrations and the various tribes on both sides of the boundary. This Court has already been able to reach decisions in fairly important cases, decisions which — and this is the essential point — have been accepted and observed by the tribes.

Therefore the question of the nomad Arabs is also not one that would make it necessary to fix some particular tracing of the frontier. What the nomad Arabs mostly require, moreover, is that all questions shall be settled and frontier lines fixed between Turkey and Iraq and Iraq and Syria. This would enable the Shamar and other tribes again to migrate, as formerly, much farther north, even as far as the territory of Nisibin.

Perhaps the Turkish statement that the Shamar are not of this country but of the Nejd is due to an error. The Shamar originated in the Nejd, but, if our information is correct, the clans which pass part of the year in the disputed territory quitted the Nejd about two centuries ago, and in winter they do not withdraw any farther south than the Steppe territories of Iraq — that is to say the former Vilayet of Bagdad.

We have still to consider the Turkish nomads.

The British Government has stated in its last reply that there are no Turkish nomads and that the tribes quoted by the Turkish Government as being such — Zanganas, Deleves, Bayats, Tatrals and Kakais — are neither Turks nor nomads.

We have already discussed the question of their nationality. As regards their nomadic habits, we have observed that the Zanganas, the Bayats and the Dilos (Deleves) are settled. At the most, they camp in tents in the spring but never at a distance greater than two or three kilometres from their villages. There are many Kurdish tribes which leave their villages in the spring, taking their flocks with them in order to prevent the latter harming the corn and barley fields. The Kakeis are also settled. In the Liwa of Kirkuk they are grouped in six villages containing 10 to 40 houses. Their total number does not exceed 1,000 souls. When we visited them they were nearly all working on the Kifri - Kirkuk railway. In the neighbourhood of their villages they possess good cultivated land and a number of flocks. We did not find any Tatal tribe, and the Turkish assessor could not show us one.

## C. Character and Affinities of the Various Races.

### 1. THE KURDS.

The greater part of the population of the disputed territory is undoubtedly Kurd (about five-eighths). The Kurds are therefore numerically the most important factor. They are also the most interesting factor, because they are neither Turk nor Arab, and this question of their origin, their history and their ethnical relationship to the other races which surround them is naturally of the highest importance.

The British memoranda state that the Kurds are Iranians and are not of the same blood as the Turks; that they are, in fact, as little related to the Turks as are the Chinese; that they speak an Iranian language which is closely connected with, or is even a dialect of, Persian. In all their customs and habits they are unlike the Turks — in particular, the position of their women is very different. One of the British memoranda also points out the difference in physical appearance between the Kurds and the Turks, which is so great that any traveller can distinguish one from the other at first sight. The memoranda add that the Kurds of the disputed territory have greater leaning towards their co-nationals in Persia than towards those living in Turkish territory.

The Turkish memoranda state that the Kurds are not of Iranian but of Turanian origin. They quote the *Encyclopædia Britannica*, in which the Gudu, who from the remotest times have inhabited the mountains of Assyria, are described as a Turanian people. The Turkish Government also states that there are no differences of race, religion or customs between Turks and Kurds and that the two peoples, though they speak different languages, form one single unit.

The British memoranda replied, first of all, that the *Encyclopædia Britannica* was not infallible, and merely represented the individual opinion of one single authority; whereas other authorities held different views. One of the more recent replies of the British Government gives a detailed quotation from the article "Kurdistan" in the *Encyclopædia Britannica*: "After the fall of Nineveh they [the Gudu] coalesced with the Medes, and, in common with all the nations inhabiting the high plateaux of Asia Minor, Armenia and Persia, became gradually aryanised, owing to the immigration at this period of history of tribes in overwhelming numbers which, from whatever quarter they may have sprung, belonged certainly to the Aryan family".

aryenne ». Donc, dit le mémoire britannique, au lieu de la confirmer, ce passage réfute la thèse turque et il remarque encore que la dérivation du mot kurde de « kardu » ou « gardu » ne prouve rien, car ces mots veulent dire en assyrien « habitant de la montagne », et les Kurdes iraniens semblent avoir hérité de ce nom, par lequel les Assyriens désignaient déjà les anciens habitants des montagnes.

On ne peut être ni si net ni si affirmatif sur l'origine des Kurdes, qui n'est ni aussi claire ni aussi simple.

Il semble certain que les habitants autochtones, qui vivaient à l'aube de l'Histoire dans les montagnes qui dominent l'Assyrie, la Babylonie et le plateau iranien, sont parmi les ancêtres des Kurdes, — ou en d'autres mots, que le fond ethnique ou l'amalgame ethnique kurde contient aussi cet élément.

Les tablettes cunéiformes assyriennes et babyloniennes mentionnent ces montagnards, probablement les premiers habitants de ces montagnes sous les noms de « Goutou » et « Gouti » ; désignant généralement ainsi ceux qui habitaient les régions connues aujourd'hui sous les noms de Khanikin, Kifri, Kerkouk et les contrées avoisinantes. Les rois assyriens ont longuement combattu ces montagnards, et nous savons aussi que ceux-ci firent des irruptions jusqu'en Babylonie, même à une époque antérieure à Hammurabi.

L'*Encyclopédie Britannique* et de même le *Handbook* publié par la Section historique du Foreign Office en 1920 (N° 62, *Armenia and Kurdistan*, p. 4) disent que cette population autochtone, — les Goutou, — est d'origine touranienne, et qu'elle fut aryanisée plus tard. Nous n'avons pas de preuves décisives de l'origine touranienne de cette population et l'on n'est pas encore à même de se former une idée sûre de cette origine.

Sir Henry HOWORTH (*Geographical Journal*, febr. 1894, p. 93) parlant devant la Société royale de Géographie de Londres, émit l'opinion que toute la population montagnarde, de la région de Tiflis jusqu'à la région des montagnes du sud du Louri-tan actuel, appartenait, au début de l'Histoire, à une même race, dont la langue est probablement celle de l'inscription de Van, lue par le professeur Sayce. Le sud aurait échangé sa langue plus tard, sous l'influence d'une domination étrangère, contre un idiome aryen. Le centre étant submergé par l'élément arménien ; seul le Nord a conservé sa langue originaire qui serait le géorgien d'aujourd'hui. Depuis lors, il semble que les avis les plus autorisés se soient exprimés en faveur de la thèse de l'indépendance complète de la famille linguistique géorgienne, on ne saurait donc parler désormais de son origine touranienne. Aussi bien est-il impossible de trouver la preuve absolue de l'unité des peuples montagnards entre Tiflis et le lac Van et la région de Khanikin.

Sir Marc SYKES ne fait descendre d'ancêtres communs que les seuls Kurdes vivant entre les lacs Van et Ourmia, le Tigre et les plaines de l'Irak, les Kardouchois de Xénophon. Ces Kardouchois, les Gorduaioi de Strabon et d'autres auteurs anciens, habitaient les montagnes au nord de Mossoul ; c'est dans la gorge de Zakho qu'ils ont attaqué les dix mille de Xénophon.

On peut supposer que ce nom de Kardouchois servit à désigner le peuple connu par les Assyriens sous les noms de Goutous ou Goutis. Mais il est impossible de le prouver.

Plus récemment, des doutes sérieux ont été avancés contre l'identification des Kurdes avec les Kardouchois (ainsi NÖLDEKE, *Festschrift für H. Kiepert*, et dans la *Realencyclopädie der Altertumswissenschaft*).

Les Kardouchois sont probablement identiques aux habitants du pays « Korduk » des Arméniens et aux « Qardou » des Syriens.

Revenant à la question de la langue originale des autochtones, l'*Encyclopédie de la Philologie Iranienne* (GEIGER-KHUN, *Grundriss der iranischen Philologie*, 1895-1904), doute qu'en « Gordyene » on ait toujours parlé une langue iranienne. L'auteur de cette partie (A. SOCIN) estime possible que, pendant le règne des Mèdes et des Perses, des tribus iraniennes se soient avancées vers l'ouest. Ce sont alors ces tribus qui auraient, sous la domination étrangère des Mèdes et des Perses, aryanisé les autochtones.

VON LUSCHAN, grande autorité en matière d'anthropologie de l'Asie Mineure (*Völker, Rassen, Sprachen*, 1922) a étudié les Kurdes — surtout ceux de l'ouest — et arrive à la conclusion qu'ils sont des Aryens, dont les ancêtres venaient du nord de l'Europe, territoire généralement admis comme étant le pays d'origine de la race blonde, dolychocéphale, aux yeux bleus. Il fonde cette assertion sur ses investigations personnelles et ses mensurations anthropologiques d'après lesquelles les Kurdes des régions les plus isolées — du Karakouch et du Nemroud Dagh — sont blonds aux yeux clairs, dans une plus forte proportion que ceux des autres régions, qui sont devenus bruns et brachycéphales par suite de mélanges avec des Turcs, des Persans et des Arméniens.

Nous ne citons tous ces points de vue que pour démontrer l'incertitude dans laquelle on se trouve. Nous ajoutons, pour être plus complets, — et d'après CHANTRE (*Les Kurdes*, Société d'anthropologie de Lyon, 1897) — que certains historiens arméniens prétendent que les Kurdes sont les descendants des Mèdes, d'autres qu'ils sont une branche du peuple arménien, ayant conservé beaucoup de noms arméniens, enfin, et d'après une opinion très répandue, qu'ils seraient des Chaldéens, descendus en des temps très anciens des plateaux de l'Iran vers le Tigre ; Massoudi les dit une branche des Arabes ayant changé de langue.

En tout cas, la composition ethnique de la nation kurde est aussi peu éclaircie encore que son histoire.

Les Goutous surgissent à l'aube de notre histoire eurasiennne. Ils disparaissent de l'histoire bien avant que les Kardouchois apparaissent. Ceux-ci disparaissent à leur tour, et c'est bien plus tard, peut-être seulement quand, avec le royaume de Trébizonde, ils tombent sous la domination turque, que les Kurdes apparaissent.

Therefore the passage of the *Encyclopædia* — state the British memoranda — instead of confirming, refutes the Turkish arguments. Further, they point out that the derivation of the word “Kurd” from “Kardu” or “Gardu” proves nothing, for these words mean in Assyrian “an inhabitant of the mountains”, and the Iranian Kurds seem to have inherited the name which the Assyrians, even before the advent of the Kurds, applied to the inhabitants of the mountains.

We cannot express so precise, so definite an opinion on the origin of the Kurds — the problem seems to us to be neither so clear nor so simple.

It seems certain that the autochthonous inhabitants who lived at the dawn of history in the mountains overlooking Assyria, Babylon and the Iranian Plateau were some of the ancestors of the Kurds — in other words, the Kurdish ethnical stock or “compound” also contains this element.

The Assyrian and Babylonian cuneiform tablets refer to the mountaineers, who were probably the first inhabitants of the mountains, as “Gutu” and “Guti”, meaning, in general, the inhabitants of the districts known to-day as Khanikin, Kifri, Kirkuk and the surrounding country. Assyrian kings long fought against these mountain tribes, and we know that the latter made incursions as far as Babylon even before the time of Hammurabi.

The *Encyclopædia Britannica* and also the *Handbook* (published by the Historical Department of the Foreign Office in 1920 (No. 62, *Armenia and Kurdistan*, page 4) state that these people (the Gudu) are of Turanian origin and later on became aryanised. We have no decisive proofs of the Turanian origin of these people; indeed, we cannot yet form any definite idea as to their origin.

Sir Henry HOWORTH (*Geographical Journal*, February 1924, page 93), speaking in a discussion held by the Royal Geographical Society of London, gave it as his opinion that the whole mountain population — from the country round Tiflis down to the mountainous country to the southern part of what is now known as Luristan — formed in the earliest historical times one single race whose language was probably that of the Van inscription, which was deciphered by Professor Sayce. Subsequently, under the influence of foreign rule, the south probably changed its language for an Aryan tongue. The centre was submerged by Armenian tribes; only the north retained its original language, which is probably the present-day Georgian. Since then the most authoritative opinion seems to favour the theory of the complete independence of the Georgian linguistic group, and consequently it is no longer correct to speak of its Turanian origin. It is, however, impossible to discover any absolute proof of the unity of the mountain peoples between Tiflis, Lake Van and the Khanikin district.

Sir Mark SYKES seems to hold that only the Kurds inhabiting the country between Lake Van and Lake Urmia, the Tigris and the plains of Iraq are descended from the same ancestors — namely, the Karduchi of Xenophon. These Karduchi, the Gorduæi of Strabo and other ancient authors, inhabited the mountains to the north of Mosul. It was in the Gorge of Zakho that they attacked Xenophon's Ten Thousand. Recently earnest arguments have been advanced against the identification of the Kurds and the Karduchois (NÖLDEKE in *Festschrift für H. Kiepert* and in *Realenzyklopädie der Altertumswissenschaften*). It may be assumed that the name Karduchois was applied to the people known to the Assyrians as Gutus. The Karduchi are probably the same as the inhabitants of the country called “Korduk” by the Armenians and “Qardu” by the Assyrians.

Reverting to the question of the original language of the primitive inhabitants, the *Encyclopædia of Iranian Philology* (GEIGER-KUHN, “Grundriss der iranischen Philologie”), 1895-1904, also expresses doubt whether an Iranian language has always been spoken in “Gordyene”. The author of this section (A. SOCIN) thinks that possibly, during the reign of the Medes and Persians, some Iranian tribes had migrated towards the west. These may have been the tribes which, under the foreign rule of the Medes and Persians, aryanised the original inhabitants.

VON LUSCHAN, the great authority on the anthropology of Asia Minor (*Völker, Rassen, Sprachen*, 1922), studied the Kurds, particularly the western Kurds, and came to the conclusion that they are Aryans whose ancestors came from the north of Europe, the country which is generally admitted to be the original home of the fair, dolichocephalic and blue-eyed race. He bases this assertion on investigations and anthropological measurements which he himself carried out and which tend to show that the Kurds of the most isolated districts (Qaraqush and Namrud-Dagh) include a greater proportion of fair blue-eyed individuals than those of the other districts, whose inhabitants have become dark and brachycephalic as a result of intermingling with Turks, Persians and Armenians.

Our only object in quoting these authorities is to demonstrate the uncertainty which exists on the subject. We would add, in order to complete our survey, that, according to CHANTRE (*Les Kurdes*, Société d'Anthropologie de Lyon, 1897), certain Armenian historians consider the Kurds to be the descendants of the Medes, while others assert that they are a branch of the Armenian people since they have preserved many Armenian names. Finally, the opinion is widely held that the Kurds are Chaldeans who came down in very remote times from the plateaux of Iran towards the Tigris; Massoudi believes them to be a branch of the Arabs which has changed its language.

In any case, the ethnical composition of the Kurdish nation is as obscure as its history.

The Gutus appeared at the dawn of our Eurasian history. They disappeared from history long before the Karduchi were heard of. The latter disappeared in turn, and it is only much later — probably at the time of the fall of the Kingdom of Trebizond, when they came under Turkish rule — that the Kurds appear.

Ethniquement, il est bien clair, que le fond original autochtone des montagnards — de race encore inconnue — a subi bien des influences et mélanges avant de former le peuple kurde actuel ; — probablement des influences et apports bien divers si l'on considère les différentes régions très séparées les unes des autres du vaste territoire habité actuellement par des Kurdes.

Il est possible, même probable que les couches ou castes supérieures de la population ont subi plus de changements que la grande masse du peuple. Certains auteurs distinguent deux castes ou classes : celle des guerriers et bergers, — les Assyrites, — et celle des laboureurs de la terre, — Les Gouranes (MEYER, 1905, p. 856). Nous ne pouvons affirmer que le premier de ces noms soit connu dans la région soumise à notre étude, le second l'est seulement pour désigner une tribu.

Sykes sépare aussi les bergers et guerriers « Babans » des agriculteurs d'une apparence physique distincte dans toute la région du Kurdistan sud. Nous ne croyons pas cette distinction si rigoureuse. La sédentisation des tribus et la décomposition de leur organisation précipitées par le Gouvernement turc comme par celui de l'Irak, la rendent plus difficile à discerner peut-être. Aussi la brièveté du temps passé chez ces tribus ne nous a pas permis d'approfondir ces questions.

On trouve dans les tribus de population kurde des éléments dont l'origine étrangère est reconnaissable. On trouve des traditions d'origine étrangère, et il y a toute possibilité que comme au nord surtout avec les Arméniens, à l'ouest surtout avec les Turcs, il y ait eu et il y ait encore à l'est et au sud un fort apport de sang persan et arabe. Sykes cite aussi des cas d'émirs kurdes qui ont des ancêtres arabes. Personnellement, nous n'en avons rencontré qu'un seul, — un chef Disdai dont la mère était arabe de la tribu des Thais. Certaines tribus contractent des mariages avec les tribus arabes avoisinantes, comme les Disdais avec les Arabes Gibbour et Thai, et aussi des autres tribus Babans. D'autres ne le font pas, comme les Shaichan (non-Yezidis), quoiqu'ils campent souvent avec les Thais.

Les tribus de la plaine (du moins celles du territoire contesté) et même quelques tribus des montagnes, comme les Hamavand, portent quelquefois des vêtements d'allure partiellement arabe, tandis que dans la montagne l'habillement est plus typiquement kurde. Toutefois, il faut établir une certaine différence entre le Nord où certaines parties de l'habillement se rapprochent du type turc, tandis que dans le sud-est les vêtements sont plutôt du type persan.

Les Divaukhaus, ces salons de réception des chefs, sont, dans la plaine, d'un type plutôt arabe, tandis que, dans la montagne de l'est, ils sont construits selon le goût persan.

Mais ce sont là des faits explicables par les contacts constants de ces divers éléments.

Il semble que, aussi bien dans les temps reculés qu'aujourd'hui, il y ait eu une sorte de marée constante, une avance de l'est vers l'ouest, de la montagne vers la plaine, — où le mélange s'opère avec les autres éléments, Arabes et Turcs, mais rarement au détriment de la race kurde. Certaines tribus, comme les Girdis et Zararis, sont descendues, il y a deux à quatre siècles, des hauts plateaux de la frontière persane au bord de la plaine d'Arbil. Les Disdais ont occupé seulement au cours du siècle dernier la plaine à l'ouest d'Arbil, que des Arabes, les Thais et d'autres tribus, avaient parcourue avec leurs troupeaux et en partie cultivée. Ils ont, il n'y a qu'un quart de siècle, franchi le Kara Tchaou Dag et cultivent aujourd'hui la plaine qui borde le Tigre. L'auteur de la partie *Turkey in Asia* du *Handbook* du Foreign Office (Vol. 57, p. 104) dit, d'ailleurs, en parlant des Kurdes de cette région : « Mais l'avenir des Kurdes est moins en Arménie (sous quelque régime que l'Arménie puisse tomber) que dans la Mésopotamie du nord, qui est certainement au début d'un nouveau développement économique. Tant que la steppe entre Alep et Mossoul était inculte, elle était le domaine des Arabes... Mais où le Kurde et le Bédouin se sont mis à labourer la terre, le Kurde s'est montré jusqu'ici le plus fort (the better man). Si donc le développement agricole du pays continue à avancer, et si l'on ne submerge pas la population locale en ouvrant des réservoirs de main-d'œuvre de l'étranger, la Mésopotamie du nord semble être destinée à devenir un pays kurde. »

D'autres auteurs ont fait la même observation, et, croyons-nous, avec certaine raison.

En ce qui concerne la langue kurde, — pour revenir aux arguments présentés, — personne ne peut douter qu'elle est iranienne. Entre les langues iraniennes, c'est le persan qui lui est le plus proche. Mais c'est aller trop loin de dire, comme l'ont fait le *Handbook* du Foreign Office et un des mémoires présentés par le Gouvernement britannique à Lausanne, que c'est un patois ou un dialecte dérivé du persan. L'*Encyclopédie de la Philologie Iranienne*, déjà citée, dit que le kurde n'est pas un dialecte « frère » du persan moderne ni du persan moyen ; il en diffère assurément davantage. Il ne dérive même pas directement de l'ancien persan. Il contient beaucoup de mots qui ne se trouvent dans nulle autre des langues iraniennes. Beaucoup de mots persans qu'il contient ont été empruntés dans la suite. Et il est intéressant de rappeler qu'au sujet des nombreux mots arabes que le kurde a empruntés et en partie assimilés, l'*Encyclopédie* assure que ces mots ont, pour la plus grande partie, passé par le turc ou par le persan et sont entrés ainsi dans le kurde (Geiger-Kuhn, 251).

Notre interprète et expert linguiste, M. Kramers, nous a donné l'opinion suivante sur le caractère particulier de la langue kurde :

Le type de la langue kurde la rapproche assez du persan pour permettre de les désigner sous une même dénomination : l'iranien central. Ces deux types d'iranien se sont développés dans des directions divergentes depuis le temps où les peuplades iraniennes se sont établies en Asie occidentale. Par exemple, certains changements phonétiques qui se sont produits en persan ne se retrouvent pas en kurde (le contraire a eu lieu aussi, mais ne prouverait pas encore l'indépendance du kurde par rapport au persan, car dans ce cas on pourrait encore considérer le kurde comme un dialecte persan fort « corrompu »). Un exemple très frappant emprunté



From an ethnical point of view it is quite clear that the original autochthonous stock of the mountaineers — the racial origin of which is still unknown — was subjected to many influences and much intermixture before the present Kurdish race was formed. These influences and additions seem to have been very varied, if we consider the different and widely separated districts of the vast territory at present inhabited by the Kurds.

It is possible and even probable that the higher strata or castes of the population have undergone more change than the masses. Certain authors distinguish two castes or classes : those of the warriors and shepherds — the “Assyretes” — and those of the husbandmen — *the Gurans* (Meyer, 1905, 856). We cannot assert that the first of these names is known in the country which forms the subject of this enquiry, and the second term is only used as the name of a certain tribe.

Sykes also draws a distinction between the shepherds and warriors — “Babans” — and husbandmen of a distinct physical type throughout the whole of Southern Kurdistan. We do not think that this distinction is so sharply defined. Since the tribes are gradually becoming settled, and the disintegration of their tribal organisation has been hastened both by the Turkish and the Iraq Government, the two classes are, especially in the plains, probably becoming more difficult to distinguish. Moreover, our stay among these tribes was so short that we were unable to go into the question thoroughly.

Amongst the Kurdish tribes may be found elements whose foreign origin is recognisable. One comes across traditions of foreign origin, and it is quite possible that, as in the north (mainly with the Armenians) and in the west (mainly with the Turks), so in the east and south there may have been a strong admixture of Persian and Arab blood. Sykes also quotes cases of Kurdish emirs whose ancestors were Arab. Personally, we have only met one of these — a Disdai chieftain, whose mother was an Arab woman of the Thai tribe. Certain tribes contract marriages with the neighbouring Arab tribes — for instance, the Disdais with the Gibbur and the Thai tribes — and also with other Baban tribes. Others, like the Sheikhan (non-Yezidis), do not do so, although they often camp with the Thai.

The tribes of the plain (at any rate, those in the disputed territory) and even several mountain tribes, like the Hamavand, sometimes wear semi-Arab clothes, whereas in the mountains their clothing is more typically Kurd. In the north, certain parts of the clothing are in Turkish style, while in the south-east some likeness with the Persian type of dress appears. The Divankhans, the reception-halls of the chieftains, are of an Arab type in the plain, whereas in the mountains of the east they are constructed in the Persian style.

But all these facts may be explained by the constant contact between these various races.

It seems that in ancient times, just as to-day, there was a steady flow of peoples from the east to the west, from the mountains to the plains. This led to an intermingling with other racial elements, both Arab and Turk, though it was surely not to the detriment of the Kurdish race. Certain tribes, like the Girdis and the Zararis, came down, from two to four centuries ago, from the high plateau on the Persian frontier to the edge of the Arbil plain. It was only during the last century that the Disdais occupied the plain to the west of Arbil, which formerly the Arabs — the Thai and other tribes — had roamed with their flocks and had partly brought under cultivation. It is only a quarter of a century ago that they crossed the Kara Chau Dagh to cultivate the plain along the Tigris. The author of the “Turkey in Asia” section of the *Foreign Office Handbook* (volume 57, p. 104) says, moreover, in speaking of the Kurds of this district : “ But the future of the Kurds lies less in Armenia (under whatever regime Armenia may come) than in Northern Mesopotamia, which is on the eve of economic development. So long as it lay fallow, the steppe-country between Aleppo and Mosul was an Arab domain. . . but where Kurds and Bedawi have taken to the land, the Kurd has shown himself so far to be the better man. If, therefore, the economic development of the country proceeds gradually, and if the local population is not swamped by reservoirs of man-power from abroad, Northern Mesopotamia seems destined to become Kurdish land ”.

Other authors have made the same observation and, we think, with considerable justification.

As regards the Kurdish language — to revert to the arguments which were put forward — no one can dispute that it is Iranian. Of all Iranian tongues, Persian is that which is most closely allied to it. But to say, as do the *Foreign Office Handbook* and one of the memoranda submitted by the British Government at Lausanne, that it is a *patois* or dialect derived from Persian would be to go too far. The *Encyclopædia of Iranian Philology*, already quoted, states that Kurdish is not a “sister” dialect of Modern Persian nor of Middle Persian. It differs too much for that. It is not even directly derived from ancient Persian. It contains many words which are not found in any other of the Iranian tongues. Many Persian words which it contains have been borrowed at a later date, and in connection with the numerous Arabic words which Kurdish has borrowed and partly assimilated it is interesting to note that the *Encyclopædia* states that the majority of these words have passed through Persian or Turkish before becoming part of the Kurdish language (Geiger-Kuhn, 251).

Our interpreter and linguistic expert gave us the following information concerning the special characteristics of the Kurdish language :

In type, the Kurdish language is sufficiently near to Persian to allow us to group the two languages under one denomination : “Central Iranian”. These two types of Iranian have developed in divergent directions since the date when the Iranian tribes established themselves in Western Asia. For instance, certain phonetic changes have occurred in Persian but not in Kurdish ; the contrary has also taken place, but that does not necessarily constitute a proof of the independence of Kurdish from Persian, for in the latter case it would be possible to regard Kurdish as a very “corrupt” Persian dialect. A very striking example taken from

à la morphologie est que le type kurde ne peut exprimer le passé des verbes transitifs qu'en se servant d'un mode d'expression passive, tandis que le persan a développé une forme pour le passé de tous les verbes. Cette dernière caractéristique est surtout évidente dans les dialectes kurdes du nord-ouest. Ceux qu'on parle dans les régions les plus proches du territoire persan (par exemple le dialecte de Souleimanié) montrent des modes d'expression transitifs, qui semblent être néanmoins des innovations originelles kurdes et non pas des emprunts persans.

Le kurde, ainsi qu'il a déjà été dit, comprend une longue chaîne de dialectes. Certains linguistes distinguent un groupe septentrional ou nord-ouest (le kurmandji) opposé à un groupe méridional, tandis que d'autres divisent encore ce dernier en un groupe oriental (Souleimanié et Suma) et méridional (Kermandchak et pays de Bakhtiari qui ne s'appellent plus eux-mêmes des Kurdes).

Le groupe septentrional est le plus éloigné du plateau iranien et a le plus de caractéristiques proprement kurdes. Dans le vilayet de Mossoul, la frontière sud du groupe septentrional est aussi nettement tracée par le cours du Grand Zab. Ainsi les dialectes de Zakho, d'Amadia, de Dohouk, sont très proches de ceux parlés en Turquie. Même au sud du Grand Zab l'influence du groupe septentrional est sensible, par exemple à Revandouz. D'autre part, les tribus nomades qui passent ce fleuve en hiver, comme les Herki, apportent vers le sud leur propre dialecte, qui fait partie plutôt du groupe septentrional.

Au sud du Zab, on est en présence d'un groupe méridional oriental, lequel tend depuis peu de temps à chercher son centre culturel à Souleimanié. Cela n'empêche pas que dans presque chaque localité de quelque importance, les Kurdes sont convaincus que leur dialecte propre est le plus beau et le plus pur. Ce fait a été constaté plusieurs fois et j'ai entendu la même chose de la bouche de gens originaires de Koï Sandjak et de Souleimanié. Les différentes tribus aussi ont des particularités dialectales à elles propres, comme les Kuchnaou et les Dizdai, mais en général on peut dire que tous ces dialectes au sud du Grand Zab sont assez semblables. Celui de Souleimanié, par exemple, se distingue par la chute de quelques consonnes dans certaines positions ; il est curieux de constater que la langue écrite qui se développe actuellement à Souleimanié trouve son origine dans un dialecte ne présentant pas ces particularités (comme celui de Koï Sandjak).

En ce qui concerne les sympathies, les coutumes et les mœurs des Kurdes et pour les comparer à celles des Turcs, des Arabes, il aurait fallu une étude ethnographique plus longue et approfondie pour pouvoir juger de la véracité des assertions des mémoires britanniques et turcs.

Le fait que les tribus habitant les montagnes de l'est ont plus de connexion avec leurs co-nationaux de la Perse qu'avec les Kurdes du Taurus, de l'Arménie et de l'Anatolie est bien naturel, et nous avons pu aussi le constater. Beaucoup de tribus nomades passent la frontière pour se rendre à leurs pacages d'été ; quelques voies commerciales traversent la frontière, et, enfin, les vallées du pays de Souleimanié s'ouvrent vers la Perse. Les sympathies sont chose plus délicate, plus difficile à juger et beaucoup plus changeante. Les tribus du nord du territoire contesté n'ont presque pas eu de relations avec la Perse. Elles ont des rapports étroits avec le pays immédiatement avoisinant au nord, car là aussi les nomades franchissent la ligne de séparation (du *statu quo* de Bruxelles), et les tribus, des deux côtés de cette ligne, sont en partie apparentées. C'est ce qu'on peut déduire des documents.

Quand nous avons visité les territoires de la frontière, nous avons été étonnés de constater combien la population était peu informée sur la révolte kurde qui était justement alors à son point culminant dans les territoires au delà de la ligne provisoire. Mais il est probable que les mesures temporaires prises pour assurer la fermeture de cette frontière en étaient la cause.

Les mémoires britanniques relèvent la différence entre Turcs et Kurdes dans les mœurs et soulignent surtout la situation très différente de la femme kurde beaucoup plus libre que la femme turque. Indubitablement, une différence existe, mais une telle assertion, non accompagnée de détails et d'explications, risque de donner une image imparfaite. Il ne faut pas oublier que la situation de la femme en pays musulmans a changé au cours des différentes périodes. (AMEER ALI, *History of the Saracens*, 1921/199, 445.) Il y avait et il y a toujours des différences à cet égard entre les villes et les villages, et surtout entre nomades et sédentaires. Point n'est besoin de chercher des exemples au loin ; il suffit de comparer la situation de la femme dans les villes de l'Irak et chez les Bédouins des steppes voisines. Des trois grandes nations mahométanes qui les entourent (turque, arabe et persane), les Kurdes sont incomparablement les plus proches des Persans. Pourtant, chez les Persans, la situation de la femme est loin d'être libre.

Il s'ajoute une constatation que nous avons pu faire nous même et qui atténue et affaiblit l'argument dont il s'agit. C'est que les notables turcs des villes comme Arbil, Kerkouk, etc. épousent très souvent des femmes kurdes et même des nomades ; celles-ci, il est vrai, s'accommodent moins bien que les autres à la vie de la ville. Presque toutes les familles de notables turcs des villes sont apparentées avec celles des chefs kurdes du pays.

Pour conclure :

L'origine des Kurdes est encore obscure, mais quelque ait été leur passé, ils sont aryanisés. Cette aryanisation a été assez forte — même si l'apport de sang aryen a été restreint — pour qu'ils adoptent entièrement une langue iranienne. Des influences ultérieures et des mélanges avec Arabes, Turcs et autres ont été nombreux. Mais le fond original semble avoir conservé toujours le dessus ; il est resté vigoureux, il est encore en état d'expansion.

Les Kurdes ne sont ni Arabes ni Turcs, ni Persans. C'est de ces derniers qu'ils sont les plus proches. Ils diffèrent et ils sont nettement à distinguer des Turcs et ils sont encore bien plus loin et bien plus différents des Arabes.

the morphology of the languages is this: Kurdish can only express the past of transitive verbs by using a passive mode of expression, whereas Persian has developed a form for the past tense of all verbs. This latter characteristic is especially noticeable in the Kurdish dialects of the north-west. Those which are spoken in the districts nearest to Persian territory (for instance, the dialect of Sulaimaniya) display transitive modes of expression, which nevertheless look more like Kurdish innovations than borrowings from the Persian.

Kurdish, as we have already stated, consists of a long chain of dialects. Certain linguists distinguish a northern or north-western group (Kurmanji) as opposed to a southern group. Others again divide the southern group into an eastern group (Sulaimaniya and Suma) and a southern group (Kermanshah and the country of the Bakhtiaris, who no longer call themselves Kurds).

The northern group is situated farthest from the Iranian plateau and possesses the most pronounced purely Kurdish characteristics. In the Vilayet of Mosul the southern boundary of the northern group also quite obviously coincides with the course of the Greater Zab. Thus the dialects of Zakho, Amadia and Dohuk are very closely allied to those spoken in Turkey. Even to the south of the Greater Zab the influence of the northern group is more perceptible than, for instance, in Rowanduz. Moreover, the nomad tribes, like the Herki, which cross this river in winter, carry their own dialect to the south. This dialect belongs rather to the northern group.

South of the Zab we meet the south-eastern group, which has quite recently shown a tendency to seek its cultural centre in Sulaimaniya. This does not, however, prevent the Kurds of almost every locality of any importance considering that their own dialect is the purest and best. This fact has been observed on several occasions, and I have heard the same remark made by persons coming from Koi-Sanjak and Sulaimaniya. The various tribes have also dialectical peculiarities of their own, such as the Kushnawa and the Disdai. It may be said that all these dialects south of the Greater Zab are fairly similar, though that of Sulaimaniya, for instance, is distinguished by the dropping of some consonants in certain positions.

It is interesting to note that the written language which is developing at present in Sulaimaniya is based on a dialect which does not display these peculiarities (like that of Koi Sanjak).

Regarding the sympathies of the Kurds and their manners and customs, as compared with those of the Turks and Arabs, a more lengthy and exhaustive study of the ethnographical factors would be needed before we could judge the correctness of the statements in the British and Turkish memoranda.

It is quite natural that the tribes living in the eastern mountains should be more closely connected with their fellow-tribesmen in Persia than with the Kurds in the Taurus, in Armenia and in Anatolia; and we have been able to establish that such is the case. Many nomad tribes pass over the frontier to reach their summer pastures; several trade routes also cross the frontier; and the valleys in the Sulaimaniya district open towards Persia. Sympathies are a more delicate question, more difficult to grasp, and much more variable. The tribes in the northern part of the disputed area have had practically no relations with Persia. They are in close intercourse with the adjacent districts on the northern side, for in that district also the nomads are in the habit of crossing the dividing-line (the Brussels line), and the tribes on either side of the line are to some extent related. So much can be deduced from the documents.

When we visited the frontier districts we were surprised to find how little knowledge the people had of the Kurdish revolt, which was just then at its height in the areas on the other side of the provisional line. It is probable, however, that this was due to the temporary measures which had been taken to keep the frontier closed.

The British memoranda lay stress upon the difference between the customs of Turks and Kurds and emphasise the much greater measure of freedom enjoyed by Kurdish than by Turkish women. There is no doubt that such a difference does exist, but a statement of this nature, unaccompanied by details and explanations, is liable to convey a false impression. It must not be overlooked that the position of women in Moslem countries has changed at different periods (AMEER ALI, *History of the Saracens*, 1921, pp. 199 and 445). There were, and there still are, differences in this matter between towns and villages, and yet more between nomadic and settled populations. There is no need to go far afield in search of instances; we need only compare the position of women in the towns of Iraq and among the Bedouins of the neighbouring plains. Of the three great Moslem nations (Turks, Arabs and Persians) by whom the Kurds are surrounded, they are incomparably closer to the Persians than to either of the others. Among the Persians, however, women are by no means free.

Another circumstance, which we have been able to verify personally, weakens the force of this argument — namely, that in many cases the Turkish notables of towns like Arbil, Kirkuk, etc., marry Kurdish women and sometimes women from the nomad tribes, though it is true that the latter adapt themselves much less easily to town life than do the former. Nearly all the notable Turkish families in the towns are related to the local Kurdish chiefs.

In conclusion, the origin of the Kurds is obscure, but, whatever they may have been at one time, they are now aryanised. However small the infiltration of Aryan blood may have been, it has been strong enough to make them wholly adopt an Iranian language. There have been many later influences, and intermarriages with Arabs, Turks and other races; but the original stock seems always to have predominated, for it has kept its vigour and is still expanding.

The Kurds are neither Arabs, Turks nor Persians, though they are most nearly related to the Persians. They are different and clearly distinguishable from the Turks, and still more different and remote from the Arabs.

Bien que très guerriers, indisciplinés et très divisés, ils savent vivre en assez bonne amitié avec les autres peuples habitant leurs territoires. Nous avons pu constater que de tous les Mahométans, ce sont les Kurdes avec lesquels les Chrétiens vivent dans les meilleurs termes.

## 2. TURCS.

Ce n'est pas seulement sur le nombre des Turcs du Vilayet de Mossoul qu'il y a une divergence entre les thèses des deux gouvernements. Ils ne sont pas d'accord non plus sur la définition ethnique de cet élément de la population. Le Gouvernement turc les dit Turcs, le Gouvernement britannique les dit Turcomans et de nationalité nettement différente des Turcs.

Le Gouvernement britannique dit :

Que ces Turcs ne sont pas des Osmanlis ; ils s'appellent Turcomans. Le touranien qu'ils parlent ressemble au dialecte d'Azerbaïdjan plutôt qu'au turc de Constantinople ou d'Anatolie. Que sont des descendants de Turcomans venus de l'Irak longtemps avant la fondation de l'Empire Ottoman et probablement des soldats que les Khalifes abbassides prenaient à leur solde. La façon dont se répartissent les Turcomans vient à l'appui de la théorie d'après laquelle ce sont les descendants d'une ancienne garnison de mercenaires : Tel Afar, ville turcomane, s'est dressée comme sentinelle au bord du désert ; tous les autres Turcomans habitent dans les villes de ce qu'on nomme la « Grande Route ».

Le Gouvernement britannique a aussi déclaré que le dialecte turc de Mossoul n'est pas identique au dialecte d'Angora.

Le Gouvernement turc a répondu à ces arguments que :

La distinction faite entre les Turcs du territoire de Mossoul et les Turcs de l'Anatolie, en appelant les premiers « Turcomans », n'a aucun fondement. « Le Gouvernement britannique dit que le turc parlé à Mossoul n'est pas identique à celui qu'on parle à Constantinople. Mais y a-t-il, dans toute l'Anatolie, un endroit où l'on parle le même turc qu'à Constantinople ? » D'autre part, le dialecte parlé par les Turcs de Mossoul est le même que celui qu'on parle en Anatolie. Il y a moins de différence entre les deux langues qu'entre la langue d'oc et la langue d'oïl en France. Il est naturel que, dans les différentes parties d'un pays, il y ait des dialectes quelque peu différents. Les Turcs d'Anatolie sont aussi des Turcomans et les deux mots : « Turc » et « Turcoman » veulent dire la même chose.

La désignation « Turcs » est appliquée à tous les peuples, en Asie et en Europe, qui parlent des langues ou des dialectes turcs. C'est un nom très ancien, qui se retrouve déjà dans les chroniques chinoises du VI<sup>e</sup> siècle sous la forme « Tu-Kine », ainsi que dans les anciennes inscriptions turques, celles de l'Orkhun, datant du VIII<sup>e</sup> siècle. Mais, tandis que le mot « turc » a toujours été conservé pour désigner les idiomes de cette même famille linguistique, son emploi s'est progressivement restreint lorsqu'il s'agissait de désigner des populations. On a eu tendance à appeler « turcs » des individus appartenant plutôt aux classes inférieures d'une même population dont les classes supérieures se distinguaient sous d'autres noms.

Ainsi, depuis le XI<sup>e</sup> siècle, on a désigné tous les Turcs qui avaient passé l'Oxus et embrassé l'Islamisme sous le nom de *Turkmènes* ou *Turcomans*. Comme toutes ces populations appartenaient à la tribu des Oghouz ou Ghouz, on peut dire avec quelque raison que la désignation « Turcoman » s'est substituée à celle d'Oghouz. La vraie signification de Turcoman n'est pas claire, mais ce nom désigne très nettement *tous les Turcs* qui se sont établis en Perse, en Azerbaïdjan, en Irak, en Asie Mineure, en Syrie et en Egypte.

Ainsi, les aïeux des Turcs Osmanli, comme toutes les populations turques de l'Asie Mineure faisant partie de l'empire des Seldjucides de Konia, étaient connus au XIII<sup>e</sup> siècle sous le nom de Turcomans.

Peu à peu ces « Turcomans » se sont différenciés en plusieurs groupements, qui ont pris d'autres noms ethniques dérivés de leur situation politique ou géographique. Ceux de l'Azerbaïdjan ne s'appellent plus, depuis longtemps, Turcomans, mais Azerbedjaniens ou Azeris. Ceux d'Asie Mineure, à mesure que la domination de la dynastie d'Osman s'étendait sur eux, ont pris le nom d'Osmanlis, surtout en ce qui concerne la population sédentaire. Car certains éléments nomades ou semi-nomades en Asie Mineure portent encore maintenant le nom de Turkmènes.

Les groupes qui n'ont pas adopté d'autre nom ont gardé celui de Turcomans. C'est surtout le cas pour la population turque de la région à l'est de la mer Caspienne.

Les Turcs de l'Irak n'ont pas adopté non plus une appellation particulière, étant tombés assez tardivement sous la domination ottomane. On peut donc les appeler Turcomans, quoique, du point de vue linguistique et ethnique, ils soient assez éloignés de ceux de l'Asie centrale. Nous n'avons pas pu constater, du reste, qu'ils s'appellent eux-mêmes Turcomans plutôt que « Turcs ».

Dans l'Empire Ottoman, la désignation « Turcs » a toujours impliqué un sens barbare et non civilisé, jusqu'à ce que, depuis 1900 environ, sous l'influence du mouvement panturc, on ait commencé à considérer le nom « Turc » comme un titre d'honneur. Depuis l'abolition du Sultanat, le nom officiel de l'Etat est devenu : « Turkiyeh ». En tant que substituée au terme « Osmanli », l'appellation de « Turcs » ne pourrait donc s'appliquer à la population turque de l'Irak.

Mais, comme leurs liens historiques, linguistiques et même littéraires sont plus étroits avec les populations de l'Asie Mineure et qu'ils sont, sans exception, sédentaires, nous sommes portés à conclure qu'il ne convient pas d'employer le terme de « Turcomans » pour distinguer les Turcs de l'Irak de ceux de la Turquie proprement dite.

Tous les Turcomans (dans le sens médiéval du terme) ont dû parler au commencement la même langue, étant issus d'une même tribu. Tous les dialectes turcs parlés en Turquie d'Europe, en Asie Mineure, au Caucase, en Azerbaïdjan, en Irak, ainsi que la langue des Turcomans actuels (à l'est de la Caspienne) proviennent de cette langue unique, qu'on peut nommer le « turc occidental », mais toutes ont subi des différenciations plus ou moins considérables. Pour

# RETRAITE DES DIX MILLE

TABULA conspectum exhibens Regionum omnium quas **CYRUS JUNIOR** Artaxerxi fratri bellum illaturus ac Cyro in acie caso, auxiliares Græci peragrarunt, ad mentem Xenophontis confecta at que hodiernis locorum nominibus illustrata

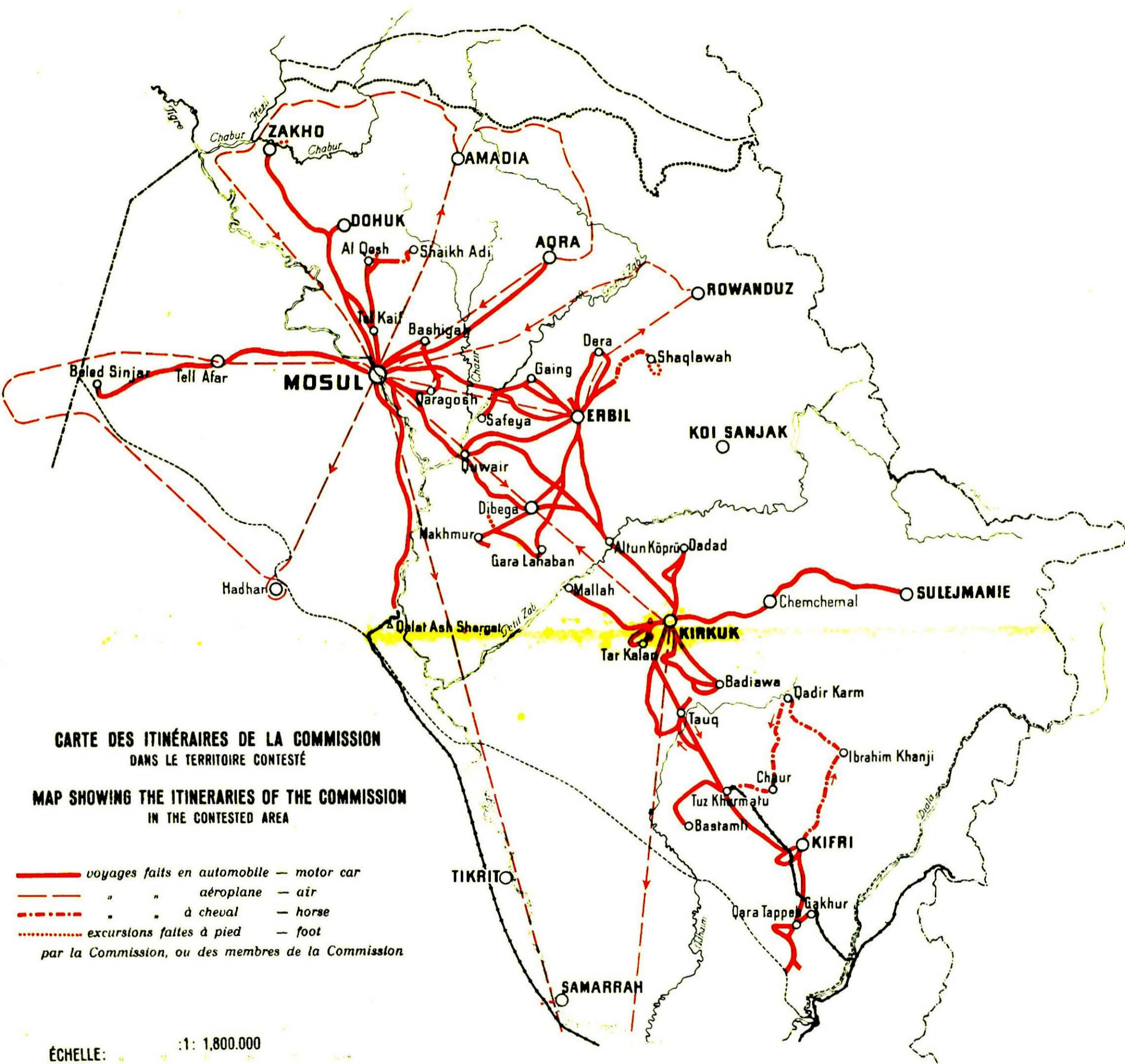
In usum studiorum **CHRISTIANISSIMI FRANCORUM REGIS** elaborata ;

a Guillelmo Delisle Primario **SUÆ MAJESTATIS CHRISTIANISSIMÆ** Geographo ac Regiæ Scientiarum Academiae socio. **PARISIIS** apud Auctorem in Ripâ vulgo dictâ *la Rue des Noyers*.

1 Oct. M D C C . L X X X .



Carte de DELISLE, d'après l'Atlas de GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE DE SYRIE par Z. KHANZADIAN

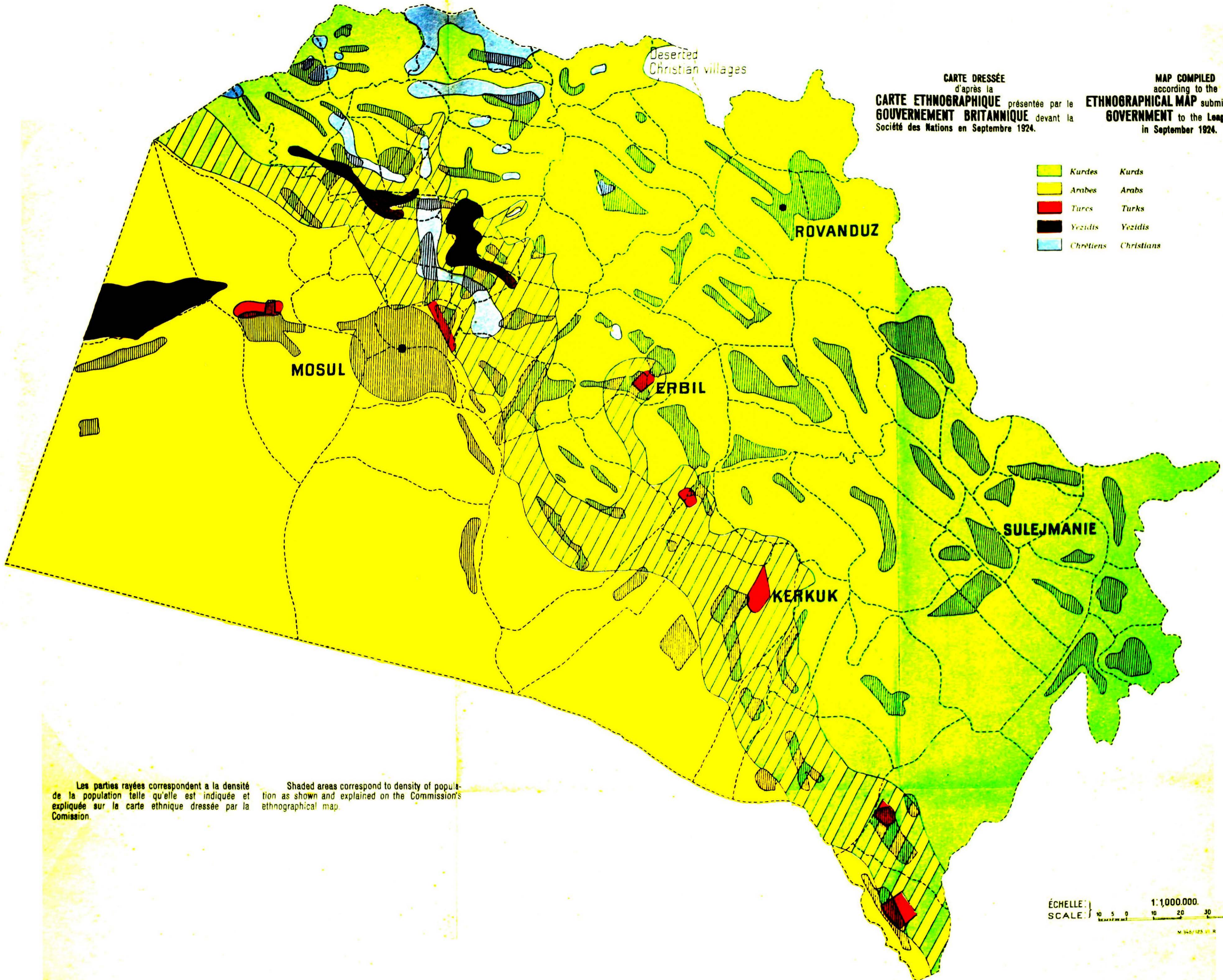


**CARTE DES ITINÉRAIRES DE LA COMMISSION  
DANS LE TERRITOIRE CONTESTÉ**

**MAP SHOWING THE ITINERARIES OF THE COMMISSION  
IN THE CONTESTED AREA**

- voyages faits en automobile — motor car
  - - - " " " aéroplane — air
  - . . . " " " à cheval — horse
  - . . . excursions faites à pied — foot
- par la Commission, ou des membres de la Commission

ÉCHELLE: 1: 1,800,000  
SCALE:



CARTE DRESSÉE  
d'après la  
**CARTE ETHNOGRAPHIQUE** présentée par le  
**GOVERNEMENT BRITANNIQUE** devant la  
Société des Nations en Septembre 1924.

MAP COMPILED  
according to the  
**ETHNOGRAPHICAL MAP** submitted by the **BRITISH**  
**GOVERNMENT** to the League of Nations  
in September 1924.

- |  |           |            |
|--|-----------|------------|
| <span style="display:inline-block; width:15px; height:15px; background-color:yellow; border:1px solid black;"></span>    | Kurdes    | Kurds      |
| <span style="display:inline-block; width:15px; height:15px; background-color:orange; border:1px solid black;"></span>    | Arabes    | Arabs      |
| <span style="display:inline-block; width:15px; height:15px; background-color:red; border:1px solid black;"></span>       | Turcs     | Turks      |
| <span style="display:inline-block; width:15px; height:15px; background-color:black; border:1px solid black;"></span>     | Yezidits  | Yezidis    |
| <span style="display:inline-block; width:15px; height:15px; background-color:lightblue; border:1px solid black;"></span> | Chrétiens | Christians |

Les parties rayées correspondent à la densité de la population telle qu'elle est indiquée et expliquée sur la carte ethnique dressée par la Commission.

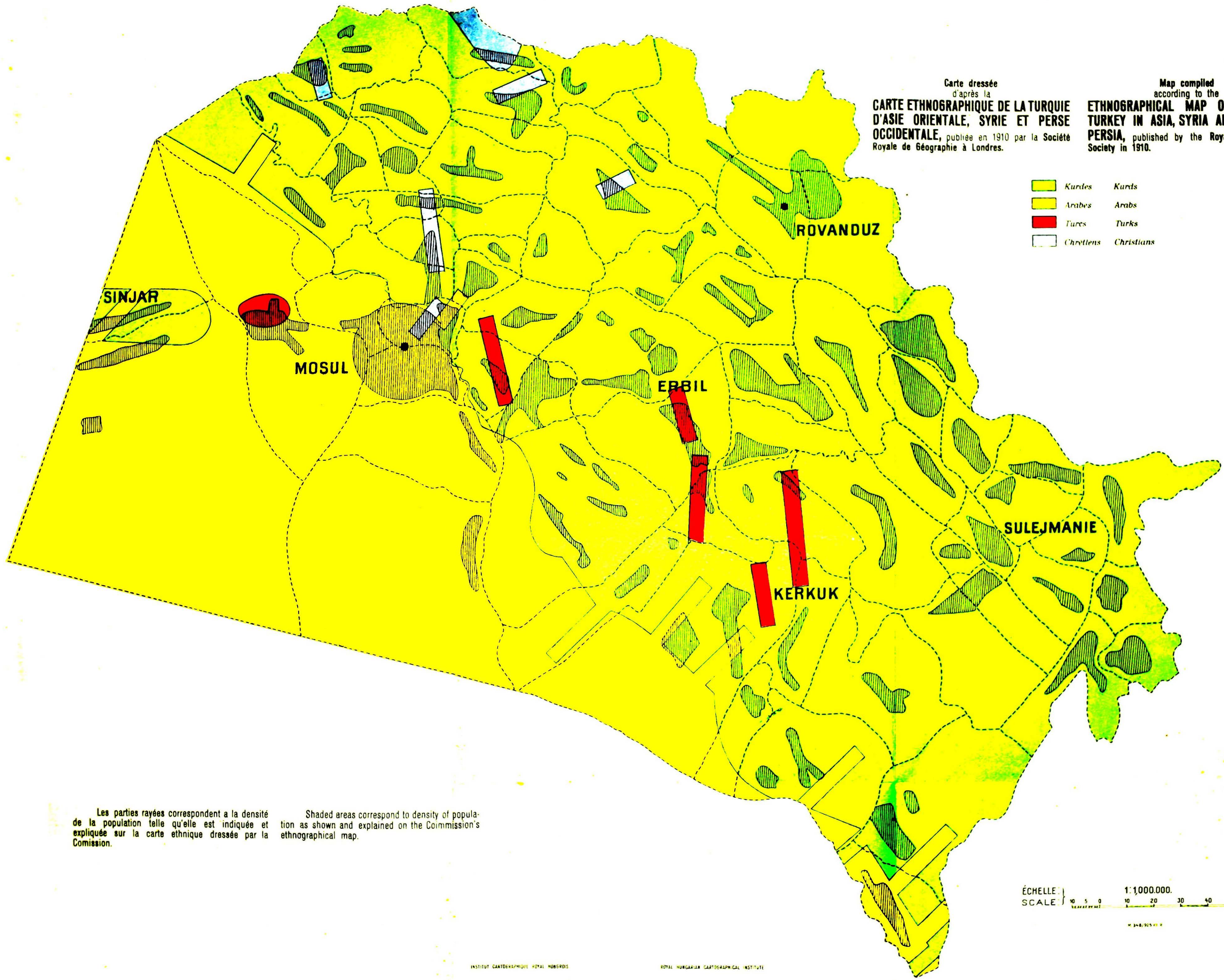
Shaded areas correspond to density of population as shown and explained on the Commission's ethnographical map.

ÉCHELLE: 1:1,000,000.  
SCALE: 10 5 0 10 20 30 40 50 Km.

Carte dressée  
d'après la  
**CARTE ETHNOGRAPHIQUE DE LA TURQUIE  
D'ASIE ORIENTALE, SYRIE ET PERSE  
OCCIDENTALE**, publiée en 1910 par la Société  
Royale de Géographie à Londres.

Map compiled  
according to the  
**ETHNOGRAPHICAL MAP OF EASTERN  
TURKEY IN ASIA, SYRIA AND WESTERN  
PERSIA**, published by the Royal Geographical  
Society in 1910.

- Kurdes    Kurds
- Arabes    Arabs
- Turcs    Turks
- Chrétiens    Christians



Les parties rayées correspondent à la densité de la population telle qu'elle est indiquée et expliquée sur la carte ethnique dressée par la Commission.

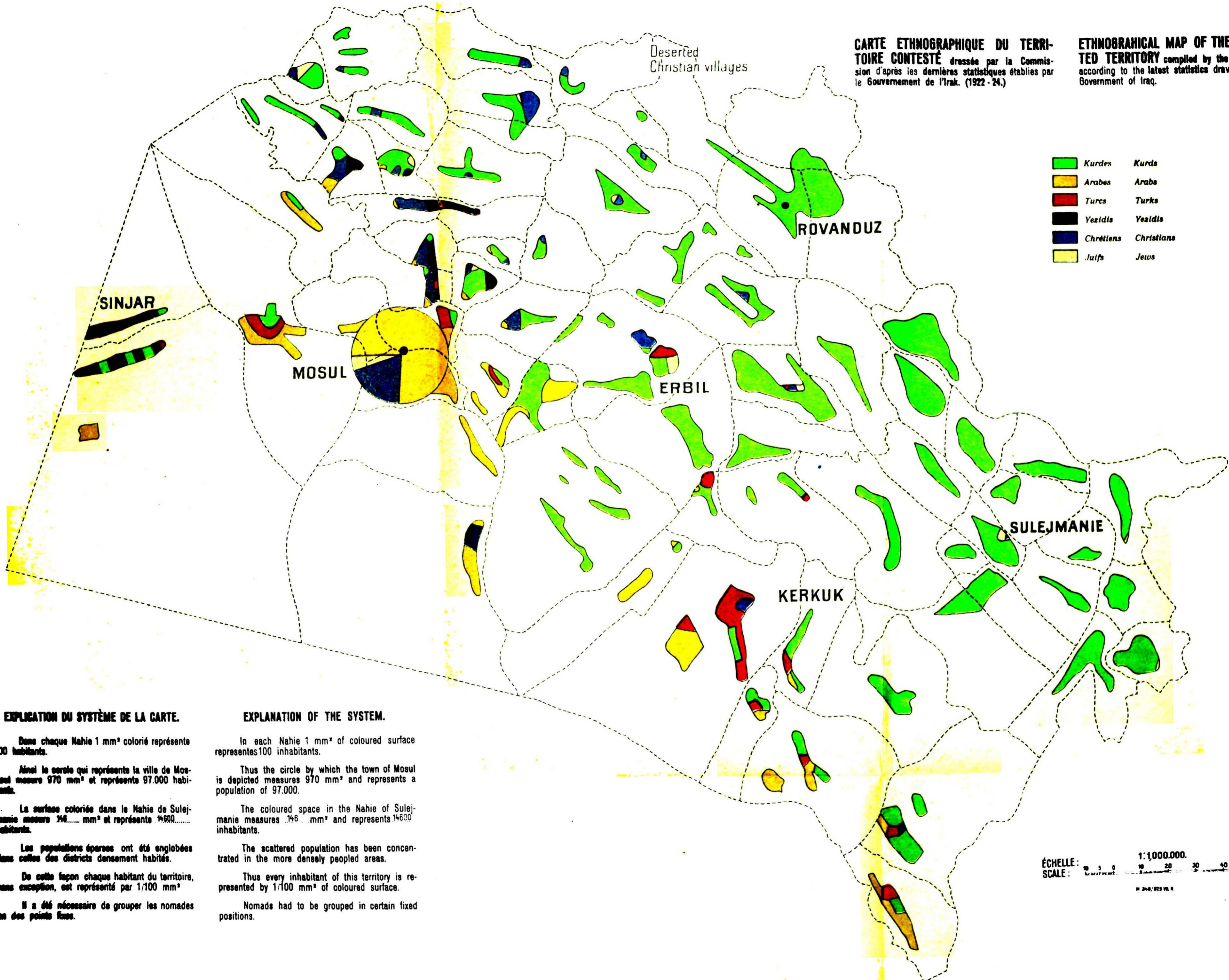
Shaded areas correspond to density of population as shown and explained on the Commission's ethnographical map.

ÉCHELLE } 1:1,000,000.  
SCALE } 10 5 0 10 20 30 40 50 Km.



CARTE ETHNOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE CONTESTÉ dressée par la Commission d'après les dernières statistiques établies par le Gouvernement de l'Irak. (1922-24.)

ETHNOGRAPHICAL MAP OF THE CONTESTED TERRITORY compiled by the Commission according to the latest statistics drawn up by the Government of Iraq.



EXPLICATION DU SYSTÈME DE LA CARTE.

Dans chaque Nahie 1 mm<sup>2</sup> colorié représente 100 habitants.

Ainsi le cercle qui représente la ville de Mossoul mesure 970 mm<sup>2</sup> et représente 97.000 habitants.

La surface coloriée dans le Nahie de Sulejmanie mesure 14600 mm<sup>2</sup> et représente 146000 habitants.

Les populations éparses ont été englobées dans celles des districts densément habités.

De cette façon chaque habitant du territoire, sans exception, est représenté par 1/100 mm<sup>2</sup>.

Il a été nécessaire de grouper les nomades en des points fixes.

EXPLANATION OF THE SYSTEM.

In each Nahie 1 mm<sup>2</sup> of coloured surface represents 100 inhabitants.

Thus the circle by which the town of Mosul is depicted measures 970 mm<sup>2</sup> and represents a population of 97.000.

The coloured space in the Nahie of Sulejmanie measures 14600 mm<sup>2</sup> and represents 146000 inhabitants.

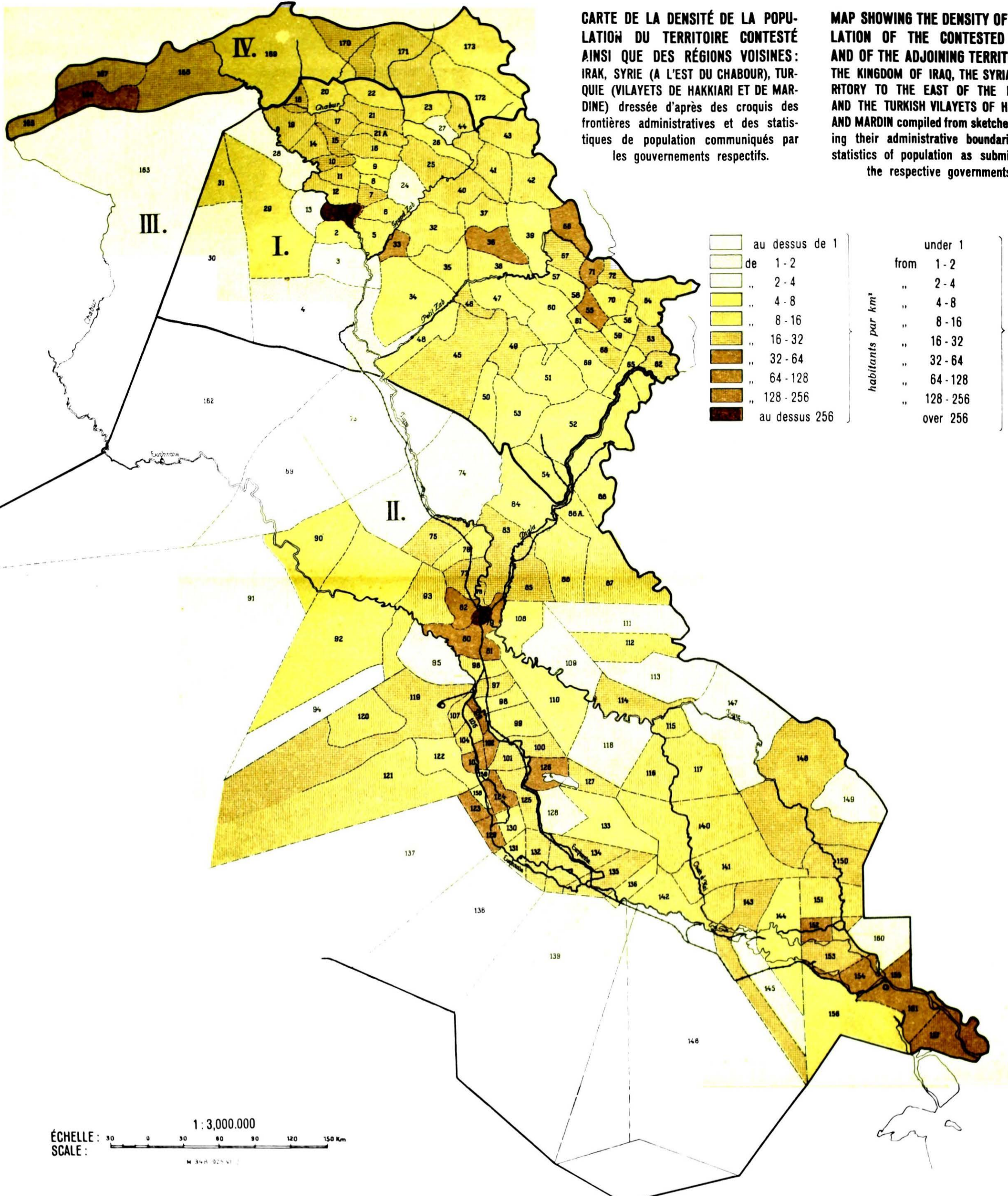
The scattered population has been concentrated in the more densely peopled areas.

Thus every inhabitant of this territory is represented by 1/100 mm<sup>2</sup> of coloured surface.

Nomads had to be grouped in certain fixed positions.

CARTE DE LA DENSITÉ DE LA POPULATION DU TERRITOIRE CONTESTÉ AINSI QUE DES RÉGIONS VOISINES: IRAK, SYRIE (A L'EST DU CHABOUR), TURQUIE (VILAYETS DE HAKKIARI ET DE MARDINE) dressée d'après des croquis des frontières administratives et des statistiques de population communiqués par les gouvernements respectifs.

MAP SHOWING THE DENSITY OF POPULATION OF THE CONTESTED AREA AND OF THE ADJOINING TERRITORIES: THE KINGDOM OF IRAQ, THE SYRIAN TERRITORY TO THE EAST OF THE KHABUR AND THE TURKISH VILAYETS OF HAKKIARI AND MARDIN compiled from sketches showing their administrative boundaries and statistics of population as submitted by the respective governments.



au dessus de 1	under 1
de 1-2	from 1-2
" 2-4	" 2-4
" 4-8	" 4-8
" 8-16	" 8-16
" 16-32	" 16-32
" 32-64	" 32-64
" 64-128	" 64-128
" 128-256	" 128-256
au dessus 256	over 256

habitants par km<sup>2</sup> } inhabitants to the square km

ÉCHELLE: 1:3,000,000  
SCALE: 1:3,000,000

I. TERRITOIRE CONTESTÉ.

- MOSUL LIWA**
- MOSUL QADHA**
- M Mosul City
- 1 Hamam Ali
- 2 Shors
- 3 Shergat
- 4 Qaraqosh
- 5 Bartulla
- 6 Bashiqa
- 7 Maqlub
- 8 Shaikhan
- 9 Al Qosh
- 10 Tel Usqof
- 11 Tel Kail
- 12 Humaidat
- DOHUK QADHA**
- 14 Simel
- 15 Dohuk
- 16 Muzuri
- 17 Doaki.
- ZAKHO QADHA**
- 18 Zakho
- 19 Silvani
- 20 Sindi Gul.
- AMADIA QADHA**
- 21 Atruf Shar
- 21 a Barwari Zair
- 22 Barwari Bela
- 23 Nerva Raikan.
- AQRA QADHA**
- 24 Ashair i Saba
- 25 Aqra
- 26 Zibar
- 27 Barzan
- TEL AFAR QADHA**
- 28 Zimmar
- 29 Tel Afar
- SINJAR QADHA**
- 30 Sinjar
- 31 Shimal.
- ARBIL LIWA**
- ARBIL QADHA**
- 32 Arbil
- 33 Qeweir
- 34 Makhmur
- 35 Kushteppe.
- KOI QADHA**
- 36 Kol
- 37 Shakiwa
- 38 Taqtaq
- 39 Chinaran Rania.
- ROWANDUZ QADHA**
- 40 Dera Harir
- 41 Remainder of
- 44 Rowanduz Qadha.
- KIRKUK LIWA**
- KIRKUK QADHA**
- 45 Kirkuk Nahiya
- 46 Altun Keupri
- 47 Shuan
- 48 Malha
- 49 Qara Hassan
- 50 Lauq
- 51 Gri.
- KIFRI QADHA**
- 52 Kifri
- 53 Tuz
- 54 Qara Tape.
- SULAIMANIE LIWA**
- SULAIMANIE QADHA**
- 55 Sulaimanie town
- 56 Serchinar
- 57 Sirochik
- 58 North Surdash
- 59 South Surdash
- 59 Tanjero.
- CHEMCHEMAL QADHA**
- 60 Chemchemal Nahiya
- 61 Qalaseoka
- 61 Bazian.
- HALABJA QADHA**
- 62 Halabja Nahiya
- 63 Khormal
- 64 Penjwin
- 65 Warmaur
- QALADIZA QADHA**
- Pizder
- Mangur Zudi
- 66 Wajakh
- Marmish of Garmian
- Mandamera
- 67 Merya
- QARA DAGH QADHA**
- 68 Hdqrs Nahiya
- 69 Sangao.
- SHARA BUZHAR QADHA**
- 70 Hdqrs Nahiya
- 71 Mawat
- 72 Shiwakel.

II. IRAK.

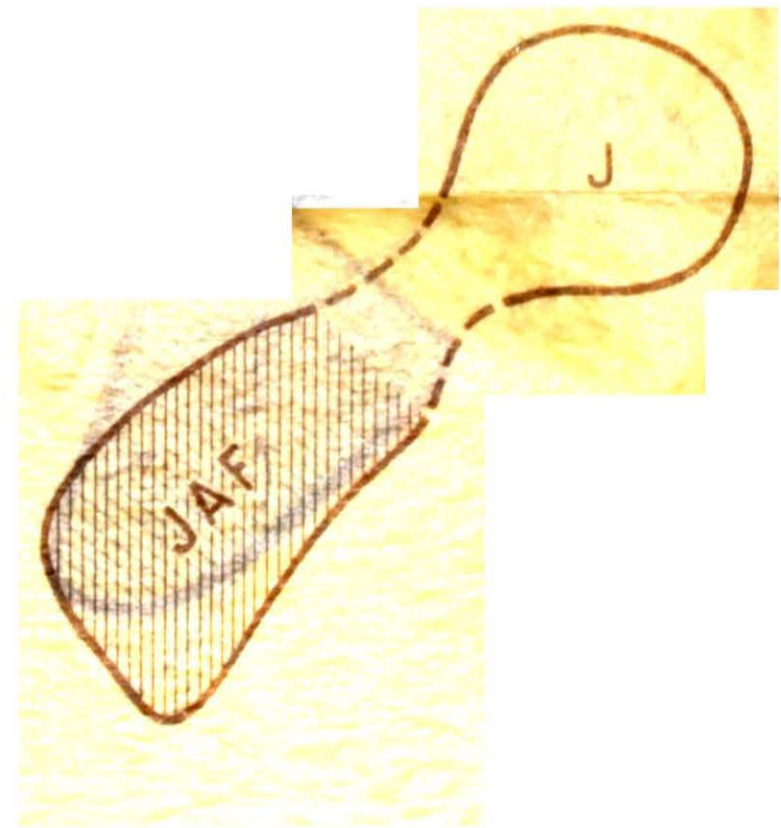
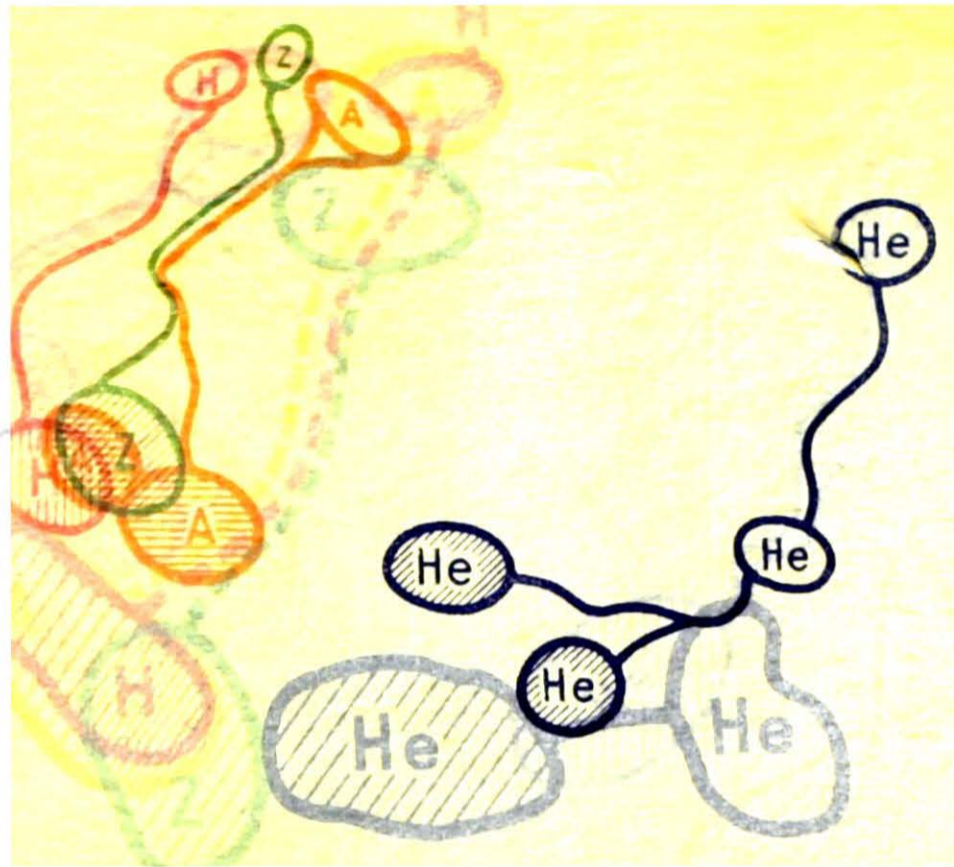
- BAGHDAD**
- 8 Baghdad City
- 73 Tekrit
- 74 Samarra
- 75 Balad
- 76 Sumaikah
- 77 Tharmiyah
- 78 Muzhaim & Daura
- 79 Karadash
- 80 Yusufiyah
- 81 Mahmudiyah
- 82 Kadhimiyah
- DIYALA**
- 83 Daitawan
- 84 Daili Abbas
- 85 Baqubah
- 86 Shahraban
- 87 Qazi Robot
- 88 Mandali
- 88 Khanaqm
- BULAIH**
- 89 Madithe
- 90 Mit
- 91 Kubarsah
- 92 Ramadi
- 93 Fallajah
- 94 Rahaiyyah
- HILLAH**
- 95 Jurf al Bakh
- 96 Iskandariyah
- 97 Musayab
- 98 Mahawi
- 99 Shat el Nil
- 100 Madhatiyah
- 101 Jarbuliyah
- 102 Nahr al Shih
- 103 Kifri
- 104 Umm Rawaya
- 105 Abu Ghurab
- 106 Khawas
- 107 Jadwai al Gharbi
- KUT**
- 108 Saiman Pak
- 109 Azziziyah
- 110 Sira
- 111 Zarbatiyah
- 112 Badrah
- 113 Jassan
- 114 Kut
- 115 Umm Hiliana
- 116 Muhairiyah
- 117 Yassar
- 118 Bughaila.
- KARBALA**
- 119 Karbaia
- 120 Shifatha
- 121 Najaf
- 122 Kufa.
- DIWANIYAH**
- 123 Ja arah
- 124 Salahiyyah
- 125 Shafiyah
- 126 Daghrah
- 127 Afraq
- 128 Fawwar
- 129 Mishhab
- 130 Ghammias
- 131 Shinafiyyah
- 132 Hor Ajlah
- 133 Budair
- 134 Rumaitha
- 135 Samawa
- 136 Khidhr
- 137
- 138 Abu Sukhair
- 139 Hor al Dukhn
- MUNTAFIQ**
- 140 Qelat Sikar
- 141 Shatrah
- 142 Jazirah
- 143 Suk
- 144 Hammar
- 145 Garmat Beni Said
- 146 Shamiyyah.
- 'AMARAH**
- 147 Ali Gharbi
- 148 'Amara
- 149 Halfaya
- 150 Qelat Salih.

IV. VILAYETS DE HAKKIARI ET DE MARDINE.

- 151 Azair
- 152 Medina
- 153 Sharish
- 154 Hartha
- 155 Shat el Arab
- 156 Fao
- 156 Neshwa
- 161 Abu Khasib
- 162 Anah
- 165 Reis el Ain
- 166 Mardine
- 167 Coth Hissar
- 168 Loor
- 169 Omerghian
- 170 Midiat
- 171 Bassebirin
- 172 Hibsebin
- 173 Hassan keif
- 174 Nussebin
- 175 Aiyar
- 176 Hebab
- 177 Djizre
- 178 Peloupi
- 179 Bait el chébab
- 180 Hakkari
- 181 Tchah
- 182 Liwan
- 183 Chemdinan
- 184 Homaro
- 185 Zerzan
- 186 Kardi
- 187 Herki
- 188 Ghewar
- 189 Uramar
- 190 Badjirghé
- 191 Dostki.

III. TERRITOIRE SYRIEN

163 - à l'est du Chabour.



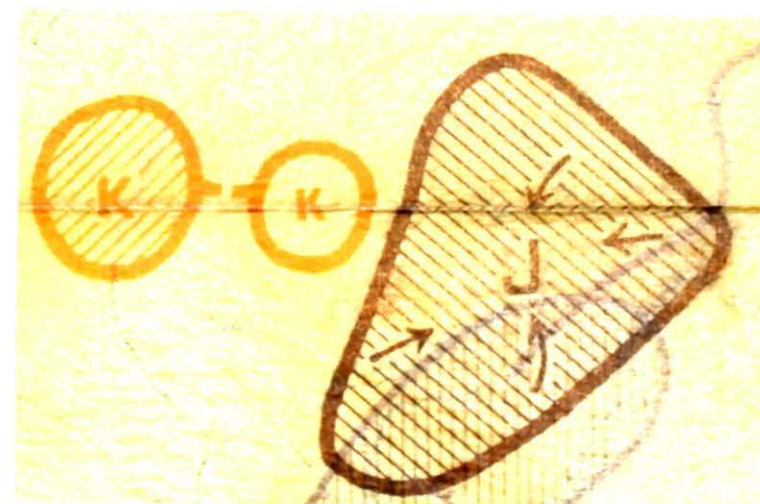
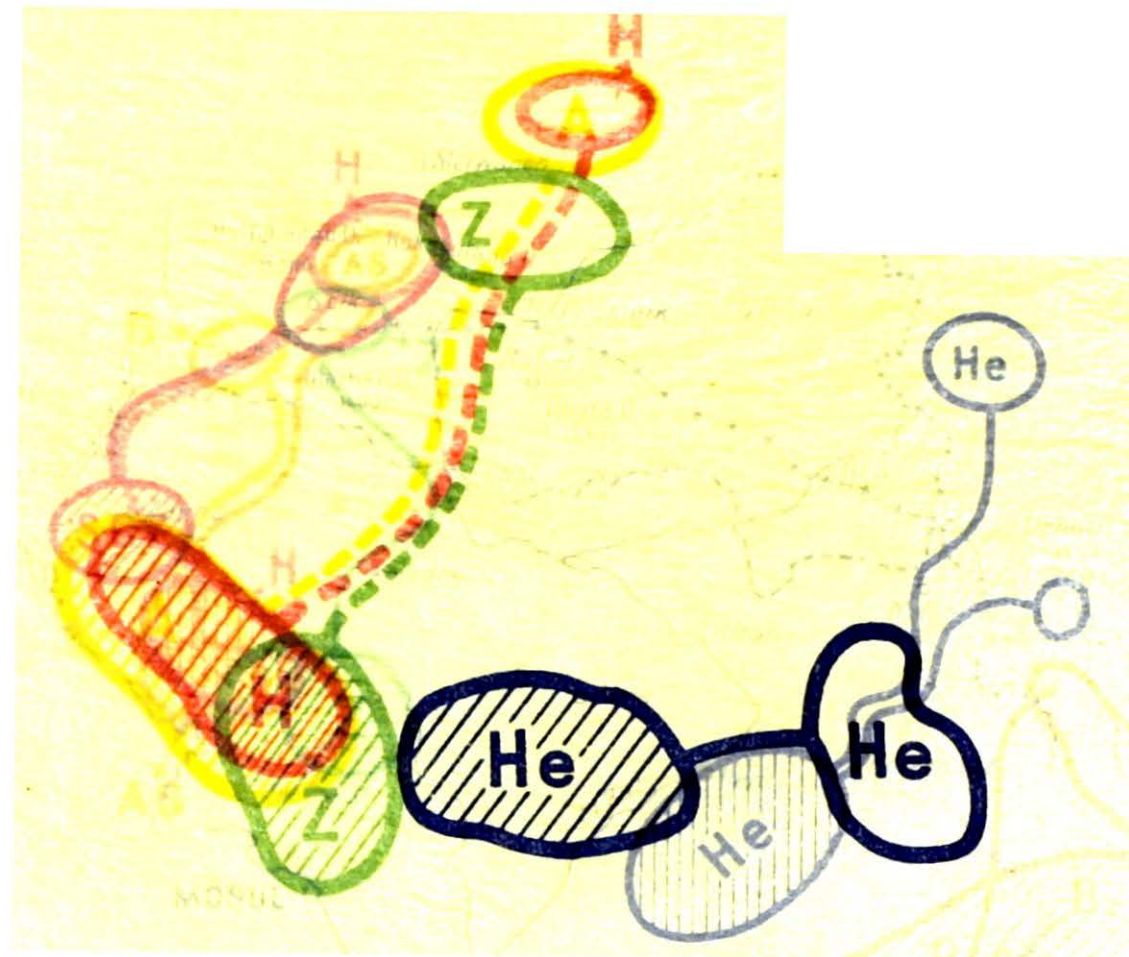
- A** = Artouchi
- H** = Hajjan
- Z** = Zeidki
- He** = Herki
- J** = Jaf

**Quartiers d'hiver, voies de mig-  
ration et quartiers d'été des  
Nomades Kurdes**

d'après des informations recueillies sur  
place.

**Winterquarters, routes of mig-  
ration and summer quarters  
of Kurdish Nomads**

according to information collected on the  
spot.



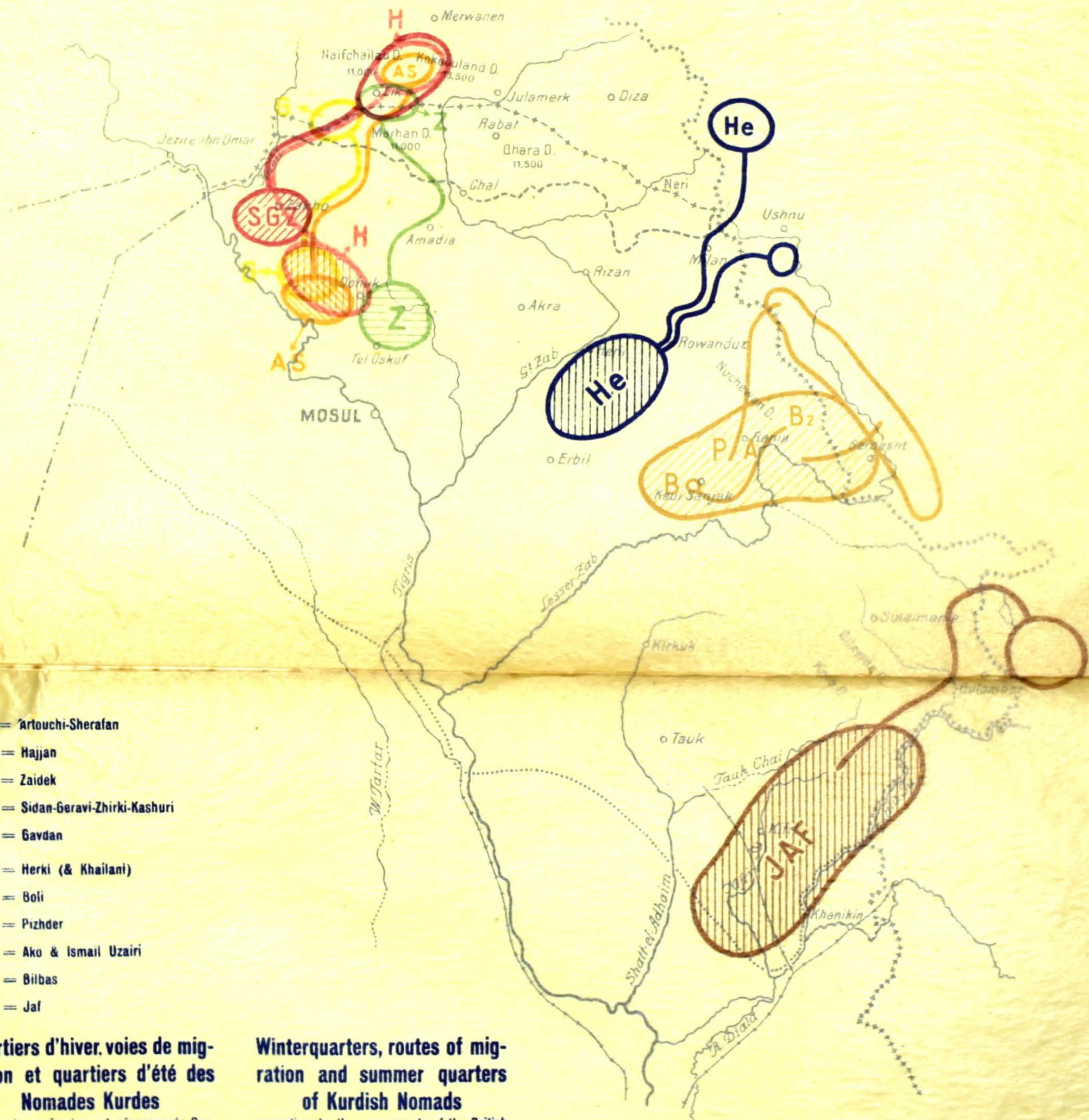
- A = Artouchi  
 H = Hajjan  
 Z = Zeidki  
 He = Herki  
 J = Jat  
 K = Kakei

**Quartiers d'hiver, voies de mig-  
 ration et quartiers d'été des  
 Nomades Kurdes**

d'après les mémoires et réponses de Gou-  
 vernement Turc.

**Winterquarters, routes of mig-  
 ration and summer quarters  
 of Kurdish Nomads**

according to the memoranda and informa-  
 tions supplied by the Turkish Government.



- AS** = Artouchi-Sherafan
- H** = Hajjan
- Z** = Zaidek
- SGZ** = Sidan-Geravi-Zhirki-Kashuri
- G** = Gavdan
- He** = Herki (& Khailani)
- B** = Boli
- P** = Pizhder
- A** = Ako & Ismail Uzairi
- Bs** = Bilbas
- JAF** = Jaf

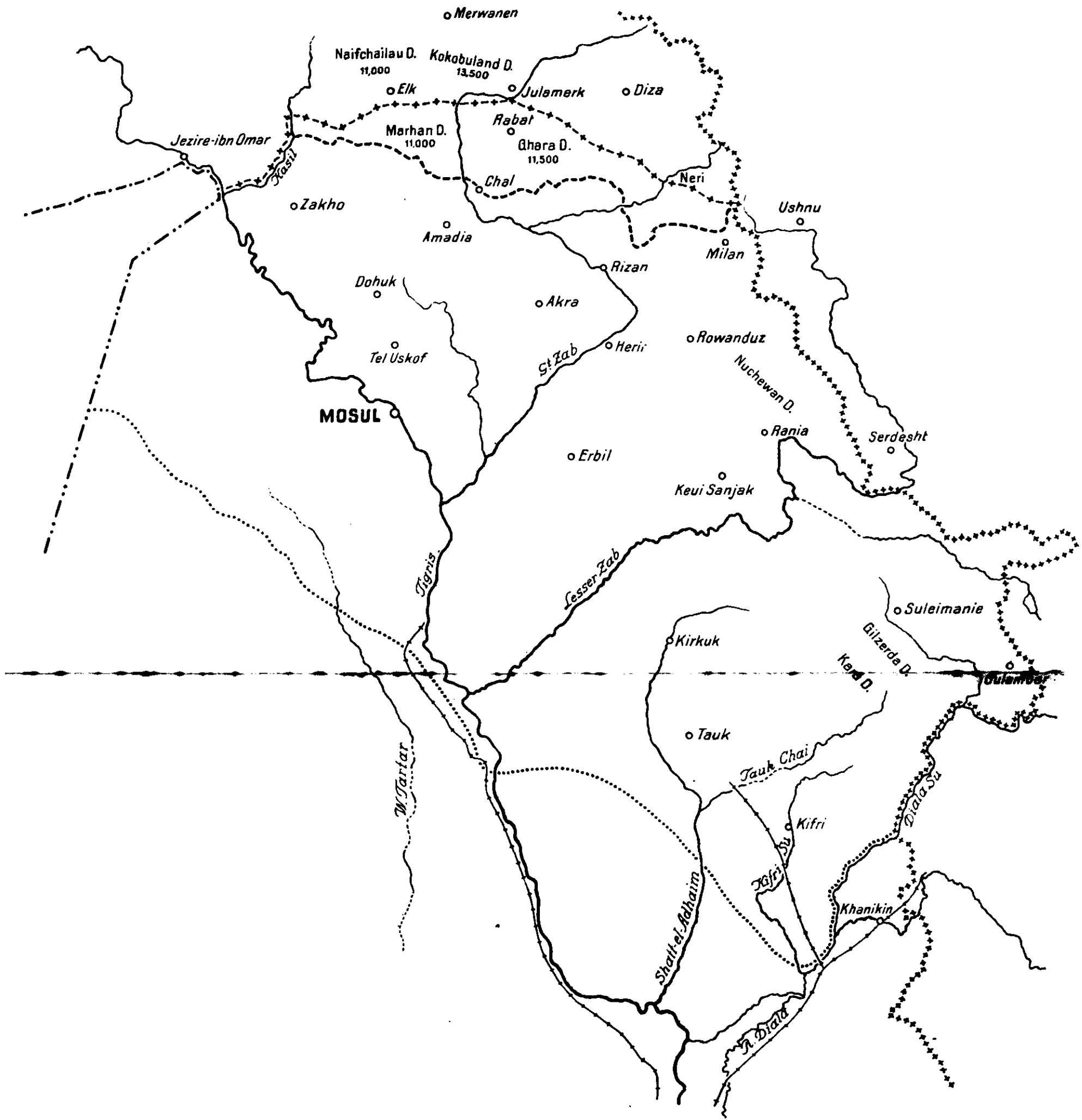
**Quartiers d'hiver, voies de migration et quartiers d'été des Nomades Kurdes**

d'après les mémoires et réponses du Gouvernement Britannique.

**Winterquarters, routes of migration and summer quarters of Kurdish Nomads**

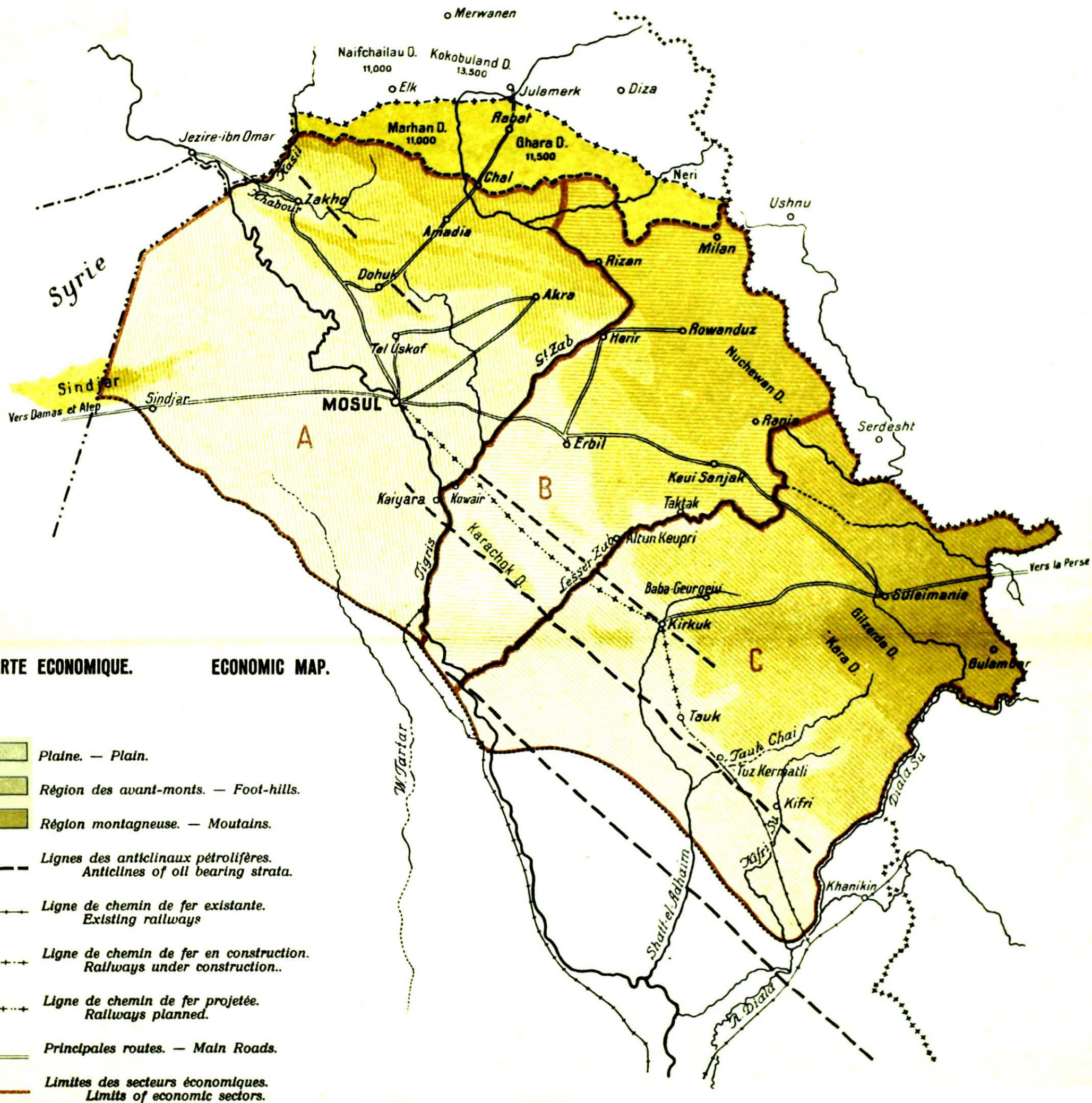
according to the memoranda of the British Government and informations supplied by the British Assessor.

ÉCHELLE: 1 : 2.000.000  
SCALE: 20 10 0 20 40 60 80 100 km.

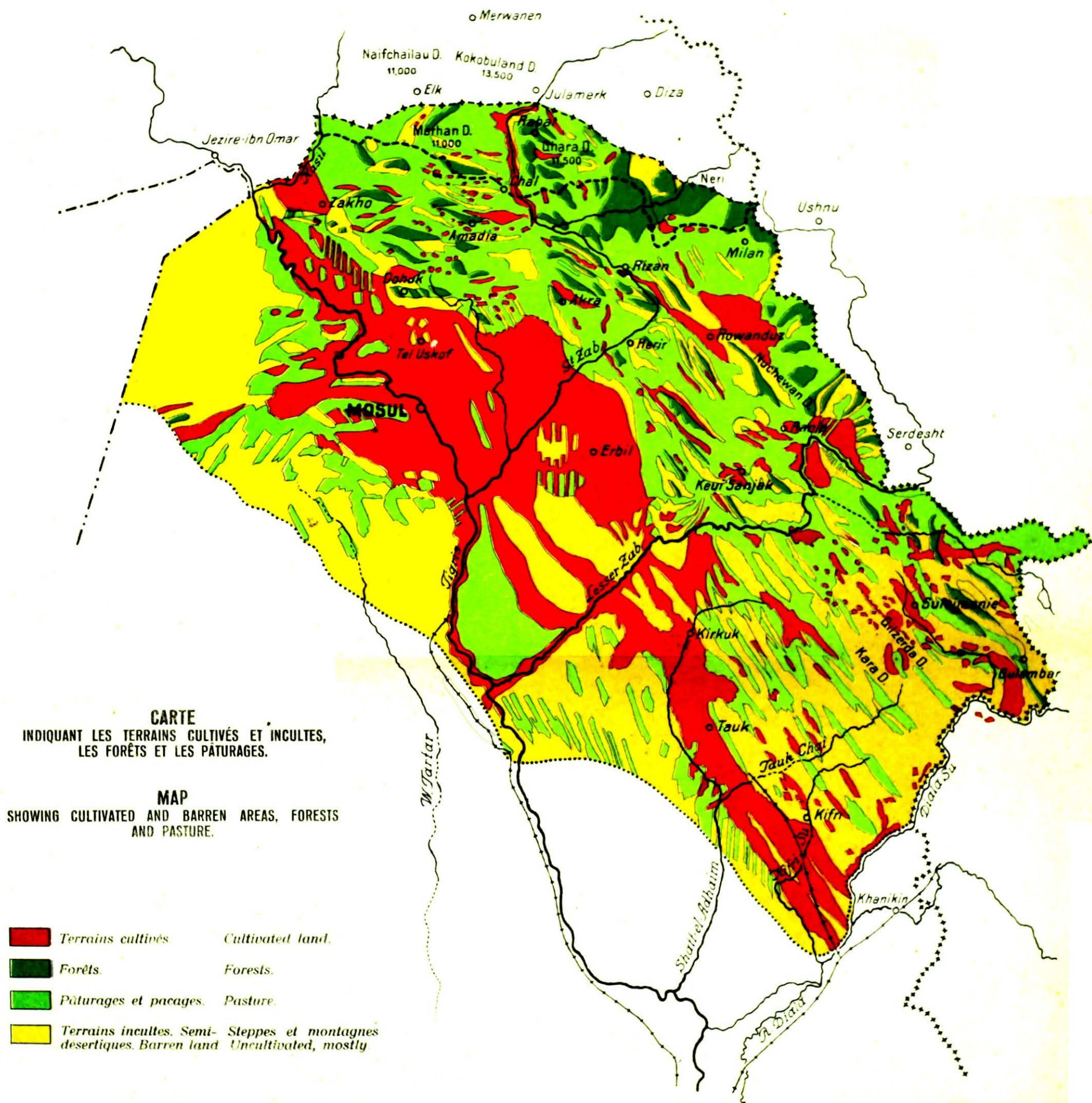


ÉCHELLE: 1:2,000,000  
 SCALE: 20 40 60 80 100 Km.

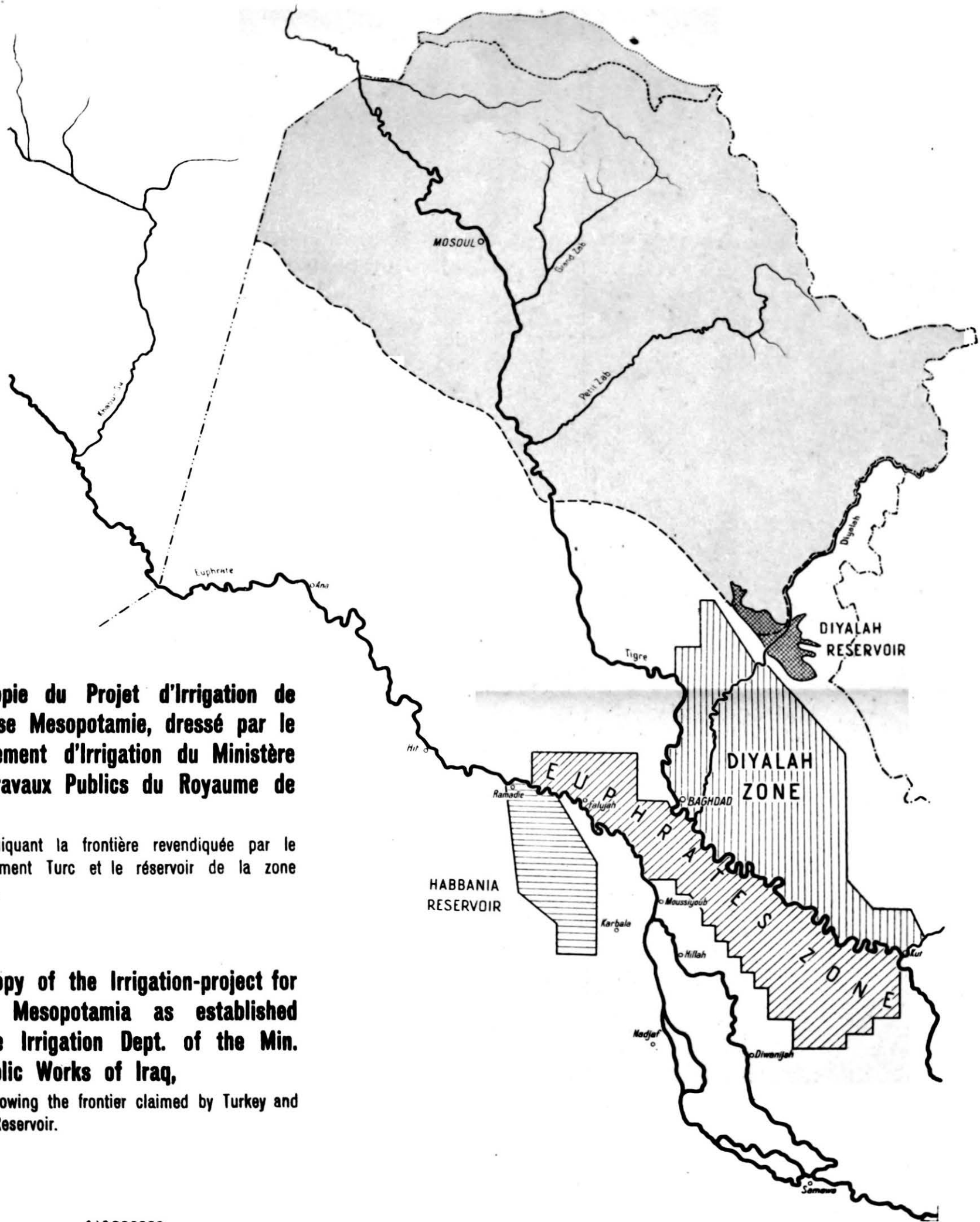
42346/925. VI. 1



ÉCHELLE : 1:2.000.000  
 SCALE : 20 40 80 100 Km.





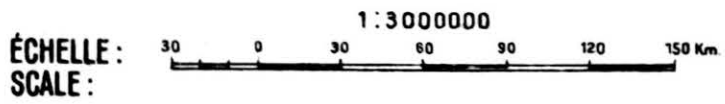


**Copie du Projet d'Irrigation de la Basse Mesopotamie, dressé par le Département d'Irrigation du Ministère des Travaux Publics du Royaume de l'Irak,**

indiquant la frontière revendiquée par le Gouvernement Turc et le réservoir de la zone du Diala.

**Copy of the Irrigation-project for Lower Mesopotamia as established by the Irrigation Dept. of the Min. of Public Works of Iraq,**

showing the frontier claimed by Turkey and Dyalah Reservoir.



M. 348/925 VII R.

## SOCIÉTÉ DES NATIONS

# QUESTION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LA TURQUIE ET L'IRAK

Rapport présenté au Conseil par la Commission  
constituée en vertu de la résolution du 30 septembre 1924

## CARTES

1. Carte des itinéraires de la Commission dans le territoire contesté.
2. Carte orographique indiquant le territoire compris entre :  
Nord : Ligne de Bruxelles ; Sud : Frontière administrative entre les deux anciens vilayets de Bagdad et Mossoul ; Ouest : Frontière de Perse ; Est : Frontière de Syrie (Mandat français).
3. Carte de Guillaume Delisle pour suivre la partie du rapport concernant le nom de l'Irak.
4. Carte dressée d'après la Carte ethnographique présentée par le Gouvernement britannique devant la Société des Nations en septembre 1924.
5. Carte dressée d'après la Carte ethnographique de la Turquie d'Asie Orientale, Syrie et Perse Occidentale, publiée en 1910 par la Société Royale de Géographie à Londres.
6. Carte ethnographique du territoire contesté, dressée par la Commission d'après les dernières statistiques établies par le Gouvernement de l'Irak (1922-1924).
7. Carte de la densité de la population du territoire contesté, ainsi que des régions environnantes du Royaume de l'Irak, du territoire syrien à l'est du Chabour et des vilayets de Hakkari et de Mardine de la République Turque, dressée d'après des croquis des frontières administratives et des statistiques de population communiqués par les gouvernements respectifs.
8. Quartiers d'hiver, voies de migration et quartiers d'été des nomades kurdes.
9. Carte économique.
10. Carte indiquant les terrains cultivés et incultes, les forêts et les pâturages.
11. Copie du Projet d'irrigation de la basse Mésopotamie, dressé par le Département d'Irrigation du Ministère des Travaux publics du Royaume de l'Irak, indiquant la frontière revendiquée par le Gouvernement turc et le réservoir de la zone du Diala.

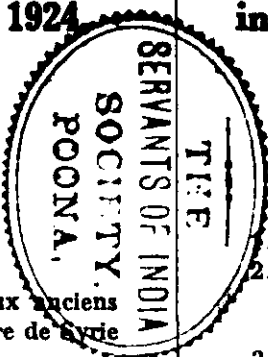
## LEAGUE OF NATIONS

# QUESTION OF THE FRONTIER BETWEEN TURKEY AND IRAQ

Report submitted to the Council by the Commission  
instituted by the Council Resolution of September 30th, 1924.

## MAPS

1. Map showing the Itineraries of the Commission in the contested area.
2. Orographical Map, showing territory between :  
North : Brussels Line ; South : Administrative boundary between former Vilayets of Baghdad and Mosul ; West : Persian frontier ; East : Syria (French Mandate).
3. Map of Guillaume Delisle, to accompany the part of the report dealing with the name of Iraq.
4. Map compiled according to the Ethnographical Map submitted by the British Government to the League of Nations in September 1924.
5. Map compiled according to the Ethnographical Map of Eastern Turkey in Asia, Syria and Western Persia, published by the Royal Geographical Society, London, in 1910.
6. Ethnographical Map of the contested territory, compiled by the Commission according to the latest statistics drawn up by the Government of Iraq (1922-1924).
7. Map showing the density of population of the contested area and of the adjoining territories : the Kingdom of Iraq, the Syrian territory to the east of the Khabur and the Turkish Vilayets of Hakkari and Mardin, compiled from sketches showing their administrative boundaries and statistics of population as submitted by the respective Governments.
8. Winter quarters, routes of migration, and summer quarters of Kurdish nomads.
9. Economic Map.
10. Map showing cultivated and barren areas, forests and pasture.
11. Copy of the Irrigation Project for Lower Mesopotamia as established by the Irrigation Department of the Ministry of Public Works of Iraq, showing the frontier claimed by Turkey and the Diala Reservoir.



Warlike, undisciplined and disunited as they are, they are able to live on reasonably good terms with the other races who inhabit their country. We have been able to establish the fact that, of all the Moslem races, the Kurds live on the most friendly terms with the Christians.

## 2. THE TURKS.

The number of Turks in the Vilayet of Mosul is not the only point on which the two Governments differ. They disagree also on the racial assignment of this section of the population. The Turkish Government calls them Turks; the British Government calls them Turkomans and says that they are of an entirely different nationality from the Turks.

The British Government states that these Turks are not Osmanlis but are called Turkomans. The Turanian language which they speak resembles the Azerbaijani dialect rather than the Turkish of Constantinople or Anatolia. They are the descendants of Turkomans who came from Iran long before the foundation of the Ottoman Empire — probably mercenaries employed by the Abbasid Khalifs. The distribution of these Turkomans favours the theory that they are descended from an old mercenary garrison. Tel-Afar, a Turkoman town, stands sentry on the edge of the desert, while all the other Turkomans live in the towns on what is known as the "High-road".

The British Government also stated that the Turkish dialect of Mosul was not the same as the dialect of Angora.

In reply to these arguments, the Turkish Government urged that there was no justification for drawing a distinction between the Turks of the Mosul territory and the Turks of Anatolia and calling the former Turkomans. "The British Government says that the Turkish spoken in Mosul is not the same as that spoken in Constantinople; but is there a place in the whole of Anatolia where the same Turkish is spoken as in Constantinople?" Moreover, the dialect spoken by the Turks of Mosul is the same as that spoken in Anatolia. There is less difference than between the *langue d'oc* and the *langue d'oïl* in France. Naturally, in different parts of a country there are dialects which differ to some extent. The Turks of Anatolia also are Turkomans, and the two words Turk and Turkoman mean the same thing.

The name of "Turks" is given to all the peoples in Asia and in Europe who speak Turkish languages or dialects. It is a very ancient name, which can be found as early as the sixth century in the Chinese chronicles in the form of "Tu-Kiue", and in the oldest Turkish inscriptions, those of the Orkhon, which date from the eighth century. But whereas the word "Turkish" has always been kept as the name for all the branches of this linguistic family, its use as applied to populations has been gradually restricted. There has been a tendency to apply the name "Turks" to the lower classes of a people of which the upper classes gave themselves other names.

Since the eleventh century all the Turks who crossed the Oxus and embraced Islam have been known as *Turkmans* or *Turkomans*. As all these peoples belonged to the Oghuz or Ghuz tribe, it is reasonable to say that the name "Turkoman" superseded the name Oghuz. The true signification of Turkoman is not clear, but it is a perfectly defined name for *all the Turks* who settled in Persia, Azerbaijan, Iraq, Asia Minor, Syria and Egypt.

Thus the ancestors of the Osmanli Turks, like all the Turkish peoples in Asia Minor which formed part of the Seljuk Empire of Konia, were known in the thirteenth century under the name of Turkomans.

These Turkomans gradually split up into a number of groups, which took other racial names derived from their political or geographical position. Those of Azerbaijan have long ceased to call themselves "Turkomans" and are now called "Azerbaijanis" or "Azeris". Those of Asia Minor when they fell under the domination of the Ottoman Empire, took the name "Osmanlis" — particularly the settled population, for certain nomadic or semi-nomadic tribes in Asia Minor still bear the name "Turkmans".

Those groups which have not adopted other names have retained the name "Turkomans". This is especially the case with the Turkish population of the country east of the Caspian Sea.

The Turks of Iraq also did not adopt any special name, as it was a long time before they fell under the Ottoman domination. They may therefore be called Turkomans, although, both linguistically and racially, they are somewhat remote from the Turkomans of Central Asia. We have not been able to ascertain whether they speak of themselves as Turkomans rather than Turks.

In the Ottoman Empire the name "Turk" always had the connotation of barbarism and lack of civilisation until about 1900, when, under the influence of the Pan-Turkish movement, it began to be regarded as an honourable title. Since the abolition of the Sultanate, "Turkiyeh" has been the official name of the country. So far, therefore, as it has supplanted the term "Osmanli", the name "Turk" cannot be applied to the Turkish population of Iraq.

As, however, they have closer connections — historical, linguistic and even literary — with the peoples of Asia Minor, and as they are without exception living a settled life, we are bound to conclude that the Turks of Iraq must not be called Turkomans in order to distinguish them from the Turks of Turkey proper.

All the Turkomans (in the mediæval sense of the word), being descended from one tribe, must have originally spoken the same language. From this single language, which may be called Western Turkish, sprang all the Turkish dialects spoken in European Turkey, Asia Minor, the Caucasus, Azerbaijan and Iraq, as well as the language of the people now called Turkomans (east of the Caspian); but all of them have become differentiated in varying degrees.

une grande part, ces changements sont dus aux contacts avec les anciennes populations autochtones comme aussi à la diversité des dominations politiques. Mais jamais ces différences linguistiques ne sont accusées au point que les différents groupes ne puissent se comprendre entre eux.

Depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, il commence à se dessiner deux groupes de dialectes turcs occidentaux, qu'on peut désigner sous les noms d'Osmanli et d'Azeri (turc d'Azerbaïdjan). Cette différenciation se révèle dès l'époque des conquêtes mongoles. Les régions qui, comme l'Azerbaïdjan et l'Irak, restèrent pendant quelques siècles soumises à leur domination, purent conserver par cela même plus de contact avec les Turcs de l'Asie centrale qu'avec ceux de l'Anatolie, laissés à eux-mêmes et exposés à d'autres influences. Après la domination mongole, les dialectes « Azeri » se sont trouvés exposés à l'influence de la Perse, de sorte que la différence avec l'Osmanli s'est accentuée encore. Car cette partie orientale du « turc occidental » ne dépendait pas, dans les XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, d'un centre politique en Anatolie ou à Constantinople, mais plutôt de petites dynasties locales, puis de la dynastie des Kara-Koyounlou et enfin de la dynastie persane des Safawides, qui, en outre, étaient des dynasties chiïtes. Sous ces influences, une langue littéraire « Azeri » s'est développée en Orient, tandis qu'en Occident la langue littéraire « Osmanli » se développait.

Le domaine actuel de l'Azeri est : a) la Caucasic méridionale et l'Azerbaïdjan ; b) les Turcs vivant en Perse dans les provinces de Hamadan, Farsistan, Khorasan et Téhéran ; c) l'Irak et l'Anatolie orientale. Il est vrai que, dans ces dernières régions, la langue écrite a subi l'influence de l'Osmanli, mais les dialectes parlés doivent être classés sous le groupe « Azeri ».

Jamais les deux groupes ne se sont éloignés beaucoup l'un de l'autre. La preuve en est le bon accueil que le poète turc de l'Irak, Fuzuli, a trouvé dans la littérature de l'Empire Ottoman. Fuzuli vivait à Bagdad au XVI<sup>e</sup> siècle et à l'époque où cette ville tomba sous la domination ottomane. Fuzuli provenait de la tribu des *Bayat*, qui demeure à l'ouest de Kifri.

Les Bayat parlent actuellement le turc et l'arabe et on a voulu les considérer comme des Arabes turquisés. Mais il est plus probable que les Bayat sont d'origine purement turque, car c'était le nom d'une des anciennes tribus Ghouz. Or, le poète Fuzuli, quoique Turc de l'Irak et quoique écrivant dans le dialecte Azeri, est devenu peu à peu l'un des poètes célèbres de la littérature ottomane, de même qu'il est encore très populaire en Irak.

VAMBÉRY (*Das Türkenvolk*, p. 407) dit : « Le dialecte turcoman est le plus proche de l'osman de l'Anatolie ». KOEPRUELUZADE MEHMED FOUAD, le célèbre professeur de littérature turque de l'Université de Constantinople, distingue trois territoires linguistiques : 1<sup>o</sup> le territoire turcoman ; 2<sup>o</sup> le territoire de l'Azerbaïdjan ; 3<sup>o</sup> le territoire de l'Anatolie et Rumélie (*Ilk Mulesavklar*, p. 196). Entre les langues parlées à Constantinople et en Anatolie, la différence est moins grande qu'entre celle-ci et le turcoman.

M. Kramers, notre interprète et expert linguiste, nous a donné les détails suivants sur ses observations personnelles : « Je n'ai pu faire que peu d'observations sur le turc parlé dans le Vilayet de Mossoul. Les lettrés parlaient presque tous plus ou moins bien le turc de Constantinople. Mais j'ai pu m'entendre presque aussi bien avec ceux qui n'avaient pas subi cette influence, quoique, dans quelques cas où il s'agissait de personnes âgées, la différence fût plus sensible. La langue écrite par le peuple (par exemple, des phrases insultantes écrites à la craie sur les murs d'Arbil) ne se distingue que très peu du turc officiel. Mais, en tout cas, ce que j'ai pu observer de la langue parlée m'a confirmé dans l'opinion que ce dialecte doit être rattaché plutôt au groupe « Azeri ».

» Un officier turc qui, en 1915, a décrit dans un périodique turc, les Turcs de l'Irak, distingue deux groupes dialectaux très peu différents du reste : celui de Tel Afar et de Nebi Yanour et celui de Arbil, Altyn-Kœpru, Kerkouk et Kifri. Il y a surtout un grand rapprochement entre Arbil et Kerkouk ; dans les deux endroits les mêmes chansons populaires sont connues, mais le turc de Kerkouk est moins influencé par des éléments étrangers.

» Ce même auteur rapporte deux traditions locales curieuses. La première est que les Turcs de Tel Afar seraient les descendants des troupes de Timourdenk ; la deuxième, qu'il existe une ancienne relation entre les Turcs des environs d'Ourfa et de Kerkouk, et l'auteur cité ajoute qu'en effet il y a des ressemblances entre les dialectes et les chansons populaires de ces deux régions. »

Nous avons pu constater que l'assesseur turc et ses experts ont parlé couramment avec les Turcs du pays.

L'Almanach officiel du Vilayet de Mossoul 1330 (1912) dit que les habitants de Tel Afar parlent un dialecte ressemblant au Djagatai.

En ce qui concerne la provenance des Turcs ou Turcomans, nous croyons que le Gouvernement britannique a raison lorsqu'il dit qu'ils sont pour la plupart des descendants des guerriers de Togroul et de ses successeurs ; des mercenaires des khalifes abbassides, et des soldats des Atabegs. Mais ce processus d'immigration militaire et de sédentisation ne s'est pas arrêté là, ce sont aussi des descendants des soldats, officiers et employés des sultans osmanlis.

C'est donc une population turco-turcomane d'une provenance bien diverse, composée des descendants des différents groupes du peuple turc, et toujours des Turcs de l'Ouest. Ils ne sont pas les plus proches des Turcs de Constantinople ou d'Angora, mais ils ont tous des parents proches dans la République Turque et on peut les considérer comme le même peuple.

### 3. YEZIDIS.

Les gouvernements intéressés ont présenté aussi des thèses nettement opposées sur les Yezidis. Quoique leur nombre soit assez restreint, 21.000 à 30.000, d'après les statistiques britanniques et de l'Irak, 18.000 seulement, d'après les statistiques turques, on est tenté, néan-

These changes are largely due to contact with the aboriginal native populations and to the fluctuations of political power. These linguistic differences, however, have never become so great as to prevent the different groups from understanding one another.

Since the thirteenth century two groups of Western Turkish dialects have become distinguishable; they may be called the Osmanli and the Azeri (the Turkish of Azerbaijan). The split becomes visible as early as the period of the Mongol conquests. Countries like Azerbaijan and Iraq, which remained under Mongol dominion for some centuries, were kept by that very fact in closer contact with the Turks of Central Asia than were those of Anatolia, left alone as they were and exposed to outside influences. After the Mongol domination the Azeri dialects were influenced by Persian and became still more widely differentiated from Osmanli. The reason was that this eastern section of "Western Turkish" was not, in the fourteenth, fifteenth and sixteenth centuries, under the influence of political centres in Anatolia or at Constantinople but was under petty local dynasties, followed by the Kara-Koyunlu dynasty, and later by the Persian Safawid dynasty, all of which, moreover, were Shi-ite. Under these influences the literary Azeri developed in the East while the literary Osmanli was growing up in the West.

The sphere of the Azeri language now embraces: (a) Southern Caucasia and Azerbaijan; (b) the Turks in the Persian provinces of Hamadan, Farsistan, Khorasan and Teheran; (c) Iraq and Eastern Anatolia. It is quite true that in these last-named areas the written language has been influenced by Osmanli, but the spoken dialects must be classified as Azeri.

The two groups have never been very widely differentiated. A proof of this is the excellent reception given by the literary world of the Ottoman Empire to the Turkish poet Fuzuli, who came from Iraq. He lived at Baghdad in the sixteenth century, when that city fell under Ottoman domination; he was a member of the *Bayat* tribe, whose home lies west of Kifri.

The Bayats now speak Turkish and Arabic, and it has been urged that they should be regarded as Arabs who have been affected by Turkish influence. More probably, however, they are of purely Turkish origin, for Bayat was the name of one of the ancient Ghuz tribes. In any case, Fuzuli, though he was a Turk of Iraq and wrote in the Azeri dialect, became in course of time one of the most celebrated poets in Ottoman literature, and is still very popular in Iraq.

VAMBÉRY (*Das Türkenvolk*, page 407) says: "The Turkoman dialect is the most nearly related to the Ottoman dialect of Anatolia". KOEPRUELUZADE MEHMET FUAD, the celebrated professor of Turkish literature at the University of Constantinople, distinguishes three linguistic zones: (1) the Turkoman zone; (2) the Azerbaijan zone; (3) the Anatolian and Rumelian zone (*Ilk Mutesavvlar*, page 196). There is less difference between the languages spoken at Constantinople and in Anatolia than between either of them and Turkoman.

M. Kramers, our interpreter and linguistic expert, gives us the following details from personal observation: "I was able to make only a few observations on the Turkish dialect spoken in the Vilayet of Mosul. Nearly all the educated people spoke Constantinople Turkish fairly well. But I was able to converse almost as easily with those who had not been under Constantinople influence, though in the case of a few old people the difference was more marked. The written language of the people (*e.g.* insulting remarks chalked on the walls at Arbil) differs very little from the official Turkish language. In any case, however, my experience of the spoken language confirms me in the view that this dialect is to be regarded as more closely related to the Azeri group".

A Turkish officer, writing about the Turks of Iraq in a Turkish periodical in 1915, distinguishes two groups of dialects, which differ very little: the dialect of Tel-Afar and Nebi Yanur, and the dialect of Arbil, Altun Keupri, Kirkuk and Kifri. Between Arbil and Kirkuk, in particular, there is a close resemblance; in both places the same popular songs are current, but the Turkish of Kirkuk is less influenced by foreign elements.

The same writer reports two curious local traditions. The first is that the Turks of Tel-Afar are descended from the troops of Timur (Tamerlane); the second, that there is an old connection between the Turks in the neighbourhood of Urfa and those of Kirkuk. The author adds that there actually are resemblances between the dialects and popular songs of these two districts.

We noticed that the Turkish assessor and his experts conversed without difficulty with the local Turks.

The Official Almanack of the Vilayet of Mosul for the year 1330 (1912) states that the inhabitants of Tel-Afar speak a dialect resembling Jagatai.

As regards the origin of the Turks or Turkomans, we think that the British Government is right in saying that most of them are descendants of the warriors of Toghlul and his successors, mercenaries of the Abbasid Khalifs, and soldiers of the Atabegs. But this process of military immigration and settlement did not stop at that point, for some of them are also descended from the soldiers, officers and officials of the Osmanli Sultans.

The population is therefore Turko-Turkoman, of very varied origin, consisting of descendants of the different sections of the Turkish people, but all of them Western Turks. They are not the nearest relatives of the Turks of Constantinople or Angora, but they all have close connections in the Turkish Republic and may be regarded as belonging to the same people.

### 3. THE YEZIDI.

On the question of the Yezidi also the Governments concerned have put forward diametrically opposite theses. Though few in number (21,000—30,000 according to the British and Iraq statistics, and under 18,000 according to the Turks), this tribe nevertheless seems to call for

moins, de s'y arrêter. D'abord, en raison de l'intérêt naturel que présente pour tout le monde ce peuple si curieux, connu comme celui des adorateurs du diable. Puis, c'est en tout cas un élément de la population nettement distinct des autres, très uni comme organisation, et enfin d'une certaine importance, du point de vue de la question à résoudre, car, dans le désert de l'Ouest, il forme presque la seule population sédentaire en masse compacte.

Du point de vue ethnique, les mémoires britanniques disent seulement que les Yezidis sont probablement d'origine kurde, mais qu'ils ne sont pas Mahométans. Au contraire, qu'ils regardent la religion mahométane comme sacrilège. Sur la carte ethnique présentée par le Gouvernement britannique les Yezidis sont distingués et marqués par une autre couleur que les Kurdes. Sur la carte publiée en 1910 par la Société Royale de Géographie de Londres et présentée par le Gouvernement turc, ils sont représentés par la même couleur que les Kurdes.

Nous avons demandé à l'assesseur britannique de nous expliquer ces différences. La réponse reçue ne donne pas d'explication ; elle se borne à constater le fait que les deux représentations sont différentes.

Le Gouvernement turc déclare les Yezidis nettement de race kurde, ayant les mêmes habitudes et les mêmes coutumes que les Kurdes. Ils ne constituent qu'une secte religieuse différente — donc une secte mahométane et le Gouvernement turc déclare que « du fait qu'ils sont une secte différente, on ne peut pas encore former un prétexte pour les distinguer des Kurdes ». Et il compare la différence entre la religion mahométane et la religion des Yezidis avec les différences entre le catholicisme et le protestantisme.

L'origine de ce peuple curieux est encore beaucoup plus obscure que celle des Kurdes. Les Yezidis eux-mêmes se disent d'origine plus ancienne et autre que tous les autres peuples du monde. Leur légende les fait dériver d'Adam seul, tandis que tous les autres hommes descendent d'Adam et Eve. Un Yezidi interrogé sur la question du déluge a dit qu'ils descendent de Noé, tandis que les autres peuples descendent de ses enfants. Les Musulmans Chiïtes regardent les Yezidis comme descendants de l'usurpateur Yesid, qui aurait tué Hassan et Hussein et se serait emparé du Kalifat. La littérature musulmane — notamment le Chahrastani — les dit partisans de Yasid ibu Anisa, et ainsi, avec deux autres groupes faisant partie de la secte ou école Ibadhia, celle-ci se rattachant au schisme connu sous le nom de Chavaridsh. Non seulement les Yezidis mêmes, mais beaucoup d'auteurs, comme aussi Moustafa Nouri Pasha, ancien Vali de Mossoul, qui a eu tous les moyens d'étudier les Yezidis et qui a écrit sur eux un traité fort intéressant, nient cette origine. Lui-même, comme généralement les auteurs modernes et les voyageurs européens, croit que les Yezidis sont des Kurdes. D'autres auteurs, comme M. Portoukalian, pensent que les Yezidis sont originaires de la province de Yezd, en Perse.

Les Yezidis parlent le kurde et n'ont pas d'autre langue. Il faut remarquer aussi que, tandis que les quelques livres saints qu'ils possèdent sont écrits en arabe, la prière principale est dite en kurde. La formule du baptême dite par le Cheik est prononcée en kurde, les hymnes sont chantés en kurde, et d'après leur croyance, Dieu parle kurde. On a aussi conjecturé une origine arabe et une kurdisation ultérieure des Yezidis, en se basant sur le fait que leurs livres saints sont rédigés en arabe. Mais il n'y a aucune autre preuve. Au contraire, tout tend à réfuter une telle assertion, car la langue arabe a pu être simplement adoptée avec l'écriture, la langue kurde n'ayant jamais jusqu'ici été une langue écrite. D'ailleurs, il n'y a qu'une petite partie des prêtres qui savent l'arabe et qui le lisent. L'arabe est seulement la langue théologique, mais elle n'est pas la langue liturgique.

Par leur religion les Yezidis sont restés très distincts et sont aussi — au moins ceux de Baédra-Cheik-Adi — somatologiquement très nettement à distinguer des Kurdes. On ne peut fonder des théories scientifiques sur un premier et court coup d'œil. Mais nous ne pouvons nous empêcher de dire combien nous avons été frappés de la ressemblance des Yezidis de la région de Baédra et Cheik-Adi, en particulier de leurs chefs, avec les types que l'on retrouve sur les monuments assyriens les plus connus.

Les Yezidis ont vécu, depuis les temps les plus reculés, dans un complet isolement. D'après leur croyance, on ne peut devenir Yezidi que par naissance. Ils ne font donc pas de prosélytisme et ainsi il n'y a pas d'infiltration de race étrangère. Il n'y a aucune possibilité de mariage mixte avec des personnes d'autre croyance, car il n'y a pas même de possibilité d'union entre les différentes castes qui sont très rigoureusement séparées les unes des autres. Ce sont les castes religieuses des Cheiks, des Pirs, des Fakirs, des Kawwals, des Avans et des serviteurs du tombeau de Cheik-Adi. Seul l'Emir choisit ses femmes librement et peut en avoir plusieurs.

Leur religion, qui les a tenus à l'écart de tous les autres peuples et qui leur a causé tant de difficultés et persécutions, et pour laquelle ils meurent héroïquement, est une religion composite. Nous y trouvons toutes sortes d'éléments dans une curieuse confusion. Personne encore n'a pu approfondir tous les secrets et embrasser dans une description l'ensemble de cette religion. Elle emprunte aux Persans la conception du principe du bien et du mal, et peut-être aussi la croyance à la transmigration de l'âme. Le sacrifice annuel du taureau blanc, près du temple de Shems-ed-Din ou du Soleil, dérive probablement d'une identification avec Mithra. Du Judaïsme elle a peut-être pris l'identification du principe du mal, d'Ahriman, avec Satan. Ils vénèrent aussi l'Ancien Testament, tout comme ils vénèrent le Nouveau Testament et le Coran. Ils pratiquent la circoncision qu'ils ont peut-être prise du judaïsme, peut-être du mahométanisme, peut-être — pense Wigram — d'une source commune plus ancienne. Toutefois, il ne faut pas oublier que bien que ce soit une vieille coutume sémite, seuls les Assyriens et les Babyloniens ne la pratiquaient pas. Ils vénèrent Jésus-Christ, ils vénèrent aussi le signe

some consideration. One reason for this is the general interest which is naturally taken in these curious people, commonly known as Devil-Worshippers. Again, they undoubtedly form an entirely distinct element of the population; they are a united organism and they are of some importance in regard to the question under consideration because they form a compact body and are almost the only settled population in the Western desert.

Considering the racial aspect of the question, the British memoranda merely state that the Yezidi are probably of Kurdish origin but that they are not Moslems — indeed, that they regard Islam as a sacrilegious religion. On the ethnographical map submitted by the British Government, the Yezidi are shown in a different colour from the Kurds. On the map published in 1910 by the Royal Geographical Society and produced by the Turkish Government, the Yezidi and the Kurds are shown in the same colour.

We asked the British assessor to explain these differences but his reply gives us no explanation. It merely records the fact that the representation on the two maps is different.

The Turkish Government asserts that the Yezidi are of distinctly Kurdish race and have the same manners and customs as the Kurds. They are merely a different religious sect, *i.e.* a Moslem sect, and the Turkish Government urges that "the fact that they are a distinct sect cannot be taken as a ground for differentiating them from the Kurds". The Turkish Government then goes on to compare the difference between the Moslem and Yezidi religions with the difference between Catholicism and Protestantism.

The origin of this curious people is much more doubtful even than that of the Kurds. The Yezidi themselves say that they are different from all the other races in the world and of more ancient origin. According to their legend, they are descended from Adam alone, whereas all other men are descended from Adam and Eve. One Yezidi, when questioned about the Flood, said that they were descended from Noah, whereas other races were descended from his children. The Shiite Moslems regard the Yezidi as descendants of the usurper Yesid, who is said to have killed Hassan and Hussein and to have seized the Khalifat. In Moslem literature — as, for example, in the *Shahrastani* — they are said to be partisans of Yasid ibn Anisa, thus forming with two other groups the Ibadhia sect or school which follows what is known as the Shavaridsh schism. This origin is contested not only by the Yezidi themselves but also by many others, including Mustapha Nuri Pasha, formerly Vali of Mosul, who has had every opportunity of studying the Yezidi and has written a most interesting monograph upon them. Like most modern writers and European travellers, he thinks that the Yezidi are Kurds. Other writers, such as M. Portukalian, believe that they originated in the province of Yezd in Persia.

The Yezidi speak Kurdish and no other language. It should also be noted that, though their few sacred books are written in Arabic, their chief prayer is spoken in Kurdish. The baptismal formula uttered by the Sheik is pronounced in Kurdish; the hymns are sung in Kurdish; and according to their belief God speaks Kurdish. It has been also conjectured that they are of Arab origin and have since been influenced by the Kurds. This theory is founded on the fact that their sacred books are in Arabic; but there is no other proof. On the contrary, all the evidence tends to disprove this assertion; the Arabic language may have been taken over with the writing because Kurdish has never yet been a written language. Moreover, only a very few of the priests know and can read Arabic. Arabic is used only for theological purposes and is not the liturgical language.

The Yezidi have remained quite distinct in religion; and in physical type also they are — at least, those from the region of Ba'Idra — Sheikh Adi — clearly differentiated from the Kurds. It is impossible to form scientific theories on the basis of a brief first glimpse; but we cannot refrain from observing how greatly we were struck with the resemblance between the Yezidi of the Ba'Idra and Sheikh Adi district, more particularly their chiefs, and the types which may be seen on the best-known Assyrian monuments.

From the remotest times the Yezidi have lived in complete isolation. According to their belief, a man can never become a Yezidi — he can only be born one. Therefore they do not attempt to make conversions, and there is accordingly no infiltration of foreign blood. Inter-marriage with the followers of other faiths is impossible, for even marriages between the different castes, which are very rigidly separated, is forbidden. These religious castes are the Sheiks, the Pirs, the Fakirs, the Kawwals, the Avans and the servants of the tomb of Sheikh Adi. The Emir is the only man who is entitled to several wives and can choose them without restriction.

The religion of the Yezidis, which has kept them separate from all other peoples, involving them in great difficulties and much persecution, and for which they are willing to die most heroically, is a composite religion. It contains a curious confusion of all kinds of elements. Nobody has yet succeeded in penetrating all its secrets and giving a general description of the whole. It borrows from the Persians the conception of good and evil principles and perhaps also the belief in the transmigration of souls. The annual sacrifice of the white bull near the Temple of Shems-Ed-Din or the Sun may probably be traced to an identification with Mithras. From Judaism the Yezidi have perhaps taken the identification of Ahriman, the principle of evil, with Satan. They also revere the Old Testament equally with the New Testament and the Koran. They practice circumcision, which may have been borrowed from Judaism or Islam, or perhaps — as Wigram thinks — from an older source common to both. It must not, however, be forgotten that, although circumcision is an ancient Semitic custom, the Assyrians and Babylonians were an exception and did not practise it. The Yezidi venerate Jesus Christ

de la croix. Mais ce symbole n'est pas seulement un symbole chrétien, on sait qu'il était antérieur au christianisme. Avec les Mahométans, ils partagent la vénération de Mahomet et des lieux saints de La Mecque. Sur les murs de leur temple, on peut lire des vers du Coran. Leur source sacrée, qui prend naissance sous le temple du Soleil, porte le nom « Zem-Zem » qui est celui de la source sainte de La Mecque, et la tradition rapporte que c'est Cheik Adi qui l'a miraculeusement transportée de La Mecque à ces lieux. C'est dans cette source sainte que le Cheik baptise les enfants. En outre, nous voyons sur les murs du temple le soleil, la lune, les étoiles, et à côté du grand portail l'image d'un immense serpent noir. Les Yezidis ont aussi une vénération pour le feu, et il y a sûrement une connexion avec la religion zoroastrienne.

Tout cela sont des éléments étrangers. Il existe aussi des éléments originaux. Les Yezidis croient en un être supérieur, « le plus Haut » qu'ils appellent « Yasdan », et c'est probablement de là qu'ils font dériver leur nom, ce qui est beaucoup plus vraisemblable que les combinaisons avec l'usurpateur Yesid et la province « Yezd » en Perse. Mais l'être suprême est beaucoup trop haut pour qu'on le vénère directement. Il est dans les cieux, et ne se préoccupe point de la terre. De lui sont émanés sept grands esprits, dont le premier et le plus fort est « Melek Taüs » qui n'est autre que le diable. Et le second « Melek Isa », Jésus. C'est par Melek Taüs que Dieu a fait créer le monde, et Dieu le lui a loué ensuite pour dix mille ans, dont six mille se sont écoulés jusqu'à ce jour. Melek Taüs est vénéré sous forme d'un paon en bronze, qui, à ce qu'il paraît, existe en plusieurs exemplaires, lesquels sont transportés par les Kawwals (quatrième caste) de village en village, où le peuple les vénère.

Ce ne sont pas les mêmes membres de la Commission qui visitèrent les Yezidis du Sindjar et ceux de la région de Baédra. Nous n'avons donc pu contrôler l'assertion de sir Mark Sykes, qui dit que ces deux groupes n'ont de commun que la religion. Il ne dit pas ce qu'il pense de l'origine de ceux de Baédra Cheik Adi. De ceux du Sindjar, il dit qu'ils sont incontestablement d'origine kurde, non seulement par la langue, mais aussi par leur type. Sykes les compare aux Kurdes de Dersimli. Il dit qu'ils se sont réfugiés dans les montagnes du Sindjar après l'invasion de Timour. Mais les Yezidis actuels du Sindjar admettent eux-mêmes que les anciens habitants de la région pratiquaient déjà la religion yezidite.

Aussi bien la religion que l'origine et la nationalité de ce peuple curieux sont donc très obscures, mais il est certain que les Yezidis ne sont pas mahométans. Il est aussi certain qu'ils ne sont apparentés ni aux Turcs ni aux Arabes. Ils ont des affinités avec les Kurdes et il est plus que probable qu'ils ont en partie des ancêtres communs. Mais il est probable aussi que leur origine ne se confond pas entièrement.

Leur situation a toujours été difficile. Il leur est défendu de prononcer ou même d'écouter le nom de Satan, ou même les syllabes de ce mot ; il leur est aussi défendu de porter la couleur bleue. Ces particularités et tout ce que leur religion comporte de pratiques secrètes ont causé beaucoup de difficultés du point de vue de leur service militaire. En Russie, curieux exemple, les Yezidis étaient à une certaine époque libérés du service militaire. En Turquie ils ne l'étaient pas, car on les considérait comme secte mahométane. Comme tels, ils furent aussi souvent persécutés par le clergé et les religieux mahométans.

Les Yezidis étaient autrefois beaucoup plus nombreux. Au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècles, ils ont été décimés par des luttes avec les Turcs et les Arabes et par de grands massacres qui suivirent ces luttes.

Nous croyons avoir trouvé au cours de nos travaux, et nous jugeons intéressant de le signaler, la seule carte qui représente le pays des Yézidis, jadis plus étendu. Il s'agit d'une carte manuscrite : « L'Arménie Majeure dressée sur les auteurs arméniens » établis par l'Académie Française (1765). Cette carte donne les frontières de toutes les régions de l'Arménie. La frontière sud du pays suit environ les montagnes de Djézireh, Amadia, Neri, en continuant dans la même direction vers l'est. Au sud de cette ligne, une bande de territoire — mais non limitée vers le sud — passant par tout le système des montagnes du Zagros, porte le nom « Pays des Kurdes ». A l'ouest, une petite fraction détachée de cette bande porte le nom de Mogq ou « Pays des Mages ». C'est la région comprise entre Mossoul, le Tigre, Amadia et Akra, environ. Donc la région des sanctuaires yézidis, seul peuple de ces parages qui pratique une religion ayant des affinités avec les religions magiques (cette carte paraîtra prochainement dans le *Recueil des Cartes Historiques de l'Arménie*, de M. Khanzadian).

#### 4. ARABES NOMADES ET SÉDENTAIRES.

Certains auteurs, comme CUINET, font une différence entre Arabes nomades et Arabes syriens, tandis que les *Mémoires britanniques* ne parlent que d'Arabes « purs » dans le vilayet de Mossoul.

Interrogé à ce sujet, le Gouvernement britannique a répondu que, bien qu'il y ait certaine différence entre les Arabes nomades et les Arabes des villes, il est impossible d'en conclure que leur origine soit différente. En tout cas, ils ont les mêmes traditions et les mêmes vues politiques.

A part les différences constatées entre Arabes nomades et Arabes des villes, nous n'avons pu en observer d'autres. D'ailleurs, des nuances de cet ordre se confondant dans une grande population ne sont pas faciles à dégager. Il faudrait des investigations anthropologiques, historiques et ethnographiques très longues pour pouvoir déterminer des origines différentes ou communes.



and the Sign of the Cross, but it is known that the latter is not exclusively a Christian symbol but dates from the pre-Christian period. They share with the Moslems their reverence for Mahomet and the Holy Places of Mecca. Verses from the Koran may be read on the walls of their Temple. Their sacred spring, which has its source near the Temple of the Sun, is called "Zem-Zem" — the name of the sacred spring at Mecca — and tradition states that Sheik Adi miraculously transported it from Mecca to this place, but it is in this same holy spring that the Sheik baptises children. There are also to be seen on the walls of the Temple the sun, the moon and the stars, and beside the great doorway an immense image of a black serpent. The Yezidi also worship fire, and here there is undoubtedly some connection with the Zoroastrian religion.

All these elements are foreign, but there are also native elements. The Yezidi believe in a Supreme Being, "the Most High", whom they call "Yasdan", and this is probably the derivation of their name; at any rate, it is a much more likely derivation than those from the name of the usurper Yesid or the province of Yezd in Persia. The Supreme Being, however, is far too high for direct worship. He is in the heavens and takes no heed of the earth. From him have issued seven great spirits, the first and greatest of whom is "Melek Ta'is", who is no other than the Devil. The second, "Melek Isa", is Jesus. It was through "Melek Ta'is" that God created the world, and He leased it to him for 10,000 years, of which 6,000 have so far elapsed. "Melek Ta'is" is worshipped in the form of a bronze peacock, of which several apparently exist; they are carried by the Kawwals (the fourth caste) from village to village and are worshipped by the people.

The Yezidi of the Sinjar were not visited by the same members of the Commission as the Yezidi of the Ba'Idra district. Consequently we have not been able to test the validity of Sir Mark Sykes's statement that these two groups have nothing but their religion in common. Sir Mark Sykes does not give any opinion on the origin of the Yezidi of Ba'Idra and Sheik Adi. Those of the Sinjar, he says, are undoubtedly of Kurdish origin, not only in language but also in physical type. He compares them with the Kurds of Dersimli. In his view, they took refuge in the Sinjar mountains after Timur's invasion. The Yezidi of to-day themselves assert, however, that the ancient inhabitants of their district always practised the Yezidi religion.

It will be seen, then, that the religion, the origin and the nationality of this curious tribe are exceedingly obscure; but there can be no doubt that the Yezidi are not Moslems. It is equally clear that they are not related either to the Turks or to the Arabs. They have some affinities with the Kurds, and it is more than probable that, to some extent, they had common ancestors. But it is also likely that the origin of the two races is not wholly the same.

The Yezidi have always been in a difficult position. They are forbidden to utter, or even to hear, the name of Satan or the syllables of that name; nor may they wear blue. These peculiarities and the secret practices of their religion have led to many difficulties in connection with their military service. In Russia (Caucasus), for instance, the Yezidi were at one period exempt from military service. This was not so, however, in Turkey, where they were regarded as a Moslem sect. As such, they were also frequently persecuted by the Moslem clergy and religious communities.

In earlier times the Yezidi were considerably more numerous than now. In the eighteenth and nineteenth centuries they were decimated by struggles with the Turks and Arabs and by great massacres which ensued.

In the course of our enquiries we have found, and think it may be of interest to mention, what we believe to be the only map showing the extent of the former territory of the Yezidi, which was appreciably greater than it is now. This is a manuscript map entitled "Armenia Major, based upon Armenian Authors", and drawn up by the Académie Française (1765). It shows the boundaries of all the different parts of Armenia. The southern frontier of the country approximately follows the mountains of Jezireh, Amadia and Neri and continues eastward in the same direction. South of this line, a strip of land, for which no southern boundary is shown, running all along the Zagros mountain system, is called "Country of the Kurds". A small portion of this strip, at the western end, is detached and bears the name "Mogq, or Country of the Magi". This is the district roughly bounded by Mosul, the Tigris, Amadia and Aqra. In other words, it is the country containing the sanctuaries of the Yezidi, the only people in these parts practising a religion which has affinities with the religions of the Magi (this map will shortly be published by M. Khanzadian in his "Historical Maps of Armenia" series).

#### 4. NOMADIC AND SETTLED ARABS.

Certain authors, such as CUINET, draw a distinction between nomadic Arabs and Syrian Arabs, whereas the British memoranda refer only to "pure" Arabs in the Vilayet of Mosul.

The British Government has replied to questions on this point that, although there is a certain difference between the nomadic Arabs and the Arabs of the towns, it is not sufficient to justify the conclusion that they are of different origin. In any case, they have the same traditions and the same political ideas.

We have not been able to observe any but the known differences between nomadic and city Arabs; moreover, it is not easy to discover such slight shades of difference in a large population. Protracted anthropological, historical and ethnographical investigations would be needed before the difference or community of origin could be established.

Il est certain, cependant, que des descendants d'autres peuples sémitiques subsistent dans la population. Sir Mark Sykes parle aussi de la population arabo-araméenne de Mossoul. Elle a été mêlée aux Arabes et arabisée et n'a pas conservé la tradition de cette origine.

### 5. LES SARLI ET LES CHABAK.

L'interprète et expert linguiste de la Commission, Mr Kramers, nous a fourni les renseignements suivants :

Dans le journal *Al-Machrik*, publié par le Collège des Jésuites à Beyrouth, le père ANASTASE, connu aussi pour ses investigations sur les Yezidis, a donné quelques renseignements sur les sectes des *Sarli*, des *Badjoran* et des *Chabak*, qu'on trouve dans les environs de Mossoul (Tome V, 1902, pp. 577 et suiv.).

Comme villages principaux des *Sarli*, le père Anastase cite : Tel Laban, Basatliya, Kabarli et Kharab-al-Sultana. Ces endroits n'ont pas été signalés à la Commission, car, selon les informations reçues, le village de Wardak est leur centre et le lieu d'habitation de leur chef Molla Taha ou Taha Kotcha. Selon le père Anastase, la *langue* des *Sarli* est composée d'éléments kurdes, persans et turcs. Il dit la même chose pour les langues des *Badjoran* et des *Chabak*, mais il ajoute qu'aucun de ces trois langages ne se ressemblent. Si on rapproche cette communication de celle reçue de la Commission à Seifiye, le 20 février 1925, selon laquelle les *Sarli* n'usent d'aucune autre langue que le kurde, il paraît permis d'en tirer la conclusion que ce soi-disant langage secret n'est que du kurde où sont mêlées quelques expressions d'origine persane ou turque. La langue de leur livre saint serait le persan.

Du reste, à la fin de son article, le père Anastase lui-même émet l'opinion que les trois sectes qu'il décrit sont d'origine kurde. Il se base sur les caractéristiques anthropologiques. De même que les Kurdes, ce sont des hommes robustes, musculeux, hauts de taille, ayant une peau de couleur foncée, le nez aquilin, les cheveux noirs, les yeux de couleur rouge foncé (?) ; ils sont également de caractère injuste, violent et traître.

Les *Badjoran* sont une secte que la Commission n'a jamais rencontrée. Leurs pratiques religieuses sont identiques à celles des Chiites extrêmes.

Les *Chabak* ont aussi une vénération excessive pour Ali, l'Iman des Chiites, mais ils participent également à la plupart des cérémonies religieuses des *Yezidis*.

### 6. LES CHRÉTIENS.

Les deux gouvernements ont surtout discuté l'aspect politique de la question des Chrétiens, notamment des Nestoriens assyriens, dont les habitats primitifs se trouvaient au nord du territoire contesté et dans les régions limitrophes. Les mémoires ont surtout fait allusion à l'histoire récente de ces Chrétiens, à leurs luttes et à leurs persécutions pendant la grande guerre, comme aussi à la question des réfugiés, enfin, à celle de leur rapatriement dans les territoires voisins de ceux qu'ils ont abandonnés.

Ce n'est pas ici que nous avons à nous prononcer sur ces questions.

De l'origine de ces Chrétiens, les deux gouvernements n'ont rien dit dans les mémoires, et même dans le mémoire spécial sur les réfugiés arméniens et assyriens du campement de Ba'quba, communiqué par le Gouvernement britannique, il n'est question que de leur histoire récente.

Mais, en traitant de l'origine des différentes races du pays contesté, nous trouvons nécessaire, pour être complets, de dire quelques mots sur les deux grands groupes de Chrétiens qui y vivent : les Nestoriens et les Chaldéens ; les autres Chrétiens Jacobites, catholiques, latins et syriens, grecs-orthodoxes, arméniens et protestants s'y trouvant en très petit nombre.

Les Chrétiens de la vallée du Tigre sont principalement des descendants de la population araméenne, qui formait la majorité au temps des Artasides et des Sassanides et chez laquelle se sont répandus le gnosticisme et, plus tard, le christianisme. Les Nestoriens, Assyriens des montagnes d'Amadia, du Thiari et des régions avoisinantes, ne sont peut-être pas tout à fait de même origine. Ils parlent la même langue syro-araméenne, mêlée d'éléments étrangers, et emploient les uns et les autres dans leur liturgie le vieux syriaque. Mais certains auteurs croient qu'ils dérivent de la même population montagnarde autochtone que les Kurdes. Au moment des premières conquêtes de l'Islam, des Chrétiens des plaines du Tigre se seraient réfugiés chez ces montagnards, qui peut-être étaient déjà convertis, — et leur auraient apporté une civilisation plus développée et une langue nouvelle.

En ce qui concerne la religion nestorienne, ce schisme date de l'époque des subtiles disputes théologiques, qui ont conduit à l'hérésie des monophysites et monothélètes. L'évêque Nestorius a été condamné par le concile d'Ephèse (III). Il enseignait que la Vierge n'avait engendré que la nature humaine et non la nature divine du Christ. Ses adhérents, persécutés comme lui-même à Byzance, trouvèrent un accueil favorable chez les Sassanides, ennemis de l'Empire d'Orient et plus tard chez les Abbassides. Ils y furent même très honorés, comme détenteurs de la science grecque, et ils parvinrent, à Bagdad même, aux plus hauts emplois.

Presque tous les Chrétiens des empires arabe et persan devinrent Nestoriens et, en peu de temps, ils eurent vingt-cinq archevêchés.

There can, however, be no doubt that the population includes descendants of other Semitic races. Sir Mark Sykes also alludes to the Arabo-Aramaic population of Mosul. This race, having intermingled with the Arabs and been greatly influenced by them, has lost all tradition of its origin.

### 5. THE SARLI AND THE SHABAKS.

Mr. Kramers, the official interpreter and linguistic expert attached to the Commission, has supplied us with the following information.

In the newspaper *Al-Mashrik*, published by the College of Jesuits at Beirut, Father Anastasius, who is well known for his investigations regarding the Yezidis, has furnished a certain amount of information concerning the Sarli, Bajoran and Shabak sects which are met with in the neighbourhood of Mosul (Vol. V, 1902, page 577 et seq.).

Father Anastasius quotes the following as being the principal villages of the Sarli : Tel Laban, Basatliya, Kabarli and Kharab-as-Sultana. These localities were not pointed out to the Commission, for, according to our own information, the village of Wardak is their centre and the place in which the Chief, Molla (Mullah ?) Taha or Taha Kocha (Khoja ?) lives. According to Father Anastasius, the Sarli language consists of Kurdish, Turkish and Persian elements. The same is true, he says, of the languages of the Bajoran and Shabaks, but he adds that no one of these languages resembles the others. If we compare this opinion with the information furnished to the Commission at Seifyie on February 20th, 1925, according to which the Sarlis do not use any language other than Kurdish, it is permissible to draw the conclusion that this so-called secret language is only Kurdish mixed with a few expressions of Persian or Turkish origin. The language of their sacred book would seem to be Persian.

Moreover, at the end of his article Father Anastasius himself expresses the opinion that the three sects which he describes are of Kurdish origin, and he bases his conclusion on their anthropological characteristics. Like the Kurds, they are robust, muscular, tall and of dark complexion and possess aquiline noses, black hair and dark brown eyes. They are dishonest, violent and treacherous.

The Bajoran are a sect which the Commission has never come across. Their religious practices are the same as those of the extreme Shiah.

According to Father Anastasius, the villages of the Shabaks are called : Ali Rash, Yingijee, Kharna and Fellara and are situated near the Jebel Sinjar (this must be a mistake, for in reality they live nearer to the Jebel Makhlub). The Shabaks hold Ali, the Imam of the Shiah, in high veneration, but they also take part in most of the religious ceremonies of the Yezidis.

### 6. THE CHRISTIANS.

The two Governments have given special attention to the political aspect of the problem of the Christians, particularly the Nestorian Assyrians, whose original habitat was the northern part of the disputed territory and the adjoining districts. The memoranda have mainly referred to the recent history of these Christians, their struggles and their persecution during the late war, the question of the refugees, and, finally, their repatriation into the territories neighbouring on those which they had abandoned.

This is not the place for us to give an opinion on these questions.

In their memoranda the two Governments have said nothing about the origin of these Christians ; even in the special memorandum on the Armenian and Assyrian refugees of the Ba-Quba camp communicated by the British Government only their recent history has been referred to.

But in dealing with the origin of the various races in the disputed territory we think it is necessary for the sake of completeness to add a few words concerning the two great groups of Christians which inhabit this country : the Nestorians and the Chaldeans. Of other Christians, Jacobites, Latin and Syrian Catholics, Greek Orthodox, Armenians and Protestants, there are but few.

The Christians of the Tigris valley are mainly descendants of the Aramean inhabitants who formed the majority of the population in the time of the Artasids and Sassanids, when Gnosticism, and later, Christianity, began to spread. The Assyrian Nestorians of the Amadia and Thiari mountains and neighbouring districts are not perhaps all of quite the same origin. They speak the same Syro-Aramean tongue, which includes certain foreign elements, and both employ the same language in their liturgy : old Syrian. But some writers believe that they are derived from the same autochthonous mountain population as the Kurds and that, when Islam was making its first conquests, Christians of the Tigris plain took refuge with the mountaineers (who perhaps were already converted) and gave them a more highly developed civilisation and a new language.

As regards the Nestorian religion, the schism dates from the period of theological hair-splitting which gave birth to the Monophysite and Monothelete heresies. The patriarch Nestorius was condemned by the Council of Ephesus (third century). Nestorius taught that the Virgin had given birth to Jesus the Man but not to Jesus as God. He and his adherents were persecuted in Byzantium but were favourably received by the Sassanids, the enemies of the Eastern Empire, and later by the Abassids. They were even highly honoured as exponents of Greek science, and they attained to some of the highest positions in Baghdad itself.

Almost all the Christians of the Arab and Persian Empires became Nestorians, and in a short while the Church came to possess 25 archbishoprics.

Le déclin du Khalifat, l'invasion mongole et la renaissance du fanatisme mahométan, grâce surtout au Hachimite Cheik Abd el Qadr el Gillani, modifièrent la situation. Au XIII<sup>e</sup> siècle déjà, on persécuta les chrétiens et, peu à peu, ils se retirèrent vers les montagnes. Mais leur grande épreuve fut la seconde conquête mongole de Toimur. Il n'en resta que ce qui a survécu jusqu'aujourd'hui. C'est alors que le patriarche se retira de Bagdad à Al-Kosh, dans ce monastère creusé dans les falaises de calcaire, au nord de la plaine de Mossoul et fondé par le célèbre ermite Rabban Hormouzd.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, des tentatives furent faites pour rapprocher les Nestoriens du catholicisme. Leur séparation en deux groupes y était favorable. Le groupe du nord s'émancipa sous la juridiction d'un patriarche distinct (qui porte depuis lors le nom de Mar Shimoun), avec huit sièges épiscopaux, dont deux en Perse.

Les Nestoriens du bas-pays ressentaient beaucoup plus le besoin d'une protection. En 1778, la réunion avec Rome s'accomplit. Cette Eglise chaldéenne compte sept évêques sous la juridiction du Patriarche de Babylone, qui résidait d'abord près de Diarbekir, puis à Mossoul.

Le rapport du consul général d'Autriche-Hongrie à Bagdad, qui s'est beaucoup occupé de la question des Nestoriens et Chaldéens, nous donne, en 1901, la statistique suivante :

<i>Nestoriens.</i>		Familles
I.	Groupe des tribus Thiaris, sous le Patriarche Mar Shimoun . . . . .	2.274
II.	» » » Tchuma, Evêque Dseheln . . . . .	1.650
III.	» » » Gawar, Evêque Gawar . . . . .	2.103
	1. Diocèse métropolitain . . . . .	1.067
	2. » de Mar Johannan . . . . .	972
	3. » » » Jonan . . . . .	290
	4. » » » Gouriel . . . . .	5.217
		13.573
<i>Chaldéens.</i>		Familles
	1. Diocèse patriarcal de Babylone (Mossoul et environs avec commune de Bagdad) . . . . .	2.705
	2. » » Kerkouk . . . . .	350
	3. » » Amadia-Akra . . . . .	1.165
	4. » » Djezireh . . . . .	825
	5. » » Sirt . . . . .	915
	6. » » Mardine . . . . .	70
	7. » » Diarbekir . . . . .	200
		6.230

D'après cette statistique, que nous croyons tout à fait impartiale et qui paraît fondée sur des informations fournies par le Représentant Apostolique, ainsi que par des Patriarches, on pourrait évaluer le nombre des Chrétiens à 80.000 ou 90.000 Nestoriens et 40.000 Chaldéens, prenant pour base très large le chiffre de six personnes par famille.

Le mémoire britannique sur les réfugiés évalue le nombre des Nestoriens montagnards d'avant-guerre à 100.000 environ.

L'autonomie des trois groupes nestoriens formés par les cinq tribus indépendantes a été menacée par les luttes internes des tribus, et par l'antipathie des autorités ottomanes. Cependant, le Gouvernement ottoman a toujours traité le Patriarche avec certains ménagements, afin d'empêcher son rattachement à Rome, ou son transfert éventuel en Perse. Lors du premier massacre par Beder Khan pacha, en 1840, il avait temporairement émigré.

L'autonomie des cinq tribus dans l'Empire Ottoman était assez étendue, et les Nestoriens étaient gouvernés par leur Patriarche. C'est à lui qu'ils payaient les impôts et c'est lui qui payait un tribut au Sultan. Leurs églises, leurs vieux livres liturgiques, qui ont disparu dans les luttes et massacres de la grande guerre, avaient été conservés pendant des siècles. Ils étaient bien à l'abri dans leurs montagnes, où, comme dans les montagnes habitées par des tribus kurdes, l'administration ottomane n'intervenait qu'accidentellement. Ces interventions n'étaient généralement pas de nature bienveillante, et il semble qu'il y avait une différence sensible entre le traitement réservé au Patriarche par le gouvernement et à son peuple par les pachas.

Les montagnards nestoriens mènent une vie ressemblant beaucoup à celles des Kurdes des montagnes. Comme eux, ils élèvent des moutons, ils font la transhumance locale, mais mieux qu'eux, ils cultivent les quelques terrains rendus arables dans les vallées et sur les pentes escarpées des montagnes. Ils cultivent beaucoup en terrasses, ils font de l'irrigation locale.

Leur costume ressemble à celui des Kurdes, mais n'est toutefois pas identique. Ils portent un petit bonnet de forme conique qui se rapproche curieusement de celui des Albanais, avec lesquels ils n'ont d'ailleurs rien de commun.

Ils sont guerriers et portent — tout comme les Kurdes — le handjar à la ceinture et un fusil moderne à la bretelle.

The decline of the Khalifat, the Mongol invasion and the recrudescence of Moslem fanaticism, due mainly to the Hashimite Sheik 'Abd el Qadr el Jillani, modified the situation. In the thirteenth century the Nestorians were already being persecuted and were gradually withdrawing to the mountains. But their greatest tribulation was the second Mongol conquest under Timur. Timur's invasion left the Nestorians as reduced in numbers as they are to-day. At that date their Patriarch withdrew from Baghdad to Al Qosh, a monastery hewn into the limestone cliffs north of the Plain of Mosul and founded by the celebrated hermit Rabbau Hormouzd.

In the sixteenth century attempts were made to draw the Nestorians into the Catholic fold. Their separation into two groups rendered this more feasible. The northern group had seceded under the jurisdiction of a separate Patriarch (who has ever since been known as the Mar Shimoun), with eight episcopal sees, two of these being in Persia.

The Nestorians of the lowlands felt, to a far greater extent, the need for protection, and in 1778 they became reunited with Rome. The resulting Chaldean Church has seven bishops, under the jurisdiction of the Patriarch of Babylon, who resided first near Diarbekr and then at Mosul.

The report of the Consul-General of Austria-Hungary at Baghdad, who devoted considerable study to the question of the Nestorians and Chaldeans, gives us, in his report for 1901, the following statistics :

*Nestorians.*

	Families
I. Group of the Thiari tribe under the Patriarch Mar Shimoun . . . . .	2,274
II. Group of the Chuma tribes under the Bishop of Dsekeln . . . . .	1,650
III. Group of the Gawar tribes under the Bishop of Gawar . . . . .	2,103
(1) Metropolitan diocese . . . . .	1,067
(2) Diocese of Mar Johannan . . . . .	972
(3) Diocese of Mar Jonan . . . . .	290
(4) Diocese of Mar Gouriel . . . . .	5,217
Total . . . . .	13,573

*Chaldeans.*

	Families
(1) Patriarchal diocese of Babylon (Mosul and neighbourhood, with the commune of Baghdad) . . . . .	2,705
(2) Diocese of Kirkuk . . . . .	350
(3) Diocese of Amadia-Aqra . . . . .	1,165
(4) Diocese of Jezireh . . . . .	825
(5) Diocese of Sert . . . . .	915
(6) Diocese of Mardin . . . . .	70
(7) Diocese of Diarbekr . . . . .	200
Total . . . . .	6,230

According to these statistics, which we think are quite impartial and which seem to be based on information given by the Apostolic representative and the Patriarchs, we may estimate the number of Christians at about 80,000 to 90,000 Nestorians and 40,000 Chaldeans, on the broad basis of six persons to each family.

The British memorandum on the refugees estimates that the mountain Nestorians numbered one hundred thousand before the war.

The autonomy of the three Nestorian groups formed by the five independent tribes has been menaced by internal dissensions among the tribes and by the enmity of the Ottoman authorities. The Ottoman Government, however, has always shown a certain amount of consideration for the Patriarch, in order to prevent him from going over to Rome or transferring his see to Persia, for, at the time of the first massacre by Bedr Khan Pacha in 1840, the Patriarch temporarily left the country.

Within the Ottoman Empire the five tribes were allowed a considerable degree of autonomy, and the Nestorians were governed by the Patriarch. It was to him that they paid their taxes, and he paid a tribute to the Sultan. Their churches and ancient liturgical books, which were lost during the struggles and massacres of the Great War, had been preserved for centuries. The Nestorians were well protected in the mountains, where — as in the mountains inhabited by Kurdish tribes — the Ottoman administration only asserted itself occasionally. When it did so, its action was generally not benevolent, and there appears to have been considerable difference between the way in which the Patriarch was treated by the Government and that in which his people were treated by the Pashas.

The Nestorian mountaineers lead a life very similar to that of the mountain Kurds. Like the latter, they breed sheep and migrate from pasture to pasture, but they cultivate with greater care the scanty areas which they have been able to bring under the plough in the valleys and on the steep mountain slopes. They practise terrace-cultivation to a large extent and local irrigation.

Their dress resembles that of the Kurds but is not quite the same. They wear a small conical hat curiously like that worn by the Albanians, with whom, however, they have nothing in common. They are warriors and, like the Kurds, always wear a hanjar in their waist-belt and a modern rifle slung over the shoulders.

Les Chaldéens ont une civilisation plus développée ; ils habitent le bas-pays où ils peuvent entrer en contact avec les éléments cultivés des villes et ils possèdent leurs écoles, soutenues surtout par la France et par Rome. Le clergé chaldéen est formé principalement dans le séminaire des dominicains français à Mossoul.

Les villages des Chaldéens de la plaine se distinguent visiblement et agréablement des villages arabes, turcs et kurdes par leur propreté. Tel-Kef, par exemple, et les villages avoisinants, sont bâtis en pierre.

Avec les Kurdes, ces Chrétiens paraissent avoir vécu en assez bons rapports. Ce fut, d'ailleurs également, notre impression dans les endroits habités par des éléments kurdes et chrétiens.

Dans les derniers temps précédant la guerre, l'expatriation des Chaldéens de Mésopotamie avait déjà pris des proportions assez grandes.

Nous parlerons plus loin de leur situation actuelle.

### III. DESCRIPTION GÉOGRAPHIQUE ET ETHNOGRAPHIQUE DU PAYS CONTESTÉ.

L'Asie Mineure, l'Arménie et l'Iran sont des territoires qui appartiennent à la zone des grands plissements eurasiens.

La Syrie et l'Arabie appartiennent aux vieux massifs de structure tabulaire, qui comprend presque toute l'Afrique, le sud des Indes Orientales et l'Australie.

La Mésopotamie — comprenant dans sa plus grande extension tout le pays entre l'Euphrate et le Tigre, et le long de ces fleuves depuis leur sortie des hautes montagnes — est une région de transition.

La *région contestée* appartient à cette région de transition, qui s'étend de l'Amanus jusqu'au Golfe Persique.

Les montagnes qui entourent en amphithéâtre le pays plat de Syrie-Mésopotamie, appartiennent à deux systèmes. A l'est, c'est celui du Zagros, dont les nombreuses chaînes parallèles courent du sud-est au nord-ouest ; au nord, c'est celui des Taurides, dont les chaînes ouest-est forment un arc convexe vers le sud. Dans le coin nord-est, ils se rencontrent et se confondent en un nœud morphologiquement et géologiquement encore très peu connu. Vers la plaine, toutes ces chaînes sont bordées de plusieurs rangées d'avant-monts.

La *région contestée* est dans le coin le plus reculé du pays plat, là où les chaînes et avant-monts des deux systèmes se confondent.

Au sud-est, un grand affaissement sépare les chaînes du Zagros du plateau arabe. C'est le Golfe Persique et la région de la basse Mésopotamie. Jadis, le Golfe Persique s'étendait jusqu'à la ligne de Hit à Béled et au pied de l'extrémité sud du Djebel Hamrine. Les fleuves — l'Euphrate et le Tigre — ont comblé d'alluvions épaisses une grande partie du Golfe.

Ces alluvions, remarquablement fertiles, de l'Irak forment jusque vers Béled le bas pays.

Dans la zone Béled-Tekrit, le pays s'élève de 50 à 100, puis, au nord de Tekrit, graduellement, à 900 mètres, jusqu'au pied des montagnes septentrionales. Il est convenu d'appeler Haut-Pays la région au nord de Tekrit, à laquelle appartient la *région contestée*.

C'est à peu près à partir de cette même ligne que nous voyons les avant-monts — qui jusque-là, vers le sud, étaient très serrés et parallèles — s'incurver un à un. Des chaînons se détachent du système du Zagros à angle aigu et s'infléchissent en arc vers l'Ouest. Le premier de ces chaînons est le Djebel Hamrine. Entre eux s'ouvrent des bassins de différentes dimensions et même de grandes plaines.

La *région contestée* — coin de la table le plus entouré entre les deux systèmes de montagnes — est la région où ce phénomène est le plus développé.

Toutes les eaux de l'amphithéâtre des montagnes et du Haut-Pays au nord s'écoulent par l'Euphrate et le Tigre. Dans le Haut-Pays de la région tabulaire, ils se sont creusés des lits profonds en forme d'U ; dans le Bas-Pays des alluvions, ils divaguent et coulent presque au niveau de la plaine infiniment plate, ou même au-dessus de ce niveau dans des lits endigués.

C'est à Hit que l'Euphrate, à Tekrit que le Tigre changent d'aspect.

La *région contestée* appartient en sa totalité au Haut-Pays, où les fleuves ont creusé des lits profonds et rocheux, dans lesquels les eaux descendent à grande vitesse, roulant des débris et cailloux de grandes dimensions.

Les eaux des grands fleuves se réunissent, pour la plupart, déjà dans le Haut-Pays du nord. Il n'y a que peu d'affluents qui coupent les chaînes et atteignent l'Euphrate plus bas. Le Tigre n'a pas d'affluents sur sa rive droite en pays plat. Sur la rive gauche, les eaux, descendant du Zagros et du nœud des montagnes, coulent en rivières puissantes et torrentielles.

Cette région, la plus riche en fleuves, est précisément la *région contestée*.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler en détail des éléments et des affinités climatiques de la région contestée, de son caractère nettement continental, naturellement plus accentué dans ce coin le plus reculé du pays plat, des excès de température et de l'amplitude thermique annuelle si grande, de la sécheresse d'été et des pluies d'hiver.

La *région contestée*, qui consiste en une fraction du pays plat, des avant-monts et des hautes montagnes, a des affinités avec le climat de toutes les régions avoisinantes, mais — comme cela a déjà été dit — a plus d'affinités avec la haute région de transition qui se continue entre la

The Chaldeans inhabiting the lowlands have a more developed civilisation, since they more often come into contact with the educated inhabitants of the towns, and they possess schools, maintained principally by France and Rome. The Chaldean clergy is trained for the most part in the French Dominican seminary at Mosul.

The Chaldean villages of the plain can easily be distinguished from Arab, Turkish and Kurdish villages, from which they afford welcome relief on account of their cleanliness. For instance, Tel-Kaif and the neighbouring villages are built of stone.

These Christians seem to have had fairly good relations with the Kurds. That was also our impression in the localities inhabited by Kurdish and Christian tribes.

Latterly, before the war, the expatriation of Chaldeans from Mesopotamia assumed considerable proportions.

We shall refer to their present position under another heading.

### III. GEOGRAPHICAL AND ETHNOGRAPHICAL DESCRIPTION OF THE DISPUTED TERRITORY.

Asia Minor, Armenia and Iran are all situated within the zone of the great Eurasian foldings.

Syria and Arabia belong to the vast and ancient table-land which includes almost the whole of Africa, the southern part of India and the East Indies, and Australia.

Mesopotamia taken in its widest sense — *i.e.* the whole country between the Euphrates and the Tigris and the country along the banks of these rivers from the place where they emerge from the high mountain ranges — is a transition area.

The *disputed territory* belongs to this area, which stretches from the Amanus to the Persian Gulf.

The mountains which surround the plain of Syro-Mesopotamia like an amphitheatre form part of two systems — on the east, the Zagros group, whose numerous parallel chains run from the south-east to the north-west, and on the north, the Taurus group, whose chains run from west to east and form an arc convex towards the south. In the north-east corner, these systems meet and coalesce in a knot which morphologically and geologically is still very little known. On the side of the plain all these chains are flanked by several ranges of foothills.

The *disputed territory* is situated in the remotest corner of the flat country where the chains and foothills of the two systems intermingle.

On the south-east a great depression — the Persian Gulf and Lower Mesopotamia — separates the Zagros chains from the Arabian plateau. Formerly, the Persian Gulf extended as far as the Hit-Beled line and the foot of the southern extremity of the Jebel Hamrin. The Euphrates and the Tigris have filled up a great part of the Gulf with deep alluvial deposits. These remarkably fertile alluvial deposits of Iraq — up to the neighbourhood of Beled — form the lowlands.

In the Beled-Tekrit area, the country rises from 50 to 100 metres and then, north of Tekrit, gradually to 900 metres at the foot of the northern mountains. The region north of Tekrit — of which the disputed district forms part — is usually called the high country. It is roughly from this point that the foothills, which hitherto, towards the south, were very close together and in parallel lines, begin to curve inwards one by one. Small chains break off from the Zagros system at an acute angle and bend in an arc towards the west. The first of these small chains is the Jebel Hamrin. Between them are found basins of varying size, and even large plains.

The *disputed district*, a part of the table-land which penetrates farthest between the two mountain systems, is the region in which these conditions are most marked.

All the streams descending from the amphitheatre of mountains and the high country in the north drain into the Euphrates and the Tigris. In the high country of the table-land region they have cut out for themselves deep U-shaped beds; in the low alluvial country they pursue a winding course and flow almost level with the dead flat plain, and sometimes even above the level of the plain between artificial embankments. It is at Hit and at Tekrit that the character of the Euphrates and the Tigris undergoes a change.

The whole of the *disputed district* lies in the high country. Here the rivers have carved out deep and rocky beds and flow swiftly, carrying with them detritus and boulders.

The great rivers are joined in the northern highlands by most of their feeders. Only a few tributaries cut through the mountain chains and join the Euphrates lower down. The Tigris receives no tributaries on its right bank in the flat country. On its left bank, the streams which come down from the Zagros Chain and the mountain knot form deep torrent-like rivers.

This district, in which the rivers are most numerous, forms the *disputed territory*.

We have already had occasion to refer in detail to the climatic factors and affinities of the disputed area, its very marked continental character (lying as it does in the farthest corner of the flat country), its extremes of temperature and great annual thermic range, its summer droughts and winter rains.

The *disputed district*, which consists partly of flat country and partly of foothills and high mountains, has points of resemblance, as regards climate, with all the surrounding country, but, as we have already stated, its affinity is greatest with the high transition area stretching

région contestée et l'Amanus. Cette montagne, séparant le pays plat syro-arabe de la Méditerranée, n'est pas assez haute pour intercepter les influences méditerranéennes vers l'Est, même jusqu'à la *région contestée*.

Comme nous l'avons dit, les Bas-Pays sont recouverts d'alluvions. Ce sont d'immenses plaines de limon dont le sol, dans les temps de sécheresse, se désagrège en poussière, mais qui, irriguées, sont d'une fertilité incomparable. Le haut-pays est formé de couches horizontales de gypse, de conglomérats, de calcaires argileux, recouvertes seulement partiellement par des alluvions plus ou moins anciennes.

L'Irak est donc pays d'alluvions, la *région contestée* pays à sol rocheux.

Le sol des deux régions est peu recouvert de végétation et les pâturages du pays plat ne sont utilisables, au nord comme au sud, que pendant quelques brefs mois de l'année. Mais vers le sud, là où les fleuves n'ont presque plus de pente, le bas Irak devient une région de marécages ; la *région contestée* par contre, est, à ce point de vue aussi, pays de transition entre plaine et montagne.

Les vallées et les sommets des montagnes sont boisés : peupliers au bord des rivières, chênes-verts clairsemés sur les larges croupes des montagnes.

La *région contestée* est une région de transition entre la steppe et la savane.

On pourrait dire que le Tigre forme la limite entre ces deux formations. Quant à Mossoul, la ville est en pays irrigué.

Mais si le Tigre est aussi une limite de région naturelle, les territoires de la *région contestée* situés sur sa rive gauche et au delà ne sont quand même pas une région d'un caractère tout à fait uniforme.

Au sud du Petit Zab les chaînes d'avant-monts sont très prononcées. Les couches miocènes gypsifères qui les forment sont plus tourmentées. On peut distinguer trois chaînes principales d'avant-monts ; elles ne sont pas hautes, mais elles montrent des formes sauvages. Leurs matériaux variés, conglomérats, calcaires, mollasses et limons, brillent dans différentes teintes allant du gris au rouge. Ces chaînes sont nues ; seules les vallées ont un sol arable. Le Djebel Hamrin est le dernier de ces chaînons vers l'ouest. Il se dégage, s'incurve et la steppe uniforme pénètre vers l'est, au pied de la chaîne suivante des langues de steppe remontant vers l'est alternent avec des taches de terrains plus fertiles, cultivés. De même que la steppe et les terrains fertiles, les populations arabes et turco-kurdes alternent.

La région du sud est plus sèche et plus chaude ; au sud du Petit Zab l'irrigation devient de plus en plus nécessaire.

Le pays du nord est d'un aspect plus paisible. La ligne de crête des montagnes et la ligne du Tigre se rapprochent. Les grandes chaînes du Zagros se confondent avec celles des Taurides et un amphithéâtre complet se forme. Les premiers avant-monts qui accompagnent les grandes chaînes, forment un ou deux gradins continus de l'amphithéâtre, mais les autres se décomposent de plus en plus en collines isolées : c'est la transition des avant-monts en plaine ondulée. Cette plaine en partie très peu accidentée est interrompue par quelques chaînes de montagnes isolées. Ce n'est pas autre chose que l'ancien pays célèbre pour sa richesse de l'Assyrie : Ninive, Nimroud, Arbèles — aujourd'hui de Mossoul et d'Arbil et qui s'étend jusqu'à Al-Kosh et Akra.

Au centre de tout cet amphithéâtre presque semi-circulaire : Mossoul — ville centrale et ville frontière en même temps.

C'est une ville centrale, car toutes les routes de Zakho, d'Amadia, de Dohouk, d'Akra, d'Arbil, de Rovandouz et de toutes les régions qui en dépendent y convergent. C'est une ville frontière vers la steppe désertique, vers le pays des nomades, avec des colonies d'anciens mercenaires poussées en avant vers l'ouest — pour défendre le pays cultivé. C'est une ville de marché, soit local, soit de transit, assise au croisement de grandes routes terrestres, de la voie fluviale du Tigre et des pistes du désert.

Mossoul est encore incontestablement en Mésopotamie, mais quand on a franchi le fleuve et que par la plaine ondulée, presque entièrement cultivée, on s'élève vers les avant-monts et les montagnes, on quitte la Mésopotamie sans savoir nettement en quel endroit. Le pays montagneux est d'un caractère bien différent ; entre les chaînes de montagnes de plus en plus hautes, se trouvent des vallées longitudinales, qui s'élargissent souvent en bassins plus étendus groupés en séries ; les bassins constituent des oasis vertes et peuplées ; on peut, sur notre carte ethnographique relative à la densité et à la distribution de la population (Carte 6), remarquer leur alignement. On voit que la région montagneuse est vraiment plus peuplée que la plaine, surtout si on exclut de celle-ci les villes commerciales. Cela provient de ce que, dans la partie montagneuse, les eaux sont mieux distribuées et plus abondantes. Quant aux villes, situées aux confins ou vers le centre des plaines, ou bien le long de la grande route courant parallèlement au Tigre, elles sont les centres commerciaux non seulement pour cette plaine, mais aussi pour les montagnes qui l'entourent. Par ce fait, il y a une interdépendance naturelle et très marquée entre la montagne et la plaine.

Cette interdépendance est le fait qui a eu le plus d'influence sur l'histoire du pays.

Nous avons déjà dit que deux vagues de population affluent de la montagne et du désert vers les pays fertiles situés le long du Tigre. Nous avons donné des exemples pour les tribus kurdes. Les Arabes Chamars sont venus de Nedjd il y a environ deux siècles. D'ailleurs, la population de toute la Mésopotamie s'est recrutée de cette façon depuis les temps les plus reculés. Les oasis du désert et les bassins fertiles des montagnes sont des réservoirs, de véritables pépinières où la population s'accroît, se développe et d'où elle cherche ensuite à s'étendre, si elle en a la force, vers les pays plus riches. C'est l'empiètement des peuples conquérants, obligés par



from the disputed district to the Amanus. This mountain, which separates the flat Syro-Arab country from the Mediterranean, is not sufficiently high to prevent Mediterranean influences from reaching the east, even as far as the *disputed district*.

As has already been stated, the lowlands consist of huge plains covered with alluvial clay which in the dry season is transformed into dust, but when irrigated is of incomparable fertility. The high country is formed of horizontal strata of gypsum, conglomerates and argillaceous limestone formations only partially covered by more or less ancient alluvia.

Iraq is therefore an alluvial country, while the soil of the *disputed district* is rocky.

In both regions there is little vegetation and the grazing grounds of the flat country, both in the north and south, can only be used during a few months of the year. But towards the south, where the fall of the rivers is almost imperceptible, Lower Iraq becomes a region of marshes.

The *disputed district*, on the other hand, is from this point of view also a transition area between the plain and the mountains.

The valleys and mountain tops are wooded, poplars grow along the river banks and evergreen oaks are met with here and there on the broad mountain ridges.

The *disputed district* is a region of transition between the steppe and the savanna.

The Tigris may be said to form the boundary between these two formations. The town of Mosul is situated in an irrigated area.

But although the Tigris may be considered the natural boundary of the region, the territories of the disputed district situated on, and extending beyond, its left bank do not constitute one entirely uniform area.

South of the Lesser Zab the chains of foothills are of a very pronounced character. The Miocene gypsiferous strata of which they are composed are more strained and folded. Three main chains of foothills may be distinguished; though not high, they are wild and rugged. They are variously composed of conglomerates, calcareous formations, sandstones and clays which show brilliant colours ranging from grey to red. These chains are barren; only in the valleys is there arable land. The Jebel Hamrin is the last of these small chains towards the west; it breaks away and sweeps outwards, and the monotonous steppe land reaches out towards the east. At the foot of the next chain, tongues of steppe land stretching out towards the east alternate with patches of more fertile and cultivated land.

Here, too, the Arab and the Turco-Kurdish populations alternate with the succession of steppe and fertile land. The southern region is drier and warmer; south of the Lesser Zab irrigation becomes more and more essential.

The aspect of the northern country is more peaceful. The line of mountain crests and the Tigris draw nearer together. The great chains of the Zagros merge into those of the Taurus and a complete amphitheatre is formed. The first foothills alongside the great chains form, in some places, as it were, the first tiers of the amphitheatre, but those nearer the plain tend more and more to break up into small isolated hills. That is the transition from the foothills to the undulating plain. This plain which is in parts but little broken is crossed by a few ranges of isolated mountains. This is, indeed, the ancient Assyria, a land celebrated for its wealth, with Nineveh, Nimred and Arbela — now known as Mosul and Erbil — which extends to Al-Qosh and Aqra.

In the very middle of this almost semi-circular amphitheatre lies Mosul, which is both a central and a frontier town.

It is central since all the roads from Zakho, Amadia, Dohuk, Aqra, Erbil, Rowanduz and the dependent surrounding districts converge on this point. It is a frontier town on the edge of the desert steppe and the nomad country, with settlements of former mercenaries pushed out towards the west to defend the cultivated land. It is a market town both for local produce and produce in transit, situated at the junction of great land routes, the Tigris waterway and the desert tracks.

Mosul is, however, undoubtedly a part of Mesopotamia. But when the river has been crossed and we pass up through the undulating plain, which is almost all cultivated, to the foothills and the mountains, we unmistakably leave Mesopotamia behind us — though it would be difficult to say exactly at what point. The mountainous country is of a very different character; between the mountain chains, which are becoming successively higher, are to be found longitudinal valleys often widening out into series of broad basins; these basins are verdant inhabited oases. On our ethnographical map showing the density and the distribution of the population (Map 6) their regular alignment is clearly brought out. It will be seen that the mountainous region is in truth more densely populated than the plain, particularly if we exclude from the latter the commercial towns. This is due to the fact that, in the mountain country, water is more evenly distributed and more abundant. The towns situated at the edge or towards the centre of the plains, or along the great road which runs parallel to the Tigris, are the commercial centres not only for this plain but also for the mountains which surround it. There is thus a natural and very marked interdependence between the mountain and the plain.

This interdependence is the predominating factor in the history of the country.

We have already said that there are two streams of population from the mountain and the desert to the fertile country along the Tigris. We have given examples in the case of Kurdish tribes. The Arab Shammar came from the Nejd about two centuries ago and, as a matter of fact, the whole population of Mesopotamia has been recruited in this fashion since the most ancient times. The oases of the desert and the fertile mountain basins are human reservoirs, veritable nurseries in which the populations increase and develop, and from which they then endeavour to make their way, if they are strong enough, towards richer country.

l'accroissement de leur population, à étendre leur emprise, par poussées successives, sur la plaine.

Un troisième courant s'est manifesté au cours des siècles, — celui des conquérants extérieurs : l'Assyrien, le Babylonien, l'Araméen, l'Islam, les Seldjoucides, les Persans, les Mongols, les Osmanlis, — venus tous par la grand'route le long du Tigre.

Dans cette partie du pays, d'ailleurs la plus fertile, qui attire les peuples, les trois grandes vagues de population se rencontrent et se confondent. Le phénomène est quelquefois pacifique, quelquefois il cause des convulsions. Des tribus, des villes, des peuples sombrent, les débris de ces populations sont absorbés par les éléments plus forts ou bien se retirent dans les montagnes ; parfois ils conservent une vie intérieure, cachée, à côté de la vie qu'ils mènent au milieu des peuples d'alentour.

Le long de la route qui traverse les plaines fertiles, on coudoie un mélange de populations. Les races y arrivent, se confondent, entrent en symbiose, changent leur genre de vie. Le Kurde descend de la montagne, surtout depuis qu'il est devenu de plus en plus cultivateur ; ce changement de vie atténue déjà l'organisation de la tribu. Dans la plaine, quant il se mêle à d'autres populations, qu'il n'est pas aussi bien séparé ni abrité que dans les vallées et bassins solitaires de ses montagnes — que d'autre part, il est beaucoup plus dans la main de l'administration centrale, laquelle tend à désorganiser les tribus, le Kurde devient paysan ; si alors la famille du chef s'éteint ou perd son influence, la décomposition devient définitive. Mais cela n'empêche pas le Kurde, — nous en avons déjà parlé — de rester l'élément ethnique le plus fort. Il prend possession du terrain arable et il « kurdisé » certaines villes.

L'Arabe avance aussi depuis des siècles, il se fixe le long de la rivière, cultive, fonde des villes et fait le commerce : ainsi les plus grands commerçants de Mossoul sont Arabes.

Ce sont les Califes venant en conquérants du sud qui fondèrent la ville de Mossoul et lui donnèrent son caractère arabe, plutôt que les nomades du désert.

Les Turcs y ont été amenés par les guerres ; ils ont été les soldats, puis les maîtres des Califes ; ils ont cédé d'abord devant les Mongols et les Persans ; mais sont ensuite revenus en maîtres. Ils ne sont pas commerçants ; ils ont toujours été des administrateurs. Ils prennent possession de la route qui est une des grandes artères de l'Empire, y forment une aristocratie de soldats et d'administrateurs, parfois aussi de propriétaires quant ils prennent possession du sol qu'ils font en général cultiver par des Kurdes ou des Arabes.

Nous avons expliqué dans la partie analytique comment les trois races se mêlent, et comment, à côté d'elles une population de race mixte se forme.

Les Chrétiens sont plus autochtones que les Turcs et que les Arabes. L'Islam, dès son apparition, en a beaucoup exterminé, beaucoup islamisé et en a refoulé une partie dans les montagnes.

Les Yézidis, ce peuple de religion si curieuse, dont les deux groupes principaux proviennent peut-être de fonds ethniques différents, furent aussi refoulés dans des parties montagneuses difficilement accessibles.

Et partout dans les plaines, disséminés par petits groupes, on rencontre des restes de populations et de religions, Chabaks, Kakéïs, Sarlis, qui tous cachent à l'étranger l'existence de leurs langues et de leurs croyances secrètes.

C'est la résultante de quatre mille ans de conflits et de mélanges des éléments.

Dans la montagne, la nature fournit des pâturages en partie excellents et des vallées fertiles. On y vit dans des villages, on fait dans les vallées des irrigations locales, dont les canaux servent aussi aux moulins, on y possède surtout des arbres fruitiers qui ont besoin de moins d'eau. La population élève du gros bétail, lequel va au pâturage voisin, et beaucoup de brebis qui transhument.

Nous avons parlé des différences existant entre le nomade kurde et le nomade arabe. La montagne permet le passage à la vie sédentaire et, d'ailleurs, presque tous les Kurdes sont devenus sédentaires. Il y a beaucoup de tribus qui le sont depuis des siècles. Le désert, avec ses pâturages incertains, leur changement soumis aux fluctuations du climat, reste le pays traditionnel du nomade. Seuls les bords du fleuve et le pied du Sindjar peuvent fixer la population.

La culture dans le sud de la plaine se fait surtout à l'aide de l'irrigation qui dans le nord n'est pas nécessaire. Les méthodes et les instruments de travail, la charrue surtout, sont très primitifs. On se contente de gratter la surface du sol. Mais cette méthode est plus raisonnée qu'on ne serait tenté de le penser ; elle provient de ce que le sous-sol gypsifère et salifère est très proche de la surface.

Dans la plaine également les indigènes se sont groupés, soucieux avant tout d'assurer leur sécurité. Dans les plaines, particulièrement celle d'Arbil, on aperçoit de nombreux « tels », sortes de monticules parfois naturels, formés par quelques roches résistantes, par le redressement d'une couche plus dure ; parfois entièrement ou partiellement artificiels, sur lesquels la population, depuis les temps préhistoriques, édifie ses habitations. Les Divans — châteaux des chefs — sont au sommet de ces monticules, lesquels sont entourés des maisons de leurs sujets, étayées sur les pentes ou en contrebas. Quant on suit la grand'route, on remarque que les villages s'écartent pour la plupart de cette route, les paysans et les tribus voulant éviter les réquisitions et le pillage par des troupes.

Nous avons déjà effleuré la question de la situation des villes. Zakho se trouve à l'intersection de la grande vallée du Chabour et de la route qui, vers le sud, traverse le col où les Dix-Mille de Xénophon ont été attaqués. Amadia se trouve dans la même vallée du Chabour, à l'endroit où s'ouvre la seule route, difficile, praticable cependant, vers le nord ; de ce point part également une route vers le sud. Dohouk, dans une cuvette, se trouve là où cette dernière route rejoint la « grande route ». Sur la ligne des avant-monts se trouvent d'anciennes forteresses,

It is the often-repeated story of the encroachment of conquering peoples obliged by their increasing numbers to try to extend their hold upon the plain by successive forward movements.

In the course of the centuries there has been a third current of migration — that of conquerors from outside: Assyrians, Babylonians, Arameans, Islam, Seljuk, Persians, Mongols and Osmanli, who all descended by the great high-road along the Tigris.

In this part of the country, which is the most fertile and therefore the most coveted, the three great waves of peoples meet and coalesce. Sometimes this process is carried out peacefully; at other times it leads to violent upheavals. Tribes, towns and peoples disappear, and the remnants of the various populations are either absorbed by the stronger races or retire to the mountains. Sometimes, again, these remnants continue to lead their own life in secret while outwardly conforming to the habits and customs of their neighbours.

Along the high-road which crosses the fertile plains we meet with a medley of populations. Races make their appearance, coalesce, are subjected to conditions of symbiosis and change their manner of life. The Kurd has been coming down from the mountains, especially since he has given increased attention to agriculture, and his tribal organisation is already weakened by this change in his mode of life. In the plain, when he mixes with other populations, when he is no longer so isolated and sheltered as in his solitary mountain valleys and basins, and when he comes more under the influence of the central administration which tends to break down his tribal system, the Kurd becomes a peasant; then, if the chief's family dies out or loses its influence, the process of disintegration is complete. In spite of this, the Kurd — as we have already stated — still constitutes the strongest racial element in the country. He is taking possession of the arable land and is "Kurdising" certain towns.

For centuries, too, the Arab has been advancing, settling along the river banks, cultivating the land, founding cities and trading. The chief merchants in Mosul are Arabs.

It was the Khalifs, coming as conquerors from the south, who founded the city of Mosul and who did more than the desert nomads to give it its Arab character.

War brought the Turks to the district. They were the soldiers and subsequently the masters of the Khalifs; at one time they had to give way before the Mongols and the Persians, but later they returned as masters of the country. They are not traders; they have always been administrators. They took possession of the high-road, which was one of the great arteries of the Empire, formed an aristocracy of soldiers and administrators and in some cases land-owners. The latter generally employed Kurds and Arabs to till the soil.

We have explained in the analytical part of this report how the three races intermingle and how a mixed population is gradually being formed.

The Christians settled in the country earlier than the Turks or Arabs. Islam from the time of its appearance exterminated many of the Christians, converted many and drove many into the mountains.

The Yezidis, that people of strange religion, the two main groups of which perhaps originate from different racial stocks, were also forced back into the almost inaccessible mountain regions.

Everywhere, scattered in small groups throughout the plain, we meet with the remnants of populations and religions — Shabaks, Kakais and Sarlis — who conceal from the stranger the very existence of their secret languages and secret beliefs.

This is the result of four thousand years of conflict and racial intermixture.

In the mountains there are excellent pastures and fertile valleys. The inhabitants live in villages, practise local irrigation in the valleys — the irrigation canals also being used for water-mills — and, above all, the mountaineers possess fruit trees which do not need so much water. They breed cattle, which go to the neighbouring grazing grounds, and many sheep, which are driven from pasture to pasture.

We have referred to the differences between the nomad Kurd and the nomad Arab. On the mountain the nomad tribes can become sedentary, and indeed almost all the Kurds have now fixed homes. Many tribes have been sedentary for centuries. The desert with its uncertain pastures, which are affected by changes in climate, remains the traditional land of the nomad. It is only possible for the population to find a fixed home along the banks of the river and at the foot of the Sinjar.

Cultivation is carried on in the south of the plain mainly with the aid of irrigation, but in the north irrigation is not necessary. The methods employed, and the agricultural implements, particularly the ploughs, are very primitive. The inhabitants do little more than scratch the surface of the soil, but this method is more logical than might appear at first sight, since the gypsiferous and saliferous subsoil is very near to the surface.

In the plains also the natives live in villages mainly for the sake of safety. Here, and particularly in the Arbil plain, are to be found a number of "tells" or mounds — sometimes formed naturally by hard rocks or a hard stratum rising above the level of the ground and sometimes partly or entirely artificial. On these "tells" the people have built their dwellings ever since prehistoric times. On the summit of these mounds are situated the divans or chiefs' castles; the castles themselves are surrounded by the houses of the people, which are built on the slopes or round the foot of the "tell". The villages are mainly built some distance from the high-road, as the peasants and tribes sought in this way to avoid requisitioning and pillage at the hands of troops.

We have already touched upon the question of the situation of the towns. Zakho is situated at the intersection of the great Shabur valley and the road which on the south follows the pass in which Xenophon's Ten Thousand were attacked. Amadia is also situated in the Shabur valley at the spot where the only road — which is difficult but nevertheless practicable — runs towards the north; another road starts from this point towards the south. Dohuk, situated in a troughlike valley, lies at the junction between the latter road and the "high-road". Along

telle Dera, de grands villages dissimulant leurs maisons de pierres grises dans la grisaille des falaises de calcaire, telle Al-Kosh, ou de petites villes, telle qu'Akra. Arbil est au milieu de la plaine centrale de l'ancienne Assyrie, sur un imposant « tel » de forme conique — qui porte probablement dans son sein, couche sur couche, les vestiges des civilisations de plus de quatre mille années. De là, vers le sud, s'échelonne une série de villes, dont le caractère ethnique fut tant discuté ; Altyn Koepru, à l'endroit où la route passe les deux bras du Petit Zab, est bâti dans une petite île, assez élevée, de conglomérat dur. Là où, par une gorge, la route sort des avant-monts sauvages au sud du Petit Zab, est située la ville de Kerkouk, la plus importante de la série. Plus au sud encore se trouvent les petites villes de Taza Khourmati, Taouk, Touz Khourmati et Kifri, bâties aux endroits les plus fertiles de cette région où des bandes de terre arable pénètrent dans la steppe.

Dans les parties montagneuses se trouvent les villes de Souleimanié, Rovandouz, Koi-Sandjak, Rania. Souleimanié, point de passage d'une route de Mossoul vers la Perse, chef-lieu aussi d'une vaste région agricole, tend par cette situation à devenir le centre intellectuel des Kurdes habitant le sud du territoire contesté. Rovandouz, Koi-Sandjak et Rania, de leur côté, sont chacune le centre d'une région définie, à population relativement dense, auxquelles elles servent de marché. Une route vers la Perse, peu praticable d'ailleurs, passe par Rovandouz.

Nous avons déjà parlé de l'importance de Mossoul. C'est la seule grande ville du territoire contesté. Avec ses 100.000 habitants, elle est de loin supérieure aux différentes localités que nous venons de citer, dont la principale, Kerkouk, atteint à peine 20.000 habitants. Toutes ces autres villes ne sont que des marchés locaux, qui doivent diriger les produits de leurs régions respectives vers des entrepôts centraux.

Mossoul, marché local très fréquenté pour la plaine fertile qui l'entoure, partage avec Bagdad le privilège d'être l'entrepôt général du pays. L'influence économique de Mossoul, incontestée dans le nord, diminue d'importance au profit de Bagdad à mesure qu'on s'avance vers le sud,

#### IV. CONCLUSIONS GÉOGRAPHIQUES.

##### A. — GÉNÉRALES.

Le territoire contesté au sud de la ligne « de Bruxelles » a une superficie d'environ 8.900 km<sup>2</sup> et une population de plus de 800.000 habitants.

Le territoire compris entre la ligne « de Bruxelles » et la frontière nord extrême demandée par le Gouvernement britannique a une superficie d'environ 3.500 km<sup>2</sup>.

Le territoire contesté ne coïncide qu'approximativement avec le territoire de l'ancien vilayet de Mossoul. Selon le Gouvernement turc, c'est l'attribution de ce vilayet qui constitue l'objet du litige. Mais même la frontière revendiquée par ce Gouvernement dépasse en un endroit l'ancienne frontière du vilayet.

Ce n'est pas non plus une simple question de détermination de frontière qui est à résoudre, comme le soutient le Gouvernement britannique. Il est question du sort d'un grand territoire et de celui d'une population considérable.

##### B. — DU POINT DE VUE DE LA TOPOGRAPHIE DES FRONTIÈRES.

La frontière revendiquée par le Gouvernement britannique est une très bonne frontière.

Celle revendiquée par le Gouvernement turc l'est aussi en partie, car dans le désert le Ouadi Tartar pourrait servir de tracé bien défini, alors que les Djebels Makhoul et Hamrin formeraient une ligne de séparation continue et nettement marquée. Plus au sud, où le Djebel Hamrin sépare la région fertile de Kifri de celle de Bakouba, il ne saurait former une bonne frontière. Le Diala est une ligne de démarcation acceptable.

Au nord, la frontière revendiquée par le Gouvernement britannique n'est pas la seule bonne. Chaque chaîne successive des montagnes en pourrait former une. Ainsi la ligne conventionnelle « de Bruxelles » se prête tout aussi bien à un tracé, comme le feraient également les chaînes au sud de Zakho-Amadia-Neri. En descendant vers le sud d'échelon en échelon, il serait possible d'établir une frontière sur chacune des crêtes successives. La dernière chaîne utilisable serait alors celle des avant-monts qui, s'étendant de l'ouest à l'est, laisse Dohouk au nord, Al-Kosh et Akra au sud. Mais cette dernière ligne couperait un grand nombre de voies de communication, et séparerait ainsi tout le pays des avant-monts de la plaine.

Au sud-ouest, la frontière du Djebel Hamrin pourrait aussi être reculée vers une ligne quelconque traversant la steppe jusqu'à 50 kilomètres environ au sud de Mossoul où les cultures commencent.

A l'intérieur du pays les trois grands fleuves : Tigre, Grand Zab, Petit Zab pourraient servir de ligne de démarcation générale.

##### C. — DU POINT DE VUE DE LA GÉOGRAPHIE RÉGIONALE.

Le territoire contesté ne compose pas une région naturelle en soi ; toutefois, il présente une certaine unité. Son individualité ne résulte pas de différences climatologiques ou géographiques avec les régions voisines, mais plutôt de la valeur géographique de ses frontières et de la disposition en amphithéâtre de son relief (plaine, collines et montagnes).

the line of foothills are situated various ancient fortresses such as Dera, large villages such as Al-Qosh, whose houses of grey stone merge in the grey calcareous cliffs, or small towns such as Aqra. Arbil lies in the middle of the central plain of ancient Assyria and is built on an imposing cone-shaped "tell", deep down in the interior of which, layer upon layer, there must be the remains of four thousand years of different civilisations. To the south lies a series of towns, the ethnical character of which has been much discussed. Altun Keupru, at the place where the road crosses the two arms of the Lesser Zab, is built on a little island of hard conglomerate, which rises to a considerable height above the stream. At the place where the road issues in a gorge from the wild foothills south of the Lesser Zab is situated the town of Kirkuk, the largest of the group. Still further to the south are the small towns of Taz-Khurmatu, Tauq, Tuz-Khurmatu and Kifri, built on the most fertile parts of this district, where strips of arable land reach out into the steppe.

In the mountainous country are situated the towns of Sulaimaniya, Rowanduz, Koi-Sanjak and Rania. A road from Mosul to Persia passes through Sulaimaniya, which is also the chief town of a vast agricultural district, and it is tending, by reason of its situation, to become the intellectual centre of the Kurds who inhabit the south of the disputed district. Rowanduz, Koi-Sanjak and Rania are also each the centre of a well-marked and comparatively densely populated region of which they are the markets. A road to Persia, which is not very practicable, passes through Rowanduz.

We have already mentioned the importance of Mosul. It is the only great town in the disputed district. With its 100,000 inhabitants, it is vastly more important than the various towns to which we have just referred, the largest of which, Kirkuk, has fewer than 20,000 inhabitants. All these other towns are only local markets, which have to send the produce of their districts to more central markets for distribution.

Mosul, which is a much frequented market for the fertile plain surrounding it, disputes with Baghdad the privilege of being the main *entrepôt* for the country. The economic influence of Mosul, which is paramount in the north, gives way to that of Baghdad as we move towards the south.

#### IV. GEOGRAPHICAL CONCLUSIONS.

##### A. — GENERAL.

The disputed territory to the south of the Brussels line has an area of about 87,890 square kilometres and a population of over 800,000.

The territory between the Brussels line and the northernmost frontier claimed by the British Government has an area of approximately 3,500 sq. kilometres.

The boundaries of the disputed territory are only approximately the same as those of the former vilayet of Mosul. According to the Turkish Government, the dispute centres around the question of the ultimate ownership of this vilayet. But even the frontier claimed by Turkey extends in one place beyond the former boundaries of the vilayet.

Again, the problem to be solved is not merely that of fixing a frontier line, as the British Government argues; it is that of determining the fate of a large territory and a considerable population.

##### B. — FROM THE POINT OF VIEW OF THE TOPOGRAPHY OF THE FRONTIERS.

The frontier claimed by the British Government is topographically a very good one.

Part of that claimed by the Turkish Government is also very good, for in the desert the Wadi Tartar might serve as a well-defined frontier, while the Jebels, Makhul and Hamrin would form a continuous and clearly marked dividing line. Further to the south, where the Jebel Hamrin separates the fertile district of Kifri from that of Baquba, it would not form a good boundary. The Diala would prove a satisfactory line of demarcation.

To the north, the frontier claimed by the British Government is not the only good frontier. Each successive chain of mountains might be taken as a boundary; thus, the "Brussels line" and the chains to the south of the Zakho-Amadia-Neri line are all equally suitable for a frontier. Descending towards the south, we could fix a frontier along each successive line of crests. The last chain which could be so used would be the foothills which, stretching from west to east, leave Dohuk on the north side and Al-Qosh and Aqra on the south. But this last line would cut across many routes of communication and thus would separate the whole foothill country from the plain.

On the south-west, the Jebel Hamrin frontier might also be moved further back to any line across the steppe up to about 50 kilometres south of Mosul, where the cultivated land begins.

In the interior of the country the three great rivers, the Tigris and the Greater and Lesser Zabs, might be used as a general line of demarcation.

##### C. — FROM THE POINT OF VIEW OF REGIONAL GEOGRAPHY.

Although the disputed territory does not constitute a distinct natural region, it has none the less a certain unity. Its individual character is due not to any difference between its climatological or geographical conditions and those of the neighbouring districts, but rather to the geographical value of its frontiers and to its relief, the build of the territory resembling an amphitheatre (plain, hills and mountains).

C'est une zone de transition où se joignent la steppe plate et sèche (arabe) et la montagne, plus arrosée et à végétation plus riche (kurde).

Le même contraste se reproduit sur toute la bande où s'établit le contact entre la plaine et la montagne, qui dessine un arc s'étendant du nord de la Syrie (Mont Amanus) jusqu'au Golfe Persique.

Le territoire contesté occupe la partie médiane de cette bande ; il ne se distingue qu'insensiblement, à l'ouest comme au sud, des régions limitrophes. Sa partie septentrionale, dont Mossoul est le centre, s'apparente aux régions de Nisibin, Mardine, Diarbékir, Ourfa, tandis que le sud se rattache plutôt à l'Irak et au Louristan de Perse.

Le territoire contesté est donc une région de transition à un double titre : passage entre les montagnes et la plaine, d'une part, entre la zone occidentale (Syrie, Arménie) et la zone sud-orientale (Irak, Louristan), de l'autre.

Entre les montagnes et les plaines, le Tigre constituerait peut-être la meilleure ligne de partage, mais une frontière suivant le Tigre détruirait l'interdépendance de Mossoul et des régions fertiles qui l'avoisinent. Entre le nord-ouest et le sud-est la ligne de partage se trouverait entre les régions de Kerkouk et d'Arbil ; c'est sans doute la ligne du Petit Zab qui constituerait la meilleure démarcation. Elle a été d'ailleurs celle de la convention Sykes-Picot. Le Grand Zab ne présenterait pas les mêmes avantages, car son cours ne sépare pas de régions distinctes. Il traverse au contraire les fractions les plus fertiles et les plus peuplées du territoire.

Bien que possible à diviser, le territoire, ainsi que nous l'avons montré, constitue une unité. Il est encadré sur la majorité de ses faces par des frontières naturelles.

Seules la vallée du Tigre au nord-ouest et les plaines fertiles de Diala au sud le rattachent à d'autres régions réellement peuplées (carte 7).

L'un des traits de l'unité de la région est la convergence vers Mossoul de toutes les routes, surtout de celles de la partie septentrionale du territoire. Plus on avance vers le sud, plus on voit la circulation s'orienter vers Bagdad.

Ces particularités géographiques du pays ont déterminé son histoire. Sauf aux époques les plus reculées, où il constitue le centre de l'Empire Assyrien, ce territoire n'a jamais été désigné par un nom qui lui fut propre. Souvent les cartes ne lui en donnent aucun. Soit dans son ensemble, soit dans certaines de ses parties, il a été administrativement rattaché à l'un ou l'autre des territoires avoisinants. Tantôt sous la dépendance de Diarbékir, tantôt sous celle de Bagdad, il paraît selon les divers documents, incorporé le plus souvent au Djezireh ou partiellement encore au Kurdistan ou à l'Irak. Ce passé prouve que le territoire peut être rattaché à ceux qui l'avoisinent et prouve aussi qu'il peut être divisé.

## CONCLUSIONS ETHNOGRAPHIQUES.

Les statistiques et les cartes présentées par les deux Hautes Parties à Lausanne et devant le Conseil de la Société des Nations sont très peu exactes. La dernière statistique, dressée par les autorités de l'Irak, est sans doute la meilleure, mais encore doit être utilisée avec réserve. Le Gouvernement britannique estime que le nombre de Kurdes de la partie orientale a été quelque peu exagéré. Pour notre part nous croyons que celui des Arabes a été légèrement surestimé, en moyenne de 5 à 10 pour cent. Celui des Turcs au contraire, paraît inférieur à ce qu'il devrait être, en raison des circonstances politiques générales et de certaines situations individuelles.

Les Kurdes forment la majorité de la population. Ils ne sont ni Turcs ni Arabes. Ils parlent une langue aryenne.

Les Turcs du pays appartiennent à la même race que ceux de la République Turque.

Les Yézidis ne sont pas des musulmans, ils sont apparentés aux Kurdes, mais ils constituent par leur religion et leur isolement un peuple bien distinct.

Seuls les Kurdes et les Arabes habitent en masse compacte de grands territoires. Seuls, ces deux éléments de la population pourraient, par leur répartition, fournir la base du tracé d'une ligne de séparation des races. Cette ligne suivrait le Tigre jusqu'à son confluent avec le Petit Zab — séparant Mossoul à ses portes mêmes du pays fertile et densément habité, — puis au sud du Petit Zab, elle suivrait la route principale Kerkouk-Kifri.

Tous les autres éléments de la population vivent disséminés.

Ni les frontières politiques du territoire contesté du côté de la Perse ou de la Syrie, ni ses limites actuelles ou revendiquées avec la Turquie et l'Irak, ne constituent des séparations entre les races.

S'il fallait tirer une conclusion de l'argument ethnique isolément, elle conduirait à préconiser la création d'un Etat kurde indépendant, les Kurdes formant les cinq huitièmes de la population. Si toutefois une telle solution était envisagée, les Yézidis, de race très semblable, et les Turcs, dont l'assimilation par l'élément kurde serait aisée, devraient être compris dans l'évaluation du nombre des Kurdes qui formeraient alors les sept dixièmes de la population.

La majorité du peuple kurde — plus de 1.500.000 sur un total d'environ 3.000.000 — habite la Turquie ; 700.000 la Perse ; 500.000 le territoire contesté. Il y en a aussi en Syrie. En Irak proprement dit, leur proportion est négligeable. Parmi les Kurdes du pays contesté, ceux qui résident au nord du Grand Zab se rapprochent par leur dialecte, leurs affinités ethniques et leurs relations personnelles et économiques, de leurs co-nationaux des vilayets de

It is a transition zone in which the flat dry (Arab) steppe meets the better watered (Kurdish) mountains with their richer vegetation.

This contrast is observable throughout the whole strip of country at the meeting-point of the plain and the mountains, which describe an arc from the north of Syria (Mount Amanus) to the Persian Gulf.

The disputed territory occupies the central part of this strip, and neither on the west nor on the south is it easily distinguishable from the adjacent districts. The northern part, of which Mosul is the centre, has affinities with the districts of Nisibin, Mardin, Diarbekr and Urfa, whereas the south is more like Iraq and Luristan in Persia.

The disputed territory is therefore a region of transition in a double sense, for there the mountains merge into the plains and the western zone (Syria, Armenia) merges into the south-eastern zone (Iraq, Luristan).

The Tigris perhaps would form the best line of demarcation between the mountains and the plains, but a frontier along the Tigris would destroy the interdependence of Mosul and the fertile neighbouring districts. Between the north-west and the south-east, the dividing line might be drawn between the Kirkuk and Arbil districts; undoubtedly the best line would be that of the Lesser Zab. This was, moreover, the line laid down in the Sykes-Picot Agreement. The Greater Zab does not offer the same advantages, for it does not constitute a dividing line between distinct areas. On the contrary, it crosses the most fertile and populous portions of the territory.

Although the territory could be divided, it constitutes, as has already been shown, a unit. It is enclosed on most sides by natural frontiers.

Only the valley of the Tigris in the north-west and the fertile plains of the Diala in the south connect it with other really populated districts. (Map No. 7.)

One characteristic feature of the unity of the district is the convergence of all the roads on Mosul, and in particular the roads in the northern part of the territory. The further we move to the south the more we note the tendency of traffic to converge on Baghdad.

These geographical peculiarities have determined the history of the country. Except in very ancient times when this territory was the centre of the Assyrian Empire, it has never had a name of its own. On many maps it is not named at all. It has been attached for administrative purposes either wholly or in part to one or other of the neighbouring territories. Sometimes a dependency of Diarbekr and sometimes of Baghdad, it would appear from the various documents we have consulted to have been most frequently incorporated in the Jezireh district, or partly in Kurdistan and partly in Iraq. It will thus be seen from the past history that the territory can be attached to some neighbouring country, but also that it can be divided.

### ETHNOGRAPHICAL CONCLUSIONS.

The statistics and maps submitted by the two High Contracting Parties at Lausanne and to the Council of the League of Nations are not at all accurate. Even the latest statistics drawn up by the Iraq authorities, though undoubtedly the best, must be used with a certain caution. The British Government considers that the number of Kurds in the eastern part of the country has been somewhat exaggerated. We, for our part, consider that the number of Arabs has been slightly over-estimated (on an average by about 5% to 10%). The number of Turks, on the contrary, seems to us to be smaller than it should be, as a result of general political circumstances and certain causes affecting individuals.

The Kurds form the majority of the population. They are neither Turks nor Arabs. They speak an Aryan language.

The Turks in the country are of the same race as those in the Turkish Republic.

The Yezidi are not Moslems. They are akin to the Kurds, but, by reason of their religion and their isolation, they constitute an entirely distinct people.

The only compact masses inhabiting large areas are the Kurds and the Arabs. These are the only two elements of the population of whose distribution advantage could be taken for the purpose of fixing a line which would separate different races. This line would follow the Tigris down to its confluence with the Lesser Zab — cutting off Mosul at its very gates from the fertile and densely populated country. Then, south of the Lesser Zab, it would follow the Kirkuk-Kifri highway.

All the other races are scattered throughout the country.

Neither the political frontier between the disputed territory and Persia or Syria nor the present boundaries — or those claimed — between the territory and Turkey and Iraq constitute racial boundaries.

If the ethnic argument alone had to be taken into account, the necessary conclusion would be that an independent Kurdish State should be created, since the Kurds form five-eighths of the population. Moreover, if such a solution were to be considered, the Yezidi, who racially are very like the Kurds, and the Turks, who could easily be assimilated by the Kurds, should be included in estimating the number of the latter. They would then form seven-tenths of the population. The majority of the Kurdish people — over 1,500,000 out of a total of about 3,000,000 — inhabit Turkey; there are 700,000 in Persia, 500,000 in the disputed territory and some in Syria. In Iraq strictly so-called their numbers in relation to the total population are negligible. Of the Kurds who inhabit the disputed territory, those who live north of the Greater Zab are, as regards language, ethnic affinities and personal and economic relations, more closely connected

Haekiari et de Mardine en Turquie, ceux habitant au sud du Petit Zab de leurs co-nationaux de la Perse. Il serait malaisé de tracer une limite dans le territoire entre ces deux fleuves.

Les difficultés d'ordre ethnographique sont les suivantes :

a) Les villes habitées par des majorités ou par des minorités turques considérables, sont situées dans la partie méridionale du territoire, c'est-à-dire vers l'Irak, tandis que Mossoul, ville arabe, est située au centre de la partie septentrionale ;

b) Cette ville n'est reliée aux autres pays arabes de population sédentaire que par un territoire en grande majorité kurde et par une route jalonnée de villes turco-kurdes ;

c) Les chrétiens sont disséminés, mais se trouvent en grande majorité au nord de Mossoul ;

d) Le pays le plus nettement kurde, c'est-à-dire l'est du territoire, n'est relié avec le nord que par la voie longeant le Tigre, — le district de Rovandouz ne peut être atteint que par Arbil, celui de Souleimanié que par Kerkouk.

## CHAPITRE II.

### ARGUMENTS D'ORDRE HISTORIQUE.

#### I. ARGUMENTS BRITANNIQUES ET TURCS.

L'argument historique fut l'objet de pourparlers et de discussions entre les deux délégations à Lausanne, avant même que les premiers mémoires eussent été présentés.

Dans ses mémoires, la délégation britannique a affirmé : « que la thèse turque ne peut être appuyée sur l'argument que Mossoul fit partie de l'Empire Ottoman pendant une longue période historique. Le même argument pourrait, en effet, s'appliquer aussi à Bagdad : les deux villes sont arabes, bâties par des Arabes et elles ont maintenu leur caractère arabe en dépit d'une longue domination turque. Les rapports étroits entre ces deux villes ont été reconnus par le Gouvernement turc lui-même, puisque le vilayet de Mossoul fit longtemps partie du Pashalik de Bagdad. Mossoul ne devint un vilayet séparé, dépendant directement de Constantinople, que pour des considérations d'ordre administratif. « L'argument historique », dit le Gouvernement britannique, « pourrait être appliqué de la même façon à n'importe quelle partie de l'ancien Empire Ottoman. »

» Le Gouvernement turc répondit que les raisons historiques qui peuvent être citées en faveur de la réunion du vilayet de Mossoul à la Turquie ne datent pas seulement de la période ottomane ; s'il en avait été ainsi, il aurait également revendiqué le vilayet de Bagdad. Le vilayet de Mossoul et les régions contiguës, jusqu'aux confins nord de Bagdad, furent en mains turques pendant plus de onze siècles.

» « Du temps des califes Abbassides », affirme-t-il, « le pays fut aux mains des gouverneurs, des soldats et de la population turcs ; les gouverneurs turcs étaient indépendants et exerçaient des droits souverains ; le premier d'entre eux fut Itah (A. H. 229) ; ce fut un de ses successeurs, Imad-el-Din Zengui, fils de Ak Sungur, qui fonda, à Mossoul, l'Etat turc des Atabegs. »

» Il existait aussi des Etats turcs, gouvernés par des membres de cette dynastie, à Sindjar et à Djezireh.

» Plus tard, la dynastie des Artiks fonda des Etats turcs qui eurent leurs capitales à Mossoul, Djezireh, Kharpout et Mardine.

» El-Gazi-Khan, de la même dynastie, battit les croisés à Tel Afar.

» Tel-Kef fut une forteresse des Artiks.

» On trouve dans ces régions de nombreux monuments d'art et d'utilité publique édifés par ces souverains.

» Plus tard, les Turcs Seljouks se rendirent maîtres de Mossoul et en firent un centre de haute civilisation. Ce ne fut qu'après les Seldjoucides que les Turcs Osmanlis devinrent maîtres du territoire.

» Le pays entre Bagdad et le sud du vilayet actuel de Mossoul est décrit dans de vieux ouvrages de l'histoire sous le nom de « Tataristan », prouvant qu'une tribu turque l'habitait. La Ouadi Tartare est un vestige de cette vieille appellation.

» Le fait relevé par le mémoire britannique qu'au temps de Midhat pacha, Mossoul était réuni à Bagdad, n'est pas une preuve ; c'était une mesure administrative d'ordre personnel et, d'ailleurs, Ourfa et Diarbékir dépendaient aussi de Midhat pasha, vali de Bagdad. »

#### II. CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES.

La thèse turque ne peut être acceptée intégralement. Il est exagéré d'affirmer que Mossoul fut aux mains des Turcs pendant onze siècles.

De son côté, le Gouvernement britannique est dans l'erreur en prétendant qu'avant sa prise de possession par les Turcs Osmanlis, Mossoul n'eût jamais de souverains turcs.



with the Kurds of the vilayets of Hakkari and Mardin in Turkey, while those who dwell south of the Lesser Zab have more in common with the Kurds of Persia. It would be difficult to draw a boundary in the territory between these two rivers.

The ethnographical difficulties are as follows :

(a) The towns inhabited by Turkish majorities or large Turkish minorities are situated in the southern part of the territory — that is to say, in the direction of Iraq, whereas Mosul, an Arab town, is situated in the centre of the northern part.

(b) The only link between this town and other Arab lands with a sedentary population is a territory which is mainly Kurdish, and a road dotted with Turco-Kurdish towns.

(c) The Christians are scattered, but live mainly north of Mosul.

(d) The country which is most definitely Kurdish — that is to say, the eastern part of the territory — is only connected with the north by the Tigris road ; the Rowanduz district can only be reached through Arbil and the Sulaimaniya district through Kirkuk.

---

## CHAPTER II.

### HISTORICAL ARGUMENTS.

---

#### I. BRITISH AND TURKISH ARGUMENTS.

Historical considerations formed the subject of negotiations and discussions between the two delegations at Lausanne even before the first memoranda were submitted.

“ In its memoranda the British delegation states that the Turkish contention cannot be supported by the fact that Mosul was for a long historical period part of the Ottoman Empire. This contention would apply with equal force to Baghdad. Both are Arab towns built by Arabs, and both have maintained their Arab character in spite of their long inclusion in the Turkish Empire. The close connection between Mosul and Baghdad was recognised by the Turks to this extent — that the Mosul Vilayet was formerly part of the Pashalik of Baghdad. The conversion of Mosul into a separate vilayet dependent upon Constantinople was a measure dictated by administrative convenience only. This argument from history, says the British Government, could equally be applied to any part of the former Turkish Empire.

“ The Turkish Government replied that the historical reasons which might be advanced in favour of the reunion of the Vilayet of Mosul with Turkey do not date only from the Ottoman period ; had they done so, the Turkish argument would have applied equally to the Baghdad Vilayet. The Mosul Vilayet and the districts extending to the northern limits of Baghdad were in the hands of the Turks for over eleven centuries.

“ At the time of the Abassid Khalifs, the Turkish memorandum states, these countries were in the hands of Turkish governors and soldiers and of a Turkish population ; these Turkish governors enjoyed complete independence and sovereign rights ; the first of them was Itah (A. H. 229). Among their successors were Imad-El-Din Zengui, the son of Ak-Sungur, who founded in Mosul the Turkish State of the Atabegs.

“ There were also Turkish States governed by members of this dynasty at Sinjar and Jezireh.

“ Later the dynasty of the Artiks founded Turkish States, the capitals of which were at Mosul, Jezireh, Kharput and Mardin.

“ El-Ghazi-Khan, of the same dynasty, vanquished the crusaders at Tel Afar.

“ Tel Kef was a fortress of the Artiks.

“ There are to be found in these regions numerous monuments of art and public utility constructed by these sovereigns.

“ Later the Seljuk Turks captured Mosul and made the town the centre of a high civilisation. It was only after the Seljuk Turks that the Osmanli Turks ruled over these countries.

“ The territory between Baghdad and the south of the present Vilayet of Mosul is described in ancient historical works under the name of Tataristan, which proves that a Turkish tribe had settled there. The name Wadi Tartar shows a trace of this old appellation.

“ The British memorandum states that, in the time of Midhat Pasha, Mosul was joined to Baghdad, but this is no proof in support of the British contention. It was due to certain considerations of a personal and administrative character, and, moreover, Urfa and Diarbekr were also under the administration of Midhat Pasha, Vali of Baghdad. ”

#### II. HISTORICAL CONSIDERATIONS.

The Turkish argument cannot be accepted in its entirety. It is an exaggeration to state that Mosul was in the hands of the Turks for eleven centuries.

But the British Government is also incorrect when it asserts that, before the Osmanli Turks took possession of the town, Mosul had never been under Turkish sovereignty.

Le pays nommé actuellement Irak a, dans le cours des siècles, une histoire extrêmement tourmentée, qui ne peut être suivie avec certitude qu'à partir du XVI<sup>e</sup> siècle.

Dans l'antiquité, il fut le théâtre des luttes entre l'Empire Médique et les Perses, puis entre les Perses et les Grecs ; c'est dans les plaines entre Mossoul et Arbil qu'Alexandre le Grand remporta une victoire décisive sur Darius.

On sait que l'Empire d'Alexandre fut, à sa mort, partagé entre ses généraux : les Séleucides régnèrent sur le pays jusqu'au moment où ils furent remplacés par la dynastie Parthe des Arsacides.

Par la suite, au cours des luttes entre Rome et les Perses, les habitants des plaines, descendus des anciens Assyriens, d'Araméens et d'immigrés persans, prirent parti des fois pour l'un, des fois pour l'autre adversaire ; les tribus kurdes, qui habitaient les montagnes vivaient en pleine indépendance.

Quand, aux premiers temps de l'ère chrétienne, les missionnaires apparurent dans le pays, ils y fondèrent les deux Eglises d'Arménie et de Perse. Ces chrétiens furent protégés par leurs maîtres persans jusqu'au moment où les empereurs romains, s'étant convertis au christianisme, ils furent soupçonnés de favoriser Rome et furent persécutés.

Au V<sup>e</sup> siècle des dissensions se produisirent dans l'Eglise catholique d'Orient entre les Monophysites (Jacobites) et les Dyaphysites (Nestoriens) ; ces discussions, qui se prolongèrent pendant plusieurs siècles, firent que la religion islamique fit de nombreux adeptes parmi eux.

Lorsque la vague victorieuse de l'Islam s'étendit sur ces contrées, ce furent les Arabes de la tribu Beni Rabia qui s'installèrent à Mossoul. Ils donnèrent comme appellation à tout le territoire le nom de Diar Rabia. Un cas analogue est celui de la ville d'Admid qui, prise par la tribu des Bekr, se nomma dès lors Diarbekir.

Ce fut vers 830-840 que les mercenaires turcs commencèrent à jouer un rôle important dans l'Empire des califes Abbassides ; mais il faut attendre deux siècles pour voir ces mercenaires exercer un certain pouvoir dans les territoires de Mossoul : ce ne fut qu'en 1056 que Toghrul Beg, petit-fils de Seldjouk, prit possession de la ville.

Depuis le X<sup>e</sup> siècle et dans cette première partie du XI<sup>e</sup>, Mossoul était encore sous la domination plus ou moins nominale des dynasties arabes des Hamdanides (de 909-990), des Okeilides (de 990-1097) et des Boujides, mais, dans les luttes que ces dynasties se livrèrent entre elles, les soldats turcs jouèrent un rôle prépondérant et leurs chefs exercèrent parfois le pouvoir effectif ; ce fut sous un de ces chefs militaires, nommé Mousa, que le pouvoir passa entre les mains de la dynastie seldjoucide des Ortokides (*Histoire des Huns*, de DEGUIGNES).

La première moitié du XII<sup>e</sup> siècle vit le déclin de cette dynastie, qui fut remplacée par les Atabegs (synonyme de tuteurs) ; ces Atabegs sont aussi des Turcs, ils règnent de 1127 jusqu'à 1232.

A cette date, le Chan Mongol Houlagou, petit-fils de Djingischan, fondateur de la dynastie Ilchan, prit Mossoul et la livra au pillage.

L'Empire des Ilchan s'effondra dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle et le pays fut dévasté par les luttes continuelles que se livrèrent les Persans, les Turcs et les Arabes. Pendant presque toute cette période, la plus grande partie du territoire était aux mains des dynasties Turcomanes des Kara Kujunlu et Ak-Kujunlu (moutons noirs et moutons blancs), qui, après en avoir chassé les Ilkhans, régnèrent également sur une partie de la Perse.

A la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, Mossoul fut repris encore une fois par les Mongols, commandés par Timour le Boiteux. La ville, qui avait atteint le plus haut point de sa prospérité sous l'Atabeg Bedreddin-Lulu (environ de 630 A. H.), tomba alors dans la plus grande déchéance qu'elle connut au cours de son histoire. Elle fut saccagée et dévastée et perdit toute son importance économique.

Elle passa successivement aux mains de différentes petites dynasties, parfois arabes, mais la plupart du temps turques.

Enfin, en 1534, le sultan Soulejman prit Mossoul et l'incorpora pour la première fois dans l'Empire Osmanli ; mais ce ne fut qu'en 1638 que le pays fut définitivement conquis par le sultan Murad IV. Il le divisa en trois vilayets : Mossoul, Bagdad et Kerkouk (Kerkouk s'appelait à cette époque : Shahrizor).

Quelques années plus tard, à l'extinction d'une dynastie locale, Basrah fut aussi incorporé à l'Empire Ottoman.

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, Kerkouk, Basrah et Mossoul dépendaient, de façon plus ou moins effective, du pacha héréditaire de Bagdad ; ce dernier recevait l'investiture du sultan, mais n'était rattaché à Constantinople que par des liens théoriques. Les Etats kurdes, semi-indépendants, Amadia, Koï Sandjak, Rovandouz, etc., étaient plus ou moins sous l'autorité de ce même pacha de Bagdad.

A partir de 1726, la ville de Mossoul et un petit territoire l'environnant furent gouvernés par un pacha qui était indépendant de Bagdad. Ce pacha était le chef de la famille arabe Jalili — encore existante à Mossoul ; — le sultan, comme seul acte d'autorité, se contentant de ratifier par firman la transmission de la souveraineté de père en fils.

En 1831, le pacha héréditaire de Bagdad fut battu et détrôné par les forces du sultan, qui désigna un gouverneur turc avec juridiction sur tout le pays ; en 1835, Mossoul, à son tour, fut mise sous la juridiction du pacha de Bagdad et devint un sandjak du vilayet de Bagdad ; ce vilayet comprenait toute la région désignée actuellement sous le nom d'Irak (y compris le territoire contesté). L'autorité du pacha de Bagdad n'était, toutefois, au début, que nominale sur les petits chefs kurdes : successivement, de 1837 à 1854, ils furent réduits à l'impuissance et virent leurs territoires incorporés dans les sandjaks de Mossoul et de Kerkouk. Pendant

The country now called Iraq has had an extremely chequered history throughout the centuries and its history can only be followed with any certainty from the sixteenth century onwards.

In ancient times it was the theatre of struggles between the Empires of the Medes and the Persians and then between the Persians and the Greeks. It was in the plains between Mosul and Arbil that Alexander the Great won his decisive victory over Darius.

We know that Alexander's empire was, at his death, divided up among his generals. The Seleucids reigned over the country until they were replaced by the Parthian dynasty of the Arsacids.

Subsequently, during the struggles between Rome and the Persians, the inhabitants of the plains, who were descendants of the ancient Assyrians, of Arameans and of Persian immigrants, sided sometimes with one and sometimes with the other party. The Kurdish tribesmen who inhabited the mountains were absolutely independent.

When, at the beginning of the Christian era, the first missionaries appeared in the country, they founded the two Churches of Armenia and Persia. These Christians were protected by their Persian masters until the time when the Roman Emperors were converted to Christianity. Thereupon the Christians were suspected of being favourable to Rome and were persecuted.

In the fifth century, dissensions arose in the Eastern Catholic Church between the Monophysites (Jacobites) and the Dyophysites (Nestorians). These dissensions, which lasted for several centuries, resulted in the conversion of many persons to Islam.

When the victorious wave of Islam broke over these districts, it was the Arabs of the tribe of the *beni Rabia* who installed themselves in Mosul. They gave the name of *Diar Rabia* to the entire territory. A similar example is furnished by the town of *Amid*, which, after its capture by the *Bekr* tribe, was known as *Diarbekr*.

About 830-840 Turkish mercenaries began to play an important part in the Empire of the *Abbassid* Khalifs, but it was not until two centuries later that these mercenaries came to exercise a certain amount of power in the Mosul territories. It was only in 1056 that *Toghrul Bey*, the grandson of *Seljuk*, captured the town.

During the tenth century and the first part of the eleventh century, Mosul still remained nominally in the power of the Arab *Hamdanid* (909-990), *Okcilid* (990-1097) and *Bujid* dynasties, but in the internecine struggles between these dynasties Turkish soldiers played a leading part, and sometimes their chiefs exercised actual sovereignty. It was under one of these military chiefs, of the name of *Mousa*, that the power passed into the hands of the *Ortokids* (*DEGUIGNES' History of the Huns*).

The first half of the twelfth century witnessed the decline of the *Ortokid* dynasty, which was replaced by the *Atabegs* (meaning "guardians"). These *Atabegs* were also Turks and reigned from 1127 to 1232.

At that date the *Mongol Khan Houlagou*, the grandson of *Jenghiz Khan*, the founder of the *Ilkhan* dynasty, captured and pillaged Mosul. The Empire of *Ilkhan* fell to pieces in the first half of the fourteenth century and the country was laid waste by the continual struggles which took place between the Persians, Turks and Arabs.

During nearly the whole of this period, the greater part of the territory was in the possession of the *Turcoman* dynasties of the *Kara Kujunlu* and of the *Ak-Kunjunlu* (the "black sheep" and the "white sheep") who, after expelling the *Ilkhans* from these lands, also ruled over a part of Persia.

At the end of the fourteenth century, Mosul was again taken by the *Mongols*, on this occasion by *Tamerlane*. The town, which had reached the zenith of its prosperity under the *Atabeg Bedreddin Lulu* (*circa* A. H. 630), sank at that period to the lowest point which it touched in the course of its history. It was once more pillaged and laid waste and lost its economic importance. It fell successively into the power of various minor dynasties — sometimes Arab, but more often Turk.

Finally, in 1534, the *Sultan Sulaiman* took Mosul and incorporated it for the first time in the *Osmanli* Empire, but it was only in 1638 that the country was finally conquered by *Sultan Murad IV*; he divided the land into three *vilayets*: *Mosul*, *Baghdad* and *Kirkuk* (*Kirkuk* was known at that time as *Shahrizor*).

A few years later, when a local dynasty became extinct, *Basra* was also incorporated in the *Ottoman* Empire.

At the beginning of the eighteenth century, *Kirkuk*, *Basra* and *Mosul* were more or less actual dependencies of the hereditary *Pasha* of *Baghdad*. The latter was invested by the *Sultan*, but the ties which bound him to *Constantinople* were more theoretic than actual. The semi-independent States of *Amadia*, *Koi Sanjak*, *Rowanduz*, etc., were more or less under the authority of this *Pasha* of *Baghdad*.

From 1726, the town of *Mosul* and the small surrounding territory were governed by a *pasha* who was independent of *Baghdad*. This *pasha* was the head of the *Arab Jalili* family, which still exists at *Mosul*. The *Sultan's* only act of authority was to ratify by *Firman* the transmission of sovereignty from father to son.

In 1831 the hereditary *Pasha* of *Baghdad* was vanquished and dethroned by the *Sultan's* armies, and the *Sultan* appointed a Turkish governor with jurisdiction over the whole country. In 1835 *Mosul* in turn was placed under the jurisdiction of the *Pasha* of *Baghdad* and became a *sanjak* of the *Vilayet* of *Baghdad*. This *vilayet* comprised the country now known as *Iraq*, including the disputed territory. At the outset the *Pasha* of *Baghdad* only exercised nominal authority over the smaller Kurdish chieftains. By gradual stages, however, from 1837 to 1854, the latter were rendered powerless and their territories were incorporated in the *sanjaks*.

une courte période, cependant, de 1835 à 1850, Mossoul fut érigé en vilayet, puis redevint sandjak de Bagdad.

Ce ne fut qu'en 1879 que Mossoul devint définitivement un vilayet comprenant les sandjaks de Kerkouk et de Souleimanié.

### III. CONCLUSIONS.

Nous avons donné cet exposé historique pour n'avoir pas à discuter point par point les deux thèses en présence.

Nous pouvons en conclure que, s'il est exagéré de prétendre, comme le fait le Gouvernement turc, que Mossoul fut pendant onze siècles aux mains des Turcs, il n'en est pas moins vrai qu'ils y jouèrent un rôle prépondérant.

ARNOLD (*The Caliphate*) affirme qu'au X<sup>e</sup> siècle, l'autorité des califes Abbassides ne s'étendait pas au delà des limites de la ville de Bagdad et que les califes eux-mêmes étaient à la merci de leurs généraux mercenaires, qui formaient des sortes de dynasties.

Lorsqu'en 1055, Toghrul, prince seldjucide, entra à Bagdad, il prit le titre de « Sultan de l'Orient et de l'Occident » et exerça son autorité sur le calife arabe qui, avant lui, était sous la tutelle de la petite dynastie persane des Bouvayhides.

La même situation s'est présentée en Egypte, où elle a été mieux étudiée : les sultans Mamelouks du XIII<sup>e</sup> siècle et du XIV<sup>e</sup> siècle y tenaient également les califes Abbassides sous leur dépendance.

On se rendra compte combien il est difficile de déterminer si la souveraineté réelle fut entre les mains de califes titulaires, mais impuissants, ou de ceux qui leur commandaient en maîtres. Nous ne pourrions entrer dans l'examen de ces subtilités.

S'il est certain que ni les Arabes ni les Persans, ni les Turcs ni les Mongols ne peuvent prétendre avoir été de façon continue les maîtres incontestés de Mossoul, il est certain que la ville de Mossoul, tout comme Bagdad et d'autres provinces, fut sous la souveraineté des sultans ottomans pendant les quatre derniers siècles. Mais cette souveraineté même ne fut effective ni sur tout le territoire ni à toutes les époques : les pachas étaient parfois fort indépendants, les tribus kurdes et arabes étaient presque toujours insoumises. Seule, dans les villes et le long de la route de Mossoul-Arbil-Kifri-Bagdad, jalonnée de ses forteresses, l'autorité du sultan était plus ou moins réelle.

---

## CHAPITRE III.

### ARGUMENTS D'ORDRE ÉCONOMIQUE.

---

Le Gouvernement britannique et le Gouvernement turc ayant présenté des arguments d'ordre économique à l'appui de leurs thèses respectives, nous les avons étudiés et, à cette fin, avons divisé notre étude économique en trois parties.

Dans la partie analytique, nous reproduirons et, éventuellement, commenterons les renseignements fournis par les deux Puissances dans les conférences et les réponses aux questions que nous leur avons adressées.

Dans la partie synthétique, nous ferons connaître les résultats de nos propres constatations sur les lieux et les comparerons avec les statistiques fournies par des documents d'avant-guerre.

Dans une troisième partie, nous résumerons la question et énoncerons nos conclusions.

#### I. ANALYSE.

##### A. — MÉMORANDUM BRITANNIQUE.

« A Lausanne, lord Curzon a affirmé que l'Irak et, à un degré moindre, la Syrie constituaient le débouché et la voie de passage du commerce d'exportation en provenance du vilayet de Mossoul, et que le commerce entre Mossoul et la Turquie est insignifiant. »

Cette affirmation est exacte. Dans les importations de Turquie à destination de Mossoul figurent principalement des bois, des céréales, des légumineuses, des cordages, des fruits secs, des produits destinés au tannage ; presque tout passe en transit à Mossoul, à destination de Bagdad et de l'étranger. Il se fait également un commerce assez important de moutons entre la région contestée et la Turquie ; ces moutons sont dirigés sur Mossoul où des courtiers de Syrie viennent les acheter.

Pour ce qui concerne les exportations de Mossoul vers la Turquie, elles se sont toujours limitées à des cotonnades, articles de quincaillerie et denrées coloniales arrivant via Bassorah ou Alep ; ces articles sont à destination des villes turques voisines de la frontière.

« L'Irak central et méridional ne peut se passer des produits de la région septentrionale. »

of Mosul and Kirkuk. For a short time, from 1835 to 1850, Mosul was raised to the rank of a vilayet, but subsequently it again became a sanjak of Baghdad.

It was only in 1879 that Mosul finally became a vilayet, including the sanjaks of Kirkuk and Sulaimaniya.

### III. CONCLUSION.

We have given this historical summary in order to avoid the necessity of discussing the two rival arguments point by point.

From the above it may be concluded that, although it is an exaggeration to state, as the Turkish Government does, that Mosul was for eleven centuries in the possession of the Turks, it is quite true that they did play a preponderating role.

Arnold ("The Caliphate") states that in the tenth century the authority of the Abbassid Khalifs did not extend beyond the limits of the town of Baghdad and that the Khalifs themselves were at the mercy of their generals — mercenaries who founded dynasties of their own.

In 1055, when the Seljuk Prince Toghrul entered Baghdad, he assumed the title of "Sultan of the East and the West" and exercised authority over the Arab Khalif who, before the advent of Toghrul, had been under the tutelage of the small Persian dynasty of the Bouvayhids.

The situation was the same in Egypt, where it has been more carefully studied: The Mameluk Sultans of the thirteenth and fourteenth centuries also held the Abbassid Khalifs in their power.

It is clear how difficult it is to determine whether the actual sovereignty was in the hands of the titular but powerless Khalifs or in the hands of those who were in fact their masters. We cannot enter into the discussion of such subtle points.

Though it is certain that neither the Arab nor the Persians, the Turks nor the Mongols can claim to have been continuously the undisputed masters of Mosul, it is certain that the town of Mosul, like Baghdad and a number of other provinces, was under the sovereignty of the Ottoman Sultans during the past four centuries, but this sovereignty itself was effective neither over the whole territory nor at all periods. The pashas were sometimes very independent, while the Kurdish and Arab tribes were scarcely ever reduced to subjection. Only in the towns and the strip of territory along the Mosul-Arbil-Kifri-Baghdad road, protected by many fortresses, was the authority of the Sultan more or less enforced.

---

## CHAPTER III.

### ECONOMIC ARGUMENTS.

---

As the British and Turkish Governments have put forward economic arguments to support their case, we have studied those arguments and for this purpose have divided our economic survey into three parts.

In the analytical part, we reproduce, and discuss where necessary, the information given by the two Powers at the conferences and in the replies to the questions we have asked.

In the synthetic part we set out the results of our own observations on the spot and compare them with statistical material drawn from pre-war documents.

In the third part, we summarise the question and state our conclusions.

#### I. ANALYSIS.

##### A. — BRITISH MEMORANDUM.

"Lord Curzon stated at Lausanne that the outlet of the export trade of the Mosul Vilayet was to and through Iraq, and to a lesser extent Syria, and that the trade between Mosul and Turkey was insignificant."

This statement is correct. Importations from Turkey to Mosul consist mainly of timber, cereals, vegetables, rope, dried fruit and products for tanning. Almost all of these pass through Mosul in transit for Baghdad and abroad. There is also a fairly considerable trade in sheep between the disputed territory and Turkey. These sheep are sent to Mosul, whither the Syrian middlemen come to buy them.

Exports from Mosul to Turkey have always been limited to textiles, ironmongery and colonial produce coming via Basrah or Aleppo. These articles are sent to the Turkish towns near the frontier-line.

"Central and Southern Iraq are vitally dependent on the products of the northern area."

Cette affirmation est trop absolue. Si le territoire contesté fournit à l'Irak méridional et central les produits alimentaires qui lui sont nécessaires, la proximité de la mer rend possible le ravitaillement de ces régions au moyen de vivres importés de l'étranger. La disette constatée dans le sud de l'Irak, à l'époque de l'occupation militaire de Bagdad, fut le fait d'une situation anormale, due au grand nombre de troupes à nourrir. Pendant cette période de guerre, alors que les communications étaient coupées entre le territoire contesté et l'Irak Méridional, les habitants de ce territoire contesté, particulièrement ceux de Mossoul et de Kirkouk, eurent également à subir une famine qui occasionna de nombreux décès : il n'eut pas été possible, à cette époque, d'exporter les vivres de cette région vers le sud ; au contraire, il eût été désirable d'en importer de l'étranger, via Bagdad. Il eut été plus indiqué de soutenir que c'est le territoire contesté qui a besoin de l'Irak Central et Méridional pour l'écoulement des produits agricoles, car le trafic est facilité par la voie fluviale du Tigre, permettant les transports à bon marché : Bagdad est le seul marché où les habitants du territoire contesté peuvent trouver à vendre l'excédent des produits de leur sol.

« A Lausanne, Ismet pacha a déclaré que tout le grain à destination du sud provenait de Diarbekir et ne faisait que traverser Mossoul en transit. »

Cette déclaration est exagérée. S'il est certain que, jadis, les céréales des régions de Jazireh et de Diarbekir empruntaient la voie du Tigre pour être transportées à Bagdad, les quantités en furent relativement peu grandes par comparaison avec celles provenant du territoire contesté.

« Le tabac est transporté intégralement à Bagdad. »

Il est exact d'affirmer que presque tout ce qui n'est pas consommé sur place est expédié à Bagdad ; de petites quantités sont cependant expédiées vers la Perse par Souleimanié.

« En ce qui concerne la frontière proposée, il a été tenu compte du principe d'après lequel les confédérations ne doivent pas être divisées et les collectivités ne doivent pas être coupées des autres qui leur servent de marchés. »

Il existe deux grands marchés pour les produits du pays contesté : Bagdad et Mossoul. Les livas de Kifri, Souleimanié, Kerkouk et la partie méridionale du liva d'Erbil dépendent du marché de Bagdad.

Les parties centrale et septentrionale du liva d'Erbil dépendent autant de Mossoul que de Bagdad.

Le liva de Mossoul dépend exclusivement de la ville de Mossoul. Il est à considérer cependant que si Mossoul est le marché du liva, l'excédent de ce qui ne peut être consommé sur place est transporté à Bagdad par la voie fluviale. Ces transports pourraient continuer à se faire, même dans le cas où Mossoul serait séparé politiquement de Bagdad : il suffirait que des accords économiques fussent conclus entre les deux pays ; ces accords seraient aussi avantageux pour Bagdad, où l'apport des produits du nord diminuerait le coût de la vie, que pour Mossoul dont Bagdad est le débouché.

« La frontière proposée suit autant que possible les configurations de terrain qui séparent les régions habitées par les indigènes dont le marché est Mossoul, des régions dont les habitants utilisent comme marché les villes turques. »

Dans les régions peu habitées et extrêmement montagneuses situées entre la frontière conventionnelle de Bruxelles et la frontière proposée par le Gouvernement britannique, les cultures des habitants servent surtout à leurs besoins locaux. Les rares habitants de cette région montagneuse ont autant de facilités — ou, si l'on veut, autant de difficultés — pour se rendre au marché de Mossoul qu'aux marchés des villes turques.

Dans la région au nord de Rovandouz, les habitants ne font de transactions ni avec Mossoul ni avec la Turquie : ils commercent surtout avec la Perse, utilisant les mêmes passes dans la montagne que celles utilisées par les tribus nomades kurdes.

« La frontière nord proposée assurerait à l'Irak certains terrains de pacage d'été des nomades de la Confédération kurde qui hivernent dans la plaine de Mossoul. »

Les migrations de nomades ne sont que fort peu gênées par les lignes frontières ; beaucoup de ces tribus nomades, et en particulier celles des Jafs, des Pizder et des Herki, ont de tous temps eu leurs terrains de pacage en Perse.

Lors de la délimitation de la frontière turco-persane, une clause spéciale a été insérée dans le protocole, à l'effet de régler les questions qui pourraient surgir de ces migrations de nomades. Des accords analogues pourraient être conclus entre la Turquie et l'Irak.

## B. — MÉMORANDUM TURC.

« La ville et le vilayet de Mossoul, se trouvant au croisement de toutes les routes reliant les unes aux autres l'Anatolie, la Syrie et la Perse, ont une grande importance sous le rapport des communications de l'Anatolie Méridionale avec la Perse et la Syrie. Cette région est encore plus importante au point de vue des communications entre les différentes parties de l'Anatolie Méridionale, car c'est là que se croisent les routes reliant Souleimanié, Kerkouk, Diarbekir, Ourfa, Bitlis, Seert, etc. »

Nous supposons que le Gouvernement turc entend, par Anatolie Méridionale, les régions d'Ourfa, Bitlis, Seert, etc.

This statement is too categorical. Though the disputed territory may provide Southern and Central Iraq with the foodstuffs they require, the proximity of the sea makes it possible to supply these regions with foodstuffs from abroad. The scarcity of supplies in Southern Iraq during the military occupation of Baghdad was the result of an abnormal situation due to the large number of troops which had to be fed. During this war period, when communications between the disputed territory and Southern Iraq were cut, the inhabitants of the disputed territory, particularly in Mosul and Kirkuk, experienced a famine which was responsible for many deaths. It would not have been possible at that time to export foodstuffs from this region to the south. On the contrary, it would have been very useful if foodstuffs could have been imported from abroad via Baghdad. It would have been more natural to maintain that the disputed territory needs Central and Southern Iraq as a market for its agricultural produce, for the trade is facilitated by the Tigris waterway, which makes cheap transport possible. Baghdad is the only market in which the inhabitants of the disputed territory can sell their surplus agricultural products.

“ At Lausanne, Ismet Pasha stated that all the grain destined for the south ‘emanated originally from Diarbekr and only passed through Mosul in transit’.”

This statement is exaggerated. Though it is true that formerly cereals from the Jezireh and Diarbekr districts passed along the Tigris on their way to Baghdad, the quantity sent was small in comparison with that coming from the disputed territory.

“ Tobacco is all taken to Baghdad. ”

It is true that almost all the tobacco which is not consumed locally is sent to Baghdad ; small quantities are, however, sent to Persia via Sulaimaniya.

“ With regard to the actual frontier proposed, the principle of ensuring that confederations shall not be split up and other communities shall not be cut off from their marketing centres has been given importance. ”

There exist two great markets for the products of the disputed territory : Baghdad and Mosul. The liwas of Kifri, Sulaimaniya, Kirkuk and the southern part of the liwa of Arbil are dependent on the Baghdad market.

The central and northern parts of the liwa of Arbil are dependent as much on Mosul as on Baghdad.

The liwa of Mosul depends exclusively on the town of Mosul, but although Mosul is the market of the liwa, it should be remembered that the surplus produce which cannot be consumed locally is sent to Baghdad down the river. Such exports might continue, even if Mosul were separated politically from Baghdad. It would be sufficient for economic agreements to be concluded between the two countries ; such agreements would be as advantageous for Baghdad, where the importation of produce from the north would decrease the cost of living, as for Mosul, of which Baghdad is the market.

“ The proposed frontier-line runs as far as possible along the geographical features which separate the regions inhabited by those who market in Mosul from the regions of those who market in Turkish towns. ”

In the sparsely inhabited and extremely mountainous districts situated between the frontier as established by the Brussels Agreement and the frontier proposed by the British Government, the crops produced are almost entirely consumed locally. The few inhabitants of this mountainous country find it as easy, or as difficult, to proceed to the Mosul market as to the Turkish towns.

In the districts north of Rowanduz the inhabitants have no dealings either with Mosul or Turkey ; their trade is mainly with Persia and they use the same mountain passes as those followed by the nomad Kurdish tribes.

“ The northern frontier will ensure to Iraq some of the summer grazing grounds of the nomads of the Kurdish confederation who winter in the Mosul plain. ”

The migrations of nomads are not greatly affected by frontier-lines ; many of these nomad tribes — particularly the Jafs, the Pizder and the Herki — have always had their grazing grounds in Persia.

In the Protocol for the Delimitation of the Turko-Persian Frontier, a special clause was inserted for the regulation of any questions which might arise in connection with these nomad migrations. Similar agreements might be concluded between Turkey and Iraq.

#### B. — TURKISH MEMORANDUM.

“ The town and Vilayet of Mosul, being situated at the intersection of all the routes connected with Anatolia, Syria and Persia, are of great importance as regards the communications of Southern Anatolia with Persia and with Syria. This country is still more important from the point of view of communications between different parts of Southern Anatolia, for it is here that the roads connecting with Sulaimaniya, Kirkuk, Diarbekr, Urfa, Bitlis, Sirt, etc. intersect. ”

We suppose that the Turkish Government, when it speaks of Southern Anatolia, means the districts of Urfa, Bitlis, Sirt, etc.

Les voies de communication entre l'Anatolie Méridionale et la Perse du Nord ne passent pas par le territoire contesté ; par contre, non seulement le territoire contesté, mais également le territoire non contesté, sont traversés par les voies de communication entre l'Anatolie Méridionale et la Perse du Sud.

Les communications entre l'Anatolie et la Syrie ne passent pas par le territoire contesté.

L'argument des communications entre la Syrie (mandat français) et la Perse ne peut être invoqué par le Gouvernement turc, puisque les routes reliant ces deux régions passent précisément par le territoire contesté ou plus au sud, et non pas par le territoire turc. Quant aux communications entre les différentes parties de l'Anatolie Méridionale, il faut considérer que, parmi les six villes citées dans le mémorandum turc, Souleimanié et Kerkouk étant dans le territoire contesté, la question de leurs communications propres ne peut intervenir dans le débat. Et quant aux routes reliant entre elles les villes de Diarbekir, Ourfa, Bitlis et Seert, elles ne passent pas par le territoire contesté ; la plus rapprochée est distante d'une centaine de kilomètres à vol d'oiseau de la frontière de l'ancien vilayet de Mossoul.

Le problème des communications par routes est commenté plus longuement dans le chapitre traitant de l'analyse géographique du présent rapport.

« Un facteur nouveau est intervenu pour consolider encore l'unité économique de Mossoul avec la Turquie : par suite de la construction du chemin de fer reliant Mossoul aux ports de la Méditerranée, celle-ci fut plus étroitement rattachée à l'Anatolie. Par la Méditerranée, elle peut entrer plus facilement en communication avec les pays industriels d'Europe dont elle a besoin pour écouler ses matières premières et recevoir des produits manufacturés. Le chemin du Golfe Persique est, depuis la construction de la voie ferrée, d'une importance plutôt secondaire pour la ville en question. »

La rédaction de cette phrase peut prêter à confusion : le chemin de fer de la Méditerranée n'atteint pas encore Mossoul ; sa tête de ligne est arrêtée à Nisibin, à deux cents kilomètres environ à vol d'oiseau de Mossoul. Il est donc exagéré de dire qu'actuellement, le chemin du Golfe Persique est d'une importance plutôt secondaire pour la ville en question ; ce sera peut-être la situation de l'avenir, tout au moins pour les produits d'importation, quand la ligne ferrée sera prolongée au travers du territoire sous mandat français et atteindra Mossoul ; mais les produits d'exportation, en majeure partie des céréales, continueront toujours à être évacués par la voie fluviale, moins coûteuse, de Mossoul à Bagdad.

#### C. — QUESTIONNAIRE ADRESSÉ PAR LA COMMISSION AU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE.

##### *Première question.*

« Lord Curzon a déclaré à Lausanne qu'il ressort des statistiques douanières du Gouvernement de l'Irak que le Royaume de l'Irak et, à un degré moindre, la Syrie constituent le débouché et la voie de passage du commerce d'exportation en provenance du vilayet de Mossoul. La Commission, possédant les rapports pour les années 1921 et 1922 (Department of Customs and Excise Administration Reports), s'informe auprès du Gouvernement britannique s'il possède d'autres documents au sujet des statistiques douanières. Dans l'affirmative, il est désirable que des copies en soient remises à la Commission. »

Les documents officiels de l'Irak, qui ont été remis à la Commission par le Gouvernement britannique, donnent les statistiques suivantes pour les années 1921, 1922, 1923 et les neuf premiers mois de 1924 :

Valeur des produits exportés de l'ancien vilayet de Mossoul vers la Syrie et la Turquie (production du pays et transit) . . .	8.500.000	roupies
Valeur d'une partie des marchandises exportées (à l'exception des céréales) <i>du seul liva de Mossoul</i> vers Bagdad . . . . .	18.600.000	»
Soit, respectivement, 2.200.000 roupies et 5.000.000 roupies par année.		

Il est difficile d'établir une estimation des quantités de céréales transportées de Mossoul, Arbil et Kerkouk vers Bagdad, car aucune statistique officielle n'a été tenue des échanges commerciaux entre l'Irak du Sud et le territoire contesté.

Ces transports de céréales se font en partie par les chemins de fer de Shergat (sud de Mossoul) et de Kingerban (sud de Kerkouk), en partie par keleks sur le Tigre et les deux Zab, en partie par caravanes de chameaux.

Nous pouvons cependant tenter d'établir des approximations.

La valeur des céréales, transportées vers Bagdad uniquement par le chemin de fer, peut être évaluée à 3.000.000 de roupies (75 % de froment et 25 % d'orge).

De plus, pendant les deux années 1922 et 1923, la municipalité de Bagdad a enregistré l'arrivée de 4500 petits keleks, 1600 keleks de moyenne grandeur et 1100 grands keleks ; cela doit représenter une moyenne de 140.000 tonnes pour deux années, soit 70.000 tonnes de céréales, ayant une valeur de 7.000.000 de roupies par année.

Enfin, les statistiques du département des Chemins de fer nous apprennent que, en un an, alors que 3000 tonnes environ de dattes furent envoyées du sud vers Shergat (Mossoul), presque point d'expéditions de dattes ne furent faites par rail, vers Kingerban (Kerkouk) ; ces dattes, à destination de Kerkouk, furent transportées par des chameaux qui avaient apporté, dans le sud, des céréales de la région.



The communications between Southern Anatolia and Northern Persia do not pass through the disputed territory. On the other hand, not only the disputed territory but also the non-disputed territory is crossed by roads leading from Southern Anatolia to Southern Persia.

The communications between Anatolia and Syria do not pass through the disputed territory. The arguments regarding communications between French mandated Syria and Persia cannot be put forward by the Turkish Government, because the routes connecting these two countries actually pass through the disputed territory or further south and not through Turkish territory. As regards communications between the different parts of Southern Anatolia, we should remember that, of the six towns quoted in the Turkish memorandum, Sulaimaniya and Kirkuk are in the disputed territory, and the question of communications between these two towns cannot, therefore, be brought into discussion. The roads joining the towns of Diabekr, Urfa, Bitlis and Sirt with one another do not pass through the disputed territory; the nearest of these routes is 100 kilometres distant as the crow flies from the nearest part of the frontier of the former Vilayet of Mosul.

The problem of road communication is commented upon at greater length in the chapter of this report on the geographical analysis of the question.

“ A fresh factor has arisen to consolidate still further the economic unity of Mosul with Turkey. As a result of the construction of the railway connecting Mosul with the Mediterranean ports, the town became very much more closely connected with Anatolia. The Mediterranean is the quickest and easiest route between Mosul and the industrial countries of Europe, which she needs as an outlet for her raw materials and a source of supply for manufactured products. Since the construction of this railway-line, the Persian Gulf route has become of secondary importance for the town. ”

The wording of this sentence may lead to some confusion: the railway-line from the Mediterranean has not yet reached Mosul. The railway-head is at Nisibin, about 200 kilometres in a direct line from Mosul. It is therefore an exaggeration to say that at present the Persian Gulf route is of secondary importance for the town; it may become so in future — at any rate as regards imports — when the railway-line has been prolonged through French mandated territory and has reached Mosul. But the exports, which consist mainly of cereals, will still be exported by the cheaper river route from Mosul to Baghdad.

### C. — QUESTIONNAIRE SENT BY THE COMMISSION TO THE BRITISH GOVERNMENT.

#### Question 1.

“ Lord Curzon stated at Lausanne that the Customs statistics of the Government of Iraq show that the outlet of the export trade of the Mosul Vilayet was to and through Iraq and to a lesser extent Syria. The Commission, having in its possession the reports for the years 1921 and 1922 (Department of Customs and Excise Administration Reports), asks the British Government whether it possesses any other documents on Customs statistics. If so, it would be desirable that copies of these documents should be communicated to the Commission.

The official documents of Iraq which were sent to the Commission by the British Government give the following statistics for the years 1921, 1922 and 1923 and the first nine months of 1924.

Value of produce exported from the former Vilayet of Mosul to Syria and Turkey (national produce and produce in transit)	8,500,000 rupees
Value of part of the goods (excluding cereals) exported from the <i>liwa</i> of Mosul alone to Baghdad . . . . .	18,600,000 rupees
Or 2,200,000 and 5,000,000 rupees per annum respectively.	

It is difficult to form an estimate of the quantities of cereals brought from Mosul, Arbil, Kirkuk to Baghdad, for no official statistics were kept of trade movements between Southern Iraq and the disputed territory.

Cereals are sent partly by the Sharqat Railway (south of Mosul) and the Kingerban railway (south of Kirkuk), partly on *keleks* down the Tigris and the two Zabs, and partly also by camel caravan.

We can, however, attempt to form an approximate estimate.

The value of the cereals sent to Baghdad by railway alone may be estimated at 3,000,000 rupees (75 per cent wheat and 25 per cent barley).

Moreover, during the two years 1922 and 1923, the municipality of Baghdad registered the arrival of 4,500 small *keleks*, 1,600 medium-sized *keleks*, and 1,100 large *keleks*. This should represent on an average 140,000 tons for the two years, or 70,000 tons of cereals, to the value of 7,000,000 rupees per annum.

Further, the statistics of the Railways Department show us that whereas about 3,000 tons of dates were sent from the south to Sharqat (Mosul) in one year, practically no dates were exported by rail to Kingerban (Kirkuk); the dates for Kirkuk were sent by camels, which had brought south cereals from that country.

En ne tenant compte que des deux premiers modes de transport, on peut admettre que le territoire contesté évacué, vers Bagdad, des céréales représentant une valeur minimum de 10.000.000 de roupies par an.

Les chiffres globaux comparés des exportations, par année, vers Bagdad, d'une part, la Syrie et la Turquie, d'autre part, sont donc approximativement :

Vers la Syrie et la Turquie . . . . .	2.200.000	roupies
Vers Bagdad . . . . .	15.000.000	»

*Deuxième question.*

« La Commission désire savoir du Gouvernement britannique s'il possède des documents concernant le commerce intérieur entre les différentes parties de l'Irak (territoire actuel et territoire contesté). »

Ainsi qu'il est renseigné plus haut, le Gouvernement britannique répond qu'il n'existe pas de statistiques commerciales entre les différents livas de l'Irak. Nous avons, dans le paragraphe précédent, établi une approximation des quantités de céréales expédiées, par rail et par eau, du territoire contesté vers Bagdad ; pour ce qui concerne le trafic inverse, les statistiques du chemin de fer donnent, pour l'année 1924, les renseignements suivants au sujet de la valeur des marchandises expédiées de Bagdad, d'une part, vers Shergat (Mossoul); d'autre part, vers Tuz et Kingerban (Kerkouk) :

Vers Shergat (Mossoul) . . . . .	10.200.000	roupies
Vers Kingerban et Tuz (Kerkouk) . . . . .	4.000.000	»

Des quantités assez considérables sont en outre transportées par caravanes.

Les principaux articles importés sont le sucre, le café, des quincailleries, des fruits séchés, des dattes, des huiles, du cuivre, du thé, du savon, du vin, des semences, etc.

\* \* \*

La régie des tabacs publiant des statistiques, il est possible de déterminer avec précision les quantités de tabac que produit le pays contesté :

Souleimanié (à l'exclusion du district de Rania) produit.	2000	tonnes.
Le district de Rania . . . . .	500	»
Rovandouz . . . . .	250	»
Amadia, Akra et Dohouk . . . . .	produisent 250	»

Le Gouvernement de l'Irak estime que 600 tonnes de tabac sont consommées sur place et 2400 tonnes sont expédiées vers le marché de Bagdad.

*Troisième question.*

« Le Gouvernement britannique possède-t-il des documents au sujet des relations commerciales entre l'Irak et le Kurdistan ? »

*Réponse.* — Le Gouvernement britannique rappelle que la barrière de montagnes existant entre le territoire contesté et le Kurdistan rend les transactions commerciales extrêmement difficiles et, par conséquent, peu importantes entre ces deux pays. Seul le liva de Souleimanié peut, avec une certaine facilité, commercer avec le Kurdistan persan.

En 1922, alors qu'il y avait à Souleimanié une administration indépendante du Gouvernement de l'Irak, cette administration a publié des statistiques douanières présentant un certain intérêt ; les voici :

Valeur du tabac exporté en Irak . . . . .	1.700.000	roupies
Valeur d'autres produits exportés en Irak . . . . .	300.000	»
Valeur de tous produits originaires du pays (tabac compris) expédiés en Perse . . . . .	314.000	»
Valeur des produits de l'Irak passant en transit en Perse . . . . .	600.000	»

*Quatrième question.*

« Le Gouvernement britannique pourrait-il fournir des statistiques au sujet des productions en blé des différentes parties de l'Irak (y compris la région contestée) ? »

*Réponse.* — Aucune statistique n'a été tenue à ce sujet.

*Cinquième question.*

« La Commission désire être renseignée sur les endroits d'origine des cotonnades et denrées coloniales destinées au pays de Mossoul, ou passant en transit par Mossoul, à destination de la Turquie. Dans la situation normale, ces marchandises à destination ou passant par Mossoul, viennent-elles par la Méditerranée ou par le Golfe Persique ? »

*Réponse.* — La totalité des marchandises en pièces et des denrées coloniales importées qui arrivent à Mossoul viennent du Golfe Persique par le port de Bassorah ; cela ressort des statistiques des douanes

If we only take into consideration the first two methods of transport, we may allow that the disputed territory exports to Baghdad cereals of a minimum value of 10,000,000 rupees par annum.

A comparison of the total figures of the annual exports to Baghdad, on the one hand, and Syria and Turkey, on the other, are therefore approximately :

To Syria and Turkey . . . . .	2,200,000 rupees
To Baghdad . . . . .	15,000,000 rupees

*Question 2.*

“ The Commission would be glad if the British Government would inform it whether it possesses documents concerning the internal trade between the different parts of Iraq (present territory and disputed territory). ”

As stated above, the British Government replied that there existed no statistics on the trade between the different liwas of Iraq. In the preceding paragraph we have drawn up an estimate of the quantities of cereals sent by rail and by water from the disputed territory to Baghdad. As regards trade in the other direction, railway statistics give for the year 1924 the following information concerning the value of goods sent from Baghdad to Sharqat (Mosul) on the one hand, and Tuz and Kingerban (Kirkuk) on the other.

To Sharqat (Mosul) . . . . .	10,200,000 rupees
To Kingerban and Tuz (Kirkuk) . . . . .	4,000,000 rupees

Fairly considerable quantities are also transported by caravan.

The principal articles imported are sugar, coffee, ironmongery, dried fruit, dates, oil, copper, tea, soap, wine, seeds, etc.

\* \* \*

As the Tobacco Régie publishes statistics, it is possible to determine with accuracy the quantities of tobacco which are produced in the disputed territory.

Sulaimaniya (excluding the Rania district) produces . . .	2,000 tons
The Rania district produces . . . . .	500 tons
The Rowanduz district produces . . . . .	250 tons
Amadia, Aqra and Dohuk produce . . . . .	250 tons

The Iraq Government estimates that 600 tons of tobacco are consumed locally and 2,400 exported to the Baghdad market.

*Question 3.*

“ Does the British Government possess any documents concerning the state of commercial relations between Iraq and Kurdistan ? ”

*Reply.* — The British Government points out that the mountain barrier between the disputed territory and Kurdistan renders commercial relations between the two countries extremely difficult and consequently unimportant. Sulaimaniya is the only liwa which can with any facility carry on trade with Persian Kurdistan.

In 1912, when there was at Sulaimaniya an administration independent of the Government of Iraq, this administration published Customs statistics which are of some interest and which we set out below :

Value of tobacco exported to Iraq . . . . .	1,700,000 rupees
Value of other products exported to Iraq . . . . .	300,000 rupees
Value of all products of the country (including tobacco) exported to Persia . . . . .	314,000 rupees
Value of Iraq products passing in transit for Persia . . . . .	600,000 rupees

*Question 4.*

“ Can the British Government provide any statistics concerning the production of wheat in the various parts of Iraq (including the disputed territory) ? ”

*Reply.* — No statistics have been kept in this connection.

*Question 5.*

“ The Commission would be glad to obtain information concerning the places of origin of the textiles and colonial products destined for the Mosul country or passing in transit through Mosul for Turkey. In ordinary circumstances, do these goods sent to or through Mosul pass through the Mediterranean or through the Persian Gulf ? ”

*Reply.* — All the piecegoods and imported colonial products arriving at Mosul come from the Persian Gulf through the Port of Basra. This is shown by the Customs statistics for the years 1921,

pour les années 1921, 1922, 1923 et les neuf premiers mois de 1924. Pendant cette période, il a été importé dans l'ensemble de l'Irak pour 281 millions de roupies de cotonnades, dont 280 millions par Bassorah-Bagdad.

Si l'on considère que la population du territoire contesté est de 800.000 habitants et celle du restant de l'Irak de 2.000.000, et si l'on partage la consommation des cotonnades pendant cette période dans la même proportion, il en résulte la constatation suivante :

Utilisées à Mossoul . . . . .	38.200.000 roupies
Utilisées dans le restant de l'Irak . . . . .	95.500.000 »

Pendant cette même période de quarante-cinq mois, la valeur des importations directes de Syrie et de Turquie à Mossoul fut seulement de 600.000 roupies.

Les lieux d'origine de ces cotonnades sont la Grande-Bretagne et les Indes.

Les lieux d'origine des principales denrées coloniales sont les suivants :

Thé . . . . .	Indes.
Sucre . . . . .	Europe, Indes, autres pays.
Café . . . . .	Indes, Arabie, Brésil et Royaume-Uni.

#### *Sixième question.*

« Le mémorandum turc relève l'importance que présente la ville et le vilayet de Mossoul pour les communications entre la Turquie et la Perse ; dans le cas où Mossoul serait attribué à l'Irak, comment le Gouvernement britannique envisage-t-il les communications commerciales entre ces deux pays musulmans ? »

*Réponse.* — En cas de nécessité de traversée du territoire de l'Irak, pour les marchandises transportées de Turquie en Perse, le Gouvernement de l'Irak serait tenu d'observer la Convention de Barcelone sur la liberté du transit et toutes facilités de transport devraient être accordées ; aucun droit ne pourrait être perçu sur les marchandises.

#### D. — QUESTIONNAIRE ADRESSÉ PAR LA COMMISSION AU GOUVERNEMENT TURC.

##### *Première question.*

« La Commission désire être renseignée :

- » a) . . . . . ;
- » b) Sur les centres commerciaux et d'approvisionnement des Kurdes et Arabes sédentaires et des Kurdes et Arabes nomades des territoires contestés ;
- » c) Sur les voies de communications commerciales entre la région de Mossoul et les parties non contestées de la Turquie. »

*Réponse :*

b) Les centres commerciaux et d'approvisionnement demandés sont en général les chefs-lieux des kazas et des sandjaks où résident les nomades.

c) Les principales voies de communications commerciales entre la région de Mossoul et les parties non contestées de la Turquie sont :

- 1° La voie du Tigre ;
- 2° La route de Mossoul-Mardine-Diarbékir-Karpout-Sivat-Samsoun ;
- 3° La voie ferrée Nisibin-Adana ;
- 4° La route Mossoul-Djezireh-Bitlis-Erzeroum-Trébizonde ;
- 5° La route Mossoul-Amadia-Julamerk-Van ;
- 6° La route Mossoul-Erbil-Rovandouz-Van ;
- 7° La route Mossoul-Zakho-Van.

*Commentaire.* — La voie du Tigre n'est utilisée qu'à la descente de Turquie vers Mossoul.

##### *Deuxième question.*

« Une grande partie du blé à destination de Bagdad étant supposé venir de la région de Mossoul, ou passer en transit par Mossoul, le Gouvernement turc pourrait-il renseigner la Commission (années d'avant-guerre) sur les quantités directement produites par Mossoul ou son vilayet et sur les quantités y passant en transit (venant de quels endroits) ? »

*Réponse.* — Il n'a pas été possible de trouver des statistiques relatives aux quantités de blé exportées de ces deux provinces à destination de Bagdad car, avant la guerre, il n'était pas d'usage d'établir des statistiques concernant les échanges ayant lieu entre les diverses provinces.

##### *Troisième question.*

« A la page 9, alinéa 8 du mémorandum turc, le Gouvernement turc pose en fait que la ville et le vilayet de Mossoul ont une grande importance pour les communications entre la Turquie

1922, 1923 and the first nine months of 1924. During this period there were imported for the whole of Iraq 281 million rupees' worth of cotton goods, of which 280 million passed through Basra - Baghdad.

Taking the population of the disputed territory at 800,000 and that of the remainder of Iraq at 2,000,000, and dividing the consumption of textiles in Iraq in the same proportion, the following results are arrived at :

Consumed in Mosul . . . . .	38,200,000 rupees
Consumed in the remainder of Iraq . . . . .	95,500,000 rupees

During this same period of forty-five months the value of imports from Syria and Turkey direct to Mosul is 600,000 rupees only.

The countries of origin of these cotton-goods are Great Britain and India.

The countries of origin of the various kinds of colonial produce are as follows :

Tea . . . . .	India.
Sugar . . . . .	Europe, India, other countries.
Coffee . . . . .	India, Arabia, Brazil and the United Kingdom.

#### Question 6.

" The Turkish memorandum points out the importance of the town and Vilayet of Mosul for communications between Turkey and Persia. If Mosul were assigned to Iraq, how, in the opinion of the British Government, would trade relations and communications between these two Moslem countries be ensured ? "

*Reply.* — If it were necessary for goods transported from Turkey and Persia to traverse the territory of Iraq, the Iraq Government would be bound to observe the Barcelona Convention on the Freedom of Transit and grant all transport facilities. No duties could be levied on the goods.

#### D. — QUESTIONNAIRE SENT BY THE COMMISSION TO THE TURKISH GOVERNMENT.

##### Question 1.

" The Commission desires to obtain information :

- " (a) . . . . .
- " (b) Concerning the trade and marketing centres of the settled Kurds and Arabs and the nomad Kurds and Arabs in the disputed territory.
- " (c) Concerning the trade routes between the Mosul district and the non-disputed area in Turkey. "

*Reply.* — (b) The trade and marketing centres are generally the chief towns of the Qazas and the sanjaks in which these nomads reside.

(c) The principal trade routes between the Mosul district and the non-disputed territories of Turkey are :

1. The Tigris.
2. The Mosul - Mardin - Diarbekr - Kharput - Sivas - Samsun route.
3. The Nisibin - Adana railway.
4. The Mosul - Jezireh - Bitlis - Erzerum - Trebizond route.
5. The Mosul - Amadia - Julamerk - Van route.
6. The Mosul - Arbil - Rowanduz - Van route.
7. The Mosul - Zakho - Van route.

*Observation.* — The route by the Tigris is only used for goods coming down from Turkey to Mosul.

##### Question 2.

" As it is stated that much of the wheat for Baghdad comes from the Mosul district or passes through Mosul in transit, could the Turkish Government inform the Commission concerning the quantities (pre-war years) directly produced in Mosul and the Mosul Vilayet, and the quantities which passed through that country in transit (giving countries of origin) ? "

*Reply.* — It has not been possible to obtain statistics concerning the quantities of wheat exported from these two provinces to Baghdad, because, before the war, it was not customary to compile statistics concerning trade between the various provinces.

##### Question 3.

" On page 9, Article 8, of the Turkish Memorandum, the Turkish Government states that the town and Vilayet of Mosul are of great importance for communications between

et la Perse. Le Gouvernement turc peut-il fournir des données, basées sur des statistiques d'avant guerre, justifiant cette affirmation ? »

*Réponse.* — Les statistiques douanières, relatives au mouvement commercial d'avant-guerre entre la Turquie et la Perse, ont malheureusement presque entièrement disparu dans l'incendie qui détruisit, en 1914, une partie des bâtiments de l'administration centrale des douanes à Constantinople.

#### Quatrième question.

« En émettant les hypothèses théoriques que la frontière soit fixée au sud de Mossoul et que cette frontière soit ensuite hermétiquement fermée aux relations commerciales, comment le Gouvernement turc envisageait-il l'exportation des produits du vilayet de Mossoul, et des produits traversant Mossoul en transit ? Les populations du nord de la frontière trouveraient-elles le moyen d'exporter les produits de leur sol ; éventuellement dans quelle direction ? »

*Réponse.* — En dehors des voies commerciales citées ci-dessus (1<sup>o</sup> c), Mossoul a encore deux voies commerciales importantes, ce sont :

1. La voie de Mossoul-Rovandouz-Hamadan-Kermanchah ;
2. La voie Bagdad-Bassorah-Bombay.

La réponse du Gouvernement turc cite les principales exportations de Mossoul : des buffles, moutons, chèvres, chevaux et divers produits à destination de l'Anatolie, de la Syrie, de l'Europe et des Indes. Au sujet des importations, il mentionne divers articles importés d'Europe, d'Anatolie et de Perse, spécifiant que la plupart, sinon la presque totalité de ces articles empruntent soit les voies des ports de la Méditerranée, soit les routes de l'Anatolie et de la Perse, tandis qu'une faible partie seulement de ces produits est importée par la voie Bagdad-Bassorah.

*Commentaire.* — Dans la nomenclature des produits exportés de Mossoul, la réponse turque omet de citer les céréales qui constituent pourtant la majeure partie des exportations de Mossoul ; or, nous avons constaté que tous les produits agricoles, et la plupart des autres produits (sauf le bétail) sont envoyés à Bagdad. Les importations arrivent à Mossoul soit par la voie de Bagdad, soit par la voie du désert de Syrie ; il n'y a que peu de commerce avec l'Anatolie et le commerce est insignifiant avec la Perse.

#### Cinquième question.

« Le mémorandum turc se référant (page 10, paragraphe 2) aux statistiques d'avant-guerre, la Commission désire avoir connaissance de ces statistiques d'avant-guerre prouvant que la voie commerciale de Mossoul est plutôt vers Diarbékir que vers Bagdad. »

*Réponse.* — Le Gouvernement turc s'en rapporte aux statistiques relatives au commerce de Mossoul (pages 92 et 93) de la brochure du « Foreign Office » N<sup>o</sup> 63, *Mesopotamia*.

Il cite les statistiques suivantes, pour l'année 1910, publiées dans cet ouvrage :

##### Importations :

Du Royaume-Uni . . . . .	37.850	livres sterling de marchandises
De l'Inde . . . . .	35.800	» »
Des autres pays . . . . .	43.890	» »

##### Exportations :

Vers le Royaume-Uni . . . . .	176.500	» »
Vers les Indes . . . . .	30.000	» »
Vers les autres pays . . . . .	49.980	» »
Vers les autres parties de la Turquie . . . . .	352.950	» »

La réponse turque ajoute que les marchandises, à destination ou en provenance du Royaume-Uni, empruntent presque toujours la voie des ports méditerranéens.

*Commentaire.* — Les statistiques présentées sous ce jour sont erronées ; ainsi que nous le disons plus haut, les céréales en premier lieu, les moutons ensuite constituent la majeure partie des exportations du pays ; la somme considérable de 352.950 livres sterling renseignée comme exportations vers la Turquie provient de ce que la majeure partie des exportations se fait de Mossoul vers Bagdad, actuellement territoire de l'Irak, et vers la Syrie, actuellement territoire sous mandat français ; en 1910, ces deux territoires faisaient parties de la Turquie.

Nous avons dit, d'autre part, qu'il est erroné d'affirmer que les marchandises à destination et en provenance de Mossoul empruntent presque toujours la voie de la Méditerranée ; au contraire, c'est la voie de Bagdad qui, sauf pour les moutons, est de loin la plus utilisée.

Les statistiques de l'Almanach officiel turc de Mossoul (pour l'année 1912), reproduites dans la partie synthétique du rapport économique, confirmeront ces renseignements.

## II. SYNTHÈSE.

Le territoire contesté, c'est-à-dire celui compris entre les frontières extrêmes proposées par les deux gouvernements, est essentiellement un pays d'agriculture et d'élevage du petit bétail ; il deviendra peut-être un pays industriel lorsqu'une prospection méthodique aura décelé la valeur de son sous-sol, notamment en pétrole.

Turkey and Persia. Can the Turkish Government furnish data based on pre-war statistics in support of this statement ? ”

*Reply.* — The Customs statistics concerning pre-war trade between Turkey and Persia were, unfortunately, almost all lost in the fire which, in 1914, destroyed part of the buildings of the Central Customs Administration in Constantinople.

*Question 4.*

“ Supposing the frontier were to be fixed to the south of Mosul, and that this frontier were hermetically closed to commercial relations, how would the Turkish Government propose to arrange for the exportation of the produce of the Vilayet of Mosul and the produce passing through Mosul in transit ? Would the populations north of the frontier be able to export their agricultural produce, and, if so, in what direction ? ”

*Reply.* — Apart from the trade routes referred to above (1 c), Mosul possesses two other important trade routes. They are :

1. The Mosul - Rowanduz - Hamadan - Kermanshah route.
2. The Baghdad - Basra - Bombay route.

The Turkish Government, in its reply, quotes the principal exports of Mosul : buffaloes, sheep, goats, horses and various produce consigned to Anatolia, Syria, Europe and India. In connection with imports, it mentions various articles imported from Europe, Anatolia and Persia, and states that most of these articles — it not all — pass through the Mediterranean ports or through Anatolia or Persia, whereas only a small number of articles are imported via Baghdad and Basra.

*Observation.* — In the list of products exported from Mosul the Turkish reply omits to include cereals, which, nevertheless, constitute the greater part of the exports from Mosul. We have noted that all agricultural produce, and most other products (except livestock) are sent to Baghdad. Imports come to Mosul via Baghdad or across the Syrian desert ; there is but little trade with Anatolia and very little with Persia.

*Question 5.*

“ As the Turkish memorandum (page 10, paragraph 2) refers to pre-war statistics, the Commission would be glad to see these pre-war statistics proving that the movement of trade from Mosul is rather towards Diarbekr than towards Baghdad. ”

*Reply.* — The Turkish Government refers to the statistics concerning the trade of Mosul (pages 92 and 93) of the *Foreign Office Handbook*, No. 63, Mesopotamia.

It quotes the following statistics for the year 1910 published in this book :

<i>Imports :</i>			
From the United Kingdom	£37,850	worth of goods.	
” India	£35,800	”	”
” other countries	£43,890	”	”
<i>Exports :</i>			
To the United Kingdom	£176,500	”	”
” India	£30,000	”	”
” other countries	£49,980	”	”
” other parts of Turkey	£352,950	”	”

The Turkish reply adds that these goods, coming from or consigned to the United Kingdom in almost every instance, pass through Mediterranean ports.

*Observation.* — The statistics as here submitted are inaccurate. As we stated above, cereals, in the first place, and then sheep, constitute the main portion of the country's exports. This large sum of £ 352,950 sterling, which is given as the value of exports to Turkey, is explained by the fact that most of these exports went from Mosul to Baghdad, which is now Iraq territory, and to Syria, which is now French mandated territory. In 1910 these two territories were part of Turkey.

We have pointed out elsewhere that it is incorrect to state that goods consigned to or coming from Mosul almost always pass through the Mediterranean. On the contrary, the Baghdad route is far more frequently used, except in the case of sheep.

The statistics of the official Turkish Almanack for Mosul (1912), which are given in the synthetic part of the economic report, confirm this information.

II. SYNTHESIS.

The disputed territory — that is to say the territory between the extreme frontiers proposed by the two Governments, is essentially an agricultural and sheep- and goat-breeding country. It may perhaps become an industrial country when methodical prospecting has revealed the riches of its subsoil, particularly in oil.

Ce territoire, tout entier dans le bassin du Tigre, est limité au nord et à l'est par une bande montagneuse ayant, en pays contesté, une largeur de 70 à 80 kilomètres ; les altitudes à la périphérie atteignent parfois 10.000 pieds, pour diminuer ensuite graduellement et former, enfin, une gigantesque cuvette dont le fond est constitué par le désert séparant le pays de la Syrie.

Dans la partie montagneuse, particulièrement du nord et du nord-est, boisée par endroits, les habitants, relativement peu nombreux, se livrent surtout à des cultures vivrières pour leurs besoins locaux ; les transports de ces régions éloignées devant s'effectuer par caravanes de mulets et d'ânes, il n'est guère fait de commerce éloigné qu'avec les produits dont la valeur intrinsèque est capable de supporter les frais relativement élevés des caravanes, c'est-à-dire : le tabac, les noix de galle, les étoffes de mohair, la laine, les raisins, les peaux de martre ; ces régions montagneuses conduisent également aux rivières flottables les bois de construction et de chauffage dont la plaine est dépourvue.

Ces régions montagneuses constituent les habitats d'été de tribus pastorales nomades kurdes qui, en hiver, ramènent leurs troupeaux dans la plaine ; il y existe également des populations kurdes, chrétiennes, israélites et yézidis sédentaires.

Ce que l'on appelle le désert n'est pas un désert à proprement parler : il y croît un herbage broussailleux formant, pendant quatre mois de l'année, pâturage pour les troupeaux de chameaux et de brebis qui appartiennent aux tribus nomades arabes ; ces dernières s'éloignent vers le sud en hiver et reviennent vers le nord à la bonne saison.

Entre la région montagneuse et le désert s'étend un pays très fertile, à population relativement dense, arrosé par le Tigre et ses affluents. Le fleuve, et certains de ses affluents, tels que le Grand et le Petit Zab, navigables ou flottables par keleks (radeaux) pendant leur traversée du territoire contesté, constituent le moyen naturel d'évacuation des produits relativement pauvres, tels que le blé et l'orge qui forment la base des cultures des habitants.

\* \* \*

Au point de vue économique, le territoire contesté peut être divisé en trois secteurs dont les limites correspondent à peu près à celles des divisions administratives actuelles :

Secteur A, pays situé à l'ouest du grand Zab : Liva de Mossoul ;

Secteur B, pays compris entre le Grand Zab et le Petit Zab : Liva d'Arbil ;

Secteur C, pays au sud du Petit Zab : Liva de Kerkouk et Liva de Souleimanié.

#### SECTEUR A.

Ce secteur, borné au sud-ouest et à l'ouest par la zone désertique, est barré vers le nord par des montagnes d'accès assez difficiles pendant la bonne saison et infranchissables en hiver. Une route, longue de 800 kilomètres, partant de Damas et d'Alep et conduisant à Mossoul, relie le pays à la Méditerranée. La seule issue directe avec la Turquie est constituée par la trouée large de 20 kilomètres, au confluent du Tigre et du Khabour, coincée entre la Syrie Française désertique et la montagne, trouée qui relie le territoire contesté à la plaine de Djézireh-in'-Omar. Les communications avec Bagdad et le Golfe Persique se font actuellement par route (rive droite du Tigre), à travers une région en partie désertique, jusqu'à Sherghat, tête de ligne du chemin de fer du Golfe Persique ; ces communications se font aussi par la route commerciale et militaire qui, via Arbil et Altyn-Kœpru, rejoint aux environs de Kerkouk une ligne de chemin de fer venant du Golfe Persique par Bagdad et Kifri.

Le chef-lieu économique de ce secteur A est Mossoul ; c'est vers cette ville que convergent toutes les voies de communication et qu'arrivent nécessairement tous les produits de la région.

C'est à Mossoul que, au moyen de keleks (radeaux), sont transportés par le Khabour et le Tigre le blé, l'orge, les bois de construction et de chauffage, originaires des districts voisins de ces rivières ; les produits plus périssables, tels que la laine, les étoffes de mohair, les noix de galle, les raisins, le tabac, etc., sont transportés à Mossoul au moyen de caravanes de mulets et d'ânes, qui s'en retournent ensuite, chargés de produits manufacturés européens ou indiens et de denrées telles que le café et le sucre ; ces caravanes ramènent également à leurs lieux de départ le sel recueilli dans le désert. Les troupeaux de brebis sont conduits, par étapes, de l'intérieur vers Mossoul où les marchands et courtiers de Syrie viennent les acheter.

Les autres régions du secteur, non reliées à Mossoul par la rivière, Sinjar, Amadia, Dohouk, Akra, etc., commercent également exclusivement avec Mossoul, les transports s'effectuant par caravanes ; on commence à utiliser l'automobile.

Il résulte de ces considérations qu'une ligne frontière séparant la ville de Mossoul de son hinterland naturel constituerait une entrave pour la vie économique du secteur ; elle serait aussi préjudiciable aux habitants de la ville elle-même qu'à ceux de l'intérieur.

Cependant, si des régions telles que celles de Zakho, Amadia, et peut-être aussi Dohouk, étaient séparées de Mossoul par une frontière, elles pourraient continuer à subsister en détournant leur commerce vers la Turquie, pays avec lequel, actuellement encore, elles continuent à trafiquer par la trouée et le col de Zakho. Par contre, les habitants de la grande plaine qui s'étend du Tigre à Akra, dont la voie de communication principale avec la Turquie passe par Mossoul, seraient sérieusement gênés dans leur commerce si, eux-mêmes étant rattachés à la Turquie, Mossoul faisait partie de l'Irak. Quant aux habitants du Sindjar, ils ne peuvent commercer avec la Turquie qu'en passant par la ville de Mossoul ou en traversant le territoire français.



This territory, which lies entirely within the Tigris basin, is bounded on the north and east by a strip of mountains which, in the disputed territory, is 70 to 80 kilometres broad. The surrounding uplands are sometimes 10,000 feet high; the country slopes down towards the centre, forming a gigantic basin at the bottom of which lies the desert separating the territory from Syria.

In the mountainous part, particularly on the north and north-east, which is wooded in places, the inhabitants, who are relatively few, produce foodstuffs mainly for their own local use. For transport these distant regions have to rely on mule and donkey caravans, and practically the only form of distant trade carried on is that in products which have so high an intrinsic value that they can bear the relatively high cost of caravan transport — that is to say, tobacco, gall-nuts, mohair fabrics, wool, raisins and marten skins; these mountainous districts also send down, by the rivers on which timber can be floated, the building timber and fire-wood which is lacking in the plain.

These mountainous regions constitute the summer quarters of Kurdish nomad pastoral tribes, who, in winter, bring back their flocks to the plain; there are also to be found settled Kurdish, Christian, Jewish and Yezidi populations.

That portion which is known as the desert is not really a desert; it is covered with rough grass and scrub which, for four months of the year, affords pasturage for herds of camels and sheep belonging to the nomad Arab tribes. These tribes move towards the south in winter and return to the north in the good season.

Between the mountainous region and the desert there is a very fertile country, with a relatively dense population, watered by the Tigris and its tributaries. The Tigris, and certain of its tributaries such as the Greater and the Lesser Zab, which are navigable or sufficiently deep for *keleks* (rafts), in their passage through the disputed territory, form a natural outlet for the relatively poor products, such as wheat and barley, which constitute the principal crops of the country.

\* \* \*

From an economic point of view, the disputed territory can be divided into three sectors, the limits of which correspond very nearly to those of the present administrative divisions.

Sector A: The country situated to the west of the Greater Zab (Liwa of Mosul).

Sector B: The country included between the Greater Zab and the Lesser Zab (Liwa of Arbil).

Sector C: Country to the south of the Lesser Zab (Liwa of Kirkuk and Liwa of Suleimaniya).

#### SECTOR A.

This sector, which is bounded on the south-west and the west by the desert zone, is shut off on the north by mountains which are rather difficult of access in the summer and impassable in winter. A road 800 kilometres long starting from Damascus and Aleppo and leading to Mosul connects the country with the Mediterranean. The only direct outlet towards Turkey is the gap 20 kilometres wide at the meeting of the Tigris and the Khabur rivers wedged in between the French Syrian desert and the mountain — the gap which connects the disputed territory with the plain of Jezireh-ibn-Omar. Traffic with Baghdad and the Persian Gulf is at present carried by road (left bank of the Tigris), through a district which is partly desert, as far as Sharqat, rail-head of the Persian Gulf railway. Communications are also assured by the commercial and military route, which, via Arbil and Altun-Keupri, joins, in the neighbourhood of Kirkuk, a railway-line coming from the Persian Gulf via Baghdad and Kifri.

The economic capital of this sector is Mosul, where all the routes converge and to which all the products of the region are brought.

Wheat, barley, timber and firewood from the districts near the Khabur and Tigris are taken down those rivers to Mosul on *keleks* (rafts), while more perishable articles, such as wool, mohair fabrics, gall-nuts, raisins, tobacco, etc., are taken to Mosul by caravans of mules or asses, which return with European or Indian manufactures and such foodstuffs as coffee and sugar, together with salt collected in the desert. Flocks of sheep are driven by stages from the interior to Mosul, where the Syrian merchants and brokers come to buy them.

The other districts in this sector which are not connected with Mosul by river — Sinjar, Amadia, Dohuk, Aqra, etc. — also trade exclusively with Mosul; the goods are carried by caravans, but motor-traction is now coming into use.

It will be seen from the foregoing that a frontier-line dividing the City of Mosul from its natural hinterland would interfere with the economic life of the sector; it would cause as great a prejudice to the people of the city itself as to those of the interior.

If, however, such districts as those of Zakho, Amadia, and perhaps also Dohuk, were separated from Mosul by a frontier, they could nevertheless subsist by diverting their trade to Turkey, with which country they are still trading through the gap and pass of Zakho. On the other hand, the people of the great plain stretching from the Tigris to Aqra, whose principal line of communications with Turkey passes through Mosul, would be seriously hampered in their trade if they were handed over to Turkey, and Mosul should continue to form part of Iraq. As regards the people of the Sinjar, they can only trade with Turkey either through the town of Mosul or across French territory.

Beaucoup d'indigènes, que nous avons interrogés, parmi ceux qui étaient partisans du retour de leur pays à la Turquie, particulièrement les habitants des régions de Zakho, Amadia et Dohouk, ont exprimé leurs appréhensions pour le cas où ils seraient séparés de Mossoul par une frontière.

Ayant admis que tout le secteur A dépend économiquement, quoique à des degrés différents, de la ville même de Mossoul, il importe d'examiner dans quelle direction et avec quels pays se fait le commerce général de Mossoul et conclure de cet examen si, économiquement parlant, il est souhaitable que Mossoul soit rattaché à la Turquie ou rattaché à l'Irak.

Du point de vue purement géographique, la ville de Mossoul est plus rapprochée de la Méditerranée que du Golfe Persique ; si les communications de Mossoul avec la Méditerranée passent actuellement par le désert, il est certain qu'il suffirait de reporter plus au nord cette route de transport, de la diriger, par exemple, vers Nezibin, terminus actuel du chemin de fer de la Méditerranée, pour qu'elle traversât des régions habitées où la sécurité et la rapidité des transports seraient plus garanties. La configuration de la frontière française dans le nord-est de la Syrie obligerait cependant cette route commerciale du nord à traverser un territoire sous mandat français.

Quant aux lignes de communications commerciales terrestres entre Mossoul et le Golfe Persique, qu'elles empruntent la voie du désert ou la voie de Kerkouk-Kifri, elles passent nécessairement par Bagdad. La voie du désert sera abandonnée lorsque sera achevée la ligne de chemin de fer de Bassorah et Bagdad à Kerkouk, actuellement en construction, et que l'on projette de prolonger jusqu'à Mossoul ; cette voie ferrée, dont la tête de ligne a atteint actuellement les environs de Kerkouk, drainera une région riche en produits agricoles et traversera la zone réputée pétrolifère.

Dans l'étude des courants commerciaux de Mossoul, il y a lieu de faire une large part au Tigre : de temps immémorial, ce fleuve a été utilisé pour le transport des produits du pays, particulièrement des céréales et des bois de construction et de chauffage ; il constitue, en somme, le moyen d'évacuation le plus économique et le plus sûr.

Du point de vue de l'exportation des produits de la terre, et surtout des produits d'une valeur relativement peu élevée, le Tigre est un facteur économique d'importance primordiale ; dans le cas où un doute pourrait subsister en ce qui concerne la valeur comparative des deux voies de Syrie et du Golfe Persique, l'évacuation possible par le Tigre fait définitivement pencher la balance en faveur de la voie de Bagdad.

Les produits d'importation, soieries, étoffes, etc., c'est-à-dire les produits qui, sous un poids considérable, ont une valeur élevée, produits dont l'origine est l'Europe, sont transportés à Mossoul soit par le désert de Syrie, soit par la route de Bagdad. Les produits plus lourds, tels que : étoffes grossières, quincaillerie, fers, etc., viennent tous par la voie de Bagdad.

Avec la Turquie proprement dite, le commerce se borne à quelques achats de moutons que les habitants des régions éloignées vont effectuer au delà de la frontière vers Djezireh-in-Omar et Julamerk, et à la vente en Anatolie des buffles de trait ; ce commerce est peu important. Mais il se transporte cependant en Turquie des objets manufacturés en assez grandes quantités qui passent à Mossoul en transit.

La Syrie eut-elle encore été sous la souveraineté turque, on pourrait admettre qu'une certaine partie du commerce se faisait avec la Turquie : c'était la situation d'avant-guerre.

Actuellement, le commerce de Mossoul — et nécessairement celui de tout le secteur A — emprunte deux directions d'importance différente : en premier lieu celle de Bagdad, de beaucoup la plus importante, ensuite celle de Syrie. Il n'y a que très peu de commerce avec la Turquie et il est limité aux régions nord de ce secteur A.

## SECTEUR B.

Ce secteur possède deux centres économiques : Arbil et Altyn Kœpru ; il existe également un territoire peu étendu et peu peuplé, perdu dans les régions montagneuses du nord de Rovandouz, où les quelques petites transactions qui y sont possibles se font avec la Perse. Les produits du nord, de l'est et du centre du secteur B sont amenés à Arbil par caravanes, tandis qu'Altyn Kœpru recueille les produits des régions riveraines du Petit Zab, plus spécialement ceux du Kaza de Koi-Sandjak.

Le secteur B produit surtout des céréales, du tabac, des raisins, des noix de galle, des moutons, de la laine, des peaux de martre, des bois de construction et du bois de chauffage. Les deux centres d'Arbil et d'Altyn Kœpru transitent tous ces produits, sauf le bois, qui passe exclusivement par ce dernier centre.

Arbil, que traverse la grande route commerciale de Mossoul à Bagdad, envoie à Mossoul surtout des moutons ; les troupeaux sont, de cette dernière ville, dirigés vers la Syrie. Les produits agricoles sont envoyés tantôt à Mossoul, tantôt à Bagdad, suivant les besoins et les prix de ces deux marchés.

Les produits manufacturés parviennent à Arbil soit de Mossoul, où ils transitent de Syrie et de Bagdad, soit directement de Bagdad.

Lorsque le chemin de fer de Bagdad passera à proximité d'Arbil, l'influence économique de Mossoul se fera beaucoup moins sentir ; peut-être pourrait-on faire des constatations inverses si le chemin de fer de la Méditerranée était prolongé jusqu'à Mossoul.

Dans la situation actuelle, on peut affirmer que l'essor économique de la ville d'Arbil dépend autant de Mossoul que de Bagdad ; une ligne frontière séparant la région d'Arbil de Bagdad n'aurait pas des conséquences mortelles pour cette région ; son commerce serait entravé dans une large mesure, mais il continuerait à exister.

La situation est différente pour Altyn Kœpru : le commerce de cette ville, surtout celui de Taq-Taq et de Koi-Sandjak qui sont dans son hinterland, se fait presque exclusivement

Many of the natives questioned who were in favour of the return of their country to Turkey, particularly the people of the Zakho, Amadia and Dohuk districts, expressed some apprehension at the prospect of being separated from Mosul by a frontier.

Admitting that the whole of Sector A is economically dependent, though in varying degrees, on the City of Mosul, we must now consider in what direction and with what countries the general trade of Mosul is carried on and decide if, from the economic point of view, Mosul should be assigned to Turkey or to Iraq.

Speaking purely geographically, the town of Mosul is nearer the Mediterranean than the Persian Gulf; though its communications with the Mediterranean now pass through the desert, there can be no doubt that if this trade-route were diverted further north — for instance to Nisibin, the present terminus of the railway from the Mediterranean — it would then pass through inhabited regions where transit would be both safer and more expeditious. On the other hand, owing to the configuration of the French frontier of North-Eastern Syria, this northern trade-route would have to pass through French mandated territory.

As for the land trade-routes between Mosul and the Persian Gulf, whether they go through the desert or through Kirkuk and Kifri, they are bound to pass through Baghdad. The desert route will be abandoned when the railway from Basra and Baghdad to Kirkuk (which is now under construction, an extension to Mosul being projected) is finished; this railway, which has now reached the neighbourhood of Kirkuk, will serve a region rich in agricultural produce and will pass through what is supposed to be the oil-bearing zone.

In studying the trade-routes of Mosul great attention must be paid to the Tigris. This river has, from time immemorial, been used for carrying the produce of the country, particularly cereals, timber and firewood; it is, in fact, the cheapest and safest route.

In the export of agricultural produce, particularly articles of comparatively small value, the Tigris is an economic factor of capital importance; should any shadow of doubt remain as to the comparative value of the two routes — to Syria and to the Persian Gulf — the possibility of using the Tigris must definitely turn the scale in favour of the Baghdad route.

Such imports as silks, fabrics, etc. — that is to say articles which are of considerable value in proportion to their weight, and which come from Europe — reach Mosul either through the Syrian desert or by the Baghdad route. Heavier goods, such as heavy stuffs, hardware, iron, etc., all come through Baghdad.

The trade with Turkey proper is limited to a few purchases of sheep across the frontier, around Jezireh-ibn-Omar and Julamerk, by the people of the remote districts, and to the sale of draught buffaloes in Anatolia; this trade is quite small. There is also, however, a relatively large transit trade in manufactured articles through Mosul to Turkey.

If Syria were still under Turkish rule it might be admitted that a certain proportion of the trade was done with Turkey; this was the case before the war.

At present the trade of Mosul, and consequently that of the whole of Sector A, follows two routes of unequal importance: first, and far the more important, the Baghdad route, and, secondly, the Syrian route. There is very little trade with Turkey, and this is confined to the northern parts of Sector A.

#### SECTOR B.

This sector has two economic centres — Arbil and Altun Keupri. There is also a small and sparsely-populated district hidden away in the mountains to the north of Rowanduz, where such little trade as is possible is carried on with Persia. The products of the northern, eastern and central parts of Sector B are taken to Arbil by caravan, while Altun Keupri is the centre for the produce of the basin of the Lesser Zab, and more particularly of the Qaza of Koi-Sanjak.

The principal products of Sector B are cereals, tobacco, raisins, gail-nuts, sheep, wool, marten skins, timber and firewood. All these articles pass through the two centres of Arbil and Altun Keupri except wood, which goes only through the latter place.

Arbil, which lies on the main trade-route from Mosul to Baghdad, sends chiefly sheep to Mosul; from the latter town the flocks are driven in the direction of Syria. Agricultural produce is sent sometimes to Mosul and sometimes to Baghdad, according to the requirements of these two markets and the prices ruling.

Manufactured articles reach Arbil partly from Mosul, in transit from Syria, and Baghdad, partly direct from Baghdad.

When the railway from Baghdad passes near Arbil the economic influence of Mosul will be considerably less, though the case might be reversed if the railway from the Mediterranean were extended to Mosul.

In the existing situation it is fair to say that the economic development of the town of Arbil depends as much on Mosul as on Baghdad. A frontier separating the Arbil district from Baghdad would have no disastrous effect on that district; its trade would be considerably hampered but would not cease to exist.

Altun Keupri is in a different position. Its trade, particularly that which goes through Taq-Taq and Koi-Sanjak, which are in its hinterland, is carried on almost exclusively with

avec Bagdad, soit par la voie du Petit Zab et du Tigre au moyen de keleks (radeaux), soit par la voie terrestre, au moyen de caravanes, et bientôt par chemin de fer.

En séparant ce pays de Bagdad, on nuirait grandement à son essor économique.

\* \* \*

Les massifs montagneux qui constituent la frontière nord proposée par le Gouvernement britannique rendent extrêmement difficiles les transactions commerciales directes entre le secteur B et la Turquie ; elles sont pratiquement nulles ; les échanges commerciaux entre ces deux régions ne peuvent se faire qu'en passant par Mossoul.

\* \* \*

Pour le secteur B, nous concluons donc que si ses parties septentrionales, centrale et orientale peuvent économiquement suivre le sort de Mossoul, les régions des environs de Taq-Taq et de Koi-Sandjak, ainsi que leur voie d'évacuation par Altyn Kœpru, seraient économiquement fort désavantagées si on les séparait de Bagdad.

### SECTEUR C.

Ce secteur C possède trois centres économiques : Kerkouk, Kifri et Souleimanié. La première de ces villes ne fait que très peu de commerce avec Mossoul et sa majeure partie avec Bagdad ; la deuxième et la troisième n'ont des relations économiques qu'avec Bagdad. Souleimanié fait également quelques transactions, peu importantes, avec la Perse.

Nulle part, dans ce secteur, l'on ne fait de commerce direct avec la Turquie.

*Problème des irrigations.* — L'examen du problème des irrigations amène à des considérations économiques qui, s'ils n'intéressent pas directement la prospérité du secteur C, et donc du territoire contesté, sont d'une importance capitale pour la prospérité du pays de Bagdad.

La réalisation du projet d'irrigation dit « du Diala » aura pour conséquence l'irrigation et la mise en valeur de deux millions d'acres situés entre le Djebel Hamrin et la région de Kut.

D'après les prévisions, le terrain ainsi irrigué comporterait 500.000 acres de cultures cotonnières, 500.000 acres de culture de blé et 500.000 acres de cultures d'orge ; le restant servirait à la production de légumes et de fruits.

Ce projet de Diala est extrêmement simple : il suffit d'établir un barrage de la rivière à l'endroit de son confluent avec la rivière Narin, qui passe par Kifri.

La configuration du terrain entre le Djebel Hamrin et les collines Karatepe permet l'établissement d'un bassin pouvant retenir plus de 600 milliards de pieds cubes d'eau, qui couvrirait un espace de 300 milles carrés.

Les travaux sont décidés en principe. Toute la prospérité du pays en aval dépend de l'exécution de ce projet ; sa réalisation serait compromise, ou tout au moins rendue plus difficile, si une frontière séparait le réservoir d'eau des terrains à irriguer.

*Question pétrolifère.* — Bien que la question pétrolifère ait été laissée dans l'ombre au cours des négociations entre les deux gouvernements, il convient qu'elle soit examinée ici.

La « Turkish Petroleum Company », composée actuellement de l'« Anglo Persian Oil Company », du groupe « Royal Dutch », du groupe français et du groupe américain, a repris avec le Gouvernement de l'Irak les négociations qu'elle avait entreprises avant-guerre avec le Gouvernement ottoman. Ces négociations ont abouti à l'octroi d'une concession couvrant le Royaume de l'Irak (à l'exception du territoire de Basrah) ; la société concessionnaire aura le droit de choisir 192 milles carrés, répartis en 24 parcelles rectangulaires de 8 milles carrés chacune.

Les travaux de développement exigeront beaucoup de temps et une mise de fonds considérable ; l'on ne doit pas perdre de vue, en effet, que les champs pétrolifères de ce pays doivent encore justifier l'opinion émise au sujet de leur richesse.

Un point très important de l'acte de concession, vu au point de vue international, est l'ouverture aux sociétés et nationaux de tous pays de la zone couverte par la concession en dehors des vingt-quatre parcelles dont il est question ci-dessus.

Une période de trois ans est allouée par le Gouvernement de l'Irak pour une étude complète du pays et la sélection des vingt-quatre premières parcelles ; le délai commence à courir à partir du 14 septembre 1925. Puis tous les renseignements géologiques obtenus devront être mis à la disposition des postulants de concessions et, un an après, toute personne ou société, pourra demander que la concession d'une parcelle quelconque soit comprise dans celles qui sont mises aux enchères annuelles.

Dans le territoire contesté, les principales possibilités de découvertes intéressantes se trouvent sur trois grandes bandes parallèles, qui se dirigent du nord-ouest vers le sud-est, telles qu'elles sont indiquées sur la carte N° 9. La bande la plus méridionale passe par Mendali (en territoire de l'Irak non contesté) et suit la direction du Djebel Hamrin ; la bande médiane passe aux environs de Kifri et de Touz-Khurmatu ; la bande septentrionale passe par Kerkouk et Mossoul. Au nord de cette dernière bande, vers Al-Kosh et Zakho, les roches gypsifères qui apparaissent en surface du sol semblent donner également des possibilités de découvertes pétrolifères.

C'est probablement aux environs de Kifri, de Touz Khurmatu et de Kerkouk que les chances sont les plus grandes de faire des découvertes intéressantes ; le chemin de fer actuellement en

Baghdad, either by keleks, on the Lesser Zab and the Tigris, or by caravans overland ; the railway also will shortly be available.

If this region were separated from Baghdad its economic development would be gravely threatened.

\* \* \*

The mountain systems which form the northern frontier proposed by the British Government constitute a serious obstacle to direct trade relations between Sector B and Turkey. Practically no such relations exist ; trade between these two regions can only be carried on through Mosul.

\* \* \*

As regards Sector B, therefore, our conclusion is that, though the northern, central and eastern parts could, from an economic point of view, share the fate of Mosul, the districts round Taq-Taq and Koi-Sanjak, and their outlet through Altun Keupri, would be at a serious economic disadvantage if they were separated from Baghdad.

#### SECTOR C.

This sector has three economic centres, Kirkuk, Kifri and Sulaimaniya. Very little of the trade of Kirkuk is done with Mosul, most of it being done with Baghdad ; the other two towns have no economic relations except with Baghdad. Sulaimaniya also does some little trade with Persia.

No direct trade is done between Turkey and any place in this sector.

*Irrigation Problem.* The solution of the irrigation problem involves economic considerations which, though they do not directly affect the prosperity of Sector C, and therefore that of the disputed territory, are of vital importance to the prosperity of the Baghdad region.

If what is known as the Diala irrigation scheme is carried out, 2,000,000 acres between Jebel Hamrin and the Kut district will be irrigated and made fit for cultivation.

According to the scheme, the land thus irrigated would include 500,000 acres under cotton, 500,000 acres under wheat and 500,000 acres under barley, while the remainder would be devoted to vegetable and fruit-growing.

This Diala scheme is extremely simple. All that is needed is to dam the river at its confluence with the Narin, which passes through Kifri.

The configuration of the land between Jebel Hamrin and the Qara-Tepel Hills is such as to allow of the construction of a basin capable of holding over 600 thousand million cubic feet of water, which would occupy an area of 300 square miles.

This work has been decided upon in principle. The prosperity of the lower country depends entirely on the execution of the scheme, which would be jeopardised, or at all events rendered more difficult, if the reservoir were separated by a frontier from the land to be irrigated.

*The Oil Question.* — Although the oil question has been left in the background during the negotiations between the two Governments, it must be considered here.

The Turkish Petroleum Company, which now consists of the Anglo-Persian Oil Company, the Royal Dutch Group, the French Group and the American Group, has reopened with the Iraq Government the negotiations which were begun before the war with the Turkish Government. As the outcome of these negotiations, a concession has been granted to cover the whole of the Kingdom of Iraq except the Basra region ; the concessionaires will have the right to select 192 square miles, divided into 24 rectangular areas of 8 square miles each.

The development works will require a good deal of time and outlay ; for it must not be forgotten that the oilfields in this country have yet to justify all that has been prophesied about their wealth.

A point in the deed of concession which is highly important from the international point of view is that, with the exception of the 24 areas referred to above, the whole of the zone covered by the concession is to be open to companies and individuals of all nationalities.

The Government of Iraq has allotted a period of three years for a full study of the country and for the selection of the 24 initial areas ; this period begins on September 14th, 1925. After that all the geological information obtained will have to be placed at the disposal of applicants for concessions ; and one year afterwards any individual or company may request that the concession for any area be included in those which are annually put up to auction.

In the disputed territory the main possibilities of important discoveries lie in three large parallel zones running from north-west to south-east, as shown on Map No. 9. The southern zone passes through Mandali (in undisputed Iraq territory) and follows the line of the Jebel Hamrin ; the middle zone passes near Kifri and Tuz-Kermatli ; and the northern zone passes through Kirkuk and Mosul. To the north of this last zone, around Al-Qosh and Zakho, the gypsiferous rocks which appear on the surface also seem to offer possibilities of oil.

The best chances of important discoveries are probably to be found in the neighbourhood of Kifri, Tuz Kermatli and Kirkuk. The railway, now under construction, from Baghdad

construction, de Bagdad à Mossoul, passe par ces trois localités ; nous avons dit que le rail dont la pose se fait du sud vers le nord était, en mars dernier, sur le point d'atteindre Kerkouk.

Il est certain que si le pays se révèle comme intéressant au point de vue pétrolifère, ses conditions économiques seront totalement bouleversées. La mise en valeur des puits, leur exploitation, exigeront une main-d'œuvre considérable pour laquelle les cultures vivrières devront être fortement développées ; il est probable que les céréales et le petit bétail pourront alors être consommés sur place et que les cultivateurs et bergers entreront dans une ère de prospérité inconnue par eux jusque maintenant.

\* \* \*

Dans ce qui précède, nous nous en sommes tenus aux constatations de l'époque actuelle. Pour éclaircir complètement la question des courants commerciaux du territoire contesté, nous avons consulté des ouvrages qui, publiés avant la guerre, présentent toute garantie d'impartialité.

Nous n'avons trouvé une documentation un peu substantielle que dans les rapports consulaires allemands relatifs à l'ancien vilayet de Mossoul, pour les années 1905, 1906 et 1907 (les rapports de 1907 étant les plus complets, nous les reproduisons), dans l'*Almanach officiel turc* pour l'année 1912 et dans l'ouvrage de Vital CUINET : *La Turquie d'Asie* (année 1892).

RAPPORT CONSULAIRE ALLEMAND (1907 ET QUELQUES RENSEIGNEMENTS DE 1905).

*Exportations de Mossoul.*

	Livres turques
Vers Grande-Bretagne (noix de galle et divers) . . . . .	106.500
Indes (chevaux et divers) . . . . .	42.500
France (laine et divers) . . . . .	73.100
Trieste (divers) . . . . .	14.000
Perse (divers) . . . . .	7.200
Alep et Damas (brebis et chameaux) . . . . .	106.000
Trébizonde (voiles pour femmes) . . . . .	2.000
Diarbékir, Mardine, Trébizonde (laines et soies). . . . .	11.000
Bagdad (blé, orge, bois de construction, noix de galle et divers) . . . . .	136.000
Seert et Bitlis (divers) . . . . .	5.000
Souleimanié (divers) . . . . .	5.000
Kerkouk (divers) . . . . .	9.000
Constantinople (divers) . . . . .	9.500
Hinterland de Mossoul (objets manufacturés et divers) . . . . .	10.000
	536.800

*Importations de Mossoul.*

De Grande-Bretagne (lainages, fers, quincaillerie, cafés d'Amérique, divers) . . . . .	88.000
Indes (textiles et divers) . . . . .	53.000
France (divers) . . . . .	8.500
Allemagne (divers) . . . . .	6.600
Autriche-Hongrie (fez et divers) . . . . .	15.000
Alep et Damas (Syrie) (savons et divers) . . . . .	21.000
Russie (pétroles) . . . . .	pas de données
Perse (tapis et divers) . . . . .	3.600
Ville de Bagdad (dattes et soieries, et divers) . . . . .	9.800
Diarbékir, Djezireh (bois, noix de galle, divers) . . . . .	17.500
Trébizonde (toile) . . . . .	1.500
Seert, Baskal (noix de galle, divers) . . . . .	11.000
Kerkouk, Souleimanié et Hinterland (brebis, laine, peaux) . . . . .	56.000
Constantinople (divers) . . . . . (pas de donnée pour 1907)	5.700
» » en 1905 . . . . .	5.700
Hinterland de Mossoul (moutons, laine, blé, orge, beurre, sel, divers. — Pas de données pour 1907. En 1905 . . . . .	615.000

L'examen du rapport consulaire allemand conduit aux mêmes constatations que celles que nous avons faites :

- 1° Impossibilité économique de séparer la ville de Mossoul de son hinterland naturel ;
- 2° Le commerce direct est presque nul avec la Turquie *actuelle* ;
- 3° Les deux voies commerciales sont : Bagdad et le Golfe Persique, prépondérante ; la Syrie, moins fréquentée.

\* \* \*

to Mosul passes these three places ; the line is being laid from south to north, and, as we stated above, it had nearly reached Kirkuk in March last.

Of course, if the country proves to be an important oil-bearing region, there will be a complete upheaval in its economic conditions. For opening and working the oil-wells a considerable amount of labour will be required, and the quantity of food grown will have to be largely increased; in that case the cereals and mutton could probably be consumed on the spot, and farmers and shepherds would enter upon a hitherto unparalleled era of prosperity.

\* \* \*

So far we have confined ourselves to present-day facts.

In order to clear up completely the question of trade-routes in the disputed territory, we have consulted certain books which, published before the war, offer every guarantee of impartiality.

The only substantial sources of information were found in the German consular reports on the former Vilayet of Mosul for the years 1905-1906 and 1907 (we reproduce the 1907 reports as being the more complete), in the Turkish Official Almanack for 1912, and in the very fully documented work by Vital CUINET, *La Turquie d'Asie* (1892).

GERMAN CONSULAR REPORT (1907, with a few figures for 1905).

*Exports from Mosul. — To :*

	Turkish pounds
Great Britain (gall-nuts and various) . . . . .	106,500
India (horses and various) . . . . .	42,500
France (wool and various) . . . . .	73,100
Trieste (various) . . . . .	14,000
Persia (various) . . . . .	7,200
Aleppo and Damascus (sheep and camels) . . . . .	106,000
Trebizond (women's veils) . . . . .	2,000
Diarbekr, Mardin and Trebizond (wools and silks). . . . .	11,000
Baghdad (wheat, barley, timber, gall-nuts and various) . . . .	136,000
Sirt and Bitlis (various). . . . .	5,000
Sulaimaniya (various). . . . .	5,000
Kirkuk (various) . . . . .	9,000
Constantinople (various) . . . . .	9,500
Hinterland of Mosul (manufactured articles and various). . . .	10,000
	536,800

*Imports to Mosul. — From :*

Great Britain (woollens, ironware, hardware, American coffee, and various) . . . . .	88,000
India (textiles and various) . . . . .	53,000
France (various) . . . . .	8,500
Germany (various) . . . . .	6,600
Austria-Hungary (fezes and various) . . . . .	15,000
Aleppo and Damascus (Syria) (soaps and various) . . . . .	21,000
Russia (petroleum) . . . . .	no figures given
Persia (carpets and various) . . . . .	3,600
Baghdad (dates, silks and various) . . . . .	9,800
Diarbekr and Jezireh (timber, gall-nuts and various) . . . . .	17,500
Trebizond (linen) . . . . .	1,500
Sirt and Baskal (gall-nuts and various). . . . .	11,000
Kirkuk, Sulaimaniya and their hinterland (sheep, wool and skins)	56,000
Constantinople (various, no figures for 1907), 1905 . . . . .	5,700
Hinterland of Mosul (sheep, wool, wheat, barley, butter, salt and various, no figures for 1907), 1905 . . . . .	615,000

A perusal of the German consular report suggests the same conclusions as we have already reached :

1. That it is economically impossible to separate the City of Mosul from its natural hinterland.
2. That there is practically no direct trade with *present-day* Turkey.
3. That the two trade-routes are : Baghdad and the Persian Gulf (principal route) ; Syria (less used).

\* \* \*

ALMANACH OFFICIEL TURC POUR 1912.

*Exportations de Mossoul.*

Vers l'Europe :	Laine 2 millions d'okkas (1 okka = 1 kg. 283).
	Coton . . . . . (quantités ?)
	Divers . . . . . (quantités ?)
l'Anatolie :	Chameaux . . . . . 4000
	Buffles . . . . . 1500
	Mulets . . . . . 1000
Diarbékir, Bitlis, Erzeroum :	Fruits, textiles, riz, coton . . . . (quantités ?)
la Syrie (Alep, Damas, Beyrouth) :	Objets de cuir et étoffes . . . . (quantités ?)
	Moutons . . . . . 250.000
Bagdad-Bassorah :	Blé . . . taghars (1 taghar : 256 kg).
	Orge . . . 6.000 taghars.
	Tabac . . beaucoup ?
	Peaux d'agneaux, de renards et de martres, olives et divers . . . (quantités ?)
les Indes et Souleimanié :	2.000 chevaux.
la Perse :	Tabacs et peaux (?)

*Importations.*

De Constantinople (via Syrie) . . .	Articles manufacturés. . . . . (quantités ?)
Europe (via Bassorah) . . . . .	» » » » »
Bombay (via Bassorah) . . . . .	Thé, épices des Indes, tapis, châles (quantités ?)
Perse (via Souleimanié) . . . . .	Tapis, châles, « abas », lattes . . (quantités ?)
Bagdad . . . . .	Voiles de soie . . . . . (quantités ?)
Diarbékir . . . . .	Fruits . . . . . (quantités ?)

*Kaza de Kerkouk :*

Blé, orge, riz, lentilles, coton, chanvre, pommes de terre, haricots : exportés à Bagdad

*Kaza de Kifri :*

Blé, orge, riz, maïs, lentilles, chanvre, raisins : exportés à Bagdad.

*Kaza d'Arbil :*

Agriculture florissante ; le Kaza est appelé le grenier de Bagdad. Blé, orge, riz, tabac, lentilles, coton, chanvre : exportés à Bagdad et Mossoul.

*Souleimanié :*

Le commerce de la ville se développe grâce à sa situation géographique (route de la Perse vers Bagdad). Articles manufacturés : tapis, harnais.

\* \* \*

Sauf pour les chameaux, buffles et mulets, le document turc est muet sur l'importance des transactions avec l'Anatolie.

Pour les voies commerciales, le tableau précédent renseigne que le petit bétail s'exporte vers la Syrie, tandis que la plus grande partie des autres produits sont à destination de Bagdad ou bien transitent par Bagdad.

Pour les kazas de Kerkouk, Kifri et Souleimanié, le document turc est affirmatif : les transactions commerciales se font avec Bagdad.

Et quant au kaza d'Arbil, les échanges commerciaux s'y font avec Bagdad et Mossoul.

Nos constatations personnelles sont donc bien en concordance avec les renseignements officiels turcs d'avant-guerre.

\* \* \*

*La Turquie d'Asie, de Vital CUINET (1892).*

Nous citons textuellement :

« Le vilayet de Mossoul fait un commerce d'exportation assez important qui comprend en premier lieu les céréales et autres graines alimentaires : blé, orge, pois chiches, lentilles, etc., le balamont (gland doux qui, après avoir reçu dans le pays même une préparation spéciale, entre en Europe dans la composition de certaines féculs analeptiques, telles que le racahout). On exporte aussi des fruits secs, de la noix de galle et autres matières tinctoriales ; des bestiaux, laines et peaux. Viennent ensuite les bois de construction, les marbres, grès, le gypse, etc.

» Les fruits secs, le gypse, le grès, les marbres et le bois sont à destination de Bagdad, ainsi que les céréales et graines alimentaires qui sont consommées sur cette place. On les y dirige de Mossoul par la voie fluviale, sur des « keleks ». La même voie et le même mode de transport y amènent également les peaux qui, de là, sont expédiées à destination de Constantinople et de l'étranger et les autres produits qui sont chargés pour Marseille et Liverpool.

» Le mouvement de l'exportation annuelle du vilayet de Mossoul est représenté dans le tableau ci-après par nature de produits, poids ou pièces. Il y a lieu de tenir compte que, pour partie de ces produits, comme céréales, moutons, laines, fruits, etc., les deux vilayets de Diarbékir et Bitlis en fournissent une certaine quantité qui passent en transit par Mossoul, voie du Tigre. »



TURKISH OFFICIAL ALMANACK FOR 1912

*Exports from Mosul. — To :*

Europe : Wool . . . . .	2 million okkas	(1 okka = 1 kg. 283)
Cotton . . . . .		(quantities ?)
Various . . . . .		(quantities ?)
Anatolia : Camels . . . . .	4,000	
Buffaloes : . . . . .	1,500	
Mules . . . . .	2,000	
Diarbekr, Bitlis and Erzerum : Fruit, textiles, rice, cotton . . . . .		(quantities ?)
Syria (Aleppo, Damascus and Beirut) : Sheep . . . . .	250,000	
		Leather goods and stuffs. (quantities ?)
Baghdad and Basra : Wheat . . . . .	10,000 taghars	(1 taghar = 256 kgr.)
	Barley . . . . .	6,000 "
	Tobacco . . . . .	much, but actual amount doubtful.
	Lamb, fox and marten skins, olives and various . . . . .	(quantities ?)
India and Sulaimaniya : . . . . .	2,000 horses.	
Persia : Tobacco and skins (?)		

*Imports. — From :*

Constantinople (via Syria), Europe (via Basra) : Manufactured goods . . . . .	(quantities ?)
Bombay (via Basra) : Tea, Indian spices, carpets, shawls . . . . .	(quantities ?)
Persia (via Sulaimaniya) : Carpets, shawls, " abas ", laths. . . . .	(quantities ?)
Baghdad : Silk, veils . . . . .	(quantities ?)
Diarbekr : Fruit . . . . .	(quantities ?)

Qaza of Kirkuk : Wheat, barley, rice, lentils, cotton, hemp, potatoes, beans : exported to Baghdad.

Qaza of Kifri : Wheat, barley, rice, maize, lentils, hemp, raisins : exported to Baghdad.

Qaza of Arbil : Agriculture flourishing ; this Qaza is known as the granary of Baghdad. Wheat, barley, rice, tobacco, lentils, cotton, hemp, exported to Baghdad and Mosul.

Sulaimaniya : The trade of this town is developing owing to its geographical situation (on the road from Persia to Baghdad). Manufactured goods, carpets, harness.

\* \* \*

Except on the subject of camels, buffaloes and mules, the Turkish document gives no figures for trade with Anatolia.

As regards trade-routes, the above table shows that sheep are exported to Syria, while most other goods are consigned to Baghdad or beyond.

In the case of the Qazas of Kirkuk, Kifri and Sulaimaniya, the Turkish document confirms the statement that the trade is with Baghdad.

The Qaza of Arbil trades with both Baghdad and Mosul.

It will be seen that our own observations are entirely in agreement with the Turkish official pre-war records.

\* \* \*

VITAL CUINET'S *Turkey in Asia*, 1892.

The following is a translation of a textual quotation from the above :

" The Vilayet of Mosul has a considerable export trade, chiefly in cereals and other edible grains — wheat, barley, chick-peas, lentils, etc. — balamont (a soft acorn which, after undergoing a special process in the country, is used in Europe in the composition of certain analeptic starches such as racahout). Dried fruits, gall-nuts and other colouring matters, cattle, wool and skins are also exported ; likewise timber, marble, sandstone, gypsum, etc.

" Dried fruits, gypsum, sandstone, marble and timber are sent to Baghdad, as are the cereals and edible grains, which are consumed there on the spot. They come from Mosul by river on keleks. The same route and method of transport are used for skins, which are sent on from Baghdad to Constantinople and abroad, and for other goods which are consigned to Marseilles and Liverpool.

" The annual exports from the Vilayet of Mosul are shown in the following table according to the nature of the goods and their weight or number. It should be remembered that, of some of these goods, such as cereals, sheep, wool, fruit, etc., a certain portion comes from the two Vilayets of Diarbekr and Bitlis in transit through Mosul along the Tigris.

Nature des produits exportés	Poids par kilogrammes	Quantités par pièces
Laine brute . . . . .	1.950.000	—
Noix de galle . . . . .	1,600.000	—
Coton brut . . . . .	800.000	—
Poil de chèvre (tiftik) . . . . .	500.000	—
Gomme adragante . . . . .	80.000	—
Huile . . . . .	22.000	—
Savon . . . . .	28.000	—
Cire . . . . .	3.000	—
Opium . . . . .	450	—
Moutons vivants . . . . .	—	600.000
Vaches, bœufs, buffles . . . . .	—	60.000
Chameaux . . . . .	—	28.000
Mulets . . . . .	—	9.000
Anes . . . . .	—	2.000
Chevaux de race . . . . .	—	1.000
Peaux de chèvres . . . . .	—	200.000
Peaux de vaches, buffles . . . . .	—	16.000
Peaux de fouines . . . . .	—	2.000
Peaux d'agneaux . . . . .	—	3.000
Peaux maroquins rouge, bleu . . . . .	—	160.000
Peaux de renards . . . . .	—	3.000
Peaux de moutons, tannées, rouges . . . . .	—	20.000
Peaux de moutons, tannées, blanches . . . . .	—	20.000
Tissus de coton, de diverses couleurs . . . . .	—	150.000
Tissus de coton bleu, à voiles pour femmes . . . . .	—	12.000
Blé . . . . .	6.000.000	—
Orge . . . . .	6.000.000	—
Riz . . . . .	150.000	—
Maïs . . . . .	180.000	—
Sésame . . . . .	160.000	—
Lentilles . . . . .	75.000	—
Pois chiches . . . . .	65.000	—
Fèves . . . . .	30.000	—
Pommes de terre . . . . .	45.000	—
Seigle . . . . .	130.000	—
Mâche (graine verdâtre) . . . . .	25.000	—
Petits pois . . . . .	30.000	—
Fruits secs . . . . .	45.000	—

» La plupart de ces produits sont dirigés vers Bagdad et le Golfe Persique.

» Les chiffres et les quantités indiqués dans ce tableau ont été calculés approximativement sur une moyenne des cinq dernières années.

» La valeur des produits exportés, selon le tableau ci-dessus, peut être évaluée approximativement à 400.000 livres turques.

» *Importation.* — Le commerce d'importation du vilayet de Mossoul comprend principalement les objets manufacturés, les draps, velours et satins, les châles, les toiles, les kermès, les produits chimiques, les denrées coloniales, etc. On y reçoit généralement de Constantinople les articles de mercerie. Les principaux pays importateurs sont l'Angleterre, l'Autriche, l'Allemagne et la France.

Articles importés	Pays de provenance	Evaluation en livres turques
Coton filé et fil de coton . . . . .	Constantinople — Perse . . . . .	14.000
Fer travaillé et en barres . . . . .	Trieste — Belgique . . . . .	600
Acier . . . . .	Suède . . . . .	200
Produits chimiques . . . . .	France — Constantinople . . . . .	600
Cuir préparés . . . . .	France . . . . .	400
Draperie . . . . .	Autriche — Allemagne . . . . .	2.000
Etoffes diverses en laine . . . . .	Angleterre — Allemagne . . . . .	3.000
Etoffes diverses en coton . . . . .	Angleterre . . . . .	30.000
Fez . . . . .	Constantinople . . . . .	4.000
Etoffes de soie, velours, etc. . . . .	France — Alep . . . . .	20.000
Papeterie . . . . .	Trieste . . . . .	1.000
Pâtes alimentaires . . . . .	Constantinople . . . . .	500
Quincaillerie, verrerie . . . . .	Constantinople — Erzeroum . . . . .	12.000
Bougies . . . . .	Marseille — Trieste . . . . .	150
Pétrole . . . . .	Russie . . . . .	600
Couleurs pour teinture . . . . .	Constantinople . . . . .	2.000
Cuivre en feuilles, ferblanc, zinc . . . . .	France — Angleterre . . . . .	6.400
Sucre . . . . .	Bagdad . . . . .	2.200
Café . . . . .	Bagdad . . . . .	2.000
Chocolat, droguerie . . . . .	Constantinople . . . . .	800
Divers . . . . .	Divers pays . . . . .	8.000
Total . . . . .		110.450

» Les indigènes consomment autant qu'il leur est possible les produits du pays ; c'est pourquoi les articles d'importation sont limités à peu près à ceux indiqués dans le tableau ci-dessus, avec une évaluation approximative de leur valeur en livres turques, pour l'année 1890. »

Kind of goods exported.	Weight in Kgs.	Number.
Raw wool . . . . .	1,950,000	—
Gall-nuts . . . . .	1,600,000	—
Raw cotton . . . . .	800,000	—
Goats' hair (tiftik) . . . . .	500,000	—
Gum-tragacanth . . . . .	80,000	—
Oil . . . . .	22,000	—
Soap . . . . .	28,000	—
Wax . . . . .	3,000	—
Opium . . . . .	450	—
Live sheep . . . . .	—	600,000
Cattle and buffalo . . . . .	—	60,000
Camels . . . . .	—	28,000
Mules . . . . .	—	9,000
Donkeys . . . . .	—	2,000
Thoroughbred horses . . . . .	—	1,000
Skins—goats . . . . .	—	200,000
Hides—cattle and buffalo . . . . .	—	16,000
Skins—martens . . . . .	—	2,000
" lambs . . . . .	—	3,000
" blue and red morocco . . . . .	—	160,000
" foxes . . . . .	—	3,000
" sheep, tanned, red . . . . .	—	20,000
" " " white . . . . .	—	20,000
Cotton lengths, various colours . . . . .	—	150,000
" " blue, for women's veils . . . . .	—	12,000
Wheat . . . . .	6,000,000	—
Barley . . . . .	6,000,000	—
Rice . . . . .	150,000	—
Maize . . . . .	180,000	—
Sesame . . . . .	160,000	—
Lentils . . . . .	75,000	—
Chick-peas . . . . .	65,000	—
Beans . . . . .	30,000	—
Potatoes . . . . .	45,000	—
Rye . . . . .	130,000	—
Corn-salad (a greenish grain) . . . . .	25,000	—
Peas . . . . .	30,000	—
Dried fruits . . . . .	45,000	—

“ Most of these goods are consigned to Baghdad and the Persian Gulf.

“ The numbers and quantities given in the table are calculated approximately on the average for the last five years.

“ The value of the goods exported according to the above table may be computed approximately at £T 400,000.

“ *Imports.* — The import trade of the Vilayet of Mosul consists principally of manufactured articles, cloths, velvets and satins, shawls, linen, kermes, chemical products, groceries, etc. Draperies are received chiefly from Constantinople. The principal importing countries are England, Austria, Germany and France.

Articles imported.	Country of origin.	Value in £ T.
Cotton thread and cotton yarn	Constantinople - Persia . . . . .	14,000
Wrought iron and bar-iron	Triest - Belgium . . . . .	600
Steel	Sweden . . . . .	200
Chemical products	France - Constantinople . . . . .	600
Dressed leather	France . . . . .	400
Cloths	Austria - Germany . . . . .	2,000
Woollens, miscellaneous	England - Germany . . . . .	3,000
Cotton goods, " . . . . .	England . . . . .	30,000
Fezes	Constantinople . . . . .	4,000
Silk and velvet stuffs, etc.	France - Aleppo . . . . .	20,000
Paper	Triest . . . . .	1,000
Farinaceous pastes	Constantinople . . . . .	500
Hardware and glassware	Constantinople - Erzerum . . . . .	12,000
Candles	Marseilles - Triest . . . . .	150
Petroleum	Russia . . . . .	600
Dyes	Constantinople . . . . .	2,000
Beaten copper, tinplates and zinc	France - England . . . . .	6,400
Sugar	Baghdad . . . . .	2,200
Coffee	" . . . . .	2,000
Chocolate and druggist's supplies	Constantinople . . . . .	800
Various	Various countries . . . . .	8,000
	<b>Total . . . . .</b>	<b>110,450</b>

“ The natives consume local products as far as possible ; consequently the imports are practically restricted to those mentioned in the above table, with an approximate estimate of their value in Turkish pounds, for the year 1890. ”

### III. RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS.

#### - RÉSUMÉ.

De l'examen de cette documentation d'avant-guerre et de nos propres constatations, nous pouvons déduire ce qui suit :

1° Le commerce général du territoire contesté se partage en deux grands courants : l'un, le plus important, vers Bagdad, l'autre vers la Syrie.

Sauf en ce qui concerne les vilayets de Mardine, Diarbekir et Hakiari, limitrophes de la frontière, qui font certaines transactions avec le territoire contesté, il n'y a que peu de commerce direct avec la Turquie d'Asie.

2° Il serait contre-indiqué de séparer Mossoul de son hinterland naturel ; cependant, les kazas de Zakho et d'Amadia souffriraient moins que les autres d'être séparés de Mossoul, ces kazas étant limitrophes de la frontière.

Le tort économique qui pourrait être causé au kaza de Dohouk, de par sa séparation avec Mossoul, serait plus important.

Ces trois kazas se trouveraient à peu près dans la même situation que certaines villes turques, voisines de la frontière, qui étaient également, jadis, dans le rayon économique de Mossoul et qui ne sont pas mortes d'en avoir été séparées.

3° La ville de Mossoul, entrepôt général du pays d'alentour, souffrirait moins de son détachement de l'Irak que d'autres villes telles que Kerkouk, Kifri, Souleimanié dont Bagdad est l'entrepôt général.

4° Les livas de Souleimanié, Kifri et Kerkouk commercent presque exclusivement avec Bagdad qui est leur marché principal ; il serait très difficile de les en séparer, à moins que, formant un tout avec les autres parties de l'ancien vilayet de Mossoul, ce tout puisse être lié au restant de l'Irak (Bagdad) par un accord économique.

5° La partie septentrionale du liva d'Arbil souffrirait, dans une certaine mesure, de son détachement économique de Bagdad ; toutefois, son commerce pourrait continuer à se faire par Mossoul. La partie méridionale de ce liva est plus spécialement réunie économiquement avec Bagdad.

6° Les parties septentrionales montagneuses, d'ailleurs très peu habitées, du territoire contesté, ne souffriraient pas de leur détachement de l'Irak ; les échanges commerciaux peuvent s'y faire indifféremment soit avec l'Irak, d'une part, soit avec la Turquie ou la Perse, d'autre part.

#### CONCLUSIONS.

La commission estime que, du seul point de vue économique, la solution la plus avantageuse pour le territoire contesté consiste en son rattachement à l'Irak ; les parties montagneuses au nord de la ligne conventionnelle de Bruxelles peuvent, sans le moindre inconvénient, être détachées du restant du territoire ; les kazas de Zakho, Amadia, et peut-être aussi Dohouk, peuvent à la rigueur en être également séparés.

Toutefois, si d'autres raisons que celles examinées dans ce chapitre invitaient à partager le territoire contesté entre la Turquie et l'Irak, la solution la plus acceptable du point de vue économique, serait une frontière au nord du Petit Zab, laissant les kazas de Koi-Sandjak, Taq-Taq et Altyn Koepru à l'Irak, et se prolongeant vers l'ouest par une ligne dont le tracé a peu d'importance.

### III. RECAPITULATION AND CONCLUSIONS.

#### RECAPITULATION.

This pre-war information and our own observations lead us to the following conclusions :

1. The general trade of the disputed territory follows two main channels, of which the more important leads to Baghdad and the other to Syria.

Except for a certain amount of trade with the Vilayets of Mardin, Diarbekr and Hakkiari, which lie on the frontier, there is very little direct trade between the disputed area and Turkey in Asia.

2. It would be a mistake to separate Mosul from its natural hinterland, but the Qazas of Zakho and Amadia lying next to the frontier would suffer less than the others by their separation from Mosul.

The economic wrong which might be caused to the Qaza of Dohuk by its separation from Mosul would be of greater consequence.

These three qazas would be placed in much the same position as certain Turkish towns near the frontier which also were formerly in the economic sphere of Mosul and which have not perished through separation from it.

3. The town of Mosul, being the general trade centre for the surrounding country, would not suffer so much by being detached from Iraq as would other towns, such as Kirkuk, Kifri and Sulaimaniya, for which Baghdad is the general centre.

4. The liwas of Sulaimaniya, Kifri and Kirkuk trade almost exclusively with Baghdad, which is their chief market ; it would be very difficult to separate them from Baghdad unless they formed a single entity with the other parts of the former Vilayet of Mosul, and unless this entity were linked with the rest of Iraq (Baghdad) by an economic agreement.

5. The northern part of the liwa of Arbil would suffer to some extent by being economically detached from Baghdad, but it could continue to trade through Mosul. The southern part of this liwa has its chief economic communications with Baghdad.

6. The mountainous and sparsely populated northern parts of the disputed territory would not suffer if they were detached from Iraq ; their trade can be carried on indifferently either with Iraq or with Turkey or Persia.

#### CONCLUSIONS.

From the purely economic point of view, the Commission thinks that the most advantageous settlement for the disputed territory would be to attach it to Iraq. The mountainous regions north of the line agreed upon at Brussels can be detached from the rest of the territory without the slightest trouble, and, if necessary, the Qazas of Zakho, Amadia and perhaps Dohuk could also be detached.

If, however, for reasons other than those considered in this chapter, it were thought desirable to partition the disputed territory between Turkey and Iraq, the settlement which would be most acceptable from the economic point of view would be to draw a frontier north of the Lesser Zab, leaving the Qazas of Koi-Sanjak, Taq-Taq and Altun-Keupri to Iraq, and continuing westwards along a line the exact position of which is of little importance.

---

## CHAPITRE IV.

### ARGUMENTS STRATÉGIQUES.

Dans ses considérations d'ordre géographique et stratégique, le Mémoire du Gouvernement britannique dit ce qui suit :

« La ligne frontière (nord) proposée a été choisie en tenant dûment compte des considérations d'ordre stratégique. Aucune ligne ne séparera, d'une façon aussi nette, par des configurations de terrain, le nouvel Etat d'Irak de la Turquie. Sauf pour la petite fraction occidentale de cette ligne qui suit la rive droite des fleuves Hézil et Khabour, la frontière est constituée par une ligne continue de pics et de montagnes élevés qui forment un obstacle pratiquement insurmontable en hiver, à cause de la neige et, en été, franchissable seulement par quelques passes d'accès difficile. Ce mur, surtout dans sa partie orientale, constitue la ligne de démarcation économique et ethnographique entre les régions qui dépendent de l'Irak et celles qui sont tournées vers le nord.

« Au point de vue des ressources militaires du nouvel Etat d'Irak, la garde de la frontière envisagée exige moins de troupes qu'une ligne-frontière, plus proche des plaines de l'Irak, et elle possède l'avantage inappréciable d'interdire l'accès, à un ennemi éventuel, d'une région qui, lorsqu'il s'agit de troupes nombreuses, constitue, au point de vue militaire, une zone neutre, mais demeure en tout temps un foyer possible d'intrigues et, par conséquent, d'agitation des tribus, si elle se trouve entre les mains d'un gouvernement hostile.

« Etant donné qu'ils dépendent, pour leur ravitaillement, du blé de Mossoul, les vilayets de Bagdad et de Bassorah seraient à la merci d'une armée turque occupant le vilayet de Mossoul, car celle-ci pourrait non seulement couper tout le ravitaillement de Bagdad par le nord, mais elle aurait, en outre, le choix entre de nombreuses lignes d'attaque et serait en mesure de bloquer, sans difficultés, la seule route existant entre Bagdad et la Perse. La présence d'une telle armée, en un point aussi méridional que le Djebel Hamrin, rendrait presque impossible l'existence d'un Etat arabe.

« Toutes choses étant égales, une ligne-frontière, difficile à traverser, sauf par quelques routes commerciales bien définies, est nettement à l'avantage des deux Parties. »

Le paragraphe relatif aux raisons d'ordre stratégique du Mémoire turc dit :

« La ligne indiquée par le Gouvernement turc comme frontière entre l'Anatolie et l'Irak, tout en étant la résultante nécessaire des droits séculaires de la Turquie sur le vilayet de Mossoul, droits confirmés tant par la volonté des habitants que par des considérations de différents ordres ci-haut exposés, correspond en même temps aux considérations stratégiques. Elle est une ligne précise et naturelle entre les deux régions.

« L'argument invoqué au sujet de la menace que cette frontière constituerait pour Bagdad et la communication de cette ville avec la Perse n'a guère de poids. Sans citer les exemples des capitales et villes importantes situées sur ou près des frontières, il suffirait de faire remarquer que la ligne proposée par le Gouvernement turc n'expose pas Bagdad à une menace plus grande que celle qui résulterait de sa proximité à la frontière persane. L'hypothèse de menace contre l'Irak est d'autant moins justifiée que l'histoire des deux derniers siècles ne manque pas d'établir la justesse de l'hypothèse contraire. La Turquie n'a jamais eu de visée d'aucune sorte sur les pays voisins ; elle a toujours lutté, non pour faire des conquêtes, mais bien pour défendre son patrimoine convoité par les autres. Est-il nécessaire d'ajouter que la République turque, Etat national, composé des Turcs ainsi que des Kurdes, ne peut songer à attaquer et moins encore à conquérir un pays dont la population est de la race arabe.

« Le Gouvernement turc ne veut pas entrer à la discussion des soi-disants avantages stratégiques d'une frontière qui, ne tenant aucun compte des droits évidents de la Turquie sur le vilayet de Mossoul tend à le lui enlever. Il ne peut cependant pas s'empêcher d'émettre les considérations d'un caractère général qui mettent au grand jour la véritable portée des raisons invoquées par le Gouvernement britannique.

« Ce dernier soutient que la ligne qu'il revendique serait une frontière idéale, parce qu'elle est constituée de pics de montagnes élevées qui forment un obstacle pratiquement insurmontable en hiver à cause de la neige et, en été, franchissable seulement par quelques passes d'accès difficiles, et que cette barrière assurerait à l'Irak des chances meilleures de mener une existence moins troublée. Or, il est un principe évident de la stratégie que des armées d'invasion ne choisissent pas surtout des terrains accidentés et difficiles à passer ; elles suivent bien plutôt les vallées et les plaines.

« Donc, à supposer pour un instant que les montagnes de Hakkari constituent la frontière, en dépit de toutes les raisons militent en faveur de la ligne proposée par le Gouvernement turc, la défense de l'Irak n'en devient pas plus facile, car les forces que l'Etat de l'Irak pourraient installer dans ces parages, ne pourront empêcher les armées adversaires d'envahir l'Irak par les voies des vallées et des plaines. Par contre, l'avantage qu'une telle frontière assurerait à un Etat étranger possédant cette région montagneuse pour provoquer éventuellement des agitations sur la population du nord, est très palpable.

« Il est certain, dans ces conditions, que la frontière idéale entre la Turquie et l'Irak, au point de vue stratégique, serait aussi celle qui tiendrait compte des droits légitimes de la population du Vilayet de Mossoul ».

CHAPTER IV.  
STRATEGICAL ARGUMENTS.

In its memorandum setting forth the geographical and strategical arguments, the British Government states :

“ The northern frontier line proposed has been selected with due regard for strategic considerations : no other line will, by geographical features, so decisively separate the new State of Iraq from Turkey. Except for the small portion on the west, which runs along the right bank of the Hezil and Khabur Rivers, the line of division consists of a continuous line of peaks and high mountains, forming an obstacle-wall, in winter practically unsurmountable owing to snow, and in summer only traversible by a few difficult passes. Especially in the eastern portion, this wall forms the line of economical and ethnological divisions between the regions dependent upon Iraq and between those which incline to the north.

.....  
“ From the point of view of the military resources of the new Iraq State, the proposed frontier actually requires less troops for its protection than would a frontier line drawn considerably closer in to the plains of Iraq, and it has the inestimable advantage of denying to a potential enemy country which, as far as large bodies of troops are concerned, is a military “ No Man's ” land, but remains at all times ripe for intrigue and consequent tribal trouble if in the hands of a hostile Government.

.....  
“ Dependent as they are upon the wheat of Mosul, the vilayets of Bagdad and Basra would be at the mercy of a Turkish army in the Mosul Vilayet, which not only could deprive Bagdad of all supplies from the north but could choose from numerous lines of attack, and could without difficulty block the only road from Baghadad to Persia. Such an army occupying as far south as the Jabal Hamrin could make an Arab State well nigh impossible.

.....  
“ Other things being equal, a frontier line which is difficult to penetrate except by a few well-defined trade routes is clearly to the advantage of both parties. ”

The section in the Turkish memorandum dealing with strategical arguments reads as follows :

“ The line suggested by the Turkish Government as the frontier between Anatolia and Iraq, while it is the necessary outcome of Turkey's immemorial rights over the Vilayet of Mosul, which are confirmed as much by the will of the inhabitants as by the various considerations stated above, also corresponds to strategical considerations. It is a clear and natural division between the two countries.

“ The argument that this frontier would constitute a threat to Bagdad and to its communications with Persia has little weight. Without quoting examples of capitals and important towns situated on or near frontiers, it would suffice to point out that the line proposed by the Turkish Government does not expose Bagdad to greater danger than any to which it would be exposed as a consequence of proximity to the Persian frontier. The assumption of a threat to Iraq is the less justified in that the history of the last two centuries has established the truth of the contrary assumption. Turkey has never had designs of any sort on neighbouring countries. She has always struggled, not to make conquests, but to defend her inheritance coveted by others. It is scarcely necessary to add that the Turkish Republic, a national State composed of Turks and Kurds, would not think of attacking, and even less of conquering, a country of which the population is of Arab race.

“ The Turkish Government does not wish to enter into the discussion of the so-called strategical advantages of a frontier which, taking no account of the evident rights of Turkey over the Vilayet of Mosul, aims at depriving Turkey of that vilayet. Turkey cannot, however, pass over in silence all the general considerations which shed a clear light on the true significance of the reasons adduced by the British Government.

“ The latter maintains that the line claimed would be an ideal frontier because it consists of high mountain peaks which form a practically insurmountable barrier in winter on account of the snow and which in summer can be crossed only by a few passes difficult of access, and that this barrier would afford Iraq a better chance of security and a peaceful development. It is a well-known strategical principle, however, that invading armies do not as a rule select a line of country which is rugged and difficult to cross. They more often follow the valleys and plains.

“ Assuming for an instant that the mountains of Hakkiri constitute the frontier, notwithstanding all the reasons militating in favour of the line proposed by the Turkish Government, the defence of Iraq does not thereby become any easier, because the military forces which the State of Iraq might establish in these districts could not prevent enemy armies from invading Iraq along the valleys and plains. On the other hand, the advantage which a frontier of this nature would give to a foreign State owning this mountainous region for the purpose of provoking possible disturbances among the northern populations is very evident.

“ There is no doubt that under these conditions the ideal frontier between Turkey and Iraq from the strategic point of view would be the one which would take into consideration the legitimate rights of the population of the Mosul Vilayet. ”

## COMMENTAIRES.

Il est certain que la ligne frontière proposée par le Gouvernement britannique est une excellente frontière stratégique : par la configuration de la frontière de Syrie, une zone ayant à peine 20 kilomètres d'étendue est la seule voie que pourrait emprunter une masse envahissante venant d'Anatolie vers l'Irak, ou vice versa. La région extrêmement montagneuse, située entre cette frontière nord proposée et les lacs Van et Ourmia, ne se prête pas à une concentration de troupes ; les voies d'accès de cette région vers le territoire contesté ne comprennent que des routes ou des sentiers peu praticables pendant l'été et totalement impraticables en hiver. Une armée turque, ayant l'objectif d'envahir l'Irak, ne se concentrerait pas dans cette région aux communications difficiles, mais aurait nécessairement sa zone de concentration dans les régions de Diarbékir, Bitlis, Mardine, à proximité du chemin de fer dont la tête est actuellement à Nizebin.

Il y a lieu de faire remarquer, toutefois, que toute une bande montagneuse de 70 à 80 kilomètres de largeur, sépare la frontière nord proposée par le Gouvernement britannique de la plaine de Mossoul ; ce serait une erreur stratégique, pour le défenseur de cette plaine, de se porter dans cette région montagneuse, peu propice aux opérations par la nature même du sol et l'impossibilité d'assurer des liaisons latérales.

On peut donc admettre que la ligne conventionnelle de Bruxelles présente des avantages stratégiques à peu près identiques à la frontière du nord proposée par le Gouvernement britannique et que toutes les lignes tracées, suivant les crêtes de montagnes parallèles, telles qu'elles sont renseignées dans la partie géographique du rapport, peuvent aussi être considérées comme des frontières stratégiques acceptables ; leurs qualités diminuent toutefois à mesure qu'on s'avance vers le sud.

Pour ce qui concerne la frontière proposée par le Gouvernement turc, elle se divise en deux parties : une partie à l'ouest du Tigre, courant, à travers le désert, dans un pays où les ondulations du terrain sont à peine marquées ; une autre partie, située entre le Tigre et la frontière persane, dans un pays relativement habité, présentant des ressources locales.

Le désert, par lui-même, constitue évidemment une excellente frontière stratégique : les événements de la grande guerre le prouvent surabondamment. Quant à la partie à l'est du Tigre, sa valeur stratégique est médiocre : la grand'route de Zakho, Mossoul, Arbil, Kifri, Bagdad, qui la traverse du nord au sud, — déjà utilisée par les 10.000 de Xénophon et les armées d'Alexandre le Grand — sert, à toutes les époques, aux opérations militaires qui se déroulèrent dans le pays.

Les chaînes de montagnes, séparées les unes des autres par des vallées parfois assez étendues, particulièrement dans le sud du territoire contesté, sont toutes orientées du nord-ouest vers le sud-est ; les vallées sont arrosées par des rivières dont aucune ne constitue un obstacle sérieux. Il s'en suit que toutes les frontières tracées au sud de Mossoul, suivant les cours d'eau, donc normalement aux chaînes de montagnes, constitueraient des frontières stratégiques médiocres.



### OBSERVATIONS.

There is no doubt that the line proposed by the British Government is an excellent strategic frontier. Owing to the shape of the Syrian frontier, a strip of land scarcely twenty kilometres across is the only route which could be followed by an invading army from Anatolia to Iraq or vice-versa. The extremely mountainous area between this proposed northern frontier and Lakes Van and Urmia does not lend itself to the concentration of troops ; the approaches from this region to the disputed territory consist entirely of roads or tracks which are difficult in summer and totally impassable in winter. A Turkish army intending to invade Iraq would not concentrate in this region, where the communications are so difficult, but would necessarily find its concentration area in the regions of Diarbekr, Bitlis and Mardin, near the railway, which now has its terminus at Nisibin.

It should, however, be observed that there is a mountainous zone as much as 70 to 80 kilometres in width between the northern frontier proposed by the British Government and the plain of Mosul ; it would be a strategical error for anyone defending that plain to advance into this mountainous region, which is unsuitable for operations owing to the configuration of the ground and the impossibility of securing lateral communications.

We may therefore admit that the Brussels line offers almost the same strategical advantages as the northern frontier proposed by the British Government, and that all the lines drawn along the parallel mountain ridges, as described in the geographical section of the report, may also be regarded as acceptable strategic frontiers, though their value decreases towards the south.

As regards the frontier proposed by the Turkish Government, this falls into two sections — one section to the west of the Tigris, running through the desert in a region where the undulations of the ground are scarcely perceptible, and another section between the Tigris and the Persian frontier, in a fairly populous district offering local resources.

The desert in itself, of course, forms an excellent strategic frontier, as was abundantly proved during the Great War. As regards the section east of the Tigris, its strategic value is poor ; the main road from Zakho through Mosul, Arbil and Kifri to Baghdad, which crosses it from north to south, already used by Xenophon and his Ten Thousand and by the armies of Alexander the Great, has in every age been employed for military operations in this country.

The mountain ridges, separated from one another by valleys which are often very wide, particularly in the south of the disputed territory, run from north-west to south-east ; in these valleys are low rivers, none of which represents a serious obstacle. It is clear, therefore, that any frontier drawn to the south of Mosul following the watercourses, i.e., generally running up to the mountain ridges, would be a poor strategic frontier.

---

## CHAPITRE V

### ARGUMENTS POLITIQUES

#### I. LES TENDANCES DES POPULATIONS.

Le Gouvernement turc a insisté avec beaucoup d'énergie sur l'importance des désirs des populations du territoire contesté. L'argument qu'il a mis en première ligne est que ce territoire doit demeurer en sa possession en raison du désir des habitants. Il affirme que les Kurdes qui forment avec les Turcs la majorité de la population du territoire veulent vivre dans la Turquie comme ils l'ont fait pendant des siècles. Les Arabes, dont les désirs penchent aussi probablement vers la Turquie, ne constituent, même unis aux non-Musulmans, qu'une minorité. Il serait donc injuste de fonder sur leur présence dans le territoire la revendication de Mossoul pour l'Irak.

Le Gouvernement britannique a, de son côté, basé une grande partie de ses arguments politiques sur les vœux de la population tels qu'il les conçoit. Il assure que la masse compacte des Arabes désire profondément être rattachée à l'Etat arabe de l'Irak et que les Yézidis et les Juifs aussi ont le même désir, tandis que les Chrétiens « ont horreur à la pensée d'être livrés à Angora » (lord Curzon à Lausanne, le 23 janvier 1923). Quant aux Kurdes, le même Gouvernement affirme qu'ils ne désirent pas vivre avec les Turcs, ce que prouvent des révoltes réitérées, ainsi que les referenda de 1919 et 1921.

La Commission a, dans une partie précédente de son rapport, montré l'impossibilité de procéder à un plébiscite, comme le désire le Gouvernement turc. Elle a, cependant, tâché de se rendre compte, dans les mesures du possible, des tendances des populations intéressées. Elle a, dans ce but, interrogé un grand nombre de personnes, dont la plus grande partie fut choisie sur des listes présentées par les assesseurs britannique et turc. Dans les centres principaux des grandes régions du pays et, notamment, dans la ville de Mossoul, elle a cherché à recueillir les opinions des personnes ayant une instruction supérieure et une certaine influence, par exemple des notables ayant appartenu pendant les vingt dernières années aux conseils municipaux, des chefs religieux, des électeurs secondaires (les élections sous le régime turc se faisaient à deux degrés), des propriétaires soit d'immeubles, soit de villages, etc. Elle a aussi entendu un certain nombre de témoins qui lui furent proposés par quelques personnes importantes. Elle s'est entourée, afin de rassurer les témoins, de toutes les garanties pour que les opinions exprimées soient tenues secrètes. Le nombre total des personnes interrogées individuellement est d'environ huit cent.

Dès le commencement de ses travaux, la Commission s'est trouvée en présence de grandes difficultés provenant en partie de la répugnance de beaucoup de témoins à donner leur opinion, en partie du fait que beaucoup de déclarations étaient indubitablement influencées par des facteurs divers qui rendaient suspecte la sincérité des réponses.

Malgré les exhortations des membres de la Commission, qui s'efforçaient de rassurer les témoins en leur garantissant le secret de leur déposition, la peur de représailles était très grande et très répandue. Cette peur était surtout marquée vis-à-vis des autorités actuelles du pays. Il arriva plus d'une fois qu'un témoin, après s'être exprimé en secret et à voix basse en faveur de la Turquie, se prononçât à haute voix pour le Gouvernement de l'Irak, afin d'être entendu par les personnes qui attendaient en dehors. Sans doute l'hésitation de se prononcer provenait quelquefois aussi de la peur de représailles de la part des Turcs dans le cas où ceux-ci reviendraient dans le pays, mais nous avons constaté que cette crainte n'a conduit aucun témoin chrétien à cacher son opinion. Ces sentiments de peur allèrent s'atténuant progressivement. La Commission, parfois soupçonnée au début d'être un organe camouflé du gouvernement, ne tarda pas à gagner la confiance de la population, au point que, durant la dernière période de son enquête, peu de témoins se refusèrent à exprimer leur opinion.

Il est certain que, dans plusieurs cas, les intérêts personnels avaient une grande influence sur les déclarations. Les personnes qui se considéraient favorisées par les autorités se prononçaient pour l'Irak, tandis que celles qui avaient aspiré vainement à des emplois publics ou à d'autres faveurs penchaient du côté turc. Des rivalités entre chefs de tribus influençaient aussi les attitudes. Il est arrivé que des témoins demandaient à un membre de la Commission comment une certaine personne nommée s'était exprimée afin de pouvoir donner leur voix au parti opposé.

Dans certains districts, il était évident que les qualités personnelles des fonctionnaires ou aussi certaines méthodes d'administration (par exemple la nomination de fonctionnaires de nationalité arabe ou kurde, dans des districts kurdes) décidaient des sympathies vis-à-vis de l'Irak et de la Puissance mandataire.

La structure sociale du pays avait une influence remarquable sur l'attitude de beaucoup des membres de tribus et des paysans. Souvent ils se bornaient à nous renvoyer à leurs chefs de tribu ou au propriétaire de leur village. C'est la raison pour laquelle nous avons dû surtout nous adresser à eux ; ils représentaient un nombre considérable de personnes, mais on ne pouvait pas toujours être sûr que les désirs des membres de la tribu des paysans fussent rendus fidèlement par le vote du chef ou du propriétaire.

## CHAPTER V.

### POLITICAL ARGUMENTS.

#### I. — VIEWS OF THE POPULATION.

The Turkish Government has laid great stress upon the importance of the wishes of the population of the disputed territory. The argument to which it has attached most weight is that the territory must remain in its possession because that is the wish of the inhabitants. It asserts that the Kurds, who, with the Turks, form the majority of the population of the territory, are anxious to live in Turkey, as they have done for centuries. The Arabs also probably lean towards Turkey; in any case, even taken together with the non-Moslems, they constitute only a minority, and it would therefore be unjust to claim Mosul for Iraq on the ground of their presence in the territory.

The British Government also bases its political arguments very largely on the views of the people, as it conceives them. It asserts that the Arabs as a body are extremely anxious to be included in the Arab State of Iraq, and that the Yezidi and Jews share this desire, while the Christians "are terrified at the idea of being handed over to Angora" (Lord Curzon at Lausanne, January 23rd, 1923). As to the Kurds, the British Government asserts that they do not wish to live with the Turks, as is proved by their repeated revolts and by the referenda held in 1919 and 1921.

In an earlier section of this report the Commission has demonstrated the impossibility of holding a plebiscite, as the Turkish Government desires. It has, however, endeavoured as far as possible to ascertain the views of the peoples concerned. With this object it questioned a large number of persons, most of whom were selected from lists submitted by the British and Turkish assessors. In the principal centres of the larger districts of the country, and notably in the town of Mosul, it endeavoured to ascertain the opinions of persons of some education and influence, such as notables who had been members of the municipal councils during the last twenty years, religious heads, secondary electors (under Turkish rule the elections were conducted on the indirect system), owners of houses and villages, etc. It also interviewed a number of witnesses whose names were submitted by influential persons. In order to reassure these witnesses the Commission took every precaution to guarantee the secrecy of the opinions expressed. The total number of persons questioned individually was about eight hundred.

At the beginning of its work the Commission found itself confronted by serious difficulties, due partly to the repugnance of many witnesses to express their views, and partly to the fact that many declarations were certainly influenced by various factors which gave rise to some doubt as to the genuineness of the replies.

Notwithstanding the exhortations of the members of the Commission, who attempted to reassure the witnesses by promising that their depositions would be kept secret, the fear of reprisals was very great and very widespread. Fear of reprisals on the part of the existing authorities in the country was particularly marked. More than once a witness, after speaking in private and in a whisper in favour of Turkey, loudly declared himself in favour of the Iraq Government in order that he might be overheard by those who were waiting outside. Doubtless also, in some cases, this hesitation to give an opinion was due to fear of reprisals on the part of the Turks if they should return to the country, but we found that this fear did not prevent any Christian witness from expressing his views. This attitude gradually became less pronounced. The Commission, which had sometimes been suspected at first of being a disguised Government body, soon gained the confidence of the population, so that during the latter part of the enquiry few witnesses refused to state their opinions.

There is no doubt that in several cases personal interests had a great influence on the statements made. Persons who regarded themselves as being favoured by the authorities supported Iraq, while those who had vainly endeavoured to obtain public offices or other favours displayed Turkish leanings. Opinions were also influenced by the rivalries of tribal chiefs. In some cases witnesses asked a member of the Commission what a certain person (named) had said, so that they could vote for the opposite side.

In certain districts it was clear that the personal qualities of the officials or certain administrative methods (such as the appointment of Arab or Kurdish officials in Kurdish districts) decided the people in favour of Iraq and the mandatory Power.

The social structure of the country had a remarkable influence on the attitude of many tribesmen and peasants. In a large number of cases they simply referred us to their tribal chiefs or to the owner of the village. For this reason we were obliged for the most part to apply to these persons because they represented a considerable number of people, but we could not always be sure that the wishes of the tribesmen or peasants were faithfully interpreted by their chief or landlord.

Plusieurs témoins se montraient incapables de juger la question dont ils n'avaient pas entendu parler ; une personne interrogée nous dit vouloir se prononcer de la même façon que deux autres personnes désignées par elle. Or, ces deux personnes avaient donné des déclarations contraires. Dans d'autres cas, l'influence de la propagande exercée par certaines autorités était trop apparente pour qu'on puisse attacher de l'importance à la déclaration. Il est même arrivé que des membres de députations venus pour exprimer leur ferme volonté d'appartenir à l'Irak, se déclarèrent en secret être partisans convaincus des Turcs. C'est pourquoi nous avons décidé de ne pas attacher d'importance aux députations ou aux pétitions.

Quelques témoins, consultés deux fois, donnèrent à la seconde entrevue un avis contraire à celui exprimé le jour précédent. Dans de nombreux cas les paysans disaient vouloir appartenir au même Etat que le chef-lieu du liva.

Il était enfin difficile de juger l'importance des différents témoins et d'apprécier le poids de leurs déclarations.

Nous demandions en général aux témoins de nous exposer les motifs de leur désir. Ces motifs furent souvent caractéristiques et donnèrent certaines indications sur le niveau intellectuel du témoin et la sincérité de son opinion.

Beaucoup de personnes indiquaient pour motif l'ordre et la sécurité plus grands actuellement que sous le régime turc, ainsi que les progrès de l'enseignement. Ils ajoutaient souvent que les meilleures conditions du temps présent étaient dues aux autorités britanniques.

Deux ou trois témoins motivaient leur attachement à l'Irak par l'abolition du service militaire obligatoire. D'autres se disaient partisans de l'Irak parce que le gouvernement de ce pays devait être le plus fort, ayant pu s'installer dans le pays, et qu'il était avantageux d'appartenir à un Etat fort.

Nous avons pu comprendre que quelques chefs de tribus des régions éloignées déclaraient préférer le Gouvernement turc parce que, sous sa domination, ils avaient joui naguère d'une plus large indépendance.

Les motifs économiques étaient fréquemment invoqués et généralement par des personnes ayant une certaine instruction. Ils étaient pour la plupart en faveur de l'Irak et basés sur l'importance des relations commerciales avec Bagdad. Il faut ajouter cependant que la sincérité des arguments économiques n'étaient pas toujours d'une valeur morale incontestable. On connaissait assez bien dans la région les arguments économiques mis en avant par le Gouvernement britannique et on les répétait quelquefois pour donner du poids au témoignage. Il est même arrivé qu'un chef refusât de répondre à une question purement économique — il s'agissait des directions d'exportation de brebis — en prétextant le caractère politique de la question.

Chez les Turcs et chez beaucoup de Kurdes et d'Arabes, le sentiment national, ou plutôt une conscience nationale naissante, motivait les préférences qui étaient dans ces cas sincères, sinon toujours très réfléchies.

Il faut enfin ajouter que dans quelques cas isolés, la peur du Gouvernement fut le seul motif invoqué. On a pu, en effet, constater que les paysans d'un district dont les représentants s'étaient prononcés à l'unanimité pour l'Irak, faisaient preuve d'une grande joie en rencontrant par hasard l'assesseur turc de la Commission.

\* \* \*

Examinons, à présent, le résultat des enquêtes dans les différents livas. Nous tâcherons de donner, ensuite, notre impression quant aux conclusions générales à tirer des déclarations.

Le liva de *Souleimanié* était celui où les opinions furent le plus clairement exprimées. La structure ethnique du liva est, selon les derniers recensements et en chiffres ronds, comme suit :

Arabes . . . . .	75
Kurdes . . . . .	189.900
Juifs . . . . .	1.550
	<hr/>
	191.525

Les personnes entendues dans ce liva se sont prononcées presque à l'unanimité pour le Gouvernement de l'Irak. Les opinions n'étaient partagées que dans le kaza de Chemchemal, situé sur la limite du liva voisin de Kerkouk, dont il dépendait d'ailleurs encore du point de vue administratif.

Les désirs furent, selon la conviction sincère de la Commission, exprimés librement. Ils ne témoignaient, cependant, pas d'un attachement spécial au Gouvernement arabe. On rejetait la communauté avec la Turquie et l'on demandait une union économique dans le cadre de l'Irak. On exprimait très vivement le désir d'une autonomie locale autorisant l'usage de la langue kurde dans l'enseignement, l'administration et les tribunaux. On insistait également sur la nécessité de conserver l'assistance, pendant un temps assez long, de conseillers britanniques, et on ne voulait aucunement prendre en considération l'éventualité d'un gouvernement sans appui européen.

On se trouvait, dans cette province, en présence d'un sentiment national kurde, jeune et cependant raisonnable, car tout en présentant l'indépendance complète comme but suprême, il reconnaissait les avantages d'une tutelle intelligente et éclairée. Il est certain que la capacité et le bon jugement des administrateurs britanniques de cette province ont eu une grande influence sur l'état d'esprit des habitants.

Several witnesses appeared incapable of judging the question, of which, indeed, they had never heard ; one person whom we asked said he wished to vote in the same way as two other persons whom he mentioned, though in point of fact these two persons had expressed opposite views. In other cases the influence of the propaganda carried on by certain authorities was so obvious that no importance could be attached to the declarations. On certain occasions, indeed, members of deputations who came to express their strong desire for inclusion in Iraq stated privately that they were convinced pro-Turks. We consequently decided to attach no importance to deputations or petitions.

Certain witnesses who were consulted twice reversed at the second interview the opinion they had given on the previous day. In many cases the peasants said that they wished to be included in the same State as the capital of the liwa.

In short, it was difficult to estimate the importance of the various witnesses and the value of their statements.

As a general rule we asked the witnesses to give the reasons for their declarations. These reasons were often characteristic and gave some idea of the intellectual level of the witness and the genuineness of his opinion.

Many witnesses gave as a reason the fact that order and safety were now greater than under Turkish rule and that education had improved. They frequently added that the present better conditions were due to the British authorities.

Two or three witnesses gave as the reason of their support of Iraq the abolition of compulsory military service. Others favoured Iraq on the ground that the Iraq Government must be the stronger because it had succeeded in occupying the country and that it was a good thing to belong to a strong State.

We readily understood that certain tribal chiefs in the remote districts preferred the Turkish Government, because under Turkish rule they had enjoyed a larger measure of independence.

Economic arguments were frequently adduced — usually by persons of some education. For the most part these arguments were in favour of Iraq, being based on the importance of trade relations with Baghdad. It must, however, be added that the sincerity of this class of argument was not always above suspicion. The economic arguments put forward by the British Government were fairly well known in the district and were sometimes advanced to give weight to the witness's statement. In one case a chief refused to answer a purely economic question — as to the routes by which sheep were exported — on the ground that the question was a political one.

The Turks and many of the Kurds and Arabs were influenced by national sentiment — or, rather, by a growing national consciousness ; their preferences were sincere enough, though not always the outcome of mature reflection.

Lastly we must add that in a few isolated cases the only reason advanced was fear of the Government. We observed that the peasants of one district, whose representatives had unanimously expressed themselves in favour of Iraq, displayed the greatest joy at a chance meeting with the Turkish assessor to the Commission.

\* \* \*

Let us now consider the results of the enquiries in the different liwas. We will then endeavour to suggest what general conclusions should be drawn from the declarations.

It was in the Liwa of *Sulaimaniya* that the most definite views were expressed. The racial composition of the liwa, according to the last census, is as follows, in round figures :

Arabs . . . . .	75
Kurds . . . . .	189,900
Jews . . . . .	1,550
	<hr/>
	191,525

With very few exceptions the persons we interviewed in this liwa pronounced in favour of the Iraq Government. Opinions were divided only in the Qaza of Chemchemical, which borders on the neighbouring Liwa of Kirkuk and also depends upon it administratively.

The Commission is genuinely convinced that the wishes of the people were freely expressed. Nevertheless they did not evince any special attachment to the Arab Government. Union with Turkey was rejected, and a desire was expressed for economic union within Iraq. There was a strong movement for local autonomy, allowing of the use of the Kurdish language in education, administration and the courts of law. Stress was also laid on the necessity of retaining the assistance of British advisers for a considerable period, and the possibility of a Government without European support was entirely dismissed.

In this province we found a Kurdish national feeling which, though yet young, was reasonable enough ; for, though the people stated that their supreme desire was for complete independence, they recognised the advantages of an enlightened and intelligent trusteeship. There is no doubt that the ability and good judgment of the British administrators of this province had a large influence on the state of mind of the people.

Dans le liva de *Kerkouk*, les opinions sont moins unanimes et aussi beaucoup moins faciles à analyser. Le liva a la composition ethnique suivante :

Arabes . . . . .	35.650
Kurdes . . . . .	47.500
Turcs . . . . .	26.100
Chrétiens . . . . .	2.400
	<hr/>
	111.650

Tous les Chrétiens se sont prononcés, comme ils l'ont fait d'ailleurs dans les autres régions, en faveur de l'Irak (avec certains désirs dont nous parlerons tout à l'heure) ; les Turcs, habitant pour la plupart le chef-lieu de la province ainsi que les localités voisines de la route d'Altyn Keopru à Kifri, se sont, dans leur majorité, déclarés favorables à la Turquie, mais une minorité a préféré l'Irak en invoquant des motifs économiques.

Chez les témoins arabes et kurdes, les opinions divergeaient. On pourrait supposer que la majorité des habitants arabes devait désirer le rattachement à l'Irak, mais un nombre considérable de leurs déclarations furent cependant favorables à la Turquie. Si l'on se bornait à compter les déclarations kurdes, sans les analyser, on trouverait une forte majorité pro-turque. Mais les déclarations des grands chefs kurdes laissent plutôt supposer des sympathies pour l'Irak. Il est à noter, toutefois, que plusieurs de ces chefs ont déclaré qu'ils reçoivent actuellement un traitement du Gouvernement de l'Irak pour assurer la sécurité des routes.

Les votes semblent avoir été, en général, donnés librement et sans qu'une influence notable de la part des autorités se soit fait sentir.

Le liva d'*Arbil* contient en chiffres ronds :

Arabes . . . . .	11.700
Kurdes . . . . .	170.650
Turcs . . . . .	2.780
Chrétiens . . . . .	3.900
Juifs . . . . .	2.750
	<hr/>
	191.780

Dans ce liva, la plus grande partie du kaza de Koi-Sandjak a, au point de vue des tendances politiques, une place à part. Elle est, dans sa majorité, animée des mêmes désirs que Souleimanié et elle contient quelques chefs de haute culture. Ce kaza compte environ 60.000 habitants, dont la très grande majorité est kurde.

Dans le kaza central d'Arbil, les habitants du chef-lieu et les habitants de race turque, en général, étaient pour la Turquie et les mêmes sentiments furent exprimés par un nombre considérable de Kurdes et d'Arabes. Toutefois, quelques chefs de tribus kurdes ne voulaient entendre parler que d'un Etat libre kurde, placé sous une protection européenne, de préférence britannique. Il y avait aussi des Kurdes qui désiraient être rattachés à l'Irak ; ils étaient dans ce cas pour un mandat britannique prolongé. Si cette condition ne pouvait pas être admise, ils préféreraient un gouvernement turc à un gouvernement arabe. L'ensemble des opinions exprimées dans ce kaza indique une majorité pro-turque.

Le kaza de Revandouz, situé près de la frontière turque, a une population plus arriérée que les autres. La majorité des témoins s'est prononcée pour l'Irak, mais il est extrêmement difficile de juger de leur capacité de saisir le problème. La situation géographique de ce kaza lui fera d'ailleurs suivre le sort réservé au kaza central.

Les Juifs et la majorité des Chrétiens de tout le liva sont favorables au Gouvernement de l'Irak avec mandat.

Le liva de *Mossoul* a une composition ethnique plus hétérogène que les autres. Il comprend :

Arabes . . . . .	119.500	dont 74.000 dans la ville
Kurdes . . . . .	88.000	
Turcs . . . . .	9.750	
Chrétiens . . . . .	55.000	dont 19.250 dans la ville
Yézidis . . . . .	26.200	
Juifs . . . . .	7.550	dont 4.000 dans la ville
	<hr/>	
	306.000	dont 96.250 dans la ville.

La majorité des témoins arabes s'est déclarée pour l'Irak. Les membres du parti de l'indépendance, très puissant dans la ville de Mossoul, ont affirmé avec beaucoup d'énergie leur volonté de voir le mandat et le traité anglo-irakien cesser aussi vite que possible. Certains d'entre eux ont ajouté qu'ils préfèrent la Turquie à un Etat arabe placé sous un mandat ou subissant l'assistance de conseillers administratifs étrangers. Le nombre des témoins arabes pro-turcs dans la ville est assez considérable : 53 sur une totalité de 188 dont 102 se sont prononcés pour l'Irak sans conditions, 22 pour l'Irak avec certaines conditions, 8 étaient indécis et 3 se déclaraient seulement pour un gouvernement musulman. Si l'on considère l'importance sociale des témoins, on arrive cependant au résultat qu'une grande majorité des électeurs secondaires et des personnes ayant appartenu dans les vingt dernières années au Conseil municipal, ainsi que des chefs religieux musulmans, se sont déclarés pour un gouvernement arabe. Les personnes appartenant aux classes pauvres se prononcèrent, au contraire, souvent pour la Turquie. Les sentiments xénophobes et anti-anglais sont fortement représentés parmi les Arabes.

In the Liwa of *Kirkuk* opinions were less unanimous and also much more difficult to analyse. The racial composition of the liwa is as follows :

Arabs . . . . .	35,650
Kurds . . . . .	47,500
Turks . . . . .	26,100
Christians . . . . .	2,400
	111,650

As in other districts, all the Christians pronounced in favour of Iraq (with certain conditions to which we shall refer later) ; the Turks, the majority of whom live in the capital of the province and in the places near the road from Altun Keupri to Kifri, mostly declared themselves favourable to Turkey, though a minority preferred Iraq on economic grounds.

Among the Arab and Kurdish witnesses opinions were divided. It might be expected that most of the Arabs would prefer to join Iraq, but as a matter of fact a large number of their statements were in favour of Turkey. If we merely counted the Kurdish declarations without analysing them, we should find a strong pro-Turkish majority. On the other hand, the declarations of the great Kurdish chiefs suggest that they are more in sympathy with Iraq. It should be noted, however, that several of these chiefs stated that they were now receiving grants from the Iraq Government for policing the roads.

As a general rule votes seem to have been given freely, and apparently the influence of the authorities was not felt to any great extent.

The Liwa of *Arbil* contains in round figures :

Arabs . . . . .	11,700
Kurds . . . . .	170,650
Turks . . . . .	2,780
Christians . . . . .	3,900
Jews . . . . .	2,750
	191,780

In this liwa the political views of the greater part of the Qaza of Koi Sanjak are distinctive. Most of its people have the same aspirations as those of Sulaimaniya, and it contains several well-educated chiefs. This qaza has about 60,000 inhabitants, the vast majority of whom are Kurds.

In the central Qaza of Arbil, the people of the chief town and, generally speaking, all the inhabitants of Turkish origin, were in favour of Turkey — a view which was shared by a considerable number of Kurds and Arabs. Certain chiefs of Kurdish tribes, however, would hear of nothing but a Kurdish Free State under European — preferably British — protection. There were also some Kurds who wished to be attached to Iraq and, in that case, were in favour of a prolongation of the British mandate. If this condition could not be fulfilled they would prefer a Turkish to an Arab Government. Taken as a whole, the opinions given in this vaza show a pro-Turkish majority.

The Vaza of Rowanduz, close to the Turkish frontier, has a more backward population than the others. Most of the witnesses were in favour of Iraq, but it is very difficult to estimate how far they are capable of understanding the question. In any case, owing to its geographical situation, this vaza will have to share the fate of the central vaza.

The Jews and the majority of the Christians throughout the liwa are in favour of the Iraq Government under mandate.

The racial composition of the Liwa of *Mosul* is more mixed. It is as follows :

Arabs . . . . .	119,500	(74,000 in the city)
Kurds . . . . .	88,000	
Turks . . . . .	9,750	
Christians . . . . .	55,000	(19,250 in the city)
Yezidi . . . . .	26,200	
Jews . . . . .	7,550	(4,000 in the city)
Total . . . . .	306,000	(96,250 in the city)

The majority of the Arab witnesses declared themselves in favour of Iraq. The members of the independance party, which is very strong in the City of Mosul, vehemently urged that the mandate and the Anglo-Iraq Treaty must come to an end as soon as possible. Some of them added that they preferred Turkey to an Arab State placed under mandate or assisted by foreign administrative advisers. The number of pro-Turkish Arab witnesses in the city was considerable — 53 out of a total of 188 ; 102 voted unconditionally for Iraq, 22 for Iraq on certain conditions, 8 were undecided, and 3 merely said that they wanted a Moslem government. Taking into account the social position of the witnesses, however, we find that a large majority of the secondary electors and persons who have been members of the City Council during the last twenty years, and also of the Moslem religious heads, were in favour of an Arab Government. On the other hand, the members of the poorer classes were often in favour of Turkey. Anti-alien and anti-British sentiments played a large part among the Arabs.

Les sentiments des Kurdes du liva étaient, surtout au commencement, presque impossibles à découvrir à cause de la peur des témoins qui étaient intimidés par une propagande énergique, menée par les nationalistes extrémistes arabes de Mossoul. Cette propagande, qui prenait parfois des formes menaçantes, ne fut que trop encouragée par les chefs de l'administration.

Le sentiment national kurde est beaucoup moins développé que dans le sud du territoire. Dans les régions nord-est du liva il n'existe même pas. Une majorité considérable en faveur des Turcs est certaine dans quelques nahiés ; dans d'autres il serait vain d'essayer de tirer des conclusions, tandis qu'il y a aussi des districts kurdes favorables à l'Irak.

Les Turcs des environs immédiats de Mossoul avaient des sympathies pour la Turquie, mais étaient aussi intimidés que les Kurdes. Par contre, les habitants de la ville de Tel Afar firent, malgré la présence d'une forte garnison, une grande démonstration pro-turque.

Chez les Yézidis, les tendances vont plutôt vers l'Irak, mais sous mandat européen. Des personnes influentes ont déclaré préférer un gouvernement turc à un gouvernement arabe sans mandat. Dans quelques localités, on trouve des Yézidis pro-turcs.

Les Chrétiens et les Juifs sont tous partisans d'un gouvernement arabe. Leurs chefs considèrent cependant indispensable le maintien d'un mandat européen ; si ce contrôle devait prendre fin ils pensent qu'un gouvernement turc présenterait un moindre mal et devrait être préféré à un gouvernement arabe tout à fait indépendant. Cette opinion paraît être assez générale parmi les chefs chrétiens de tout le territoire.

Deux parties du territoire contesté n'ont pu être consultées au sujet de leurs préférences politiques, savoir, les nahiés du liva de Souleimanié où il n'y a pas d'administration, à cause du mouvement du cheik Mahmoud, et le territoire compris entre la ligne conventionnelle de Bruxelles et l'extrême frontière réclamée par le Gouvernement britannique. Ce dernier territoire, très montagneux, était inaccessible pendant la saison de l'année où la Commission a travaillé sur les lieux.

La première de ces régions n'a pas une très grande importance ; même si elle était, dans sa totalité, pro-turque, ce qui est très incertain, elle ne pourrait changer l'impression générale en ce qui concerne les tendances politiques du liva de Souleimanié.

La seconde région est presque inhabitée depuis que la masse des Assyriens-Nestoriens qui formaient la fraction principale de la population a dû quitter ses habitats. Les Assyriens désirent être indépendants, comme ils l'étaient de fait avant la guerre. Ils demandent à être placés sous une protection ou un mandat européen, de préférence britannique. Si leurs vœux ne peuvent pas être entièrement réalisés, ils consentiraient à payer tribut à un Etat souverain, à condition de pouvoir jouir d'une large autonomie locale. Ils ne veulent cependant pas retourner sous la domination turque.

\* \* \*

Le résultat de l'enquête montre d'abord qu'il n'existe pas dans le territoire contesté de sentiment national pour l'Irak, sauf chez une partie des Arabes ayant une certaine instruction ; chez eux, il est d'ailleurs plutôt un sentiment arabe avec des traits chauvins et souvent xénophobes. Chez les Kurdes, on remarque une conscience nationale naissante qui est nettement kurde et pas irakienne ; elle est plus développée dans le sud et diminue vers le nord pour disparaître dans les régions de la plaine de Mossoul et des montagnes d'Akra. Cette conscience nationale est assez développée aussi chez les Turcs du vilayet.

Le défaut de sentiment national irakien explique le grand nombre de déclarations conditionnelles que nous avons mentionnées. Les Arabes les plus nationalistes disent préférer la Turquie à un Irak placé sous tutelle. Un grand nombre de chefs chrétiens déclarent au contraire qu'ils auraient moins de défiance envers un gouvernement turc qu'envers un gouvernement de l'Irak sans contrôle européen. Chez des Yézidis, on trouve les mêmes opinions. Les Kurdes de Souleimanié exigent une autonomie locale assez large avec l'assistance des conseillers britanniques. Les déclarations pour l'Irak furent, en somme, chez la majorité des témoins, inspirées des considérations d'intérêts particuliers ou de collectivités plutôt que par un patriotisme commun.

Si l'on peut ainsi constater que les sentiments pour l'Irak sont plutôt tièdes, il est cependant certain que les affirmations du Gouvernement turc selon lesquelles la majorité incontestable des populations du vilayet de Mossoul désiraient leur retour à la Turquie ne sont pas exactes. Les Kurdes sont divisés dans leurs opinions ; le groupe de Souleimanié et des régions y avoisinantes qui réclame une autonomie dans le cadre de l'Etat de l'Irak, contient presque la moitié de tous les Kurdes du vilayet. On trouve même chez les Turcs des partisans de Bagdad. La nationalité et la langue ne sont donc pas toujours, contrairement à une allégation du Gouvernement britannique, une preuve certaine des tendances. Beaucoup d'Arabes, surtout des classes modestes, sont turcophiles et donnent à leurs sentiments des expressions parfois touchantes.

Autre constatation : exception faite du liva de Souleimanié, on ne trouve guère une région contenant plusieurs nahiés limitrophes, où l'on peut distinguer une opinion plus ou moins unanime pour l'une des deux parties.

Ces conclusions finales, si vagues qu'elles soient, ne peuvent donc que constater la faiblesse de la thèse turque, pour autant que l'on considère l'ensemble du vilayet, sans pouvoir affirmer la supériorité de la thèse britannique en ce qui concerne les districts et les races.



It was almost impossible, especially at the beginning, to discover the views of the Kurds in the liwa, because the witnesses had been intimidated by a strong propaganda campaign carried on by the extremist Arab nationalists of Mosul. This propaganda, which sometimes threatened to lead to serious consequences, was unfortunately often encouraged by the administrative authorities.

Here Kurdish national feeling is much less developed than in the south of the territory. Indeed, in the north-eastern part of the liwa it is non-existent. There is certainly a considerable majority in favour of the Turks in some nahias ; in others it would be useless to attempt to draw conclusions, while there are yet other Kurdish districts which are favourable to Iraq. The Turks in the immediate neighbourhood of Mosul had pro-Turkish sympathies but were no less intimidated than the Kurds. On the other hand, notwithstanding the presence of a strong garrison, the people of the town of Tel Afar held a large pro-Turkish demonstration.

The Yezidi are mainly in favour of Iraq provided it is under a European mandate. Certain influential persons said that they preferred a Turkish government to an Arab government with no mandate. In some places there are pro-Turkish Yezidi.

The Christians and Jews are all in favour of an Arab government. Their chiefs, however, consider it essential that a European mandate should be maintained ; if this form of control should come to an end they think that a Turkish government would be preferable, as the lesser evil, to an entirely independent Arab government. This view seems fairly general among the Christian chiefs throughout the territory.

There are two portions of the disputed area which we were unable to consult as to their political preferences. These are the nahias of the Liwa of Sulaimaniya, where there is no administration owing to Sheik Mahmud's movement, and the area between the Brussels line and the furthest frontier claimed by the British Government. This latter area, being very mountainous, was inaccessible at the time of year when the Commission was on the spot.

The first-named region is of no great importance ; even if it were entirely pro-Turkish — which is very doubtful — it could not affect the general impression as to the political tendencies of the Liwa of Sulaimaniya.

The second region has been almost deserted since the majority of the Nestorian Assyrians, who formed most of the population, were obliged to leave their homes. The Assyrians are anxious to be independent, as they were in practice before the war. They ask to be placed under European — preferably British — protection or mandate. If their wishes cannot be wholly realised, they would be prepared to pay tribute to a sovereign State provided that they could have a wide measure of local autonomy. They are opposed, however, to being again subjected to Turkish rule.

\* \* \*

The first result of the enquiry is to show that there is no national Iraqi feeling in the disputed territory, except among a section of the Arabs who have some degree of education ; and in their case it is rather an Arab feeling, with chauvinistic and often anti-alien tendencies. Among the Kurds we find a growing national consciousness, which is definitely Kurdish and not for Iraq ; it is more strongly developed in the south and decreases as one goes northward, to die out entirely in the plain of Mosul and the mountains of Aqra. This national consciousness is also fairly strong among the Turks in the vilayet.

The absence of any Iraq national feeling explains the large number of conditional preferences which we have already mentioned. The most strongly nationalist Arabs say that they would prefer Turkey to an Iraq under foreign control. On the other hand, a large number of Christian chiefs say that they would feel less suspicious of a Turkish government than of an Iraq government without European control. The same views are to be found among the Yezidi. The Kurds of Sulaimaniya ask for a wide measure of local autonomy with the assistance of British advisers. Taken as a whole, the opinions expressed in favour of Iraq were in most cases based on considerations of private or community interest rather than on common patriotism.

Though it is fair to say that pro-Iraq sentiments are somewhat tepid, there can at the same time be no doubt that the Turkish Government's assertions, to the effect that the majority of the people of the Vilayet of Mosul are indisputably anxious to return to Turkey, are incorrect. Opinion among the Kurds is divided ; the group in Sulaimaniya and the neighbouring districts which asks for autonomy within the Iraq State includes almost half the total Kurdish population of the vilayet. Even among the Turks we find partisans of Baghdad. Thus, notwithstanding an assertion made by the British Government, nationality and language are not always reliable evidence of political views. Many Arabs, particularly those of the poorer classes, are pro-Turkish, and sometimes give touching expression to their sympathies.

Another point is that, with the exception of the Liwa of Sulaimaniya, there is scarcely a single district containing several contiguous nahias where anything approaching unanimity in favour of one of the two parties can be observed.

These final conclusions, vague as they are, clearly demonstrate the weakness of the Turkish argument as applied to the vilayet as a whole, though if districts and races are taken separately they do not wholly justify the British view.

## II. LE PROBLÈME ASSYRIEN

### A. RÉSUMÉ DES ARGUMENTS.

La question du rapatriement des Assyriens-Nestoriens dans leurs anciens habitats, situés au nord de la limite du vilayet de Mossoul, n'a pas été mise en discussion à la Conférence de Lausanne. Lord Curzon remarqua seulement, dans un mémorandum « on Mosul » remis à Ismet pacha, le 14 décembre 1922, que les Nestoriens, chassés des régions du Julamerk et de la frontière persane pendant la guerre par les troupes turques et qui périrent en grand nombre au cours de leur fuite en Irak, où ils se sont établis, combattraient jusqu'à la mort plutôt que de permettre que leur nouveaux habitats soient livrés à un peuple qui constitue pour eux un symbole d'oppression. Ismet pacha, de son côté, répondit que les Nestoriens, lors de l'invasion du vilayet de Van par les armées de la Russie tsariste, avaient agi si traîtreusement et si cruellement envers leurs compatriotes musulmans, auprès desquels ils vivaient en toute tranquillité depuis des siècles, qu'ils ont cru devoir partir avec les Russes lors de la retraite de ceux-ci (Mémorandum d'Ismet pacha à lord Curzon, le 23 décembre 1922, et procès-verbaux, Tome I, page 282).

C'est à la Conférence de Constantinople, en mai 1924, que la question fut posée par le Gouvernement britannique comme un motif pour étendre les limites de l'Irak.

En effet, le Gouvernement britannique avait, au commencement d'avril 1924, communiqué au Gouvernement de l'Irak son intention d'exiger la cession à l'Irak d'une partie du territoire des Assyriens. Tout en expliquant les avantages pour l'Irak d'avoir sur sa frontière septentrionale un peuple guerrier lié à l'État arabe par des liens d'amitié et de reconnaissance, le Gouvernement britannique demanda si le Gouvernement de Bagdad serait disposé à garantir aux Assyriens non encore établis l'acquisition, dans des conditions favorables, de terres abandonnées dans les districts du nord. Le Gouvernement britannique demanda aussi s'il serait disposé à accorder à tous les Assyriens la même autonomie locale dont ils jouissaient sous le régime turc avant la guerre.

La réponse du Gouvernement de l'Irak, donnée le 30 avril, fut affirmative.

La nouvelle proposition britannique fut exposée à la Conférence de Constantinople, le 19 mai 1924, par sir Percy Cox, qui s'exprima en ces termes :

« D'ailleurs, depuis l'interruption des négociations de Lausanne, un problème dont l'importance a beaucoup grandi aux yeux du Gouvernement de Sa Majesté, c'est l'avenir des Assyriens, autres que ceux d'origine persane, dont le Gouvernement de Sa Majesté se sent dans l'obligation la plus impérieuse d'assurer l'établissement, conformément aux prétentions et aspirations raisonnables de leur race. Ils ont fait un vif appel, que le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait regarder avec indifférence, pour qu'ils soient établis dans leurs anciennes habitations en protectorat britannique. Nonobstant l'intérêt qu'un règlement pareil de leur avenir présenterait pour la chrétienté en général, le Gouvernement de Sa Majesté ne peut, pour différentes raisons, envisager un accroissement si grave de ses responsabilités. Sans être à même de donner pleine satisfaction à leurs aspirations, le Gouvernement de Sa Majesté s'est décidé à faire ce qu'il pourra pour obtenir, à la suite de ces négociations, un tracé qui posséderait les qualités reconnues d'une bonne frontière conventionnelle et rendra en même temps possible l'établissement des Assyriens sous forme d'une seule communauté compacte dans les limites du territoire pour lequel Sa Majesté britannique tient un mandat sous l'autorité de la Société des Nations, sinon, toujours dans les habitations de leurs aïeux, tout au moins dans des régions contiguës et convenables. Cette politique d'établissement des Assyriens jouit de la pleine sympathie et de l'appui du Gouvernement de l'Irak, qui est disposé, pour sa part, à prêter sa coopération pour y donner suite.

« C'est pour ces raisons que j'ai reçu l'ordre de réclamer la frontière indiquée sur la carte, que je pose maintenant devant vous. »

Dans la continuation de son discours, sir Percy Cox disait penser que le Gouvernement turc acquiescerait aux désirs du Gouvernement britannique, vu que l'administration et le contrôle de cette région peu hospitalière, et des communautés qui l'habitent, ont été, par le passé, un embarras incessant pour les Gouvernements turcs et une source féconde de froissements avec les Puissances occidentales. Il observait, ensuite, que la proposition ne présentait pas la réclamation maximum qu'on pourrait mettre en avant au nom des minorités chrétiennes. La ligne était plutôt mise en avant par le vif désir de donner satisfaction, dans la mesure du possible, aux vues du Gouvernement turc. Au cas où l'on ne réussirait pas à venir à un arrangement sur les lignes de la proposition qu'il venait de soumettre au Gouvernement turc, le Gouvernement britannique se réservait toute liberté d'action en ce qui concernait la frontière à réclamer devant la Société des Nations.

Fethi Bey donna, dans la déclaration qu'il fit à la séance du 21 mai, la réponse suivante au sujet de la question assyrienne :

« Votre Excellence, qui a manifesté le désir de reprendre les négociations au point laissé par lord Curzon à Lausanne, abandonne ce point de vue pour poser un nouveau problème : je veux parler de l'avenir des Assyriens. En effet, pour assurer cet avenir, vous demandez l'annexion au protectorat anglais de certains territoires se trouvant aujourd'hui sous le drapeau de la République Turque. Si je vous disais que cette demande n'a pas causé mon étonnement je m'éloignerais de la vérité.

« La présidence de la délégation britannique à Lausanne soutenait la thèse que le Gouvernement de Sa Majesté désirait l'octroi d'une autonomie aux Kurdes. Votre Excellence met en avant les revendications des Assyriens. Cependant Votre Excellence me permettrait-elle de lui faire remarquer qu'en invoquant ces revendications, elle n'a point observé que les Assyriens forment une infime minorité dans le vilayet de Mossoul et qu'en défendant les intérêts de cette minorité, elle n'a pas pris en considération, avec tout le sérieux que le cas comporte, les aspirations d'une très grande majorité, c'est-à-dire celle des Turcs et des Kurdes.

« La délégation turque ne peut croire qu'il soit raisonnable d'arracher à la mère-patrie plusieurs centaines de milliers de Turcs et Kurdes pour prendre sous le protectorat britannique quelques dizaines de mille Assyriens dont une partie a d'ailleurs émigré de la Perse.

## II. THE ASSYRIAN QUESTION.

### A. SUMMARY OF THE ARGUMENTS.

The question of restoring the Nestorian Assyrians to their former homes north of the boundary of the Vilayet of Mosul was not raised at the Lausanne Conference. Lord Curzon merely remarked, in a "Memorandum on Mosul" addressed to Ismet Pasha on December 14th, 1922, that the Nestorians who were driven from the region of Julamerk and the Persian border by Turkish troops during the war, who died in thousands in their flight to Iraq, and who had settled there, would fight to the death rather than permit the return of their new homes to a people who to them were the symbol of oppression. Ismet replied that when the Vilayet of Van was invaded by the armies of Tsarist Russia, the Nestorians acted in such a traitorous and cruel manner towards their Moslem compatriots, with whom they had been living side by side in complete tranquillity for centuries, that they were bound to leave the country with the Russians when the latter retreated (Memorandum from Ismet Pasha to Lord Curzon dated December 23rd, 1922, and Minutes, Vol. 1, p. 282).

It was at the Conference of Constantinople in [May 1924] that the question was raised by the British Government as an argument for the extension of the frontiers of Iraq.

At the beginning of April 1924, the British Government had notified the Iraq Government of its intention to demand the cession to Iraq of a portion of the Assyrian territory. At the same time it explained the advantages which Iraq would derive from having on its northern frontier a warlike people united to the Arab State by ties of friendship and gratitude, and asked whether the Baghdad Government would be prepared to guarantee that Assyrians who had not yet settled should be able to acquire, on favourable conditions, some of the abandoned land in the northern districts. The British Government further asked whether the Iraq Government would be prepared to grant all the Assyrians the same local autonomy as they enjoyed before the war under Turkish rule.

The reply of the Iraq Government, which was given on April 30th, was in the affirmative.

The new British proposal was explained at the Constantinople Conference on May 19th, 1924, by Sir Percy Cox, who spoke as follows :

" Moreover, since the negotiations at Lausanne were broken off, one problem has gained considerably in importance in the eyes of His Majesty's Government. This problem is the future of the Assyrians other than those of Persian origin. His Majesty's Government feels under the strongest obligation to secure their settlement in accordance with the reasonable claims and aspirations of their race. They have made an earnest appeal, which His Majesty's Government cannot regard with indifference, to be established in their former homes under a British protectorate. However greatly such a solution might appeal to Christendom at large, His Majesty's Government cannot, for various reasons, contemplate so grave an extension of its responsibilities. While, therefore, not prepared to respond to their aspirations in full, His Majesty's Government has decided to endeavour to secure as the result of these negotiations, a frontier which, while fulfilling the recognised requirements of a good treaty frontier, will at the same time admit of the establishment of the Assyrians in a compact community within the limits of the territory in respect of which His Majesty's Government holds a mandate under the authority of the League of Nations, if not in every case in their ancestral habitations, at all events in suitable adjacent districts. This policy for the settlement of the Assyrians has the full sympathy and support of the Iraq Government, which is prepared, for its part, to give the necessary co-operation for giving effect thereto.

" It is for these reasons that I have received instructions to claim the frontier marked on the map which I am now laying before you ."

Continuing his speech, Sir Percy Cox said that he thought the Turkish Government would be prepared to meet the wishes of the British Government, because the administration and control of this inhospitable region, and of the communities which lived there, had in the past been a constant embarrassment to the Turkish Government and a fruitful source of friction with the Western Powers. He then observed that the proposal did not represent the maximum claim which could be put forward on behalf of the Christian minorities. In point of fact, the line was proposed as the result of a strong desire to meet the wishes of the Turkish Government as far as possible. If no agreement could be reached on the lines of the proposal which he had just submitted to the Turkish Government, the British Government reserved full freedom of action as to the frontier which it might claim before the League of Nations.

In his speech at the meeting on May 21st, Fethi Bey made the following reply on the Assyrian question :

" Your Excellency, having expressed the desire to resume the negotiations at the point at which Lord Curzon left them at Lausanne, now abandons this attitude and raises a new question — that of the future of the Assyrians. To secure their future, you ask for the annexation, under British protectorate, of certain territories which are now under the flag of the Turkish Republic. To say that this demand does not astonish me would be a perversion of the truth.

" The head of the British delegation at Lausanne maintained that His Majesty's Government desired that autonomy should be granted to the Kurds. Your Excellency put forward the claims of the Assyrians. You will perhaps, however, allow me to point out that in making those claims you have failed to observe that the Assyrians form an extremely small minority in the Vilayet of Mosul, and that, in defending the interests of this minority, you have not given quite such careful consideration as the case warrants to the aspirations of a very large majority — namely, the Turks and Kurds.

" The Turkish delegation cannot believe that it is reasonable to tear away from their mother-country some hundreds of thousands of Turks and Kurds in order to take under British protectorate a few score thousand Assyrians, some of whom, moreover, are emigrants from Persia.

« Les Assyriens étant chrétiens, je comprends que le Gouvernement britannique les juge dignes de son appui particulier. Toutefois, la délégation turque déclare que tous les hommes, sans distinction de race et de religion, ont les mêmes droits, et qu'à ses yeux, les aspirations nationales des peuples, qu'on ne saurait étouffer, priment toutes autres considérations. Ainsi, tout en appréciant les intentions humanitaires du Gouvernement britannique lorsqu'il s'agit de protéger les chrétiens, la délégation turque ne peut s'empêcher d'ajouter qu'elle n'arrive pas à concevoir que ce gouvernement sacrifie à cet effet les intérêts des Musulmans. Votre Excellence a eu la bonté de me rappeler que l'administration et le contrôle de cette région peu hospitalière a toujours été une source d'embarras pour le Gouvernement turc. Or, tout en ne me souvenant pas que le régime turc, qui a duré pendant des siècles dans cette contrée, y ait jamais rencontré de sérieuses difficultés, il n'est guère possible non plus de se rappeler qu'un fonctionnaire turc y ait été traité autrement qu'avec égard et respect. Toutefois, si les embarras d'ordre administratif devaient motiver l'abandon d'un territoire quelconque, me permettriez-vous de vous rappeler également les attentats et les soulèvements auxquels le régime britannique a été ouvertement exposé depuis ces quatre ou cinq dernières années dans l'Irak ?

» Je voudrais ajouter encore que les Nestoriens trouveraient sur le territoire turc le repos et l'aisance dont ils y ont joui pendant des siècles, au cas où ils ne répéteraient pas les fautes qu'ils avaient commises au commencement de la guerre générale, sous des instigations étrangères. »

A la séance du 24 mai, sir Percy Cox fit les observations suivantes à la déclaration de Fethi bey au sujet du nouveau problème :

« Il me revient que Votre Excellence fait observer que les considérations mises en avant par lord Curzon, à Lausanne, ne pourraient être citées à l'appui de la ligne de frontière actuellement revendiquée. Je désire rappeler à Votre Excellence que lord Curzon, tout en maintenant son point de vue à l'égard du vilayet de Mossoul, s'est abstenu d'essayer de définir un tracé pour la frontière septentrionale ; il a, de propos délibéré, laissé cette tâche aux experts des deux côtés. La position maintenue par lord Curzon à Lausanne a été nécessairement quelque peu modifiée à la suite des renseignements plus détaillés d'ordre topographique obtenus dernièrement, et de la nécessité urgente qui s'est fait sentir de sauvegarder l'avenir des Assyriens. Le Gouvernement de Sa Majesté s'est décidé maintenant à réclamer le tracé indiqué sur les cartes que j'ai posées devant Votre Excellence à notre deuxième réunion. »

Sir Percy Cox affirma ensuite que l'intention n'était point d'annexer en protectorat britannique les territoires en question ni de subordonner les intérêts de la nombreuse population kurde à ceux des minorités chrétiennes du vilayet. Les Kurdes vivaient satisfaits de l'autonomie locale qui leur avait été octroyée et le cas des Assyriens n'avait été cité, conjointement avec des considérations probantes d'ordre topographique et stratégique, qu'à l'appui de la réclamation du Gouvernement britannique d'une ligne de frontière un peu au delà de celle envisagée primitivement, qui rendrait possible leur établissement sous forme d'une seule communauté, ou effectivement dans leurs anciennes habitations ou dans le voisinage, sur le territoire sur lequel Sa Majesté britannique tient un mandat de la Société des Nations. L'assertion de Fethi bey que les Nestoriens trouveraient sur le territoire turc toute l'aisance et toute la tranquillité dont ils jouissaient par le passé, pourvu qu'ils ne renouvellent pas leurs activités de la période de guerre ne correspondait pas à l'avis des Nestoriens eux-mêmes. Ils gardaient le souvenir le plus vif, entièrement contraire à celui de Fethi bey, des traitements qui leur avaient été infligés par les Turcs, par le passé.

Les discussions du dernier jour de la Conférence sont d'un intérêt particulier à plusieurs points de vue.

Fethi bey, tout en affirmant que la Conférence s'était réunie conformément à l'article 3 du Traité de Lausanne, dans le but de déterminer à l'amiable la frontière entre la Turquie et l'Irak, constata tout d'abord que « la frontière septentrionale de l'Irak consiste d'une façon générale, ainsi qu'il est à la connaissance de tous », dans le tracé qu'il avait soumis à la Conférence. Il cita comme autorité l'*Encyclopedia Britannica*.

Il constata ensuite qu'avant qu'on fût arrivé à un accord relativement à la délimitation, le vilayet de Mossoul, quoique se trouvant sous l'occupation provisoire de la Grande-Bretagne, fait juridiquement partie de la Turquie.

Tandis que la délégation turque se bornait à poser la question même dont le traité prescrivait l'étude, la délégation britannique avait, en demandant la cession d'un nouveau territoire appartenant au vilayet turc de Hakkari, créé une nouvelle question, qu'il ne serait venu à la pensée de personne de soulever durant les négociations de Lausanne et qui ne pouvait nullement être inférée ni de l'esprit ni de la lettre du traité. Si le Gouvernement britannique persistait à s'éloigner du but de la Conférence pour formuler de nouvelles revendications au sujet du vilayet de Hakkari, il faudrait en conclure que sa préférence serait de voir échouer les négociations en cours.

La déclaration concernant la liberté pour le Gouvernement britannique de présenter une revendication plus complète pour le compte de l'Irak en soumettant le litige au Conseil de la Société des Nations ne pourrait se porter en dehors des limites du litige en question ; une telle revendication serait contraire aux stipulations de l'article 3 du traité. En acceptant de soumettre le litige à l'arbitrage de la Société des Nations, la Turquie ne s'était nullement engagée à se trouver en présence de revendications territoriales illimitées et ne saurait donc admettre la discussion de n'importe quelle question qui n'a pas été envisagée par l'article 3 du traité. Au contraire, conformément à l'article 16, ce n'est qu'après la délimitation de la frontière entre l'Irak et la Turquie que la renonciation de la part de la Turquie à ses droits et titres sur l'Irak peut acquérir un caractère conventionnel, car il ne saurait naturellement pas être question de renoncer à un territoire situé au sud d'une frontière non délimitée.

On pouvait donc constater que la délégation britannique avait créé une nouvelle question qui n'avait jamais été envisagée et ne pouvait donc avoir rapport, à aucun point de vue, avec la question à soumettre à la Société des Nations.

Sir Percy Cox, en répondant aux déclarations de Fethi bey, prétendit, pendant la discussion qui suivit, d'abord que l'avis de celui-ci selon lequel la frontière septentrionale de l'Irak serait approximativement la limite septentrionale du vilayet de Bagdad ne pouvait pas être pris au sérieux. « L'Irak que nous discutons, c'est le territoire pour lequel, à la suite de la guerre, Sa Majesté britannique a accepté la responsabilité vis-à-vis de la Société des Nations, et le territoire qui a été discuté à Lausanne, sujet aux rectifications territoriales accessoires, de la nécessité desquelles le Gouvernement de Sa Majesté s'est convaincu, à la lumière des enquêtes faites et de l'expérience acquise dernièrement. » Dans tous les cas, il n'avait jamais été question de la reddition du vilayet de Mossoul à la Turquie.

“ The Assyrians are Christians, and I quite see why the British Government thinks them worthy of its special support. The Turkish delegation would point out, however, that all men, without distinction of race or religion, have the same rights, and that in its eyes the national aspirations of peoples, which cannot be stifled, must prevail over all other considerations. Thus, while it appreciates the humanitarian intentions of the British Government in connection with the protection of Christians, the Turkish delegation feels bound to add that it cannot understand why that Government should sacrifice the interests of Moslems to that end. You were good enough to remind me that the administration and control of this inhospitable region has always been a source of embarrassment to the Turkish Government. I cannot remember any serious difficulties that have been encountered by the Turkish administration, which has lasted for centuries in that region ; and it is scarcely possible to recall any occasion on which a Turkish official has been treated there with anything but consideration and respect. If, however, administrative embarrassments are to be taken as a reason for surrendering territory, I might in my turn remind you of the outrages and insurrections to which the British administration has been openly exposed during the past four or five years in Iraq.

“ I should also like to add that the Nestorians would still find in Turkish territory the tranquillity and prosperity which they enjoyed there for centuries, provided that they did not repeat the errors which they committed, with foreign encouragement, at the beginning of the Great War. ”

At the meeting on May 24th, Sir Percy Cox made the following observations on Fethi Bey's statement regarding the new problem :

“ I remember that Your Excellency pointed out that the arguments put forward by Lord Curzon at Lausanne could not be urged in support of the frontier-line now claimed. I should like to remind you that Lord Curzon, while maintaining his attitude in regard to the Vilayet of Mosul, did not attempt to describe a definite line for the northern frontier ; he purposely left this task to the experts on both sides. The position taken up by Lord Curzon at Lausanne has necessarily been modified to some small extent as a result of more detailed topographical data which have recently been obtained, and of the urgent need which has been felt to safeguard the future of the Assyrians. His Majesty's Government has now decided to claim the line marked on the maps which I laid before you at our second meeting. ”

Sir Percy Cox then stated that it was not the intention to annex the territories in question under British protectorate or to subordinate the interests of the numerous Kurdish population to those of the Christian minorities in the vilayet. The Kurds were quite content with the local autonomy which had been granted them, and the case of the Assyrians had only been quoted, in conjunction with convincing topographical and strategical arguments, in support of the British Government's claim to a frontier-line slightly beyond the line originally proposed, which would make it possible to establish them in a single community, either actually in their ancient homes or in the neighbourhood, within the territory in respect of which His Britannic Majesty holds a mandate under the League of Nations. Fethi Bey's assertion that the Nestorians would find in Turkish territory all the tranquillity and prosperity which they had enjoyed in the past, provided that they did not renew their wartime activities, did not square with the Nestorians' own views. They had the most vivid memory — entirely at variance with Fethi Bey — of the treatment they had suffered in the past at the hands of the Turks.

The discussions on the last day of the Conference are of special interest from several points of view.

Fethi Bey, while asserting that the Conference had met in accordance with Article 3 of the Treaty of Lausanne to reach a friendly agreement as to the frontier between Turkey and Iraq, began by pointing out that the northern frontier of Iraq was, generally speaking, as everybody knew, identical with the line which he had submitted to the Conference. As authority for this statement he quoted the *Encyclopædia Britannica*.

He then observed that until an agreement was reached as to the delimitation of the frontier the Vilayet of Mosul, though in the provisional occupation of Great Britain, was legally part of Turkey.

While the Turkish delegation merely put the question which was to be considered under the Treaty, the British delegation, by demanding the cession of additional territory belonging to the Turkish Vilayet of Hakkari, had created a new question which nobody would have thought of raising during the Lausanne negotiations and which could not be inferred either from the spirit or from the letter of the Treaty. If the British Government insisted on departing from the object of the Conference by formulating new claims in connection with the Vilayet of Hakkari, he could only conclude that it wished the negotiations to fail.

The British Government's declaration of its right to advance a more extensive claim on behalf of Iraq when the dispute was submitted to the Council of the League of Nations could not cover anything outside the limits of the dispute in question ; such a claim would be contrary to the provisions of Article 3 of the Treaty. When Turkey agreed to submit the dispute to the arbitration of the League of Nations she was not in any way prepared to be faced by unlimited territorial claims, and she could not therefore agree to discuss any question which was not covered by Article 3 of the Treaty. Indeed, according to Article 16, Turkey's renunciation of the rights and title over Iraq could not be regarded as duly established by treaty until the frontier between Iraq and Turkey had been delimited ; for there could be no question of renouncing a territory on the southern side of a frontier which had not yet been defined.

It was clear, then, that the British delegation had raised a new question, which had never been contemplated and could not therefore be related in any way to the question to be submitted to the League of Nations.

Replying to Fethi Bey's statement, Sir Percy Cox, during the discussion which followed, began by observing that if anybody thought that the northern frontier of Iraq should approximately follow the northern boundary of the Vilayet of Baghdad his view could not be taken seriously. “ The Iraq which we are discussing is the territory in respect of which, after the war, His Britannic Majesty accepted responsibility towards the League of Nations and the territory which was discussed at Lausanne, subject to subsidiary territorial rectifications of the necessity for which His Majesty's Government has become convinced in the light of investigations made and experience gained recently. ” In any case there had never been any question of restoring the Vilayet of Mosul to Turkey.

La revendication d'un territoire appartenant au vilayet de Hakkiari serait, selon l'opinion de Fethi bey, en contradiction avec l'esprit et la lettre du Traité de Lausanne. Mais sir Percy Cox avait déjà rappelé à Fethi bey qu'aucune frontière précise ne fut jamais indiquée par lord Curzon à Lausanne.

Il soutint donc que la ligne qu'il avait soumise à la délégation turque était conforme à la lettre et à l'esprit du traité.

Il déclara, finalement, que la ligne de la limite septentrionale du vilayet de Mossoul n'avait jamais été, à sa connaissance, délimitée d'une façon permanente ou définitive. Les conditions des tribus et d'ordre politique avaient nécessairement rendu cette ligne de division fluide et variable. « Elle a dépendu de l'influence des différents Valis, de l'administration et d'autres considérations passagères. De plus, une division administrative entre deux provinces du même Etat est foncièrement différente d'une frontière internationale entre deux Etats, et il répète qu'aucune frontière définitive et permanente n'a jamais existé. La prétention d'après laquelle sa revendication de ce qui, de l'avis de Fethi bey, fait partie de la région de Hakkiari ne serait pas en conformité avec l'article 3 du Traité de Lausanne, ne saurait être maintenue, ne fût-ce que pour cette raison. »

Fethi bey répliqua qu'il ne pouvait accepter les remarques de sir Percy Cox au sujet des fluctuations des limites du vilayet de Mossoul, et ajouta qu'à sa connaissance, pareille chose n'avait jamais existé.

Le problème assyrien fut mentionné, enfin, par les deux gouvernements intéressés quand le litige fut porté devant le Conseil de la Société des Nations.

Le mémorandum britannique du 14 août 1924 contient, parmi les arguments d'ordre politique, les motifs suivants pour attribuer le pays des Assyriens, autant qu'il est possible, à l'Irak :

Le petit peuple des Assyriens, en dépit de sa situation isolée au centre d'un pays placé sous administration turque, s'est décidé, dès les tous premiers jours de la grande guerre à épouser la cause des alliés et à saisir cette occasion pour secouer le joug de ceux qu'il avait, au cours de son histoire, considéré comme ses perpétuels oppresseurs. Il a enduré de grandes souffrances à cause de cette décision. Il a été chassé de son pays et a laissé des milliers de morts sur la route de l'Irak, alors qu'il fuyait vers ce territoire.

Pour le moment, il a pu s'établir en partie au sud de son propre pays et en partie parmi les Kurdes et les Chrétiens indigènes de la région qui s'étend immédiatement au sud de son ancien foyer.

Le Gouvernement britannique considère qu'il est dans l'obligation impérieuse d'obtenir l'établissement de cette population conformément aux revendications et aux aspirations raisonnables qu'elle a formulées. Elle désire un protectorat britannique sur toute l'étendue de son ancien territoire.

Des considérations diverses empêchaient le Gouvernement britannique de satisfaire pleinement aux aspirations de ce peuple, mais il a essayé de lui assurer une frontière répondant à certaines conditions et demandait, à présent, au Conseil d'établir cette frontière. Celle-ci devait non seulement avoir les caractères requis d'une bonne frontière fixée par traité, mais permettre en même temps aux Assyriens de s'établir en une communauté compacte, dans les limites du territoire sur lequel le Gouvernement britannique exerce un mandat sous l'autorité de la Société des Nations, et si ce ne pouvait pas être toujours dans le pays même de leurs ancêtres, tout au moins dans des districts avoisinants bien choisis. Si la ligne-frontière était tracée plus au sud de cette région, il en résulterait non seulement de graves inconvénients d'ordre économique et stratégique, mais, en outre, les Assyriens seraient en proie à une telle panique qu'ils n'auraient pas d'autre alternative que d'émigrer en masse ou de combattre jusqu'à la mort pour la défense de leur idéal. Il serait impossible d'établir la paix et la prospérité dans cette partie de la frontière.

Parmi les considérations d'ordre géographique et stratégique, le mémorandum en question relève encore un motif à l'appui de la frontière proposée : à savoir, que la peuplade guerrière des Assyriens qui est disposée à faire, sous certaines conditions, preuve de loyalisme envers l'Irak, constitue une collectivité dont la présence à sa frontière est très précieuse pour cet Etat.

Le mémorandum turc du 5 septembre 1924 déclare que les revendications britanniques sur des territoires en dehors du vilayet turc de Mossoul dépassent manifestement les limites de la question que les deux parties ont convenu de soumettre au Conseil de la Société des Nations. Le Conseil n'a, par conséquent, à statuer sur la demande britannique que dans la mesure où elle concorde avec la question litigieuse.

Comme argument à l'appui de cette thèse, le mémorandum cite différentes expressions employées par lord Curzon et d'où il résulterait que les thèses divergentes des deux parties portaient exclusivement sur le vilayet de Mossoul.

En ce qui concerne les arguments mis en avant par le Gouvernement britannique, le mémoire réplique que, quelle que soit la sympathie de ce Gouvernement pour ceux des non-Musulmans du vilayet de Mossoul qui ont épousé la cause des Alliés pendant la guerre, cette sympathie ne pourrait justifier qu'une grande province, où ils forment à peine un dix-septième de la population fût détachée de la Turquie. D'autant plus que ces Assyriens-Nestoriens ne sont pas originaires du vilayet de Mossoul, mais du vilayet de Hekkieri. S'ils ont dû, pendant la guerre, quitter leur sol natal, c'est parce qu'ils avaient pris les armes contre leurs compatriotes musulmans. Ces Nestoriens sont, cependant, peu nombreux. Ils avaient vécu avec aisance et sécurité parmi les Musulmans durant des siècles.

L'intention du Gouvernement britannique d'établir les Assyriens en masse compacte près de la frontière entre la Turquie et l'Irak conduit à se demander si, quels que soient les vœux de cette communauté, c'est bien l'intention de celle-ci et non d'autres considérations qui inspirent cette proposition. Le groupement factice sur la frontière de ces Assyriens qui pourraient être utilisés contre les Kurdes et qui seraient animés d'intentions agressives à l'égard de la Turquie ne pourrait certainement pas produire les résultats que le Gouvernement britannique se propose d'atteindre : à savoir, l'établissement d'une paix durable dans ces régions, de bonnes relations entre la Turquie et l'Irak et la possibilité d'une existence sûre pour les Assyriens.

## B. CONSIDÉRATIONS ET CONCLUSIONS.

La situation des Assyriens dans l'Empire Ottoman a été relatée dans une autre partie de ce rapport. Nous nous bornons donc à répéter ici qu'ils jouissaient d'une indépendance considérable sous la direction de leur patriarche ; les autorités turques ne faisant que de visites assez

According to Fethi Bey, the claiming of territory belonging to the Vilayet of Hakkari was contrary to the spirit and the letter of the Treaty of Lausanne. But he (Sir Percy Cox) had already reminded Fethi Bey that Lord Curzon had never suggested any definite frontier at Lausanne.

He therefore maintained that the line which he had proposed to the Turkish delegation was in conformity with the letter and the spirit of the Treaty.

In conclusion, he stated that, so far as he knew, the line of the northern boundary of the vilayet of Mosul had never been delimited in any permanent or final form. Tribal and political conditions had necessarily made this dividing line fluid and variable. It depended on the influence of different Valis, on the administration and on other transient considerations. Moreover, an administrative division between two provinces of the same country was fundamentally different from an international frontier between two States, and he repeated that no final and permanent frontier had ever existed. If only for this reason, it was impossible to maintain the view that his claim to what Fethi Bey regarded as part of the Hakkari district was not in conformity with Article 3 of the Treaty of Lausanne.

Fethi Bey replied that he could not accept Sir Percy Cox's statements as to the fluctuations of the boundaries of the Vilayet of Mosul, and added that so far as he knew no such conditions had ever obtained.

The Assyrian question was again raised by the two Governments concerned when the dispute was submitted to the Council of the League of Nations.

Under the heading of political arguments, the British Memorandum of August 14th, 1924, gives the following reasons for assigning the territory of the Assyrians as far as possible to Iraq :

In spite of their isolated position in the heart of a country under Turkish rule, the small Assyrian people, in the very early days of the Great War, determined to espouse the cause of the Allies and to seize the opportunity to break away from the rule of those whom their past history has led them to regard as their persistent oppressors. They endured great sufferings as the result of this decision. They were driven from their own country and died in thousands in their flight to Iraq.

For the time being they succeeded in settling partly in the southern portion of their own country and partly among the Kurds and indigenous Christians of the country immediately to the south of their old habitat.

The British Government feels under the strongest obligation to secure their settlement in accordance with the reasonable claims and aspirations of their race. They have appealed for the establishment, in the whole of their ancient habitat, of a British protectorate.

The British Government has been unable for various reasons to respond to their aspirations in full but has endeavoured to secure them a frontier which would fulfil certain conditions and is now requesting the Council of the League of Nations to establish that frontier. The latter, while fulfilling the requirements of a good treaty frontier, should at the same time admit of the establishment of the Assyrians in a compact community within the limits of the territory in respect of which the British Government holds a mandate under the authority of the League of Nations, if not in every case in their ancestral habitations, at all events in suitable adjacent districts. To draw the line further to the south in this region would, apart from economic and strategic disadvantages, produce such a panic among the Assyrians that they would find no alternative but to resort either to mass emigration or to a fight to the death in defence of their ideals. Peace and prosperity upon this section of the frontier would be impossible.

Among its geographical and strategic arguments, the Memorandum in question advances a further reason in support of the proposed frontier — namely, that the warlike Assyrian people were willing to give their loyalty to Iraq on certain conditions and would constitute a valuable frontier community to the Iraq State.

The Turkish Memorandum of September 5th, 1924, asserts that the British claims to the territory beyond the confines of the Turkish Vilayet of Mosul manifestly exceed the limits of the question which the two parties have agreed to submit to the Council of the League of Nations. The Council accordingly will only have to give a decision on the British claim in so far as it is within the limits of the question at issue.

In support of this view the Memorandum quotes various expressions used by Lord Curzon which, it is urged, show that the dispute between the two parties relates exclusively to the Vilayet of Mosul.

With reference to the arguments advanced by the British Government, the Memorandum observes that whatever sympathy that Government may feel for those non-Moslems of the Vilayet of Mosul who espoused the cause of the Allies during the war, this sympathy cannot justify the separation from Turkey of a large province in which they form scarcely one-seventeenth of the population. Moreover, the Nestorian Assyrians are not indigenous to the Vilayet of Mosul. If they were forced to leave their native country during the war, the reason was that they had taken up arms against their Moslem compatriots. They are, however, few in number. They had for centuries lived in prosperity and security among their Moslem countrymen.

The British Government's proposal to assemble the Assyrians in a compact mass on the frontier between Turkey and Iraq suggests that it is not quite certain whether, whatever may be the wishes of this community, it was really those wishes and not other considerations which prompted this proposal. The artificial grouping on the frontier of Assyrians who might be utilised against the Kurds and who would be animated by a spirit of aggression against Turkey certainly cannot be expected to produce the results that the British Government hopes to obtain — namely, the establishment of a lasting peace in these regions, good relations between Turkey and Iraq and the possibility of a safe existence for the Assyrians.

## B. CONSIDERATIONS AND CONCLUSIONS.

The position of the Assyrians in the Ottoman Empire has been explained in another section of this report. We will therefore merely repeat here that they enjoyed a considerable degree of independence under the government of their Patriarch, as the Turkish authorities

rares dans la région. Les luttes entre Kurdes et Assyriens paraissent cependant avoir été fréquentes.

Une certaine propagande russe, revêtant une forme confessionnelle, se fit sentir dès l'année avant la guerre. Au printemps de 1915, les troupes russes, avançant vers Julamerk, prirent contact avec les Assyriens qui, sur instigation du commandant de ces troupes, attaquèrent les Turcs. Quand, peu après, les Russes se retirèrent, la situation des Assyriens, exposés aux attaques de forces turques considérables, devint intenable et ils durent, en emmenant leurs familles, se retirer en territoire persan après six mois de combats sévères.

Arrivés en Perse, ils continuèrent, cependant, à prêter leur aide aux Russes qui organisèrent quelques corps de troupes assyriennes. Ceux-ci se battirent sous un commandement russe jusqu'à la dissolution de l'armée tsariste ; un bataillon opérait, cependant, sous le commandement direct du patriarche assyrien. Pendant la première partie de 1918, les organisations assyriennes firent partie de la force irrégulière qui, sous la direction d'officiers russes restés en Perse, défendait les plaines d'Ourmia et Salmas contre les Turcs. Leur situation devint de plus en plus difficile, en partie à cause de querelles avec les Kurdes, ensuite par l'intervention des autorités persanes désireuses de procéder au désarmement de ces bandes opérant sur le territoire persan. Vers la fin de juillet, les Assyriens durent se retirer devant les attaques des Turcs, des Kurdes et des Persans ; c'est alors qu'ils cherchèrent un abri dans le territoire occupé par les forces britanniques.

Les Assyriens établis en Perse ainsi que les organisations arméniennes avaient pris part à la guerre contre la Turquie dès son commencement. Ils subirent le même sort que les Assyriens de Turquie.

Durant leur retraite les Assyriens furent exposés aux pires souffrances ; un grand nombre furent tués dans des combats, d'autres périrent de faim et de fatigue. Près de 50.000 Assyriens et Arméniens réussirent cependant à atteindre Hamadan, au milieu d'août 1918. De là, ils furent peu à peu envoyés dans le camp de Bakouba, sur le Diala, à une cinquantaine de kilomètres de Bagdad.

Aussitôt après l'armistice, on envisagea un projet de rapatriement des Assyriens ; mais il ne put être exécuté, notamment à cause des troubles qui éclatèrent, à différentes reprises, parmi les Kurdes. Les désordres qui se produisirent, en juillet 1919, à Amadia amenèrent le commissaire civil à proposer aux autorités militaires de faire évacuer tous les Kurdes musulmans du district d'Amadia où il y aurait place pour les Assyriens, réunis à Bakouba. Ils seraient donc tous établis dans le vilayet de Mossoul. Le nombre des familles kurdes à éloigner fut estimé à 2.000. Cependant, le Gouvernement britannique ne voulut pas encore prendre une décision définitive à ce sujet. Le nombre des Assyriens établis à Bakouba, vers la fin de 1919, était de 35.000, divisés en deux groupes respectivement composés d'Assyriens, de Hakkari et de Urmia (en Perse).

Au printemps 1920, un certain Aga Petros, montagnard assyrien de la tribu de Baz, qui avait joué un rôle comme chef des troupes assyriennes pendant la guerre, conçut le plan de créer un Etat tampon assyrien sur la frontière turco-persane, en laissant la faculté à ceux qui le préféreraient de retourner dans leurs habitats des montagnes du vilayet de Hakkari. La grande révolte des Arabes, en 1920, retarda l'exécution de ce plan qui échoua, d'ailleurs, en octobre, à cause de l'incapacité d'Aga Petros et de la résistance des Kurdes des districts au nord d'Akra. Pendant les combats qui eurent lieu, les Assyriens pillèrent plusieurs districts habités par des Kurdes qui n'avaient pas pris part aux hostilités.

Après ces événements, le Gouvernement dut avoir recours à d'autres moyens. Il décida d'établir les Assyriens par tribus en étendant peu à peu leur établissement vers le nord. De cette façon, 7.500 personnes furent établies, jusqu'en été 1921, en partie aux environs de Zakho, Dohuk et Amadia, en partie dans les districts plus septentrionaux de Barwari Bala, Tiari supérieur et inférieur. Un assez grand nombre d'Assyriens s'enrôla dans les « levies ».

Le Gouvernement distribua un peu plus de 1.900 fusils et une certaine quantité de munitions parmi les tribus assyriennes qui étaient retournées dans leurs habitats, au nord de la limite du vilayet de Mossoul.

En avril 1924, le nombre des Assyriens établis dans le territoire administré par l'Irak et dans la région au nord, actuellement revendiquée, a été évalué comme suit :

1° Originaires de Perse . . . . .	5.000
2° Du territoire ultérieurement réclamé . . . . .	14.000
3° Du territoire turc au nord de ce territoire . . . . .	6.000
	<hr/>
	25.000

De ceux du groupe N°2, 7.500 étaient déjà établis dans le territoire qui fut réclamé à Constantinople. Ils sont revenus au sud de la ligne conventionnelle à la suite des incidents de 1924. Il était de l'intention du Gouvernement britannique de prendre des mesures afin de permettre aux Assyriens originaires de Perse de retourner dans ce pays.

Les relations entre les Assyriens et les populations musulmanes ne sont pas toujours les meilleures, ce qui résulte en partie, selon l'opinion des autorités, du manque de tact des Assyriens eux-mêmes, qui sont d'humeur belliqueuse et de mœurs assez sauvages. En août 1923, une rixe éclata dans le bazar de Mossoul entre des Arabes et des soldats assyriens. Le même mois, des démonstrations hostiles y eurent lieu contre un groupe d'environ 800 Assyriens qui venaient d'être rapatriés de Constantinople. Encore plus sérieuse fut une mutinerie de deux compagnies assyriennes, en garnison à Kerkuk. Cet incident, qui eut lieu en mai 1924, fut provoqué par une dispute entre des soldats assyriens et des marchands musulmans. Malgré les efforts des officiers et sous-officiers, les soldats parcoururent la ville en faisant feu sur tous les Musulmans



seldom visited their country. Quarrels between Kurds and Assyrians seem, however, to have been frequent.

In the year before the war Russian propaganda on religious lines began to make itself felt. In the spring of 1915 the Russian troops advancing towards Julamerk got into touch with the Assyrians, who, at the instigation of the Russian commander, attacked the Turks. When, shortly afterwards, the Russians retired, the position of the Assyrians, exposed as they were to attacks by large Turkish forces, became untenable, and they were forced to withdraw with their families to Persian territory after six months' hard fighting.

On reaching Persia, however, they continued to assist the Russians, who formed several bodies of Assyrian troops. These troops fought under Russian command until the break-up of the Tsarist army, though one battalion was under the direct control of the Assyrian Patriarch. During the early part of 1918 the Assyrian formations joined the irregular force which, under the command of Russian officers who had remained in Persia, was defending the plains of Urmia and Salmas against the Turks. Their position became increasingly difficult, partly owing to quarrels with the Kurds and partly as the result of the intervention of the Persian authorities, who were anxious to disarm these forces operating in Persian territory. About the end of July the Assyrians were obliged to retire before the attacks of Turks, Kurds and Persians, and they then sought shelter in the territory occupied by the British forces.

The Assyrians who had settled in Persia, like the Armenian organisations, had taken part in the war against Turkey from the outset. They suffered the same fate as the Assyrians of Turkey.

During their retreat the Assyrians were exposed to the greatest sufferings; many were killed in battle, others died of hunger and exposure. Nevertheless, nearly 50,000 Assyrians and Armenians succeeded in reaching Hamadan in the middle of August 1918. From Hamadan they were sent by stages to the camp of Baquba, on the Diala, about 50 kilometres from Baghdad.

Immediately after the Armistice a plan was proposed for repatriating the Assyrians, but this proved impossible, largely owing to repeated outbreaks of disorder among the Kurds. As a result of the disturbances at Amadia in July 1919, the Civil Commissioner suggested to the military authorities that they should evacuate all the Moslem Kurds from the Amadia district, where there would be room for the Assyrians assembled at Baquba. In that case they would all be settled in the Vilayet of Mosul. The number of Kurdish families to be transferred was estimated at 2,000. The British Government, however, was unwilling at that time to take any definite decision on this question. The number of Assyrians at Baquba at the end of 1919 was 35,000, divided into two groups consisting respectively of Assyrians from Hakkiari and from Urmia (in Persia).

In the spring of 1920 a certain Aga Petros, an Assyrian mountaineer of the Baz tribe, who had played a not-unimportant part as commander of the Assyrian troops during the war, conceived the idea of creating an Assyrian buffer State on the Turko-Persian frontier, while leaving it open to those who preferred to do so to return to their homes in the mountains of the Vilayet of Hakkiari. The execution of this scheme was delayed by the great Arab revolt of 1920, and failed in October owing to the incapacity of Aga Petros and the resistance of the Kurds in the districts north of Aqra. In the course of the fighting which took place the Assyrians looted several districts inhabited by Kurds who had taken no part in the hostilities.

After this the Government was obliged to try other measures. It decided to settle the Assyrians tribe by tribe, gradually extending their territory northwards. By the summer of 1921, 7,500 persons had been settled in this way, some in the neighbourhood of Zakho, Dohuk and Amadia and some in the more northerly districts of Barwari Bala and Upper and Lower Tiari. A considerable number of Assyrians joined the "levies".

The Government distributed rather more than 1,900 rifles and a certain amount of ammunition among the Assyrian tribes who had returned to their homes north of the frontier of the Vilayet of Mosul.

In April 1924, the number of Assyrians settled in the territory administered by Iraq and in the region to the north now claimed was estimated as follows :

From Persia . . . . .	5,000
From the territory subsequently claimed . . . . .	14,000
From Turkish territory north of the above . . . . .	6,000
	<u>25,000</u>

Of those in the second group, 7,500 were already settled in the territory claimed at Constantinople. They returned to the south side of the treaty-line in consequence of the incidents which occurred in 1924. It was the British Government's intention to take steps to enable the British Government's intention to take steps to enable the Assyrians who came from Persia to return to their country.

The relations between the Assyrians and the Moslem peoples are not always as good as they might be, this being, in the view of the authorities, partly due to the lack of tact displayed by the Assyrians themselves, who are of a warlike temper and have somewhat rough manners. In August 1923, a brawl occurred in the bazaar at Mosul between Arabs and Assyrian soldiers. In the same month hostile demonstrations took place there against a body of about 800 Assyrians who had just been repatriated from Constantinople. Still more serious was the mutiny of two Assyrian companies in the garrison of Kirkuk. This incident, which occurred in May 1924, arose out of a dispute between Assyrian soldiers and Moslem merchants. Despite the efforts of their officers and non-commissioned officers, the men went round the town firing

et en pillant les boutiques et les maisons. Il y eut des morts et des blessés ; des troupes britanniques durent être envoyées par avions pour rétablir l'ordre.

Les libertés dont jouissent les Assyriens en Irak sont les suivantes : leurs différends sont résolus par des arbitres de leur race ; leurs chefs ont une position officielle ou semi-officielle et perçoivent une dîme ordinaire, ainsi qu'un impôt sur le bétail avec l'aide de policiers choisis par eux parmi leurs tribus. Cette situation a, cependant, dû être modifiée par suite du départ d'un grand nombre d'entre eux, provoqué par les incidents de frontières qui eurent lieu en automne 1924.

La famille détenant le patriarcat est la seule autorité des Assyriens reconnue par les autorités britanniques et irakiennes.

Le Haut Commissaire britannique à Bagdad a mis la Commission au courant des intentions de son gouvernement pour le cas où la frontière réclamée serait accordée à l'Irak. Le territoire immédiatement au sud de la frontière serait réoccupé par les tribus assyriennes qui y eurent leur domicile. Ce territoire n'est, à l'heure actuelle, habité que par environ 10.500 personnes dont 750 Chrétiens. Les Assyriens qui avaient leurs habitations au nord de la frontière proposée seraient établis dans les environs de Dohuk et d'Amadia, c'est-à-dire à une certaine distance de la frontière. De cette manière, on éviterait d'exposer ces derniers Assyriens à la tentation de rentrer dans leurs foyers situés sur le territoire turc et de provoquer des incidents de frontière.

Le nombre total des Assyriens à établir ne serait que d'environ 20.000 personnes, si les Assyriens de Perse retournaient dans leur pays. Selon des renseignements ultérieurs, il existe en Russie un nombre considérable (environ 30.000) d'Assyriens de Turquie qui voudraient retourner dans leurs foyers, à la condition que ceux-ci ne demeuraient pas sous la domination turque.

Les autorités britanniques ont également porté à la connaissance de la Commission que le traitement futur des Assyriens dépend entièrement de la décision concernant la frontière. Si le territoire occupé par les Assyriens n'est pas attribué à l'Irak, on ne pourra pas leur accorder une certaine autonomie locale, vu qu'ils ne seraient pas établis en communautés homogènes. Si la frontière était fixée vers le sud, en sorte qu'une petite partie seulement des anciennes habitations des Assyriens soit attaché à l'Irak, il serait impossible de trouver des terres pour les Assyriens sur le territoire de cet Etat. Le plan pour l'établissement des Assyriens dépend de l'acceptation de la frontière proposée par le Gouvernement britannique. Même si l'on pouvait trouver des terres, les conditions climatiques ne permettraient pas aux Assyriens d'habiter les plaines. D'autres difficultés surviendraient à cause de la différence des mœurs entre les Arabes et les Assyriens, qui rendraient délicates les relations entre eux, tandis que les coutumes assyriennes et kurdes diffèrent beaucoup moins.

\* \* \*

La Commission reconnaît la nécessité de protéger le peuple assyrien et de lui donner les moyens de vivre dans des conditions aussi favorables que possible.

Elle ne croit pas, cependant, que la solution proposée par le Gouvernement britannique soit compatible avec les principes d'équité qui doivent inspirer le règlement que l'on recherche.

D'abord, les objections du Gouvernement turc contre la présentation, après la Conférence de Lausanne, de nouvelles exigences territoriales ne paraissent pas être sans fondement. Il appert des documents relatifs à ladite Conférence que le délégué britannique réclama toujours la limite septentrionale du vilayet de Mossoul comme frontière de l'Irak. Si des modifications furent mentionnées, ce furent celles du Traité de Sèvres. Or, selon les stipulations de ce traité, le kaza d'Amadia revint à la Turquie.

Lord Curzon invita Ismet pacha, par une lettre en date du 26 décembre 1922, à désigner des experts pour discuter le tracé précis de la limite septentrionale du vilayet de Mossoul, qui devait constituer dans le futur traité la frontière entre la Turquie et l'Irak. Ceci paraît indiquer qu'il ne pouvait être question que de petites rectifications rentrant dans la compétence d'une commission de délimitation. Mais les propositions du Gouvernement britannique, telles qu'elles furent présentées à Constantinople, dépassent de beaucoup les proportions de simples rectifications. On est donc enclin à penser que la proposition faite à Constantinople impliquait une nouvelle question et que le Gouvernement turc avait des motifs pour refuser de la discuter.

Une autre objection contre la solution proposée par le Gouvernement britannique provient des circonstances mêmes dans lesquelles les Assyriens prirent les armes contre la Turquie. Il est évident que ce peuple fit, sur l'instigation de l'étranger et sans provocation quelconque de la part des autorités ottomanes, une révolte armée contre son gouvernement légal. Il est constaté aussi que les conditions de vie du peuple assyrien dans le cadre de l'Empire Ottoman étaient plutôt meilleures que celles des autres Chrétiens, puisqu'ils profitaient d'une autonomie locale assez large sous la direction de la Maison du Patriarche.

Il serait, dans ces conditions, peu juste d'enlever à la Turquie un territoire qui lui appartient incontestablement, afin qu'un peuple qui a délibérément porté les armes contre son souverain pût s'y installer. La Commission est amenée à conclure que la solution la plus heureuse serait l'acceptation, par les Assyriens, de l'offre faite par le délégué turc à la Conférence de Constantinople de les laisser retourner dans leurs anciennes habitations ; mais il faudrait ajouter que les Assyriens devront continuer à jouir de la même autonomie locale dont ils bénéficiaient autrefois et que leur sécurité sera garantie par une amnistie complète.

on every Moslem they saw and looting shops and houses. There were casualties, some of them fatal, and British troops had to be sent by air to restore order.

The following are the liberties enjoyed by the Assyrians in Iraq. Their disputes are settled by arbitrators of their own race ; their chiefs have an official or semi-official position and collect a regular tithe and a cattle-tax with the help of police chosen by them from their own tribes. This situation, however, has had to be altered owing to the departure of a large number of them as the result of the frontier incidents which occurred in the autumn of 1924.

The family holding the patriarchate is the only Assyrian authority recognised by the British and Iraq authorities.

The British High Commissioner at Baghdad informed the Commission of this Government's intentions in case the frontier claimed should be given to Iraq. The territory immediately south of the frontier would be reoccupied by the Assyrian tribes which formerly lived there. At the present time this territory is inhabited by only about 10,500 persons, including 750 Christians. The Assyrians whose homes were north of the proposed frontier would be settled in the neighbourhood of Dohuk and Amadia — at a certain distance from the frontier. Thus they would not be exposed to the temptation of returning to their homes in Turkish territory and so giving rise to frontier incidents.

The total number of Assyrians to be settled would be only about 20,000 if the Assyrians from Persia returned to their own country. According to later information there is in Russia a considerable number (about 30,000) of Turkish Assyrians who would wish to return to their own homes provided that these did not remain under Turkish rule.

The British authorities also informed the Commission that the future treatment of the Assyrians would depend entirely on the decision taken with regard to the frontier. If the territory occupied by the Assyrians is not assigned to Iraq they cannot be granted any local autonomy, because in that case they would not be settled in homogeneous communities. If the frontier were drawn towards the south, thus incorporating in Iraq only a small part of the former Assyrian territory, it would be impossible to find land for the Assyrians in Iraq. The plan for settling the Assyrians depends on the acceptance of the frontier proposed by the British Government. Even if lands could be found, the Assyrians could not live in the plains owing to climatic conditions. Other difficulties would be produced by the difference of customs between the Arabs and the Assyrians, which would strain the relations between them, whereas Assyrian and Kurdish customs are much more similar.

\* \* \*

The Commission recognises the necessity of protecting the Assyrian people and enabling them to live in the most favourable conditions that can be secured.

The Commission does not feel, however, that the solution proposed by the British Government is consonant with the principles of equity which should govern the desired settlement.

In the first place, the Turkish Government's objections to the presentation of new territorial demands after the Lausanne Conference seem by no means groundless. It appears from the documents of that Conference that from the beginning the British delegate claimed the northern boundary of the Vilayet of Mosul as the frontier of Iraq. If any modifications were mentioned they were modifications of the Treaty of Sévres ; but according to the provisions of that Treaty the Qaza of Amadia was to be restored to Turkey.

In another letter, dated December 26th, 1922, Lord Curzon invited Ismet Pasha to appoint experts to discuss the precise *tracé* of the northern frontier of the Mosul Vilayet, which was to constitute, in the future treaty, the boundary between Turkey and Iraq. This appears to show that nothing was contemplated other than slight rectifications which could be dealt with by a delimitation commission. The British Government's proposals, however, as presented at Constantinople, considerably exceeded mere rectifications. There would appear accordingly to be some reason for thinking that the proposal made at Constantinople implied the opening of a new question and that the Turkish Government had good grounds for refusing to discuss it.

Another objection to the solution proposed by the British Government resides in the circumstances under which the Assyrians took up arms against Turkey. There is no doubt that this people rose in armed revolt against its lawful government at the instigation of foreigners and without any provocation on the part of the Turkish authorities. It is also established that the conditions of life enjoyed by the Assyrian people within the Ottoman Empire were rather better than those of the other Christians, since they were conceded a fairly wide measure of local autonomy under the authority of the Patriarchal House.

Under these circumstances it would hardly be fair to take from Turkey a territory which indisputably belongs to her in order to settle in that territory a people that deliberately took up arms against its sovereign. The Commission is led to conclude that the most satisfactory solution would be for the Assyrians to accept the offer, made by the Turkish delegate at the Constantinople Conference, that they should be allowed to return to their former homes. In that case it would have to be added that the Assyrians must continue to enjoy the same local autonomy as formerly and that their safety must be guaranteed by a complete amnesty.

### III. AUTRES ARGUMENTS D'ORDRE POLITIQUE.

Outre l'argument primordial des désirs des populations, les deux Hautes Parties ont mis en avant certaines autres raisons politiques en faveur de leurs thèses.

Ainsi le Gouvernement britannique a affirmé qu'il est lié par un *triple engagement*, provenant en partie de ses arrangements avec le peuple arabe et le roi Faïçal, en partie du fait du mandat. Résumons ces arguments tels qu'ils ont été présentés par les représentants du Gouvernement britannique.

Le Gouvernement britannique fit, pendant la guerre, un arrangement avec les Arabes de ces régions auxquels il fut promis qu'ils ne retomberaient plus sous la domination turque.

Le Gouvernement britannique accepta, à San-Remo, en avril 1920, un mandat pour l'Irak, sous la Société des Nations. En automne 1921, la Société des Nations, n'ayant pas encore précisé les termes définitifs du mandat, invita le Gouvernement britannique à continuer à diriger l'administration dans l'esprit qui inspirait le projet de mandat qui avait été élaboré, en attendant la décision finale du Conseil.

En octobre 1922, le Gouvernement britannique a conclu un traité avec le roi de l'Irak. Dans ce traité, les deux Parties s'engagent à ce qu'aucune partie de l'Irak ne fût cédée ou donnée à bail ou placée sous le contrôle d'une Puissance étrangère.

Le Gouvernement britannique est donc lié par un triple engagement et manquerait à sa parole s'il retranchait Mossoul du territoire sous mandat en le donnant aux Turcs.

A ces arguments, Fethi Bey objecta, le 25 septembre 1924, devant le Conseil de la Société des Nations, que le triple engagement britannique ne peut constituer aucun titre opposable à la Turquie, étant donné que la Turquie ne s'est désistée par aucun acte international de ses droits sur le vilayet. Ce serait disposer du bien d'autrui en faveur d'une tierce personne sans le consentement du propriétaire légitime. Quant à l'engagement envers la Société des Nations, on peut constater que ce n'est pas elle qui a déterminé les limites des territoires sous mandat. C'est la Grande-Bretagne qui a fixé de sa propre initiative l'étendue de la région en tant qu'il s'agit de l'extension de l'Irak vers le nord. C'est un acte unilatéral, dépourvu de toute valeur au point de vue du droit.

La supériorité de l'argumentation turque paraît trop évidente pour qu'on ait besoin d'analyser les deux thèses.

On ne peut pas non plus admettre la thèse que la Turquie aurait renoncé à ses droits sur le vilayet de Mossoul parce qu'elle a affirmé, à plusieurs reprises, sa volonté de renoncer aux territoires purement arabes. Outre le fait que le vilayet de Mossoul est, en ce qui concerne la grande majorité de la population, un pays kurde, il est évident que le Gouvernement turc a toujours soutenu que le vilayet de Mossoul fait partie intégrante de la Turquie. Elle n'a jamais renoncé à ses droits en faveur de n'importe quelle Puissance, ni juridiquement, ni moralement. D'autre part, la déclaration du Gouvernement turc, que la Turquie ne demande que les régions désirant revenir à la Turquie, implique une renonciation morale éventuelle.

Il est donc évident que le territoire occupé par les autorités britanniques et irakiennes continue juridiquement à appartenir à la Turquie jusqu'à ce qu'elle ait renoncé à ses droits.

Un autre argument, mis en avant par le Gouvernement britannique, est celui du *droit du vainqueur*, qui peut être résumé comme suit :

On ne peut pas contester que les Puissances alliées ont été forcées, sans provocation de leur part, de faire la guerre contre la Turquie. Ils ont gagné la guerre et les troupes britanniques ont chassé les Turcs de la Mésopotamie. C'est une prétention étonnante d'une Puissance vaincue que de vouloir dicter la manière dont les vainqueurs doivent disposer du territoire conquis.

A ces arguments, le Gouvernement turc répond que le droit de conquête ne peut plus être reconnu dans notre siècle. Il est encore moins applicable pour le vilayet de Mossoul qui fut occupé après l'armistice et en violation de ces stipulations, comme ce fut le cas aussi de Constantinople, Smyrne et Adana.

Contre ce dernier argument, le Gouvernement britannique fait observer d'abord que les lignes d'un armistice n'ont rien à faire avec le règlement final de la paix. Il affirme ensuite que les troupes alliées étaient, selon les stipulations de l'armistice, autorisées à occuper les points stratégiques, en dehors des lignes d'armistice, dans le cas où se produirait une situation menaçant la sécurité des alliés. Ce fut le cas en ce qui concerne la ville de Mossoul.

Nous croyons pouvoir nous dispenser d'examiner ces thèses opposées en ce qui concerne la violation prétendue des stipulations de l'armistice. Nous remarquons seulement que l'occupation de la ville de Mossoul, et de toutes les villes en « Mésopotamie » ayant une garnison turque, était autorisée par l'article 16 de l'armistice.

L'argument fondé sur le droit de conquête est, en tout cas, très douteux, vu que la situation politique subissait, quelque temps après le traité de Sèvres, un changement si radical qu'il fut jugé nécessaire de convoquer une nouvelle conférence pour refaire tout le travail de Sèvres. Or, ce changement était provoqué par des succès militaires turcs. Quoique ces succès aient été remportés sur un autre théâtre de guerre, ils amenèrent une nouvelle situation militaire pour tous les territoires appartenant ou ayant appartenu à la Turquie ce qui est, d'ailleurs, clairement démontré par la nature des questions discutées à Lausanne.

A la thèse du droit du vainqueur, la Turquie a opposé celle de la *paix durable*. On a lancé cet argument à Lausanne et Fethi Bey l'a répété durant la Conférence de Constantinople, en exprimant l'espoir que la question de Mossoul recevrait une solution de nature à servir de base à une entente durable entre la Turquie et la Grande-Bretagne. Il a déclaré : « Les avantages d'une paix durable en Orient sont primordiaux ».

### III. OTHER POLITICAL ARGUMENTS.

In addition to the main argument based on the wishes of the population, the two parties have advanced certain other political considerations in support of their respective views.

The British Government urges that it is bound by a *triple pledge* arising partly out of its agreements with the Arab people and King Faisal and partly out of the mandate. We may summarise these arguments as presented by the representatives of the British Government.

During the war, the British Government made an agreement with the Arabs of the regions in question, promising that they should not again be placed under Turkish rule.

At San Remo in April 1920, the British Government accepted a League of Nations mandate for Iraq. In the Autumn of 1921, the League of Nations, not yet having settled the final terms of the mandate, invited the British Government to continue to conduct the administration in the spirit of the draft mandate which had been prepared pending the final decision of the Council.

In October 1922, the British Government concluded a treaty with the King of Iraq in which both parties pledged themselves not to cede or lease any territory in Iraq to any third country or to place any such territory under its control.

The British Government is thus bound by a triple undertaking, and would be breaking its word if it separated Mosul from the mandated territory and gave it to the Turks.

To these arguments Fethi Bey objected at a meeting of the Council of the League of Nations on September 25th, 1924, that the triple undertaking given by the British Government could not constitute an argument against Turkey, in view of the fact that Turkey had not, by any international instrument, renounced her rights over the vilayet. That would be tantamount to disposing of someone else's territory in favour of a third party without the consent of the legitimate owner. As regards the undertaking given to the League of Nations, it was hardly necessary to explain that the boundaries of mandated territories were not fixed by the League. On the contrary, Great Britain on her own initiative had determined the extent of the territory so far as concerned the northern limit of Iraq.

That was a purely unilateral act and entirely invalid in law.

The superior force of the Turkish argument seems so obvious that there is no need to analyse the cases of the two parties.

Nor can it be admitted that *Turkey renounced her rights* over the vilayet of Mosul because on several occasions she announced her readiness to give up the purely Arab territories. Apart from the fact that, as regards the majority of the population, the Vilayet of Mosul is a Kurdish area, it is clear that the Turkish Government has always maintained that the vilayet is an integral part of Turkey. It has never either legally or morally renounced its rights in favour of any Power; though the Turkish Government's statement that Turkey only asks for those districts which wish to return to her implies a contingent moral renunciation.

Clearly, therefore, the territory occupied by the British and Iraq authorities still belongs in law to Turkey until she renounces her rights.

Another argument advanced by the British Government is that of *the right of conquest*. It may be summarised as follows.

It is indisputable that the Allied Powers were forced without provocation on their part to make war on Turkey. They won the war, and the British troops expelled the Turks from Mesopotamia. It is a startling pretention that a vanquished Power should dictate to the victors the manner in which they are to dispose of the territories they have conquered.

The Turkish Government's reply to these arguments is that the right of conquest can no longer be recognised in the twentieth century. It is in any case inapplicable to the Vilayet of Mosul, which was occupied after the Armistice and in violation of its terms, as was also the case with Constantinople, Smyrna and Adana.

In reply to this latter argument the British Government points out: first, that an armistice line has no bearing on the final peace settlement, and, secondly, that according to the Armistice terms the Allied troops were authorised to occupy strategic points beyond the armistice line in the event of a situation arising which threatened the safety of the Allies. That was the case in regard to the City of Mosul.

We see no necessity for examining these opposite views as to the alleged violation of the Armistice terms. We need merely point out that the occupation of the City of Mosul and of all towns in "Mesopotamia" in which there were Turkish garrisons was permissible under Article 16 of the Armistice.

The argument based on the right of conquest is in any event open to question because, some time after the Treaty of Sévres, the political situation underwent so radical a change that it was thought necessary to summon a new conference to do over again all the work that had been done at Sévres. This change of situation was the outcome of the Turkish military successes, which, although they were gained in a different theatre of war, set up a new military position for all the territories which belonged or had belonged to Turkey. This is clearly apparent from the nature of the questions discussed at Lausanne.

In opposition to the argument of the right of conquest, Turkey advances the argument of a *durable peace*. This argument was put forward at Lausanne, and Fethi Bey repeated it at the Constantinople Conference, at the same time expressing the hope that a solution would be found for the Mosul question which would pave the way for a durable understanding between Turkey and Great Britain. He declared: "The advantages of a durable peace in the East are of the utmost importance".

Les avantages d'une paix durable sont évidemment primordiaux. Pour que la paix soit durable et puisse servir de base à des relations amicales, il est nécessaire qu'aucune des Parties ne se sente sérieusement lésée. Il paraît nécessaire aussi que l'Etat de l'Irak, dont la Turquie reconnaît en réalité l'existence, ne soit pas privé des moyens nécessaires pour son développement. Prendre un morceau du vilayet de Hakkari à la Turquie serait léser ses droits incontestables sur ce territoire. Rattacher la région du Diala à la Turquie serait compromettre l'indépendance de l'Irak. Si l'on admettait que la thèse de la paix durable, telle que la Turquie l'a présentée, doit dicter la solution, on serait amené à n'enlever à la Turquie que ce qui est indispensable à l'Irak, non pour pouvoir végéter, mais pour développer les ressources du pays.

#### IV. CONSIDÉRATIONS ET CONCLUSIONS.

Il est incontestable que la Turquie conserve la souveraineté de droit sur le territoire formant l'objet du litige, aussi longtemps qu'elle n'a pas renoncé à ses droits.

L'Irak n'a aucun droit, ni juridique ni de conquête sur ce territoire. L'Etat d'Irak n'existait même pas à la fin des hostilités. L'Irak « tel qu'il existe actuellement » (lord Parmoor à Genève 1924) ne peut être que la partie non contestée de sa superficie. Il a, cependant, le droit moral d'exiger que, puisqu'on l'a créé, on lui donne des frontières lui permettant de vivre tant au point de vue politique qu'au point de vue économique. Ceci implique des devoirs aussi pour la Turquie qui a déclaré plusieurs fois vouloir laisser les peuples arabes décider de leur sort politique.

L'ancien vilayet de Mossoul est actuellement administré par l'Irak, avec l'assistance de la Grande-Bretagne. Entre ces deux pays existe un traité d'alliance qui est, selon la décision du Conseil de la Société des Nations du 27 septembre 1924, la forme même du mandat. Ce traité doit expirer quatre ans après la ratification du traité de paix avec la Turquie. Si l'Irak n'a pas été admis comme Membre de la Société des Nations à l'époque de la cessation du traité, il appartient au Conseil de la Société des Nations de décider des nouvelles mesures à prendre en vue de donner effet à l'article 22 du Pacte. Il est à ajouter que le Parlement de l'Irak, en ratifiant le traité en question, vota une résolution selon laquelle ce traité serait nul et non avenu au cas où le Gouvernement britannique manquerait de sauvegarder les intérêts de l'Irak dans le vilayet de Mossoul tout entier.

Nous avons voulu mentionner ces faits, parce que l'existence du mandat pourrait influencer la solution de la question, vu son importance pour les conditions intérieures de l'Irak.

Il est incontestable que de nombreux et de considérables progrès du point de vue de la politique intérieure peuvent être constatés dans le vilayet, en comparaison avec l'état d'avant-guerre. La sécurité générale est beaucoup plus grande ; des réformes sérieuses ont été réalisées dans le service sanitaire et dans l'enseignement public. Nous ne citerons qu'un exemple : le nombre des écoles primaires dans le vilayet de Mossoul a doublé, le nombre de leurs élèves a quadruplé depuis le temps de l'administration turque. Ces résultats sont dûs aux efforts britanniques, ceci dit sans vouloir diminuer le mérite incontestable des fonctionnaires irakiens, surtout dans le domaine de l'instruction publique.

La situation intérieure de l'Etat de l'Irak paraît cependant incertaine. Il y a certainement beaucoup de bonne volonté parmi les dirigeants, mais l'expérience politique manque. De grandes difficultés surgissent à cause de l'opposition entre Sunnites et Chiïtes, ces derniers étant moins ouverts aux idées modernes de réforme. Or, les Chiïtes forment la majorité des deux vilayets de Bagdad et de Basra, tandis que la grande majorité des habitants du vilayet de Mossoul sont des Sunnites. Les relations entre Kurdes et Arabes sont aussi incertaines ; lors de la visite de la Commission, on n'avait pas encore osé installer une administration irakienne dans le liva de Suleimanié, qui était encore gouverné par des fonctionnaires britanniques. La Commission a eu l'impression que le mandat, sous la forme du traité actuel, est nécessaire pendant une génération environ pour permettre au jeune Etat de se consolider et de se développer. Selon l'opinion de bien des personnes que nous avons consultées, l'existence même de l'Etat pourrait être en péril, si le guide et la protection que le mandat de la Société des Nations offre cessaient après un petit nombre d'années.

Il est, par conséquent, évident que les avantages, économiques et autres, que le rattachement à l'Irak constituerait pour le vilayet de Mossoul, dans son ensemble, se changeraient en inconvénients politiques très graves si le mandat expirait avant que l'Irak puisse être considéré comme assez mûr pour se gouverner sans appui de la Société des Nations. Il serait, dans ce dernier cas, certainement plus avantageux pour le vilayet de Mossoul de se trouver sous la souveraineté de la Turquie dont la situation politique, tant intérieure qu'extérieure, est incomparablement plus stable que ne serait celle de l'Irak livré à lui-même.

Les tendances populaires dans la région contestée pourraient aider à trouver une solution qui ne lèse aucune des parties dans ses droits. Ces tendances vont probablement plutôt vers l'Irak, si l'on compte d'après l'ensemble des déclarations données dans tout le territoire. Mais celles-ci étaient trop changeantes et trop conditionnelles pour qu'on puisse fonder sur elles seules le statut politique futur du pays. Il est spécialement à remarquer que c'est moins une préférence pour l'Irak que des raisons économiques et le désir de conserver l'appui étranger existant aujourd'hui grâce au mandat qui décide de l'attitude des régions où domine le sentiment favorable à l'Irak. Un grand nombre des partisans de l'Irak ont déclaré que si le régime du mandat devait cesser bientôt, ils préféreraient être restitués à la Turquie.

Les autres arguments politiques mis en avant par les deux Parties n'ont guère de poids, sauf celui qui invoque l'importance primordiale d'une paix durable et de bonnes relations

The advantages of a durable peace are obviously of the utmost importance. If a peace is to be lasting and to pave the way for friendly relations, it is essential that neither party should feel that it has any serious grievance. It seems equally essential that the Iraq State, whose existence is, in fact, recognised by Turkey, should not be deprived of the resources necessary for its development. If a portion of the Vilayet of Hakkari were taken from Turkey, her rights over that territory would be infringed. If the Diala region were given to Turkey, the independence of Iraq would be jeopardised. If it were admitted that the theory of a durable peace, as expounded by Turkey, should dictate the settlement, the conclusion would be that Turkey should only be deprived of what is essential to enable Iraq not merely to vegetate but to develop its resources.

#### IV. CONSIDERATIONS AND CONCLUSIONS.

It is indisputable that Turkey retains her legal sovereignty over the disputed territory so long as she does not renounce her rights.

Iraq has no legal right or right of conquest over that territory. The Iraq State did not exist at the termination of hostilities. Iraq "as it actually exists" (Lord Parmoor at Geneva, 1924) can only comprise the undisputed part of the country. Nevertheless, it is morally entitled to ask that, since it has been created, it should be given frontiers which will allow it to live, both politically and economically. This, by implication, also imposes obligations on Turkey, who has on several occasions declared that she is willing to let the Arabs decide their own political future.

The former Vilayet of Mosul is now administered by Iraq, with the assistance of Great Britain. Between these countries there is a treaty of alliance, which is, according to the decision of the Council of the League of Nations of September 27th, 1924, the form which the mandate takes. This treaty lapses four years after the ratification of the Treaty of Peace with Turkey. If, when the treaty lapses, Iraq has not been admitted to membership of the League of Nations, it will be for the Council of the League of Nations to decide what further steps shall be taken to give effect to Article 22 of the Covenant. It should be added that when the Iraq Parliament ratified the treaty it adopted a resolution to the effect that the treaty should become null and void in the event of the British Government's failing to safeguard the interests of Iraq in the Vilayet of Mosul as a whole.

We mention these facts because the existence of the mandate might influence the settlement of the question, in view of its important effect on internal conditions in Iraq.

There is no doubt that, in comparison with pre-war conditions, a very great deal of progress has been achieved in the vilayet in regard to internal policy. The general security is much greater, and genuine reforms have been effected in the health service and in education. One instance will suffice: the number of elementary schools in the Vilayet of Mosul has doubled, and the number of pupils attending them has quadrupled, since the end of the Turkish administration. Without in any way detracting from the indisputable merits of the Iraq officials, particularly in the sphere of education, we are bound to say that these successes are due to British efforts.

The internal situation in the State of Iraq, however, seems unstable. Those who direct the government have undoubtedly the best intentions, but lack political experience. Serious difficulties are being encountered owing to the tension between Sunnites and Shiites, the latter of whom are less open to modern ideas of reform. It should be noted that the Shiites are in a majority in the two vilayets of Baghdad and Basrah, while the vast majority of the population of the Vilayet of Mosul are Sunnites. The relations between Kurds and Arabs are also uncertain; at the time of the Commission's visit the Government had not yet ventured to set up an Iraq administration in the Liwa of Sulaimaniya, which was still ruled by British officials. The Commission formed the impression that the mandate, in the shape of the existing treaty, must be maintained for something like a generation in order to allow of the consolidation and development of the new State. In the opinion of many persons whom we consulted, the very existence of the State might be imperilled if the guidance and protection afforded by the League of Nations mandate were withdrawn after a few years.

It is clear, therefore, that the economic and other advantages which the Vilayet of Mosul as a whole would derive from union with Iraq would be exchanged for very serious political difficulties if the mandate should expire before Iraq could be regarded as ripe for self-government without League support. In that case it would certainly be better for the Vilayet of Mosul to be placed under Turkish sovereignty, since the internal and external political situation of Turkey is incomparably more stable than would be the case with Iraq if the latter country were left to itself.

Popular sentiments in the disputed area might also serve as a guide in seeking a solution which will not infringe the rights of any of the parties. These sentiments are probably somewhat in favour of Iraq, if the statements given in all parts of the territory are taken together. These statements, however, were so variable, and so hedged in by conditions, that they cannot be taken as the sole basis for the future political status of the country. It should particularly be noted that the attitude of those districts in which the prevalent feeling is in favour of Iraq is decided not so much by any real preference for Iraq as by economic considerations and the desire to retain the foreign support which is now afforded by the mandate.

Many of the partisans of Iraq state that if the mandatory regime were shortly to come to an end they would rather be restored to Turkey.

entre les pays voisins. Cet argument implique, comme nous venons de le dire dans le chapitre précédent, une solution qui donne à l'Irak le territoire qui lui est nécessaire pour vivre et se développer. La Commission estime, cependant, qu'il est hors de sa compétence de s'exprimer sur la valeur à donner à cet argument en comparaison avec les autres. Elle se borne donc à affirmer que si, à cause d'une priorité éventuelle accordée à cet argument, il se montre nécessaire de partager le territoire en question, aucun inconvénient politique n'en résulterait.

---

## CHAPITRE VI.

### CONCLUSIONS GÉNÉRALES.

---

La Commission, ayant été constituée afin de recueillir des faits et des éléments d'appréciation devant apporter au Conseil de la Société des Nations tous renseignements et toutes suggestions propres à lui permettre de prendre sa décision, a l'honneur de résumer ci-dessous le résultat de ses investigations et de formuler ses conclusions.

#### I. CONCLUSIONS GÉOGRAPHIQUES.

##### A. Topographie des frontières.

La frontière revendiquée par le Gouvernement britannique est une très bonne frontière. Vers le sud, chacune des chaînes de montagnes qui se succèdent peut servir de ligne de délimitation. La ligne conventionnelle de Bruxelles se prête aussi bien à un tracé que la frontière proposée par le Gouvernement britannique ; la chaîne au sud de Zakho-Amadia-Neri présente les mêmes avantages ; chacune des crêtes successives peut, à la rigueur, servir de frontière. La dernière chaîne utilisable est celle des avant-monts qui s'étendent de l'ouest à l'est, laissant Dohouk au nord, Al-Kosh et Akra au sud ; cette ligne présente toutefois l'inconvénient de couper un grand nombre de voies de communication et de séparer le pays des avant-monts de celui de la plaine.

La frontière revendiquée par le Gouvernement turc est bonne dans sa partie ouest, qui traverse le désert ; elle est moins bonne dans sa partie est. La frontière du désert peut être tracée suivant n'importe quelle ligne traversant la steppe, jusqu'à 50 kilomètres environ au sud de Mossoul, où commencent les cultures entourant la ville.

A l'intérieur du pays, les trois grands fleuves, Tigre, Grand Zab et Petit Zab, pourraient servir de démarcation géographique.

##### B. Géographie régionale.

Le territoire contesté est une région de transition à un double titre : passages, d'une part, entre les montagnes kurdes et les plaines arabes, d'autre part, entre la zone occidentale (Syrie et Arménie) et la zone sud-orientale (Irak, Louristan). Sa partie septentrionale, dont Mossoul est le centre, s'apparente aux régions de Nisibin, Mardine, Diarbekir, Ourfa, tandis que le sud se rattache plutôt à l'Irak et au Louristan de Perse ; la ligne de partage entre ces deux régions se trouve entre Kerkouk et Arbil, la ligne du Petit Zab est probablement la mieux indiquée.

#### II. CONCLUSIONS ETHNIQUES.

Le pays est habité par des Kurdes, des Arabes, des Chrétiens, des Turcs, des Yézidis et des Israélites, désignés par ordre d'importance numérique.

Les statistiques et les cartes présentées par les deux Hautes Parties sont très peu exactes ; la dernière statistique, dressée par les autorités de l'Irak, est sans doute la meilleure, mais doit cependant encore être consultée avec certaines réserves.

Les Kurdes forment la majorité de la population ; ils ne sont ni Turcs ni Arabes ; ils parlent une langue aryenne. Les Turcs du pays appartiennent à la même race que ceux de la République Turque. Les Yézidis ne sont pas des Musulmans ; ils sont apparentés aux Kurdes, mais, par leur religion et leur isolement, constituent un peuple bien distinct. Les Chrétiens se composent en grande majorité de Nestoriens et de Chaldéens.

Seuls, les Kurdes et les Arabes habitent de grands territoires en masses compactes ; ce n'est qu'entre ces deux éléments de la population qu'il serait possible de trouver ou de déterminer une ligne de démarcation des races. Cette ligne suivrait le cours du Tigre jusqu'à son confluent



The other political arguments advanced by the two parties have little weight, with the exception of the argument based on the vital importance of a durable peace and friendly relations between neighbouring countries. As we have observed in the preceding chapter, this argument implies a solution giving Iraq the territory which it requires for its life and development. The Commission feels, however, that it is not competent to express any opinion as to the weight which should be given to this argument as compared with the others. It will therefore merely state that, if priority were given to this argument and it consequently proved necessary to partition the territory in question, no political difficulty would result.

## CHAPTER VI.

### GENERAL CONCLUSIONS.

The Commission, which was appointed to collect facts and data with a view to laying before the Council of the League of Nations all information and all suggestions which might be of a nature to assist it in reaching a decision, has the honour to summarise hereunder the results of its enquiries and to formulate its conclusions.

#### I. GEOGRAPHICAL CONCLUSIONS.

##### A. *Frontier Topography.*

The frontier claimed by the British Government is a very good one.

Towards the south any of the successive mountain ranges might be used as a line of delimitation. The "Brussels line" is as suitable for this purpose as the frontier proposed by the British Government; the ridge to the south of Zakho, Amadia and Neri offers the same advantages; and, if necessary, each successive line of crests could be taken as a frontier. The last ridge which could be used is the ridge of foothills running from west to east, leaving Dohuk to the north and Al Qosh and Aqra to the south; but this line has the disadvantage of cutting across a large number of routes and separating the country of the foothills from the plain.

The frontier claimed by the Turkish Government is good as regards the western part, which goes through the desert, but not so good as regards the eastern part. The desert frontier can be drawn along any line crossing the steppe up to about 50 kilometres south of Mosul, where the cultivated land surrounding the town begins.

Within the territory, the three great rivers — the Tigris, the Greater Zab and the Lesser Zab — could be taken as the geographical line of demarcation.

##### B. *Regional Geography.*

The disputed territory is a transition area in two senses: it stands between the Kurdish mountains and the Arab plains, and between the western zone (Syria and Armenia) and the south-eastern zone (Iraq and Luristan). The northern part of the territory, of which Mosul is the centre, has affinities with the regions of Nisibin, Mardin, Diarbekr and Urfa, while the southern part is more closely connected with Iraq and with Luristan in Persia. The dividing line between these two regions runs between Kirkuk and Arbil; the best line for this purpose is probably that of the Lesser Zab.

#### II. ETHNICAL CONCLUSIONS.

The country is inhabited by Kurds, Arabs, Christians, Turks, Yezidi and Jews, in that order of numerical importance.

The statistics and maps submitted by the two parties are far from accurate; the latest statistics drawn up by the Iraq authorities are undoubtedly the best, but must be consulted with a certain caution.

The majority of the population consists of Kurds, who are neither Turks nor Arabs, and speak an Aryan language. The Turks of the country are of the same race as those of the Turkish Republic. The Yezidi are not Moslems; they are akin to the Kurds, but their religion and their isolated position make them an entirely distinct people. The vast majority of the Christians are Nestorians and Chaldaeans.

The Kurds and Arabs are the only races who live in compact masses in large areas, and it is only between them that a line of racial demarcation can be found or determined. This line would follow the Tigris down to its confluence with the Lesser Zab — thus separating Mosul

avec le Petit Zab — séparant Mossoul de son hinterland fertile et à population dense — et se prolongerait au sud du Petit Zab par la route principale Krekouk-Kifri. Nous avons constaté qu'une pareille ligne frontière n'est pas recommandable, par suite d'inconvénients d'ordre économique et d'ordre social.

Ni les frontières politiques du territoire contesté du côté de la Perse et de la Syrie, ni les limites existant actuellement ni les frontières revendiquées par la Turquie et par l'Irak ne constituent des lignes de démarcation entre races.

Les villes habitées par des Turcs sont situées dans la partie méridionale du territoire contesté, c'est-à-dire vers l'Irak, tandis que Mossoul, ville arabe, est située au centre de la partie septentrionale.

La ville de Mossoul n'est reliée aux populations sédentaires arabes que par un territoire habité par des populations en majorité kurdes.

Les Chrétiens sont disséminés, mais se trouvent en grande majorité au nord de Mossoul.

Sur un total évalué à trois millions de Kurdes, on peut admettre que 1.500.000 d'entre eux habitent la Turquie, 700.000 la Perse et 500.000 le territoire contesté. Un certain nombre habitent la Syrie ; dans l'Irak proprement dit, leur nombre est négligeable. Ceux des Kurdes du pays contesté qui résident au nord du Grand Zab se rapprochent, par leur dialecte, leurs affinités ethniques et leurs relations personnelles et économiques des Kurdes des vilayets de Hakkiari et de Mardine en Turquie. Ceux qui habitent au sud du Petit Zab se rapprochent plus des Kurdes de la Perse.

Le mélange des races dans le territoire contesté est trop prononcé pour qu'il soit possible de tenir compte des éléments d'ordre purement ethnique pour la détermination de la frontière.

### III. CONCLUSIONS HISTORIQUES.

S'il est incontestable que le pays contesté fut pendant des siècles sous l'autorité turque, cette autorité s'exerça longtemps par l'intermédiaire des pachas de Bagdad.

Le territoire contesté ayant, au cours des siècles, suivi le même sort et ayant eu une histoire souvent commune avec Bagdad, l'argument historique pencherait plutôt vers une solution qui ne diviserait pas l'unité historique de ce pays, si l'on ne se rappelait que Mardine, Djézireh et Diarbekir, actuellement en territoire turc, ont également une histoire commune avec Bagdad.

On peut admettre qu'une ligne frontière, tracée n'importe où, qu'elle soit celle proposée par le Gouvernement britannique ou celle proposée par le Gouvernement turc, ou une ligne intermédiaire, aura toujours pour conséquence de trancher les liens historiques.

### IV. CONCLUSIONS ÉCONOMIQUES.

Les considérations d'ordre économique plaident en faveur du rattachement du territoire contesté à l'Irak, les parties montagneuses au nord de la ligne conventionnelle de Bruxelles pouvant en être séparées sans le moindre inconvénient.

Si d'autres raisons que les raisons économiques invitent à partager le territoire contesté, plusieurs solutions, moins bonnes toutefois, au point de vue économique, que l'unité du territoire, pourraient être acceptables.

1. Les kazas de Zakho, Amadia, et peut-être aussi Dohouk, pourraient être séparés de Mossoul ; ces territoires se trouveraient dans une situation analogue à celle de Djézireh qui, jadis, était également dans l'hinterland de Mossoul.

2. On pourrait considérer aussi une frontière au nord du Petit Zab, laissant les nahies de Koï, Taq-Taq et Rania à l'Irak, se prolongeant à l'ouest par une ligne tracée à environ 50 kilomètres au sud de Mossoul et passant ensuite au sud des villages et terres labourées du Sindjar. Mossoul, grande ville, entrepôt général des produits de la région septentrionale, est, en effet, plus indépendante de Bagdad que les parties sud du territoire dont l'entrepôt général se trouve être la ville de Bagdad elle-même.

3. En cas de partage du pays contesté par une frontière plus au sud encore, il conviendrait cependant de laisser à l'Irak les régions du cours moyen du Diala, qui sont indispensables à cet Etat pour lui permettre de résoudre la question des irrigations. La ligne frontière, partant du djebel Hamrin, pourrait être tracée suivant la rivière Aksù jusqu'à son intersection avec le 35<sup>e</sup> parallèle nord pour rejoindre ensuite la frontière persane par le chemin le plus court.

### V. CONCLUSIONS STRATÉGIQUES.

La frontière proposée par le Gouvernement britannique est une excellente frontière stratégique.

La ligne conventionnelle de Bruxelles présente des avantages à peu près identiques.

Toutes les lignes frontières tracées suivant les crêtes de montagnes parallèles, telles qu'elles sont renseignées dans la partie géographique, peuvent aussi être considérées comme des frontières stratégiques : leurs qualités respectives diminuent toutefois à mesure qu'on s'avance vers le sud.

La frontière proposée par le Gouvernement turc est bonne dans sa partie ouest, où elle traverse le désert, et mauvaise dans sa partie est.

Les rivières du pays ne formant pas des obstacles sérieux, toutes les frontières tracées suivant leurs cours, donc normalement aux chaînes de montagnes, constitueraient des frontières stratégiques médiocres.

from its fertile and densely populated hinterland — and would continue south of the Lesser Zab along the main road from Kirkuk to Kifri. We have come to the conclusion that such a frontier cannot be recommended owing to its economic and social disadvantages.

Neither the political frontiers of the disputed territory with Persia and Syria, nor the existing boundaries, nor the frontiers claimed by Turkey and by Iraq, are racial frontiers.

The towns inhabited by Turks are situated in the southern part of the disputed territory — towards Iraq — while Mosul, an Arab town, is in the centre of the northern part.

The only communication between the City of Mosul and the settled Arab population runs through an area inhabited by a Kurdish majority.

The Christians are scattered, but the great majority of them live north of Mosul.

Out of an estimated total of 3,000,000 Kurds, it is fair to say that 1,500,000 live in Turkey, 700,000 in Persia and 500,000 in the disputed territory. There are a certain number in Syria, but the number in Iraq proper is insignificant. Those of the Kurds in the disputed area who live on the northern side of the Greater Zab are connected by their dialect, racial affinities, and personal and economic relations with the Kurds of the vilayets of Hakkari and Mardin in Turkey. Those living to the south of the Lesser Zab are more closely connected with the Kurds of Persia.

So great is the confusion of races in the disputed territory that in fixing the frontier purely racial considerations cannot be taken into account.

### III. HISTORICAL CONCLUSIONS.

While it is beyond question that the disputed area was for centuries under Turkish rule, that rule was for a long time exercised through the Pashas of Baghdad.

Since the disputed territory was for centuries under the same government and has largely the same history as Baghdad, the historical argument would seem to suggest a solution which would not break up the historical unity of the country — but for the fact that Mardin, Jezireh and Diarbekr, though they also share the history of Baghdad, are now in Turkish territory.

It may be conceded that any frontier, whether it be that proposed by the British Government or that proposed by the Turkish Government, or an intermediate line, is bound to break historical links.

### IV. ECONOMIC CONCLUSIONS.

Economic considerations argue in favour of the union of the disputed territory with Iraq, though the mountainous districts to the north of the "Brussels line" can be separated from it without the slightest inconvenience.

If, for other than economic reasons, it should be thought desirable to partition the disputed areas, several solutions might be acceptable, though none of them would be as satisfactory from the economic point of view as the unity of the territory.

(1) The Qazas of Zakho, Amadia, and perhaps also Dohuk, might be separated from Mosul; these districts would then be placed in a similar situation to that of Jezireh, which formerly was also in the hinterland of Mosul.

(2) We might also consider a frontier running to the north of the Lesser Zab, leaving the Nahias of Koi, Taq-Taq and Rania in Iraq, continuing westwards along a line drawn about 50 kilometres south of Mosul, and then passing to the south of the villages and cultivated lands of the Sinjar. In point of fact, Mosul, as a large town and the general trading centre for the produce of the northern region, is more independent of Baghdad than the southern parts of the territory, whose general trade centre is Baghdad itself.

(3) Should the disputed area be partitioned by an even more southerly frontier, it would nevertheless be desirable to leave the middle course of the Diala in Iraq, since it is indispensable to that State for the solution of the irrigation question. Starting from the Jebel Hamrin, the frontier might be drawn along the River Aqsû to its intersection with latitude 35° north, and thence by the shortest route to the Persian frontier.

### V. STRATEGICAL CONCLUSIONS.

The frontier proposed by the British Government is an excellent strategic frontier.

The "Brussels line" has almost exactly the same advantages.

All frontier lines drawn along the parallel mountain ridges, as described in the geographical section, may also be regarded as strategic frontiers; but their value as such decreases as we go southwards.

The frontier proposed by the Turkish Government is good as regards the western part, where it crosses the desert, but bad as regards its eastern part.

The rivers of the country do not constitute serious obstacles; consequently, any frontier drawn along their courses, *i.e.* as a general rule, up to the mountain ridges, would be a poor strategic frontier.

## VI. CONCLUSIONS POLITIQUES.

### *A. Point de vue juridique.*

La Commission est d'avis que, juridiquement, le territoire contesté doit être considéré comme faisant partie intégrante de la Turquie, tant que cette dernière Puissance n'aura pas renoncé à ses droits.

Pour incorporer le territoire contesté, l'Irak n'a à invoquer ni le droit de conquête ni aucun autre droit juridique ; seules, des considérations d'ordre moral peuvent être invoquées par cette Puissance ; ce sont les suivantes : un Etat de l'Irak ayant été constitué, il faut que la nature de son territoire lui permette de se développer normalement.

La Commission estime n'avoir pas la compétence suffisante pour donner un poids à ces considérations juridiques ; il appartiendra au Conseil de peser leur valeur. Elle n'en tiendra donc pas compte dans ses conclusions finales.

### *B. Politique intérieure du Royaume de l'Irak.*

Si, par comparaison avec la situation d'avant guerre, il est incontestable que des progrès considérables ont été réalisés par le Gouvernement de l'Irak, aidé des conseils britanniques, particulièrement dans les domaines de la sécurité générale, du service sanitaire et de l'enseignement public, il est hors de doute que la situation intérieure du royaume est encore très incertaine. Malgré la bonne volonté des hommes d'Etat de l'Irak, dont l'expérience politique est nécessairement nouvelle, il est à craindre que ne surgissent des difficultés sérieuses, provenant des conceptions politiques parfois contraires qu'ont les Chiites du sud et les Sunnites du nord, des différences ethniques des Arabes et des Kurdes de l'obligation de maintenir dans l'obéissance les tribus turbulentes. Ces difficultés pourraient être néfastes pour l'existence même de l'Etat, si cet Etat n'est soutenu et guidé. Pour que le pays puisse se développer et prospérer, la Commission estime qu'il doit se trouver sous mandat de la Société des Nations pendant une période de vingt-cinq années environ.

### *C. Vœux des populations.*

Avec les réserves indiquées dans le rapport au sujet des opinions exprimées il semble cependant avéré que les vœux exprimés par la population, si l'on considère le territoire pris dans son ensemble, penchent plutôt en faveur de l'Irak qu'en faveur de la Turquie. Il y a lieu de considérer toutefois que l'attitude de la majorité de ces populations fut dictée par le souci de s'assurer un appui effectif provenant du mandat, et aussi par des considérations économiques, plutôt que par un sentiment de solidarité avec le Royaume arabe ; si ces deux facteurs n'avaient pas été pesés par les personnes consultées, il est probable que la majorité d'entre elles eussent préféré le retour à la Turquie plutôt que le rattachement à l'Irak.

### *D. Question assyrienne.*

Considérant que la question de l'habitat des populations assyriennes ne fut introduite dans le débat, par le Gouvernement britannique, qu'à la Conférence de Constantinople et qu'il n'avait été fait mention de cette question ni dans les pourparlers antérieurs ni dans le Traité de Lausanne ; constatant, en outre, que la question assyrienne fut la cause principale invoquée par le Gouvernement britannique pour réclamer une frontière englobant une partie du vilayet de Hakkiari, la Commission estime non justifiée la prétention du Gouvernement britannique à cette frontière.

### *E. Relations d'Etat à Etat.*

Il est incontestable que la solution qui sera prise devra tenir compte de la nécessité d'assurer une paix durable dans cette partie de l'Asie. La Commission, estimant hors de sa compétence de déterminer la valeur de cette considération et le poids à lui donner par comparaison avec les autres facteurs, croit devoir laisser ce soin au Conseil de la Société des Nations.

Si, tenant compte de ces considérations politiques, le Conseil décide le partage du territoire contesté entre la Turquie et l'Irak, aucun inconvénient d'ordre politique ne résulterait de ce partage.

## VII. CONCLUSIONS FINALES.

En se tenant exclusivement sur le terrain de l'intérêt des populations en cause, la Commission estime qu'il y a un certain avantage pour ces populations, à ce que le terrain contesté ne soit pas divisé.

Partant de cette considération et ayant donné une valeur relative à chacune de ses constatations de fait, la Commission estime que des arguments importants, particulièrement d'ordre économique et géographique, ainsi que les tendances — avec toutes les réserves formulées — de la majorité des populations du territoire pris dans son ensemble, plaident en faveur du rattachement à l'Irak de tout le territoire au sud de la ligne conventionnelle de Bruxelles, pour autant que soient remplies les conditions suivantes :

1° Le pays restera sous le mandat effectif de la Société des Nations pendant une période que l'on peut évaluer à vingt-cinq années ;

## VI. POLITICAL CONCLUSIONS.

### A. *Legal.*

The Commission is of opinion that from the legal point of view the disputed territory must be regarded as an integral part of Turkey until that Power renounces her rights.

Iraq cannot claim the disputed territory either by invoking the right of conquest or any other legal right. It can only advance moral arguments to the effect that, since a State of Iraq has been formed, the nature of its territory must be such as to allow of its normal development.

The Commission does not feel competent to decide what weight should be given to these legal considerations ; that is a matter for the Council. The Commission will therefore take no account of them in its final conclusions.

### B. *Internal Politics of the Kingdom of Iraq.*

Though in comparison with the pre-war situation considerable progress has undeniably been achieved by the Iraq Government with the help of British advice, more especially in regard to general security, public health and education, there can be no doubt that the internal conditions of the Kingdom are still very unstable. Notwithstanding the good intentions of the statesmen of Iraq, whose political experience is necessarily small, it is to be feared that serious difficulties may arise out of the differences which in some cases exist in regard to political ideas between the Shiites of the South and the Sunnites of the North, the racial differences between Arabs and Kurds, and the necessity of keeping the turbulent tribes under control. These difficulties might be fatal to the very existence of the State if it were left without support and guidance. For the sake of the development and prosperity of the country, the Commission feels that it should remain under League of Nations mandate for about twenty-five years.

### C. *Wishes of the Population.*

Subject to the reservations made in the report in regard to the opinions given, the fact seems to be established that, taking the territory as a whole, the desires expressed by the population are more in favour of Iraq than of Turkey. It must, however, be realised that the attitude of most of the people was influenced by the desire for effective support under the mandate, and by economic considerations, rather than by any feeling of solidarity with the Arab kingdom ; if these two factors had carried no weight with the persons consulted, it is probable that the majority of them would have preferred to return to Turkey rather than to be attached to Iraq.

### D. *Assyrian Question.*

In view of the fact that the question of the homes of the Assyrians was not introduced into the dispute by the British Government until the Constantinople Conference, and had never been mentioned in the earlier negotiations or in the Treaty of Lausanne, and since the Assyrian question was the principal argument advanced by the British Government in support of its claim to a frontier embracing a portion of the Vilayet of Hakkari, the Commission considers that the British Government's claim to this frontier is not justified.

### E. *Relations between the Two States.*

Whatever solution may be decided upon must of course be influenced by the necessity of securing a lasting peace in this part of Asia. The Commission does not feel itself competent to determine the value of this argument and the weight to be given to it as compared with other factors, and therefore considers that the matter should be left to the Council of the League of Nations.

If the Council, taking these political considerations into account, should decide to partition the disputed territory between Turkey and Iraq, no political difficulty would result.

## VII. FINAL CONCLUSIONS.

Looking at the question entirely from the point of view of the interests of the populations concerned, the Commission considers that it would be to some advantage that the disputed area should not be partitioned.

On the basis of this consideration the Commission, having assigned a relative value to each of the facts which it has established, is of opinion that important arguments, particularly of an economic and geographical nature, and the sentiments (with all the reservations stated) of the majority of the inhabitants of the territory taken as a whole, operate in favour of the union with Iraq of the whole territory south of the " Brussels line ", subject to the following conditions :

(1) The territory must remain under the effective mandate of the League of Nations for a period which may be put at twenty-five years ;

2° Il devra être tenu compte des vœux émis par les Kurdes, qui demandent que des fonctionnaires de race kurde soient désignés pour l'administration de leur pays, pour l'exercice de la justice et pour l'instruction dans les écoles, et que la langue kurde soit la langue officielle de tous ces services.

Si le contrôle de la Société des Nations devait prendre fin à l'expiration du traité de quatre années actuellement en cours entre la Grande-Bretagne et l'Irak, et si certaines garanties d'administration locale n'étaient pas données aux Kurdes, la Commission a la conviction que les préférences de la majorité du peuple eussent été à la souveraineté turque plutôt qu'à la souveraineté arabe.

La Commission, également convaincue que les avantages du rattachement du pays contesté à l'Irak se changeraient alors en inconvénients politiques très graves, estime que, dans ces conditions, il serait plus avantageux pour ce territoire qu'il continuât à vivre sous la souveraineté de la Turquie, dont le statut intérieur et la situation politique extérieure sont incomparablement plus stables que ceux de l'Irak. Quelle que soit la décision, il sera pourtant indispensable de laisser à l'Irak la région du Diala qui lui est nécessaire pour résoudre la question des irrigations.

La Commission a cru devoir laisser au Conseil de la Société des Nations l'appréciation des arguments de droit et autres arguments politiques indiqués dans son rapport, ainsi que le soin de donner des valeurs relatives à ces arguments par comparaison avec les autres arguments. Si, ensuite de cet examen, le Conseil estimait équitable un partage du territoire contesté, la Commission suggérerait la ligne approximative du Petit Zab comme la plus recommandable. Cette ligne est décrite de façon plus détaillée dans le cours du présent rapport

\* \* \*

#### VIII. RECOMMANDATIONS SPÉCIALES.

La Commission ne peut clore ce rapport sans attirer l'attention du Conseil sur trois questions dont l'examen n'entre peut-être pas dans l'objet de la mission dont elle a été chargée, mais qui sont d'une importance capitale pour la pacification du pays et le bonheur de ses habitants.

Ces trois questions sont les suivantes :

- 1° Mesures propres à assurer l'apaisement ;
- 2° Protection des minorités, particulièrement des minorités non musulmanes ;
- 3° Mesures commerciales.

##### 1. *Mesures propres à assurer l'apaisement.*

Depuis le Traité de Lausanne, les populations extrêmement émotives des territoires contestés sont restées dans le doute au sujet de leur statut futur et il est tout naturel que les passions populaires s'y soient manifestées avec âpreté ; les investigations de la Commission ont, par leur nature même, contribué à l'excitation d'esprits travaillés par des propagandes en sens inverse.

Il en est résulté que, dans toute l'étendue du territoire, des factions ennemies se sont créées et développées ; beaucoup de personnes se croient ou sont réellement compromises vis-à-vis de l'Etat sous la souveraineté duquel elles se trouveront bientôt placées.

Nous pensons cependant que les habitants se sont rendu compte de ce que les membres de la Commission ont essayé de mener une enquête absolument impartiale et qu'ils n'ont eu en vue que leur bonheur futur ; nous avons la conviction que la grande majorité de la population se ralliera à la décision qui sera prise.

La Puissance qui aura le territoire sous sa souveraineté devrait, par l'attitude tolérante de ses fonctionnaires, veiller à l'apaisement des esprits ; elle devrait aussi accorder une amnistie la plus large possible pour tous les faits du passé.

Afin de dissiper les inquiétudes que pourraient éprouver certaines personnes, qui sont ou se croient particulièrement compromises, peut-être serait-il utile que la Société des Nations désignât un représentant qui résiderait quelques années dans le pays même ; il aurait pour mission de recevoir les plaintes de ceux qui se croiraient lésés ou persécutés et réussirait vraisemblablement à aplanir bien des conflits.

Nous pensons également que si certaines personnes, irréductibles dans leurs opinions, désirent quitter le territoire, il faudrait non seulement qu'il ne soit pas mis obstacle à leurs intentions, mais encore que toutes les facilités leur soient données.

Pour éviter, toutefois, que ne soient commis des actes prématurés provoqués par un mouvement de mauvaise humeur et pouvant être regrettés ensuite par leurs auteurs, aucune déclaration d'option ne devrait pouvoir être faite avant une période de six mois à dater de la décision concernant la souveraineté. Pendant quatre années ensuite, les habitants devraient pouvoir opter pour l'une ou l'autre nationalité, une nouvelle année étant encore allouée aux émigrés afin de leur permettre de réaliser leurs biens. Nulle personne, optant à quelque époque que ce soit, dans les limites de temps ci-dessus indiquées, pour la nationalité voisine, ne pourrait être obligée à quitter le territoire avant l'expiration des cinq années.

Nous croyons devoir proposer une période aussi longue afin de sauvegarder les intérêts des personnes qui désirent émigrer, en ne les obligeant pas à réaliser rapidement, et forcément à vil prix, leurs biens immobiliers ; une période trop courte ouvre la porte à tous les abus dont

(2) Regard must be paid to the desires expressed by the Kurds that officials of Kurdish race should be appointed for the administration of their country, the dispensation of justice, and teaching in the schools, and that Kurdish should be the official language of all these services.

The Commission is convinced that if the League of Nations' control were to terminate on the expiry of the four-years Treaty now in force between Great Britain and Iraq, and if certain guarantees of local administration were not to be given to the Kurds, the majority of the people would have preferred Turkish to Arab sovereignty.

The Commission is also convinced that the advantages of the union of the disputed territory with Iraq would in that case be exchanged for very serious political difficulties, and considers that, under those circumstances, it would be more advantageous for the territory to remain under the sovereignty of Turkey, whose internal conditions and external political situation are incomparably more stable than those of Iraq. Whatever decision may be taken, it is essential, however, that Iraq should retain the Diala region, which is necessary for the solution of the irrigation problem.

The Commission feels bound to leave it to the Council of the League of Nations to appraise the legal and other political arguments stated in its report, and to decide what relative weight should be given to them as compared with the other arguments. Should the Council, as the outcome of its examination, consider it equitable to partition the disputed territory, the Commission would suggest that the best line would be that approximately following the Lesser Zab. This line is described in greater detail elsewhere in the present report.

\* \* \*

#### VIII. SPECIAL RECOMMENDATIONS.

The Commission cannot close this report without drawing the Council's attention to three questions which, though they do not perhaps come within the Commission's terms of reference, are of vital importance for the pacification of the country and the welfare of its people.

These three questions are :

- (1) Measures for ensuring peace within the country ;
- (2) Protection of minorities, notably non-Moslem minorities ;
- (3) Commercial measures.

##### (1) *Measures for ensuring Peace within the Country.*

Since the Treaty of Lausanne, the people of the disputed areas, who are very excitable, have remained in doubt as to their future status, and popular passions have quite naturally found expression with some degree of violence ; by their very nature, the Commission's enquiries have helped to excite the minds of the people, already worked upon by propaganda on both sides.

In consequence, opposing factions have arisen and developed throughout the territory ; many people are, or think they are, compromised in the eyes of the State under whose sovereignty they will soon be placed.

We believe, however, that the people have realised that the members of the Commission have endeavoured to conduct an absolutely impartial enquiry and have had no aim but their future welfare ; we are convinced that the vast majority of the population will accept whatever decision may be taken.

The Power which exercises sovereignty over the territory should take care to pacify the people through the tolerant attitude of its officials, and it should grant the widest possible amnesty for all past acts.

In order to allay the misgivings which may be felt by persons who are, or believe themselves to be, specially compromised, it might be of advantage for the League of Nations to appoint a representative who would reside in the country for some years. It would be his duty to receive the complaints of those who thought they had a grievance or were being persecuted, and he would probably succeed in smoothing over many troubles.

We also think that if certain persons of irreconcilable views should wish to leave the territory, no obstacle should be placed in their way—indeed, they should be given every facility.

In order, however, to avoid the taking, under the influence of irritation, of premature action which might later be regretted by the persons concerned, it should be arranged that no declaration of option could be made within less than six months following the decision as to sovereignty. For four years thereafter the people should have the right to opt for either nationality, an additional year being granted to emigrants to enable them to realise their property. No person opting for the neighbouring nationality at any time during the above-mentioned period should be compelled to leave the territory before the expiry of the five years.

We think it necessary to suggest such a long period in order to protect the interests of persons wishing to emigrate, by not forcing them to realise their immovable property hastily and at necessarily low prices ; too short a period would open the door to abuses of every kind, not

les moindres ne sont pas les tracasseries et vexations de voisins voulant s'appropriier les biens des partants à des conditions dérisoires.

Le délégué de la Société des Nations pourrait veiller au traitement équitable des personnes qui désirent s'expatrier et servir d'arbitre dans les différends.

## 2. *Protection des minorités, particulièrement des minorités non musulmanes.*

Le territoire contesté devant de toute façon se trouver sous la souveraineté d'un Etat musulman, il est nécessaire, pour répondre aux vœux des minorités, particulièrement chrétiennes, mais aussi israélites et yézidis, que des mesures soient prises en vue de leur protection.

Il n'est pas dans notre compétence d'énumérer toutes les conditions qu'il serait nécessaire d'imposer à l'Etat souverain au sujet de la protection de ces minorités ; nous pensons toutefois devoir signaler qu'il faudrait que l'on assurât aux Assyriens le rétablissement des anciens privilèges qu'en fait — sinon de façon officielle — ils possédaient avant la guerre. Quel que sera l'Etat souverain, il devra assurer à ces Assyriens une certaine autonomie locale, leur reconnaissant le droit de nommer leurs propres fonctionnaires et se contentant de leur faire payer un tribut par l'intermédiaire de leur Patriarche.

Tous les Chrétiens et les Yézidis devraient être assurés de la liberté religieuse et du droit d'ouvrir des écoles.

Le statut des minorités devrait nécessairement être approprié aux conditions si particulières de ce pays ; nous pensons pourtant que les dispositions édictées en faveur des minorités pourraient n'être qu'illusoire, si un contrôle efficace n'est exercé sur place.

Le délégué de la Société des Nations, sur les lieux, pourrait être chargé de veiller à l'application des garanties.

## 3. *Mesures commerciales.*

Le pays contesté est — nous l'avons dit — un territoire de transition entre la Turquie et la Syrie, d'une part, l'Irak et la Perse, d'autre part. Quelle que soit la Puissance qui assurera la souveraineté de ce territoire, il sera indispensable que des débouchés commerciaux lui soient assurés. Dans le cas où le pays contesté retournerait à la Turquie, il est évident que l'Irak, afin de profiter des ressources en vivres du pays, aurait un intérêt primordial à conclure un accord économique avec la Turquie ; ce dernier pays devrait évidemment consentir à un tel accord, puisque, Bagdad étant le seul débouché où se puisse écouler le surplus de la récolte, un tel accord serait dans l'intérêt même des habitants.

Si le territoire contesté est attribué à l'Irak, il faudrait que non seulement toute liberté fût laissée à ses habitants de pouvoir commercer avec la Turquie et la Syrie, mais que des facilités fussent également données aux villes frontières de Turquie, de manière qu'elles puissent emprunter la voie de Mossoul pour l'exportation de leurs produits et l'importation des objets manufacturés.

Des accords analogues devraient être conclus dans le cas où le pays contesté serait partagé entre l'Irak et la Turquie.

Genève, le 16 juillet 1925.

(Signé) E. AF WIRSÉN.      (Signé) Comte P. TELEKI.      (Signé) A. PAULIS.

---



the least of which would be the annoyances and vexations caused by neighbours anxious to acquire the property of the emigrants on ridiculous terms.

The League of Nations delegate might see that persons wishing to emigrate were equitably treated, and might arbitrate in disputes.

(2) *Protection of Minorities, notably non-Moslem Minorities.*

Since the disputed territory will in any case be under the sovereignty of a Moslem State, it is essential, in order to satisfy the aspirations of the minorities — notably the Christians, but also the Jews and Yezidi — that measures should be taken for their protection.

It is not within our competence to enumerate all the conditions which would have to be imposed on the sovereign State for the protection of these minorities. We feel it our duty, however, to point out that the Assyrians should be guaranteed the re-establishment of the ancient privileges which they possessed in practice, if not officially, before the war. Whichever may be the sovereign State, it ought to grant these Assyrians a certain local autonomy, recognising their right to appoint their own officials and contenting itself with a tribute from them, paid through the agency of their Patriarch.

All the Christians and the Yezidi should be assured of religious freedom and the right of opening schools.

The status of minorities would necessarily have to be adapted to the special conditions of the country ; we think, however, that the arrangements made for the benefit of minorities might remain a dead letter if no effective supervision were exercised locally.

The League of Nations representative on the spot might be entrusted with this supervision.

(3) *Commercial Measures.*

As we have said, the disputed area is a transitional territory between Turkey and Syria, on the one hand, and Iraq and Persia, on the other. Whichever Power may hold the sovereignty over this territory, it is essential that commercial outlets should be secured to that Power. If the disputed territory returned to Turkey, it is obvious that Iraq, in order to profit by the food-growing capacity of the country, would have the strongest possible motive for concluding an economic agreement with Turkey ; the latter country would of course consent, because, since Baghdad is the only outlet for the surplus harvest, such an agreement would be in the interests of the inhabitants themselves.

If the disputed territory is assigned to Iraq, its inhabitants should be given full freedom of trade with Turkey and Syria, and, moreover, facilities should be afforded to the Turkish frontier towns to use the Mosul route for exporting their produce and importing manufactured articles.

Similar agreements should be concluded if the disputed territory were partitioned between Iraq and Turkey.

Geneva, July 16th, 1925.

(Signed) E. AF WIRSÉN. (Signed) COUNT TELEKI. (Signed) A. PAULIS.

---